

PROCES VERBAL DU

CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 11 AVRIL 2024

La Teste de Buch vendredi 05 avril 2024

CONVOCATION
à l'attention des Membres du
CONSEIL MUNICIPAL

Direction Générale des Services
Affaire suivie par M. PELIZZARDI
tél : 05.56.22.38.74
réf : SP/VG n° 2024-04-12

DGS :
Cab :
DGA :
Adjoint :
CS :

Objet : CONVOCATION CONSEIL MUNICIPAL

Chère collègue, cher collègue,

Je vous prie de bien vouloir participer à la réunion du CONSEIL MUNICIPAL qui se tiendra à l'Hôtel de Ville, 1 esplanade Edmond Doré, salle du conseil municipal, le :

JEUDI 11 AVRIL 2024 à 15 H 00

Ordre du jour : ci-joint.

L'ensemble des documents joints à la présente convocation sont transmis ce jour par voie dématérialisée sécurisée sur votre adresse mail prenom.nom@latestedebuch.fr par le biais de la plateforme de convocation électronique Gironde Numérique (Mairie de La Teste de Buch - pastell@girondenumerique.info). Il vous suffit de cliquer sur le lien proposé.

Vous souhaitant bonne réception des présentes, je vous prie de bien vouloir agréer, chère collègue, cher collègue, l'expression de mes salutations distinguées.

Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch
Conseiller départemental de la Gironde

1

Pièces jointes :

1. Convocation et ordre du jour
2. Procès-verbal du conseil municipal du 22 février 2024
3. Délibérations accompagnées des notes explicatives de synthèse et annexes correspondantes,
4. Convention 2024-2026 avec la CAF : Multi-accueil collectif
5. Convention 2024-2026 avec la CAF : Multi-accueil Alexis Fleury
6. Convention 2024-2025 avec la CAF : Lieux d'accueil enfants-parents
7. Convention 2024-2025 avec la CAF : Espace de vie sociale à Cazaux
8. Convention de partenariat 2024 avec le Conseil Départemental de la Gironde : Espace de vie sociale à Casaux
9. Convention de servitude Enedis : raccordement Hôtel de Police
10. Programme Local de l'Habitat 2024-2030
11. Annexes Télétravail
12. Compte de gestion 2023 du budget principal
13. Compte de gestion 2023 du budget annexe Ile aux oiseaux
14. Compte de gestion 2023 du budget annexe Pôle nautique
15. Compte administratif 2023 du budget principal
16. Compte administratif 2023du budget annexe Ile aux oiseaux
17. Compte administratif 2023 du budget annexe Pôle nautique
18. Budget supplémentaire 2024 du budget principal
    18bis : annexe complémentaire AP/CP
19. Budget supplémentaire 2024 du budget annexe Ile aux oiseaux
20. Budget supplémentaire 2024 du budget annexe Pôle nautique
21. Sogéres : rapport d'activités 2022-2023
22. CCAS : Bilan d'activités 2023
23. Epic Hippocampus : Rapport d'activités 2023
24. Décisions du Maire prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales
25. Pouvoir vierge

Sont joints à la présente convocation les documents budgétaires relatifs au budget supplémentaire 2024 du budget principal et des budgets annexes Ile aux oiseaux et pôle nautique.

Cependant, suite à un problème informatique national que notre prestataire informatique Ciril n'a pu régler à ce jour il s'avère que des éléments financiers des opérations d'AP/CP du budget principal peuvent être erronés.

Aussi pour votre parfaite information, une annexe complémentaire conforme à la délibération de ce jour vous est également adressée (PJ : 18bis), elle donne les éléments réels des crédits de paiement, par années, des autorisations de programme.

La version finale du document budgétaire vous sera transmise dès que notre prestataire aura solutionné ce problème.

CONSEIL MUNICIPAL du JEUDI 11 AVRIL 2024
Ordre du jour

- Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 22 février 2024

RAPPORTEURS :

DEVELOPPEMENT DURABLE, DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ, VIE COLLECTIVE ET ASSOCIATIVE

Mme JECKEL	1. Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'Association des sculpteurs du Bassin d'Arcachon
Mme DESMOLLES	2. Convention de partenariat avec l'Association African Music 2ème édition des Scènes musicales
Mme SECQUES	3. Convention bilatérale avec Gironde Habitat pour la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux 2024-2026
Mme DEVARIEUX	4. Convention d'objectifs et de financement 2024/2026 avec la CAF de la Gironde / Prestation de service unique et bonus Multi-accueil Collectif et Familial et Multi-accueil Alexis Fleury
M. PASTOUREAU	5. Convention d'objectifs et de financement 2024/2025 avec la CAF de la Gironde : prestation de service lieux d'accueil enfants-parents LAEP et bonus territoire
Mme DELFAUD	6. Convention d'objectifs et de financement avec la CAF de la Gironde 2024-2025 : Espace de Vie Sociale de Cazaux 2024-2025 prestation de service « animation locale »
Mme ECHINARD	7. Convention de partenariat avec le Conseil Départemental de la Gironde : Pilotage du projet d'animation de la vie sociale et projet « Espace de vie sociale » à Cazaux

RÉNOVATION URBAINE, AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

M. BERNARD	8. Aménagement avenue Louis Gaume et avenue des Dunes - Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la COBAS pour l'aménagement d'une piste cyclable
M. AMBROISE	9. Aménagement rue Henri Dheurle – génie civil des réseaux de télécommunication – convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage avec le SDEEG
M. VOTION	10. Aménagement rue Henri Dheurle – Travaux d'enfouissement du réseau de distribution électrique avec le SDEEG – approbation du plan de financement
M. PINDADO	11. Aménagement rue Henri Dheurle – enfouissement du réseau de télécommunications – convention avec Orange
M. BUSSE	12. Convention de servitudes au profit d'Enedis : raccordement électrique de l'Hôtel de police
M. SAGNES	13. Convention tripartite droit de préemption urbain entre l'Etat, la Commune et l'EPFNA
Mme DELFAUD	14. Acquisition parcelle CX n°1p sise rue Osmin Dupuy Cazaux-lac régularisation foncière
Mme REAU	15. Vente parcelles Sud de l'Hôpital lieux-dits Lande des Deux Crastes et Bonneval avenue Gustave Eiffel
M. BERILLON	16. Approbation du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2024-2030

ADMINISTRATION GÉNÉRALE, RELATIONS HUMAINES, FINANCES ET BUDGETS, SERVICES A LA POPULATION

M. BERILLON	17. Lancement d'une démarche de Responsabilité Sociétale de son Organisation (RSO) par l'obtention du label ISO 26000
Mme GRONDONA	18. Généralisation du télétravail au 1er juin 2024
M. SAGNES	19. Adaptation du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les agents de la ville au 1er mai 2024 suite aux observations de la Préfecture
M. PASTOUREAU	20. Adaptation du Régime Indemnitaire pour les assistantes maternelles par la mise en place d'une prime exceptionnelle annuelle
M. BERNARD	21. Adaptation du Régime Indemnitaire pour les agents de la police municipale : Mise en place de la Prime d'Intéressement à la Performance Collective des Services (PIPCS)
M. BOUCHONNET	22. Modification du tableau des effectifs des contractuels sur emplois permanents et des contractuels sur emplois non permanents à compter du 1e mai 2024
M. SLACK	23. Recrutement d'agents contractuels non permanents pour faire face à des besoins saisonniers
Mme JECKEL	24. Indemnité forfaitaire pour fonctions itinérantes
Mme DELFAUD	25. Dénomination de la halte nautique de Cazaux : Halte nautique Jacques Bessou
M. DUFAILLY	26. Modification du règlement intérieur de la Halte Nautique Jacques Bessou
Mme REAU	27. Constitution d'un Groupement de commandes entre la ville, le ccas et l'Epic Hippocampus pour la passation d'un marché public de prestations d'assurances
M. BOUYROUX	28. Convention d'objectifs et de moyens entre la commune et l'EPIC Hippocampus : Avenant n° 2
Mme TILLEUL	29. Acceptation d'un don pour la reconstruction de la cabane tchanquée n° 3
M. BOUDIGUE	30. Exercice 2023 : Budget principal, budgets annexes Ile aux oiseaux et Pôle nautique - Approbation des comptes de gestion

M. BOUDIGUE	31. Exercice 2023 : Budget principal et budgets annexes Ile aux oiseaux et Pôle nautique - Approbation des comptes administratifs
M. DUFAILLY	32. Exercice 2023 : Affectation des résultats du budget principal et des budgets annexes Ile aux Oiseaux et Pôle nautique
M. SAGNES	33. Fixation des taux d'imposition – Année 2024
M. BUSSE	34. Révision n° 7 des autorisations de programme et des crédits de paiement AP/CP exercices budgétaires 2022-2026
M. BOUDIGUE	35. Exercice 2024 : Budget supplémentaire du Budget principal et des budgets annexes Ile aux Oiseaux et Pôle nautique

COMMUNICATION

M. PASTOUREAU	36. SOGERES : Rapport d'activités 2022-2023
Mme GRONDONA	37. CCAS : bilan d'activités 2023
M. BOUYROUX	38. EPIC HIPPOCAMPUS : Rapport d'activités 2023

- Décisions prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'an deux mille vingt-quatre le ONZE AVRIL à 15h00, le Conseil Municipal de LA TESTE DE BUCH régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la Loi, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de : Patrick DAVET, Maire

Les membres du Conseil Municipal ont été convoqués par lettre en date du 05 avril 2024.

Monsieur le Maire :

Bonjour à tous, nous allons commencer ce conseil municipal, je vais faire l'appel.

Sont présents :

M. DAVET, M. SAGNES, Mme GRONDONA, M. BUSSE, M. PASTOUREAU, Mme JECKEL, M. BOUDIGUE, M. DUFAILLY, Mme TILLEUL,M. BOUYROUX, Mme DEVARIEUX, M. BERILLON, M. BERNARD, Mme DELFAUD, M. AMBROISE, Mme DESMOLLES, M. SLACK, Mme SECQUES, M. VOTION, M. BOUCHONNET, M. PINDADO, Mme REAU, M. DUCASSE, Mme DELMAS, M. MAISONNAVE, M. CHATEAU

Ont donné procuration (article L 2121-20 - 1° alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme POULAIN à Mme DEVARIEUX
Mme ECHINARD à Mme SECQUES
Mme DELEPINE à M. BUSSE
M. CHAUTEAU à M. CHATEAU
Mme PETAS à M. MAISONNAVE
Mme MONTEIL-MACARD à M. DUCASSE
Mme PHILIP à Mme DELMAS

Absents :

Mme PAMIES
M. MURET

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers votants : 33

Le quorum est atteint

Avec l'accord de l'assemblée je vais désigner un secrétaire de séance, conformément à l'article 2121-15 du code général des collectivités territoriales, je vous propose M VOTION.

Monsieur le Maire :
Avant que nous commencions, je voudrais que vous regardiez la maquette qui est derrière vous, c'est la maquette de la villa Guilharria c'est une des toutes premières construites par Gaume au Pyla, il y a un siècle, en 1924. Elle existe toujours, elle est dans le virage Rothschild. Elle appartenait à la famille De Mombrisson qui aujourd'hui il ne reste que Mme Blanchard, étant une fille Mombrisson et il y a les enfants, qui ont souhaité nous donner cette maquette à nous ville de la Teste. Nous sommes allés la chercher hier, dans un village qui s'appelle le Pin à coté de Moissac. Ils avaient envie de nous la donner à nous, ils avaient confiance en nous, c'est une œuvre, en fait c'est cette villa qui a inspiré le style Gaume Basco/Landais, c'est la première maison construite par Gaume et à partir de là s'est décliné toutes les villas que vous avez dans ce style là au Pyla.
Elle existe encore surement rénovée, améliorée, on ne la voit pas depuis la route, difficilement depuis la mer également.
Dans un premier temps cette maquette va partir au service technique pour être dépoussiérée, elle a un siècle. On ne sait pas précisément si elle a été faite avant la construction, c'est ce que nous pensons, la famille ne se souvient pas ou si elle a été faite après.
L'histoire c'est que Hubert De Monbrisson s'était remarié pour la 3ème fois avec une Romanov qui elle-même avait été mariée avec un de ses cousins le couple a divorcé et ce fameux cousin était un artiste et c'est lui qui aurait fait cette maquette. Ils ont voulu nous la remettre à nous ville de la Teste.
Elle va faire un petit séjour au centre technique et de là elle partira au Pyla en attendant la construction de notre musée sur la façade maritime où elle fera partie des objets de collection.
Vous l'avez là vous pourrez la regarder, c'est fabuleux le travail réalisé, je dis merci et un grand merci à Benoit Bartherotte , car c'est lui qui a créé la relation, qui a découvert cette maquette au Pin à coté de Moissac, il m'a appelé pour me demander si cela m'intéressait.
Voilà comment la relation s'est réalisée, nos équipes sont allées la récupérer, et là voilà ici, c'est notre histoire, notre patrimoine.

Autre chose je voudrais rendre hommage à notre ami Robert Aufan qui est décédé dernièrement, à la fois historien et professeur, je l'ai eu au collège, c'est celui qui a fait le dernier livre sur la forêt usagère, un livre extraordinaire qu'il m'a dédicacé quand il l'a sorti, il avait 85 ans, des problèmes de santé, il est décédé, je voulais lui rendre cet hommage, il le mérite, même s'il n'était pas originaire d'ici, il a beaucoup œuvré historiquement pour notre ville.

Monsieur DUCASSE :
Robert Aufan était un ami aussi un homme très important pour notre commune qui a redonné en quelque sorte ses lettres de noblesse à notre ville avec ses livres sur le commerce de la résine depuis l'antiquité jusqu'à nos jours et l'usage. Des ouvrages sur la toponymie, pourquoi tel lieu de la Teste porte tel nom, bien entendu son travail de bénédictin sur la forêt usagère, mais pas sur la forêt usagère, sur l'empreinte laissée par l'homme dans la forêt usagère, et je pense qu'il faudra s'ingénier à trouver un lieu de qualité ou une rue importante pour y laisser son nom.

Monsieur le Maire :
Ne vous inquiétez pas on y a déjà songé, comme on songe à d'autres, mais merci pour ce petit mot.

Je voudrais vous signaler aussi qu'hier M Chauteau a succédé à Valentin Deiss à la COBAS depuis le 29/02, hier c'était son 2ème conseil, il n'était pas représenté mais avait donné procuration à M Boudigue. Nous le saluons.

Monsieur MAISONNAVE :

Pour revenir sur le dernier conseil, il était intense, parfois orageux, des échanges musclés, des paroles excessives et je dirais des postures intolérables, le tout agrémenté de messages politiques et de piques personnelles.

Je trouve que ces comportements n'apportent rien au débat, notre hémicycle n'est pas celui de l'assemblée nationale, il serait souhaitable d'en prendre conscience avant de perdre toute crédibilité vis-à-vis de nos administrés au risque de voir une partie croissante de la population se détourner de la démocratie représentative, comme on peut s'en rendre compte lors des élections.

En même temps comment ne pas passer sous silence ce couplet redondant que j'entends depuis plusieurs conseils municipaux, nous assimilant à des nuisibles, je le prends aussi pour moi et je trouve qu'avec le temps cela devient lassant.

Malgré ces remarques et ces attaques nous continuerons d'assumer pleinement nos prises de position même si au fond de vous cela vous contrarie.

Nuisibles nous sommes, nuisibles nous resterons, mais savez-vous que les nuisibles au-delà des idées reçues sont pourtant bien utiles, alors comme la fouine nous continuerons de fouiner, comme le furet, nous continuerons de fureter avec curiosité, sagacité et lucidité les dossiers qui nous sont présentés.

Cela peut déplaire, déranger aussi irriter, mais porter un regard différent et débattre et argumenter avec conviction et passion, n'enlève rien au débat municipal, au contraire cela l'enrichit, même si parfois cela peut être inaudible et agaçant.

Je souhaiterais à l'avenir que l'on ait des débats beaucoup plus posés.

Monsieur le Maire :

Merci pour votre intervention, je crois que notre volonté ici, groupe majoritaire c'est de travailler et d'avancer.

Quand j'utilise des mots, nuisibles, je le pense car il y a des comportements qui ne correspondent pas à ce qu'il doit se passer.

L'autre jour je vous ai dit avec précision, et je sais qu'il a regretté, M Ducasse, j'ai dit « arrêtez d'être complice de M Muret », voilà ce que je vous ai dit, car il vous utilise, c'est dommage qu'il ne soit pas là, c'est lui qui va trop loin dans le débat, nous, nous sommes là pour faire avancer notre ville, il n'y a que ça qui nous intéresse.

Croyez-moi que ces échanges de mots ce n'est pas ma vie, c'est pas ma partie, je parle au nom de mes élus, de nos élus.

Si votre comportement est un comportement d'opposition constructive, ce que vous avez dit, moi je l'ai trouvé beaucoup plus souvent destructif que constructif, mais chacun a son objectivité là-dessus.

C'est bien de se dire les mots, mais vous allez voir qu'aujourd'hui le débat va être beaucoup plus paisible, je le pressens, travaillons sérieusement dans l'intérêt de notre ville, dites-nous « tiens ça ce n'est pas bien on l'aurait fait différemment » c'est ce que l'on fait nous on fait différemment de ce que vous faisiez, mais ne vous laissez pas prendre dans la complicité, ne devenez pas complice de quelqu'un sur lequel vous avez écrit « nous nous dissocions » et je vois que par moment vous ne vous dissociez pas, vous le laissez dire des choses sans lui dire stop.

Qui ne dit mot consent. Mais je suis ravi que vous me disiez ça M. Maisonnave, on continuera à se comporter comme on se comporte, quand on est correct avec nous et vous verrez qu'il y a des mots qui ne nous échapperont pas.

Je suis dans l'opposition au Département, mais jamais de la vie je n'ai eu un comportement comme ça, en utilisant des mots, cela ne me viendrait pas à l'esprit, c'est une question d'éducation, mais nous on a de leçons à recevoir de personne, pour donner des leçons, il faut avoir des références, et ceux qui aujourd'hui braillent le plus n'ont pas des références ou pas des bonnes.

Nous on fait notre travail, vous pouvez le contester, vous en avez le droit ça s'appelle la démocratie, mais moi je ne tends pas la deuxième joue, même si j'ai fait catéchisme,

communion, je ne tends pas la 2ème joue, parce qu'il y a des choses qui ne sont pas supportables et si vous ne voulez pas les supporter il faut que chacun ait ce comportement. A bon entendeur, salut.

Madame DESMOLLES :

Lorsque j'étais enseignante il y a bien longtemps, puisque je suis votre doyenne à tous je commençais toujours ma classe de CP avec des enfants de six ans et je commençais ma première leçon par la morale et l'instruction civique.
Là je suis triste affligée même de devoir aujourd'hui, ici, rappeler à des adultes, leurs devoirs, de correction, de respect, de politesse, envers chacun.
Nous sommes là tous pour le bien de notre ville et de ses habitants, pas pour régler des comptes. Les joutes verbales, je l'ai dit ça ne sert à rien, ça nous fait perdre notre temps, nous travaillons tous avec application, courage et honnêteté.
Je voudrais aussi préciser si vous désirez montrer votre savoir par des allégories, des proverbes etc., il serait judicieux de vérifier auparavant vos connaissances afin que vos citations soient au moins correctes.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Desmolles,

Nous avons l'approbation du procès-verbal du 22 février 2024.

Le Procès-verbal est approuvé à l'unanimité

Monsieur BOUDIGUE :

Moi aussi je souhaitais élever le débat par rapport à ce qui avait été dit lors du dernier conseil.

Nous avons souhaité avoir un droit de réponse aux propos qui ont été tenus lors du dernier conseil municipal de février 2024 par M. MURET, Mme DELMAS et M. DUCASSE concernant la révision n° 3 du PLU. C'est bien dommage que M Muret ne soit pas là.

Car à vous entendre, nous aurions assisté depuis 3 ans à une avalanche de constructions non maitrisées, tout cela parce qu'en ne poursuivant pas la révision du PLU, nous aurions ouvert les vannes des divisions parcellaires, faute de pouvoir opposer des sursis à statuer.

La réalité est tout autre en particulier sur quatre affirmations que vous avez abondamment rabâchées.

Tout d'abord, il y a l'abandon de la révision du PLU, vous avez dit Monsieur MURET que notre maire Patrick DAVET avait suspendu le processus d'adoption de la révision du PLU. Je vous cite - « Il *était adopté ; il avait fait toutes les PPA que vous voulez, il ne lui manquait plus que cette délibération, à peu près la même que celle que nous votons aujourd'hui* ».
Ou encore que ce processus fut - Je vous cite - « *à une petite encablure d'entrer en fonction* », « *à deux doigts d'être adopté* ».
Or Monsieur MURET l'affirmation d'une approbation imminente possible du PLU est complétement fausse. Votre affirmation vient-elle de votre méconnaissance totale des procédures ? ou plutôt d'un mensonge volontaire ?

Concernant la procédure, pour que l'on puisse considérer que l'approbation du PLU était imminente, il aurait fallu que l'enquête publique se soit déroulée ou a minima ait été engagée mais pour cela, il aurait fallu encore auparavant qu'une délibération tirant le bilan de la concertation engagée depuis 2013 et arrêtant le projet de PLU à soumettre à l'enquête publique ait été validée par le Conseil Municipal (art 153-14 du Code Urbanisme).
Et encore, une fois l'enquête publique achevée, le PLU n'aurait pas été comme le prétend M. MURET *« à deux doigts d'être adopté »* surtout si le Commissaire Enquêteur avait émis des

réserves. Dans tous les cas, il restait à engager les modifications nécessaires à la suite de l'enquête publique puis à repasser pour approbation en Conseil Municipal, comme la révision n° 3 que nous avons votée lors du dernier Conseil de février dernier.

Quant à l'état du dossier, alors que l'ancien maire avait annoncé au Pyla, à l'été 2018, que -je cite - *« le PLU devrait être approuvé au printemps prochain 2019* », on constatait 18 mois plus tard exactement les 09 et 15 janvier 2020, soit seulement 2 mois avant le 1er tour des élections municipales, que la Mairie en était encore à publier sur son site internet des mises à jour des projets de plans de zonage et des mises à jour de projets de règlements de zone.

Mais la vraie question M. MURET, c'est pourquoi la ville de La Teste, si le dossier était aussi prêt que vous le dites, n'a-t-elle pas bouclé la révision de son PLU en 2019.

Nous avons un point de comparaison indiscutable avec les mêmes contraintes, c'est la commune de Lège Cap-Ferret qui lançait l'élaboration de son PLU en septembre 2013, exactement 14 jours après La Teste de Buch. Et ce PLU, après avoir été adopté une 1ère fois en juillet 2018 (mais suspendu par le préfet) a été définitivement adopté le 18 juillet 2019.

Aucun élément extérieur différent de la situation de Lège-Cap-Ferret ne peut justifier que La Teste n'ait pas tenu le même délai.

Qui plus est, vous ne pouvez pas nous reprocher les conséquences de votre négligence dans la gestion de ce dossier : Car quand, en fin 2018, vous avez réalisé que vous n'arriveriez pas à tenir votre calendrier et si vous teniez à modifier les taux d'emprise ou les espaces de pleine terre par exemple, vous aviez la possibilité d'introduire plusieurs modifications des Règlements de zone dans la modification n°2 du PLU, approuvée le 9 juillet 2019, présenté d'ailleurs au Conseil Municipal par M DUCASSE.

Le dossier de la révision du PLU, M MURET, n'était pas prêt contrairement à vos affirmations.

Ensuite il y a la question du Sursis à Statuer .M MURET vous affirmez qu'en arrêtant la révision du PLU, je vous cite « *la ville s'est privée du Sursis à Statuer, la ville n'a pas pu se prémunir, par le biais du Sursis à Statuer de toutes les demandes de découpe parcellaire ».* Et M DUCASSE de stigmatiser, -je vous cite - *« ces divisions parcellaires qui se sont envolées faute d'avoir l'autorité sur elles* -je vous cite encore -…*On revient toujours à ce sursis à statuer qui permettait de calmer tous les promoteurs et tous les acquéreurs de terrains »*

Ah, M MURET, M DUCASSE, le mythe du Sursis à Statuer, l'épouvantail censé permettre de bloquer tous les projets de construction !

Là encore une totale méconnaissance du droit de l'urbanisme du code et de la jurisprudence.

Savez-vous combien l'ancien maire a signé de Sursis à Statuer en 2019, dernière année pleine de son mandat ? un en 2019…, Et pourquoi si peu ?

Parce que le Sursis à Statuer n'est pas l'outil miracle qui permettrait de s'opposer à toutes les divisions comme vous le prétendez.

Le Sursis à Statuer, c'est un fusil à 1 coup, qui peut vous exploser à la figure.

D'abord, parce que le délai maximum est de 2 ans- au-delà le Sursis à Statuer tombe et il n'est pas renouvelable.
Ainsi les Sursis à Statuer que l'ancien maire s'engageait à opposer en 2018 notamment aux projets pylatais, tombaient en 2020 sans possibilité de prolongation…

ensuite, parce que les conditions d'application du Sursis à Statuer sont extrêmement contraintes : Il ne suffit pas que les dispositions proposées soient contraires au projet de règlement du futur PLU, il faut démontrer que par le lieu de leur réalisation ou leur importance, les constructions « seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan » article L.153-11 du code de l'urbanisme et il y a toute une jurisprudence qui montre que l'on

peut avoir au final des projets validées par les tribunaux alors qu'ils étaient en contradiction avec des dispositions du futur PLU…

Enfin parce que, opposer un Sursis à Statuer présente deux risques importants c'est le fusil qui vous explose à la figure :
Le premier risque, c'est que le demandeur auquel on oppose un Sursis à Statuer peut exiger que la commune rachète sa propriété (droit de « délaissement »)
Le second risque, c'est que si les tribunaux jugent le Sursis à Statuer injustifié, la commune peut être lourdement condamnée à indemniser la « victime » du Sursis à Statuer. Un exemple, la commune de Saint-Genis-Pouilly (12.000 habitants – département de l'Ain) a été condamnée au terme de procédure- à verser 350.000 € à la société Eiffage Immobilier Centre au motif que les raisons invoquées pour le Sursis à Statuer (insuffisance du nombre de places de stationnement notamment) n'étaient pas *« de nature à compromettre l'exécution du futur PLU »* comme l'exige la loi. Et encore, en première instance, elle avait été condamnée à payer 500.000 € qu'elle avait dû verser… !

Venons-en maintenant aux Divisions : Je vous cite encore M. MURET *: « Vous n'aviez plus les moyens de refuser juridiquement la découpe d'un terrain de 800m² en 2 et presque 3. »* et Mme DELMAS de rajouter -je cite encore- : « *Vous avez depuis 2 ans ouvert les robinets avec des terrains de plus en plus petits au détriment des espaces verts ».*

Sur ce sujet, que d'approximations et de fantasmes. ! Certes, le régime juridique des divisions est assez complexe, mais quand même, on ne peut pas laisser croire n'importe quoi !
Vous oubliez ou feignez d'ignorer que pour 2/3 des surfaces des zones constructibles de la commune (zone U), les divisions simples (en 2 lots sans espace commun) ne nécessitent aucune autorisation, et s'il n'y a pas besoin d'autorisation, il n'y a pas de possibilité pour la Mairie de Sursis à Statuer !

Je rappelle que depuis une délibération du 12 juillet 2017, seules les divisions sur les zones UA, UB et UPA/UPB sont soumises à autorisation. Ainsi, en zone UC et suivantes aucune Déclaration Préalable n'est nécessaire pour les divisions simples comme pour d'autres cas listés à l'article R442-1 du Code de l'urbanisme.

Est-ce que ce phénomène de divisions, rendu plus facile par la loi ALUR, a boosté les constructions ?

Le seul indicateur objectif est celui des Permis de Construire toutes catégories confondues : habitations individuelles et collectives, commerces et activité de service, constructions pour équipements publics…
324 PC en 2018, 301 en 2019, soit une moyenne de 312 Permis de Construire par an, à comparer à une moyenne de 309 Permis de Construire par an sur les 4 années suivantes : 269 en 2020, 311 en 2021, 338 en 2022 et 317 en 2023.
Avec sur la dernière année un niveau inférieur à celui de 2018

Manifestement, ce n'est pas du tout le raz-de-marée que vous avez décrit…

L'abandon du processus de révision est un gaspillage. M MURET vous avez déclaré « *La suppression du PLU c'était une faute et puis en plus c'était une gabegie. La ville de La Teste contracte un marché à bon de commande 400.000 € pour refaire un nouveau PLU ».*

La gabegie M. MURET, c'est d'avoir maintenu le même cabinet d'étude pendant aussi longtemps (plus de 15 ans) et de ne pas avoir été capable de faire approuver une révision dans les mêmes délais (6 ans) que les communes voisines, Lège-Cap-Ferret mais aussi Arcachon, avec un document dont la forme est aujourd'hui totalement dépassée, avec pour le règlement, plus de 350 pages, à comparer à celui d'Arcachon 126 pages, Gujan-Mestras 184 pages, ou encore Lège-Cap -Ferret 140 pages.
Manifestement, le PLU actuel n'a pas été revu sur la forme depuis celui de 2001, il n'a même pas été toiletté… Comme l'a fait remarquer le Sous-Préfet dans son avis sur les modifications, il est

étonnant d'y trouver encore une référence au COS alors que ce dernier n'existe plus depuis 2014…

Le règlement du PLU de La Teste souffre d'obésité et a fait preuve de négligence.

Je rajoute que tout est vérifiable et je tiens tout ça à votre disposition.

Monsieur le Maire :
Nous démarrons le conseil

Rapporteur : **Mme JECKEL** **DEL2024-04-127**

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION « SCULPTEURS DU BASSIN D'ARCACHON »

Mes chers collègues,

Pour les 15 ans d'« Alias, Sculpture sur le Port », l'association « SCULPTEURS DU BASSIN D'ARCACHON », organise sur le Port de La Teste de Buch, les 28 et 29 septembre 2024, une animation complémentaire à destination du public, des écoles, des centres sociaux et des maisons de quartier de la COBAS.

A ce titre, la Ville de La Teste de Buch souhaite allouer une aide financière exceptionnelle à l'association « SCULPTEURS DU BASSIN D'ARCACHON » d'un montant de 500 euros afin de soutenir l'organisation de ce rendez-vous.

Considérant l'importance d'accompagner les associations œuvrant dans les domaines de la promotion de la culture et de l'expression artistique,

Considérant que cet évènement contribue par la mise en valeur d'artistes locaux au rayonnement de notre commune,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 4 avril 2024 de bien vouloir :

- ACCORDER le soutien de la commune à l'Association « SCULPTEURS DU BASSIN D'ARCACHON » en lui allouant une subvention exceptionnelle de 500 euros,

- IMPUTER cette subvention à l'article 65748 fonction 311 du budget supplémentaire 2024,

- AUTORISER M. Le Maire à signer tout document afférent au versement de cette subvention.

Subvention exceptionnelle
« Sculpteurs du Bassin d'Arcachon »
Note explicative de synthèse

La Ville de La Teste de Buch a décidé de poursuivre son aide aux actions des associations locales dans le domaine la culture et de l'expression artistique. Elle souhaite promouvoir et développer au profit des testerins des actions culturelles fédératrices.

A cet effet, la commune souhaite apporter son soutien dans l'organisation des manifestations en ce domaine.

L'association « Sculpteurs du Bassin d'Arcachon » domiciliée 6 rue Nicolas Poussin à La Teste de Buch a pour objet le développement et la promotion de la sculpture autour du Bassin d'Arcachon, la sensibilisation du public à cette forme d'expression artistique et la transmission des savoirs et des savoir-faire.
Pour cela, elle organise des manifestations favorisant les échanges artistiques.

Les 28 et 29 septembre 2024, pour les 15 ans d'« Alias, Sculpture sur le Port », une exposition d'une trentaine de sculpteurs se tiendra sur le port de La Teste de Buch. Une animation complémentaire avec une participation du public sur une performance artistique est prévue.

De plus, il est proposé aux centres sociaux, aux maisons de quartier et aux écoles de la Cobas de participer à ce projet.

La Ville a souhaité répondre présent pour soutenir l'organisation de cet évènement.

Une contribution financière à ce projet est prévue sur le budget supplémentaire 2024.

La délibération a donc pour objet d'approuver le versement de cette subvention.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Jeckel, nous avons souhaité, pour les 15 ans faire un petit geste tel qu'ils nous l'avaient demandé, et saluer tout le travail qui est fait par Jean-Pierre Colin et Célia Douvier la présidente de cette association qui ne fait qu'amplifier cette manifestation avec des œuvres de plus en plus magnifiques. Merci à eux et c'est avec grand plaisir que nous leur attribuons cette subvention. Des interventions ?
Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DESMOLLES **DEL2024-04-128**

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION AFRICAN MUSIC DEUXIÈME ÉDITION DES SCÈNES MUSICALES

Mes chers collègues,

La Ville de La Teste de Buch a décidé de développer l'action culturelle en partenariat avec les associations locales et de formaliser les interventions de la collectivité auprès des organisateurs de manifestations dans ce domaine,

La Ville de la Teste de Buch accueille African Vibes Festival en partenariat avec l'association African Music pour la deuxième édition des Scènes Musicales au théâtre Cravey les 5 et 6 juillet 2024. Une convention de partenariat avec l'association précise les modalités d'organisation de ce festival ainsi que les engagements des deux parties.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat entre la Ville de La Teste de Buch et l'association African Music,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat ainsi que tous les documents afférents.

Convention de partenariat avec l'association African Music
Deuxième édition des Scènes musicales avec African Vibes Festival
Note explicative de synthèse

La Ville de La Teste de Buch a décidé de développer l'action culturelle en partenariat avec les associations locales et de formaliser les interventions de la collectivité auprès des organisateurs de manifestations dans ce domaine.

Ainsi, pour sa deuxième édition, les Scènes musicales vont accueillir l'African Vibes Festival organisé par l'association African Music représentée par Monsieur Philippe DIAWARA en qualité de président et de Souleyman DIAWARA en qualité de chargé de projet.

Ce festival aura lieu les 5 et 6 juillet 2024 au théâtre Pierre Cravey. Les horaires de la manifestation prévues sont :

- le vendredi 5 juillet 2024 de 17h à 00h ;
- et le samedi 6 juillet 2024 de 15h à 00h.

Un espace extérieur sera installé sur le parking et sera animé par des concerts, des spectacles de danse, des ateliers pédagogiques, de la restauration et un marché artisanal.
Plusieurs partenaires locaux participeront à cet évènement.

Afin d'organiser cet événement, il est convenu que l'association prendra en charge l'organisation de l'espace extérieur, des coûts de cessions de l'ensemble des spectacles, des droits d'auteurs, des VHR des artistes et techniciens, des agents de sécurité, des techniciens du village extérieur (CATAL), de la billetterie (HelloAsso) et une partie de la communication.

Les actes administratifs (arrêtés municipaux, autorisation de débits de boissons, déclaration à la préfecture) seront rédigés en partenariat avec la direction de la vie culturelle et le service de la police municipale.

La Ville mettra gracieusement à disposition de l'association le théâtre Pierre Cravey équipé des matériels nécessaires au bon déroulement des spectacles à l'intérieur ainsi que les personnels du service.

Elle permettra également l'occupation du domaine public du village du festival sur le parvis du théâtre ainsi qu'une partie du parking, au droit du théâtre jusqu'à l'impasse du général Gallieni.

En plus des personnels de la Direction de la vie culturelle et de la Direction de la communication, la Ville autorisera l'intervention de personnels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation en fonction des contraintes des services (service logistique, service électricité manifestation, service propreté La Teste, atelier divers travaux bâtiment, agents SSIAP).

Enfin, la Ville mettra à la disposition les matériels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation :

- une scène extérieure ;
- trois tentes 8 X 5, deux tentes 4 X 5, une tente 3 X 3 ;
- vingt tables ;
- quarante bancs ;
- dix mange-debout ;
- poubelles, cendriers ;
- huit extincteurs (quatre eau, quatre CO_2) ;
- installations électriques ;
- points d'eau ;
- containers.

Une convention précisant la participation matérielle de la Ville sera établie et mentionnera l'ensemble des moyens humains et matériels mis à disposition ainsi que leur réalisation.

La délibération a pour objet d' :

– APPROUVER les termes de la convention de partenariat entre la Ville de La Teste de Buch et l'association African Music,

– AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat ainsi que tous les documents afférents.

Convention de partenariat entre La Ville de La Teste de Buch et l'association African Music pour l'organisation de la deuxième édition des Scènes musicales avec African Vibes Festival (5 et 6 juillet 2024)

Entre :

La Ville de La Teste de Buch, représentée par Monsieur Patrick DAVET, Maire en exercice, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 11 avril 2024, ci-après dénommée la Ville,

d'une part,

Et :

L'association African Music, représentée par Monsieur Philippe DIAWARA, Président en exercice, ci-après dénommée l'Association, dont le siège est situé 84 avenue Charles de Gaulle à La Teste de Buch,

d'autre part,

La Ville de La Teste de Buch a décidé de développer l'action culturelle en partenariat avec les associations locales et de formaliser les interventions de la collectivité auprès des organisateurs de manifestations dans ce domaine.

Pour sa deuxième édition, les Scènes musicales vont accueillir l'African Vibes Festival organisé par l'association African Music les 5 et 6 juillet 2024 au théâtre Pierre Cravey.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er : ENGAGEMENTS DE LA VILLE ET DE L'ASSOCIATION

La Ville de La Teste de Buch apportera son soutien à l'association African Music par la mise à disposition gracieuse du théâtre Pierre Cravey, le prêt de matériel, l'aide d'agents municipaux mais aussi l'accompagnement et l'assistance de la direction de la vie culturelle et de la direction de la communication.

L'Association, qui percevra l'ensemble des recettes, prendra en charge l'organisation de l'espace extérieur, les coûts de cessions de l'ensemble des spectacles, des droits d'auteurs, des voyages, hôtels, restauration et catering des artistes et techniciens, les coûts des agents de sécurité et des techniciens du village extérieur, de la billetterie (HelloAsso) et d'une partie de la communication.

ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION D'INFRASTRUCTURE, DE PERSONNELS ET DE MATERIELS MUNICIPAUX

Théâtre Pierre Cravey :

La Ville mettra gracieusement à disposition de l'Association le théâtre Pierre Cravey équipé des matériels nécessaires au bon déroulement des spectacles à l'intérieur ainsi que les personnels du service.

Elle permettra également l'occupation du domaine public du village du festival sur le parvis du théâtre ainsi qu'une partie du parking, au droit du théâtre jusqu'à l'impasse du général Gallieni.

Personnels municipaux :

En plus des personnels de la Direction de la vie culturelle et de la Direction de la communication, la Ville autorisera l'intervention de personnels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation en fonction des contraintes des services (service logistique, service électricité manifestation, service propreté La Teste, atelier divers travaux bâtiment, agents SSIAP).

Matériels municipaux :

La Ville mettra à la disposition de l'Association les matériels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation :

- une scène extérieure ;
- trois tentes 8 X 5, deux tentes 4 X 5, une tente 3 X 3 ;
- vingt tables ;
- quarante bancs ;
- dix mange-debout ;
- poubelles, cendriers ;
- huit extincteurs (quatre eau, quatre CO_2) ;
- installations électriques ;
- points d'eau ;
- containers.

La participation matérielle de la Ville sera établie au vu des documents présentant le projet et mentionnant les besoins en matériels, au plus tard deux mois avant la manifestation.

La Ville et l'Association élaboreront conjointement un document listant les matériels municipaux Il est précisé que l'Association assurera le transport de ses matériels.

ARTICLE 3 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître dans l'ensemble de ses publications, la participation de la Ville, particulièrement sous forme de logos et d'annonces sonores, lors de la promotion de la manifestation et après celle-ci.

Pour sa part, la Ville mettra à disposition une partie de son mobilier urbain pour une campagne d'affichage (abribus, colonne Morris, bâche entrée de Ville au niveau de la plaine des sports Gilbert Moga) et assurera une publication dans le magazine municipal *à la TESTE DE BUCH*.

Elle réalisera également la communication digitale de la manifestation via les panneaux et écrans dynamiques, La Teste News, le site Internet de la ville, les réseaux sociaux de la Ville et du théâtre Pierre Cravey.

La Ville organisera également une conférence de presse annonçant l'évènement.

ARTICLE 4 : ORDRE PUBLIC ET ASSURANCES

L'Association devra veiller à la tranquillité des riverains et sera responsable des désordres occasionnés du fait de la manifestation.
L'Association veillera au respect des normes d'hygiène et de sécurité sur le village ainsi qu'au nettoyage du site durant le festival.
L'Association prendra notamment en charge le gardiennage du village, les agents de sécurité (un agent pour cent personne soit dix agents au maximum) et le poste de secours.

Afin de contribuer à la sécurité de la manifestation, la Ville mettra à disposition des agents de sécurité incendie, des extincteurs et prendra en charge la location de barrières Herras délimitant le village du festival.
En coordination avec la Direction de la vie culturelle et le service de la Police municipale, l'Association déclarera la manifestation auprès des services de l'Etat.

En qualité d'organisateur, l'Association souscrira toute assurance nécessaire et réglementaire à la couverture de la manifestation qu'elle organise. Celle-ci devra être de nature à exonérer la Ville en la matière.

ARTICLE 5 : DUREE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de l'organisation du festival African Vibes Festival et se clôturera à la fin du festival.
En cas de non-respect des engagements réciproquement convenus ci-dessus, chacune des parties pourra dénoncer la convention par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prendra effet 15 jours après réception de l'envoi en recommandé.
En cas de litige, il conviendra dans un premier temps de rechercher un règlement amiable, notamment en soumettant à l'avis d'un médiateur reconnu. À défaut le différend pourra être porté devant la juridiction administrative de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, le 2024

Le Président de l'association African Music,	**Le Maire de La Teste de Buch,**
Philippe DIAWARA	**Patrick DAVET**

Madame DESMOLLES :
Je vais vous donner quelques précisions sur cette association, c'est une association de musique et de culture africaine et reggae le président est M Philippe Diawara, un testerin, son fils est chargé de projets.
Cette association propose la deuxième édition du festival sur le Bassin, l'an dernier la première édition était sur Gujan. Mme Poulain a demandé à M le Maire que les scènes musicales puissent accueillir cette année le 5 et 6/07 au théâtre Cravey ce festival.
Cela sera animé par des concerts, danses, ateliers pédagogiques, de la restauration et un marché artisanal. Plusieurs partenaires locaux participeront à cet évènement, sous toute réserve les ateliers de danses telle que triporteur, entrepôt ….
L'association a sollicité un soutien financier logistique, technique et humain auprès de la mairie, l'association prendra en charge l'organisation de l'espace extérieur, des coûts de cession, l'ensemble des spectacles, des droits d'auteurs, des VRH des artistes et techniciens des agents de sécurité, des techniciens du village extérieur cela serait par M Catal, de la billetterie par Hello association, ainsi qu'une partie de la communication. Afin de garantir la sécurité de l'évènement mais aussi la qualité des productions à l'intérieur du théâtre Cravey, la ville prendrait à sa charge la technique du théâtre, les agents Ssiap, la logistique de l'espace extérieur et une partie de la communication

Lecture de la délibération

Monsieur le Maire :
Merci Mme Desmolles, M Diawara est un charpentier local et on a souhaité les faire jouer sur la commune.

Monsieur DUCASSE :
Cela nous rappelle avec plaisir le festival il y a une trentaine d'année sur les Prés salés et à Bonneval où nous avions une semaine africaine qui est restée dans les mémoires.
Je suis content que ce soit d'origine interne et les Diawara en particulier.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **Mme SECQUES** **DEL2024-04-129**

CONVENTION BILATERALE DE GESTION EN FLUX DES RESERVATIONS DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX 2024-2026 – GIRONDE HABITAT

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;
Vu la loi n'90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;
Vu la loi n'98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
Vu la loi n" 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;
Vu la loi n'2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
Vu la loi n" 2018-1021 du23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
Vu le décret n'2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;
Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;
Vu la loi n" 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration ;

Mes chers collègues,

Considérant que les lois ELAN du 23 Novembre 2018 puis 3DS du 21 Février 2022 visent à opérer un changement majeur de pratique dans la gestion des réservations de logements sociaux en vue de l'optimiser et de fluidifier le partenariat entre les bailleurs et les réservataires, tels que la commune de La Teste de Buch ;

Considérant que l'article R.441-5 du Code de la Construction et de l'Habitation rend obligatoire la signature au plus tard le 24 novembre 2023 d'une convention annuelle de réservation entre le bailleur et chaque réservataire afin d'appréhender ces réservations non plus sur un stock identifié de logements mais en flux annuel ;

Considérant la proposition de convention bilatérale de gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux 2024-2026 proposée par le bailleur GIRONDE HABITAT et jointe à la délibération ;

Je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable démocratie de proximité, vie collective et associative du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- AUTORISER M. le Maire à signer cette convention bilatérale de gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux 2024-2026 avec le bailleur GIRONDE HABITAT ainsi que tout avenant rattaché à cette convention.

CONVENTION BILATERALE DE GESTION EN FLUX DES RESERVATIONS DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX 2024-2026
GIRONDE HABITAT

Note explicative de synthèse

Les lois ELAN du 23 Novembre 2018 puis 3DS du 21 Février 2022 visent à opérer un changement majeur de pratique dans la gestion des réservations de logements sociaux en vue de l'optimiser et de fluidifier le partenariat entre les bailleurs et les réservataires, dont les communes.

La loi Elan généralise la gestion en flux annuel des droits de réservation des logements locatifs sociaux. Sauf pour quelques réservataires très spécifiques (résidence universitaire, foyer-logement…), elle s'applique de manière obligatoire à toutes les réservations de logements sociaux, quel que soit le territoire et quel que soit le réservataire. La gestion en stock est apparue comme un facteur de rigidité pour la gestion du parc social alors que les caractéristiques de ce parc, le profil des demandeurs, les obligations en matière de logement en faveur des publics prioritaires et les objectifs de mixité sociale évoluent.

GIRONDE HABITAT

Gironde Habitat est le deuxième bailleur social de la commune avec un patrimoine de 544 logements au 31 décembre 2023.

La ville de LA TESTE DE BUCH est réservataire de 24 logements, soit un taux de 4,41% des logements GIRONDE HABITAT sur la commune de LA TESTE DE BUCH.

Pour information, les attributions de GIRONDE HABITAT sur les trois dernières années :

ANNEES	ATTRIBUTIONS TOTALES	DONT PARC NEUF	DONT PARC EN ROTATION
2021	94	66 (1)	28
2022	62	25 (2)	37
2023	31	11 (3)	20

1. Résidences Fontebride/Villa Edonya et une partie de Lasseougue
2. Résidence Lasséougue
3. Résidence partielle Des Pirogues

ANALYSE DES ATTRIBUTIONS PARC EN ROTATION PAR RESERVATAIRE entre 2021 et 2023 en gestion de stock

ANNEE	ATTRIBUTIONS PARC EN ROTATION	DONT COMMUNE	DONT CD PUBLIC PLAN	DONT ACTION LOGEMENT	DONT STE DES COURSES (le Canter)	DONT DDETS	DONT NON RESERVE
2021	28	**1**	1	3	2	7	14
2022	37	**1**	2	9		11	14
2023	20	**2**	1	2		3	12

Avec cette répartition en stock, la Ville a donc pu présenter sur ses réservations un ou deux logements par an.

Avec le passage en flux, comme précisé dans la convention, la Ville de La Teste de Buch va obtenir une seule possibilité de « réservation-ville » par an avec le bailleur GIRONDE HABITAT.

Comme indiqué lors de la délibération 23-12-633 du 13 décembre 2023, concernant les conventions de gestion en flux passées avec DOMOFRANCE et CDC HABITAT, le changement principal est donc que les réservations ne seront plus sur un stock identifié de logements mais en flux annuel, défini avec le bailleur social.

La gestion en flux vise à apporter plus de souplesse et de fluidité dans la gestion du parc social, et précisément :

- Optimiser l'attribution des logements disponibles à la demande exprimée : elle permet au bailleur de s'affranchir des périmètres de programme et de contingent, et ainsi de mieux mettre en adéquation l'offre et la demande en orientant le logement libéré vers un réservataire,
- Faciliter la mobilité résidentielle,
- Favoriser la mixité sociale.

Le bailleur social connaît l'occupation sociale de son parc (à l'immeuble, à la cage d'escalier). Il est ainsi en mesure, à chaque libération de logement, d'orienter celui-ci vers le réservataire dont le public de demandeurs lui paraît le plus adapté.
La gestion en flux facilitera donc la réalisation des objectifs de mixité sociale fixés par la loi, en lien avec la commune et les objectifs fixés par la Conférence Intercommunale du Logement sur le territoire de la COBAS (CIL).

Un travail est actuellement en cours avec la Conférence Intercommunale du Logement, pilotée par la COBAS, pour déterminer les règles de la cotation de la demande de logement social qui sera commune entre les quatre villes du territoire et l'ensemble des réservataires des logements sociaux (Etat, Département de la Gironde, bailleurs sociaux, Action Logement).

Le décret met l'accent sur la liberté de négociation entre bailleurs et réservataires, qui permet une certaine souplesse.
La convention tient compte des objectifs et obligations des réservataires. Elle comporte également des stipulations :

- propres aux territoires des intercommunalités ayant compétence en matière de politique d'attribution de logements sociaux ;
- compatibles avec les orientations adoptées par la CIL ainsi qu'avec les engagements souscrits par les bailleurs et réservataires dans les conventions intercommunales d'attribution (CIA) ;
- compatibles avec l'objectif légal d'attribution en faveur des publics prioritaires assigné par la loi au réservataire ;

Le passage à la gestion en flux implique de la transparence avec un partage entre tous les réservataires des informations et bilans transmis par les bailleurs sociaux, dans le cadre, notamment, des instances de pilotage des attributions telles les CIL.

La proposition de convention bilatérale de gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux 2024-2026 proposée par GIRONDE HABITAT est en pièce-jointe.

CONVENTION BILATERALE DE GESTION EN FLUX DES RESERVATIONS DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX 2024-2026

Entre la Commune **de LA TESTE-DE-BUCH** située 1 Esplanade Edmond DORE – Rue du 14 Juillet à LA TESTE DE BUCH, représentée par **Monsieur Patrick DAVET, en qualité de Maire**
Ci-après dénommée **« le Réservataire »**
d'une part,

Et, GIRONDE HABITAT dont le siège social est situé 40, Rue D'ARMAGNAC à BORDEAUX représenté par **Madame Sigrid MONNIER**, en qualité de **Directrice Générale**
Ci-après dénommé **« le Bailleur »**
d'autre part,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration,

PREAMBULE

La Loi ELAN généralise la gestion en flux annuel des droits de réservation des logements locatifs sociaux. Elle signe une évolution dans les pratiques d'attribution des organismes de logement social en passant d'une identification des droits de réservation au logement à une part du flux annuel de logements disponibles exprimés en pourcentage par réservataire.

En donnant ainsi plus de souplesse au bailleur dans le rapprochement entre les logements disponibles et les demandes exprimées, elle a pour objectif :

- D'optimiser la gestion du parc de logements locatifs sociaux ;
- De mieux répondre aux aspirations en matière de mobilité résidentielle notamment au sein du parc social (mutations) ;
- De satisfaire aux objectifs de mixité sociale dans les quartiers et favoriser l'accès des ménages les plus défavorisés au parc social ;
- De renforcer le partenariat entre bailleurs et réservataires pour une meilleure gestion des attributions en vue d'un équilibre de peuplement du territoire.

Le décret du 20 février 2020 précise les conditions de mise en œuvre et rend obligatoire la signature d'une convention de réservation entre le bailleur et chaque réservataire. La Loi 3DS est venue reporter la date butoir de mise en conformité au 24 novembre 2023.

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une collectivité, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur dans cette collectivité, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire du département (article. R. 441-5-3 du CCH).

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Conformément à l'article L. 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, la présente convention organise les modalités de transformation en flux des droits de réservation du réservataire sur le patrimoine locatif social du bailleur implanté sur son territoire.

Elle définit également les modalités de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux.

La présente convention fait l'objet d'une annexe actualisable annuellement par le bailleur.

ARTICLE 2 : CALCUL DU FLUX ANNUEL

La base de référence retenue pour le calcul du flux annuel est l'année civile.

Le droit de réservation s'exerce sur l'ensemble du patrimoine locatif du bailleur détenu au 1er janvier de l'année N, composé :

- Des logements ouvrant droit à l'Aide Personnalisée au Logement (APL) relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- Des logements appartenant au bailleur ou gérés par celui-ci ;
- Des logements non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours de l'Etat (à savoir logements financés avant 1977) ;
- Des logements déconventionnés mais tombant dans le champ d'application de l'Art L. 411-6 du CCH.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS). En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

2-1 Patrimoine concerné pour le calcul du flux

De l'ensemble des logements locatifs du bailleur au 1er janvier de l'année N sont exclus :

- Les résidences universitaires, les logements-foyers, les résidences de service ;
- Les logements financés en Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) et libres ;
- Les logements réservés au profit des services de la Défense nationale et de la Sécurité intérieure ;
- Les logements réservés par les établissements publics de santé ;
- Les logements intégrés dans un plan de vente ;
- Les logements destinés à la démolition.

Sur certains territoires, il peut être décidé, de façon partenariale et avec l'accord du préfet, que certains logements peuvent faire l'objet d'un mode de gestion spécifique dans le cadre de la gestion en flux. Il s'agit notamment des logements :

- Financés par le PLAI-adaptés ;
- Dédiés à la sédentarisation des gens du voyage ;
- Bénéficiant d'un financement spécifique au titre de l'habitat inclusif ;
- Faisant l'objet d'un agrément spécial au titre de l'article 109 de la loi Elan.

Dans le cas où le territoire visé par la présente convention est concerné par une ou plusieurs de ces exclusions spécifiques, ou par tout autre exclusion réglementaire qui viendrait s'ajouter à celles-ci, la nature de l'exclusion sera précisée en annexe.

2-2 Flux annuel de logements à répartir

Afin d'établir l'assiette de logements soumise au flux annuel de libération sont soustraits les logements identifiés en année N qui seront mobilisés pour :

- Les mutations de locataires au sein du parc social du bailleur (indicateurs de référence : Convention d'utilité sociale CUS, Charte d'attribution bailleur, CIA) ;
- Le relogement des personnes dans le cadre d'une rénovation urbaine ou de renouvellement urbain ou d'une opération de lutte contre l'habitat indigne ou d'opérations de requalification de copropriétés dégradées (indicateurs de référence : Convention ANRU, arrêté de péril, insalubrité irrémédiable) ;
- es relogements dans le cadre d'une opération de vente (relogement des locataires qui ne souhaitent pas se porter acquéreur de leur logement).

ARTICLE 3 : FLUX AFFECTE AU RESERVATAIRE

La part du flux annuel affecté au réservataire est exprimée en pourcentage.

Ce pourcentage est calculé par le rapport entre les droits de réservation existants et le nombre total de logements au sein du patrimoine du bailleur sur le territoire concerné.

Ces droits de réservation sont issus des garanties d'emprunt, des subventions accordées par le réservataire au titre de ses règlements d'intervention successifs en faveur du logement aidé, ou d'un apport de terrain.
A cet effet, un état des lieux préalable des droits de réservation existants a été réalisé par le bailleur et validé par les parties.

La part des logements réservés en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts ne peut excéder 20 % du flux annuel sur le territoire du réservataire. Un taux plus élevé peut être contractualisé si le réservataire a contribué financièrement à des programmes de construction ou apports de terrain.

Dans le cas de la garantie d'emprunt et à défaut de disposition conventionnelle autre, le droit de réservation tombe cinq ans après le remboursement intégral de l'emprunt garanti.

A l'issue du bilan annuel, le bailleur s'engage à réévaluer, si nécessaire, le pourcentage pour tenir compte des mises en service de programmes, de l'échéance des droits de réservation et de l'évolution des contreparties octroyées par le réservataire.

3-1 : Orientation du flux

Le bailleur s'attache à :

- Préserver un équilibre entre les mises à disposition de logements faites aux différents réservataires (en termes de localisation, de financement et de typologie) selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine. A cet égard, les parties se concerteront en tant que de besoin ;
- Assurer les équilibres de peuplement dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

Il veille à respecter les objectifs de mixité sociale et d'attribution aux publics prioritaires fixés par la réglementation en vigueur ainsi que dans le cadre des documents locaux.

3-2 : Modalités de décompte du flux

L'obligation du bailleur est réputée tenue vis-à-vis du réservataire et sera comptabilisée dans ses objectifs dans le cadre d'une mise à disposition de logement.

ARTICLE 4 : MISE EN SERVICE D'UN PROGRAMME

La gestion de la première mise en service de logements sociaux se fait en stock en tenant compte des engagements contractuels pris par le bailleur avec les réservataires et sur la base d'un principe de concertation avec ces derniers.

A ce titre, le bailleur transmettra, suffisamment en amont de la livraison, à l'ensemble des réservataires une proposition de répartition indiquant les caractéristiques des logements proposés (typologie/loyer/localisation-plan) et la fiche commerciale de la résidence.

Suite à concertation et une fois la répartition validée, chaque réservataire recevra confirmation des logements qui lui sont réservés.

A défaut d'accord entre les parties, le bailleur tranchera selon ses objectifs de peuplement et de manière à équilibrer les logements entre les réservataires.

Ces logements sont ensuite intégrés dans l'assiette de calcul en flux en année N+1.

ARTICLE 5 : MODALITES DE GESTION

Sur son territoire, le réservataire assurera une gestion directe de ses droits de réservation.

ARTICLE 6 : PROCESSUS D'ATTRIBUTION

6-1 Modalités d'information du réservataire

Le bailleur notifie, par mail, au réservataire la mise à disposition du ou des logements.

Sont précisés dans la notification :

- les caractéristiques du logement (a minima typologie, surface, localisation, loyer actualisé +charges, plafond d'attribution, accessibilité, si adapté PMR) ;
- la date d'expiration du préavis ;
- La date de retour des propositions par le réservataire.
  Un délai correspondant à la moitié du préavis (soit 15j. si préavis à un mois) sera laissé au réservataire pour la recherche des candidats.

6-2 Modalités de proposition de candidats

A réception de la notification de mise à disposition d'un logement par le bailleur, le réservataire s'engage à proposer, dans le délai imparti, une liste de trois candidats.

La liste précise le Numéro Unique Départemental de chaque candidat.

Les candidats ainsi proposés doivent avoir procéder à l'enregistrement de leur demande de logement social sur la plateforme grand public ou auprès d'un lieu d'enregistrement. Ils sont éligibles au logement social et leur demande est active.

Une attention particulière doit être portée par le réservataire sur l'adéquation entre :

- La typologie du logement et la composition du foyer ;
- Le plafond d'attribution du logement et le plafond de ressources applicables au foyer ;
- Les ressources du foyer et le montant du loyer proposé (indicateurs taux d'effort/reste à vivre)

Sur les logements adaptés Personne à Mobilité Réduite (PMR), le réservataire s'engage à présenter des candidats en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

Le réservataire pourra s'appuyer sur le système de cotation défini par le Plan Partenarial de la Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur (PPGDID) s'il est effectif sur le territoire de l'EPCI.

Le bailleur pourra, en cas de besoin, informer le réservataire des désistements éventuels de candidats ou refus avant CALEOL.

Le bailleur recouvre la faculté de proposer le logement à tout candidat de son choix dans le cas d'absence de propositions dans le délai imparti ou de candidatures inférieures à trois alors que la demande est suffisante.

6-3 Décision

La décision d'attribution du logement est prononcée par la Commission d'Attribution et d'Examen de l'Occupation (CALEOL) du bailleur.

Le réservataire est membre de droit avec voix délibérative, il y sera représenté par l'élu titulaire ou son suppléant ou à défaut par un technicien du service compétent en la matière.
Il est convié aux commissions dans les conditions prévues par le règlement intérieur de la CALEOL.

La CALEOL est en droit de ne pas attribuer le logement à tout candidat proposé par le réservataire notamment à ceux qui ne respecteraient pas les plafonds de ressources par type de financement ou qui ne respecteraient pas les conditions de séjour pour accéder à un logement social. Elle peut également modifier l'ordre de priorité des dossiers proposés.

Le réservataire est systématiquement informé des refus des demandeurs exprimés après attribution en CALEOL.

En cas de refus des candidats du réservataire par la CALEOL, ce dernier perd son droit de désignation sur le logement mis à disposition. En vertu de l'Art L. 441-1 du CCH, pour les logements situés en QPV, le refus d'attribution par un candidat proposé par le réservataire, entraine la remise à disposition du logement concerné à la commune.

ARTICLE 7 : ORIENTATIONS ET OBJECTIFS D'ATTRIBUTION

Quel que soit le mode gestion retenu, les attributions réalisées en CALEOL devront permettre d'atteindre conjointement les obligations règlementaires :

- Au moins 25 % des attributions annuelles, suivies de baux signés, de logements situés en dehors des QPV, sont consacrés à des demandeurs dont le niveau de ressources par unité de consommation est inférieur à un montant constaté annuellement par arrêté du représentant de l'Etat dans le département « 1er quartile » ou des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain ;
- Au moins 50 % des attributions annuelles dans les QPV aux demandeurs dont les ressources sont supérieures au 1er quartile ;
- Au moins 25 % des attributions annuelles de logements à l'accueil des ménages prioritaires dont les personnes bénéficiant d'une décision favorable au titre du DALO ou à défaut, aux personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du CCH (voir annexe)

Il sera également tenu compte des orientations générales en matière d'attribution et de mixité sociale telles que définies dans les cadres locaux :

- Convention Intercommunale d'Attributions (CIA),
- Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

ARTICLE 8 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans et sera effective à compter du **1er janvier 2024.** Elle pourra faire l'objet d'un avenant afin de tenir compte de l'évolution des textes règlementaires et/ou des cadres locaux.

ARTICLE 9 : SUIVI ET EVALUATION DU DISPOSITIF

Avant le 28 février de chaque année, le bailleur s'engage à transmettre au réservataire :

- Le bilan annuel faisant état du nombre total des logements proposés et des logements attribués en CALEOL par typologie de logement, type de financement, commune, hors et en quartier politique de la ville, par public (prioritaire/1er quartile).

  Une attention particulière sera portée sur l'analyse du volume de refus.
- L'annexe actualisée.

Ces éléments permettront un temps d'échange entre les parties sur l'année écoulée.

Dans le cas d'un dépassement ou de la non atteinte des objectifs correspondants au flux annuel du réservataire, un point sera réalisé entre les parties afin d'en établir les raisons et de définir les éventuelles actions correctives à mettre en place en année N+1.

ARTICLES 10 : INEXECUTION DES OBLIGATIONS ET REGLEMENT DES LTIGES

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations au titre de la présente convention, il est convenu de la mise en œuvre d'une procédure amiable selon les modalités suivantes :

- Si les échanges par simples courriers sont demeurés infructueux, une première mise en demeure est adressée en recommandé par la partie la plus diligente. Après un mois, si elle reste sans effet ou que les parties ne trouvent pas d'accord, la partie qui le souhaite peut exiger la tenue d'une réunion de concertation, en vue de rechercher une solution amiable.
- A défaut d'accord constaté par écrit entre les parties dans le mois qui suit cette réunion, elles pourront porter le litige devant la commission de conciliation départementale ou devant le tribunal compétent.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

ARTICLE 11 : INFORMATIQUE ET LIBERTE

Les parties s'engagent à respecter la législation en vigueur applicable en France, aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD »).

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les parties seront amenées à échanger et traiter des données à caractère personnel. Il est expressément entendu que les parties sont, chacune, responsables de traitement sur leur propre périmètre et qu'elles assumeront seules les obligations et responsabilités en matière de traitement de données à caractère personnel résultant des dispositions du Règlement Européen 2016/679.

Les parties s'engagent à communiquer ces données de façon sécurisée. A ce titre, elles s'engagent à prendre toutes précautions utiles et mettre en place les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, et notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

En outre, les parties s'engagent à utiliser ces données uniquement dans le cadre de la convention et donc à :

- Ne pas utiliser ces informations à d'autres fins que celles spécifiées de ladite convention, sauf à obtenir l'accord préalable écrit des personnes concernées ;
- Ne pas divulguer ces informations à d'autres personnes en dehors du cadre prévu par la convention, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales en dehors du périmètre prévu par la convention, sauf à obtenir l'accord préalable écrit des personnes concernées ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de la convention.

D'autre part, les parties s'engagent à respecter leur devoir d'information en leur qualité respective de Responsable de traitement. Il est précisé que l'information délivrée par le bailleur lors du traitement des données dans le cadre de la gestion des attributions des demandes de logement ne soustrait pas le réservataire de son obligation d'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données à caractère personnel. Dans l'hypothèse où la réponse à une personne concernée ou un régulateur exigerait une collaboration des parties, celles-ci s'engagent à collaborer de bonne foi.

Le bailleur et le réservataire sont responsables du traitement des données à caractère personnel collectées auprès des candidats. Dans ce cadre, les parties s'engagent à respecter la règlementation applicable.

ARTICLE 12 : CLAUSE DE SAUVEGARDE

Toute disposition figurant dans la présente convention et qui ne serait pas conforme à la loi, à une réglementation ou à une convention signée avec l'Etat, présente ou à venir, est réputée non écrite.

ARTICLES 13 : COMMUNICATIONS

En vertu de l'Art R441-5 du CCH, la convention est transmise sans délai, pour information, par le bailleur au Préfet du Département.

Fait en deux exemplaires
A BORDEAUX le,

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH	**GIRONDE HABITAT**
Monsieur Patrick DAVET **Maire de la Commune de LA TESTE DE BUCH**	**Madame Sigrid MONNIER** **Directrice Générale de** **GIRONDE HABITAT**

ANNEXE : Commune de LA TESTE DE BUCH
Flux et estimation du volume de mises à disposition année 2024

Flux du réservataire
Calcul de la part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire :

$$\frac{\text{Nombre de droits de réservation en stock du réservataire}}{\text{Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur sur la Commune}}$$

Soit, pour le réservataire :

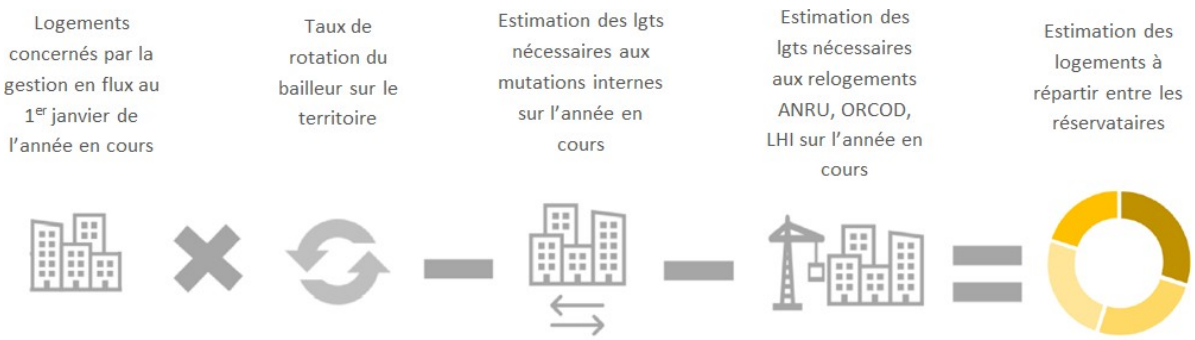
Nombre de droits de réservation en stock du réservataire : **24**

Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur : **544-5 539**

= **5 % du flux annuel de logements sur la Commune**

1. **Exclusions spécifiques : Résidence le CANTER et Foyer les Galops = 45**
2. **Estimation du volume de mises à disposition = 494**

Assiette de référence **:**



La part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire est appliquée à cette assiette de référence afin d'estimer le nombre de logements à orienter vers le réservataire.
Estimation annuelle du nombre de logements mis à disposition du réservataire :

Nombre de logements concernés par le flux au **31/12/2023**.	**544**
Nombre de Logements en vente ou spécifiques : **Résidence Clément RAMOND /Résidence le Canter/Foyer le Galop en déduction du nombre de logements concernés par le flux**	**-50**
Taux de rotation N-1 du bailleur sur le territoire (taux de rotation au 31/12/2022 sur la Commune)	**4.60%**
Estimation du nombre de logements libérés dans l'année	**23**
Estimation du nombre de logements nécessaires aux mutations internes	**3**
Estimation du nombre de logements dans l'assiette du flux	**20**
Réservations actives au 31/12/2023	**24**
Part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire	**5 %**
Estimation du nombre de logement mis à disposition du réservataire	**1**

Monsieur le Maire :
Merci Mme Secques,

Madame DELMAS :
Juste M Boudigue, je n'ai pas l'appui de la compétence des services juridiques et de l'urbanisme de la ville pour pouvoir vous répondre point par point, mais puisque vous avez proposé de nous donner le document, j'acquiesce, merci de nous le communiquer et d'autre part, je vous invite à une petite balade avec moi pour bien voir que ça ne relève pas du fantasme, je n'ai jamais vu autant de travaux depuis 2 ans.
Après j'en viens à la délibération, passage de stock en flux pour la gestion de réservation de logements sociaux mis à disposition des réservataires devant apporter entre autres davantage de fluidité dans les attributions. Au passage date butoir le 24/11/2023 soit presque 5 mois de retard.
Cette convention met en exergue la répartition des attributions par réservataire, le bailleur bien sûr mais aussi le Département, l'Etat par le biais de la dette, action logement pour les mobilités professionnelles et la Commune/COBAS selon les aides apportées dans les programmes via des subventions, apport de foncier, sur charge foncières en faveur du logement social.
En l'occurrence dans le cadre de la convention avec le bailleur social Gironde Habitat c'est une estimation de seulement 1 logement de « réservation ville. » par an mis à disposition pour un parc sur le territoire de la Commune de 544 logements……
Manifestement le nouveau système ne permet pas d'augmenter les droits réservataires de la commune, vous allez non pas « loger les nôtres mais le nôtre !!! »

Monsieur le Maire :
Si aujourd'hui vous n'avez pas les services juridiques à coté de vous, pendant 12 ans vous les avez eus pour bâtir le PLU.

Monsieur BERILLON :
La notion de gestion par flux peut paraître opaque à la plupart d'entre vous, c'est des conventions entre des personnes morales. Effectivement l'Etat, le Département Action logement, les collectivités locales, les EPCI ont contracté des droits de réservations de logements sociaux auprès des bailleurs sociaux en contrepartie d'un apport de terrain, d'un financement, d'une garantie d'emprunt. D'un autre coté on a les droits de réservations qui sont formulés dans une convention de réservation, ces nouvelles conventions par rapport aux obligations de la loi Elan et 3DS nous conduisent à raisonner en gestion par flux.
La gestion en stock, c'est qu'un logement libéré est toujours associé au même réservataire, l'Etat, la commune ou Action logement qui propose des candidats pour une attribution directe, mais c'est extrêmement rigide.
Avec la gestion par flux le bailleur il oriente le logement libéré vers un réservataire pour que celui-ci désigne des candidats en gestion directe ou recherche lui-même des candidats en gestion déléguée, mais surtout ce qui est important c'est par rapport au logement qui se libère c'est de mettre en face le candidat quel que soit le réservataire par rapport au logement dont il a besoin.
Si le candidat a besoin d'un 3 pièces, un T1 ou T2 cela sera plus souple.
Mme Delmas, oui notre priorité c'est les locaux, mais pour compléter votre information, nous sommes en train de travailler sur la convention intercommunale du logement et plus précisément sur les grilles d'attribution des logements qui sont beaucoup plus incitatifs et favorables à nos locaux.
Maintenant vous nous dites, il va y avoir peu de logements dans les flux, je vais vous donner quelques données, les flux de logements sociaux à remettre à la Cobas pour l'année 2024, anciennement les droits de réservation en stock de la Cobas pour Aquitanis étaient de 7 ça va passer à 1, CDC Habitat de 1 là il n'y en a pas, Domofrance 73 réservations il y en aura 4

pour 2024, Gironde Habitat 128 en stock il y en aura 5, on passera à moins de logements mais c'est dû par rapport à l'offre.
Ces conventions vont avoir un effet rétroactif au 01/01/2024, ce que l'on veut dans cette gestion par flux c'est que plutôt que d'annoncer des chiffres qui ne sont pas forcément respectés, nous avons vu dans les années précédentes que des logements sociaux qui auraient pu être réservés à la cobas ou à la commune n'ont pas forcement été utilisés. Là on veut un peu plus de transparence, on y va doucement, le marché est difficile, mais sachez que la volonté est là.

Mme GRONDONA :
En tant qu'adjointe au CCAS, je reçois énormément les candidats qui veulent un logement et je peux vous certifier que ce sont des testerins à qui on attribue les logements.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : Mme DEVARIEUX **<u>DEL2024-04-130</u>**

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2024/2026 AVEC LA CAF DE LA GIRONDE PRESTATION DE SERVICE UNIQUE ET BONUS MULTI-ACCUEIL COLLECTIF ET FAMILIAL ET MULTI-ACCUEIL ALEXIS FLEURY

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son L 2121-29,

Vu les délibérations DEL2019-09-410 et DEL2019-09-416 du Conseil Municipal du 26 septembre 2019

Vu la délibération DEL2021-02-50 du Conseil Municipal du 18 février 2021

Vu les conventions avec la CAF de la Gironde ci-jointes,

Mes chers collègues,

Considérant que la Ville de La Teste de Buch gère deux établissements d'accueil du jeune enfant : le Multi-accueil Alexis Fleury et le Multi-accueil Collectif et Familial,

Considérant que la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde propose le renouvellement de la convention d'objectifs et de financement pour les actions en lien avec la petite enfance (0/3 ans) pour la période 2024/2026, afin de soutenir par le versement d'une subvention, les différentes actions proposées par les deux multi-accueils.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 4 avril 2024 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes des conventions ci annexées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer lesdites conventions.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2024/2026
AVEC LA CAF DE LA GIRONDE
PRESTATION DE SERVICE UNIQUE ET BONUS MULTI-ACCUEIL COLLECTIF ET FAMILIAL ET MULTI-ACCUEIL ALEXIS FLEURY
Note explicative de synthèse

Dans le cadre de sa politique d'action sociale, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) contribue à travers différents dispositifs au développement et au fonctionnement d'équipement et de services pour renforcer les liens familiaux, améliorer la qualité de vie des familles et de leur environnement social, permettre l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, soutenir l'autonomie du jeune adulte et à prévenir les exclusions.

Pour ce faire, LA CAF propose aux collectivités une convention bipartite : la Convention d'Objectifs et de Financement. Cette convention est fractionnée en plusieurs actions liées aux différents services et moyens proposés par les collectivités territoriales. Dans ce cadre, il s'agit des Multi-accueil Alexis Fleury et Multi-accueil Collectif et Familial.

Lors des conseils municipaux du 26 septembre 2019 et du 18 février 2021, trois délibérations avaient été votées (DEL2019-09-410, DEL2019-09-416 et DEL2021-02-50).

Elles avaient autorisé :

- La signature de la convention d'objectifs et de financement avec la CAF pour la période 2019/2023,
- La signature d'un avenant intégrant le nouveau mode de calcul des heures de concertation et les précisions sur les bonus « mixité sociale » et « inclusion handicap » pour les multi-accueils,
- La signature d'un second avenant précisant les bonus territoriaux en lien avec la Convention Territoriale Globale (CTG).

La convention d'objectifs et de financement 2019/2023 est arrivée à échéance.

La nouvelle convention proposée par la CAF intègre l'ensemble des éléments précités. Cependant, elle apporte d'une part des précisions sur le bonus « inclusion handicap ». En effet, l'enfant en parcours de détection, sur production de justificatifs conservés par la structure, ouvrira droit au versement d'un bonus pour sa structure d'accueil.

D'autre part, la nouvelle convention précise les nouvelles modalités de versement d'acomptes relatifs à la Prestation de Service Unique (PSU). Précédemment un acompte unique de 70% du montant du droit prévisionnel de l'année N était versé lors de la transmission des données prévisionnelles de l'année N et des données définitives de l'année N-1. A compter de 2024, le versement de l'acompte se fera en deux étapes. Ainsi, 40% seront versés après la transmission des données prévisionnelles de l'année N. Puis, un second acompte sera versé après la transmission des données définitives de l'année N-1. La somme des deux acomptes ne dépassera pas 70% du droit prévisionnel.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes des conventions ci annexées,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer lesdites conventions.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Devarieux,
Des interventions ?

Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. PASTOUREAU **DEL2024-04-131**

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2024/2025 AVEC LA CAF DE LA GIRONDE

PRESTATION DE SERVICE LIEUX D'ACCUEIL ENFANTS-PARENTS LAEP ET BONUS TERRITOIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son L 2121-29,

Vu la délibération DEL2021-02-50 du Conseil Municipal du 18 février 2021

Vu la délibération DEL2032-02-78 du Conseil Municipal du 22 février 2023

Vu la convention d'objectifs et de financement 2024-2025 avec la CAF de la Gironde ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde propose le renouvellement de la convention d'objectifs et de financement pour les actions en lien avec la petite enfance (0/3 ans) pour la période 2024/2025, afin de soutenir par le versement d'une subvention, les différentes actions proposées par les deux multi-accueils.

Considérant que la Ville de La Teste de Buch gère un Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP),

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 4 avril 2024 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention ci annexée,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2024/2025
AVEC LA CAF DE LA GIRONDE
PRESTATION DE SERVICE LIEUX D'ACCUEIL ENFANTS-PARENTS LAEP
ET BONUS TERRITOIRE
Note explicative de synthèse

Par son action sociale, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) contribue entre autre au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social.

Dans ce cadre, la CAF propose aux collectivités une convention bipartite : la Convention d'Objectifs et de Financement, qui définit les modalités d'intervention et de versement de la subvention dite « prestation de service lieu d'accueil enfants-parents » et du bonus territoire Ctg (Convention Territoriale Globale).

Lors du conseil municipal du 18 février 2021, la délibération DEL2021-02-50 a autorisé la signature de la convention d'objectifs et de financement avec la CAF pour la période 2019/2023. Un avenant avait été signé suite à la délibération DEL2023-02-78 lors du conseil municipal du 22 février 2023.

Cette convention étant arrivée à échéance, une nouvelle convention proposée par la CAF intègre l'ensemble des éléments de la convention précédente et notamment les actions suivantes :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience,
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 0 à 3 ans,
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants,
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

Ces actions se traduisent comme suit, le LAEP :

- Offre un espace d'épanouissement et de socialisation des enfants,
- Favorise les échanges entre adultes,
- Conforte la relation entre les enfants et les parents.

La convention 2024/2025 précise également les nouvelles modalités de versement d'acomptes relatifs à la Prestation de Service.

Précédemment un acompte unique de 70% du montant du droit prévisionnel de l'année N était versé lors de la transmission des données prévisionnelles de l'année N et des données définitives de l'année N-1. A compter de 2024, le versement de l'acompte se fera en deux étapes, comme pour les établissements d'accueil du jeune enfant. Ainsi, 40% seront versés

après la transmission des données prévisionnelles de l'année N. Puis, un second acompte sera versé après la transmission des données définitives de l'année N-1. La somme des deux acomptes ne dépassera pas 70% du droit prévisionnel.

Dans cette nouvelle convention, la CAF précise par ailleurs que le gestionnaire s'engage à mettre en œuvre la Charte nationale de Parentalité.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention ci annexée,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Monsieur le Maire :
Merci M Pastoureau. Des interventions ? Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **Mme DELFAUD** **DEL2024-04-132**

CONVENTION d'OBJECTIFS et de FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA GIRONDE

ESPACE DE VIE SOCIALE DE CAZAUX

PRESTATION de SERVICE « ANIMATION LOCALE ».

Mes chers collègues,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la circulaire de la Cnaf N° 56 de 1995 relatives aux 4 missions caractéristiques des équipements de proximité, les modalités du partenariat et la procédure de renouvellement de l'agrément,

Vu la circulaire Cnaf N° 2012 – 12 relative à l'Animation de la Vie Sociale.

Vu la délibération du conseil municipal du 14 décembre 2021 relative à la validation des axes prioritaires et du plan d'actions définis dans le cadre de la démarche de renouvellement de l'agrément pour le projet Espace de la Vie Sociale de Cazaux,

Vu la validation des nouveaux axes du projet par le Comité de Pilotage du 13 février 2024,

Considérant que le nouveau projet d'Espace de la Vie Sociale de Cazaux 2024/2025 a reçu l'agrément de la Caisse d'allocations familiales de la Gironde lors de sa commission du 14 mars 2024 pour une durée de 2 ans.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention ci-joint,
- AUTORISER Monsieur le Maire à la signer la convention.

CONVENTION d'OBJECTIFS et de FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA GIRONDE

ESPACE DE VIE SOCIALE DE CAZAUX

PRESTATION de SERVICE « ANIMATION LOCALE ».

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Autoriser M. Le Maire à signer la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales pour la prestation de service « Animation Locale » pour le projet Espace de Vie Sociale de Cazaux pour 2024/2025.

1 – Modalités de financement de l'« Espace de Vie Sociale » (E.V.S) de Cazaux :

Cadre de référence

L'agrément « espace de vie sociale » **permet d'ouvrir droit à la prestation de service « animation locale ».** [i]

L'**espace de vie sociale est** une structure de proximité qui touche tous les publics, a minima, les familles, les enfants et les jeunes pour développer les compétences des personnes et les impliquer dans la **vie sociale du territoire concerné**.

L'agrément « Espace de Vie Sociale » de Cazaux permet d'obtenir de **nouveaux financements :**

Une prestation maximum pour une année de 27 020,46 euros versée par la CAF de la Gironde.
Une subvention annuelle de 5 000 euros versée par le Département de la Gironde.

La CAF de la Gironde a renouvelé l'agrément E.V.S au projet de la Maison de quartier de Cazaux pour la période 2024/2025.

2 – Les axes prioritaires et plan d'actions du nouveau projet Espace de la Vie Sociale de Cazaux 2024/2025

PROJET 2024/2025

AXE 1 - RENFORCER LES ACTIONS DE SOUTIEN A LA PARENTALITE

- Proposer des temps adaptés et des lieux de partage aux familles
- Accompagner les familles sur les temps d'accompagnement à la scolarité
- Impliquer les familles sur le Projet Famille porté par la Référente Famille du Centre social

AXE 2 - FAVORISER LE LIEN SOCIAL

- Proposer des temps de rencontres intergénérationnelles
- Proposer des activités d'expression créative et artistique
- Maintenir l'animation de la bibliothèque 3° lieu par les habitants

AXE 3 - AMELIORER LE TRAVAIL AVEC LES PARTENAIRES ET LES SERVICES DE LA VILLE

- Maintenir les permanences existantes
- Instaurer une dynamique de travail avec les partenaires ou services de la ville
- Promouvoir l'accompagnement numérique et le point numérique CAF

3 – Fonctionnement de la Maison de quartier de Cazaux.

Une équipe de 3 professionnels et 15 bénévoles assurent le fonctionnement de la Maison de quartier de Cazaux :

- Accueil des habitants du lundi au vendredi de 9h à 18h30,
- Accompagnement à la scolarité 3 soirs par semaine pour les élèves de l'école primaire,
- Vendredi 17h/18h30 : accueil des familles, « la classe est finie »,
- Bibliothèque animée par un collectif de lecteur : en soirée et en journée,
- Activités partagées enfants / parents le mercredi,
- Atelier photo,
- Ateliers d'échanges de savoir-faire animés par des bénévoles : aquarelle, danse, guitare…
- Permanences des services de la Petite Enfance : LAEP et RAM,
- Permanence Accès aux droits / accompagnement numérique, le vendredi matin tous les 15 jours,
- Ouverture le samedi matin : Atelier peinture,
- Tout au long de l'année : Rucher participatif.

Madame DELFAUT :

Merci Mme Delfaud. Des interventions ? Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme GRONDONA **DEL2024-04-133**

CONVENTION de PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE PILOTAGE du PROJET D'ANIMATION de la VIE SOCIALE et PROJET ESPACE DE VIE SOCIALE DE CAZAUX.

Mes chers collègues,

Vu la délibération du 14 décembre 2021 relative à la validation des axes prioritaires et du plan d'actions définis dans le cadre de la démarche de renouvellement de l'agrément pour le projet d'animation de la vie sociale 2022/2025,

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Gironde en date du 12 décembre 2022 relative à la mise en œuvre de la politique départementale de prévention et d'inclusion en faveur de la promotion du « vivre » et faire « ensemble »,

Considérant que dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement social, le Département de la Gironde soutient les projets *d'Animation de la Vie Sociale* (A.V.S) agréés par la CAF,

Considérant que le nouveau projet d'Animation de la Vie Sociale a reçu l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la Gironde le 10 février 2022 pour une durée de 4 ans, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025,

Considérant que le nouveau projet Espace de Vie Sociale de Cazaux a reçu l'agrément de la Caisse d'allocations familiales de la Gironde le 14 mars 2024 pour une durée de 2 ans, du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025,

Considérant que le Département de la Gironde a décidé d'attribuer une subvention de 15 000 euros pour les projets Animation de Vie Sociale et Espace de Vie sociale de la commune pour 2024.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention ci-jointe avec le Conseil Départemental de la Gironde,
- AUTORISER Monsieur le Maire à la signer.

La recette est inscrite au budget 2024 à l'article 7473 "Départements"

CONVENTION de PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE
PILOTAGE du PROJET D'ANIMATION de la VIE SOCIALE et PROJET ESPACE DE VIE SOCIALE DE CAZAUX.

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Signature de la convention de partenariat avec le Conseil départemental pour le versement d'une subvention de 15000 euros pour le pilotage du projet d'Animation de la Vie Sociale et le projet Espace de Vie Sociale de Cazaux.

1 - Modalités de versement de la subvention :

Le département de la Gironde finance les structures d'Animation de la Vie Sociale agréées par la Caf, c'est pourquoi le projet doit favoriser :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes ;
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sur le territoire ;
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Et développer des actions collectives permettant

- Le renforcement des liens sociaux et familiaux, les solidarités, le « vivre ensemble » et la lutte contre l'isolement.
- La coordination et le développement des initiatives des acteurs favorisant le collectif, l'intérêt général et l'engagement des habitants

Le Département apportera une subvention de fonctionnement pour le centre social de la Teste et l'EVS Cazaux de **15 000 €**
Elle sera versée comme suit :
- 12 000 euros au retour de la présente convention signée,
- 3 000 euros à partir du 31/12/2024 sur production d'un bilan qualitatif provisoire des actions menées.

2 – Projet d'Animation de la Vie Sociale 2022 / 2025

Le pilotage du projet global et la mise en œuvre est assuré par une équipe de 18 salariés avec la participation de 120 bénévoles au sein des 4 Maisons de Quartier de la Ville.

Les Maisons des quartiers de Cazaux, Miquelots, Règue Verte et du Centre-Ville sont ouvertes à l'ensemble de la population, offrant accueil, animations, activités et services en fonction des besoins des habitants. Elles développent des projets spécifiques et proposent des manifestations ouvertes à l'ensemble des habitants.

Elles fonctionnent du lundi au vendredi et /ou samedi avec des soirées ponctuelles 230 jours dans l'année. Elles sont ouvertes en moyenne 40 heures par semaine.

PROJET ANIMATION DE LA VIE SOCIALE 2022-2025	
Axes de Développement	**Objectifs**
AXE 1 – Développer et Accompagner la Participation des Habitants	**Conseils de Quartier** Mettre en place de nouvelles modalités de fonctionnement des 6 Conseils de quartier. Installer des Permanences dans les structures de proximité Favoriser les Initiatives des habitants Accompagner la co-construction des projets **Maisons de quartier** Développer les Ateliers d'Echanges de savoir-faire Renforcer les équipes Accompagnement à la scolarité, Equipe Mona Lisa. **Collectifs Projets spécifiques** Biblio / Familles / Rucher/ « Repair Café » /Jardins … **Conseil des Maisons** Création d'une instance transversale pour favoriser une gouvernance partagée du projet en valorisant l'engagement et l'expérience des bénévoles dans le projet global. **Réserve Citoyenne** Impliquer des habitants sur des besoins ponctuels ou permanents au sein de services ou associations.
AXE 2 - Favoriser la Cohésion, l'équité sociale et territoriale	- Création d'un Espace de Vie Sociale à Cazaux - Création de 2 nouvelles Maisons de quartier : CENTRE VILLE 2022 / EST 2024 - Faciliter l'accès aux droits et l'inclusion numérique - Structurer le projet « Bien Vieillir » - Renforcer les partenariats avec les services et les associations locales.
AXE 3 - Développer l'accueil des familles	- Renforcer le Soutien à la Parentalité : mise en œuvre du nouveau projet d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S) avec un accueil MDQ Miquelots. - Développer le fonctionnement de la LUDOTHEQUE - Développer les activités Enfants / Parents - Favoriser les liens entre les familles - Création d'une journée Spéciale « Familles »

3 – Projet Espace de Vie Sociale de Cazaux 2024/2025.

Depuis 2021, la Maison de Quartier de Cazaux développe un projet spécifique qui a été défini pour prendre en compte l'éloignement géographique de ce quartier et la nécessité d'avoir des services et activités de proximité. Cet agrément spécifique permet de déclencher des financements supplémentaires. Il est piloté et mis en œuvre par l'équipe de la Maison de Quartier de Cazaux.

PROJET 2024/2025

AXE 1 - RENFORCER LES ACTIONS DE SOUTIEN A LA PARENTALITE

- Proposer des temps adaptés et des lieux de partage aux familles
- Accompagner les familles sur les temps d'accompagnement à la scolarité
- Impliquer les familles sur le Projet Famille porté par la Référente Famille du Centre social

AXE 2 - FAVORISER LE LIEN SOCIAL

- Proposer des temps de rencontres intergénérationnelles
- Proposer des activités d'expression créative et artistique
- Maintenir l'animation de la bibliothèque 3° lieu par les habitants

AXE 3 - AMELIORER LE TRAVAIL AVEC LES PARTENAIRES ET LES SERVICES DE LA VILLE

- Maintenir les permanences existantes
- Instaurer une dynamique de travail avec les partenaires ou services de la ville
- Promouvoir l'accompagnement numérique et le point numérique CAF

Monsieur le Maire :

Merci Mme Grondona, oui le conseil Départemental même si nous sommes dans l'opposition nous continuons à avoir des subventions. Des interventions ? Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERNARD **DEL2024-04-133**

AMENAGEMENT AVENUE LOUIS GAUME ET AVENUE DES DUNES (PYLA)

Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'aménagement d'une piste cyclable entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch

VU le code de la Commande Publique et notamment son article L 2422-12 ;
VU l'article L 5216-71 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la convention ci-jointe,

Mes chers collègues,

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale et en lien avec le schéma communal cyclable adopté en septembre 2022, la Ville de La Teste a programmé l'aménagement de l'avenue Louis Gaume et l'avenue des Dunes. L'un des objectifs de cet aménagement est de mailler les infrastructures cyclables existantes et d'apporter de la sécurité pour tous, y compris les cyclistes.

En effet, l'avenue Louis Gaume, l'avenue des Dunes et l'avenue de la Forêt mènent à la Dune du Pilat, lieu très attractif et touristique. Il est donc essentiel de créer des aménagements pour les mobilités actives en réaménageant totalement la voirie et créant une voie verte sur 550m, pour une largeur de 3.50m. Afin de mailler sur les aménagements existants, une zone 30 sera installée depuis l'avenue de Biscarrosse sur l'avenue Louis Gaume jusqu'à l'intersection de l'avenue de l'Observatoire. Puis, sur l'avenue de la Forêt, des bandes cyclables seront tracées afin de rejoindre l'avenue de Biscarosse.
De plus, différentes problématiques ont été identifiées sur cet axe, dont le besoin de gérer les demandes de stationnement, la gestion des eaux pluviales avec des chaussées réservoirs, et la modernisation de l'éclairage.

Considérant que la création d'une piste cyclable sur l'avenue Louis Gaume et l'avenue des Dunes, entre l'avenue de l'Observatoire et l'avenue de la Forêt, a un intérêt communautaire,

Considérant que dans ce cadre, le Code de la Commande Publique et le Code Général des Collectivités Territoriales permettent la désignation, par convention, d'un maître d'ouvrage unique,

Considérant que pour des raisons économiques et techniques, il est intéressant de réaliser concomitamment la voirie, les trottoirs, et la piste cyclable,

Considérant que les obligations de la commune de La Teste de Buch, et de la COBAS en ce qui concerne les modalités d'exécution et le financement des travaux doivent être définies,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- ACCEPTER la convention établie entre la COBAS et la commune de La Teste de Buch
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec la COBAS

Aménagement AVENUE LOUIS GAUME ET AVENUE DES DUNES (PYLA)

Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'aménagement d'une piste cyclable entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch

Note explicative de synthèse

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale et en lien avec le schéma communal cyclable adopté en septembre 2022, la Ville de La Teste a programmé l'aménagement de l'avenue Louis Gaume et l'avenue des Dunes. L'un des objectifs de cet aménagement est de mailler les infrastructures cyclables existantes et d'apporter de la sécurité pour tous y compris les cyclistes. En effet, l'avenue Louis Gaume, l'avenue des Dunes et l'avenue de la Forêt mènent à la Dune du Pilat, lieu très attractif et touristique. Il est donc essentiel de créer des aménagements pour les mobilités actives en réaménageant totalement la voirie et créant une voie verte sur 550m, pour une largeur de 3.50m. Afin de mailler sur les aménagements existants, une zone 30 sera installée depuis l'avenue de Biscarosse sur l'avenue Louis Gaume jusqu'à l'intersection de l'avenue de l'Observatoire. Puis, sur l'avenue de la Forêt, des bandes cyclables seront tracées afin de rejoindre l'avenue de Biscarosse.
De plus, différentes problématiques ont été identifiées sur cet axe, dont le besoin de gérer les demandes de stationnement, la gestion des eaux pluviales avec des chaussées réservoirs, et la modernisation de l'éclairage.

La Ville de La Teste de Buch assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération, notamment en réalisant concomitamment la voirie, et la piste cyclable pour des raisons économiques et techniques.

Ainsi, dans le cadre de ses compétences en mobilité sur le bassin sud d'Arcachon et conformément à l'article L 5216-71 du Code Général des Collectivités Territoriales, la COBAS confie à la Ville de la Teste la création d'une voie verte située sur le l'avenue Louis Gaume et l'avenue des Dunes, entre l'avenue de l'Observatoire et l'avenue de la Forêt.

La présente convention fixe le cadre juridique, les attributions et les responsabilités de la commune, les modalités d'exécution et le financement, entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch.

Dans le cadre de l'appel à projet « Plan Relance Vélo », la Ville de La Teste de Buch a présenté le projet de maillage cyclable du secteur de la Corniche, qui a été retenu.
L'Etat a décidé de subventionner le coût des travaux d'aménagement à hauteur de 27,44% du montant HT.

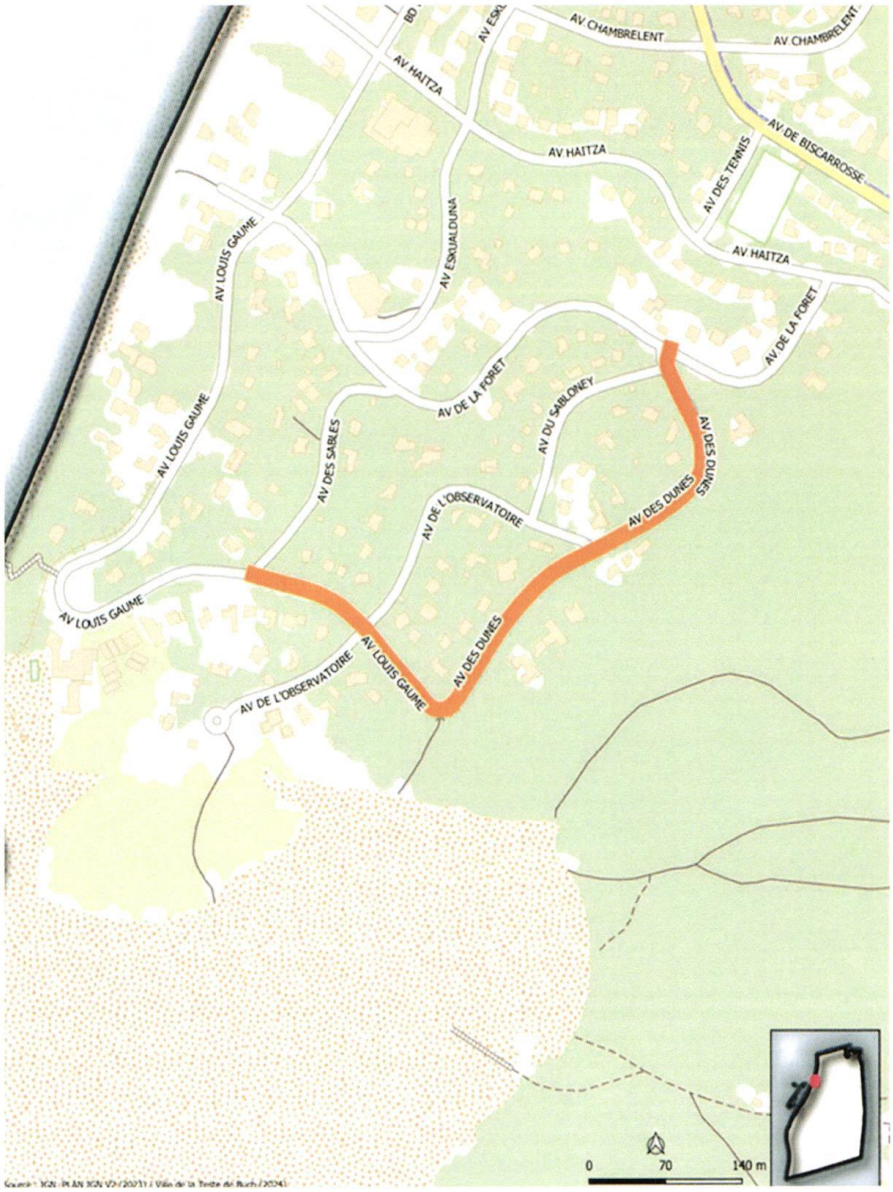
Le coût de l'aménagement cyclable s'élève à 158 434.20 € TTC. Ainsi, dans le cadre de cette opération, la COBAS s'engage à financer la charge du coût des aménagements dans la limite du montant fixé, subvention déduite soit 122 205.58 € TTC.

Cette délibération a pour objet de :
- ACCEPTER la convention établie entre la COBAS et la commune de La Teste de Buch
- AUTORISER Monsieur Le Maire à signer la convention,

AMENAGEMENT AVENUE LOUIS GAUME ET AVENUE DES DUNES A PYLA SUR MER

Convention de maitrise d'ouvrage déléguée relative à l'aménagement d'une piste cyclable entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch

plan de situation



CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE ENTRE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH ET LA COBAS SITUEE SECTEUR DE LA CORNICHE À LA TESTE DE BUCH

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, représentée par son président, Marie-Hélène DES ESGAULX, agissant au nom de la COBAS, autorisé à cet effet par délibération n° …….....du Conseil Communautaire en date du 10 Avril 2024

D'UNE PART,

ET :

LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH, représentée par son maire, Patrick DAVET, agissant au nom de la Ville de la Teste de Buch, autorisée à cet effet par délibération n°…….....du Conseil Municipal en date du.....….et désignée dans ce qui suit par le terme « La Ville »

D'AUTRE PART.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

La présente convention a pour objectif de définir le cadre juridique et financier de la maitrise d'ouvrage qui est confiée à la commune de la Teste de Buch par la COBAS dont les opérations sont décrites ci-dessous.

Dans le cadre de son programme de voirie, la ville de la Teste de Buch a programmé sur l'exercice budgétaire 2024 l'aménagement du secteur de la Corniche. Cette voie constitue un axe secondaire de circulation qui a vocation à intégrer un aménagement cyclable du Secteur de la Corniche au niveau de l'avenue Gaume, de l'avenue des Dunes, de l'avenue de l'Observatoire et de l'avenue de la Forêt, en continuité avec la piste cyclable existante située boulevard de Biscarrosse. Cet aménagement permettra de matérialiser et de résorber une discontinuité cyclable existante.

La ville de la Teste de Buch assurant la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement de cette portion, il apparaît opportun de réaliser concomitamment des parties voirie, trottoir et piste cyclable pour des raisons économiques et techniques.

Ainsi, la COBAS souhaite confier à la ville de la Teste de Buch la réalisation de la piste cyclable située « Secteur de la Corniche » sur 550 ml.

Conformément aux dispositions de l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, la COBAS confie à la ville de la Teste de Buch, la maitrise d'ouvrage en coordination avec ses propres opérations de travaux.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La COBAS demande à la commune, qui l'accepte, de réaliser, en son nom et pour son compte, sous son contrôle, la réalisation et de l'aménagement de la piste cyclable située Secteur de la Corniche (550 ml).

Cet ouvrage devra répondre au programme et aux prescriptions de la COBAS qui pourront après avis faire l'objet de modifications ou de précisions.

ARTICLE 2 : CADRE JURIDIQUE

Conformément à l'article L5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la COBAS peut confier par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions, à une ou plusieurs communes membres.

ARTICLE 3 : ATTRIBUTIONS DE LA COMMUNE

La COBAS confie au titre de cette convention à la commune les opérations suivantes :

- Etablissement des plans, descriptifs nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Passation et attribution des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux aux entreprises chargées de réaliser les opérations suivant les modalités définies par la règlementation de la commande publique qui répondent aux besoins de la présente opération ;
- Versement des acomptes liés aux marchés publics relatifs à l'opération de toutes sommes nécessaires à l'exécution de l'ouvrage ;
- Suivi, contrôle et coordination des études et de l'exécution des travaux sur le plan technique, juridique et financier ;
- Réception des ouvrages et exécution de toutes les tâches garantissant le parfait achèvement des ouvrages et la clôture des comptes.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITÉS DE LA COMMUNE

D'une façon générale, la commune de la Teste de Buch est responsable :

- Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de sa mission de mandataire et devra avertir le cocontractant de sa qualité de mandataire de la COBAS ;

- De toutes les conséquences juridiques auprès de ces cocontractants ou dommages aux tiers résultant de l'exécution des travaux visés par l'opération objet de la présente convention ;
- De la coordination des prestataires afin d'aboutir à la réalisation de l'ouvrage dans les délais et l'enveloppe financière et conformément aux prescriptions de la COBAS ;

Et est responsable à l'égard des tiers dans l'exercice de ces attributions.

ARTICLE 5 : DÉFINITION DES CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'OPÉRATION

La commune assurera un suivi permanent des études et de la réalisation de l'opération dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

À cette fin, elle est en charge de :

- La préparation et le suivi des dossiers de demandes d'autorisations administratives, le cas échéant.

La commune ne pourra approuver le projet d'aménagement, après accord écrit du Président de la COBAS qui sera réputé acquis si le programme et l'enveloppe financière sont respectés et en cas d'absence d'observation de la COBAS dans un délai de 2 semaines après présentation du projet.

- Elle assurera les relations avec les concessionnaires dans le cadre de leur éventuelle intervention.

- Elle définira les modes de dévolution des marchés et assurera le suivi administratif, financier et technique des procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

À ce titre, la commune s'engage à respecter les dispositions de mise en concurrence et de publicité prévues par la règlementation portant sur la commande publique.

Elle pourra prévoir l'intervention de prestataires déjà désignés dans le cadre des marchés publics ou accords cadre existants.

- Elle assurera la mise au point et le suivi du calendrier d'exécution de l'opération ;

- Elle assurera le suivi de l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la COBAS dont un représentant sera convié aux réunions de chantier et pourra à tout moment interpeller la ville sur la réalisation de l'ouvrage ;

- Elle fera procéder à toutes les études nécessaires à la réalisation de l'opération (géomètres, sols…) ;

- Elle fera intervenir le cas échéant un organisme de contrôle et un coordonnateur SPS.

Toutes les dépenses engagées à ce titre sont comprises dans l'enveloppe de l'opération définie par la COBAS.

ARTICLE 6 : FINANCEMENT

L'estimation prévisionnelle des travaux est fixée selon le tableau ci-joint :

Montant (en € TTC)	Année
158 434.20 €	2024

Elle comprend tous les frais nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages visés et notamment :

- Les études techniques ;
- Le coût des travaux ;
- Toutes dépenses annexes et aléas se rattachant à l'exécution de la prestation (plans, SPS, contrôle technique, constats, publicité…).
-

Dans le cadre de l'appel à projet « Plan Relance Vélo », la Ville de La Teste de Buch va bénéficier du versement d'une subvention pour l'aménagement de cette piste et la COBAS supportera la charge du coût des aménagements dans la limite du montant fixé subvention déduite soit 122 205.58€TTC.
Ce montant s'entend toutes taxes comprises, il appartient donc à la COBAS d'effectuer toutes les démarches et déclarations relatives au fonds de compensation à la taxe sur la valeur ajoutée.

À l'issue des travaux et sur présentation des pièces justificatives certifiées par le comptable public de la ville de La Teste de Buch valant reddition des comptes, la COBAS s'engage à verser le montant mentionné sur le compte de la commune à la Trésorerie d'Arcachon, dans les 30 jours de délais.

Un bilan sera effectué et présenté à la COBAS qui devra l'entériner dans un délai de 15 jours après réception.

Si le coût définitif de l'opération est supérieur à l'estimation initiale, la COBAS effectuera un versement complémentaire qui correspondra au montant définitif des travaux.

ARTICLE 7 : ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

Après achèvement des travaux, il sera procédé, à l'initiative du maître d'ouvrage, en présence des représentants de la COBAS aux opérations préalables à la réception des ouvrages, contradictoirement avec les entreprises.

En cas de réserves lors de la réception, la commune invite la COBAS aux opérations préalables de levée des réserves.

Dès la réception définitive prononcée par la commune et après levée des réserves éventuelles, la piste sera incluse dans le réseau communautaire dont le gros entretien est assuré par la COBAS, le nettoyage et balayage restant du ressort des communes conformément à la convention de gestion adoptée en Conseil Communautaire.

ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa transmission par la COBAS au représentant de l'Etat en vue du contrôle de légalité, date qui sera notifiée à la commune dès que connue.

La présente convention expirera à l'achèvement des travaux c'est-à-dire après reddition définitive des comptes acceptée par la COBAS et versements des sommes correspondant aux éventuels ajustements.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION

Cette convention pourra être résiliée à tout moment par accord des deux parties si un changement de programme de travaux ou une autre solution juridique était envisagée lettre recommandée avec accusé de réception sans versement d'indemnités.

ARTICLE 10 : RÉSOLUTION DES CONFLITS ET LITIGES

Les parties conviennent en cas de litige de privilégier une solution amiable. À défaut, les litiges seront de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Etablie en deux exemplaires, le

Pour la ville de la Teste de Buch

Patrick DAVET
Maire

Pour la COBAS

Marie-Hélène DES ESGAULX
Présidente

Monsieur le Maire :
Merci M Bernard,

Monsieur BERNARD :
Je peux rajouter que cela peut faire plaisir à tous, on est sur un quartier qui est à la fois très visité, très agréable pour ceux qui viennent à proximité de la dune mais aussi pour l'ensemble des testerins et pylatais que c'est un élément fondamental du maillage cyclable qui manquait et que maintenant il est opportun de faire en sorte que les cyclistes qui s'égarent d'une façon très positive et avec un plaisir non contenu à proximité de la dune avec un paysage magique sur le bassin puissent le faire dans des conditions d'accès et de sécurité de stationnement améliorées.

Monsieur le Maire :
Des interventions ? Nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : M. AMBROISE **<u>DEL2024-04-135</u>**

AMENAGEMENT DE LA RUE HENRI DHEURLE
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Génie Civil des réseaux de télécommunications

Convention de Délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage avec le Syndicat Départemental Energies et Environnement de la Gironde (S.D.E.E.G)

VU le code de la Commande Publique et notamment son article L 2422-12 ;
Vu la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant les travaux d'enfouissement des réseaux prévus rue Henri Dheurle, sur la commune de La Teste de Buch,

Considérant que la réalisation de ces travaux implique la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages, d'une part, la Ville pour l'enfouissement des réseaux de télécommunications et, d'autre part, le S.D.E.E.G pour le réseau de distribution électrique,

Considérant que dans cette hypothèse, le code de la commande publique permet la désignation, par convention, d'un maître d'ouvrage unique,

Considérant qu'il apparaît opportun de confier au S.D.E.E.G, à titre temporaire, la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement des réseaux de télécommunications,

Considérant que les travaux sont inscrits au budget primitif 2024,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 4 avril 2024 de bien vouloir :

- ACCEPTER la délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage au profit du S.D.E.E.G pour les travaux précités,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec le S.D.E.E.G

AMENAGEMENT DE LA RUE HENRI DHEURLE
SUR LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH.
Génie civil des réseaux de télécommunications
Délégation temporaire de la Maîtrise d'Ouvrage avec le Syndicat Départementale Energies et Environnement de la Gironde (S.D.E.E.G.)

Note explicative de synthèse

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale pour l'année 2024, la commune souhaite procéder à l'enfouissement des réseaux de distribution électrique et de télécommunications, rue Henri Dheurle, sur la commune de La Teste de Buch.

Ces travaux sont répartis de la façon suivante :

- Le S.D.E.E.G. (Syndicat Départemental Energies et Environnement de la Gironde) est Maître d'Ouvrage pour l'enfouissement du réseau de distribution électrique.
- La commune est maître d'ouvrage pour l'enfouissement des réseaux de télécommunications.

L'article L2422-12 du code de la Commande publique dispose que : « Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération » ayant pour objectif de faciliter la coordination du chantier.

Aussi, il parait opportun de confier au S.D.E.E.G., à titre temporaire, la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacements des réseaux de télécommunications. En tant que maître d'ouvrage délégué, le S.D.E.E.G. s'engage donc à procéder au chiffrage et au suivi de l'opération jusqu'à la remise de l'ouvrage à la collectivité.

La collectivité définit le programme des travaux ainsi que le choix du matériel et s'engage à rembourser le S.D.E.E.G sur la base du montant TTC des travaux réalisés.

Le S.D.E.E.G. a estimé ces travaux à 138 000,00 € TTC, à cette somme il faut ajouter les frais de maîtrise d'œuvre et de gestion du dossier par le SDEEG représentant 7 % du montant H.T des travaux.

Coût de l'opération H.T :	115 000,00 €
Maîtrise d'œuvre HT + CHS (7%)	8 050,00 €
TVA	23 000,00 €
Montant total TTC	146 050,00 €

Cette démarche, offrant une plus grande souplesse administrative et meilleure réactivité dans la conduite du chantier, n'occasionne aucun coût supplémentaire pour notre commune, excepté les frais de maîtrise d'œuvre habituels de 7 % du montant HT des travaux appliqués par le S.D.E.E.G.

Concernant les modalités financières, la ville s'engage à rembourser le S.D.E.E.G sur la base du montant TTC des travaux réalisés. Un certificat des travaux éligibles au Fonds de Compensation pour la T.V.A sera établi par le S.D.E.E.G. et sera transmis à la collectivité.

La délibération a pour objet de :

- ACCEPTER la délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage au profit du S.D.E.E.G pour les travaux précités,
- AUTORISER Monsieur Le Maire à signer la convention.

Rue Henri DHEURLE – Enfouissement des réseaux de télécommunications –Délégation de Maîtrise d'Ouvrage S.D.E.E.G.

Plan de masse



SDEEG
NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

CONVENTION D'ORGANISATION TEMPORAIRE DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

OPERATION DE GENIE CIVIL DE TELECOMMUNICATIONS

Entre, d'une part :

La commune de **LA TESTE DE BUCH**, représentée par son Maire, **Patrick DAVET**, dûment autorisé, désigné ci-après par "la Commune".

Et, d'autre part :

Le Syndicat Départemental Energies et Environnement de la Gironde,
12 Rue du Cardinal Richaud – 33300 Bordeaux
N° SIRET : 253 303 473 00057
représenté par son Président, Xavier PINTAT, agissant en vertu de la délibération du 2 décembre 2011, désigné ci-après par "le SDEEG".

Il est exposé ce qui suit :

Préambule :

L'opération GENIE CIVIL TELECOM RUE DHEURLE sur la commune de **LA TESTE DE BUCH** concerne deux maîtres d'ouvrage :
- Le SDEEG pour les travaux sur le réseau d'éclairage public,
- La Commune pour les travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications.

L'article L2422-12 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 stipule que : « Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercé et en fixe le terme ». Cette disposition ouvre ainsi aux collectivités publiques intéressées par une même opération de travaux la possibilité de désigner, parmi elles, un maître d'ouvrage unique chargé d'exercer les attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage. L'exercice de ces attributions par un seul maître d'ouvrage implique que les collectivités publiques, visées à l'article L2422-1 du Code de la Commande Publique, transfèrent de manière temporaire leur propre compétence de maître d'ouvrage.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

Article 1-Objet de la convention

En application du Code de la Commande Publique et afin de faciliter la coordination du chantier, la collectivité désigne le SDEEG par la présente convention comme maître d'ouvrage unique des opérations de GENIE CIVIL TELECOM RUE DHEURLE réalisées en concomitance avec les travaux effectués sur le réseau de distribution publique d'électricité relevant de la maîtrise d'ouvrage du SDEEG.

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de cette opération réalisée sous mandat de maîtrise d'ouvrage unique.

Article 2-Champ d'application de la convention

L'article L.2224-35 du CGCT impose aux opérateurs de communications électroniques de procéder à l'enfouissement coordonné de leur réseau s'il est implanté sur des supports communs au réseau de distribution publique d'électricité faisant l'objet d'une mise en souterrain.
Le SDEEG ne réalisera, au titre de cette convention, que les travaux de génie civil des réseaux de télécommunications.

Article 3-Déroulement de l'opération

a) Phase projet

Missions du SDEEG :
- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ;
- Réalisation des études d'avant-projet et proposition de matériels ;
- Transmission à la collectivité d'un avant-projet chiffré ;
- Validation par le SDEEG du dossier d'exécution des travaux comprenant toute les démarches et autorisation administratives nécessaires à l'exécution du projet
- Représentation du maître d'ouvrage vis-à-vis des tiers.

Attribution de la Commune :
- Approbation des études préliminaires et de l'avant-projet ;
- Choix du matériel.

b) Procédures préalables à la réalisation de l'opération

Mission du SDEEG :
- Le SDEEG utilise ses marchés de travaux dans lesquels sont incluses des prestations de travaux d'infrastructures de génie civil de télécommunication et d'éclairage public ;
- Pour tenir compte des contraintes de coordination, le SDEEG attribue les bons de commande des travaux à l'entreprise.

c) Phase travaux

Mission du SDEEG :
- Organisation des réunions de chantier, de la coordination sécurité et protection de la santé ;
- Contrôle de l'activité des prestataires ;

Attribution de la commune
- Participation aux réunions de chantier ;
- Validation des études d'exécution

d) Procédures de fin de travaux

Mission du SDEEG :
- Etablissement d'un procès-verbal de réception des travaux ;
- Etablissement d'un procès-verbal de remise des ouvrages. En cas de réserves, il appartiendra au SDEEG d'établir la main levée des réserves et de la signer ;

Syndicat Départemental Énergies et Environnement de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

- Les ouvrages de génie civil de télécommunications réalisés pour le compte de la collectivité feront l'objet d'une remise par le SDEEG, sur la base d'un décompte général définitif qui donnera lieu aux opérations comptables et budgétaires, et notamment les opérations pour compte de tiers.

Attribution de la commune :

- Gestion des différentes garanties à compter de la réception des ouvrages ;
- Intégration des ouvrages dans le patrimoine.

Article 4-Gestion des ouvrages

Après réception, en présence de la collectivité, des ouvrages de génie civil de télécommunications, le SDEEG dresse le procès-verbal de remise des ouvrages pour signature de la collectivité. Dès lors, la commune, maître d'ouvrage, devient propriétaire des nouvelles installations et le bien est remis à sa disposition.

Article 5-Modalités financières

La prestation de service sera réalisée sans contrepartie financière pour la prestation intellectuelle et l'assistance technique apportée à la maîtrise d'ouvrage. Toutefois le SDEEG percevra de la maitrise d'œuvre (suivi administratif et financier de l'opération sur le montant HT des travaux).

La commune s'engage à rembourser le SDEEG conformément aux dispositions de la présente convention et de son annexe financière dans les conditions suivantes :

a) Estimation de l'opération :

Le SDEEG transmet un chiffrage sommaire soumis à l'approbation de la collectivité. L'opération est estimée à un montant TTC de **146 050.00** Euros.

b) Chiffrage sommaire :

Le chiffrage sommaire est arrêté sur les bases définies en annexe 1.
Les éventuelles subventions qui pourraient être accordées au titre des travaux d'éclairage public feront l'objet d'une demande par dossier qui sera traitée séparément.
Le SDEEG inscrit les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sur son budget au chapitre 45 en dépenses et en recettes.
La commune s'engage à inscrire à son budget le montant de l'opération en dépenses.

c) Règlement et paiement :

Le SDEEG règle les décomptes définitifs aux entreprises.

d) Participation de la commune :

Le montant des travaux de génie civil des réseaux de télécommunications est déterminé avec exactitude à la réception du décompte définitif de l'entreprise. Le montant de dépense engagée par la collectivité correspond au montant TTC des travaux réalisés.
Un certificat des travaux éligibles au FCTVA sera établit par le SDEEG et transmis à la commune.

Syndicat Départemental Énergies et Environnement de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

Article 6-Durée de la convention

Cette convention prend effet le jour de la signature par les cosignataires et prend fin à la date de signature du procès-verbal de remise des ouvrages publics.

Article 7-Règlement des différents

La commune donne pouvoir au SDEEG afin d'agir en justice au titre de l'ouvrage objet de la présente convention, pour les éventuels litiges nés pendant la durée de celle-ci. En cas de litiges, le tribunal administratif de Bordeaux sera compétent.

à
Le

Le Maire de la commune de LA TESTE DE BUCH	Le Président du S.D.E.E.G.
Patrick DAVET	**Xavier PINTAT**

Syndicat Départemental Énergies et Environnement de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

territoire d'énergie GIRONDE

SDEEG
NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

ANNEXE I

TRAVAUX RESEAUX TELECOMMUNICATIONS

Maitrise d'œuvre

SUR LE DETAIL PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Commune de **LA TESTE DE BUCH**

Affaire GENIE CIVIL TELECOM RUE DHEURLE

- Travaux hors taxe	**115 000.00** Euros
- TVA	**23 000.00** Euros
- Maitrise d'œuvre 6 % du HT	**6 900.00** Euros
- CHS 1 % du HT	**1 150.00** Euros
- Travaux TTC	**146 050.00** Euros
Arrondi à la somme de	**146 050.00** Euros

Syndicat Départemental Énergies et Environnement de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

territoire d'énergie GIRONDE

Monsieur le Maire :

Merci M Ambroise, des interventions ? nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. VOTION **DEL2024-04-136**

AMENAGEMENT DE LA RUE HENRI DHEURLE
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

Enfouissement du réseau de distribution électrique
Convention avec le Syndicat Départemental Energies et Environnement de la Gironde
(S.D.E.E.G)

Vu la convention de concession signée avec E.N.E.D.I.S le 16 juin 1997 concernant la distribution publique d'énergie,

Vu la délibération n°2008-04-52 du 29 avril 2008 transférant au S.D.E.E.G la compétence dans le domaine de la distribution publique d'énergie,

Mes chers collègues,

Considérant que l'aménagement de la rue Henri Dheurle nécessite l'enfouissement du réseau de distribution électrique.

Considérant que le S.D.E.E.G, dans le cadre de ses compétences de maître d'ouvrage et maître d'œuvre, a estimé ces travaux à 508 000,00 € H.T, financés selon la clé de répartition suivante :

- S.D.E.E.G : 60% des travaux H.T soit 304 800,00 €
- Commune :
    - 40% des travaux H.T (203 200,00€) ainsi que les frais de gestion du dossier de 8 % du montant HT des travaux (40 640,00 €) soit un total de 243 840,00 €.

Considérant que les travaux sont inscrits au budget primitif 2024,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 4 avril 2024, de bien vouloir :

- ACCEPTER le plan de financement de l'opération,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la demande d'aide financière ci-jointe

AMENAGEMENT DE LA RUE HENRI DHEURLE
SUR LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH.

Travaux d'enfouissement du réseau de distribution électrique.
avec le Syndicat Départemental Energies et Environnement de la Gironde (S.D.E.E.G).
Approbation du plan de financement de l'opération

Note explicative de synthèse

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale pour l'année 2024, la commune souhaite procéder à l'enfouissement du réseau de distribution électrique de la rue Henri Dheurle, sur la commune de La Teste de Buch.

La gestion de ces réseaux est régie par une convention de concession avec E.N.E.DI.S pour une durée de 30 ans signée en juin 1997. Cette convention dans son article 8 (intégration des ouvrages dans l'environnement) prévoit que le concessionnaire participe à l'enfouissement des réseaux existants et en assure la maîtrise d'ouvrage.

Par délibération du 29 avril 2008, la Commune de La Teste de Buch a transféré au S.D.E.E.G (Syndicat Départemental d'Energies et Environnement de la Gironde) sa compétence dans le domaine de la distribution publique d'énergie électrique.

Une des clauses de cette délégation de compétence permet de mettre en œuvre les travaux d'enfouissement de réseaux dans les conditions financières suivantes :

- participation S.D.E.E.G : 60 %
- participation communale : 40 % du montant HT des travaux + frais de gestion du dossier par le S.D.E.E.G : 8 % du montant HT des travaux.

La mise en œuvre de ces travaux se fait donc sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat à travers des conventions d'aide financière.

Coût de l'opération S.D.E.E.G :

Montant HT estimé	508 000,00 €
Maîtrise d'œuvre HT (8%)	40 640,00 €
TVA montant des travaux	101 600,00 €
Montant total TTC	650 240,00 €

Plan de financement :

60% des travaux H.T (S.D.E.E.G)	304 800,00 €
40% des travaux H.T (Commune)	243 840,00 €

(plus maîtrise d'œuvre)

Les sommes correspondantes à la participation communale sont inclues dans le budget des opérations d'aménagement.

La délibération a pour objet de :

- ACCEPTER le plan de financement de l'opération,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la demande d'aide financière ci-jointe.

Rue Henri DHEURLE – Enfouissement du réseau de distribution électrique
Plan de masse



CADRE RESERVE AU S.D.E.E.G

Avis de la commission de répartition :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde

Electrification - Gaz - Eclairage Public
Economies d'Energie – Energies Renouvelables

DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU TITRE DE L'ARTICLE 8 DISSIMULATION DES RESEAUX (BT-HTA)

Commune LA TESTE DE BUCH

Opération AMENAGEMENT BT RUE DHEURLE

Renseignements concernant la collectivité :

Canton de : La Teste-de-Buch

Trésorerie de : BELIN-BELIET

Population de : 26 269

N° Affaire : **Fils nus :** **Longueur fils nus :**

Régime d'électrification : Urbain

Périmètre de concession : SDEEG

L'éclairage public est concédé au SDEEG : Non

L'entretien de l'éclairage public est assuré par le SDEEG : Non

La commune est rattachée à un EPCI : Non

A L'APPUI DU DOSSIER DE DEMANDE, IL DEVRA ÊTRE OBLIGATOIREMENT JOINT :

La délibération de l'assemblée délibérante

La note de présentation du projet

Le chiffrage sommaire

Le courrier doit être adressé impersonnellement à Monsieur le Président du
Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud 33300 BORDEAUX - Tél. 05.56.16.10.70 - Fax. 05.56.16.10.71 - E-mail : contact@sdeeg33.fr
Siret : 253 303 473 00057 - APE 8413 Z

Nature du Projet :

Détail du projet :

.....

.....

.....

.....

.....

Approbation du projet par l'assemblée délibérante en date du _____/_____/_____

Calendrier prévisionnel de réalisation :

Lancement des travaux _____ **Durée des travaux** _____

Fin prévisionnelle des travaux _____

Coût de l'opération :

Montant HT estimé	508 000,00
Maîtrise d'œuvre HT	40 640,00
T.V.A	101 600,00
Montant total TTC	650 240,00

Plan de financement :

Participation SDEEG 60% du HT	304 800,00
Participation collectivité 40 % des travaux HT + Maîtrise d'oeuvre	243 840,00

Participations sollicitées :

Département .....

Région .....

Etat .....

Auprès de l'EPCI .....

La Collectivité (commune/EPCI) sollicite la participation financière du SDEEG pour la réalisation de ce projet, et s'engage à ne pas débuter les travaux avant l'avis de la commission de répartition. Toutefois, en cas de nécessité absolue (coordination de travaux, sécurité publique), le commencement des travaux par anticipation peut être accepté, mais ne préjuge en rien de l'octroi du concours financier du SDEEG pour cette opération.

Toute modification intervenant après le dépôt de ce dossier ou après l'accord financier du SDEEG devra être obligatoirement signalée à notre établissement public.

Fait à , **le** ____/____/____

Cachet de la collectivité **Le Maire**

CONDITIONS D'OCTROI DE L'AIDE

ARTICLE 8:
L'article 8 concerne exclusivement les travaux d'intégration des ouvrages dans l'environnement (enfouissement de réseaux). La participation sollicitée auprès du SDEEG s'élève à 60% du montant HT des travaux (hors maîtrise d'oeuvre).

Le montant des participations ne doit pas dépasser 80% du montant total de l'opération.

DISPOSITIONS IMPORTANTES

Lorsque la commune est rattachée à un EPCI compétent en la matière, la demande doit recueillir son avis.

Les aides attribuées par le SDEEG sont valables deux ans à compter de leur notification à la collectivité concernée. Passé ce délai, elles seront remises à la disposition du SDEEG.

SDEEG
NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

Commune LA TESTE DE BUCH

Mise en souterrain des réseaux d'électrification
AMENAGEMENT BT RUE DHEURLE

Application de l'Article 8 du Cahier des Charges

CHIFFRAGE SOMMAIRE

Montant travaux hors taxes	:	508 000,00
Subvention S.D.E.E.G (60 %)	: -	304 800,00
Participation Collectivité	: =	203 200,00
Maitrise d'oeuvre 8,00 %	: +	40 640,00
Montant de votre participation	: =	243 840,00

Arrondi à **243 840** Euro

Mention obligatoire dans le portail Chorus Pro de votre collectivité: Oui / Non
Si oui, veuillez saisir les zones ci-dessous.

Engagement	
Code Service	

à Bordeaux,
le 17/01/2024
"Bon pour accord" (signature et cachet)
Le Maire

Prix valable jusqu'au 16/04/2024

Réservé au SDEEG	Technique	Comptable	Marché
Affaire N°			

12 Rue du Cardinal Richaud
33300 Bordeaux
Tél : 05 56 16 10 70
www.sdeeg33.fr

territoire d'énergie GIRONDE

DE_ED01 JMC F:\sdeeg\wstafer\donnees

Monsieur le Maire :

Merci M Votion, des interventions ? nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. PINDADO **DEL2024-04-137**

AMENAGEMENT DE LA RUE HENRI DHEURLE
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

Convention d'Enfouissement du réseau Télécom avec Orange

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2224-35,
Vu la convention locale pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que dans le cadre des travaux d'aménagement de la rue Henri Dheurle, la ville de La Teste de Buch a décidé de procéder à l'enfouissement des réseaux de télécommunications,

Considérant que le génie civil sera à la charge du SDEEG (Syndicat Départemental d'Energies et Environnement de la Gironde), via une convention temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune, ORANGE participera sur le matériel de génie-civil posé, pour un montant de 5 285 € H.T, par établissement d'un titre exécutoire de la commune,

Considérant que les équipements de communication électronique dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par ORANGE font l'objet d'une participation communale qui s'élève à 7 371 € H.T,

Considérant que les travaux sont inscrits au budget primitif 2024,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 4 avril 2024 de bien vouloir :

- ACCEPTER la participation communale à l'enfouissement du réseau Télécom susvisée,
- AUTORISER Monsieur Le Maire à signer la convention ci-jointe avec ORANGE.

AMENAGEMENT DE LA RUE HENRI DHEURLE
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Convention d'Enfouissement du réseau Télécom avec Orange

Note explicative de synthèse

Les dispositions de la loi 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique complétées par la loi sur les communications électroniques adoptée en août 2004 déterminent les modes de répartition relatifs aux coûts de câblage, d'études, documentations et contrôle entre les communes et Orange.

Ce partenariat est concrétisé par la mise en place d'un accord national par souci de réduire les coûts de gestion. Cet accord porte principalement sur :

- la coordination de la pose des différents réseaux afin d'en réduire les coûts, et limiter la gêne provoquée par les chantiers successifs,

- les dispositions de l'article L 2224-35 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulent que lorsque les réseaux électriques et de communications électroniques sont établis sur des supports aériens communs, et qu'à l'initiative de la collectivité, ces derniers font l'objet de travaux de mise en souterrain, une convention conclue entre la collectivité et l'opérateur en communications fixe les obligations respectives en matière de travaux, de prestations techniques ainsi que la participation financière de chaque partie.

Dans le cadre des travaux d'aménagement de la rue Henri Dheurle, les répartitions s'établissent comme suit :

Le SDEEG, via une convention temporaire de la maîtrise d'ouvrage avec la commune, assume le génie civil :

- Étude
- Ouverture et remblaiement des tranchées
- Fourreaux, chambres, coffrets….

La commune participe sur les équipements de communications électroniques, pour un montant de 7 371 € H.T.

ORANGE assume les équipements de communications électroniques :

- Étude
- Dépose de l'aérien
- Pose en souterrain
- Matériel de câblage

ORANGE participe sur le matériel de génie-civil posé, pour un montant de 5 285 € H.T, par établissement d'un titre exécutoire de la commune.

Les sommes correspondantes à la participation communale sont incluses dans le budget des opérations d'aménagement.

Objet de la délibération :

- ACCEPTER la participation communale à l'enfouissement du réseau Télécom,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec ORANGE

Rue Henri DHEURLE – Enfouissement des réseaux de télécommunications
Plan de masse



CONVENTION LOCALE POUR LA MISE EN SOUTERRAIN DES RÉSEAUX AÉRIENS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES D'ORANGE ÉTABLIS SUR SUPPORTS COMMUNS AVEC LES RÉSEAUX PUBLICS AÉRIENS DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Référence : Convention n° 54-23-156739/ AS-2304855

Entre :
La Commune de : LA TESTE DE BUCH, représentée par, M. DAVET Patrick .
Ci-après dénommée « **la personne publique** »

et

Orange - société anonyme au capital de 10 640 226 396 Euros, dont le siège social est situé 111, quai du Président Roosevelt, CS 70222, 92449 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX.
Immatriculée au R.C.S de Paris sous le numéro 380 129 866, représentée par l'Unité de pilotage des réseaux du sud-ouest, elle-même représentée par son directeur Monsieur Sébastien Plantier,
ci après dénommée « **Orange** »,
collectivement dénommés « **les parties** »

PRÉAMBULE

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), l'Association des Maires de France (AMF) et Orange ont constaté qu'il était nécessaire de mettre en place un accord national rationnel, efficace dans sa mise en œuvre avec le souci de réduire les coûts de gestion, en considérant :

- que la pose coordonnée des différents réseaux de service public favorise la réduction du coût des travaux, et réduit la gêne provoquée par des chantiers successifs, notamment en ce qui concerne l'enfouissement des réseaux filaires aériens de distribution d'électricité et de communications électroniques qui sont fréquemment voisins, et dont la coordination de la mise en souterrain dans un même secteur est d'intérêt général ;
- que lorsque les réseaux électriques et de communications électroniques sont disposés sur les mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L 2224-35 du code général des collectivités territoriales qui prévoit l'intervention de conventions entre les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération compétents pour la distribution publique d'électricité ;
- que pour favoriser la réduction des coûts, les responsabilités doivent être réparties clairement, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par la personne publique pour les infrastructures communes de génie civil et par Orange pour les travaux de câblage ;
- que, compte tenu de la proportion moyenne de supports communs constatée au niveau national, la personne publique d'une part, et Orange, d'autre part, financent respectivement environ 60 % et 40 % du coût global de l'opération ;
- que, dans un souci de simplification et d'efficacité opérationnelle, et pour tenir compte de la décision de la personne publique approuvant les travaux de génie civil de communications électroniques, il est convenu que Orange prendra forfaitairement en charge 82 % des coûts d'étude du câblage et de réalisation de celui-ci, ainsi que les coûts de fourniture de génie civil, les collectivités locales ou leurs établissements publics de coopération prenant en charge les autres coûts ;
- que la répartition des prises en charge prévue à l'alinéa précédent tient compte de la proportion moyenne de support communs constatée au niveau national, ainsi que de la non déductibilité de la TVA ;
- que la présente convention est basée sur l'équilibre économique voulu par les parties et qu'elle a vocation à s'appliquer à ce titre sur l'ensemble du territoire ;
- que Orange conserve la propriété des installations de communications électroniques

Lorsque, de plus, ces réseaux sont disposés sur les mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales.
Pour mémoire, cet article est rédigé comme suit :

« Art. L. 2224-35 - Tout opérateur de communications électroniques autorisé par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité à installer un ouvrage aérien non radioélectrique sur un support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité procède, en cas de remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine à l'initiative de la collectivité ou de l'établissement précité, au remplacement de sa ligne aérienne en utilisant la partie aménagée à cet effet dans l'ouvrage souterrain construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun. Les infrastructures communes de génie civil créées par la collectivité territoriale ou l'établissement précité lui appartiennent.

L'opérateur de communications électroniques prend à sa charge les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des équipements de communications électroniques incluant les câbles, les fourreaux et les chambres de tirage, y compris les coûts d'études et d'ingénierie correspondants. Il prend à sa charge l'entretien de ses équipements.

Une convention conclue entre la collectivité ou l'établissement précité et l'opérateur de communications électroniques fixe la participation financière de celui-ci sur la base des principes énoncés ci-dessus, ainsi que le montant de la redevance qu'il doit éventuellement verser au titre de l'occupation du domaine public. »

Section 1 – Objet et définition

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre les parties pour la mise en œuvre pratique des dispositions de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales, concernant l'opération d'enfouissement située : **RUE HENRI DHEURLE.**
Dans le cadre de la dissimulation des réseaux aériens désignés à l'article 2 et de leur enfouissement, la personne publique et l'opérateur se sont accordés pour laisser à l'opérateur la propriété des Infrastructures de Communications Électroniques réalisées à ces occasions.

ARTICLE 2 - DÉSIGNATION DES TRAVAUX

L'opérateur souhaitant disposer d'une certaine visibilité sur ses engagements futurs, la personne publique s'engage à l'informer chaque année de sa prévision budgétaire de dépenses pour les deux années à venir, ainsi que de son programme prévisionnel de travaux sur douze mois, et à recueillir à son intention les renseignements analogues auprès des autres maîtres d'ouvrage lui ayant donné mandat à l'effet de signer la présente convention, opérant dans le département. Les travaux concernés réalisés en conformité avec les normes en vigueur, porteront sur les ouvrages répondant aux conditions suivantes.

- Les travaux d'enfouissement portent simultanément :
  - pour les réseaux d'électricité : sur les lignes de réseaux, les lignes électriques de branchement,
  - pour les réseaux de communications électroniques : sur les lignes de réseaux et sur les lignes terminales de communications électroniques.
- Les longueurs de lignes aériennes électriques et de communications électroniques à enfouir ne sont pas nécessairement disposées sur des appuis communs ; au niveau de chaque chantier, il peut exister des supports spécifiques à l'une ou l'autre des parties, pour soutenir les lignes de réseau ou des lignes de branchement ou terminales.
- L'opportunité des chantiers envisagés est du seul ressort de la personne publique ;

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente convention :

- le terme « appui commun » désigne le support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques ;

le terme « enfouissement » s'entend de la mise en souterrain des ouvrages électriques et de communications électroniques ou, si les parties en conviennent, de leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien

en cas de mise en souterrain, les travaux d'enfouissement comportent la réalisation d'un « ouvrage souterrain commun », constitué de la tranchée commune et, éventuellement, « d'infrastructures communes de génie civil » (égouts, galeries, réservations, fonçages...) substituées par endroits à la tranchée commune ;

- la « tranchée aménagée » s'entend de la partie de la tranchée commune de l'ouvrage souterrain commun, destinée à recevoir les équipements de communications électroniques, dont l'aménagement comprend notamment le grillage avertisseur et dont le schéma figure en annexe 2 à la présente convention ;
- les « équipements de communications électroniques » comprennent les Installations de communications électroniques, le câblage et ses accessoires ;
- les « installations de communications électroniques » visées dans la présente convention désignent les fourreaux, les chambres de tirage y compris leurs cadres et trappes standards, les bornes de raccordement destinées à recevoir le câblage de communications électroniques. Elles ne comprennent ni le câblage ni ses accessoires.

Section 2 – Répartition des missions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre

ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La convention s'applique aux travaux nécessaires, sur le domaine public routier communal et non routier communal, et sur les domaines privés (à l'exception des parties privatives intérieures aux immeubles) à l'enfouissement des équipements de communications électroniques désignés à l'article 2, dans le respect des dispositions du code des postes et communications électroniques, des règles techniques en vigueur, notamment des règles d'hygiène et de sécurité, et des spécifications de matériel.

ARTICLE 4 – PRÉPARATION DU PROJET

L'opérateur est associé, pour les ouvrages le concernant, au choix de l'itinéraire des réseaux posés en coordination, et de la capacité des ouvrages souterrains communs. Il précise à la personne publique ses besoins en équipement et notamment le nombre d'alvéoles qui lui sont nécessaires
La personne publique, en accord avec la commune concernée (si elles sont différentes), se réserve le droit d'assurer la coordination des travaux, objet de la présente convention, avec la réalisation d'autres travaux intéressant le domaine public routier, conformément aux dispositions de l'article L.115 -1 du code de la voirie routière. Elle informe l'opérateur des décisions (notamment celles relatives au calendrier des travaux et aux dispositions techniques) arrêtées en la matière.
Chaque maître d'ouvrage fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du code du travail, relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier et de leur observation par les entreprises intervenantes.

ARTICLE 5 – PRESTATIONS TECHNIQUES

5.1 – Études

La personne publique fournit à l'opérateur :

- la confirmation, sous une forme et un délai de préavis à convenir, des travaux d'enfouissement à exécuter,
- un plan indiquant la zone exacte des travaux,
- un avant-projet indiquant le tracé prévisionnel de la tranchée aménagée, ainsi que le tracé prévisionnel des ouvrages autres que ceux de l'opérateur (électricité, éventuellement gaz, eau, assainissement, autres communications électroniques,...) à établir,
- un planning prévisionnel des travaux,
- un délai pour renvoyer à la personne publique l'avant-projet complété des éléments visés ci-après.

- L'opérateur renvoie à la personne publique, dans le délai spécifié, l'avant-projet complété par le tracé de ses propres canalisations (y compris la reprise en souterrain des lignes terminales), le nombre d'alvéoles à poser limité à ce qui est nécessaire à l'enfouissement des ouvrages existants, l'implantation des bornes de raccordement, les types de chambres à poser, leur position de principe et, pour la reprise en souterrain des lignes terminales, la position estimative de l'adduction vers les domaines privés.

- La personne publique exécute les prestations d'étude et d'ingénierie de génie civil relatives à la réalisation des infrastructures correspondant à l'enfouissement des équipements de communications électroniques. Ces études sont adressées à l'opérateur pour remarques éventuelles et validation du projet final.
- L'opérateur exécute les prestations d'études et d'ingénierie relatives à la réalisation du câblage et à la reprise en souterrain ou en façade des câblages des clients concernés.

5.2 – Exécution des travaux de génie civil

- La personne publique est maître d'ouvrage des travaux relatifs à la tranchée aménagée, nécessaires au transfert en souterrain des lignes de réseaux et des lignes terminales existantes. Ces travaux comprennent notamment :
  - l'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étayage éventuel, aménagement du fond de fouille),
  - la fermeture de la tranchée (remblayage, dispositif avertisseur, compactage),
  - la réfection des revêtements (provisoires et/ou définitifs),
  - l'installation des équipements annexes (barriérage, clôture, signalisation, balisage, dépôt de matériels, baraquements,...).
- La personne publique est également maître d'ouvrage des infrastructures communes de génie civil éventuelles (galeries techniques, réservations, fonçages, ouvrages d'art) en complément de la Tranchée Commune.
- L'opérateur crée les installations de communications électroniques propres à ses lignes de réseaux et lignes terminales en domaine public routier communal et non routier communal. A cette fin, il désigne la personne publique pour assurer en son nom les missions de maîtrise d'ouvrage afférentes à la pose de ces installations de communications électroniques dans la tranchée aménagée .
- La personne publique, en exécution de la mission confiée par l'opérateur, assure la pose des installations de communications électroniques en domaine public.
- La personne publique assure en domaines privés la pose des installations de communications électroniques nécessaires à la reprise en souterrain des câbles des clients concernés.
- La personne publique fait son affaire de la dépose, de l'enlèvement et du traitement des appuis communs abandonnés.

5.3 – Exécution des travaux de câblage

- L'opérateur exécute les travaux concernant :
  - le tirage et le raccordement de nouveaux câbles dans les installations de communications électroniques,
  - la reprise en souterrain ou en façade des câbles des clients concernés.
- L'opérateur fait son affaire de la dépose et de l'enlèvement des anciens câbles ainsi que de la dépose et de l'enlèvement des appuis abandonnés qui lui appartiennent, éventuellement compris dans le cadre des opérations mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 6 – RÉCEPTION DES INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

L'opérateur (son sous-traitant ou son représentant) est invité aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des installations de communications électroniques réalisés au nom de l'opérateur sous la maîtrise d'ouvrage de la personne publique. Leur vérification technique, qui peut être réalisée par tranche, est effectuée selon le processus suivant :

- Sur demande de l'entreprise mandatée par la personne publique pour réaliser les travaux, adressée à l'opérateur par courrier ou courriel, celui-ci procède à la vérification des installations de communications électroniques réservées à ses propres besoins, sous réserve de la réalisation préalable par l'entreprise des essais d'alvéolage et de la remise des plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives auxdites installations de communications électroniques .
- A la suite de cette vérification, l'opérateur remet à l'entreprise un certificat de conformité des installations de communications électroniques.
- Si toutefois l'entreprise mandatée bénéficie d'une certification ISO 9002, elle peut simplement adresser le procès verbal de contrôle à l'opérateur, au vu duquel celui-ci lui délivre le certificat de conformité.
- En l'absence de vérification technique dans un délai spécifié au cas par cas, mais ne pouvant excéder 25 jours calendaires après la demande formalisée par l'entreprise à l'opérateur, la conformité technique est acquise, aux risques de l'opérateur et sans réserve.
- Lors de la vérification, des réserves peuvent être formulées par l'opérateur. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 25 jours calendaires qui suivent. A défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui seront levées à l'achèvement complet de l'effacement des réseaux, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CÂBLAGE

Dès que la conformité des installations de communications électroniques qui lui appartiennent est acquise, conformément aux dispositions de l'article 6, l'opérateur entreprend les travaux de mise en œuvre des câbles de communications électroniques et de leurs accessoires.
Un planning sera établi entre les parties, au titre duquel les délais de réalisation, y compris la dépose des anciens câbles et des poteaux abandonnés, ne pourront excéder 30 à 60 jours calendaires selon l'importance du chantier, sauf cas de force majeure dûment justifié.
En cas de non-respect de ce délai, une pénalité journalière pourra être appliquée à l'encontre de l'opérateur correspondant à 1/3 000 du montant des travaux de câblage évalué selon un coût unitaire de référence de 8 euros HT par mètre linéaire de génie civil. L'application de cette pénalité est libératoire de tous autres dommages et intérêts au titre de ce retard. Elle n'est due que si les causes de ce retard sont exclusivement imputables à Orange.

Section 3 – Répartition de la propriété des ouvrages

ARTICLE 8 - UTILISATION DES OUVRAGES MIS A DISPOSITION – RÉGIME DE PROPRIÉTÉ

La tranchée aménagée et les infrastructures communes de génie civil visées à l'article 2 sont la propriété de la personne publique. Leur utilisation par l'opérateur ne confère à celui-ci aucun droit réel, conformément á l'article L.1311-1 du code général des collectivités territoriales.

- Leur utilisation est consentie à l'opérateur tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait.
- L'opérateur est propriétaire des installations de communications électroniques qu'il a créées sur le domaine public routier communal ou non routier communal, dans les conditions exposées à l'article 5.2 et du câblage. Il en assure à ses frais l'exploitation, la maintenance (réparations), l'entretien et le renouvellement.

Section 4 – Répartition de la charge financière

ARTICLE 9 - PRINCIPES DE RÉPARTITION DES DÉPENSES

Les parties conviennent que pour simplifier et homogénéiser sur l'ensemble du territoire les conditions et pratiques locales dans l'application des présentes dispositions et dès lors qu'un seul appui commun est concerné et figure dans le réseau objet de l'opération d'enfouissement, les présentes dispositions relatives à la répartition des dépenses prévues aux articles 10, 11 et 12 s'appliquent.

ARTICLE 10 – TRANCHÉE AMÉNAGÉE

La personne publique prend à sa charge la totalité du coût de réalisation de la tranchée aménagée et des infrastructures communes de génie civil, les besoins de l'opérateur étant limités aux besoins exprimés dans l'avant-projet mentionné à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 11 – DÉPENSES DES INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

- L'opérateur prend à sa charge les études permettant de définir les éléments destinés à compléter l'avant-projet visé à l'article 5.1.
- L'opérateur fournit à la personne publique les matériels d'installations de communications électroniques visés à l'article 2, destinés à être posés en domaine public routier et en prend le coût à sa charge soit que la personne publique s'en approvisionne auprès du fournisseur désigné par l'opérateur, soit que l'opérateur en rembourse à la personne publique le prix d'acquisition.
- En application de l'article D. 407-2 du code des postes et communications électroniques, Orange n'intervient pas sur le domaine privé. Toutefois, selon les accords, Orange prendra à sa charge le coût de fourniture du fourreau destiné à la reprise en souterrain de l'installation des clients, sous réserve que la longueur totale de toutes les reprises des clients en domaine privé n'excède pas 20% de la longueur de tranchée en domaine public.
- En revanche, la personne publique acquiert à titre onéreux certains matériels d'installations de communications électroniques, destinés à être posés en domaines privés, notamment les chambres 30x30.
- La personne publique prend à sa charge la totalité des frais de pose de ces matériels, y compris la mise en place d'un lit de sable.

ARTICLE 12 – DÉPENSES DE CÂBLAGE

- L'opérateur prend à sa charge 82 % des dépenses d'étude et de réalisation des travaux de câblage, visées respectivement aux articles 5.1 et 5.3.
- Corrélativement, la personne publique prend à sa charge 18 % de ces dépenses sous forme de subvention d'équipement.

ARTICLE 13 – REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

L'opérateur, propriétaire des installations de communications électroniques en domaine public routier, est redevable envers le gestionnaire du domaine public occupé de la redevance établie par l'autorité gestionnaire de la voirie, en application de l'article L. 47 du code des postes et communications électroniques.

Section 5 – Dispositions diverses

ARTICLE 14 – RESPONSABILITÉS

Sous réserve des dispositions de l'article L 2131-10 du code général des collectivités territoriales, chaque partie renonce à tout recours contre l'autre partie à raison des malfaçons constatées après l'achèvement complet du chantier, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 15 – RACCORDEMENT DE NOUVEAUX CLIENTS

L'opérateur s'engage à raccorder en souterrain les futurs clients à l'intérieur du périmètre des zones où ses réseaux de communication électronique sont en souterrain.

ARTICLE 16 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention cadre reste en vigueur tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait sauf dénonciation à une date anniversaire de l'échéance par l'un des signataires avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 17 – SUIVI DE LA CONVENTION

La présente convention, ainsi que les éventuelles difficultés nées de son application, seront portées pour information et pour solution éventuelle à la connaissance du comité de suivi mis en place en application de l'accord cadre national Orange – FNCCR - AMF.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE

La personne publique s'engage à ne pas communiquer et/ou à ne pas divulguer à des tiers les plans appartenant à Orange et faisant l'objet de la présente convention à l'exception des personnes, dont le nombre devra être nécessairement limité, qui auront pour mission l'exécution de la présente convention.
La personne publique s'engage d'une part, à informer lesdites personnes de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans et d'autre part, à prendre de façon générale, toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents objet du présent article.
La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après la résiliation de cette convention pour quelque cause que ce soit.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à le
Pour la personne publique,

Fait à Balma le 21/03/2024
Pour Orange,

Correspondant Réseau Collectivités Locales
Charlotte LASSEUGUETTE

Monsieur le Maire :

Merci M Pindado, des interventions ?

Monsieur CHATEAU :
Tant que nous sommes dans les travaux, je n'interviens pas pour Henri Dheurle, mais je suis allé voir les travaux avenue de l'Europe, ils sont en train de mettre des tuyaux pour l'écoulement des eaux pluviales et je suis surpris que l'on enterre des tuyaux qui sont alvéolés dans de l'eau, comment s'écoule l'eau quand il y a déjà de l'eau ?

Monsieur le Maire :
Vous auriez dû la faire poser hier à la Cobas, M Busse va vous répondre techniquement.

Monsieur CHATEAU :
Je pense que ce genre de tuyau peut être enterré dans du sable mais dans de l'eau je ne comprends pas.

Monsieur BUSSE :
Déjà vous savez que la nappe phréatique, le niveau varie, cela dépend des conditions météo du moment, les tuyaux alvéolés comme vous dites, ce sont des drains qui permettent justement d'infiltrer l'eau le plus près possible de sa source et c'est comme ça que l'on traite sous les voiries et que les surverses dans la collecte principale soient réduites au minimum.
Je ne suis pas un spécialiste mais le Siba c'est leur politique et c'est le plus efficace, il faut infiltrer l'eau le plus rapidement possible, c'est pour ça que les descentes d'eau des maisons ne sont pas raccordées aux eaux pluviales mais s'infiltrent dans votre terrain.
Quand les niveaux d'eau sont haut ça peut arriver que les drains soient dans l'eau.

Monsieur le Maire :
J'imagine que s'ils ont fait ça, techniquement ils doivent connaitre un peu.

Monsieur CHATEAU :
Le fameux tunnel que l'on a creusé devant la gare pour passer sous les rails, que les ingénieurs de Paris on dit merde il y a de l'eau ici.

Monsieur le Maire :
Le tunnel piéton. Au-delà de ça, l'avenue de l'Europe, nous avons demandé à la Cobas qu'elle soit refaite et surtout je la voulais à double sens, elle avait été mise en sens unique, c'était une aberration, quand vous sortez de chez Renault il fallait faire le grand tour, c'était un peu incohérent.
Donc il va y avoir une route neuve, une piste cyclable et il a fallu rajouter 700 000€ justement pour le pluvial. Avec les pluies que nous avons eues on s'est aperçu rapidement, certes ce sont des pluies exceptionnelles et compte tenu que les entreprises à coté avaient un point bas, il a fallu traiter le pluvial, mais les entreprises elles de leur coté sur leur emprise devront faire à leur charge et se mettre à niveau pour éviter qu'il y ait de nouveau des inondations
C'est la raison pour laquelle nous avons voté ça hier à la Cobas.

Monsieur PASTOUREAU :
Je suis tout à fait satisfait que la rue Henri Dheurle soit refaite, une rue fréquentée par beaucoup d'élèves, fréquentée soit à pied ou en vélo il y a quand même une grande dangerosité de cette rue même s'il y a quelques aménagements qui ont été faits et qui sont utiles, on voit souvent des trottoirs qui sont un peu étroits, des gens qui vont très vite, des trottoirs boueux, c'est très bien qu'elle soit refaite pour la sécurité de nos enfants.

Monsieur le Maire :
Aujourd'hui le Département est en train de revoir ses budgets, il manque juste 140 millions pour le boucler, il y a dans le « plan collège » la piste cyclable qui doit passer rue Henri Dheurle, il y avait le choix entre la rue Charles De Gaulle ou la rue Henri Dheurle, j'ai opté pour la rue Henri Dheurle, il y a tous les enfants qui 4 fois par jour passent dans cette rue et puis nous sommes plus en sécurité.

Monsieur BUSSE
Une précision, les travaux auront lieu sur 2 ans, cette année c'est les travaux préparatoires avec l'enfouissement et la réfection de la rue aura lieu l'été prochain en 2025.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BUSSE **DEL2024-04-138**

CONVENTION DE SERVITUDES AU PROFIT D'ENEDIS

RACCORDEMENT ELECTRIQUE HÔTEL DE POLICE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-21,

Mes chers collègues,

Considérant que la Commune est propriétaire des parcelles cadastrées section FY n°910, 911, 912 et 913 d'une superficie totale de 5 302 m², situées rue du Baou lieudit « baux », sur lesquelles a été construit un bâtiment à usage d'Hôtel de Police,

Considérant que, en vue du raccordement électrique de l'Hôtel de Police, ENEDIS a sollicité la signature d'une convention de servitudes grevant les parcelles cadastrées section FY n° 910 et 912, en nature de parking,

Considérant que cette convention doit conférer des droits à ENEDIS, notamment lui permettre d'établir, à demeure, deux canalisations souterraines et leurs accessoires dans une bande de trois mètres de large et sur une longueur totale d'environ douze mètres et d'encastrer un coffret réseau,

Considérant que cette convention sera consentie moyennant le versement par ENEDIS, à la Commune, d'une indemnité compensatrice unique et forfaitaire de dix euros,

Vu l'avis du Domaine en date du 05 mars 2024,

Considérant que cette convention sera régularisée par acte authentique en vue de sa publication au bureau des Hypothèques, aux frais exclusifs d'ENEDIS,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 04 avril 2024, de bien vouloir :

- APPROUVER la convention de servitudes ci-jointe selon les conditions exposées précédemment,

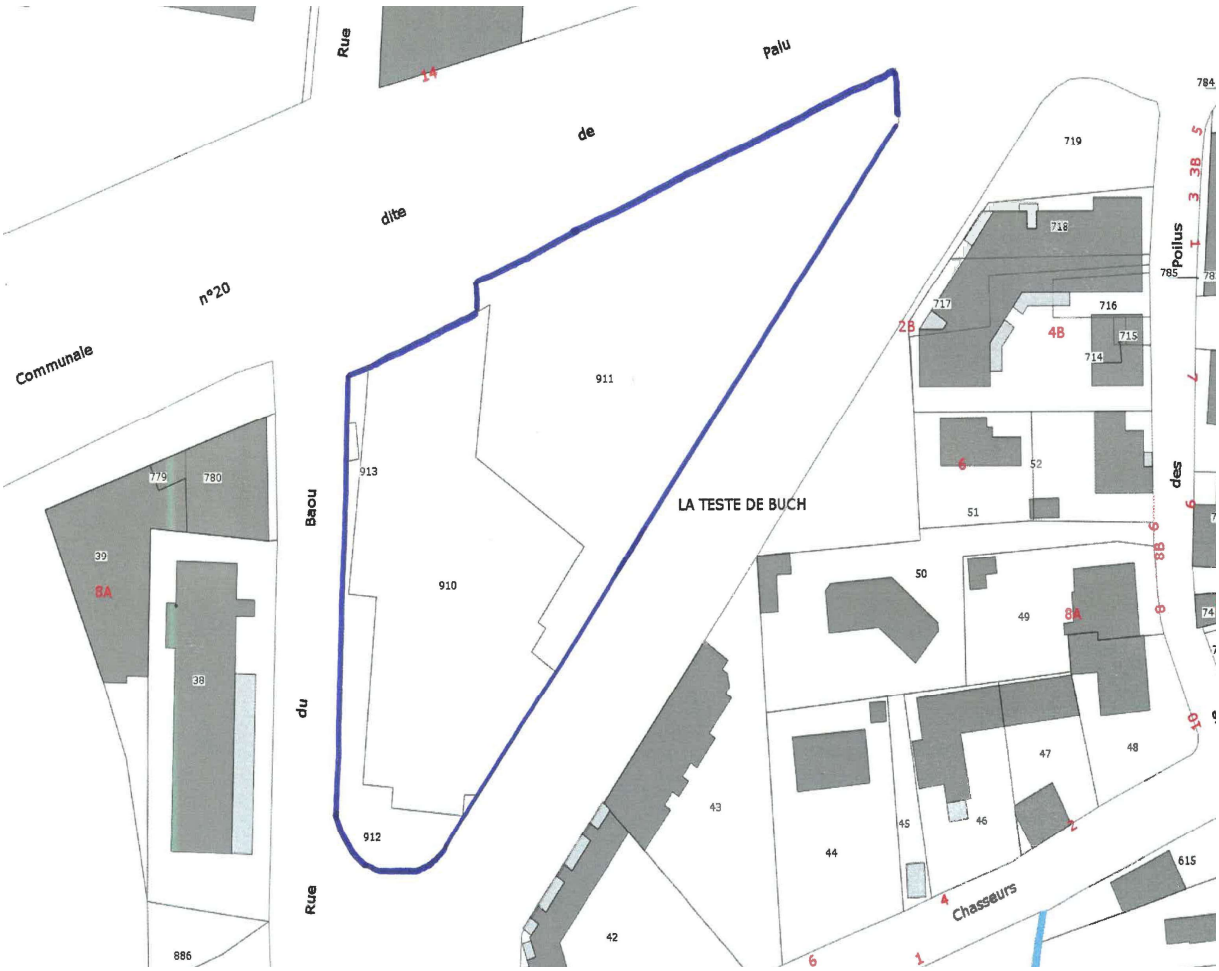
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention et tout autre acte à intervenir, notamment l'acte notarié.

ONVENTION DE SERVITUDES AU PROFIT D'ENEDIS
RACCORDEMENT ELECTRIQUE HÔTEL DE POLICE

Note explicative de synthèse

La Commune est propriétaire des parcelles cadastrées section FY n°910, 911, 912 et 913 d'une superficie totale de 5 302 m², situées rue du Baou, lieudit « baux ».

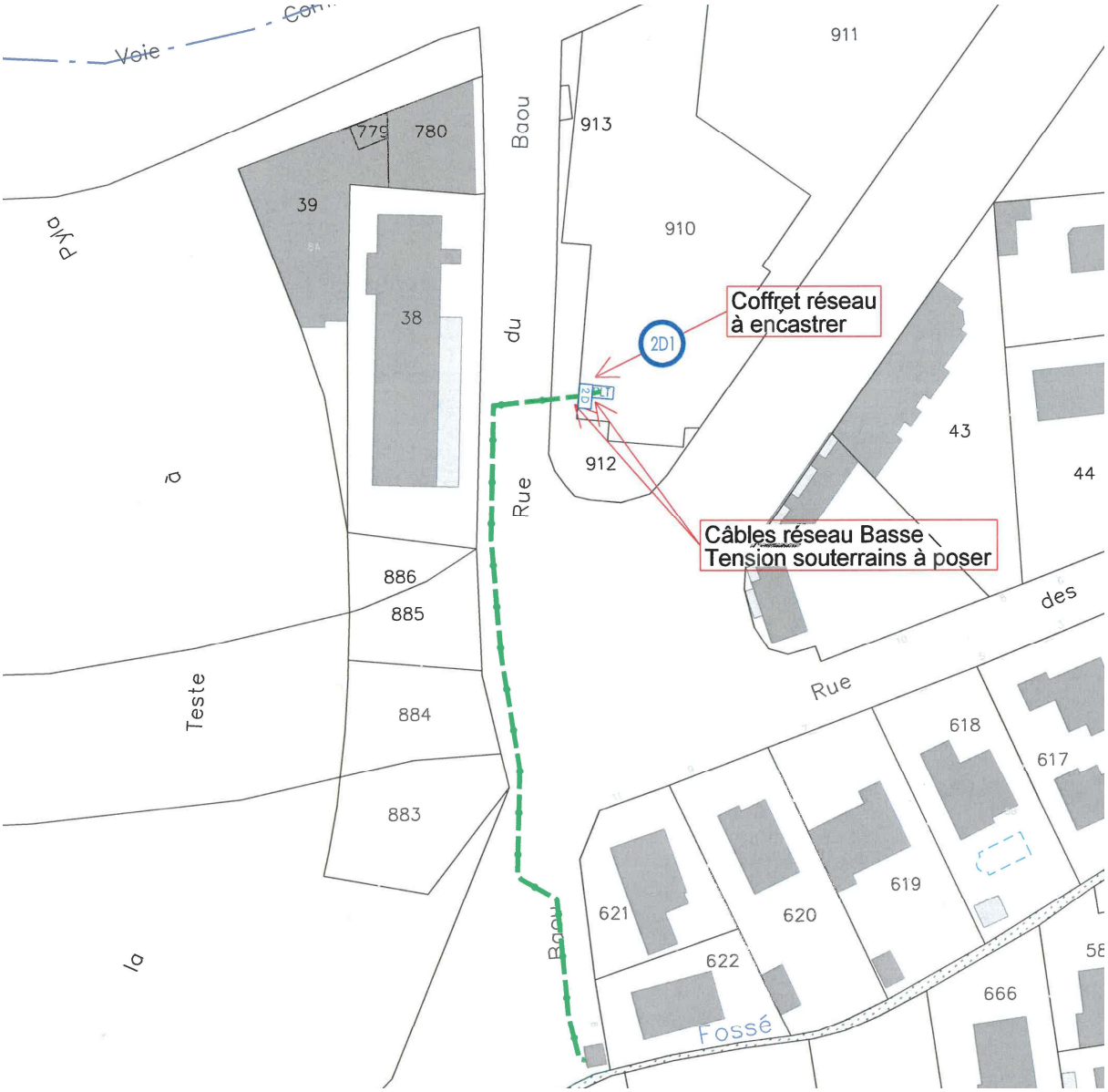
Sur cette emprise anciennement cadastrée section FY n°41-670, un bâtiment à usage d'Hôtel de Police a été édifié, conformément au Permis de Construire référencé PC 22K 0079 délivré le 06 octobre 2022.



En vue du raccordement électrique de l'Hôtel de Police, ENEDIS a sollicité la signature d'une convention de servitudes grevant les parcelles cadastrées section FY n° 910 et 912.

Cette convention a pour objet de conférer des droits à ENEDIS notamment :

- Etablir, à demeure, 2 canalisations souterraines et leurs accessoires dans une bande de 3 mètres de large et sur une longueur totale d'environ 12 mètres,
- Encastrer un coffret réseau.



Cette convention sera consentie moyennant le versement par ENEDIS, à la Commune, d'une indemnité compensatrice unique et forfaitaire de 10€.

Les emprises concernées par la convention sont en nature de parking public. Elles relèvent donc du Domaine Public Communal, mais il est nécessaire de signer une convention de servitude dans la mesure où elles sont cadastrées.

Cette convention devra ensuite être régularisée par acte authentique en vue de sa publication au bureau des Hypothèques. Les frais de Notaire sont à la charge d'ENEDIS.

La délibération a donc pour objet de :

- Approuver la convention de servitudes ci-jointe selon les conditions exposées précédemment,

- Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et tout autre acte à intervenir, notamment l'acte notarié.

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale des Finances publiques

Direction régionale des Finances publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde
Pôle d'Évaluation Domaniale
24 rue François de Sourdis – BP 908
33060 BORDEAUX Cedex
Téléphone : 05 56 90 50 30
Mél. : drfip33.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : *Elodie FAVRE*
Téléphone : *06 23 16 26 52*
Courriel : *elodie.favre*@dgfip.finances.gouv.fr
Nos Réf. : 2024-33529-07464
Vos réf. : DS 16054985

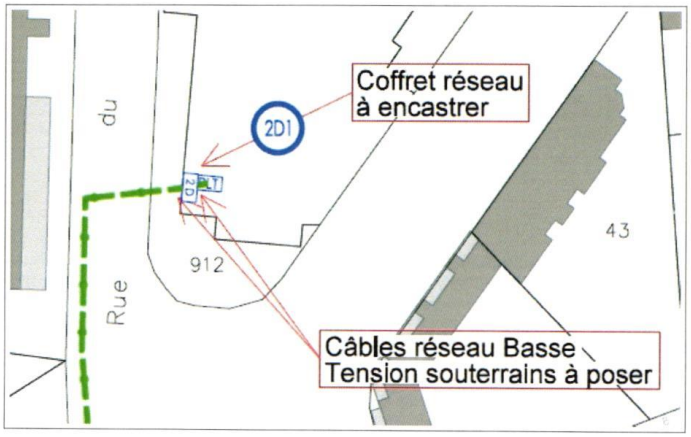
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

Bordeaux, le 05/03/2024

Objet : Estimation domaniale d'une servitude de canalisation.

Par saisine *DS 16054985* en date du *31/01/2024*, vous avez sollicité l'estimation de la valeur vénale du *(des)* bien*(s)* suivant*(s)* :

- une servitude de passage de ligne souterraine électrique, consentie au profit de la société ENEDIS ;
- situés Rue de BAOU, 33260 LA TESTE DE BUCH ;
- et impactant les parcelles cadastrées section FY n°910 et 912, pour une emprise estimée à environ 30 m² ;
- Plan de la servitude :



Par comparaison directe avec des transactions récentes portant sur des biens présentant des caractéristiques similaires, la valeur vénale de ce bien est estimée à la somme de 800 €, détaillé ci-dessous :

Nature	Surface	Valeur unitaire	Valeur totale
Servitude	30 m²	27 €/m²	810 €
		Valorisation arrondie	**800 €**

Marge de négociation : 15 %, compte tenu de la nature du bien ;

Durée de validité de l'avis : 18 mois.

L'évaluatrice du Pôle d'évaluation Domaniale

Elodie FAVRE
Inspectrice des Finances Publiques

Monsieur le Maire :
Merci M Busse,

Monsieur CHATEAU :
Hôtel de police ou Hôtel de police municipale ? Police pour moi c'est la police nationale

Monsieur le Maire :
Non, il y a 2 types de police, on peut l'appeler police aussi, l'autre elle est armée, mais si ça fait plaisir, je vais être précis, c'est Hôtel de police municipale.
Sachez que nous avions proposé en son temps au bureau de la police nationale de la Teste de venir dans les locaux, à l'époque ils n'avaient pas souhaité, ils ont regretté par la suite, mais nous on a construit.
Poste de police municipale qui sera inauguré officiellement le 16 mai en présence de M le Préfet.
Nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. SAGNES **DEL2024-04-139**

CONVENTION TRIPARTITE DROIT DE PREEMPTION URBAIN ENTRE L'ETAT, LA COMMUNE ET L'ETABLISSEMENT FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants, et L 321-1,
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L 302-9-1 et suivants,
Vu les délibérations en date du 1er juin 1987, du 14 février 1990, du 17 août 1990, du 29 novembre 2011 et du 31 janvier 2013 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur les zones urbaines et d'urbanisation future délimitées par le PLU en vigueur,
Vu l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2023 « prononçant la carence définie par l'article L302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2020-2022 pour la commune de La Teste de Buch »,
Vu l'arrêté préfectoral du 2 février 2024 « portant délégation du droit de préemption urbain sur la Commune de La Teste de Buch à l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine »,

Vu le projet de convention ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant qu'en application de l'arrêté de carence visé précédemment, le représentant de l'Etat est seul habilité à exercer le droit de préemption urbain institué par la Commune, dans les périmètres soumis à ce droit, pour une nouvelle période de 3 ans, à compter du 1er janvier 2024,

Considérant que l'Etat a sollicité l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) pour intervenir par délégation du droit de préemption, dans l'objectif de mobiliser du foncier pour la construction de logements sociaux,

Considérant qu'il est nécessaire pour l'Etat, la Commune et l'EPF NA de fixer les conditions et modalités selon lesquelles l'EPF devient délégataire du droit de préemption urbain et de déterminer les engagements respectifs de l'Etat et de la Collectivité, au service de la mobilisation de foncier pour le développement de programmes de logements comprenant des logements locatifs sociaux,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention tripartite ci-jointe,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et tout autre acte à intervenir, notamment les avenants éventuels.

CONVENTION TRIPARTITE DROIT DE PREEMPTION URBAIN
ENTRE L'ETAT, LA COMMUNE, ET L'EPFNA

Note explicative de synthèse

Par délibération en date du 1er juin 1987 complétée par délibérations du 14 février et du 17 août 1990, puis par délibération du 29 novembre 2011 modifiée le 31 janvier 2013, la Commune a instauré un Droit de Préemption Urbain renforcé sur la totalité des zones urbaines et d'urbanisation future du Plan Local d'Urbanisme.

Par conséquent, tout propriétaire qui souhaite vendre un bien bâti ou non bâti situé dans une des zones précitées, sur le territoire de La Teste de Buch, doit déposer auprès de la Mairie une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) reprenant les caractéristiques principales de la vente (nom du propriétaire, situation et description sommaire du bien, prix de vente).

En application de l'article 55 de la loi SRU, la Commune doit disposer de 25% de logements sociaux.

Pour atteindre ce pourcentage, un objectif de 524 logements locatifs sociaux avait été fixé pour la période triennale 2017-2019. Or, ce niveau de production n'a pas été atteint.

Par arrêté en date du 18 décembre 2020, la Préfecture de la Gironde a donc prononcé la carence définie par l'article L 302-9-1 du code de construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2017-2019 pour la Commune de La Teste de Buch.

Cet arrêté de carence a eu pour effet le transfert, pour une période de 3 ans à compter du 1erjanvier 2021, du droit de préemption urbain de la Commune à l'Etat qui est, dès lors, seul habilité à exercer le droit de préemption urbain institué par délibérations de la collectivité, dans les périmètres soumis à ce droit, conformément à l'article L 210-1 du Code de l'urbanisme.

Par souci de simplicité et d'efficacité, l'Etat a délégué son droit de préemption à l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine, par arrêté préfectoral du 10 février 2021, sur l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser à vocation d'habitat du Plan Local d'Urbanisme, dans l'objectif de mobiliser du foncier pour la construction de logements sociaux.

Pour la période 2020-2022, la Commune avait pour objectif la production de 792 logements locatifs sociaux.

Or, le bilan triennal 2020-2022 fait état d'une réalisation globale de 172 logements sociaux, soit un taux de réalisation de l'objectif triennal de 21,72%.

Par un arrêté en date du 20 novembre 2023, la Préfecture de la Gironde a renouvelé la carence de la Commune à compter du 1er janvier 2024, pour une nouvelle période de 3 ans.

Par arrêté du 02 février 2024, l'Etat a de nouveau délégué son droit de préemption urbain à l'EPFNA pendant la durée de la carence.

Afin de préciser les actions de chaque intervenant, l'Etat propose à la Commune et à l'EPFNA de signer une convention tripartite fixant les modalités et conditions d'examen des DIA et d'exercice du droit de préemption urbain pour la mobilisation de foncier en vue de la réalisation d'opérations de production de logements sociaux.

Cette convention tripartite prendra effet à compter de sa date de signature et se terminera au plus tard à la fin de l'état de carence de la Commune.

La présente délibération a donc pour objet de :

- Approuver les termes de la convention tripartite ci-jointe,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et tout autre acte à intervenir, notamment les avenants éventuels.

PRÉFET
DE LA GIRONDE
Liberté
Égalité
Fraternité

VILLE DE
LA TESTE
DE BUCH

epfna
Établissement public foncier
de Nouvelle-Aquitaine

CONVENTION TRIPARTITE DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

ENTRE

L'**État**, représenté par Monsieur le préfet de la Gironde, Monsieur Etienne GUYOT
d'une première part,

La commune de La Teste de Buch, dont le siège est situé 1 esplanade Edmond Doré, représentée par son maire, Monsieur Patrick Davet, dûment habilité par une délibération du conseil municipal du 11/04/2024
d'une deuxième part,

L'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège est situé 107 boulevard du grand cerf à Poitiers, représenté par son directeur général, Monsieur Sylvain BRILLET, nommé par arrêté ministériel du 23 avril 2019 et agissant en vertu de la délibération du bureau n° B-2024-XXX du XXXX,
d'une troisième part

PRÉAMBULE

La commune de La Teste de Buch doit se mettre en conformité avec les dispositions des articles L302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation (CCH).

Un objectif de 792 logements locatifs sociaux lui avait été fixé pour la période 2020-2022. Cet objectif n'ayant pas été atteint, la carence de la commune a été définie par arrêté préfectoral en date du 20/11/2023, en application de l'article L 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH).

Au 1er janvier 2022, le taux de logements sociaux de la commune s'élève à 14,45 % (2142 logements sociaux et 14823 résidences principales). Le déficit en logements sociaux au 1er janvier 2022 par rapport à 25 % est donc de 1563 logements sociaux. L'objectif notifié pour la période 2023-2025 s'élève à 390 logements sociaux, correspondant à 25 % du déficit en logements sociaux constaté au 1er janvier 2022 (objectif fixé dans le cadre d'un contrat de mixité sociale dit abaissant pour la période 2023-2025).

Suite à la prise de l'arrêté de carence, en application de l'article L210-1 du code de l'urbanisme, le représentant de l'État est dès lors seul habilité à exercer le droit de préemption urbain, institué sur le territoire de la commune, dans les périmètres soumis à ce droit. L'État engage donc une action foncière dans l'objectif de réaliser des logements locatifs sociaux sur le territoire communal.

Sont visés les terrains, bâtis ou non bâtis, affectés au logement (au sens du droit des sols), ou destinés à être affectés au logement, ainsi que ceux visés dans une convention entre le préfet et un organisme de logement social, en vue de la construction ou l'acquisition de logements locatifs sociaux (LLS) conformément à l'article L 302-9-1 du CCH.

L'État peut déléguer son droit de préemption à un Établissement Public Foncier État ou local ou à des bailleurs sociaux.

L'État a donc sollicité l'Établissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) pour intervenir par délégation du droit de préemption, dans l'objectif de la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux.

La présente convention tripartite organise les conditions d'examen des DIA et d'exercice du droit de préemption urbain pour la mobilisation de foncier pour la construction de logements sociaux.

Elle nécessite une implication forte de la commune et de l'EPFNA pour la réalisation des projets, dans le cadre d'une politique et d'une stratégie foncières à même de permettre la construction de logements sociaux dans un volume satisfaisant aux objectifs.

Cela exposé, il est convenu ce qui suit

CHAPITRE 1 – CADRE D'INTERVENTION

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par un arrêté du 2 février 2024, l'État a délégué son droit de préemption urbain à l'EPFNA dans les périmètres où la commune l'a instauré par délibération du conseil municipal du 31 janvier 2013, c'est-à-dire sur l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser du plan local d'urbanisme.

La présente convention a pour objet de déterminer, au service de la mobilisation de fonciers pour le développement de programmes de logements comprenant des logements locatifs sociaux :

- les conditions et modalités selon lesquelles l'EPFNA devient délégataire du droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de La Teste de Buch en application de l'article L210-1 du code de l'urbanisme,
- les engagements de l'EPFNA,
- les engagements de l'État,
- les engagements de la commune.

ARTICLE 2 – PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

La présente convention porte sur l'ensemble du périmètre institué par délibération du conseil municipal du 31 janvier 2013 sur lequel le préfet dispose du droit de préemption urbain.

L'intervention pourra être réalisée sur l'ensemble des parcelles du territoire de la commune qui :
- d'une part sont bâties ou non bâties, affectées au logement, destinées à être affectées au logement de par le document d'urbanisme applicable, ou destinées à être affectées à une opération ayant fait l'objet d'une convention prévue à l'article L 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- et d'autre part sont en capacité de recevoir, en elles-mêmes ou sur un périmètre élargi une opération ponctuelle de logements locatifs sociaux dans des conditions réalistes.

Conformément à l'article L210-1 du code de l'urbanisme, le Préfet peut, sur demande motivée de la commune initialement titulaire du droit de préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé, la commune à exercer ce droit pour ce seul bien. L'arrêté mentionne notamment le bien concerné et la finalité pour laquelle la préemption est exercée (cf article 5.1-B).

ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de sa signature, et prend fin au plus tard, à la fin de l'état de carence de la commune.

La présente convention peut être résiliée :

- d'un commun accord entre les parties,
- unilatéralement par l'État en cas de refus de la commune d'accepter une proposition de préemption, en application de l'article 5.1-D,
- unilatéralement par l'État en cas de modification de l'arrêté préfectoral de délégation du droit de préemption urbain à l'EPFNA.

CHAPITRE 2 – PROCESSUS D'INTERVENTION

ARTICLE 4 – INTERVENTION DU DÉLÉGATAIRE DU DPU

Le délégataire du DPU exerce le droit de préemption prévu au 2ème alinéa de l'article 210-1 du code de l'urbanisme.

L'intervention du délégataire du DPU consiste à acquérir par préemption des biens immobiliers au cas par cas, en fonction des opportunités, en vue de permettre la réalisation de logements locatifs sociaux.

La commune et le délégataire du DPU ont vocation à analyser les projets de développement ainsi que leurs conditions de faisabilité et de mise en œuvre. Ces projets s'inscriront en pleine cohérence avec les enjeux de l'État : usage économe du foncier et construction de logements locatifs sociaux en adéquation avec les hypothèses financières de tous les co-financeurs susceptibles d'intervenir, qualité environnementale.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE PARTENARIAT

En préambule il est rappelé que l'absence de préemption dans le délai légal de 2 mois vaut renonciation.

5.1 – PROCÉDURE D'INSTRUCTION DES DIA

A/ Réception et pré-instruction des DIA

Les DIA sont réceptionnées par la mairie sous format papier ou électronique.

À réception, la commune pré-instruit les DIA. Elle détermine pour chacune si elle propose la renonciation ou l'examen de l'opportunité d'une préemption.

B/ Transmission des DIA

Conformément à l'article L213-2 alinéa 3 du code de l'urbanisme, les DIA doivent être transmises à la DDTM dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la date de sa réception.

À cet effet, la commune transmettra tous les vendredis à l'État et au délégataire du DPU par messagerie électronique ou wetransfer les DIA réceptionnées ainsi que les pièces jointes mentionnées sur la DIA.

La commune détaillera son avis pour chaque DIA sur RESANA (favorable ou défavorable à un examen plus approfondi et justifications). En cas d'avis favorable, la commune alertera dans son mail de transmission hebdomadaire.

Si la commune n'a reçu aucune DIA, elle transmettra un état néant.

En l'absence de transmission dans les délais réglementaires, un procès-verbal pourra être dressé à l'encontre de la commune qui disposera de 7 jours à compter de sa réception pour faire part de ses observations. Au vu de celles-ci, la DDTM pourra constater l'absence de transmission des DIA et procéder au recouvrement d'une amende forfaitaire de 1000€.

Renoncement du droit de préemption par l'État pour un bien seul

Conformément à l'article L210-1 du code de l'urbanisme, dans l'hypothèse où un bien retiendrait l'attention de la commune pour un projet d'intérêt général (exemple : extension d'une école), et qu'il s'avère n'être pas pertinent pour un projet de logements, l'État pourra renoncer pour lui-même à exercer le droit de préemption, et autoriser la commune à exercer ce droit pour ce bien seul.

Pour ce faire, la commune transmettra à l'État et au délégataire du DPU, en même temps que la DIA, un courrier motivé de demande de renoncement en détaillant le projet envisagé. Après échanges entre les signataires de la présente convention, et en cas d'avis favorable du préfet, l'État prendra un arrêté préfectoral de renoncement pour lui-même à exercer le droit de préemption pour ce bien seul. Cet arrêté sera transmis à la commune et au délégataire du DPU.

C/ Examen des DIA par l'État et le délégataire du DPU

L'État et le délégataire du DPU examinent les DIA reçues et l'analyse produite par la commune inscrite dans RESANA.

Le délégataire du DPU et l'État détailleront leurs avis pour chaque DIA sur RESANA (favorable ou défavorable à un examen plus approfondi et justifications) dans un délai de 2 semaines à compter de la transmission par la commune de la DIA à l'État et au délégataire.

Si l'une des 3 parties (commune, État, délégataire du DPU) considère qu'il est nécessaire d'examiner l'opportunité d'une préemption, une brève réunion tripartite (maximum 15 minutes) est organisée par l'État pour débattre de cet examen approfondi. Compte tenu du calendrier restreint, cette réunion, qui se fera par visioconférence, se tiendra sous 5 jours ouvrés à compter de la date limite de dépôt de l'avis sur RESANA (soit 3 semaines à compter de la transmission de la DIA par la commune).

À l'issue de cette réunion, un avis collégial est pris sur l'examen de l'opportunité d'une préemption ou sur la renonciation. Cet avis est confirmé par l'État au délégataire du DPU et à la commune par messagerie électronique.

D/ Suites données aux DIA

Examen d'une opportunité de préemption retenu

S'il a été décidé, lors de la réunion tripartite, d'envisager une préemption, le délégataire du DPU :

- sollicite les services des domaines pour l'estimation du bien,

- sollicite les bailleurs sociaux en vue de la réalisation d'une étude de pré-faisabilité pour la réalisation d'une opération de logements, sur le site objet de la DIA ou sur un périmètre élargi.

À l'issue de ces démarches, et au plus tard 10 jours avant la date limite de préemption, le délégataire du DPU proposera de manière écrite (par message électronique) à la commune et à l'État, soit la préemption motivée (au prix de la DIA ou en révision de prix) en joignant le formulaire d'accord à remplir, soit la renonciation motivée. Le délégataire du DPU joindra à cette sollicitation tous les documents utiles (évaluation des domaines, propositions des bailleurs, étude de capacité le cas échéant, fiche récapitulative, etc.)

Dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la proposition de préemption du délégataire du DPU, l'État et la commune confirmeront par écrit leur position à cet égard (formulaire d'accord signé envoyé par courriel au délégataire du DPU).

Si l'État et la commune donnent leur accord sur la préemption proposée par le délégataire du DPU, ce dernier se chargera alors d'exercer le droit de préemption.

Renonciation retenue

S'il a été décidé de renoncer à la préemption, que ce soit à la suite de l'examen des DIA ou de la réunion tripartite, le délégataire du DPU laissera courir le délai légal de 2 mois qui vaudra renonciation (sauf demande expresse d'un notaire détaillé dans l'article 5.3).

En cas de désaccord à l'issue de la réunion tripartite

Si l'État considère le bien comme stratégique ou d'importance significative pour la production de logements sociaux, il pourra enjoindre aux parties d'accepter la préemption en application de ses engagements au titre de la présente convention, et demander au délégataire du DPU de préempter.

Il est à noter qu'un refus de préemption sur des biens stratégiques et concourants à la réalisation de logements sociaux pourra entraîner la résiliation de manière unilatérale de la convention.

En tout état de cause, si les parties sont en désaccord quant à une proposition de préemption ou de renonciation, la décision finale reviendra à l'État.

E/ Suites de l'exercice du DPU

Après accord de la commune et de l'État pour préempter, le délégataire du DPU accomplira toutes les formalités requises par le code de l'urbanisme, jusqu'à l'acquisition du bien préempté, y compris en assurant le suivi du contentieux éventuel de fixation judiciaire du prix.

Le délégataire du DPU adressera une copie de la décision de préemption signée à la commune ainsi qu'à l'État.

La commune affichera en mairie pendant 2 mois la décision de préemption du délégataire du DPU.

La commune pourra proposer au délégataire du DPU les opérateurs à qui les fonciers devront être prioritairement cédés. Cette désignation interviendra le plus en amont possible afin d'associer l'opérateur à l'étude de capacité du site et, au plus tard dans un délai de 3 mois à compter de la maîtrise du foncier par le délégataire du DPU.

Le cas échéant, une consultation ouverte d'opérateurs pourra être menée par le délégataire du DPU si les opérateurs pressentis ne s'engagent pas à réaliser l'opération dans les conditions nécessaires.

Le délégataire du DPU cédera le foncier acquis par voie de préemption à un opérateur avec l'accord de la commune et en informera l'État.

5.2 – OUTIL DE PARTAGE

Une plateforme collaborative RESANA est mise en place et disponible à l'ensemble des signataires de la présente convention. Cette plateforme permet le partage de documents afin de faciliter les échanges d'informations nécessaires au suivi et à l'instruction des DIA, en vue des préemptions.

Les signataires de la présente convention s'engagent à renseigner régulièrement le tableau de suivi des DIA figurant sur RESANA, chacun pour ce qui le concerne, afin de permettre la bonne information de chacune des parties de la présente convention.

5.3 – SOLLICITATION ANTICIPÉE D'UN NOTAIRE

Comme indiqué à l'article 5.1-D, de manière générale, le délégataire du DPU réalise seulement des renonciations tacites en laissant courir le délai d'instruction. Toutefois, dans l'éventualité où un notaire solliciterait une renonciation anticipée, et uniquement dans le cas d'une urgence avérée, la demande sera transmise au délégataire du DPU accompagnée de l'avis sur la DIA.

Le délégataire du DPU renoncera après réception de l'avis de l'État et de la commune.

En aucun cas le délégataire du DPU ne fera de renonciation anticipée sans l'accord de l'État et de la commune.

ARTICLE 6 – CONTACTS

Les adresses utilisées sont les suivantes :

Pour l'EPFNA :
julien.perrot@epfna.fr
chloe.antunes@epfna.fr
gregoire.gilger@epfna.fr
marie.bailly@epfna.fr

Pour la commune de La Teste de Buch :
marion.audouin@latestedebuch.fr
sandrine.gellibert@latestedebuch.fr
florence.bonnin@latestedebuch.fr

Pour la DDTM :
ddtm-shlcd-dphd@gironde.gouv.fr
anne-sophie.pruvost@gironde.gouv.fr

Copie à la COBAS :
sjavaloyes@agglo-cobas.fr

ARTICLE 7 – BILAN ANNUEL

Un bilan annuel de l'exercice du DPU sera réalisé par le délégataire du DPU et sera transmis par courrier électronique à l'État et à la commune (par exemple statistiques de marché (prix, volume), nombre et localisation des DIA, type de biens à la vente, type d'acquéreurs/vendeurs, nombre de préemptions, suites données aux préemptions, éléments quantitatifs et qualitatifs, points de vigilance et pistes de progrès notamment sur le process du DPU).

À la demande de l'un des signataires, une réunion d'échanges pourra être organisée.

ARTICLE 8 – PUBLICITE ET AFFICHAGE PAR L'ÉTAT, LA COMMUNE ET LE DÉLÉGATAIRE DU DPU

L'État effectuera les démarches légales de publicité et d'affichage de la convention et de l'arrêté général déléguant le droit de préemption au délégataire du DPU.

La commune et le délégataire du DPU effectueront les démarches légales d'affichage de la convention et des décisions de préemption prises par le délégataire du DPU dans le cadre de la convention.

CHAPITRE 3 – SUIVI ET CONTENTIEUX DE LA CONVENTION

ARTICLE 9 — DISPOSITIF DE SUIVI

Le suivi de la présente convention tripartite sera réalisé à mi-parcours de la convention par un comité de pilotage sous la présidence du préfet ou de son représentant et en présence de la commune et du délégataire du DPU.

À cette occasion, le bilan prévu à l'article 7 sera présenté par le délégataire du DPU.

ARTICLE 10 — CONTENTIEUX

À l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties rechercheront prioritairement un accord amiable.
Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à ……..…, le …… en 3 exemplaires originaux

Pour l'État,
Le Préfet de la Gironde

Étienne GUYOT

La commune de La Teste de Buch
représentée par son maire,

Patrick DAVET

L'EPF Nouvelle-Aquitaine
représenté par son directeur général,

Sylvain BRILLET

Monsieur le Maire :

Merci M Sagnes

Monsieur BERILLON :

Je ne prendrai pas part au vote étant membre du conseil d'administration de l'EPF

Madame DELMAS :

Pour la période 2020 – 2023, la commune avait pour objectif la production de 792 logements locatifs sociaux, le bilan triennal 2020 – 2023 fait état d'une réalisation globale de 172 logements soit un taux de réalisation de l'objectif de 21,72 % ;
Pour la précédente période 2017-2019, le taux de réalisation de l'objectif était de 56 % pour une réalisation globale sur la période de 292 logements locatifs sociaux.
Certes la précédente municipalité n'avait pas réalisé tous ses objectifs mais votre bilan est bien maigre et encore on peut considérer que c'est la suite des opérations déjà engagées par votre prédécesseur.
Constat que malgré des grands discours sur la volonté de loger les nôtres, le compte n'y est pas. La situation s'aggrave et se traduit par ailleurs dans les pénalités SRU qui ne cessent d'augmenter.
En conséquence, par arrêté en date du 20 novembre 2023, la préfecture de la Gironde a renouvelé la carence de la commune à compter du 01/01/2024 pour une nouvelle période de 3 ans et l'Etat a de nouveau délégué son droit de préemption urbain à l'EPFNA
La convention prévoit page 49 la production d'un bilan annuel de l'exercice du DPU réalisé par le délégataire du DPU et transmis à l'Etat et à la commune.
A notre demande vous nous avez communiqué une situation des préemptions exercées fin d'année 2023 et dans lequel le portage des acquisitions par l'EPF pour le compte de la commune s'élevait à plus de 8 M€, je crois avoir vu dans certains documents c'était plutôt de l'ordre de 9 millions maintenant.
Puisqu'il faut en permanence rappeler les obligations qui vous sont faites d'informer les élus, nous vous demandons très officiellement la communication de ce bilan chaque année de l'exercice du DPU par l'EPFNA.

Monsieur SAGNES :
Je vous fais remarquer que c'est par délibération du 29/11/2011 que la commune a instauré un droit de préemption urbain sur la totalité des zones urbaines et urbanisations futures.
Ainsi tout propriétaire qui souhaite vendre un bien aujourd'hui ou hier, bâti ou non bâti doit déposer auprès de la mairie une DIA qui reprend les caractéristiques principales de la vente, ça c'est vous qui l'avez demandé.
Pour la période triennale 2017-2019 un objectif de 524 logements locatifs sociaux avait été fixé, or cet objectif n'a pas été atteint Mme Delmas.
Par arrêté du 18/12/2020 la préfecture de la Gironde a prononcé cette carence et cet arrêté a eu pour effet pour la période de 3 ans, à partir du 01/01/2021 d'un droit de préemption urbain de la commune à l'Etat qui dès lors est seul habilité à exercer le droit de préemption.
Par arrêté préfectoral du 10/02/2021 effectivement l'Etat a délégué son droit de préemption à l'EPF avec comme objectif de mobiliser du foncier pour la construction de logements sociaux.
C'est vous qui l'avez fait, vous qui l'avez mis en place et la carence elle découle de votre bilan 2017/2019, pas du nôtre je suis désolé.

Monsieur le Maire

Pour compléter Mme Delmas, nous sommes arrivés en juillet 2020 et nous avions un plan triennal 2020/2023, oui vous aviez à l'époque des dossiers en cours que nous ne voulions pas, ils correspondaient à ce type d'habitations qui n'ont aucune valeur et qui architecturalement ne représentent pas notre ville.

Vous savez qu'aujourd'hui quand on a un projet immobilier pour loger des gens ça dure 5 ans, entre toutes les études etc.…il faut 5 ans pour le sortir, là où avant il fallait 3 ans, il y a toujours l'étude supplémentaire qui nous est donnée, comment voulez-vous qu'en arrivant en juillet 2020 on n'avait même pas le temps sur 3 ans de monter les dossiers.

Quand aujourd'hui on en monte quelques-uns vous nous faites des croche-pattes, ce n'est pas facile, mais on va y arriver.

Il y a eu la période Covid, mais je ne vais pas me cacher derrière ça, ça a bloqué bien évidemment mais la réalité elle est là, la volonté nous l'avions mais nous l'avons en qualité pour loger. Aujourd'hui dans les logements c'est la deuxième couche, la majorité des bâtiments que vous avez réalisés cela s'est vendu en loi Pinel, ce sont des gens qui ont investi, ils ont mis des locataires et au bout de 9 ans ils disent aux locataires qui paient 600 ou 700€, je vais le reprendre pour mettre mon fils ou cousins, ce qui est faux, une fois que le locataire est parti c'est pour le louer après à 900 ou 1000€.

Voilà notre deuxième problème que l'on a dans notre commune, à l'époque quand je parle d'audace, de réflexion vous avez fait du logement pour faire du logement pour dire mais aujourd'hui on a ce 2ème effet. Souvent ce sont des personnes seules avec des revenus relativement modestes et qui ne peuvent plus se loger chez un bailleur classique, donc ils viennent au CCAS un an avant leur sortie et vu que nous avons déjà 1500 demande ils se retrouvent 1501ème, voilà ce qui se passe, ça c'est la réalité.

Monsieur BOUDIGUE :

Mme Delmas le document que vous souhaitez avoir il est dans le document budgétaire du CA page 201 et 202 annexe 4 d3-1 et d3-2.

Madame DELMAS :

Je voulais juste signaler que la commune de la Teste a le 2ème taux de logement social de la Cobas après le Teich, elle est à 14,50%.

M Sagnes je n'ai jamais réfuté le fait que l'on avait opté pour des préemptions pour avoir la main comme font toutes les communes, vous auriez fait pareil, on avait déjà sollicité l'EPF alors que nous n'étions pas sous carence et surtout signaler ce taux 2ème de la Cobas devant Gujan et Arcachon.

On a bien voulu faire du logement social sauf que pour faire du logement social et surtout pour respecter la mixité sociale et ne pas faire que 100% du logement social on est obligé d'avoir aussi de la production de logements, c'est toute la difficulté.

Après l'Etat a encouragé via la loi Pinel et tout le monde en a vendu, les agences immobilières, les placements, tout le monde a vendu la loi Pinel on n'y peut rien pour ça.

Quant à l'architecture, j'attends de voir les premiers bâtiments qui vont bientôt sortir pour juger, les goûts et les couleurs, rue des maraichers, j'attends de voir, je trouve une forte densité autour de maisons semi pavillonnaires mais ce n'est pas fini, en revanche ce que j'ai vu sur le panneau, au niveau de l'architecture, il y a marqué une architecture de style villa arcachonnaise, on est à la Teste….

Monsieur le Maire

C'est vous qui nous dites ça, vous aviez un maire qui habite Arcachon….

Par contre nous ne sommes pas une agence immobilière nous, la ville, nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

M. BERILLON, administrateur de l'EPF NA, ne participe pas au vote.

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELFAUD **DEL2024-04-140**

ACQUISITION PARCELLE CX N°1p RUE OSMIN DUPUY « CAZAUX LAC » REGULARISATION FONCIERE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-21 et L2241-1,

Mes chers collègues,

Considérant que, à l'occasion de la réalisation en 2020 d'un plan d'état des lieux altimétrique, le Cabinet de Géomètres AUIGE a constaté que la parcelle de son client, cadastrée section CX n°1 située rue Osmin Dupuy, au bord du Lac de Cazaux, était partiellement occupée par le terrain de pétanque, une partie du club-house de la Boule du Lac, la buvette, la cabane Cap 33 et un luminaire,

Considérant que le propriétaire s'est donc rapproché de la Mairie en vue de régulariser cet empiètement qui dure depuis plus de trente ans en toute bonne foi,

Considérant que le terrain d'implantation du boulodrome a été entièrement libéré et nettoyé suite à l'incendie de l'été 2022,

Considérant que les travaux de réaménagement de cet espace public ont été réalisés en juin 2023 en concertation avec le propriétaire de la parcelle CX n°1 conformément à un plan d'implantation validé par les deux parties,

Vu les plans de bornage et de division établis par la société AUIGE faisant état d'un empiètement de la parcelle CX n°1 pour une superficie de 349 m²,

Considérant que le propriétaire de la parcelle CX n°1 accepte de céder à la Commune l'emprise de 349 m² correspondant à l'empiètement de sa parcelle, moyennant l'euro symbolique,

Considérant que la Commune prendra en charge les frais de géomètre,

Considérant que les frais afférents à l'établissement de l'acte notarié d'un montant de 4 000 euros environ sont à la charge de la Ville,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- ACCEPTER l'acquisition, par la Commune, de la parcelle CX n°1p sise rue Osmin Dupuy lieudit « Cazaux Lac » dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique portant transfert de propriété et tout acte à intervenir.

ACQUISITION PARCELLE CX 1P SISE RUE OSMIN DUPUY
« CAZAUX LAC » – REGULARISATION FONCIERE

Note explicative de synthèse

A l'occasion de la réalisation d'un plan d'état des lieux altimétrique, en 2020, à la demande du propriétaire des parcelles cadastrées section CX n°1, 40, 41 et 42 situées 20 route du Lac à Cazaux, le Cabinet de Géomètres AUIGE a constaté que la parcelle CX n°1 était partiellement occupée par une emprise publique : le terrain de pétanque situé rue Osmin Dupuy, au bord du Lac de Cazaux avec ses installations (une partie du club-house de la Boule du Lac, la buvette, la cabane Cap 33 et un luminaire).

Le propriétaire s'est donc rapproché de la Mairie en vue de régulariser la situation.

Cet empiètement dure depuis une trentaine d'années, en toute bonne foi, de façon continue, paisible, publique, ininterrompue et non équivoque.
La Commune pourrait donc en revendiquer l'acquisition par le jeu de la prescription trentenaire.

Toutefois, le propriétaire privé ne sollicite pas la restitution du terrain occupé par le boulodrome et souhaite régulariser cette situation à l'amiable, en vue de sauvegarder la cohérence et l'harmonie des lieux.

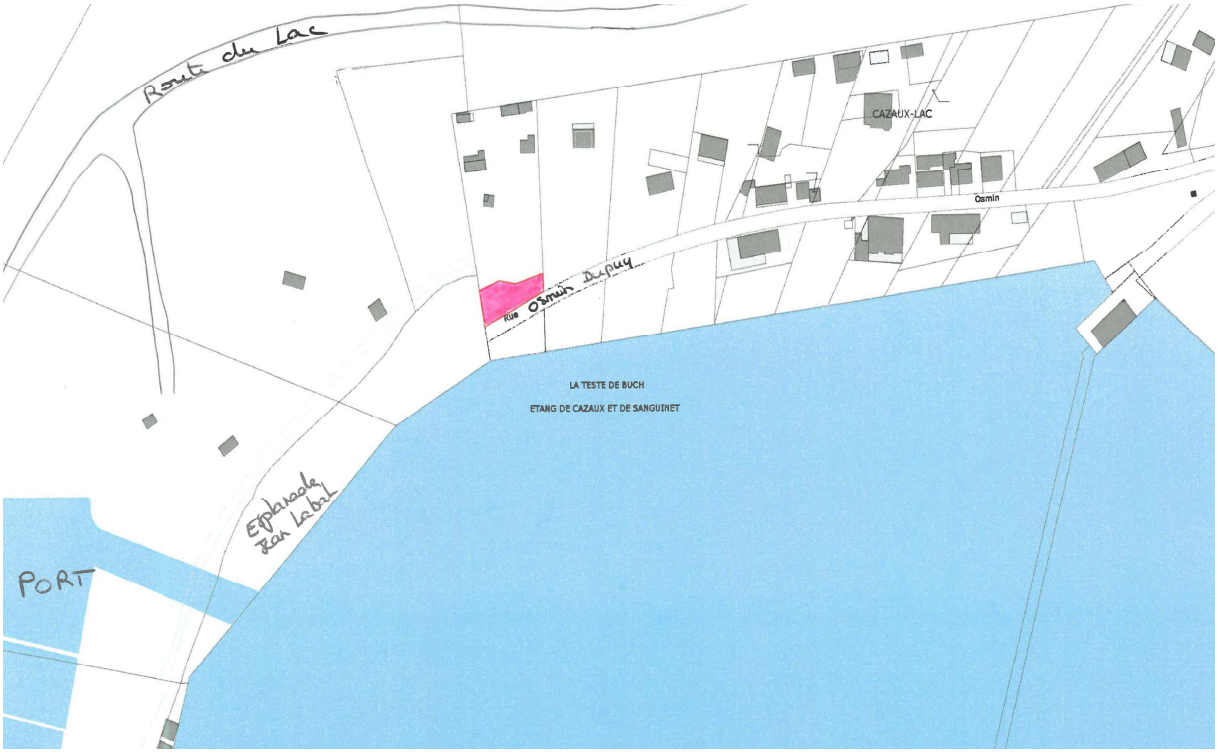
En effet, le terrain en question se situe dans le prolongement et la continuité des parcelles communales qui ont fait l'objet des aménagements des bords du Lac dans les années 1980 (création d'une voie d'accès, d'aires de stationnement, d'un sentier de promenade piétonnier, d'équipements légers etc.).

Suite à l'incendie de l'été 2022 qui a fortement endommagé le boulodrome, le site a été entièrement nettoyé : les cabanes édifiées sur le terrain ont été démolies et les gravats et restes de l'incendie évacués. Les traverses ont été remplacées et la partie basse du terrain a été reprofilée.

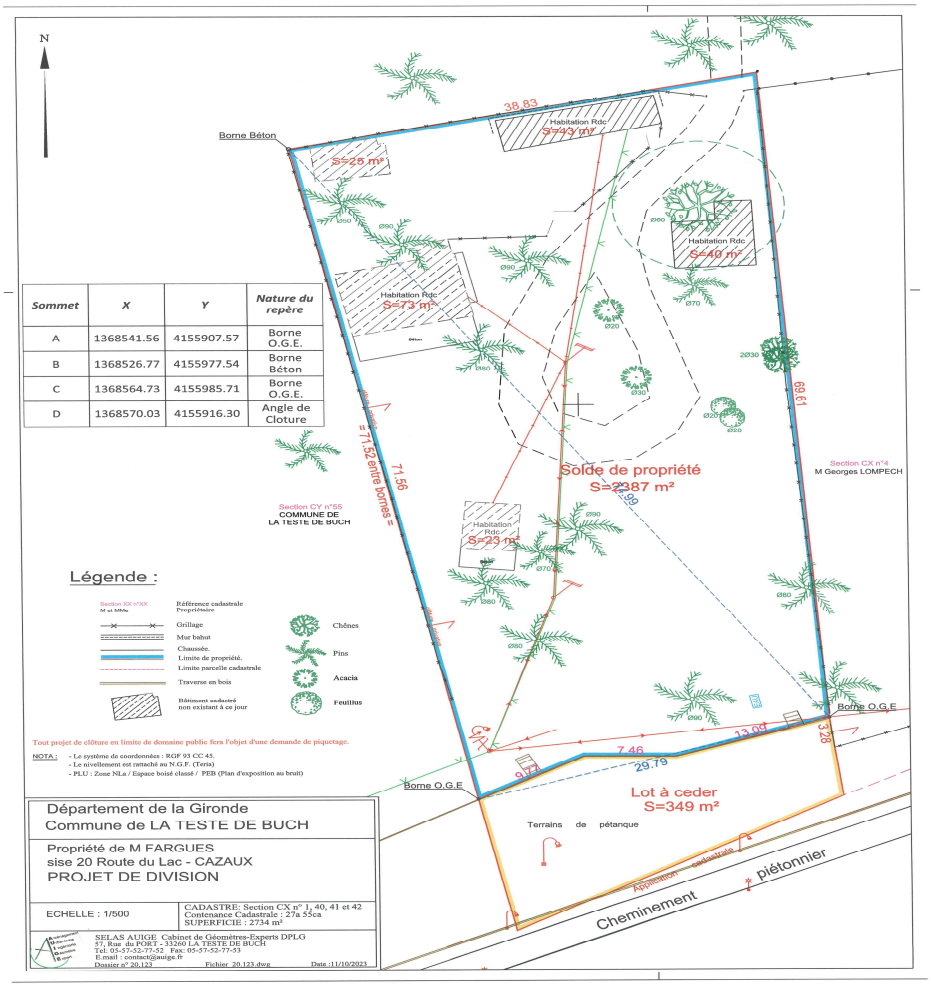
Ce réaménagement de l'espace public a été fait par les Services Techniques en juin 2023 en concertation avec le propriétaire de la parcelle CX n°1 selon un plan d'implantation validé par les deux parties.

Afin de poursuivre le dossier de régularisation foncière, un bornage contradictoire a eu lieu le 31 juillet 2023 en présence de toutes les parties. Ce document a été signé par toutes les parties et une copie en a été transmise à la Commune le 20 février 2024.

D'après les documents du Géomètre, l'empiètement porte sur une emprise de 349 m², matérialisée sur les plans ci-après.



Plan de situation CX1p (en rose : emprise à céder à la Ville)



Après discussion avec le propriétaire, celui-ci a donné son accord pour une cession de cette parcelle moyennant l'euro symbolique. La Commune prendra en charge l'intégralité des frais de géomètre.

Les frais d'acte notarié d'un montant de 4 000 € environ seront également pris en charge par la Commune.

La délibération a donc pour objet de :

– accepter d'acquérir, moyennant l'euro symbolique, et la prise en charge des frais d'acte estimés à 4 000 euros, la parcelle cadastrée section CX n°1p d'une superficie de 349 m², située rue Osmin Dupuy « Cazaux Lac »,

– autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Delfaud, des interventions ? nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme REAU **DEL2024-04-141**

VENTE PARCELLES SUD DE L'HOPITAL

LIEUX-DITS LANDE DES DEUX CRASTES ET BONNEVAL,

AVENUE GUSTAVE EIFFEL

___

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-21,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L3211-14,

Mes chers collègues,

Considérant que par délibération n°2021-06-294 du 29 juin 2021, la Commune a accepté de vendre au Centre Hospitalier d'Arcachon un terrain d'une superficie totale de 4,5 ha cadastré sections GZ n° 130p -129p et HA n° 601 - 592 - 597p – 595 - 591p, au prix de 10€/m² hors taxes et hors charges, en vue de la construction d'un bâtiment accueillant un EHPAD de 80 lits, une unité de soins de longue durée de 80 lits et une plateforme territoriale d'appui,

Considérant que ce projet de vente a été définitivement abandonné car les parcelles susvisées, classées actuellement en zone NL (zone naturelle) au PLU, ne pourront pas être rendues constructibles en raison de la présence, sur ce site, de deux espèces aviaires protégées,

Considérant que les parties ont recherché du foncier disponible et constructible, à proximité, et ont arrêté leur choix sur les parcelles communales suivantes représentant une superficie totale de 2ha 05a 76ca environ (20 576 m²) :

N°PARCELLE	SUPERFICIE (M2)
GZ 194p	5 866 m²
GZ 124p	3 706 m²
GZ 135	1 378 m²
GZ 192p	3 642 m²
GZ 129p	2 270 m²
GZ 130p	550 m²
HA 597p	549 m²
HA 596p	2 615 m²

Considérant que ces parcelles seraient vendues au Centre Hospitalier d'Arcachon en vue de la reconstruction, à proximité immédiate du Pôle de Santé, d'un nouvel EHPAD moderne répondant aux normes actuelles, en remplacement de l'EHPAD Larrieu, actuellement situé à Arcachon, qui est vieillissant et obsolète,

Considérant que ces parcelles sont actuellement en nature de terrain boisé non aménagé et relèvent donc du domaine privé de la Commune,

Considérant qu'elles sont longées et traversées par des pistes DFCI qui devront être conservées ou déplacées le cas échéant,

Considérant que le terrain cadastré sections GZ 129p- 130p et HA 596p-597p (d'une superficie de 3400 m² environ) devra faire l'objet d'un défrichement, sur une bande de 50 mètres,

Considérant que le terrain cadastré sections GZ 129p, 192p et HA 596p (d'une superficie de 6200 m² environ) devra être maintenu en état débroussaillé, sur une bande de 50 mètres également,

Vu l'avis du Domaine du 23 janvier 2024 estimant la valeur vénale de ce terrain à 212 000€ soit 10,15€/m²,

Considérant que la Commune et le Centre Hospitalier d'Arcachon se sont entendus pour procéder à la vente moyennant le prix de 10€/m² hors taxes et hors charges, conformément aux négociations initiales, tenant compte du caractère d'intérêt général que revêt ce projet de construction d'un établissement de santé qui bénéficiera à la population locale,

Considérant que le Centre Hospitalier d'Arcachon prendra en charge tous les frais inhérents à cette cession notamment ceux de Géomètre et de Notaire,

Considérant que ces immobilisations figurent à l'inventaire de la Commune conformément au tableau ci-dessous :

N° INVENTAIRE	N°PARCELLE	SUPERFICIE (M2)	VALEUR COMPTABLE NETTE (VNC)	VNC BIEN CEDE
T/2111004/0002 (318 588m²)	GZ 194p GZ 124p GZ 135 GZ 192p GZ 129p GZ 130p HA 597p HA 596p	5 866 m² 3 706 m² 1 378 m² 3 642 m² 2 270 m² 550 m² 549 m² 2 615 m²	63 862.36€	4124.75€

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 04 avril 2024 de bien vouloir :

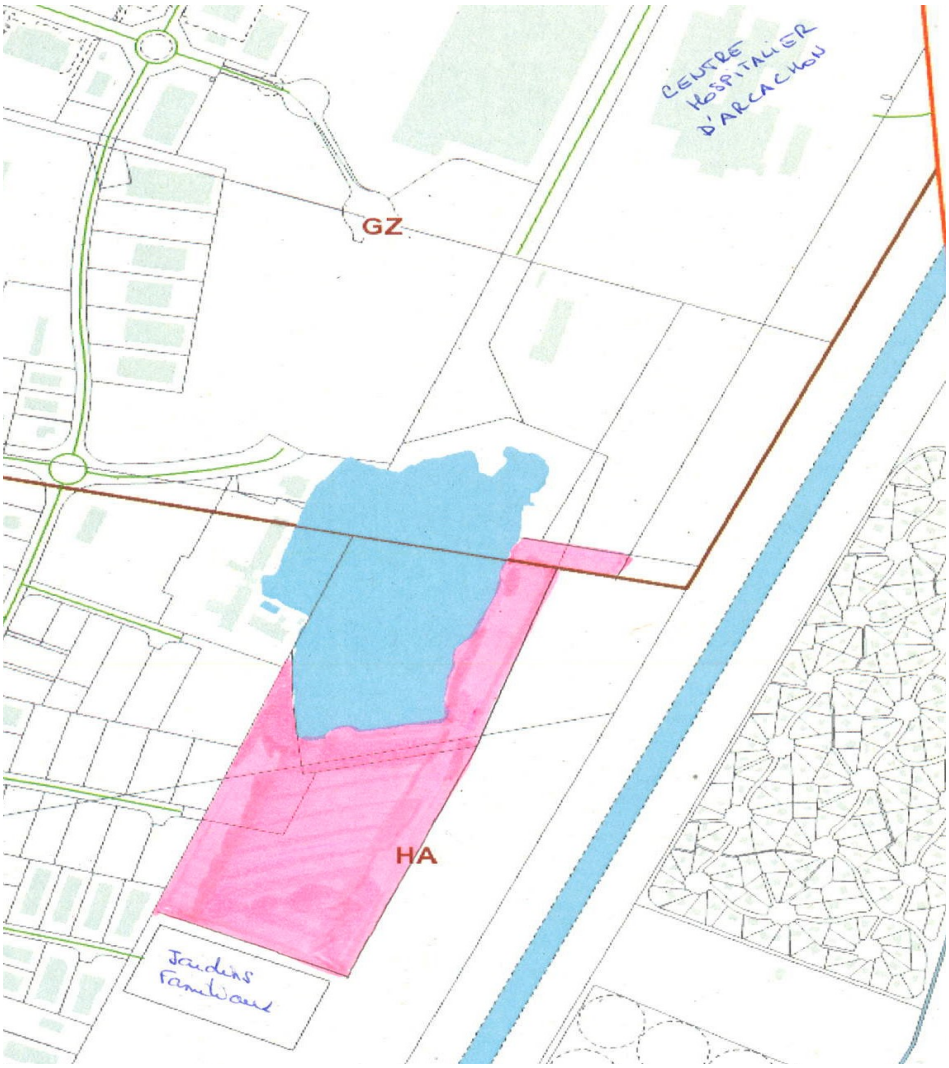
- ABROGER la délibération n°2021-06-294 du 29 juin 2021 précitée,

- ACCEPTER de vendre au Centre Hospitalier d'Arcachon représenté par son Directeur Julien ROSSIGNOL ou toute personne ou entité qui viendraient s'y substituer, les parcelles cadastrées sections GZ 194p, 124p, 135, 192p, 129p, 130p et HA 597p et 596p, d'une superficie totale de 2ha 05a 76ca environ (20 576 m²), dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique de vente et tout autre acte à intervenir.

VENTE PARCELLES SUD HOPITAL
LIEUX-DITS LANDE DES DEUX CRASTES ET BONNEVAL
AVENUE GUSTAVE EIFFEL
Note explicative de synthèse

Par délibération n°2021-06-294 du 29 juin 2021, la Commune a accepté de vendre au Centre Hospitalier d'Arcachon représenté par son Directeur Julien ROSSIGNOL ou toute personne ou entité qui viendraient s'y substituer le terrain matérialisé en rose sur le plan ci-dessous, cadastré sections GZ n° 130p -129p et HA n° 601 - 592 - 597p – 595 - 591p, d'une superficie totale de 4,5 ha environ, au prix de 10€/m² hors taxes et hors charges.



Cette vente devait permettre la construction d'un bâtiment accueillant un EHPAD de 80 lits, une unité de soins de longue durée de 80 lits et une plateforme territoriale d'appui.

Or, par courrier du 22 août 2022, le Centre Hospitalier d'Arcachon a informé la Commune qu'il renonçait à acquérir ce terrain. En effet, après évaluation environnementale réalisée dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, il s'avère que ce terrain, actuellement en zone NL (zone naturelle), ne pourra pas être rendu constructible en raison de la présence, sur ce site, de deux espèces aviaires protégées.

Les parties ont donc recherché du foncier disponible et constructible, à proximité.

Le choix s'est porté sur les parcelles communales suivantes (en orange sur le plan ci-après) représentant une superficie totale de 2ha 05a 76ca environ (20 576 m²) :

N°PARCELLE	SUPERFICIE (M2)
GZ 194p	5 866 m²
GZ 124p	3 706 m²
GZ 135	1 378 m²
GZ 192p	3 642 m²
GZ 129p	2 270 m²
GZ 130p	550 m²
HA 597p	549 m²
HA 596p	2 615 m²



Ces parcelles seraient vendues au Centre Hospitalier d'Arcachon en vue de la relocalisation de l'EHPAD Larrieu qui dépend du Centre Hospitalier d'Arcachon. L'établissement actuel, situé à Arcachon, est vieillissant et n'est plus adapté aux personnes à mobilité réduite. Il s'agirait donc de reconstruire, à proximité immédiate du CHA, un nouvel EHPAD moderne répondant aux normes actuelles.

Ces parcelles sont actuellement en nature de terrain boisé non aménagé et relèvent donc du domaine privé de la Commune.
Ces parcelles sont longées et traversées par des pistes DFCI qui devront être conservées ou déplacées le cas échéant.

Par ailleurs, les Services de l'Etat imposent que le terrain cadastré GZ 129p- 130p, HA 596p-597p (en vert quadrillé sur le plan ci-dessus, 3400 m² environ) fasse l'objet d'un défrichement, sur une bande de 50 mètres.
Le terrain cadastré GZ 129p, 192p et HA 596p (en rouge hachuré, 6 200 m² environ) devra être maintenu en état débroussaillé, sur une bande de 50 mètres également.

Par courrier en date du 23 janvier 2024, le Domaine a estimé la valeur vénale de ces terrains à 212 000€ soit 10,15€/m² avec une marge d'appréciation de plus ou moins 10%.

Après discussions, la Commune et le Centre Hospitalier d'Arcachon se sont entendus pour procéder à la vente moyennant le prix de 10€/m² hors taxes et hors charges.

Ce prix correspond à celui qui avait déjà été négocié précédemment (cf. délibération du 29 juin 2021) et tient compte du caractère d'intérêt général que revêt ce projet de construction d'un établissement de santé qui bénéficiera à la population locale.

Le Centre Hospitalier d'Arcachon (ou toute personne ou entité qui viendraient s'y substituer) prendra en charge tous les frais inhérents à cette cession notamment ceux de géomètre pour la réalisation du document d'arpentage et les frais d'acte notarié.

Si cette opération est assujettie à TVA, elle sera intégralement acquittée par l'Acquéreur et le prix de vente sera augmenté à proportion du montant de la taxe.

Ces immobilisations figurent à l'inventaire de la Commune conformément au tableau ci-dessous :

N° INVENTAIRE	N°PARCELLE	SUPERFICIE (M2)	VALEUR COMPTABLE NETTE (VNC)	VNC BIEN CEDE
T/2111004/0002 (318 588m²)	GZ 194p GZ 124p GZ 135 GZ 192p GZ 129p GZ 130p HA 597p HA 596p	5 866 m² 3 706 m² 1 378 m² 3 642 m² 2 270 m² 550 m² 549 m² 2 615 m²	63 862.36€	4124.75€

La délibération a donc pour objet de :

- Abroger la délibération n°2021-06-294 du 29 juin 2021 précitée,

- Accepter de vendre au Centre Hospitalier d'Arcachon représenté par son Directeur Julien ROSSIGNOL ou toute personne ou entité qui viendraient s'y substituer, les parcelles cadastrées sections GZ 194p, 124p, 135, 192p, 129p, 130p et HA 597p et 596p, sises lieux-dits « Lande des deux Crastes », « Bonneval » et avenue Gustave Eiffel, au prix de 10€/m² Hors Taxes,

- Autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique de vente et tout autre acte à intervenir, notamment la promesse de vente.

7302 - SD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques de Nouvelle-Aquitaine

Pôle d'évaluation domaniale de Bordeaux

24 rue François de Sourdis-BP 908

33060 BORDEAUX CEDEX

Courriel : drfip33.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Elodie FAVRE
Courriel : elodie.favre@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06.23.16.26.52

Le 23/01/2024

Le Directeur régional des Finances publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde
à
La Commune de La Teste de Buch

Réf DS:15625265
Réf OSE : 2024-33529-00404

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Nature du bien :	Emprises et parcelles GZ 124 129 130 135 192 194 ; HA 596 597
Adresse du bien :	« Lande des 2 Crastes » , « Bonneval », « Av Gustave Eiffel », 33260 LA TESTE DE BUCH
Valeur :	212 000 €, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

affaire suivie par : Sandrine GELLIBERT, chargée de gestion foncière.

2 - DATES

de consultation :	04/01/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	04/01/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☒
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Cession de parcelles communales représentant une superficie totale de 2ha 08a 79ca environ (20 879 m²) au Centre Hospitalier d'Arcachon, en vue de la relocalisation de l'EHPAD Larrieu et la construction d'une maison de l'autisme.

La Commune envisage de vendre ces parcelles au prix de 10€/m².

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

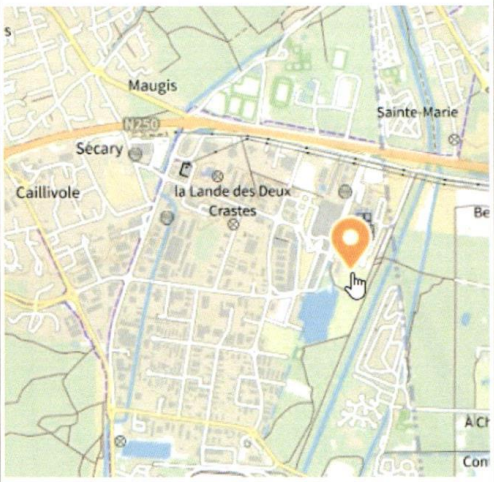
4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées dans la commune de La Teste de Buch, commune du Bassin d'Arcachon.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Parcelles situées dans le quartier du Pôle de santé et du centre commercial « Les Océanides ».

Localisation des emprises	Vue aérienne de la parcelle
	

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
La Teste de Buch	GZ 124	Lande des deux crastes	13 792 m²	3 706 m²
	GZ 129	Av Gustave Eiffel	2 435 m²	2 270 m²
	GZ 130	Av Gustave Eiffel	3 708 m²	550 m²
	GZ 135	Lande des deux crastes	1 387 m²	1 378 m²
	GZ 192	Lande des deux crastes	13 410 m²	3 642 m²
	GZ 194	Lande des deux crastes	7 124 m²	6 170 m²
	HA 596	Bonneval	13 631 m²	2 614 m²
	HA 597	Bonneval	30 581 m²	549 m²
		TOTAL	86 068 m²	20 879 m²

4.4. Descriptif

Ces parcelles sont actuellement en nature de terrain boisé et relèvent donc du domaine privé de la Commune.

Elles sont longées et/ou traversées par des pistes DFCI qui doivent être conservées, ou déplacées le cas échéant.

Par ailleurs, les Services de l'Etat imposent que le terrain cadastré GZ 129p- 130p, HA 596p-597p (en vert quadrillé) fasse l'objet d'un défrichement (sur une bande de 50 mètres), et que le terrain cadastré GZ 129p, 192p et HA 596p (en rouge hachuré) soit maintenu en état débroussaillé (sur une bande de 50 mètres également).

Enfin, une canalisation de gaz passe sous les parcelles (convention avec TIGF jointe au dossier).



4.5. Surfaces du bâti

Sans objet.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

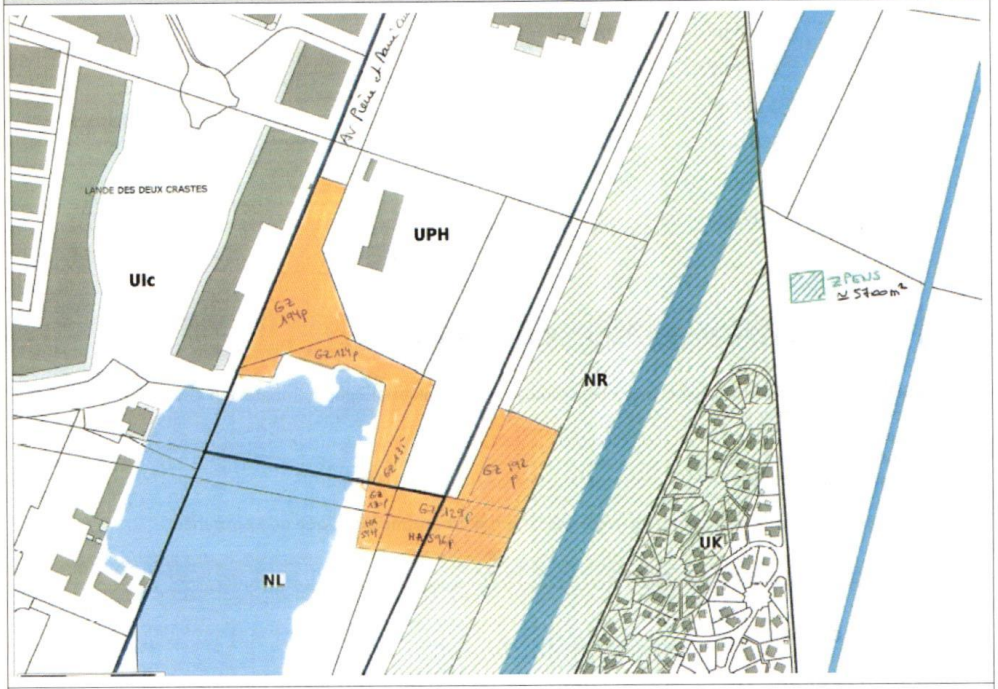
Commune de La Teste de Buch.

5.2. Conditions d'occupation

Bien estimé libre d'occupation.

6 - URBANISME

PLU approuvé le 06/10/2011



Zone UPH

Caractère de la zone

Zone Urbaine située dans la continuité du parc d'activités du Pays de Buch sur laquelle doit être implanté le pôle de santé intercommunal public-privé.

Constructions soumises à condition particulière : Liées aux besoins de service des équipements sanitaires et hospitaliers.

Zone NL

Caractère de la zone

Zone naturelle de sports, de loisirs et d'équipements où l'accueil du public nécessite des équipements,

Zone NR

Caractère de la zone

Zone naturelle de protection des espaces remarquables, au titre de l'article L 146-6 du Code de l'Urbanisme issu de la loi n° 86.2 du 03 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral.

N°PARCELLE	SUPERFICIE (M2)	Zonage
GZ 194p	6 170 m²	UPH
GZ 124p	3 706 m²	UPH
GZ 135	1 378 m²	UPH
GZ 192p	3 642 m²	NR
GZ 129p	2 270 m²	NL / NR
GZ 130p	550 m²	NL
HA 597p	549 m²	NL
HA 596	2614 m²	NL / NR

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Evaluation par comparaison avec des biens similaires : L'évaluation par comparaison est basée sur l'étude des mutations à titre onéreux:
- récentes,
- de biens comparables
→quant à leur consistance,
→à leur situation géographique,
→situés dans des secteurs soumis à une réglementation d'urbanisme identique ou approchée.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

➢ Recherche à partir des applications « Estimer un bien », « BNDP » et « Géofoncier » de transactions portant sur des parcelles non bâties, situées à La Teste de Buch ou Communes proches et classées dans le même zonage ou un zonage similaire :

Termes de comparaison en zone NR :

Ref. enregistrement	Ref. Cadastrales	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²	zonage	Nature
3304P03 2020P11765	529//CE/ 40//39	A PLUMIOUS	20/07/2020	244160	46 000	0,19 €	Nrfu + EBC	Diverses parcelles de terrain en nature de pins de la forêt usagère.
3304P03 2021P02636	529//CH/23//	LE CASINO	22/01/2021	3735	1 000	0,27 €	Nrfu + EBC	une parcelle de terrain
3304P03 2020P09685	529//CO/3//	COURDEYS DE HAUT	26/06/2020	229520	70 000	0,30 €	Nrfu + EBC	Un terrain en nature de terre et planté de pins et taillis, sur laquelle existent deux cabanes en bois numérotées 100 et 100bis constituées de toles et de bois pour une, et detuiles et de bois pour l'autre.
3304P04 2021P09669	529//CK/85//	GAILLOUNEYS NORD PYLA	01/06/2021	76339	25 000	0,33 €	Nrfu + EBC	Une parcelle en nature de pins.
3304P03 2021P04095	529//CI/73//	RTE DE BISCAROSSE SUD	05/02/2021	126130	50 000	0,40 €	Nrfu + EBC	terrain non constructible
3304P03 2021P05722	529//FZ/117//	MONTAGNE TTE ANCIENNE	11/03/2021	30724	15 000	0,49 €	Nrfu + EBC	Une parcelle boisée non constructible
3304P04 2021P15000	529//BH/288 289 290 et svts	L EDEN PYLA	29/07/2021	25699	13 000	0,51 €	Nrfu + EBC	Acquisition CL – Diverses parcelles en nature de bois
3304P03 2020P20553	CE 198 et 200	DUNE de Pilat	08/12/20	262113	145 163	0,55 €	Nrfu + EBC	Acquisition CL – parcelles en nature de bois – prix 0,50 €/m² + Ind Remploi
3304P03 2020P21485	CE 8 Lot 4	LES BAILLONS	14/12/20	10580	5 260	0,50 €	Nrfu + EBC	Acquisition CL – parcelle en nature de bois – prix 0,50 €/m² + Ind Remploi
3304P03 2020P07603	CE 8 Lot 7	LES BAILLONS	12/06/20	10580	5 290	0,50 €	Nrfu + EBC	Acquisition CL – parcelle en nature de bois – prix 0,50 €/m² + Ind Remploi
3304P03 2021P03092	CH 78	Rte de Biscarosse Nord	22/03/21	1780	890	0,50 €	Nrfu + EBC	Acquisition CL – parcelles en nature de bois
3304P03 2021P07203	CH 67	GAILLAUNEYS NORD PYLA	07/04/21	2879	1 440	0,50 €	Nrfu + EBC	Acquisition CL – parcelles en nature de bois
					Moyenne	0,42 €		
					Médiane	0,49 €		
Moyenne acquisition Conservatoire du Littoral						0,51 €		

Termes de comparaison en zone NL :

Ref. enregistrement	Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²	Régime fiscal	zonage
3304P03 2018P22441	AY 714	LA TESTE-DE-BUCH	VILLEMARIE	04/12/2018	2409	12 045	5,00	parcelle en nature de futaie	NL
3304P03 2018P22444	AY 649 653 710	LA TESTE-DE-BUCH	VILLEMARIE	04/12/2018	3761	18 825	5,01	parcelle en nature de futaie	NL
3304P03 2019P15651	AY 548	LA TESTE-DE-BUCH	VILLEMARIE	21/08/2019	2120	12 265	5,79	parcelle en nature de futaie	NL
3304P03 2021P02169	AY 183	LA TESTE-DE-BUCH	VILLEMARIE	21/01/2021	5100	25 500	5,00	parcelle en nature de futaie	NL
3304P03 2020P00565	CE 127	LA TESTE-DE-BUCH	CABOT OUEST	23/12/2019	45887	253 000	5,51	acquisition conservatoire du littoral ; parcelle attenante au parking de la dune	Nla
3304P03 2018P21437	CE 159	LA TESTE-DE-BUCH	Site Dune du Pilat ; Parce de stationnement et commerces	jugement d'expropriation du 09/12/2018	44621	223 105	5,00	reliquat de l'emprise en nature forestière non constitutive du parc de stationnement et des commerces	Nla
						Moyenne	**5,22**		
						Médiane	**5,00**		

Termes de comparaison en zone UPH ou similaire :

Ref. enregistrement	Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²	descriptif	zonage
3304P04 2022P41955	AY 634 636	LA TESTE-DE-BUCH	LE BECQUET	14/12/2022	4488	124 400	27,72	parcelles de TAB	UH
3304P03 2017P23742	HA 640	LA TESTE-DE-BUCH	BONNEVAL	29/11/2017	3570	190 850	53,46	parcelles de TAB dans le lotissement du parc d'activités du pays de buch	UIC
3304P03 2020P22628	199//DL/46//	GUJAN MESTRAS	LA BERLE	30/12/2020	8809	100 000	11,35	parcelle de futaie	UE
3304P03 2018P10028	199//DL/54//	GUJAN MESTRAS	LA BERLE	03/05/2018	5459	92 800	17,00	parcelle de terrain	UE
3304P03 2019P20985	199//DL/50//	GUJAN MESTRAS	LA BERLE	30/10/2019	23909	405 000	16,94	parcelle boisée	UE
3304P03 2017P04186	DL 79	GUJAN MESTRAS	LA BERLE	27/02/2017	7474	112 110	15,00	parcelle de terrain	UE
3304P03 2017P06127	DL 81	GUJAN MESTRAS	LA BERLE	23/03/2017	2354	39 540	16,80	parcelle de terrain	UE
						Moyenne	**23 €**		
						Médiane	**17 €**		
						Moyenne termes surlignés	**17 €**		

8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP

/

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Pour les parcelles en zone NR, non constructibles, il sera retenu la valeur de 0,50 €/m².

Pour les parcelles en zone NL, constructible sous conditions (équipements pour l'accueil du public), la moyenne / médiane des prix des termes de comparaison, concernant des biens similaires situés dans le même zone, s'établit à 5 €/m² .

Ce montant sera retenu pour la valorisation des parcelles situées en zone NL.

Pour les parcelles GZ 129 et HA 596, situées en partie en zone NR et en partie en zone NL, l'évaluatrice a choisi une répartition à 50 % dans chaque zone, pour leur valorisation.

Pour les parcelles en zone UPH, la recherche a d'abord porté sur des cessions de terrains situés dans le même zonage, mais aucun terme n'a été trouvé.

La recherche a donc été effectuée, à partir de l'application Géofoncier, sur des terrains proches en zone d'activité ou en zone d'équipement.

Parmi les termes de comparaison, le terme 1 concerne une parcelle de terrain située en zone UH, comprenant la zone urbaine dédiée à l'activité de l'hippodrome du Becquet qui nécessite des équipements nécessaires à son bon fonctionnement et a l'accueil du public.

Le terme 2 concerne un terrain situé dans le parc d'activité attenant du pays de Buch, voué à accueillir des activités commerciale.

Enfin, les autres termes, situés à Gujan-Mestras sont des parcelles de terrain situés en zone UE, destinée à accueillir des équipements collectifs et de service.

La zone UPH est une zone constructible sous condition (équipements sanitaires et hospitaliers).

Par conséquent, la transaction concernant le terrain situé en zone UIC, vouée aux activités commerciales, sera exclu des termes de comparaison.

Les autres termes, situés en zone UH et UE, voués à accueillir des équipements liés à la zone, comme en zone UPH, peuvent être retenu à titre de comparaison.

La moyenne de ces termes s'élève à 17 €/m².

Parcelle	Superficie	Zonage	Valeur unitaire	Valeur totale
GZ 194p	6170	UPH	17	104 890 €
GZ 124p	3706	UPH	17	63 002 €
GZ 135	1378	UPH	17	23 426 €
GZ 192p	3642	NR	0,5	1 821 €
GZ 129p	1135	NL	5	5 675 €
	1135	NR	0,5	568 €
GZ 130p	550	NL	5	2 750 €
HA 597p	549	NL	5	2 745 €
HA 596	1307	NL	5	6 535 €
	1307	NR	0,5	654 €

Total	20879		212 065 €
		Valeur totale arrondie	212 000 €
		Valeur unitaire moyenne	10,15 €

La valeur totale de l'ensemble des parcelles s'élève à 212 000 €.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **212 000 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 0,45 €/m² pour les parcelles en zone NR, 4,50 €/m² pour les parcelles en zone NL et 15 €/m² pour les parcelles en zone UPH (arrondie).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur Régional des Finances publiques de
Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde

Par délégation,

L'évaluatrice du pôle évaluation domaniale



Elodie FAVRE

Inspectrice des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Monsieur le Maire :

Merci Mme Réau, en 2021 nous avions déjà délibéré pour faire une vente, cela n'a pas pu se réaliser pour des contraintes environnementales, aujourd'hui, cette parcelle qui est au sud et qui est plus petite, nous avons souhaité que ça se vende au même tarif à 10 € pour y faire un EHPAD.

J'en profite pour saluer le directeur Julien Rossignol qui demain va faire son pot de départ, il prend un gros poste à Pau, il est arrivé ici à 31 ans, un garçon brillant, on savait que l'on n'allait pas le garder indéfiniment. Il est affecté de partir, on aura beaucoup travaillé avec lui, je rappelle qu'avec lui en quasiment 24 heures on a pu vacciner 60 000 personnes pendant le covid.

J'avais initialement proposé à l'ARS le parc des expositions, mais ils trouvaient que de mettre 4 lignes dans un endroit pareil cela allait faire un peu désordre, je l'ai appelé, et il m'a dit de m'occuper de toute la logistique et il s'est occupé des vaccins et 60 000 personnes ont pu être vaccinées sur la Teste et 100 000 à Arcachon.

Madame Delmas :

Vraiment regrettable même si on veut protéger les espèces, pas au détriment des êtres humains quand même, c'était dans l'intérêt général, c'est un peu choquant mais là je pense que l'on est tous d'accord sur ce point, quelque chose m'a échappé, mais j'ai bien compris que l'EHPAD allait être construit, mais l'unité de soins longue durée ? l'UV80

Monsieur le Maire :

Mme Secques va vous répondre elle est au conseil de surveillance.

Oui pour quelques animaux, parfois quand je vous disais qu'aujourd'hui un projet immobilier, on est passé de 3 ans à 5 ans, on nous trouve une zone humide, la grenouille qui chante et on ne s'en sort pas….

Madame SEQUES :

L'USLD n'est pas géré par l'hôpital, il appartient à l'UGCAM, c'est vrai qu'il y avait eu beaucoup de projets, le projet avait été travaillé avec l'UGCAM, à condition qu'il finance parce que construire un bâtiment de 2 fois 80 places cela coûte cher et finalement l'UGCAM s'est retiré du projet, c'est pour ça que l'hôpital construit un bâtiment pour l'EHPAD et l'UGCAM pour l'instant reste à l'USLD, jusqu'en 2030. L'UGCAM cherche une autre solution pour construire.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERILLON **DEL2024-04-142**

PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) 2024-2030 DE LA COBAS

AVIS DE LA COMMUNE DE LA TESTE-DE-BUCH

Mes chers collègues,

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L.302-2, R.302-1 à R.302-1-3 et R.302-8, portant sur la procédure d'établissement du PLH,

Vu la procédure d'élaboration du Programme Local de l'Habitat 2024-2030 lancé par délibération du conseil communautaire en date du 17 décembre 2020,

Vu la délibération du 29 février 2024 de la COBAS arrêtant le projet de PLH 2024-2030,

Vu les documents du PLH 2024-2030 arrêté joints au projet de délibération,

Vu la note explicative jointe,

Considérant que le projet de PLH doit être soumis pour avis au vote du conseil municipal afin de respecter le délai de 2 mois donné aux communes pour émettre un avis,

Considérant la présentation du projet du PLH faite par la COBAS aux membres du conseil communautaire et les documents mis à la disposition des élus,

Considérant que la COBAS a lancé, par délibération du conseil communautaire en date du 17 décembre 2020, la procédure d'élaboration de son nouveau Programme Local de l'Habitat 2024-2030.

Considérant que conformément au Code de la construction et de l'Habitation, cette procédure d'élaboration entre désormais dans sa dernière phase de validation administrative. Ainsi, le projet a été arrêté par délibération du conseil communautaire en date du 29 février 2024.

Considérant que suite à la saisine de la COBAS par courrier daté du 08 mars 2024, les communes ainsi que le Sybarval chargés de la mise en œuvre du SCoT rendent un avis sur le projet de PLH arrêté dans un délai de deux mois.

Au vu de ces avis, une délibération sera à nouveau soumise au conseil communautaire pour amender en tant que de besoin le projet de PLH qui sera alors transmis au Préfet. Ce dernier sollicitera l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH).

Au terme de ces consultations, le PLH sera proposé au conseil communautaire pour adoption.

En cas de demande de modifications par le Préfet, le PLH ne deviendra exécutoire qu'à compter de la publication et de la transmission au Préfet d'une délibération apportant ces modifications.

Considérant que le PLH est un outil de programmation et de définition d'une stratégie d'action en matière d'habitat qui se décline à l'échelle des 4 communes de la COBAS pour la période 2024-2030. Il s'inscrit dans les perspectives de développement du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé le 25 janvier 2024.

Pour une durée de six ans, le PLH définit les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Le projet de PLH a été élaboré en concertation étroite avec les communes, l'Etat et l'ensemble des partenaires associés, à l'occasion de plusieurs réunions de travail et de pilotage.

Le PLH 2024-2030 arrêté se compose :

- d'un diagnostic,

- d'un document d'orientations,

- d'un programme d'actions détaillé qui présente les dispositions permettant d'atteindre les objectifs fixés.

Après avoir établi le bilan du précédent PLH 2017-2023 et réalisé un diagnostic, le PLH 2024-2030 définit trois orientations stratégiques :

- Orientation 1 : Diversifier l'offre de logements pour mieux répondre à l'ensemble des besoins dans toute leur diversité
- Orientation 2 : Rechercher la sobriété foncière et améliorer la qualité du parc existant
- Orientation 3 : Suivre, évaluer et animer la politique locale de l'habitat

Ces orientations sont déclinées en 21 actions :

- Action n 1 : Élaborer et faire vivre une Charte partenariale en faveur du logement social ;
- Action n°2 : Veiller à l'adéquation des typologies des nouveaux logements avec les besoins ;
- Action n°3 : Soutenir financièrement la production de logements sociaux ;
- Action n°4 : Encourager le développement d'une offre locative via le conventionnement entre un propriétaire bailleur et l'ANAH et les dispositifs de sécurisation dudit propriétaire ;
- Action n°5 : Favoriser le développement d'une offre en accession sociale en privilégiant le Bail Réel Solidaire ;
- Action n°6 : Mieux répondre aux besoins des jeunes, notamment les jeunes actifs et les saisonniers ;
- Action n 7 : Mieux répondre aux besoins des seniors, dans leur diversité et aux besoins des personnes handicapées ;

- Action n°8 : Encourager le développement de l'intermédiation locative ;
- Action n°9 : Améliorer l'offre de logements pour les personnes en situation d'urgence ;
- Action n°10 : Engager une réflexion sur l'accueil des gens du voyage dans le cadre du futur Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens Du Voyage de la Gironde ;
- Action n°11 : Établir une vraie stratégie foncière intercommunale ;
- Action n°12 : Resserrer la collaboration avec l'EPF ;
- Action n°13 : Accompagner les communes dans la mise en œuvre d'outils de régulation ou d'encadrement de la production de logements ;
- Action n°14 : Faire monter en compétences le guichet « Service Habitat » ;
- Action n° 15 : Poursuivre et renforcer l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) à destination des propriétaires occupants modestes et des propriétaires bailleurs ;
- Action n°16 : Améliorer la performance énergétique des logements et lutter contre la précarité énergétique ;
- Action n°17 : Mettre en place une veille active sur le parc existant privé ;
- Action n°18 : Observer, suivre et évaluer la politique locale de l'habitat ;
- Action n°19 : Piloter et animer le PLH ;
- Action n°20 : Suivre et partager la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du demandeur (PPGDID) et de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA), notamment via une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) annuelle ;
- Action n°21 : Communiquer auprès des habitants sur la politique locale de l'habitat déployée par la COBAS et les communes du territoire.

Le projet arrêté de Programme Local de l'Habitat 2024-2030 joint à la présente délibération reprend les objectifs quantifiés et territorialisés, nécessaires à la mise en œuvre de celui-ci.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 04 avril 2024, de bien vouloir au vu des pièces constitutives du PLH jointes :

- **ÉMETTRE UN AVIS FAVORABLE** au projet de PLH 2024-2030 de la COBAS.

PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) 2024-2030 DE LA COBAS
AVIS DE LA COMMUNE DE LA TESTE-DE-BUCH

Note explicative de synthèse

1/ Objet de la délibération

La présente délibération a pour objet de soumettre pour avis au conseil municipal le projet de Programme Local de l'Habitat 2024-2030, arrêté par délibération du 29 février 2024 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS).

2/ Rappel de la procédure

Le PLH est un outil de programmation et de définition d'une stratégie d'action en matière d'habitat qui se décline à l'échelle des 4 communes de la COBAS pour la période 2024-2030.

Pour une durée de six ans, le PLH définit les principes d'une politique visant à :

- Répondre aux besoins en logements et en hébergement,
- Favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale,
- Améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées.

Le document doit assurer entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Le PLH s'inscrit dans les perspectives de développement du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé le 25 janvier 2024. Il a été élaboré en concertation étroite avec les communes, l'Etat et l'ensemble des partenaires associés, à l'occasion de plusieurs réunions de travail et de pilotage.

Le Programme Local de l'Habitat se compose :

- d'un diagnostic,

- d'un document d'orientations,

- d'un programme d'actions détaillé qui présente les dispositions permettant d'atteindre les objectifs fixés.

3/ Contexte règlementaire

La loi relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social du 18 janvier 2013 prévoyait une augmentation du seuil de logements locatifs sociaux à 25% des résidences principales à l'échéance de 2025, en incluant des taux de rattrapage par périodes triennales.

La loi 3DS « Différenciation, Décentralisation et Déconcentration » du 21 février 2022 a assoupli le dispositif SRU en supprimant l'échéance de 2025 et en appliquant un taux de rattrapage de référence à 33 % du nombre de logements sociaux manquants (L302-8-VII du Code de la Construction et de l'Habitation).

Par dérogation, le Contrat de Mixité Sociale peut fixer l'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux par période triennale, pour une durée maximale de trois périodes triennales consécutives, à un taux (de rattrapage plancher) de 25 % (L302-8-IX du Code de la Construction et de l'Habitation), si les circonstances le justifient.

Le préfet de la Gironde a prononcé un arrêté de carence pour la Commune de La Teste-de-Buch au titre de la loi SRU, par arrêté du 20 novembre 2023.

La commune et ses partenaires ont ainsi signé un Contrat de Mixité Sociale afin de fixer les objectifs de réalisation de logements locatifs sociaux à atteindre pour la période 2023-2025.

4/ Le projet arrêté de Programme Local de l'Habitat 2024-2030

À l'échelle des 4 communes de la COBAS, les objectifs de production globale de logements fixés par le précédent PLH ont été dépassés. Pour autant, il est établi le constat que le nombre d'agréments délivrés n'a pas atteint les objectifs fixés : sur un objectif de production de logements locatifs sociaux fixé à 2090 sur la période 2017-2023, le taux de réalisation s'élève à 79%.

Le rattrapage des objectifs SRU se heurte à une difficulté : face à l'augmentation importante du nombre de résidences principales privées sur le territoire, le volume de logement à créer pour atteindre le taux SRU est toujours plus important d'année en année. Pour pallier à ce phénomène, une maîtrise de la production globale est impérative.

Sur le territoire de la COBAS, les freins à la constructibilité et à l'accès au logement sont nombreux, malgré une dynamique de construction très élevée. La raréfaction du foncier, la hausse des prix du marché immobilier, le phénomène de décohabitation, l'augmentation du nombre de ménages d'une personne, l'attractivité du territoire et la dynamique démographique à la hausse constituent en partie les freins à l'accessibilité au logement.

La loi Climat et Résilience du 22 août 2021 a intégré le principe de sobriété foncière dans les opérations d'aménagement, en vue de l'atteinte du ZAN (Zéro Artificialisation Nette). Ces injonctions contraignent encore plus la production de logements, surtout en extension urbaine, incitant à des niveaux de densité encore plus forts par opérations et qui ne sont pas souhaités par les communes.

Plusieurs enjeux sont ainsi mis en évidence :

- Un enjeu central de production d'une offre de logements accessibles pour permettre aux ménages locaux de se loger sur le territoire.
- Des obligations réglementaires fixées par la loi SRU et les Contrats de mixité sociale à respecter en matière de construction de logements sociaux.
- Des efforts d'amélioration et d'adaptation du parc privé existant à poursuivre.

Afin de résoudre ces difficultés, le PLH définit trois orientations stratégiques :

- Orientation 1 : Diversifier l'offre de logements pour mieux répondre à l'ensemble des besoins dans toute leur diversité
- Orientation 2 : Rechercher la sobriété foncière et améliorer la qualité du parc existant
- Orientation 3 : Suivre, évaluer et animer la politique locale de l'habitat

Au regard des enjeux définis dans le diagnostic et des orientations générales, ces dernières sont déclinées en 21 actions :

- Action n 1 : Élaborer et faire vivre une Charte partenariale en faveur du logement social ;
- Action n°2 : Veiller à l'adéquation des typologies des nouveaux logements avec les besoins ;
- Action n°3 : Soutenir financièrement la production de logements sociaux ;
- Action n°4 : Encourager le développement d'une offre locative via le conventionnement entre un propriétaire bailleur et l'ANAH et les dispositifs de sécurisation dudit propriétaire ;
- Action n°5 : Favoriser le développement d'une offre en accession sociale en privilégiant le Bail Réel Solidaire ;
- Action n°6 : Mieux répondre aux besoins des jeunes, notamment les jeunes actifs et les saisonniers ;
- Action n 7 : Mieux répondre aux besoins des seniors, dans leur diversité et aux besoins des personnes handicapées ;
- Action n°8 : Encourager le développement de l'intermédiation locative ;
- Action n°9 : Améliorer l'offre de logements pour les personnes en situation d'urgence ;
- Action n°10 : Engager une réflexion sur l'accueil des gens du voyage dans le cadre du futur Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens Du Voyage de la Gironde ;
- Action n°11 : Établir une vraie stratégie foncière intercommunale ;
- Action n°12 : Resserrer la collaboration avec l'EPF ;
- Action n°13 : Accompagner les communes dans la mise en œuvre d'outils de régulation ou d'encadrement de la production de logements ;
- Action n°14 : Faire monter en compétences le guichet « Service Habitat » ;
- Action n° 15 : Poursuivre et renforcer l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) à destination des propriétaires occupants modestes et des propriétaires bailleurs ;
- Action n°16 : Améliorer la performance énergétique des logements et lutter contre la précarité énergétique ;
- Action n°17 : Mettre en place une veille active sur le parc existant privé ;
- Action n°18 : Observer, suivre et évaluer la politique locale de l'habitat ;
- Action n°19 : Piloter et animer le PLH ;
- Action n°20 : Suivre et partager la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du demandeur (PPGDID) et de la Convention

Intercommunale d'Attribution (CIA), notamment via une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) annuelle ;
- Action n°21 : Communiquer auprès des habitants sur la politique locale de l'habitat déployée par la COBAS et les communes du territoire.

Par délibération n°DEL-2024-02-001 du 29 février 2024, le conseil communautaire a approuvé l'arrêt de projet de PLH 2024-2030 de la COBAS.

La COBAS a saisi la commune pour avis sur le projet de PLH arrêté, par courrier en date du 8 mars 2024. Par délibération du conseil municipal, l'avis de la commune doit être rendu dans un délai de deux mois à compter de la transmission du projet arrêté.

Au vu des avis recueillis auprès des communes ainsi que du Sybarval, la COBAS soumettra à délibération du conseil communautaire le projet de PLH éventuellement amendé qui sera transmis au Préfet. Celui-ci sollicitera l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH).

Au terme de ces consultations, le PLH sera proposé au conseil communautaire pour adoption.

En cas de demande de modifications de la part du Préfet, le PLH ne deviendra exécutoire qu'à compter de la publication et de la transmission au Préfet d'une délibération apportant ces modifications.

6/ Effet de la délibération

Par la présente délibération et au vu des pièces constitutives du PLH jointes, la commune de La Teste-de-Buch émet un avis favorable au projet arrêté de PLH 2024-2030.

_____

Monsieur BERILLON :

Je vais vous faire une introduction avant de vous lire la délibération, tout le monde parmi vous ne siège pas à la Cobas.

C'est quoi le PLH ? c'est plutôt sa reconduction et là nous sommes sur la période 2024/2030.

Le PLH vise à soutenir le logement pour tous nos locaux, c'est l'outil, l'arme pour pouvoir défendre notre priorité d'offrir à nos locaux des logements de qualité qui s'inscrit dans le respect des normes environnementales, qui soit également en conformité avec les impératifs de la loi SRU, puisque notre commune est carencée avec des pénalités financières lourdes plus de 800 000€ au budget, que l'on pourrait affecter ailleurs.

Pourquoi il faut faire un PLH ? on a une demande qui est très forte, en matière de logements c'est plus de 3148 demandes qui sont enregistrées sur l'ensemble de la Cobas en 2023, soit une progression de 2,5% en un an. Au 31/12/2022 à la Teste on a eu 1145 demandes qui ont été faites rien que pour la Teste en 1er choix et en ce début d'année 2024, vous trouverez dans le rapport du CCAS, 3830 personnes ont déposé des demandes de logement social sur la cobas dont 1311 sur la Teste, une progression de + 6 ,5%, notre commune elle est attractive mais l'offre est restreinte.

En 2023 à la Cobas 487 demandes ont été satisfaites, cela veut dire 1' attribution pour 6,5 demandes, pour la Teste au 31/12/2022 le parc de logement social existant 2006 logements, nous avons eu 1145 demandes en attente, 180 attributions soit 1 attribution pour 6,36 demandes.

Depuis le début de l'année le CCAS avec la complicité de Mme Grondona nous avons constaté que sur les seuls dossiers déposés par des testerins au CCAS, il y a eu 39 attributions aux testerins, 100% de testerins.

L'urgence est là, la crise du bâtiment, maintenant on nous annonce que les taux d'intérêts seraient à la baisse, tant mieux mais il faut vraiment que l'on puisse poursuivre notre action.

Nous devons répondre aux demandes de ceux qui veulent rester à la Teste, il y a des familles qui veulent continuer à vivre, travailler ici, des familles qui se séparent et qu'il faut loger, beaucoup déplorent aussi des fermetures de classes mais si les jeunes s'en vont ça sera compliqué d'avoir des enfants scolarisés, cela veut dire que c'est une priorité pour tout le monde.

Nous devons réduire la fracture sociale de l'habitat sur le secteur, certains ont critiqué notre volonté de construire des logements, alors construire des logements, certains ont fait le lien avec des atteintes à l'environnement, il y en a qui font des critiques contre le Scot, il y en a qui nous disent c'est très bien de loger mais arrêtez de construire, mais on les met où, notre volonté c'est pas de faire des tours.

Cela veut dire que si on nous met des freins, vous voulez aggraver la fracture sociale, aggraver cette fracture entre des accédants à la propriété aux logements aisés et des personnes aux revenus modestes qui ont du mal à se loger sur le marché de l'immobilier qui est tendu, cher et rare. Ce n'est pas notre volonté bien au contraire, nous c'est de loger les locaux sans bétonner la commune.

Le projet de PLH ce n'est pas une machine à bétonner, c'est un dispositif co construit pour aider et inciter nos concitoyens à mieux se loger dans un environnement de qualité et respectueux des lois.

Mme Delmas vous verrez les productions, arrêtez de critiquer avant d'avoir vu.

Ce PLH doit aussi répondre aux contraintes SRU, nous n'avons pas le choix et vous le savez très bien, la carence elle s'impose à tout le monde, même à la commune du Teich pourtant qui était en avance, nous n'avons pas atteint nos résultats mais ce que nous pouvons

revendiquer c'est que nous avons des demandes de logements sociaux et qu'il y a bien 81% des attributions qui sont accordées à des locaux, ces chiffres sont indiscutables, le reste c'est 13% pour le reste des demandeurs de la Gironde et 6% d'ailleurs. On est loin des hordes des banlieues Parisiennes ou autre qui viendraient nous envahir.
La réalité c'est qu'il faut répondre aux besoins des foyers, 75% des foyers sont potentiellement éligibles à un logement social, quand on regarde le parc des locataires sur la commune, 64% des locataires sont éligibles au logement social nous devons donc les aider.
Les taux de logements sociaux sur l'ensemble de la Cobas 13,31% loin des 25% de la loi Sru cela veut dire que c'est un déficit de de 4455 logements à la fin 2023 par rapport à l'objectif SRU sur l'ensemble des 4 communes de la Cobas.
Pour la Teste on a encore du chemin à faire, le taux de logements sociaux est de 14,52%, si on voulait être à l'objectif SRU il faudrait pouvoir offrir 1554 logements, on en a offert l'an dernier 180 attributions.
Ce retard est accentué par la faible rotation des logements, les choses ne bougent pas, je voudrais quand même souligner une bonne pratique qui est nationale mais mise en place par le CCAS de la Teste, et je tiens à saluer le travail du CCAS, ils ont mis en place une bourse d'échange des logements, il y a eu une vingtaine de ménages qui a demandé à permuter des logements.

Nous voulons offrir progressivement des logements tout en voulant garder la maîtrise de l'évolution démographique nous avons adopté des Contrats de Mixité Sociale, chaque commune de la Cobas l'a adopté, cela permet plutôt que d'avoir une obligation de 30% de logements sociaux ça permet de redescendre à 25%.
Sur l'ensemble de la Cobas c'est 704 logements qui sont prévus sur la période 2024/2030 dont 386 logements sociaux. Sur la commune de La Teste-de-Buch, le PLH prévoit 205 logements par an dont 130 logements sociaux qu'il faudrait offrir par an.
C'est quand même mieux que 200 logements sociaux qui était imposés il y a quelques mois, pour ça nous planifions un urbanisme raisonnable et dans ce contexte de raréfaction du foncier et d'incitation à la sobriété foncière, il faudrait maintenant intensifier l'offre de logements et limiter la production de logements.
L'Etat nous met sous contrainte ! L'Etat nous demande de résoudre la quadrature du cercle !
Cela dit il va falloir que l'on fasse ce PLH sur 3 orientations

1/Diversifier l'offre de logements pour mieux répondre à l'ensemble des besoins pour les habitants actuels mais aussi les nouveaux arrivants. Nous ciblons plus particulièrement les jeunes, les personnes âgées, les ménages précaires ou en difficulté et les saisonniers par un soutien financier de la Cobas, on l'a voté hier à la Cobas, c'est le règlement d'intervention, il prévoit 4,8 millions pour aider les opérateurs à construire du logement social et notamment aider à l'accession le BRS, nous avons le FJT, le logement intermédiaire et le logement inclusif pour les personnes en situation de handicap.
2/ Rechercher la sobriété foncière et améliorer la qualité du parc existant, l'OPAH pour les propriétaires modestes
3/Suivre, évaluer et animer la politique locale de l'habitat.

Nous sommes engagés dans une dynamique de l'Habitat. Notre point fort : notre détermination et notre volonté. Nous sommes au service de tous les Testerins.

Lecture de la délibération

Monsieur CHATEAU :
J'ai survolé le document de la Cobas et je me suis aperçu qu'il y a des endroits où on va implanter des logements sociaux sur la Teste, aussi sur Arcachon, le Teich et Gujan, mais je trouve dommage qu'il y ait eu des dossiers où M Le maire vous n'avez pas été voir la population dans les quartiers là où on va construire, j'en viens à mon quartier, celui du cimetière, j'ai vu la parcelle où on va construire, je sais qu'il y a une association qui s'est montée contre vous M le Maire et qui n'était pas d'accord avec ce projet , mais je trouve dommage qu'il n'y ait pas assez de concertation avec la population aux endroits où on va poser ces fameuses constructions.
Ensuite je fais partie aussi d'un groupe qui cherche un terrain pour construire une maison sociale et on a discuté avec le maire de Gujan, avec d'autres maires et on ne trouve toujours pas ce fameux terrain et là je vois les photos et je vois tous les terrains qui sont libres, à Gujan, Arcachon, la Teste et nous on demande un terrain de 1000 M² et on ne peut pas l'obtenir pour une maison d'association pour aider les gens en précarité momentanée, donc je voterai contre ce programme.

Monsieur le Maire :
Vous allez voter contre, vous prenez vos responsabilités, mais je trouve un peu dommage, concernant le terrain dont vous me parlez à proximité du cimetière, en fait vous parlez pour vous, là vous êtes en train de me dire, je ne veux pas que vous logiez des testerins à la teste à côté de chez moi, parce que ça va me déranger et c'est ce que dit votre association.
Moi j'ai des engagements avec la population, ce terrain il y a quelques années il avait été fléché par l'ancienne municipalité pour faire des logements d'urgence, ça veut dire, on nous avait vendu en nous disant ce sont pour des gens qui sont en difficulté et qui nous arrivent très souvent de l'extérieur. Un logement d'urgence c'est pour mettre des gens travailleurs extérieurs ou pas travailleurs et ensuite on disait dès qu'arrivera le printemps on les sortira pour mettre des saisonniers, oui je m'étais opposé à celui-là, par contre sur un terrain de la Teste dont la mairie est propriétaire, dire à des testerins non je ne te logerai pas parce que devant il y a des gens qui ne veulent pas ….
Quand vous êtes arrivé dans ce lotissement M Chateau vous vous êtes posé la question si les gens qui étaient derrière cela leur faisait plaisir, si les écureuils et les chevreuils étaient contents, vous êtes-vous posé la question ?

Monsieur CHATEAU :
Oui, M le maire parce que …….

Monsieur le Maire :
M Chateau on n'est pas au syndicat là on est à la mairie, moi je vais vous dire que moi je logerai les testerins à la Teste où j'ai des terrains dans de bonnes conditions, parce que le dossier vous ne le connaissez pas, on vous l'a mal vendu, nous avions pris l'engagement de laisser une bande de 50 ml sur lequel nous gardions la végétation pour justement qu'il n'y ait pas cette promiscuité, mais je vous certifie que à la Teste personne ne m'empêchera de loger les testerins.
Ce projet là il n'est pas d'actualité, vous m'avez posé la question je vous réponds mais sur ce projet on s'arrête là aujourd'hui.

Madame DELMAS :

Vous êtes revenu sur le passé, c'était quelques chalets, ce n'était pas 50 logements mais je ne suis pas contre ces logements, je ne reviens pas dessus.

Je reviens sur la délibération, document très intéressant, très complet face à une équation presque insoluble entre intensifier la production de logements sociaux tout en limitant la production de logements et avec une nécessaire obligation de mixité sociale.

En contradiction avec les injonctions de sobriété foncière liées à la loi climat et résilience en vue de l'atteinte du ZAN (zéro artificialisation nette)

Considérant en annexe du PLH la programmation relative à la Commune de la Teste de Buch il est fait état d'une surface cadastrale pour la programmation 2024/2030 de 313 000M² cela ne veut pas de 313 000M² d'extension d'urbanisation bien évidemment, une production de logements de 1311 logements dont 813 logements locatifs sociaux.

Cela représente 60 % de la programmation COBAS, bien au-dessus du poids naturel de la commune avoisinant les 40 % au sein de la COBAS.

Soit une volonté affichée forte de production de logements, mais est- ce réalisable ? je le souhaite.

Le SCOT est suspendu en raison d'hypothèses démographiques non soutenables pour les capacités du territoire, zones humides insuffisamment protégées, de l'extension de l'urbanisation, trop de consommation d'espace …

Juste une remarque que je voulais faire par rapport à ce PLH, bien évidemment que nous allons voter.

Monsieur DUCASSE :

Effectivement le travail de M Berillon est excellent c'est ce que nous pensons tous, les difficultés s'accumulent pour loger les nôtres, mais j'ai l'impression que nous n'employons pas la bonne méthode, nous avons projeté cette équation insoluble sur les années précédentes, sur les années suivantes et nous arrivons à un écart toujours grandissant entre le nombre de logements nécessaires pour pouvoir nous payer des logements sociaux.

Je ne sais pas si ce type de modification, de gentrification de notre société ne va pas à la longue poser des problèmes sociaux, culturels, nous excluons progressivement et très lentement nos jeunes, nos anciens, nos familles de leur berceau d'origine.

Mathématiquement même avec la meilleure des volontés on ne peut pas y arriver, je pense qu'il va falloir casser la machine à réfléchir, parce qu'elle est quand même ancienne et désuète cette technique qui fait que l'on construit du beau pour pouvoir se payer les logements moins chers, il faut que ça s'arrête, il faut qu'au sein des instances telles que le Sybarval, la Cobas on retourne la machine à réfléchir.

Monsieur le Maire :

Vous avez raison M Ducasse, j'apprécie votre démarche, la machine à réfléchir on l'a mise en route, le BRS est une réponse à la machine à réfléchir, ça permet à nos jeunes de rester mais le BRS on en fait pas beaucoup, sur le stade de Cazaux malheureusement vous ne nous avez pas suivi, je le regrette, les réponses elles sont là.

Bien sûr que c'est une véritable inquiétude, c'est au niveau national, nos jeunes quittent leur commune en quittant la commune comme l'a dit M Berillon, quand les adultes partent les enfants partent avec, nous c'est notre véritable réflexion, nous souhaitons les garder, mais ce n'est pas simple, on se bat, on réfléchit on a du courage et on a aussi l'inconvénient de notre avantage ; nous habitons une belle région et l'inconvénient c'est que tout le monde veut venir y habiter.

Un bien qui vaut 100 le Parisien le paye 150, celui qui habite à côté dit ma maison est plus jolie que la sienne donc moi je la vends 200 et c'est la course à l'échalote, et c'est malheureusement ce qui se passe aujourd'hui.
On lutte, on fait ce qu'il faut, je suis choqué qu'un homme de gauche aujourd'hui vote contre, moi je suis patron de votre parti, la carte je vous la déchire.

Monsieur BERILLON :
On est bien conscient des problèmes de raréfaction du foncier, M Chateau vous m'avez interpelé tout à l'heure j'ai dit quand on s'oppose à ce PLH, qui a ses imperfections, M Ducasse je comprends bien que tout est perfectible, mais s'opposer au PLH alors qu'il y a une volonté délibérée et unanime des 4 communes de la Cobas dont une qui est à gauche, ça me choque et il me semble avoir compris que vous aviez le pouvoir d'Alain Chauteau.
Discutez un peu avec lui, cela m'étonnerait qu'il vote contre.

Monsieur AMBROISE :
Juste un mot en complément de ce que disait M Ducasse : l'ancien Préfet Michel Aubouin a publié une étude d'une soixantaine de pages sur la question du logement social et il se pose un peu les mêmes questions que vous. J'ai un article du Figaro qui restitue l'essentiel de cette note et je le tiens à disposition des personnes que ça pourrait intéresser ; en tout cas on voit bien une anomalie dont fait état l'article : la France détient ¼ de tous les logements sociaux de l'Union Européenne, et malgré ça on est incapable de loger tous les gens qui demandent un logement social, c'est un problème extrêmement complexe et cette note est assez éclairante.

Monsieur le Maire :
Il y a aussi un problème dans la rotation, on a des gens qui ont 3 enfants, un appartement de 4 chambres et puis les enfants partent et ils gardent l'appartement de 4 chambres.

Madame GRONDONA :
Justement, je reviens sur la bourse d'échange de logements qui fonctionne très bien justement pour ces cas, une famille qui a besoin d'un 3 chambres, peut faire un échange de logement avec une autre personne qui habite lui tout seul dans un appartement de 3 chambres. En ce moment nous au CCAS on oriente beaucoup les personnes à se connecter sur ce site et ça fonctionne très bien, on a de très bon résultats, malheureusement on n'a pas de nouveaux logements mais ce système fonctionne très bien.

Monsieur SAGNES :
Juste réagir à la réflexion de M Chateau, je trouve que c'est un petit peu dommage que vous, comme l'a dit M le Maire, quelqu'un de gauche vote contre le PLH, c'est extrêmement regrettable et c'est d'autant plus affligeant pour moi, c'est de vous opposer à ce que l'on puisse faire des logements pour des testerins et des logements sociaux proches de chez vous, vous mélangez les intérêts communaux avec vos intérêts personnels.

Monsieur CHATEAU :
Non pas du tout je ne vote pas pour mon terrain, ce n'est pas vrai, la réponse à M le Maire quand j'ai acheté il y a 35 ans, le vendeur m'a dit il n'y aura rien derrière chez vous, cela sera une forêt….

Monsieur le Maire :
Le vendeur il est qui pour dire ça……

Monsieur CHATEAU :
Ce n'était pas vrai, j'avais été au cadastre il y avait 400 maisons en construction, ensuite moi je vote pas contre les logements sociaux, je vote contre le fait que vous ne parlez pas aux gens qui habitent autour avant de décider un projet…….

Monsieur le Maire :
Vous mélangez tout et on a parlé aux gens, la preuve que l'on a parlé ils ont monté un collectif. Là-dessus c'est clos.
On a évoqué l'école, je souhaite donner une information concernant nos fermetures de 3 classes qui nous sont imposées, il y a une classe à l'école la Farandole sur laquelle vous les avez soutenus également et je vous en remercie. Je veux vous lire un courrier car je suis intervenu auprès de la directrice de l'académie, Mme Hébrard
Il est daté du 5/04 mais on l'a reçu le 8.

Suite à nos échanges téléphoniques concernant la préparation de la rentrée scolaire 2024, j'ai pris bonne note de votre inquiétude concernant la variation potentielle des effectifs de la maternelle la Farandole.
Au regard de la baisse constante du nombre d'élèves dans cette école, une mesure de fermeture a été actée. Cependant attentive à vos arguments, j'ai annoncé en CDEN du 29/03 que la situation était placée à suivre. En effet des mesures d'ajustements sont prévues au mois de juin, et permettront de prendre en compte l'évolution des situations.

C'est ce que nous sommes en train de travailler avec la BA120, car les seuls qui peuvent nous sauver l'école c'est la BA 120, mais à ce jour ils ne connaissent pas encore les mutations qui vont arriver et le nombre d'enfants et ils vont essayer de proposer à certains militaires qui habitent sur les Landes de demander une dérogation pour venir les scolariser sur l'école de Cazaux pour nous gonfler les effectifs.
Aujourd'hui ce n'est pas une situation figée, si nous amenons des éléments favorables on sauvera cette classe. Il faut aller au charbon, sinon c'était signé pour le 29. Nous y sommes allés avec le service éducation, les cazalins, ce n'était pas une manifestation, mais un rassemblement, où ils faisaient remarquer qu'ils n'avaient pas envie de ça, et nous non plus mais force est de reconnaitre qu'effectivement quand on perd les parents âgés de 29 ans ils ne laissent pas leurs enfants de 5 ans scolarisés.

Nous passons au vote

Opposition : M. CHATEAU (Hors micro M. Chateau précise que M. Chauteau vote par procuration)
Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à la majorité.

Je signale l'arrivée de Mme Delepine

Rapporteur : M. BERILLON **DEL2024-04-143**

LANCEMENT D'UNE DÉMARCHE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE SON ORGANISATION (RSO) PAR L'OBTENTION DU LABEL LUCIE ISO 26000

Annexe : le référentiel collectivité LUCIE ISO 26000

———

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la nécessité de promouvoir le développement durable et la responsabilité sociétale au sein de notre organisation,

Vu l'avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial en date du 26 mars 2024

Considérant l'importance de répondre aux enjeux sociétaux, économiques et environnementaux de notre territoire,

Considérant la norme internationale ISO 26000 relative à la Responsabilité Sociétale des Organisations et ses principes directeurs,

Considérant la volonté d'inscrire la démarche RSO dans le cadre d'une labellisation Lucie ISO 26 000 avec l'agence indépendante LUCIE 26000,

Considérant que la mise en œuvre d'une démarche de responsabilité sociétale est un moyen pertinent pour renforcer la légitimité de nos actions et améliorer notre performance globale,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, service à la population du 06 avril 2024 de bien vouloir :

- APPROUVER le lancement d'une démarche de responsabilité sociétale au sein de notre organisation conforme à la norme ISO 26000.
- MANDATER le comité de pilotage pour élaborer un plan d'action détaillé incluant les étapes de mise en œuvre, les ressources nécessaires, les indicateurs de suivi et d'évaluation, ainsi que les modalités de communication interne et externe et le plan de formation associé.
- AUTORISER le Maire à adhérer au dispositif de l'agence Lucie ISO 26000 et de signer tous actes afférents à la démarche RSO pour un montant de 5 000 euros/an sur 4 ans,
- APPROUVER les ressources financières et humaines nécessaires à la mise en œuvre de cette démarche, dans le respect des contraintes budgétaires de la collectivité.

- SOLLICITER la participation active de l'ensemble des agents de la collectivité à cette démarche, en vue de favoriser l'appropriation et la diffusion des principes de responsabilité sociétale.
- PREVOIR la réalisation des audits et d'évaluations internes pour suivre et mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la démarche de responsabilité sociétale.
- RENDRE COMPTE de l'avancement de cette démarche et de ses impacts sur les activités de la collectivité.

Lancement d'une démarche de Responsabilité Sociétale de son Organisation (RSO) par l'obtention du label Lucie ISO 26000

Note explicative de synthèse

Le contexte :

Conscient des enjeux sociétaux, économiques et écologiques actuels et futurs, ce projet vise à engager la gouvernance de la ville de La Teste de Buch et ses équipes en interne dans une démarche globale de progrès centrée sur la Responsabilité Sociétale des organisations (RSO) pour qu'elle devienne l'ADN de la collectivité.

Elle est animée par le souhait de la durabilité de ses actions, afin de favoriser un écosystème VIVABLE, VIABLE et EQUITABLE, qu'il soit écologiquement tolérable, économiquement efficient et socialement équitable.

En agissant collectivement de manière responsable, éthique et transparente et en mesurant à terme l'impact de ses décisions, actions et activités, la Collectivité entend contribuer au développement durable, à la santé et au bien-être de ses 600 agents titulaires et contractuels et mieux prendre en compte les attentes de son écosystème (usagers internes et externes, fournisseurs, associations, etc).

Le Cadre de référence :

1972 : déclaration de Stockholm : 1er sommet mondial de la Terre

1987 : Rapport Brundtland : 1ère définition de la notion de Développement Durable

2010 : Norme ISO 26 000 : Définition des lignes directrices pour opérer de manière socialement responsable

2015 : COP 21 et les 17 ODD des nations Unies : accord universel sur le climat : baisse global des émissions de CO2 et agenda 2030 de l'ONU

2016 Loi Sapin

2019 Loi Pacte

2023 COP 28 Dubaï

2024 COP 29 Azerbaïdjan

Les valeurs de l'organisation et sa responsabilité :

3 valeurs du service public guident l'action communale :

- ***Valeurs fondamentales de la République Française : L****iberté, égalité, fraternité laïcité et intérêt général*
- ***Valeurs propre à la Fonction Publique*** *: Continuité, engagement, intégrité, légalité, loyauté, neutralité et respect*
- ***Valeurs de service*** *:Adaptabilité, efficience, qualité et réactivité*

3 types de responsabilité guident les équipes de la ville de LTDB :

- ***La responsabilité sociétale :***

La transition vers une société écologiquement soutenable et socialement juste

Le développement des droits humains et sociaux (égalité professionnelle, lutte contre les discriminations)

La création d'un dialogue social de qualité

La prévention des risques professionnels

L'écoute, la concertation, la participation et la dialogue avec les testerins

La qualité des réponses du service public apportés aux besoins

- ***La responsabilité déontologique et éthique :***

Liée au statut de la FPT, à la responsabilité administrative de la commune et à la prévention des risques comptables et financiers (gestion de fait …).

- ***La responsabilité de gestion :***

La sincérité budgétaire, l'équilibre financier, l'emploi sobre des fonds publics,

La régularité des décisions de gestion et leur transparence

La conduite maîtrisée des investissements

Le contrôle interne et des partenaires de la ville en charge d'une mission de service public

L'égalité d'accès à la commande publique

Le Projet :

Afin de s'inscrire dans une démarche de progrès, d'excellence et d'amélioration continue pour offrir des services publics de qualité à des coûts optimisés, il est proposé de traduire la volonté politique de l'autorité territoriale en s'engageant dans un label RSE/RSO sur l'ensemble de la ville en suivant la méthodologie exigeante de la norme ISO 26 000 avec le référentiel de l'agence LUCIE 2600, un label indépendant.

Le projet permet ainsi de répondre aux nouveaux défis sociaux et environnementaux venus bouleverser nos organisations ces dernières années, tout en s'inscrivant dans une démarche de transformation et d'amélioration continue du service rendu à l'usager

Cette norme vise à rendre les organisations plus responsables et plus respectueuses de l'humain et de l'environnement de sorte qu'elles aient un impact positif sur leur écosystème.

Il est à noter que la démarche de labellisation pour la ville n'intégrera pas le CCAS, compte-tenu du projet de structuration du service autonomie à mener en 2024 et 2025.

Le label LUCIE ISO 26000 propose une méthodologie exigeante et un référentiel joint en annexe qui s'articule autour de 7 Principes majeurs adaptés aux collectivités, à savoir :

1 : Mettre en place une gouvernance responsable
2 : Respecter le droit des personnes
3 : Développer des relations et conditions de travail responsables
4 : Préserver l'environnement

5 : Développer l'éthique dans les relations d'affaires
6 : Respecter les intérêts des citoyens
7 : Créer les conditions du développement local et soutenir les initiatives d'intérêt général

Ils sont ensuite déclinés en 25 principes d'action (PA) et 79 TIR (Types d'Intervention Responsable) qui sont une traduction concrète des Lignes Directrices de la norme ISO 26 000 adoptée en 2010 au niveau international.

La structuration du projet et sa méthodologie :

- ✓ **Gouvernance et équipe projet :**

Comité de Pilotage : le COPIL RSO : M. le Maire, l'élu référent RSO, le DGS, la DGA Ressources
Equipe projet RSO : Elu référent RSO, DGS, DGA Ressources + AMO (4 prestataires mis en concurrence)
Directrice du projet RSO ville : DGA Ressources
Auditeur externe indépendant (mise en concurrence de 3 prestataires) pour un diagnostic objectif de la ville sur sa politique RSO et ses engagements en la matière (étape obligatoire)
Comité de labellisation par l'agence Lucie, avec membres bénévoles et indépendants chargé de l'étude du dossier RSO de la ville, pour obtenir le Label ISO 26000 (étape obligatoire).

- ✓ **Méthodologie retenue :**

Implication de l'équipe managériale en transversalité sous 2 formes : le « CORSO » et « la revue de projet RSO » avec cooptation pour mise en place de 7 pilotes de Principes Majeurs (PM) :

- ➢ Une coopération transversale sur la RSO en s'appuyant sur le CODIR actuel en instaurant le CORSO
- ➢ Nomination de 7 pilotes de Principes (un par Principes majeurs) pour un management de la démarche en transversalité. Ils animeront les 7 groupes de travail à composer pour impliquer les agents volontaires dans la démarche
- ➢ Réseau d'ambassadeurs RSO parmi les agents à prévoir sur Semestre 2 /2025

- ✓ **<u>Définition du rétro planning (qui pourra être adapté en fonction de l'avancée du projet) :</u>**

ETAPES	DATES	ACTEURS	OBJECTIFS
1	Août 2023 à mars 2024	EN REGIE	**Définir, structurer une stratégie** RSO pertinente, sa gouvernance, son système de management et les moyens dédiés
2	Mars/avril 2024	EN REGIE + organismes de formation AMO+ CORSO + pilotes de PM	**Lancement, sensibilisation, mobilisation**, formation et communication sur la démarche RSO élus/agents/ administrés
3	Avril 2024	AMO+ CORSO + pilotes de PM	**Autoévaluation : Diagnostic initial** Identifier le contexte de l'organisation, cartographie des processus et des activités, réalisation d'un SWOT lié à la mise en œuvre de la démarche
4	Mai 2024	AMO+ CORSO + pilotes de PM AMO+ CORSO	**Autoévaluation :** **Les parties prenantes** Identifier les parties prenantes, hiérarchisation et dialogue pour établir une cartographie
5	Juin 2024	AMO+ CORSO + pilotes de PM	**Autoévaluation :** **Matrice de matérialité** Diagnostic de la maturité RSO sur la base de l'ISO 26000 par la réalisation de la matrice de matérialité qui va prioriser les enjeux et les Principes d'Action de la ville
6	Juillet 2024 à Janvier 2025	AMO + EN REGIE + 7 groupes de travail/ 7 pilotes De Principes Majeurs	**Autoévaluation : Mise en œuvre** 1/Mise en œuvre des Principes d'Action, 2/ Mettre en place les actions concrètes dans les différents domaines de la RSO suivant les 7 engagements 3/Définition et mise en œuvre des indicateurs de performance pertinents et mesurables pour évaluer la progression de la ville vers l'obtention du label 4/ assurer le suivi régulier des PA en ajustant action et communication sur l'avancement 5/ Phase documentaire suivant méthode DMR : Documentation, Moyens et Résultats qui va s'appliquer à chaque TIR
7	Février 2025	Auditeur obligatoire	**Audit initial :** 1/Contrôle de l'autoévaluation et de la

		externe (mise en concurrence)	documentation 2/Evaluation de la collectivité sur la base du référentiel 3/Interview des parties prenantes sur site 4/Exploration des pistes d'amélioration
8	Mars 2025 Avril/ Mai 205	EN REGIE + AMO AGENCE LUCIE	Préparation de l'obtention du label : **Rédaction de la prise d'engagements/ Charte** sur les PA pour présentation au comité de labellisation Envoi sur la plateforme dématérialisée, rectificatifs + consultation des usagers via les 5 conseils de quartiers (à consolider)
9	24/06/2025	Comité de labellisation	**Passage devant le comité de labellisation pour obtenir le label LUCIE 26000 validité de 4 ans**
10	En continu	EN REGIE	**Communication et reporting :** 1/Communiquer de manière transparente sur la démarche RSO et les progrès accomplis auprès des parties prenantes internes et externes 2/ Elaboration de rapports RSO périodiques pour rendre compte : aux élus, à la DG, aux agents, aux partenaires sociaux des actions menées, des résultats obtenus et des perspectives d'amélioration
11	Juin 2025/juin 2027	EN REGIE	**Mise en œuvre des 7 engagements :** 1/Suivi des principes d'actions (PA) 2 Suivi des Types d'intervention Responsable (TIR**)** **3/** Création et animation d'un réseau interne d'ambassadeurs RSO
12	Juin 2025/juin 2027	EN REGIE	**Evaluation et amélioration continue** : 1/Evaluer régulièrement l'efficacité de la démarche RSO en mesurant impacts sociaux, environnementaux et économiques 2/Identifier les axes d'amélioration et mise en œuvre actions correctives 3/ S'engager dans démarche d'amélioration continue en intégrant les RETEX et les bonnes pratiques identifiées
13	Juin 2027	Auditeur externe/ obligatoire	**Audit de suivi** pour une démarche d'amélioration continue
14	Juin 2029	Auditeur externe/ obligatoire	**Audit d'évaluation globale** pour renouvellement du label ISO 26 000

En résumé, principalement orientée sur ses modalités de fonctionnement interne, la démarche débutera par une phase d'état des lieux, réalisée de manière participative et destinée à évaluer la maturité de la collectivité dans les différents domaines visés par la norme. Ensuite elle visera à définir les Engagements RSO de la ville et ses axes de progression pour la mise en place de ses plans d'action dont la progression pourrait être mesurée par un baromètre de sa performance publique. Cela implique ensuite donc également le déploiement et le suivi dynamique d'un ensemble d'indicateurs. Ce sont toutes ces étapes, que le comité de labellisation viendra vérifier pour décerner à la Ville de La Teste de Buch, le label RSO ISO 26000 en 2025.

Les objectifs du projet:

En engageant au sein de son organisation une démarche de RSO, la Collectivité structure les multiples actions internes pré existantes (Lignes Directrices de Gestion LDG 2021/2026 Schéma directeur immobilier, schéma de sobriété énergétique, achats durables, plan numérique responsable, charte numérique, charte de lutte contre les discriminations, plan d'égalité professionnelle) et renforce la cohérence de son Projet d'administration avec le projet politique.

Les objectifs de cette démarche de progrès sont :

- De fédérer les équipes sur les enjeux de la RSO par la motivation de l'obtention exigeante d'un label en juin 2025
- De sensibiliser les équipes et nos parties prenantes aux enjeux de la RSO
- De faire monter en compétences les collaborateurs de la ville
- De permettre à notre ville d'être attractive
- De définir les Engagements RSO de la ville
- D'obtenir le label ISO 26000 gage de sérieux et de professionnalisme
- D'engager la ville de La Teste de Buche DURABLEMENT par ses actions RSO sur le long terme
- De contribuer à assurer un service public communal de qualité et durable pour les administrés
- De répondre aux aspirations des testerins par des actions et des projets animés par les valeurs de la RSO

Un plan de formation dédié :

- ✓ Sensibilisation en interne des membres du CORSO à la RSO
- ✓ Atelier management/RSO pour le CORSO
- ✓ Formation des membres du CORSO à la fresque du climat par l'élu référent RS0
- ✓ Formation des membres du CORSO sur le référentiel LUCIE ISO 26000
- ✓ Sensibilisation des élus du Conseil Municipal sur les enjeux RSO et méthodologie du projet
- ✓ Plan de sensibilisation et de formation 2024/2025 pour les agents de la ville
- ✓ Autres actions à venir en fonction de l'avancée dans la démarche en 2024/2025

Un plan de communication interne et externe approprié :

- ✓ **En Interne/ agents et élus :**

Lancement d'une rubrique RSO sur extranet à compter du 18/03/2024 : journée mondiale du recyclage
2 matinées de « l'INFO RSO » pour les agents en mai 2024 animée par Directrice du projet
Information lors des rencontres « RH hors les murs « par équipe RH
Fresques et visuels dans les locaux+ projet verdissement interne HDV S2/2024 + opération « J'adopte une plante »

- ✓ **En Externe/ Administrés/usagers/partenaires :**

Rubrique RSO à prévoir sur site internet rénové
Parties prenantes/ dialogue
Fresques RDC mairie + visuels dans la salle hiss
Réseaux sociaux professionnels : Linkedin
Article « La Teste Mag »
Réunions d'information/ maisons de quartier pour présenter la charte d'ENGAGEMENTS.

Il est donc proposé ce jour, aux élus du Conseil Municipal de délibérer :

- ❖ Pour LANCER la démarche de labellisation RSO ISO 26000 suivant la méthodologie de projet définie ci-dessus sous l'égide de l'agence LUCIE 2600, gage de sérieux et d'indépendance,
- ❖ Pour AUTORISER le maire à adhérer à l'agence LUCIE 26000
- ❖ Pour AUTORISER M. le maire à lancer l'ensemble des démarches contribuant à l'obtention du label et signer les actes afférents
- ❖ Pour METTRE en œuvre le plan de communication et de formation proposé,
- ❖ Pour MOBILISER les moyens humains et financiers, afin de favoriser les conditions de la réussite de la démarche, et l'obtention du label ISO 26000.


1
Engagement 1 :
Mettre en place une gouvernance responsable
PA 1
Intégrer la démarche RSO à la stratégie territoriale
PA 2
Garantir les conditions d'une gouvernance territoriale responsable
2
Engagement 2 :
Respecter les droits des personnes
PA 3
Respecter l'individu, sa dignité et ses droits fondamentaux
PA 4
Prévenir toute forme de discrimination et promouvoir l'égalité des chances
PA 5
Protéger les données personnelles et/ou confidentielles des parties prenantes
3
Engagement 3 :
Développer des relations et conditions de travail responsables
PA 6
Contribuer à la gestion dynamique des compétences et à la pérennisation des emplois
PA 7
Favoriser la qualité de vie au travail
PA 8
Créer les conditions du dialogue social sous toutes ses formes
PA 9
Assurer la santé et la sécurité des collaborateurs
PA 10
Développer les compétences du capital humain
PA 11
Assurer un système de rémunération équitable et transparent
4
Engagement 4 :
Préserver l'environnement
PA 12
Déployer une démarche structurée de protection de l'environnement
PA 13
Écoconcevoir l'aménagement du territoire
PA 14
Minimiser les consommations de ressources
PA 15
Limiter au maximum les pollutions et nuisances de tous types
5
Engagement 5 :
Développer l'éthique dans les relations d'affaires
PA 16
Prévenir tout acte de corruption active ou passive
PA 17
Garantir les conditions d'une concurrence loyale
PA 18
Agir en faveur de la responsabilité sociétale avec les fournisseurs
PA 19
Créer des liens durables et de confiance avec les fournisseurs
6
Engagement 6 :
Respecter les intérêts des citoyens
PA 20
Prendre en compte l'avis des citoyens dans le projet de territoire
PA 21
Garantir la sécurité des citoyens et protéger leur santé
PA 22
Développer une offre de services responsable répondant aux attentes et besoins des citoyens
PA 23
Garantir l'accès aux biens et services essentiels ou d'intérêt général
7
Engagement 7 :
Créer les conditions du développement local et soutenir les initiatives d'intérêt général
PA 24
Créer les conditions du développement socio-économique du territoire
PA 25
Soutenir les initiatives d'intérêt général et solidaires

Monsieur BERILLON :

La RSO c'est quoi, **R**esponsabilité **S**ociétale des **O**rganisations, pour celles et ceux qui travaillent dans les entreprises on parle de la RSE **R**esponsabilité **S**ociétale de l'**E**ntreprise préalablement c'était Environnemental et nous avons également fait le choix d'aller vers une démarche de labellisation, cette labellisation qui est beaucoup plus souple qu'une certification avec beaucoup de rigidité, des référentiels où il faut écrire ce que l'on fait, là ce sont des principes.
Nous travaillons avec une agence indépendante qui s'appelle Lucie et ce projet vise à obtenir la labellisation sur le fondement de la norme internationale Iso 26000.
Projet très important qui est piloté par Mélina Leterrier, nous travaillons très bien ensemble.

La RSO au départ il y avait le développement durable, il y a eu des catastrophes écologiques, il y a eu la nécessité de prendre en compte la protection de l'environnement, la nécessité d'agir pour les générations futures et le vocable a peu à peu évolué pour aller vers la RSE- RSO.
C'est la même démarche sauf que par rapport au développement durable qui est plus restreint à des notions environnementales, là on arrive à toutes les facettes de l'organisation d'une collectivité comme d'une entreprise.
Alors au départ la RSO elle est intégrée à la stratégie d'une organisation si vous lisez la presse économique vous verrez qu'aujourd'hui il y a la cotation extra financière de l'entreprise et ça c'est très important parce qu'il y a 4 axes de travail qui sont majeurs, durables pour lesquels l'organisation comme l'entreprise doit être de plus en plus exemplaire.
Le 1er axe, -agir pour l'environnement, agir pour la compensation carbone, je réduis mes émissions de CO2, je fais des économies de carburant, je prends des véhicules propres et électrique en remplacement de véhicules thermiques, j'incite au covoiturage, j'incite également à l 'amélioration de l'environnement, des sites, verdissement des bâtiments….
-Agir pour les administrés ou les clients là j'ai une démarche qui est tournée plus vers l'administré, de façon plus responsable, travailler avec lui c'est cet esprit service public qui est important.
-Agir pour les agents ou les collaborateurs, une organisation comme celle-ci ne se fait pas toute seule, la clé du succès c'est le pilotage, c'est le patron, le maire ou le président, le directeur et c'est aussi travailler avec et pour les collaborateurs par un dialogue social permanent, pour agir en matière de parité, de respect de la diversité faire en sorte que chacun soit bien au travail c'est la qualité de vie au travail, la sécurité au travail et le 4ème axe c'est agir pour le territoire, ça veut dire je suis entreprise acteur responsable sur mon territoire, je fais travailler les entreprises locales, je recours à l'économie sociale et solidaire, je suis acteur aussi des mouvements sociaux qui sont là pour protéger la santé, un évènement comme Octobre rose, le nettoyage des plages, c'est ça agir pour le territoire.
La clé du succès c'est l'engagement du maire à tout moment, à tout instant, vous verrez que si on parle de RSO ou RSE on en fait tous sans le savoir.

Afin de mettre le RSO 3 axes se sont développés, la responsabilité sociétale, vis-à-vis de la société, des collaborateurs, de nos administrés nous sommes là pour être à leur service, ensuite responsabilité déontologique et éthique, c'est toutes les règles que doivent avoir les fonctionnaires comme les agents des collectivités, lutter contre les risques de fraudes, corruption, faire attention aux conflits d'intérêts, trafic d'influence être irréprochable et puis responsabilité de gestion, quand l'adjoint aux finances prépare son budget, il est attentif aux bons usages des deniers public et qu'il n'y est pas de gaspillage, c'est ça la RSO.
C'est une démarche qui est partagée entre les différents acteurs de l'organisation mais c'est une démarche qui doit être du gagnant, gagnant, c'est comme une démarche qualité.
Quand on prend la norme Iso 26000 au départ la finalité c'est la satisfaction de nos administrés, mais en amont c'est la décision politique, du maire du comité de pilotage de la DGS de la mairie qui dit, moi je veux satisfaire les administrés et je veux mettre en place des procédures pour pouvoir bien montrer que l'on fait les choses correctement.
Il y a 7 engagements qui sont majeur :

- Mettre en place une gouvernance responsable, c'est la décision, à cette instant on est en train de l'examiner en conseil municipal, on garantit les gouvernances responsables, il y a un comité de pilotage qui a été mis en place avec un élu référent, nous sommes là pour aussi faire en sorte que ce comité de pilotage fonctionne. La Culture nous avons fait la fresque du climat

qui permet de prendre conscience de notre rôle pour pallier les risques et les inconvénients du changement climatique.

- Respecter les droits des personnes, M. le syndicaliste vous devriez y être sensible, c'est de dire, c'est le respect des principes, de parité, de respect, diversité, d'âge, de prendre en compte les différences de chacun, d'avoir un recrutement juste, le respect des devoirs de confidentialité, le respect de la protection des données. Là on applique le RGPD, ensuite développer des relations de travail juste, responsable, c'est le bien-être au travail, le bon fonctionnement du CST, la formation, le dialogue social et toutes les mesures pour veiller à la sécurité des personnes et des biens, les formations, les primes comme le CIA.
- Développer des relations et conditions de travail responsables.

- Préserver l'environnement, Mme Tilleul, plan de sobriété énergétique des bâtiments, des véhicules, économie de l'eau, travailler sur des éco gestes en éteignant les lumières, l'éclairage public, travailler sur les plans de décarbonisation, trouver des zones de séquestration du CO2, protéger les zones humides, la forêt, travailler sur des zones de circulations douces, aménagement de la voirie, lutter contre les nuisances sonores, la biodiversité, les respects de l'environnement et on travaille sur le tri sélectif des déchets pour protéger la durée de vie des équipements.

- Développer l'éthique dans les relations d'affaires, il y a la loi Sapin 2 c'est l'éthique, les relations d'affaires, risques de trafic d'intérêts, prévoir une charte d'engagement pour les relations entre la mairie et ses partenaires, si on met en place une charte RSO ça voudra dire que lorsque on contractualisera avec un partenaire ou un fournisseur il faudra que cette société puisse avoir également des règles RSE ou RSO à démontrer. Dans les appels d'offres d'aujourd'hui ça pèse pour au moins 30%.

- Respecter les intérêts des citoyens, c'est des réunions de concertation, un projet d'aménagement il fait l'objet d'une réunion de concertation, mais M le Maire y tient, c'est le dialogue direct entre M le Maire et la population pour tous les projets.

- La sécurité, M Bernard avec la police municipale, implanter de la vidéo protection et elle nous est demandés dans tous les secteurs, offrir une offre de service culturel Mme Poulain, au niveau du commerce, M Bouyroux avec Hippocampus, c'est faire en sorte que les commerçants puissent être bien accueillis et travailler sur les modes de circulation.

Créer les conditions du développement local et soutenir les initiatives d'intérêt général, je reviendrai sur le rôle d'hippocampus avec les commerçants, le marché, le concours du plus beau marché, ça rentre dans cette démarche RSO, toute les initiatives locales quand on met en place les nettoyages de plages ou de forêts, octobre rose, comme tous les évènements le long de l'année à la Teste, ça veut dire que l'on fait de la RSO dans plusieurs domaines et ce qui est important à dire c'est que chacun de ces 7 engagements est piloté par le responsable du service.
Par exemple pour les citoyens, Patricia Wehrlé elle va mettre en place des équipes dans les conseils de quartier.

Pour mettre en place cette démarche, 9 étapes, l'objectif c'est de s'auto évalué, il y a 7 principes, 25 plans d'actions associés et des travaux déclinant ces plans d'actions.
Ce n'est pas une usine à gaz, je vous ai donné des exemples, il s'agira de prendre des exemples de ce que l'on fait et de le mettre dans la petite case et ça permettra de formaliser les actions que l'on fait ou également de les compléter, l'objectif est d'être les meilleurs possibles.
A partir de là un audit indépendant qui sera choisi, qui nous dira vous êtes capable ou pas d'être au niveau de la labellisation Iso 26000, il y aura des prises d'engagements qui seront formalisées, nous prenons un engagement, nous l'écrivons et y tenons, et nous partageons.

C'est la clé de la réussite et à partir du moment où on aura démontré que l'on a obtenu des engagements on aura l'attribution de ce label et un label c'est comme une certification, il faut tenir la route, ne pas lâcher prise, il faut continuer à être au même niveau et tous les 2 ans il y a un renouvèlement du label.

Une démarche RSO qui va se décliner par un plan de communication interne aux services, Mme Leterrier a rassemblé les équipes plusieurs fois, bien se répartir les rôles, moi qui ai animé la fresque du climat, j'ai remarqué qu'ils sont tous extrêmement engagés, c'est important, ils sont entrainés. La communication vers les élus c'est ce que nous faisons en ce moment même, nous élus de la Teste nous allons partager cette démarche pour dire nous sommes très engagés et ensuite communication externe vers les administrés, les usagers, les partenaires, dire ce que l'on fait, il y aura de l'affichage, des fresques, les conseils de quartier seront animés, pour commencer on travaille en interne et on ira de plus en plus au plus près de la population.

En résumé nous faisons tous de la RSO, tous les jours, même sans le savoir !
La méthode LUCIE va nous aider à formaliser nos actions actuelles et à venir, conformément aux critères et aux sept engagements de la norme ISO 26000.
La Teste va être engagé, cette labellisation RSO il n'y a pas beaucoup de communes qui y sont, on va être la 1ère sur le Bassin et peut être une des 1ère en Gironde.
Il faudra montrer que l'on est exemplaire, que l'on veut renforcer notre performance et promouvoir nos valeurs de service public pour travailler pour le bien commun et pour revenir sur l'habitat ça y contribue aussi.

Lecture de la délibération

Monsieur le Maire :
Merci M Berillon pour cette présentation, merci aux services RH et Mme Leterrier de nous avoir proposé ça et surtout mis en place, oui nous voulons être exemplaires, oui nous voulons être sur le devant, anticiper, être à la fois innovants, audacieux, c'est pour la qualité de tout le monde, de notre ville, des gens qui y vivent, qui y travaillent. Nous avons affaire à des choses environnementales, économiques ça fait partie de ma volonté, de la volonté de tous les élus de s'approprier ça, si nous sommes les 1er à le mettre en place, tant mieux cela veut dire que nous réfléchissons.

Monsieur CHATEAU :
Je remercie M le postier Berillon d'avoir fait cette belle intervention sachez qu'aujourd'hui je suis conseiller municipal je ne suis pas délégué syndical ici, merci d'intervenir et de ne pas me citer délégué syndical, je suis conseiller municipal.

Madame DELMAS :
Merci pour cette brillante présentation c'est un beau projet, au-delà de l'approche sociétale, je suppose que vous avez fait aussi une approche économique prévisionnelle de la mise en place de cette démarche.

Monsieur le Maire :
Oui, le coût prévisionnel tout à l'heure on en a parlé, nous avons fait une approche économique pour ce que ça va permettre d'économiser, l'objectif il est là.
Aujourd'hui avec précision vous dire le coût économique, vous avez vu c'est 5000€ sur 4 ans qui sont prévus, l'objectif à la fois c'est l'aspect économique, environnemental, bien sûr c'est pour économiser. Un exemple d'économie sur lequel nous réfléchissons, c'est diminuer la flotte automobile, mettre des véhicules hybrides et non plus gasoil, mettre en place une façon de se déplacer différente avec un logiciel qui permettra à chacun de savoir qu'il va y avoir un véhicule qui part à tel endroit, c'est un exemple de réflexion que nous voulons sur notre ville avec des économies importantes à la clé en matière de fonctionnement.

Monsieur DUCASSE :
Merci à M Berillon de ce joli projet, il va engager la commune à tenir beaucoup de promesses, j'espère que cela va s'appliquer aux promesses électorales et aux programmes électoraux, cela serait merveilleux et magique que la première commune où ça se passerait, j'espère que ça contient les mêmes items, je suis content aussi de voir que vous nous promettez une communication avec les élus depuis quelque temps je trouve que c'est la presse qui informe les élus, on a découvert qu'il y avait le lancement de la saison touristique avec les élus de votre choix probablement , les élus qui représentent que 40% de la population n'étaient pas invités. On apprend également, je vous avais demandé au conseil municipal dernier d'organiser une petite communication envers les usagers sur l'état de la forêt usagère, de son avenir et j'ai appris que ça avait eu lieu, mais par la presse, mais à Arcachon et les testerins ils se brossent.

J'ai appris aussi qu'il y avait des travaux de prévention archéologique dans la cours de l'école Victor Hugo, le 2/02 je vous ai envoyé un petit mot vous demandant où en étaient les travaux de la Drac dans les fouilles, puisque ce quartier est un quartier habité depuis le XIVème ou XVème siècle, il y a toujours des tessons de bouteilles ou des squelettes à retrouver qui historiquement montrent l'importance de notre commune et la réponse le 7/02, la Drac a supervisé les travaux et on n'a rien trouvé, ce qui était du pipo.
Merci à Sud-Ouest, merci à la Dépêche du Bassin, mais peut-être qu'avec M Berillon maintenant nous aurons droit à ces informations avant que les journaux ne les diffusent dans le public.

Monsieur le Maire :
M Ducasse, oui nous ne faisons que tenir toutes nos promesses, on fera le bilan, ensuite quant aux informations, la presse elle est au courant, elle nous demande, elle s'intéresse, on vous voit très peu, quelles que soient les manifestations je ne vous aperçois pas, venez à la mairie de temps en temps et vous serez informé. Moi je n'ai pas la sensation que vous vous intéressez, à part chercher ce que vous pourriez faire pour nous empêcher de faire.
Le concours concernant le marché où on a réuni au 2ème tour plus de 7200 personnes on était mobilisé, cela a duré 2 mois, nous avez-vous passé un coup de téléphone en nous disant c'est l'intérêt de notre ville, du marché, des commerçants, on va venir avec vous travailler, jamais, vous n'êtes pas venu, on a travaillé 2 mois, la 1ère fois on a gagné ça a duré un mois et la 2ème fois ça a duré un mois aussi où on était à cheval avec Villeneuve/lot, ils ont été meilleurs, je pense que vous n'avez peut-être même pas voté pour la Teste, je ne vais pas tricher, je les ai vus, on me les a fait passer, je ne peux pas le dire, mais je n'ai pas vu vos adresses mail, vous n'avez même pas voté pour votre marché.

Monsieur DUCASSE :
On va 3 fois par semaine au marché, je ne vous y vois pas non plus, mais je n'ai voté qu'une fois et je n'ai pas vérifié si vous aviez voté, vous recommencez à déconner M le Maire.

Monsieur le Maire :
Non, c'est vous qui venez de nous reprocher à l'instant que l'on ne tenait pas nos promesses, vous avez tort et là j'ai le droit de vous répondre courtoisement, vous venez de dire le mot déconner….

Monsieur DUCASSE :
Je n'aurais pas dû peut-être dire le mot déconner mais….

Monsieur le Maire :
Vous dites mais vous regrettez après, moi je n'ai pas dit, non vous insinuez des choses c'est vérifiable puisque on fait, mais ça je l'ai vérifié que vous n'avez pas voté.

Monsieur DUCASSE :
Comment avez-vous pu vérifier, moi j'ai voté et c'est vérifiable, je vous fais grâce de certains qui ont fait semblant de voter il y a quelques années à la Cobas, vous ne pouvez pas vérifier. Les menteurs manipulateurs ils ne sont pas là où……

Monsieur le Maire :
Vous dérapez, là ce n'est pas nous, vous êtes en colère, vous prenez mal les choses mais c'est la vie, là vous êtes en train de déraper.

Monsieur DUCASSE :
Je prends mal les mensonges et les insultes M le Maire….

Monsieur le Maire :
Je ne vous ai pas insulté, vous nous avez attaqués en disant que l'on ne tenait pas nos promesses, vous avez tort, c'est vérifiable, nous tenons nos promesses.
A partir de là vous voulez développer, vous êtes vexé et une fois vexé vous avez des mots qui dérapent, attention vous l'avez fait la dernière fois, là vous dérapez encore il va falloir consulter à mon avis
.
Nous passons au vote,

Opposition : Pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à la majorité.

Rapporteur : Mme GRONDONA **DEL2024-04-144**

GÉNÉRALISATION DU TÉLÉTRAVAIL AU 1ER JUIN 2024

Vu le Code Général de la Fonction Publique

Vu le Décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique ;

Vu le Décret n°2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu la délibération n° 2021-04-133 du 13 avril 2021 portant approbation des Lignes Directrices de Gestion, applicables depuis le 1er mai 2021, et notamment le plan d'action n°1, relatif à l'organisation, les conditions de travail et la communication interne,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 03 mars 2023 pour le lancement d'une expérimentation du télétravail dans la collectivité,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 26 mars 2024 pour la généralisation du télétravail ;

Mes chers collègues,

Considérant que la transformation numérique a, en quelques années, bouleversé nos modes de vie et produit des effets importants sur le monde du travail,

Considérant que cette transformation numérique a un impact sur les formes, les conditions et l'organisation du travail et qu'elle implique de nouveaux modes de production, de collaboration, de méthodes de pensée,

Considérant que pour notre collectivité, l'enjeu n'est pas seulement de s'adapter mais aussi d'en tirer pleinement parti tant pour moderniser ses modes de fonctionnement que pour proposer aux agents de meilleures conditions d'exercice de leurs fonctions, et favoriser son attractivité,

Considérant la mise en place d'un groupe de travail sur le télétravail, les réflexions menées et les livrables créés par ce même groupe,

Considérant que les moyens techniques et informatiques de la collectivité sont compatibles avec la mise en place du télétravail,

Considérant la phase d'expérimentation qui s'est déroulée à compter du 1er juillet 2023, jusqu'à la fin du premier trimestre 2024,

Considérant les retours positifs et encourageants des agents pendant cette phase d'expérimentation,

Considérant que chaque journée de télétravail ouvre droit au versement d'une indemnité de 2,88 € par jour de télétravail, dans la limite de 253.44 € annuels.

Considérant la note de synthèse et les annexes jointes (Règlement du télétravail, guide du télétravail, dossier de demande de télétravail, bilan F3SCT),

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administrative générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- DECIDER de généraliser le télétravail et d'adopter les modalités de mise en œuvre telles qu'elles sont définies dans le règlement et le guide du télétravail joints, à compter du 1er juin 2024 ;

- AUTORISER le Maire à signer tout document afférent au déploiement de cette nouvelle modalité de travail,

- PREVOIR l'actualisation de l'indemnité forfaitaire journalière en fonction de l'évolution des textes règlementaires,

- INSCRIRE au budget les crédits correspondants.

GENERALISATION DU TELETRAVAIL
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

PJ : **règlement du télétravail, guide du télétravail, dossier de demande de télétravail et bilan pour F3SCT en annexe du présent envoi**

La Ville de La Teste de Buch compte 650 agents qui travaillent quotidiennement pour les habitants testerins. C'est le premier employeur local qui compte des métiers divers. Dans le cadre des missions réalisées par la collectivité, une présence forte des agents sur le terrain est requise.
Néanmoins, il existe des métiers qui comportent des tâches qui peuvent être télétravaillées.

Le décret n°2016-151 du 11 février 2016 modifié par le décret 2020-524 du 5 mai 2020 précise les conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la Fonction Publique Territoriale.
Le télétravail désigne « *toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication* ».

C'est pourquoi, conformément au plan d'action n°1 des Lignes Directrices de Gestion, applicables depuis le 1er mai 2021 et aux évolutions globales du monde du travail, la collectivité s'est engagé dans un déploiement du télétravail, en deux phases :

- Phase 1 expérimentation du 1er juillet 2023 au 31 mai 2024,
- Phase 2 : généralisation à partir du 1er juin 2024.

En pièce jointe, vous trouverez le règlement ainsi que le guide du télétravail

Ci-après sont précisés les enjeux, les principes et les modalités du télétravail applicables à notre collectivité.

1- Enjeux du télétravail :

En effet, ce dispositif répond à **plusieurs enjeux** :

- Il participe à la modernisation de la collectivité dans ses méthodes et son organisation du travail, en cohérence avec le plan numérique 2023 / 2026 porté par la Ville,

- Il contribue au bien-être des agents grâce à une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie privée, grâce à un environnement de travail favorisant une plus grande concentration et une plus grande autonomie, grâce à la réduction de la fatigue des temps de trajets domicile-lieu de travail. Il permet également le maintien ou le retour dans l'emploi d'une personne en situation de handicap ou confrontée à des problèmes de santé. Il développe ainsi **l'attractivité du secteur public** et de ce fait de la collectivité,

- Il a un **impact environnemental** en participant à une démarche de développement durable : limitation des déplacements pendulaires, des risques d'accidents de trajet, réduction des gaz à effets de serre. Il concourt ainsi à la réduction du bilan carbone de la collectivité, en cohérence avec les ambitions de la Ville en matière de transition écologique.

- Il innove dans les modes de travail, en promouvant **des modes de management et des pratiques de travail,** tels que le management par objectifs et par projets, qui se traduit par la confiance et la responsabilisation. Le travail peut se structurer entre les temps de collaboration sur site et les temps d'analyse, conception et études en télétravail.

- Il a un **impact sur l'égalité professionnelle** : En lien avec l'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique du 30 novembre 2018, les employeurs doivent veiller à prévenir toutes discriminations dans le choix des personnes éligibles au télétravail. Le télétravail ne doit pas introduire de disparité d'accès, d'exercice et de traitement entre les femmes et les hommes, à distance ou sur site. Tous et toutes travaillent et doivent être traités de façon identique (répartition de la charge de travail, moyens et équipements mis à disposition, missions et responsabilités confiées, traitement d'une urgence, participation active aux réunions, etc.)

  En conclusion, cette nouvelle modalité d'organisation du travail correspond pleinement aux enjeux et plans d'actions que la ville souhaite mettre en place dans le cadre de sa démarche de labellisation RSO ISO 26000.

2- Principes du télétravail :

a- Les agents concernés

Le télétravail s'applique aux fonctionnaires titulaires, stagiaires et contractuels de droit public sur un emploi permanent, présents dans la collectivité depuis au moins 6 mois, qui satisfont aux conditions d'éligibilité décrites ci-après.
Le télétravail s'applique également aux agents engagés pour un contrat de projet.

Prise en compte des agents en situations particulières :
Le télétravail était déjà identifié avant la crise comme un levier possible du maintien en emploi de certaines catégories d'agents :
- S'agissant des **femmes enceintes**, l'article 4 du décret de 2016 prévoit déjà qu'il peut être dérogé à la règle des trois jours de télétravail maximum, à la demande des agentes, après avis préalable du médecin du travail.

- S'agissant des **proches aidants** le télétravail peut constituer une mesure de prévention primaire, de nature à favoriser le maintien en emploi et qu'il permet également à l'employeur de garantir plus facilement la continuité du service public dont il a la charge.
C'est pourquoi, à la demande de l'agent concerné, et sous réserve que ses activités soient télétravaillables, l'employeur peut autoriser un proche aidant à bénéficier du télétravail au-delà des trois jours hebdomadaires fixés par le décret du 11 février 2016 modifié. Cette autorisation a une durée de trois mois, renouvelable.

-S'agissant des **agents médicalement aptes à travailler, mais dans l'impossibilité physique de se déplacer**, et sous réserve que leurs activités soient télétravaillables, l'employeur peut autoriser ces agents à bénéficier du télétravail au-delà des trois jours hebdomadaires fixés par le décret du 11 février 2016 modifié. Cette autorisation est accordée après demande de l'agent et avis favorable du médecin du travail. Elle a une durée de trois mois, renouvelable.
Par ailleurs, les apprentis et les stagiaires ne sont pas exclus a priori du télétravail et doivent être particulièrement accompagnés lorsque leur mission s'exerce en partie dans ce cadre. Leur accès au télétravail doit être organisé suivant les modalités précisées dans leur contrat d'apprentissage et sur autorisations.

b- Droits et obligations

Le télétravailleur reste soumis notamment aux règles prévues par le Code Général de la Fonction Publique.
C'est un agent comme les autres : il bénéficie des mêmes droits et les mêmes obligations que les agents exerçant leurs fonctions dans les locaux de leur employeur public, notamment en matière de droit à la déconnexion, accès aux informations syndicales, participation aux élections professionnelles, accès à la formation, temps de travail, droits à congés, protection sociale, information et accès aux aides sociales, tickets restaurant, pour bénéficier de conditions de travail et d'équipements adaptés. Il ou elle doit en outre bénéficier des mêmes entretiens professionnels avec sa hiérarchie, des mêmes mesures d'évaluation, de reconnaissance de son parcours professionnel etc... Le télétravail doit respecter l'égalité de traitement des agents en matière de promotion.

c- Contractualisation

Les conditions du télétravail sont organisées par le règlement joint en annexe. Les modalités de demande de télétravail et de traitement de la demande sont établies entre l'agent et son supérieur hiérarchique et validées par l'autorité territoriale.
Une période d'adaptation de trois mois est prévue.
Les conditions d'emploi tenant compte de la spécificité des missions du poste concerné sont précisées dans l'arrêté d'application pour l'agent titulaire ou l'avenant au contrat pour l'agent contractuel.

d- Le volontariat

Le **volontariat** est un principe essentiel dans la mise en œuvre du télétravail. Toutefois le télétravail doit aussi, de façon exceptionnelle, pouvoir être mis en œuvre à la demande de la collectivité sur le fondement des pouvoirs dont elle dispose. Il s'agit bien d'un régime distinct, en cas de circonstances exceptionnelles, afin d'assurer tant la **continuité du service public** que la protection des agents, et le cas échéant dans le cadre des plans de continuité de l'activité.

e- L'alternance entre travail sur site et télétravail

L'agent télétravailleur doit maintenir une **présence minimale de** 60% de son temps de travail en présentiel **sur site**, qui vise à garantir le **maintien des liens avec le collectif de travail**.

f- L'usage des outils numériques

Il appartient à la collectivité de fournir aux agents en télétravail placés sous son autorité, l'accès aux outils numériques nécessaires (matériel bureautique, téléphonie, accès aux serveurs professionnels, messageries et logiciels métiers) pour pouvoir exercer leur activité et communiquer avec leur supérieur hiérarchique ainsi que leur collectif de travail et les usagers, le cas échéant.

g- La réversibilité du télétravail

Hors circonstances exceptionnelles et télétravail ponctuel, lorsque la collectivité souhaite mettre fin à une autorisation de télétravail, sa décision, communiquée par écrit, doit être précédée d'un entretien et motivée au regard de l'intérêt du service.
L'agent en télétravail n'a pas pour sa part à justifier sa décision de renoncer au bénéfice d'une autorisation de télétravail.
Lorsque la collectivité ou un agent décide de mettre fin à une autorisation de télétravail, un délai de prévenance doit être respecté. Ce délai est d'un mois pendant la période d'adaptation prévue par l'autorisation de télétravail et de deux mois au-delà de cette période.

Lorsque l'interruption du télétravail est à l'initiative de la collectivité, ce délai peut être réduit en cas de nécessité de service dûment motivée, avec un entretien préalable. Lorsqu'aucune contrainte organisationnelle ne s'y oppose, il convient d'autoriser l'agent, qui demande à reprendre l'intégralité de son temps de travail en présentiel, à le faire dans un délai plus court que le délai de prévenance de deux mois prévu par le décret.

La réversibilité ne fait pas entrave à une nouvelle demande de recours au télétravail ultérieure. Les nécessités de service peuvent également justifier, sous réserve du respect d'un délai de prévenance, l'exigence d'un retour sur site pendant un jour de télétravail.

Lorsqu'un retour sur site apparaît impératif sur plusieurs jours consécutifs, il peut être procédé à une suspension provisoire de l'autorisation de télétravail. Cette suspension doit être motivée par des nécessités de service. Un agent peut également informer son supérieur hiérarchique de sa nécessité de venir sur site un jour pour lequel il bénéficie d'une autorisation de télétravail et demander à déplacer ce jour de télétravail qui lui avait été accordé.

L'employeur garantit les conditions du retour de l'agent en télétravail sur son poste de travail, avec les mêmes droit et devoirs que l'agent exerçant totalement en présentiel. En cas de nécessité ou de facilité pour l'organisation de son travail ou sa réalisation, l'agent bénéficiant d'une autorisation de télétravailler peut décider d'effectuer ses activités sur son lieu de travail et informer son supérieur hiérarchique.

3- Modalités de télétravail :

a- Critères d'éligibilité

Pour pouvoir en bénéficier, tout agent doit remplir certaines conditions d'éligibilité cumulatives telles que :
- l'éligibilité des tâches,
- l'éligibilité technique des locaux de télétravail,
- l'aptitude à télétravailler.

b- Nombres de jours de télétravail

L'agent doit choisir une formule sur les trois formules de télétravail définies par le groupe de travail à l'issue de ses travaux, réflexions et de la phase d'expérimentation.

Le nombre de jours de télétravail maximum autorisés au sein de la collectivité est :
Formule A : 1 jour fixe
Formule B : 1 jour flottant
Formule C : 1 jour fixe + 1 jour flottant

Chacune de ces formules est assortie de 10 jours par an qui pourront être attribués pour des motifs exceptionnels indépendants de la volonté de l'agent (Grèves, évènements climatiques, etc…)
Toute demande de jours flottants doit être formulée par écrit (ex. messagerie électronique) au responsable hiérarchique dans un délai de prévenance raisonnable.
L'agent autorisé à télétravailler n'est pas dans l'obligation de télétravailler sur la totalité des jours qui lui ont été attribués.
Toute journée de télétravail non prise ne peut être reportée ni cumulée sur la semaine suivante.
Un jour en présentiel est fixé au mardi afin que le Directeur puisse avoir 100% de ses collaborateurs en présentiel sur site.

c- Formalisation de la demande de télétravail

L'agent volontaire pour bénéficier de journées de télétravail doit présenter sa demande écrite (via le formulaire de demande initiale de télétravail joint en annexe et disponible sur l'Extranet) à son responsable hiérarchique.
Celui-ci étudie la demande de l'agent en tenant compte des missions télétravaillables de l'agent et de l'organisation du service en complétant la suite du formulaire de demande, et émet ou non des réserves, dans un délai raisonnable.
La demande est ensuite transmise à l'autorité territoriale, via le circuit de validation défini, pour décision.
Tout avis favorable est valable pour une durée d'un an reconductible tacitement si aucun changement de situation n'est intervenu.
Tout avis réservé du responsable hiérarchique ou refus de l'autorité territoriale doit être dûment motivé.
Les demandes de télétravail pourront être présentées au moment des deux campagnes de télétravail organisées en juin et décembre de chaque année, pour effectivité au 1er juillet et 1er janvier de chaque année.

Sauf cas exceptionnel, la demande de télétravail ne peut être modifiée entre deux campagnes.
La demande de télétravail doit être transmise par le responsable hiérarchique à la Direction des Ressources Humaines au moins un mois avant le début de la campagne.
Toute demande de jours flottants doit être formulée par écrit (ex. messagerie électronique) au responsable hiérarchique dans un délai de prévenance raisonnable.

d- <u>Temps de travail</u>

Les horaires de travail de l'agent en situation de télétravail sont établis sur des bases comparables à celle d'un travail accompli au sein de la collectivité, définis par la délibération n°2018-12-450 du Conseil Municipal du 12 décembre 2018 et selon une amplitude et des modalités horaires respectant les dispositions légales applicables (cf. dispositions du règlement du temps de travail en vigueur).
Il ne peut être demandé à l'agent de dépasser ses heures de travail, sauf dans le cadre de la réalisation d'heures complémentaires et/ou supplémentaires, à la demande expresse du supérieur hiérarchique et/ou de l'autorité territoriale.
Durant le temps de travail, l'agent est à la disposition de son employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.
Il doit donc être joignable et disponible en faveur des administrés et usagers, de ses collaborateurs et/ou de ses supérieurs hiérarchiques.
Par ailleurs, l'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail.
Si l'agent quitte son lieu de télétravail pendant ses heures de travail sans autorisation préalable de l'autorité territoriale, ce dernier pourra faire l'objet d'une procédure disciplinaire pour manquement au devoir d'obéissance hiérarchique.
L'agent peut également se voir infliger une absence de service fait pour le temps passé en dehors de son lieu de télétravail.
Durant sa pause méridienne, conformément à la règlementation du temps de travail, l'agent est autorisé à quitter son lieu de télétravail. Les jours de télétravail ouvrent droit aux tickets restaurant.
Les nécessités du service peuvent également justifier l'exigence d'un retour sur site des agents pendant un jour de télétravail.

e- <u>Equipement technique et informatique</u>

La mise en œuvre du télétravail nécessite la dotation de l'ensemble des moyens techniques dans le respect de règles de sécurité en matière informatique. Le système informatique doit pouvoir fonctionner de manière optimale et sécurisée, de même la confidentialité des données doit être préservée.

Conformément à la charte des utilisateurs du système d'information du 06/07/2020 révisée le 20/10/2021, l'agent en situation de télétravail s'engage à utiliser exclusivement le matériel informatique qui lui est confié dans le respect des règles en vigueur en matière de sécurité des systèmes d'information et de préservation du matériel.
Il doit se conformer à l'ensemble des règles en vigueur au sein de son service en matière de sécurité des systèmes d'information et en particulier aux règles relatives à la protection et à la confidentialité des données et des dossiers en les rendant inaccessibles aux tiers.
Par ailleurs, le télétravailleur s'engage à respecter la confidentialité des informations obtenues ou recueillies dans le cadre de son travail et à ne pas les utiliser à des fins personnelles.
Seul l'agent peut utiliser le matériel mis à disposition par la collectivité.
L'agent éligible au télétravail bénéficiera de l'équipement informatique suivant :
- Ordinateur portable,
- Téléphone portable professionnel, le cas échéant,
- Accès aux outils bureautiques, de messagerie et logiciels métiers utilisés habituellement sur site.

Afin de pouvoir bénéficier des opérations de support, d'entretien et de maintenance, il appartient au télétravailleur de rapporter les matériels fournis à la DINSI, sauf en cas d'impossibilité de sa part.
A l'issue de la durée d'autorisation d'exercice des fonctions en télétravail, l'agent restitue à la DINSI les matériels qui lui ont été confiés le cas échéant.

L'agent doit obligatoirement avoir été reçu par les techniciens de la DINSI avant la mise en place du télétravail et s'engage à suivre le parcours formatif proposé de prévention contre les risques liés à la cyber sécurité.

f- Lieu d'exercice du télétravail

Le télétravailleur doit préciser où sera exercé, à savoir :

- A son domicile,
- Dans un autre lieu privé,
- Dans tout lieu à usage professionnel dont les tiers-lieux qui doivent être conformes aux règles applicables à la santé et sécurité au travail.

Un agent peut bénéficier, au titre d'une même autorisation, de ces différentes possibilités.

L'acte individuel (arrêté pour les fonctionnaires ou avenant au contrat pour les agents contractuels) précise le ou les lieux où l'agent exercera ses fonctions en télétravail.

Le télétravailleur ne reçoit pas de public et ne fixe pas de rendez-vous professionnels à son domicile ou dans un autre lieu privé.

En cas de changement de domicile, l'agent doit prévenir les Ressources Humaines et remplir toutes les conditions précitées pour poursuivre le télétravail, dans les meilleurs délais.

g- Règles à respecter

- **En matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données**

Les données à caractère personnel ne peuvent être recueillies et traitées que pour un usage déterminé et légitime, correspondant aux missions de la Ville et le CCAS de La Teste de Buch.
L'agent en télétravail ne rassemble ni ne diffuse de téléchargement illicite via l'internet à l'aide des outils informatiques et téléphoniques fournis par l'employeur.

- **En matière de sécurité de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé**

L'employeur est responsable de la protection de la santé et de la sécurité professionnelles du télétravailleur. L'agent en télétravail est soumis à la même durée du travail que les agents travaillant sur site au sein de la Ville et du CCAS de La Teste de Buch.
L'article 2-1 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 précise que « les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité » et qu'elles doivent à cette fin, dans le cadre du droit à la déconnexion, faire respecter les cycles de travail de la collectivité, et, le cas échéant, les garanties minimales du temps de travail, qu'elles doivent également garantir le temps de repos, réguler la charge de travail ou encore respecter la vie privée des agents.

L'agent télétravailleur bénéficie de la même couverture accident, maladie, décès que les autres agents.

Les agents travaillant à leur domicile sont couverts pour les accidents survenus à l'occasion de l'exécution des tâches confiées par l'employeur pendant les horaires de travail. Le télétravailleur s'engage à déclarer à son chef de service et au service RH tout accident survenu lors d'une journée de télétravail. La procédure classique de traitement des accidents du travail sera ensuite observée permettant ainsi de reconnaître ou non l'imputabilité au service.

L'agent télétravailleur bénéficie de la médecine préventive dans les mêmes conditions que l'ensemble des agents.

Le poste du télétravailleur fait l'objet d'une évaluation des risques professionnels au même titre que l'ensemble des postes de travail du service. Il doit répondre aux règles de sécurité et permettre un exercice optimal du travail.

Les risques liés au poste en télétravail sont pris en compte dans le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP).

Les membres de la F3SCT peuvent se rendre au domicile du télétravailleur afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité, dans les limites du respect de la vie privée et avec l'accord de l'agent. De même, le télétravailleur peut bénéficier, à sa demande, d'un accompagnement et de conseils sur l'aménagement de son poste de travail de la part d'une personne compétente (exemple : assistant de prévention, conseiller de prévention).

h- <u>Formation aux outils informatiques</u>

Pour une utilisation optimale, chaque télétravailleur doit être en mesure d'utiliser l'ensemble des outils informatiques mis à sa disposition, et de recevoir les formations dédiées, précisée à l'article II-3-e.

i- <u>Télétravail et fonctions managériales</u>

Le télétravail modifie l'exercice de la fonction managériale sur différents aspects, qui relèvent du domaine de l'organisation du travail. Le management à distance nécessite une adaptation des pratiques managériales en fonction des missions et des spécificités.

a) Passer à un travail en mode mixte, au bureau et à distance, est l'occasion de reconsidérer certains modes de fonctionnement. Le télétravail comme le travail à distance remettent en cause certains modes de fonctionnement. Des étapes qui paraissaient évidentes semblent parfois redondantes, qu'il s'agisse de processus de décision ou d'organisation de l'activité. Une plus grande immédiateté, une simplification des processus et une plus grande fluidité sont généralement attendues. L'allègement des procédures et des chaines hiérarchiques doit être recherché. L'utilisation d'outils numériques collaboratifs (Chat, outil de gestion de projet) peut permettre de réduire le recours systématique au courrier électronique par exemple. Il appartient à l'encadrant, accompagné par son chef de service, de favoriser le dialogue avec son équipe sur les pratiques de télétravail et de faciliter l'articulation entre le télétravail et le travail sur site pour chacun des agents et au sein du collectif de travail. Le télétravail repose sur la relation de confiance entre l'encadrant et chaque agent en télétravail, qui se construit elle-même sur l'autonomie et le sens des responsabilités nécessaires au télétravail. La relation de confiance se construit aussi sur une organisation de travail concertée dont les modalités font l'objet d'un dialogue entre le personnel encadrant et les agents. Au-delà, il convient de partager avec l'équipe comment les objectifs de chacun s'intègrent dans l'objectif collectif, et de s'assurer que les moyens adéquats sont à disposition pour mener les activités individuelles et collectives.

b) L'encadrant est également un des garants du maintien du lien social entre l'agent en télétravail et son service de rattachement. Dans la limite de ses missions, l'encadrant a une responsabilité en tant qu'animateur d'un collectif et dans sa relation avec ses collaborateurs et son équipe. Chaque agent a également un rôle à jouer, en tant que membre de l'équipe et acteur de ses propres pratiques de travail, dans la limite de ses missions. Tous les aspects de l'activité de l'équipe sont concernés et doivent être adaptés pour être soutenables : l'organisation du travail de l'équipe, la charge et la répartition du travail, les processus, le suivi et le pilotage de l'activité, l'animation du collectif, la communication et la circulation de l'information, la santé et les conditions de travail de tous (encadrant et agents), ou encore les relations managériales.
Ceci constitue parfois un changement culturel important qui implique que l'organisation et le collectif de travail soient accompagnés, notamment par la sensibilisation et la formation professionnelle.
L'encadrant pourra bénéficier d'une formation aux outils de pilotage mis en place et au management du travail mixte.

j- <u>Prise en charge des coûts du télétravail et indemnisation</u>

- **Prise en charge des coûts**
  L'employeur prend en charge les coûts des matériels, logiciels, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci. L'employeur ne prend pas en charge le coût de la location d'un espace destiné au télétravail.
- **Indemnisation**

L'indemnité forfaitaire de télétravail dite *« forfait télétravail »* s'élève à 2,88 € par jour de télétravail, dans la limite de 253.44 € annuels. Le versement est trimestriel et à terme échu, soit fin mars, fin juin, fin septembre et fin décembre de chaque année.
Le forfait télétravail est versé sur la base d'un état récapitulatif visé par le chef de service, DRH et DGS chaque trimestre. L'indemnisation sera revalorisée en fonction de l'évolution des textes règlementaires.

k- Critères d'arbitrage

Si un arbitrage doit être fait entre plusieurs demandes de télétravail d'agents du même service, il est nécessaire de fixer des critères afin de rendre la décision la plus impartiale possible.
Les critères seront notamment :

- Le temps de déplacement le plus long entre le domicile et le lieu de travail,
- L'existence ou non d'un mode de garde pour les travailleurs ayant des enfants en bas âge,

L'accord des deux agents d'alterner les périodes de télétravail peut être une solution à éventuellement trouver avec le responsable de service.

l- Bilan annuel et révision

Le télétravail fait l'objet d'un bilan annuel présenté au à la Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail (F3SCT) (fiche bilan en annexe), afin de suivre le déroulement de la mise en place généralisée du télétravail et éventuellement suggérer des améliorations, analyser les indicateurs d'évaluation du dispositif, participer à l'élaboration du bilan du déploiement généralisé.

A cette occasion, le règlement pourra être adapté si nécessaire en fonction, soit de l'évolution réglementaire, soit de l'évolution de l'activité de la collectivité.

Dans une telle hypothèse, toute adaptation sera formalisée par une décision de l'organe délibérant, après avis du Comité Social Territorial.

La délibération a donc pour objet de :

- DECIDER de généraliser le télétravail et d'adopter les modalités de mise en œuvre telles que proposées, à compter du 1er juin 2024 ;
- AUTORISER le Maire à signer tout document en lien avec le télétravail,
- INSCRIRE au budget les crédits correspondants.

Monsieur le Maire
Merci Mme Grondona

Madame GRONDONA :
J'ai préparé une synthèse : la mise en place du télétravail nécessite une dotation de moyens techniques et suite à la phase d'expérimentation qui a débuté le 01/06/2023 60 agents ont choisi le télétravail au sein de la ville et du CCAS.
En retour les agents concernés sont pleinement satisfaits des conditions et de ces modalités de mise en œuvre. A partir du 01/06/2024 une deuxième phase proposera une généralisation du télétravail à tous les agents. Néanmoins il existe des métiers qui comportent des tâches qui ne peuvent pas être télétravaillées. Dans le cadre des missions réalisées par la collectivité une présence forte des agents sur le terrain est requise. Cette nouvelle organisation de travail permettra aux agents de la ville et du CCAS de bénéficier des meilleures conditions de travail et de diminuer fortement le trajet domicile-lieu de travail.
Cette nouvelle modalité de travail correspond pleinement aux enjeux et aux plans d'actions de la ville qui souhaite mettre en place une démarche de labellisation RSO comme vient d'expliquer M Berillon.

Monsieur MAISONNAVE :
Le choix de mettre en place un tel projet demande une bonne compréhension des enjeux, des risques et des opportunités. Ce changement organisationnel doit s'intégrer aux projets de la collectivité ainsi qu'aux contraintes liées à l'activité. Principalement approprié aux agents travaillant dans les services administratifs, le déploiement du télétravail permet d'améliorer le bien-être au travail des agents territoriaux, contribue à réduire l'absentéisme du fait d'une fatigue et d'un stress moins importants tout en permettant de faire moins de déplacements.

Malgré ces avantages, le télétravail présente également des défis pour la collectivité, notamment en matière de sécurité des données et de management à distance. La sécurisation des échanges et la protection des données deviennent cruciales dans un contexte où les frontières entre le professionnel et le privé sont plus floues. De plus, les managers doivent s'adapter à un suivi à distance de leurs équipes, ce qui requiert un ajustement des compétences managériales et de la communication.

Le sentiment d'isolement lié au télétravail comme l'absence d'échanges et d'émulation entre collègues, le manque de socialisation ou la monotonie des tâches peuvent aboutir à la démotivation dans le travail ou au contraire au surinvestissement et au risque de burn-out, d'où l'importance d'aborder ces risques psychosociaux avec les salariés qui n'ont pas l'habitude de gérer le travail à distance et de préserver le lien social.

Au-delà de ces remarques, la perception du télétravail est très positive, le télétravail s'est installé dans les pratiques et nous trouvons cette démarche hybride intéressante, nous voterons cette délibération.

Monsieur le Maire

Nous passons au vote,

Opposition : Pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à la majorité

Rapporteur : M. SAGNES **DEL2024-04-145**

Adaptation du Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les agents de la ville à compter du 1er mai 2024 suite aux observations de la Préfecture

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L712-1, L714-4 et L714-10,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 et notamment son article 1 alinéa 1,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents de l'Etat,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les délibérations n° 2017-12-464 du 12 décembre 2017 et n° 2020-07-180 du 16 juillet 2020 relatives à l'instauration et à la modification du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) pour la partie IFSE : Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise,

Vu la délibération DEL 2018-12-451 du 12 décembre 2018 portant mise en place d'IFSE régie dans le cadre du RIFSEEP,

Vu la délibération DEL 2021-11-562 du 18 novembre 2021 portant instauration et déploiement du Complément Indemnitaire Annuel (CIA),

Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 avril 2021 portant approbation des Lignes Directrice de Gestion ville et CCAS La Teste de Buch 2021/2026,

Vu la délibération n°DEL 2023-12 12-638a du 13 décembre 2023 portant sur le RIFSEEP,
Vu le courrier du comptable assignataire du 17 octobre 2023 indiquant que la Prime de Fin d'Année (PFA) telle que versée est désormais sans base légale et invitant la collectivité à délibérer sur son RIFSEEP avant fin 2023.

Vu l'avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial en date du 4 décembre 2023 relatif à l'adaptation du RIFSEEP pour les agents de la ville et du CCAS à compter du 1er janvier 2024,

Vu le courrier de la Préfecture de la Gironde en date du 23 février 2024,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date 26 mars 2024 relatif à l'adaptation du RIFSEEP

Vu l'avis de la commission administration générale des relations humaines, finances et budgets, services à la population du 4 avril 2024,

Considérant que ce déploiement s'inscrit dans le cadre du plan d'action n°3 des Lignes Directrices de Gestion (LDG) entrées en vigueur à compter du 1er mai 2021 et dans le cadre de la démarche Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO) visant une politique inclusive des agents.

Considérant les observations du contrôle de légalité de la préfecture en date du 23 février 2024 relative à la délibération n°DEL 2023-12 12-638a du 13 décembre 2023 portant sur le RIFSEEP, il convient d'adopter quatre modifications, les autres articles demeurent inchangés.

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attributiondes primes et indemnités,

Article I : BENEFICIAIRES DU RIFSEEP :

Les agents contractuels de droit public recrutés en tant que vacataire et ceux recrutés sur un emploi non permanent sont désormais inclus dans le dispositif.

Le reste de l'article reste Inchangé

Article II : MISE EN PLACE DE L'IFSE :

Inchangé

Article III : PERIODICITE ET MODALITES DE VERSEMENT DE L'IFSE

Inchangé

Article IV : MODULATIONS INDIVIDUELLES CONCERNANT L'IFSE :

Inchangé

Article V : MODULATIONS INDIVIDUELLES CONCERNANT L'IFSE POUR SUJETIONS SPECIALES

Inchangé

Article VI : ADAPTATION DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

ARTICLE VI-1 : CADRE GENERAL :

Inchangé

ARTICLE VI-2 : CONDITIONS DE VERSEMENT :

Cet article conditionnait le bénéfice du complément indemnitaire annuel CIA aux contractuels justifiant d'une durée minimum de service de 12 mois. Ce délai est réduit à 6 mois.

Cet article excluait du bénéfice du CIA les agents placés en congés de maladie ordinaire plus de 90 jours sur l'année de référence ce délai est porté à 180 jours.

Cet article excluait du bénéfice du CIA des agents ayant utilisé des jours de CET sous forme de congé. Cette phrase est supprimée.

Le reste de l'article reste inchangé

***ARTICLE VI-3 :* Les critères d'attribution du CIA :**

Inchangé

***ARTICLE VI-4 :* Les montants maximaux du CIA au sein de la ville :**

Inchangé

Ayant entendu cet exposé, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024, de bien vouloir :

- **ADOPTER** la modification de la délibération n°DEL 2023-12 12-638a du 13 décembre 2023 portant sur le RIFSEEP, telle que décrite ci-dessus, à compter du 1er mai 2024.

- **CONSERVER** les délibérations n°2017-12-464 du 12 décembre 2017 et n°2020-07-180 du 16 juillet 2020 et la délibération 2021-11-562 du 18 novembre 2021 portant instauration et déploiement du Complément Indemnitaire Annuel (CIA), et la délibération n°DEL 2023-12-638a du 13 décembre 2023 modifiée portant sur le RIFSEEP, et celles relatives à l'instauration du régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) pour la partie IFSE, ainsi que toutes les délibérations antérieures portant sur le régime indemnitaire portant sur cet objet.

- **INSCRIRE** les crédits nécessaires aux budgets de la commune.

Adaptation du Régime Indemnitaire Adaptations du Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les agents de la ville à compter du 1er mai 2024.

Note explicative de synthèse

En date du 23 février 2024 les services du contrôle de légalité ont émis des observations relatives à la délibération n°DEL 2023-12 12-638a du 13 décembre 2023 portant sur le RIFSEEP,

Le Maire propose de prendre en compte ces observations par une proposition de modifications qui vont vers une intégration d'agents auparavant exclus du régime indemnitaire versé par la ville de La Teste de Buch. Les autres articles de la délibération précitée demeurent inchangés à compter du 1er mai 2024.

L'ensemble des éléments a été présenté lors du Comité Social Territorial du 26 mars 2024 aux partenaires sociaux.

PRÉFET
DE LA GIRONDE
Liberté
Égalité
Fraternité

Le Sous-Préfet d'Arcachon

à

Monsieur le maire de La Teste-de-Buch

Arcachon, le 23 FEV. 2024

Cindy VIRIN
Agent chargé du contrôlé de légalité

LRAR n° : 1A 180 261 76814
Objet : RIFSEEP.
Référence : Délibération n° DEL 2023-12-638a du 13 décembre 2023.

Vous m'avez télétransmis le 26 décembre 2023, la délibération citée en référence relative au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Cet acte appelle des observations.

L'article 1 de la délibération du 13 décembre 2023 exclut du bénéfice du RIFSEEP les agents contractuels de droit public recrutés en tant que vacataires et ceux recrutés sur un emploi non permanent. L'article VI-2 conditionne quant à lui le bénéfice du complément indemnitaire annuel (CIA) aux contractuels justifiant d'une durée minimum de service de 12 mois.

Force est de constater que de telles exclusions sont opérées, sans référence au cadre d'emploi ou groupe de fonction, à tous les agents contractuels de droit public recrutés sur un emploi non permanent ou en tant que vacataires, sans corrélation avec les fonctions réellement exercées ou l'expertise de l'agent. Elles ne correspondent donc pas, d'une part, à l'objectif du RIFSEEP - qui vise à valoriser les fonctions exercées, l'expérience acquise, la manière de servir et l'engagement professionnel, ainsi qu'à compenser les éventuelles sujétions du poste. D'autre part, elle entraîne une rupture d'égalité entre les agents recrutés par contrat sur un emploi permanent ou les vacataires et les autres agents contractuels de droit public, sans que ne soit justifiée une différence de leur situation (CJUE, 20 juin 2019, C-72/ 18).

En ce sens , le tribunal administratif de Nantes a récemment considéré qu'une différence de régime indemnitaire fondée uniquement sur la durée du contrat sans lien avec les missions, qualifications et expériences professionnelles était contraire au principe d'égalité de traitement (TA Nantes, 2 juin 2022, n° 2106895).

Dans ces conditions, l'exclusion des agents contractuels recrutés sur un emploi non permanent et des vacataires est irrégulière.

Tél : 05 56 90 63 35
Mél : cindy.virin@gironde.gouv.fr

.../...

L'article VI -2 exclut également du bénéfice du CIA les agents placés en congés de maladie ordinaire pendant plus de 90 jours sur l'année de référence.

Cette prime a vocation à être attribuée aux agents qui ont effectivement exercés leurs fonctions pendant un temps suffisant au cours de l'année de référence pour que l'autorité hiérarchique soit à même d'évaluer leur engagement professionnel et leur manière de servir. La CAA de Bordeaux a admis la possibilité de supprimer une part du CIA relative à l'entretien professionnel pour les agents absents pendant plus de six mois (CAA Bordeaux, 21 décembre 2022, n° 20BX03082). Or, dans le cas d'espèce, il ne peut être sérieusement soutenu qu'il serait impossible d'évaluer l'engagement professionnel et la manière de servir de tous les agents affectés depuis moins d'un an ou ayant comptabilisés des congés maladies ordinaire d'une durée supérieure à 90 jours sur l'année de référence pour justifier l'exclusion totale bu bénéfice du CIA.

Dès lors, l'exclusion des agents placés en congé maladie ordinaire pendant plus de 90 jours sur la période de référence – sans lien avec l'appréciation de la manière de servir et l'engagement professionnel – crée une rupture d'égalité entre les agents et est irrégulière.

J'ajoute que la subordination complète de l'octroi du CIA à une durée de présence tend à sa confusion avec une prime de présentéisme, qui n'existe pas dans la fonction publique d'État et qui ne peut donc être attribuée aux agents de la fonction publique territoriale, en application du principe de parité (CAA Versailles, 31 août 2020, n° 18VE04033).

Par ailleurs, aux termes de l'article 8 du décret n°2004-878 du 26 août 2004 : « *Les congés pris au titre du compte épargne-temps sont assimilés à une période d'activité et sont rémunérés en tant que telle. (...) Il conserve également la rémunération qui était la sienne avant l'octroi de ce congé.* »

En méconnaissance des dispositions de précitées, l'article VI-2 prévoit que ne sont pas éligibles au CIA les agents ayant bénéficié de plus de deux mois de congés suite à l'utilisation de leur CET.

J'ajoute que l'article 10 de ce décret dispose : « *L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, après consultation du comité social territorial, détermine, dans le respect de l'intérêt du service, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps ainsi que les modalités de son utilisation par l'agent. / Tout refus opposé à une demande de congés au titre du compte épargne-temps doit être motivé. (...)* ».

De plus, il résulte des dispositions combinées des articles 3 et 4 du décret n°2004-878 du 26 août 2004 et de l'article 3 du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 que les jours accumulés sur un compte épargne temps (CET) sont pris sous forme de congé après accord de l'autorité territoriale, compte tenu des fractionnements et échelonnements de congés que l'intérêt du service peut rendre nécessaires.

Si l'exclusion du bénéfice du CIA des agents ayant utilisé des jours de CET sous forme de congé est irrégulière, les conditions d'utilisation des jours de CET sous forme de congé doivent, en revanche, être définies par le conseil municipal et faire l'objet d'un accord préalable de l'autorité territoriale.

Pour l'ensemble de ces motifs, vous voudrez bien faire procéder à l'abrogation de la délibération n° DEL 2023-12-638a du 13 décembre 2023, qui en l'état est irrégulière et proposer, après avis du conseil social territorial, l'adoption d'une nouvelle délibération relative au RIFSEEP.

Tél : 05 56 90 63 35
Mél : cindy.virin@gironde.gouv.fr

Ce courrier s'analyse comme un recours gracieux qui a pour effet d'interrompre les délais de recours contentieux prévus à l'article L. 2131-6 du code général des collectivités territoriales. Une copie en sera transmise au trésorier de votre collectivité.

Bien à vous,

Le Sous-Préfet,

Ronan LEAUSTIC

Tél : 05 56 90 63 35
Mél : cindy.virin@gironde.gouv.fr

Monsieur le Maire
Merci M Sagnes,

Monsieur MAISONNAVE :
Le 23 février dernier, la ville a reçu un courrier du contrôle de légalité demandant à l'exécutif de revoir les termes de la délibération du 13 décembre dernier relatif au régime indemnitaire applicable aux agents de la collectivité,
Les remarques du Sous-Préfet portent sur l'exclusion du dispositif CIA des contractuels vacataires et non permanents, des agents placés en congé de maladie ordinaire pendant plus de 90 jours sur l'année de référence et des agents ayant utilisé des jours de CET sous forme de congés.
Ce que je trouve dérangeant, les contractuels non permanents, contrats les plus précaires de la collectivité, déjà mis à l'écart des titres-restaurant pour des raisons qui nous échappent encore, ces contractuels ont été mis une fois de plus à la marge en étant écartés du versement de cette prime.
Même si le versement du CIA reste facultatif, cette prime est liée à l'évaluation professionnelle concerne tous les agents de la collectivité, le Comité Social Territorial composé de représentants du personnel et de représentants de la collectivité, instance, aurait dû être plus regardante sur ce sujet.
Nous voterons cette délibération rectifiant la précédente sur les recommandations du contrôle de légalité.

Monsieur SAGNES :
Je crois que c'est la loi, je vous invite à regarder le texte de loi et c'est la loi de les exclure

Monsieur le Maire
Le CIA qui n'existait pas, c'est une prime au mérite, on mérite quand on travaille, on mérite moins quand on travaille moins, hormis les gens qui sont en maladie de longue durée, mais quand quelqu'un commence à avoir 3 mois de travail dans l'année, il a moins de mérite que celui qui travaille les 12 mois, c'est le 1er élément, ensuite nous avions instauré qu'il fallait 12 mois d'activité pleine dans notre commune pour obtenir le CIA, on pensait que c'était normal, on se fait retoquer là-dessus soit, c'est la loi.
Le CIA c'est au mérite, et nous les gens méritants on les récompense, soit, on en a pris acte, on modifie.

Monsieur SAGNES :
Il convient de souligner que la mise en place du RIFSEEP nécessite une démarche rigoureuse de la part de la collectivité, notamment en termes d'évaluation des postes et d'accompagnement des agents dans cette transition. De plus le RIFSEEP doit être intégré dans une politique globale de gestion des ressources humaines, visant à favoriser le développement professionnel et le bien-être des agents.
Le Rifseep représente un outil de gestion indispensable pour moderniser et optimiser le RI des agents communaux de la ville de la Teste de Buch, sa mise en œuvre requiert une attention particulière afin de garantir son efficacité, sa pertinence au sein de la collectivité.

Monsieur le Maire

Nous passons au vote,

Opposition : Pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à la majorité

Rapporteur : M. PASTOUREAU **DEL2024-04-146**

ADAPTATION DU RÉGIME INDEMNITAIRE DES ASSISTANTES MATERNELLES PAR LA MISE EN PLACE D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE ANNUELLE

Mes chers collègues**,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles 712-1 714-4 et L714-10,
Vu le code de la famille et de l'aide sociale ;
Vu le code du travail ;
Vu la loi n° 2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistants maternels et aux assistants familiaux
Vu la décision du Conseil d'Etat 9/8 ssr du 20 mars 1996, ville Nanterre req n° 103325
Vu le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la Fonction publique territoriale
Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire dans les collectivités territoriales
Vu le décret n°94-909 du 14 octobre 1994 relatif aux assistants maternels et assistantes maternelles employés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics
Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,
Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,
Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
Vu les délibérations n° 2017-12-464 du 12 décembre 2017 et n°2020-07-180 du 16 juillet 2020 relatives à l'instauration et à la modification du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) pour la partie IFSE : Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise,
Vu la délibération DEL 2018-12-451 du 12 décembre 2018 portant mise en place d'IFSE régie dans le cadre du RIFSEEP,
Vu la délibération DEL 2021-11-562 du 18 novembre 2021 portant instauration et déploiement du Complément Indemnitaire Annuel (CIA),
Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 avril 2021 portant approbation des Lignes Directrice de Gestion ville de La Teste de Buch 2021/2026,
Vu la délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2023 portant adaptation du RIFSEEP, ne s'appliquant pas aux assistantes maternelles,
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 6 décembre 2023 relatif à l'adaptation du RIFSEEP pour les agents de la ville,

Vu le courrier du comptable assignataire du 17/10/2023 indiquant que la Prime de Fin d'Année (PFA) telle que versée est désormais sans base légale et invitant la collectivité à délibérer sur son RIFSEEP,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date 26 mars 2024 relatif à l'adaptation du régime indemnitaire et la création d'une prime exceptionnelle pour les assistantes maternelles,

Considérant que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) exclut les assistantes maternelles,

Considérant que ce déploiement s'inscrit dans le cadre du plan d'action n°3 des Lignes Directrices de Gestion (LDG) entrées en vigueur à compter du 1er mai 2021,

Considérant que la collectivité souhaite par ce dispositif favoriser l'implication des assistantes maternelles en valorisant : l'engagement professionnel et la manière de servir ;

Considérant qu'il revient à l'assemblée délibérante, après avis du Comité Social Territorial, de mettre en place un complément de traitement et de l'attribuer sous forme de prime exceptionnelle annuelle de 880 euros, aux assistantes maternelles de la ville.

Considérant qu'aux termes de l'article 125-3 du code de la famille et de l'aide sociale, issu de la loi du 17 mai 1977, relatif aux assistantes maternelles : "S'appliquent aux assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit public les articles suivants du livre VII, titre VII, chapitre III du code du travail : L.773-3, L.773-4, L.773-5, L.773-6, L.773-7, L.773-10 ... " ; qu'aux termes de l'article L.773-3 de ce code : " les personnes visées au présent chapitre perçoivent une rémunération dont le montant minimal par enfant présent et par unité de temps est déterminé par décret en référence au salaire minimum interprofessionnel de croissance ... ;

Considérant que ces dispositions, qui instituent un minimum de rémunération, n'interdisent pas à l'employeur d'attribuer aux assistantes maternelles une rémunération plus élevée, y compris sous forme de complément de traitement ;

Considérant qu'à compter du 1er mai 2024 et sans rétroactivité, le régime de cette prime exceptionnelle sera pris en compte, de la façon suivante, au regard des cas d'éloignement du service ainsi les assistantes maternelles en congé longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie, conge sans traitement pour raison de santé :

<u>En activité</u> :	**<u>Conditions</u>** :	**<u>Agents éligibles</u> :**	**<u>Agents non éligibles</u>**
Considérant que les conditions d'éligibilité sont les suivantes : Cette prime sera versée au mois de novembre de chaque année dans son intégralité Dans les cas de congés annuels, de congés RTT, de congés exceptionnels, d'autorisations spéciales d'absences prévues au règlement intérieur du service, d'absence pour formation professionnelle, d'accidents imputables au service, de congés paternité, d'adoption, de maternité et de maladie professionnelle, une décote au prorata identique au temps partiel thérapeutique sera appliquée aux agents.	Au 1er novembre de l'année N : Etre en position de travail effectif	Agents en position de travail effectif au 1er novembre de l'année N Agents en grave maladie dont la durée cumulée d'absence est inférieure à 6 mois jours sur période de référence du 1er novembre de l'année N-1 au 1er novembre de l'année N Agent en congé de maternité ou d'adoption, Agent en congé de paternité, Agent en congé de proche aidant, Agent en arrêt suite accident de travail ou maladie professionnelle	Au 1er novembre de l'année N : Agents partis en retraite, congé sans traitement, mutation, Agents contractuels dans une autre collectivité ou entreprise Agent mis à disposition d'une personne morale de droit privé ou de droit public Agent en congé de grave maladie et en congé de maladie ordinaire dont la durée d'indisponibilité physique cumulée est supérieure à 6 mois sur la période de référence du 1er novembre de l'année N-1 au 1er novembre de l'année N de plus de 6 mois
JURIDIQUE	**<u>Conditions</u>**: Etre assistante maternelle sur cdd d'au moins six mois à la ville.	**<u>Agents éligibles</u>** : Contractuels	**<u>Agents non éligibles</u>** :

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024, de bien vouloir :

- **DECIDER** d'instituer le complément indemnitaire en adoptant le régime indemnitaire, sous forme d'une prime annuelle de 880 euros brut à compter du 1er mai 2024 pour les assistantes maternelles aux conditions susvisées.

- **DECIDER** que le mode de versement est unique et s'effectue à l'issue de la période de référence prévue pour les assistantes maternelles au mois de novembre de chaque année.

- **DECIDER** que l'attribution de la prime fait l'objet d'un arrêté individuel notifié à chaque agent du service,

- **D'AUTORISER** le Maire à signer les actes et documents afférents.

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

ADAPTATION DU RÉGIME INDEMNITAIRE DES ASSISTANTES MATERNELLES PAR LA MISE EN PLACE D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE ANNUELLE
Note explicative de synthèse

_____

1/ Rappel du contexte et du cadre réglementaire :

A titre liminaire, il est utile de rappeler que le régime indemnitaire des agents de la Ville a fait l'objet de délibérations successives, depuis les lois Deferre de 1982 relative à la décentralisation. Dans le cadre des textes réglementaires, elles visaient à préciser pour les agents de la Ville, les dispositifs de régime indemnitaire individuel qui viennent s'ajouter, sur décision de l'organe délibérant, au traitement de base des agents (fixé par les grilles indiciaires de chaque cadre d'emploi). Ce régime individuel a été profondément refondu par les 4 délibérations de 2017,2018,2020 et 2021 qui furent prises pour instaurer et décliner le nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Suggestions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel (RIFSEEP) instauré le 1er janvier 2018.

A côté de ce dispositif depuis 1977, ayant délibéré en ce sens, la ville verse de façon continue une Prime de Fin d'Année (PFA) de 880€ brut, chaque mois de novembre, aux agents titulaires et contractuels au titre des « avantages collectivement acquis « (article 111 de la loi statutaire de 1984). Ce dispositif pouvait continuer à perdurer uniquement, s'il était repris et délibéré lors de l'instauration du nouveau RIFSEEP en 2018, condition strictement obligatoire qui conditionnait sa survie.

Or les assistantes maternelles sont exclues du RIFSEEP

2/ La problématique :

En 2018, la délibération sur le RIFSEEP a omis de reprendre cet avantage collectivement acquis, privant la PFA de base légale et faisant « tomber cet avantage de 880€ » pour ses agents.

Malgré de nombreux échanges entre nos services et un rendez-vous en présentiel en date du 6 septembre 2023, la demande de maintien de la PFA n'a pas reçu de suite favorable.

En effet, le comptable assignataire nous a informé par lettre du 23/10/2023 qu'à compter de cette année, il est fondé à suspendre le paiement de la PFA, et qu'il ne versera dorénavant plus la PFA aux agents.

3/ La solution proposée : une nouvelle délibération adaptant le régime indemnitaire des assistantes maternelles existant basée sur l'article 125-3 du code de la famille et de l'aide sociale issue de la loi du 17 mai 1977 et l'article L 773-3 de ce code relative aux assistantes maternelles ainsi que la décision du Conseil d'Etat 20 mars 1996 ville Nanterre req n° 103325

Il est proposé à l'assemblée délibérante, après avis du Comité Social Territorial, de mettre en place un complément de traitement et de l'attribuer sous forme de prime exceptionnelle annuelle de 880 euros, aux assistantes maternelles de la ville.

En effet aux termes de l'article 125-3 du code de la famille et de l'aide sociale, issu de la loi du 17 mai 1977, relative aux assistantes maternelles : "S'appliquent aux assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit public les articles suivants du livre VII, titre VII, chapitre III du code du travail : L.773-3, L.773-4, L.773-5, L.773-6, L.773-7, L.773-10 ... " ; qu'aux termes de l'article L.773-3 de ce code : " les personnes visées au présent chapitre perçoivent une rémunération dont le montant minimal par enfant présent et par unité de temps est déterminé par décret en référence au salaire minimum interprofessionnel de croissance ... ;

De plus ces dispositions, qui instituent un minimum de rémunération, n'interdisent pas à l'employeur d'attribuer aux assistantes maternelles une rémunération plus élevée, y compris sous forme de complément de traitement ;

Compte tenu de tous ces éléments de faits et de droit, il appartient au Conseil Municipal du 11 avril 2024 de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution de cette prime exceptionnelle.

Ayant entendu cet exposé, il est proposé au Conseil Municipal de :

- **DECIDER** d'instituer le complément indemnitaire sous forme d'une prime annuelle de 880 euros brut à compter du 1er mai 2024 pour les assistantes maternelles aux conditions susvisées.
- **DECIDER** que le mode de versement est unique et s'effectue à l'issue de la période de référence prévue pour les assistantes maternelles au mois de novembre de chaque année.
- **DECIDER** que l'attribution de la prime fait l'objet d'un arrêté individuel notifié à chaque agent du service,
- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Monsieur le Maire :
Merci M Pastoureau,

Monsieur CHATEAU :
Dans votre délibération vous marquez à compter du 1er mai sans rétroactivité, je trouve ça dommage, on aurait pu faire une rétroactivité d'un an, c'est des gens qui ne sont pas beaucoup payés.

Monsieur le Maire :
Au lieu de nous dire c'est bien vous le faites, vous dites, ce n'est pas bien……

Monsieur CHATEAU :
Oui c'est bien mais on aurait pu enlever le terme…….

Monsieur le Maire

Nous passons au vote,

Opposition : Pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERNARD **DEL2024-04-147**

ADAPTATION DU RÉGIME INDEMNITAIRE POUR LES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE MISE EN PLACE DE LA PRIME D'INTÉRESSEMENT A LA PERFORMANCE COLLECTIVE DES SERVICES (PIPCS)

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la FP et notamment ses articles 712-1 714-4,

Vu le Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 et notamment son article 1 alinéa 1,

Vu le Décret n° 2012-624 du 3 mai 2012 pris en application de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics

Vu le Décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

Vu le Décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le Décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

Vu la Circulaire du 22 octobre 2012 intb1235383C relative à la mise en place d'une prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics,

Vu la Circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les Délibérations n° 2017-12-464 du 12 décembre 2017 et n°2020-07-180 du 16 juillet 2020 relatives à l'instauration et à la modification du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) pour la partie IFSE : Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise,

Vu la Délibération DEL 2018-12-451 du 12 décembre 2018 portant mise en place d'IFSE régie dans le cadre du RIFSEEP,

Vu la délibération portant sur les Lignes Directrices de Gestion du 13 avril 2021 mises en œuvre au 1er mai 2021,
Vu la Délibération DEL 2021-11-562 du 18 novembre 2021 portant instauration et déploiement du Complément Indemnitaire Annuel (CIA),

Vu la Délibération DEL 2023-12 638 du Conseil municipal du 13 décembre 2023 portant adaptation du RIFSEEP,

Vu le courrier du comptable assignataire du 17/10/2023 indiquant que la Prime de Fin d'Année (PFA) telle que versée est désormais sans base légale et invitant la collectivité à délibérer sur son RIFSEEP,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 6 décembre 2023 relatif à l'adaptation du RIFSEEP pour les agents de la ville et du CCAS,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date 26 mars 2024 relatif à l'adaptation du RIFSEEP pour les agents de la filière police de la ville et la mise en place de la Prime d'Intéressement à la Performance Collective des Services (PIPCS),

Considérant que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) qui se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu, n'est pas prévu pour les agents de la filière police municipale,

Considérant qu'il convient d'actualiser les différents cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale pour la définition des régimes indemnitaires servis aux agents territoriaux au regard des équivalences avec la fonction publique de l'Etat,

Considérant que ce déploiement s'inscrit dans le cadre du plan d'action n° 3 des Lignes Directrices de Gestion (LDG) entrées en vigueur à compter du 1er mai 2021,

Considérant que la collectivité souhaite par ce dispositif favoriser l'implication des agents de la filière de la police municipale en valorisant la valeur professionnelle, l'engagement professionnel, la manière de servir et les capacités d'encadrement ou d'expertise,

Considérant qu'il revient à l'assemblée délibérante, après avis du Comité Social Territorial, de décider de mettre en place cette prime, dans ce cas, cibler le ou les services ou groupes de services concernés, établir pour chaque service concerné les objectifs à remplir (par le service) sur une période de six ou douze mois consécutifs, fixer pour chacun d'eux les conditions d'évaluation de la performance collective à travers un « dispositif d'intéressement à la performance collective » et déterminer le montant maximum qui peut être attribué dans la limite de 600 € bruts par agent,

Considérant que le crédit global est calculé en multipliant pour chaque service concerné, le montant individuel annuel plafond par le nombre de bénéficiaires, le montant est identique pour chaque agent composant le service.
Il est attribué, par l'autorité territoriale, en fonction des résultats atteints par le service.

Considérant qu'il est proposé de mettre en place la prime d'intéressement à la performance collective pour le service de la police municipale de la ville de La Teste de Buch suivant les modalités suivantes :

Dispositif d'intéressement à la performance collective prévu entre le 1er mai 2024 et le 31 octobre 2024 (soit 6 mois)	
Objectif(s) du service	**Indicateur de mesures**
Dans le cadre de la Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO,) prise en compte du développement durable : Evolution du bilan carbone des transports en mettant en œuvre la conduite écoresponsable des véhicules du service.	Objectif à atteindre : Réduction de l'empreinte énergétique du service de la police municipale de -5% avec mise en place à titre expérimental pour l'année 2024 de la conduite éco responsable des véhicules du service et un suivi des consommations.

Effectivité	Conditions :	Agents éligibles :	Agents non éligibles
	Au 1er novembre de l'année 2024 : Etre en position de travail effectif	Agents en position de travail effectif au 1er novembre de l'année 2024 Agents en Congé de Maladie Ordinaire dont la durée cumulée d'absence est inférieure à 6 mois sur période de référence du 1er avril de l'année 2024 au 1er novembre de l'année 2024 Agent en congé de maternité ou d'adoption, Agent en congé de paternité, Agent en congé de proche aidant, Agent en arrêt suite accident de travail ou maladie professionnelle	Au 1er novembre de l'année 2024 : Agents partis en retraite, en disponibilité, mutation. Agents en détachement dans une autre collectivité ou entreprise Agent mis à disposition d'une personne morale de droit privé ou de droit public Agent en congé de longue maladie ou congé de longue durée ou grave maladie. Agent en congé de maladie ordinaire dont la durée d'indisponibilité physique cumulée est supérieure à 6 mois sur la période de référence du 1er avril 2024 au 1er novembre de l'année 2024 Agent bénéficiant d'un demi-traitement à titre conservatoire

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024, de bien vouloir :

- **DECIDER** d'instituer la prime d'intéressement à la performance collective des services en faveur des agents de la police municipale aux conditions susvisées.

- **DECIDER** que le Maire fixe les résultats à atteindre et les montants individuels selon la procédure définie ci-dessus dans la limite du crédit global voté dans le cadre du budget 2024 ainsi que des plafonds déterminés ci-dessus.

- **DECIDER** que le mode de versement est unique et s'effectue en novembre pour les agents de la filière police municipale au sein du service de la police municipale.

- **DECIDER** que l'attribution de la prime fait l'objet d'un arrêté individuel notifié à chaque agent du service,

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Adaptation du Régime Indemnitaire pour les agents de la police municipale avec mise en place de la Prime d'Intéressement à la Performance Collective des Services (PIPCS) à compter du 1er mai 2024

Note explicative de synthèse

En date du 17/10/2023 le comptable assignataire nous a écrit que la Prime de Fin d'Année PFA telle que versée est désormais sans base légale et a invité la collectivité à délibérer sur son RIFSEEP pour intégrer celle-ci dans le RIFSEEP. Or les agents de la filière de la police municipale en sont exclus.

Conscient des enjeux sociétaux, économiques et écologiques actuels et futurs, la ville de La Teste de Buch et ses équipes se sont engagées dans une démarche globale de progrès centrée sur la Responsabilité Sociétale des organisations (RSO) pour qu'elle devienne l'ADN de la collectivité. Elle est animée par le souhait de la durabilité de ses actions, afin de favoriser un écosystème VIVABLE, VIABLE et EQUITABLE, qu'il soit écologiquement tolérable, économiquement efficient et socialement équitable.

Dans ce cadre, le Maire propose de mettre en place la prime d'intéressement à la performance collective pour le service de la police municipale aux agents de cette filière exclus du RIFSEEP en leur octroyant une rémunération écoresponsable, sous forme de Prime d'Intéressement à la Performance Collective des Services (PIPCS).

La prime d'intéressement à la performance collective a été instituée par l'article L 714-4 du Code Général de la Fonction Publique et les Décrets n° 2012-624 et 2012-625 du 3 mai 2012. Elle est attribuée à l'ensemble des agents fonctionnaires, et contractuels de droit public composant les services pour lesquels elle est instituée, sans considération de grade.

Ce dispositif d'intéressement à la performance collective est prévu, pour cette année, sur une période inclue entre le 1er mai 2024 et le 31 octobre 2024 (soit pour 6 mois), il décline les orientations de la ville de La Teste de Buch en terme de développement durable. En effet l'objectif à atteindre est la réduction de l'empreinte énergétique au service de la police municipale soit une baisse de 5%, avec la mise en place à titre expérimentale pour l'année 2024 de la conduite éco responsable des véhicules du service et un suivi des consommations.

Le Maire de La Teste de Buch, dans le cadre de la Responsabilité des Organisations (RSO), recommande à l'utilisateur des véhicules de la police municipale d'avoir une conduite écoresponsable de manière à conserver ces véhicules de manière viable, fiable et durable.

Avoir une conduite écoresponsable c'est :

- Préparer son trajet et vérifiez la pression des pneus. Ne jamais oublier que des pneus sous-gonflés, c'est du carburant en plus et une moins bonne tenue de route.
- S'assurer du bon état du véhicule. Un véhicule mal entretenu peut entraîner une surconsommation de carburant pouvant aller jusqu'à 25 %.
- Supprimer toute charge inutile.
- Adopter une conduite souple.
- Réduire la vitesse de 10 km/h en moins permettent d'économiser jusqu'à 5 litres de carburant et de réduire de 12,5 % (soit 12 kg) les émissions de CO2 sur 500 km.
- Couper le moteur lors d'un arrêt prolongé. Arrêter puis redémarrer un véhicule permet de consommer moins de carburant que de laisser tourner le moteur au ralenti plus de 20 secondes.

- N’abuser pas de la climatisation. La surconsommation de carburant des véhicules due à la climatisation peut atteindre 10 % sur route et 25 % en ville. Moins de climatisation, c’est 15 % de CO2 rejetés en moins sur 100 km.

Il est précisé qu’à compter du 1er mai 2024 et sans rétroactivité, le régime de cette prime exceptionnelle sera pris en compte :

- au regard des cas d’éloignement du service ainsi que les agents de la filière de la police municipale affectés à ce service, en congé longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie, disponibilité d’office,

- pour un policier municipal dont la manière de servir témoigne d'une insuffisance caractérisée, mise en évidence à travers l'entretien professionnel ou la notation annuelle, peut être exclu du bénéfice de la prime..

Monsieur le Maire

Merci M Bernard,

Monsieur SAGNES :
La prochaine fois avant de poser des questions regardez la loi on ne peut pas faire un effet rétroactif pour les assistantes maternelles. La collectivité n’oublie personne, ces personnes-là n’avaient pas été intégrées dans le Rifseep, on a quand même mis en place 2 mesures pour que ces agents-là touchent une prime qui sera payée fin novembre.

Monsieur le Maire

Nous passons au vote,

Opposition : Pas d’opposition

Abstention : Pas d’abstention

Le dossier est adopté à l’unanimité

Rapporteur : M. BOUCHONNET **DEL2024-04-148**

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES CONTRACTUELS SUR EMPLOIS PERMANENTS ET DES CONTRACTUELS SUR EMPLOIS NON PERMANENTS A COMPTER DU 1ER MAI 2024

Mes chers collègues,

Vu *le Code Général de la Fonction Publique et son article L 313-1,*

Vu *la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique,*

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,

Vu *le* décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation,

Vu *le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*

Vu *le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,*

Vu *le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,*

Vu *les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant,*

Vu *la délibération n°2021-04-133 portant instauration des Lignes Directrices de Gestion à compter du 1er mai 2021,*

Vu *la délibération n° 2023-12-641 du 13 décembre 2023 portant modification du tableau des effectifs des emplois permanents et des emplois non permanents des agents titulaires et contractuels au 1er janvier 2024*

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date 26 mars 2024,

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique élargit les possibilités de recruter des agents sous contrats, permanents ou non permanents,

Considérant qu'en cas de recherches infructueuses de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article L 332-8-2° du Code Général de la Fonction Publique, un agent contractuel de droit public, lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient,

Considérant, les besoins des services et l'ajustement des emplois aux qualifications nécessaires, qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs, afin de d'observer le principe d'adéquation grade et fonctions,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs des contractuels sur emplois permanents et non permanents compte tenu du souhait de la collectivité de pérenniser les postes ouverts au titre de l'apprentissage.

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à l'emploi et au grade ainsi créé sont inscrits au budget de l'exercice 2024.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- MODFIER le tableau des effectifs des contractuels sur emplois permanents et non permanents de la façon suivante :

1/ Afin de mettre en adéquation fonctions et emplois :

- Supprimer 22 postes d'adjoints techniques territoriaux;
- Créer 2 postes d'animateur;
- Créer 20 postes d'adjoint d'animation.

Aucune création nette ne résulte de ces modifications du tableau des effectifs.

2/ Afin de créer des postes pour les apprentis qui travaillent au sein de nos services.

- Créer 4 postes d'adjoints techniques territoriaux
- Créer 1 poste d'adjoint d'animation

5 créations résultent de ces modifications au tableau des effectifs.

3/ Afin de recruter un collaborateur de cabinet, 1 création résulte de cette modification du tableau des effectifs

Au final il résulte de ces modifications du tableau des effectifs de la transformation de 5 postes et la création nette d'un poste.

Cadres d'emplois et Grades actuels	Cadres d'emplois et Grades demandés
36 postes d'adjoints techniques	**14 postes d'adjoints techniques**
	20 postes d'adjoints d'animation
	2 postes d'animateurs
5 apprentis	**4 postes d'adjoints techniques**
	1 poste d'adjoints d'animation
	1 collaborateur de cabinet

Ces modifications qui prendront effet à partir du 1er mai 2024, nécessitent une mise à jour du tableau des effectifs,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population en date du 4 avril 2024:

- **D'ACCEPTER** les créations et suppression des postes d'agents contractuels sur des emplois non permanents.

- **D'APPROUVER** la modification du tableau des effectifs ci-joint :
  Annexe 1/tableau des contractuels sur emplois permanents et non permanents,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

- **DE PRECISER** que les crédits budgétaires sont inscrits au budget 2024,

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES CONTRACTUELS SUR EMPLOIS PERMANENTS ET DES CONTRACTUELS SUR EMPLOIS NON PERMANENTS A COMPTER DU 1ER MAI 2024

Note explicative de synthèse

Références

Le Code Général de la Fonction Publique et son article L 313-1,
Décret n° 88-145 du 15 février 1988 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
P.J. : - Annexe : Tableau des effectifs contractuels permanents et non permanents

A. Rappel cadre juridique :

Compétence de l'organe délibérant

« Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement » (Art L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique).

Le pouvoir de créer (ou de supprimer) des emplois est un des éléments du principe de la libre administration des collectivités territoriales inscrit dans la Constitution du 4 octobre 1958 que la loi ne peut elle-même réduire.

La loi ne peut obliger les collectivités territoriales à créer des emplois, c'est ce qu'a relevé le Conseil constitutionnel dans sa décision du 20 janvier 1984 (n° 83-168 DC, JO du 21 janvier 1984).

Ouverture des crédits

« Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent » (art L 313-1 du code Général de la Fonction Publique).

Conditions de création de certains emplois et de grades d'avancement

La création de certains emplois et de certains grades d'avancement est soumise au respect de règles liées à l'existence de seuils démographiques, de quotas, de ratios, d'effectifs encadrés, ou subordonnée à un nombre d'ouvrages ou à l'inscription sur une liste fixée par arrêté conjoint du ministre de la Culture et du ministre chargé des Collectivités territoriales.

B. Points essentiels de la délibération du 11 avril 2024 :

Conformément aux plan d'action n°2 et n°5 des Lignes Directrices de Gestion, relatif à : « la qualité de vie au travail » et « recrutements et mobilités » (3), un travail partenarial a été engagé entre différents services afin de mettre en adéquation le grade avec les fonctions occupées par les agents d'animation.

Pour mémoire, il est utile de rappeler qu'y a actuellement au sein de la ville de La Teste de Buch 36 agents contractuels dans les écoles et ALSH. Ils sont tous recrutés sur des grades d'adjoint technique.

Conformément au décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Les adjoints techniques territoriaux sont chargés de tâches techniques d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions dans les domaines du bâtiment, des travaux publics, de la voirie et des réseaux divers, des espaces naturels et des espaces verts, de la mécanique et de l'électromécanique, de la restauration, de l'environnement et de l'hygiène, de la logistique et de la sécurité, de la communication et du spectacle, de l'artisanat d'art. Ils peuvent également exercer notamment d'autres emplois : égoutier, éboueur ou d'agent du service de nettoiement chargé de la gestion et du traitement des ordures ménagères etc.…). Ces agents n'ont pas vocation à occuper des emplois d'animateur.

Conformément au décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation

Les membres du présent cadre d'emplois interviennent dans le secteur périscolaire et dans les domaines de l'animation des quartiers, de la médiation sociale, du développement rural, de la politique du développement social urbain et de l'organisation d'activités de loisirs. Ils peuvent intervenir au sein de structures d'accueil ou d'hébergement. Ils peuvent dans le domaine de la médiation sociale, participer, sous la responsabilité d'un animateur territorial ou d'un agent de catégorie A et en collaboration avec les agents des services intervenant dans ce domaine, aux actions de prévention des conflits ou de rétablissement du dialogue entre les personnes et les institutions dans les espaces publics ou ouverts au public.

En conséquence et afin de valoriser le travail des adjoints d'animation actuellement recrutés sur une filière technique et un cadre d'emplois d'adjoint technique qui ne correspondent pas à leurs missions, il est proposé de supprimer et créer les grades correspondants dans la filière animation.

A ce jour 14 adjoints techniques sont recrutés sur des grades qui correspondent à leurs fonctions dans le domaine technique.

En revanche 20 adjoints techniques sont recrutés sur des grades qui correspondent à des fonctions d'animation et sont titulaires du BAFA et équivalent.

Par ailleurs deux personnes recrutés sur des grades d'adjoint technique assurent des fonctions d'encadrement dans le domaine d'animation et sont titulaires des diplômes de catégorie B correspondant au grade et fonction d'animateur. Afin de valoriser les fonctions occupées et les diplômes de ces agents il est proposé de supprimer ces deux grades et de créer deux grades d'animateur.

D'autre part, afin de décliner la GEPP (Gestion des Emploi et des Parcours Professionnels) inscrite dans les LDG, la collectivité à anticiper les départs de certains agents et anticiper les besoins des services en créant des postes d'apprentis. Certains d'entre eux souhaitent après avoir fini leur période d'apprentissage commencer leur carrière au sein des services de la ville de La Teste de Buch il est proposé donc de créer les postes correspondants soit 4 postes d'adjoints techniques et un poste d'agent d'animation.

Enfin il convient de créer un poste de collaborateur de cabinet.

Il est donc proposé de modifier le tableau des effectifs des contractuels sur emplois permanents et non permanents de la façon suivante :

1/ Afin de mettre en adéquation fonctions et emplois :

- Supprimer 22 postes d'adjoints techniques territoriaux;
- Créer 2 postes d'animateur;
- Créer 20 postes d'adjoint d'animation.

Aucune création nette ne résulte de ces modifications du tableau des effectifs.

2/ Afin de créer des postes pour les apprentis qui travaillent au sein de nos services.

- Créer 4 postes d'adjoints techniques territoriaux
- Créer 1 poste d'adjoint d'animation

5 créations résultent de ces modifications au tableau des effectifs.

3/ Afin de recruter un collaborateur de cabinet, 1 création résulte de cette modification du tableau des effectifs

Au final il résulte de ces modifications du tableau des effectifs une transformation de 5 postes et la création d'un poste.

ANNEXE 2- ETAT DU PERSONNEL CONTRACTUEL PERMANENT/NON PERMANENT au 01/05/2024

GRADES OU EMPLOIS	CAT	SECTEUR	EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/01/2024	création supression	EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/05/2024	EFFECTIFS POURVUS	BASES	CONTRAT
EMPLOIS NON CITES (11)								
Directeur de cabinet	A	ADM	1		1	1	883	art. L. 333-1 CGFP
Collaborateur de cabinet	A	ADM	0	1	1			art. L. 333-1 CGFP
Conseiller Technique	A	ADM	1		1	0		art. L. 333-1 CGFP
Ingénieur	A	TECHN	3		3	1	774	CDI art. L 332-8
Technicien principal de 2e cl	B	TECHN	2		2	2	458 415	CDI art. L 332-8 art L 332-8-2°
Technicien	B	TECHN	10		10	7	397 372 - 478	art L 332-8-2°: 6
Agent de maîtrise	C	TECHN	1		1	0		
Adjoint Technique	C	TECHN	75	-18	57	53	354 354 -355-356	art L 332-8-2°: 48 art. L 333-1 art L 332-13: 7
Attaché principal	A	ADM	3		3	2	791	art L 332-8-2°
Attaché	A	ADM	3		3	0	567	
Rédacteur principal 1ère cl	B	ADM	1		1	0	707	
Rédacteur	B	ADM	8		8	7	372	art L 332-8-2°: 3
Adjoint administratif pal 2ème cl	C	ADM	1		1	1	362	art L 352-4
Adjoint Administratif	C	ADM	18		18	14	354 356 - 358	art L 332-8-2°: 7 art L 332-13: 3
Assistant de conservation du patrimoine	B	CULT	1		1	1	372	art L 332-8-2°
Adjoint du patrimoine	C	CULT	3		3	2	367	art L 332-13 art L 332-8-2°
Adjoint Animation	C	ANIM	6	21	27	26	356	art L 332-8-2° art L 332-23 1°
Animateur	B	ANIM	1	2	3	2	361	art L 332-8-2°
Psychologue hors classe	A	MED-SOC	1		1	1	995	art L 332-8-2°
Psychologue classe normale	A	MED-SOC	3		3	2	Vacation 668	art L 332-8-2°
Infirmière en soins généraux	A	MED-SOC	2		2	0		
Puéricultrice	A	C	2		2	1	489	art L 332-8-2°
Auxiliaire puericulture de classe exceptionnelle	B	MED-SOC	1		1	0		
Auxiliaire puericulture de classe normale	B	MED-SOC	2		2	2	397 389	art L 332-8-2°: 1 art L 332-13: 1
Educateur jeunes enfants	A	SOC	1		1	1		
Assistant socio-éducatif	A	MED-SOC	1		1			
ATSEM	C	MED-SOC	1		1			
Educateur des APS	B	SPORT	1		1	1	431	art L 332-13
Assistante maternelle			8		8	4		CDI: art. L 332-8 art L 332-13
TOTAL GENERAL			161	6	167	131		

Monsieur le Maire :

Merci M Bouchonnet

Monsieur MAISONNAVE

En effet, le nombre d'agents contractuels ne cesse de croître dans le temps, 131 emplois pourvus au 1er mai 2024 contre 93 au 31 mai 2023, soit une progression de 41 % sur une année, une courbe croissante au détriment des fonctionnaires dont la courbe est décroissante.
Pour rappel, au 31 décembre 2020, 58 contractuels étaient répertoriés dans le tableau des effectifs, 131 aujourd'hui, soit une augmentation de 125 % confirmant ainsi la politique volontariste de la collectivité de recruter des contractuels au détriment de fonctionnaires et confortant la précarisation des agents sous contrat.
Un poste de collaborateur de cabinet allait être créé, la note explicative de synthèse jointe à la présente délibération ne nous en dit pas plus sur la fiche de poste, cet emploi se situant à la frontière du domaine politique et du domaine administratif, nous pensons sans nous tromper que cet agent va étoffer votre équipe en vue des prochaines élections municipales.
Bien évidemment, nous voterons cette délibération.

Monsieur le Maire :

M Maisonnave, on le dit à chaque fois, nos contractuels ne sont pas des contractuels, nous avons opté pour ce que l'on appelle le 1/2/3 mais ils ont une fin, quand nous embauchons quelqu'un avec la volonté de le garder, il a un 1er contrat d'un an, s'il fait l'affaire il reste, il y a une 2ème période d'un contrat de 2 ans et il a un contrat de 3 ans et il est embauché définitivement, l'objectif est de l'embaucher.
Nous nous retrouvons aussi parfois avec des situations toujours par rapport au logement où nous avons des gens qui nous quittent parce que ils n'arrivent pas à se loger.
Nous avons régularisé 60 contrats qui étaient des contrats précaires en contrats définitifs, ce n'est pas notre volonté de créer du contractuel.
Quant au dernier poste, oui nous sommes une mairie de 29 000 habitants, nous sommes une mairie de 650 employés et le directeur de cabinet il était tout seul, donc nous lui mettons un adjoint, comme nous en avons le droit, puisque nous avons droit à 3 postes dans cette fonction, ils seront 2, il a de plus en plus de travail, il a le bureau à côté du mien, il prend peu de vacances, il arrive tôt le matin part tard le soir, je le ménage.

Nous passons au vote,

Opposition : Pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. SLACK **DEL2024-04-149**

RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS NON PERMAMENTS POUR FAIRE FACE A DES BESOINS SAISONNIERS

Mes chers collègues.

Vu le Code General de la Fonction Publique, et notamment son article L 332-23 2°,

Vu le Décret n° 88-145 du 15 février 1988 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu les délibérations du conseil municipal n° 2017-12-464 du 12 décembre 2017 et n° 2020-07-180 du 16 juillet 2020 relatives à l'instauration et à la modification du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) pour la partie IFSE : Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2018-12-451 du 12 décembre 2018 portant mise en place d'IFSE régie dans le cadre du RIFSEEP,

Vu la délibération du conseil municipal n°2021-11-562 du 18 novembre 2021 portant instauration et déploiement du Complément Indemnitaire Annuel (CIA),

Vu la délibération du conseil municipal du 13 avril 2021 n°2021-04-133 portant approbation des Lignes Directrice de Gestion ville et CCAS La Teste de Buch 2021/2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2023-12 12-638a du 13 décembre 2023 portant sur le RIFSEEP,

Vu l'avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial en date du 4 décembre 2023 relatif à l'adaptation du RIFSEEP pour les agents de la ville et du CCAS à compter du 1er janvier 2024,

Vu l'avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial en date 26 mars 2024 relatif à l'adaptation du RIFSEEP

Considérant l'afflux touristique sur le territoire du Bassin d'Arcachon et le périmètre de la Ville de la Teste de Buch, en particulier durant la période estivale,

Considérant le recensement des besoins des services transmis par l'ensemble des directeurs et chefs de services concernes,

Considérant l'obligation de maintien de la continuité et de la qualité de services publics rendus aux administres par notre ville,

Considérant qu'une priorité sera donnée pour le recrutement de saisonniers majeurs,

Considérant que les agents non permanents saisonniers ne sont pas éligibles règlementairement au versement de la prime de précarité, et bénéficiera du versement de l'indemnité de conges de 10%,

Ref. 201503 Berger-Levrault (1012)

Considérant que conformément à !'article L 313-1 du Code General de la Fonction Publique, les emplois de la collectivité sont créés par l'organe délibérant, ii appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet permanents et non permanents nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant que selon les termes de !'article L 332-23 2° du nouveau Code General de la Fonction Publique, les collectivités territoriales peuvent recruter des agents contractuels non permanents de droit public en catégorie A, B ou C, pour faire face à un besoin saisonnier. La durée maximale de l'engagement est toutefois limitée à six mois pendant une même période de douze mois,

Considérant que certains services de notre commune touristique sont confrontés au cours de l'année a des besoins en personnel, notamment pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité lie à la forte affluence estivale,

Considérant la mise en place d'une prime d'éco gestion sur la gestion des postes de secours et du matériel saisonnier, dans le cadre de la démarche de labellisation de Responsabilité des Organisations (RSO) ISO 26000,

Considérant que la ville souhaite mettre en place à titre expérimental pour les chefs de poste de secours une gestion durable du poste et du matériel sous leurs responsabilités,

Considérant que les chefs de poste sont rémunérés pour gérer de manière écoresponsable les locaux et le matériel placés sous leurs responsabilités, leur rémunération tiendra compte de leur capacité à rendre un poste et son matériel dans les mêmes conditions que celles qu'ils ont trouvées à leur arrivée,

Considérant qu'un état des lieux contradictoires sera réalisé avec les chefs de poste de secours et le service prévention extérieure, celui-ci conditionnant l'attribution d'une prime d'éco gestion attribuée de la manière suivante, comme une sujétion spéciale IFSE pour une saison :

Parfait état 100% : 125 euros
Bon état 50% : 50 euros
Mauvais état 0% : 0 euro

Considérant qu'il est proposé de créer pour la saison 2024 :

Nombre d'emplois non permanents à Temps complet	Grades	Catégories hiérarchiques	Base de rémunération	Services	Fonctions
32	Adjoint technique	C	1er échelon du grade d'adjoint technique (IB 367 / IM 366)	Direction des services techniques Halte nautique de Cazaux; Service Jeunesse. Police municipale	Agents polyvalents (logistique, entretien des espaces verts, propreté espaces publics) Agents d'entretien et de restauration en ALSH Assistants temporaires de police municipale
1	Adjoint administratif	C	1er échelon du grade d'adjoint administratif (IB 367 / IM 366)	Services administratifs.	Agents administratifs.
7	Adjoint d'animation	C	5e échelon du grade d'adjoint d'animation (IB 374/ IM 370)	Education/ Jeunesse	Animateur BAFA en ALSH.
1	Technicien	B	8è échelon du grade de technicien	Pôle Sécurité extérieure et prévention	Coordinateur surveillance des plages et baignades
38	Educateur des APS	B	Suivant grille SIVU	Pole Sécurité extérieure et prévention	Surveillance des plages et baignade, sauveteurs aquatiques - SIVU
6	Educateur des APS ppal 2ème classe	B	Suivant grille SIVU	Pole Sécurité extérieure et prévention	Surveillance des plages et baignade, sauveteurs aquatiques - SIVU. Adjoint au chef de poste

6	Educateur des APS ppal 1ère classe	B	Suivant grille SIVU	Pole Sécurité extérieure et prévention	Surveillance des plages et baignade, sauveteurs aquatiques – SIVU Chef de poste
11	Educateur des APS	B	1er échelon du grade d'éducateur des APS (1B 389/ IM 373)	Sports	Encadrement sportif et culturel Cap 33
4	animateur	B	1er échelon du grade d'animateur (1B 389/ IM 373)	Education jeunesse	Animateur BAFA surveillant (SB) en alsh

Soit au total 106 postes de saisonniers.

Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions, de leur profil et de leur diplôme ou titre permettant l'accès aux différents grades.

Sur nécessité de service, les agents contractuels pourront être amenés à effectuer des heures supplémentaires. Aux rémunérations des agents saisonniers recrutes s'ajoute l'indemnité de congés payés fixée à 10 % de la rémunération brute.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, services à la population du 4 avril 2024 de bien vouloir :

- D'ADOPTER les modifications du tableau des emplois non permanents ainsi proposées étant précisé que les crédits nécessaires et la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits aux budgets de l'exercice en cours,

- DE PROPOSER de valoriser l'engagement des chefs de postes de secours qui se verront attribués une sujétion spéciale supplémentaire d'éco gestion dans la limite de 125 euros telle que décrite ci-dessus.

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les contrats de recrutement ainsi que les avenants éventuels et tous actes affèrent.

Recrutement d'agents contractuels non permanents
Pour faire face à des besoins saisonniers

Note explicative de synthèse

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de la collectivité sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet permanents et non permanents nécessaires au fonctionnement des services.

Selon les termes de l'article L 332-23 2° du Code Général de la Fonction Publique, les collectivités territoriales peuvent recruter des agents contractuels non permanents de droit public en catégorie A, B ou C, pour faire face à un besoin saisonnier. La durée maximale de l'engagement est toutefois limitée à six mois pendant une même période de douze mois.

Chaque année, la commune recrute donc des saisonniers pour renforcer les services, garantir la continuité du service public notamment en assurant la surveillance des plages, l'entretien des espaces verts, la propreté des espaces publics, l'accueil dans les ALSH, ainsi que l'organisation des manifestations sportives et culturelles. Ils peuvent être également affectés dans les services administratifs de la collectivité ainsi qu'à toutes autres missions de service public correspondant à leur cadre d'emploi sur cette période.

Il est à noter que les saisonniers ne sont pas éligibles à la prime de précarité et il leur sera versé l'indemnité de congés payés de 10%.

Il est également précisé qu'un recensement des besoins des services a été effectué, pour examiner et arbitrer leurs besoins dans le respect de la masse salariale prévue à cet effet.

Compte tenu que la France organise les Jeux Olympiques 2024, aucun CRS ne sera affecté cette année à la surveillance des plages. Nous devons donc recruter plus de MNS que les années précédentes.

Les agents contractuels recrutés sur quelques postes et fonctions doivent justifier d'une certaine qualification comme :

- Les surveillances des plages et des baignades (plages océanes et lac de Cazaux),
- Les animateurs des Accueils de loisirs sans hébergement (ALSH, Club ados),
- Les intervenants CAP 33.
- Les assistants temporaires de police municipale

Conformément aux Lignes Directrices de Gestion ville et CCAS de la Teste de Buch 2021/2026 et notamment à son plan d'actions numéro 3 relatif à la rémunération qui vise à adapter le régime indemnitaire des agents sur la partie IFSE en fonction du poste et des responsabilités des agents,

Conformément à la démarche Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO) dans laquelle le CCAS et la ville de La Teste de Buch se sont engagés notamment en terme de développement durable,

Considérant qu'il convient de valoriser l'engagement des chefs de postes (MNS encadrants), qui s'inscrivent dans le cadre du **développement durable,** (en garantissant de rendre les locaux et le matériel mis à leur disposition **dans un état viable et durable**), en leur octroyant une rémunération supplémentaire, il est proposé que leur rémunération tienne compte de leur capacité à rendre un poste et son matériel viable et durable (dans les mêmes conditions que celles qu'ils ont trouvées à leur arrivée). Un état des lieux contradictoire sera réalisé avec les chefs de poste et le service prévention extérieure. Dans la même logique que les sujétions spéciales IFSE, une prime pour sujétion spéciale pourrait être ajoutée à la rémunération

perçue en qualité de chef de poste de la grille du sivu des plages et des lacs du littoral girondin, de la manière suivante :

Parfait état 100% :125 euros
Bon état 50% : 50 euros
Mauvais état 0% : 0 euro.

Le tableau des 106 postes à créer est détaillé dans la délibération jointe à la présente note. La délibération a pour objet :

- D'ADOPTER les modifications du tableau des emplois non permanents ainsi proposées étant précisé que les crédits nécessaires et la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits aux budgets de l'exercice en cours,
- DE PROPOSER de valoriser l'engagement des chefs de postes, qui se verront attribuer une sujétion spéciale supplémentaire d'éco gestion dans la limite de 125 euros telle que décrite ci-dessus.
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les contrats de recrutement ainsi que les avenants éventuels et tous actes affèrent.

Monsieur le Maire :
Merci M Slack, des interventions ? nous passons au vote,

Opposition : Pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme JECKEL **DEL2024-04-150**

INDEMNITE FORFAITAIRE POUR FONCTIONS INTINÉRANTES

Mes chers collègues

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991, notamment l'article 14,

Vu l'arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du 13 avril 2021 portant approbation des Lignes Directrices de Gestion 2021/2026 applicables à compter du 1er mai 2021,

Vu l'avis du Comité Social Territorial technique en date du 26 mars 2024,

Considérant que certains agents sont amenés à se déplacer fréquemment, pour les besoins du service et dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, à l'intérieur de la commune.

« Les fonctions essentiellement itinérantes, à l'intérieur d'une commune, dotée ou non d'un réseau de transport en commun régulier, au titre desquelles peut être allouée, une indemnité forfaitaire dont le montant maximum est fixé par un arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget sont déterminées par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ».

L'indemnité forfaitaire annuelle allouée, est fixée par voie d'arrêté interministériel au montant maximum de 615 euros.

Les fonctions éligibles doivent être caractérisées par des déplacements fréquents voire quotidiens à l'intérieur d'une même commune, dès lors que cette fréquence rend difficile voire impossible l'utilisation des transports en commun et que l'agent ne peut pas disposer d'un véhicule de service.
Chaque agent doit être en possession d'un ordre de mission permanent.

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, d'instaurer par délibération, l'indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes

Considérant que l'assemblée délibérante peut déterminer les fonctions essentiellement itinérantes, à l'intérieur d'une commune, dotée ou non d'un réseau de transport en commun régulier, au titre desquelles peut être allouée une indemnité forfaitaire.

Considérant que les fonctions éligibles doivent être caractérisées par des déplacements fréquents voire quotidiens à l'intérieur d'une même commune, dès lors que cette fréquence rend difficile voire impossible l'utilisation des transports en commun et que l'agent ne peut pas disposer d'un véhicule de service.

Considérant que chaque agent doit être en possession d'un ordre de mission permanent.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024, de bien vouloir :

- **DÉCIDER** d'instituer l'indemnité forfaitaire en cas de fonctions essentiellement itinérantes et d'en fixer le montant à 615€ maximum par agent et par an, dans les conditions prévues ci-dessus, à compter du 1er mai 2024

- **FIXER** le montant annuel de l'indemnité à 615 € maximal par agent et par an.

Le montant de l'indemnité est modulé à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle elle est versée et proratisée si l'agent a été recruté au cours de l'année, radié des cadres ou des effectifs au cours de l'année ou bien placé dans une position administrative autre que la position d'activité pendant une partie de l'année. Le versement à terme échu l'indemnité aux agents exerçant les fonctions essentiellement itinérantes suivantes en fonction des justificatifs présentés :

- Etat des frais
- Ordre de mission permanent
- Assurance du véhicule

- **DÉCIDER** que les fonctions itinérantes justifiant l'octroi de l'indemnité sont les suivantes :

- d'agent d'entretien qui prépare les repas séniors dans les différentes maisons de quartier
- de Psychologue ou d'EJE des crèches pour se rendre dans différents lieux de la commune pour accueil LAEP notamment.
- d'agent du service vie associative pour les états des lieux des salles louées aux associations
- d'agent des maisons de quartier pour les réunions et/ou leurs différentes activités

- **DECIDER** que l'attribution de cette indemnité fasse l'objet d'un arrêté individuel notifié à chaque agent du service,

- **DÉCIDER** que, sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Mise en place de l'indemnité forfaitaire pour frais itinérants
Note explicative de synthèse

Le Maire expose que le Conseil Municipal peut déterminer les fonctions essentiellement itinérantes, à l'intérieur d'une commune, dotée ou non d'un réseau de transport en commun régulier, au titre desquelles peut être allouée une indemnité forfaitaire. Les fonctions éligibles doivent être caractérisées par des déplacements fréquents voire quotidiens à l'intérieur d'une même commune, dès lors que cette fréquence rend difficile voire impossible l'utilisation des transports en commun et que l'agent ne peut pas disposer d'un véhicule de service.

Chaque agent doit être en possession d'un ordre de mission permanent.

Les fonctions éligibles sont :

- agent d'entretien qui prépare les repas seniors dans les maisons de quartier
- poste de Psychologue ou d'EJE des crèches pour se rendre dans différents lieux de la commune pour accueil LAEP notamment.
- Agent du service vie associative pour les états des lieux des salles louées aux associations
- agent des maisons de quartier pour les réunions et/ou leurs différentes activités

Conformément à l'arrêté du 28 décembre 2020 susvisé, le montant maximum annuel de cette indemnité forfaitaire est fixé à 615 € maximal par agent et par an.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Jeckel,

Monsieur CHATEAU :
Je ne vois pas dans les agents les délégués syndicaux qui vont de services en services, ne sont pas dedans, les partenaires sociaux ?

Monsieur le Maire :
Ils sont pris en charge à 100% par le syndicat

Monsieur CHATEAU :
Je suis d'accord avec vous, mais au niveau des déplacements ils n'ont pas de voiture de fonction.

Monsieur le Maire :
Pour la petite histoire ils n'ont pas de déplacements itinérants toute la journée, quand ils ont besoin de faire des réunions, ils ont des salles, ça n'a rien à voir avec des professions qui se déplacent.

Monsieur CHATEAU :
Ils se déplacent quand même dans les services, ils vont à Cazaux, ils vont au Pyla……

Monsieur le Maire :
C'est votre esprit syndicaliste qui revient là, là ils n'y sont pas

Madame TILLEUL :
Le service développement durable a mis en place 2 vélos électriques en fin d'année dernière pour l'ensemble des services et des élus pour des déplacements.

Monsieur DUCASSE :
Je rappelle la demande que j'ai faite à plusieurs reprises dans les années passées, d'un effort que nous pourrions faire pour nos agents qui habitent loin de la commune, leur frais d'essence finissant par leur manger une grosse partie de leur salaire qui n'est pas très important, il faudra y repenser, le prix du baril de brut ne cesse d'augmenter et les distances, puisqu' ils sont exclus de leur propre territoire, ne cesse d'augmenter aussi.

Monsieur le Maire :
On y pense, puisqu'un il y a le télétravail et deux c'est de construire du logement pour faire revenir ces gens s'ils peuvent revenir.

Nous passons au vote,

Opposition : Pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELFAUD **DEL2024-04-151**

DÉNOMINATION DE LA HALTE NAUTIQUE DE CAZAUX

Mes chers collègues,

Je vous rappelle que la dénomination des voies communales et espaces publics relève de la compétence du Conseil Municipal qui dans le cadre de l'article L 2121-9 du Code Général des Collectivités Territoriales règle par ses délibérations les affaires de la Commune.

Afin de rendre hommage à un cazalin d'adoption, qui pendant de nombreuses années a œuvré pour l'aménagement et le développement de Cazaux et qui est notamment à l'origine de la création de la halte nautique,

Il est proposé de dénommer la halte nautique de Cazaux, située dans un écrin de verdure, sur les bords du lac de Cazaux comme suit :

Proposition :

Halte nautique Jacques BESSOU

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 04 avril 2024 de bien vouloir APPROUVER cette proposition.

Dénomination de la halte nautique de Cazaux
Note explicative de synthèse

La dénomination des voies communales et espaces publics relève de la compétence du Conseil Municipal qui dans le cadre de l'Article L 2121-9 du Code Général des Collectivités Territoriales règle par ses délibérations les affaires de la Commune.

Afin de rendre hommage à un cazalin d'adoption, qui pendant de nombreuses années a œuvré pour l'aménagement et le développement de Cazaux et qui est notamment à l'origine de la création de la halte nautique,

Il est proposé de dénommer la halte nautique de Cazaux situé au bord du lac :

Halte nautique Jacques BESSOU.

Jacques BESSOU (1933-2024) : Né en 1933, il passe sa jeunesse à Bazas puis s'engage dans l'armée et est rapidement envoyé en Indochine puis en Algérie, d'où il reviendra avec plusieurs décorations, notamment la Croix de guerre suite à ses nombreux faits d'armes.

Après une carrière à la Caisse algérienne de retraite des cadres de la métallurgie et des industries connexes, il s'installe à Cazaux et y fonde le premier syndicat d'initiative. Dès la fin des années 60, il réfléchit à l'aménagement les bords du lac (route du lac, halte nautique, Laouga et leurs abords). C'est sous la mandature de deux maires de l'époque, Aristide Ichard et Gilbert Moga, que Jacques Bessou œuvre comme conseiller municipal et adjoint à ce projet d'aménagement des bords du lac, qui étaient alors à l'état naturel. Plus de 20 ans plus tard, son projet aboutit, avec l'inauguration en 1988 de la halte nautique de 350 bateaux. Il travailla également à améliorer et créer de nouveaux équipements sportifs (dojo).

Plus récemment, il venait régulièrement à la mairie, pour évoquer notamment le foncier des abords du lac mais aussi l'extension excessive des roseaux, sujets qui lui tenaient toujours à cœur.

Monsieur Le Maire :

Merci Mme Delfaud, oui c'est aussi une promesse que nous avons faite à a la famille mais je lui avais fait à lui de son vivant, il me disait toujours on peut se voir, mais je lui disais on s'est vus il y a 15 jours, il me répondait mais il faut que l'on se revoie je ne vous ai pas tout dit.

Quelqu'un de très attachant même s'il nous a combattu à une époque, puisqu'il voulait Cazaux commune, on n'était pas d'accord, mais il a quand même une histoire, il a fait la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie, il le mérite, puisque cette Halte Nautique c'est lui qui l'a lancée, on aura une pensée quotidienne à M Bessou quand nous évoquerons la halte nautique.

Monsieur DUCASSE :

Nous nous associerons bien entendu à cette démarche qui va pérenniser après sa disparition, l'action exemplaire et incessante, cela a duré des dizaines d'années, de Jacques Bessou pour le développement de Cazaux et le bien-être de la communauté, mais je me rappelle qu'en 2018 nous avions au cours d'une cérémonie en sa présence inauguré une stèle et là il n'était pas question de son vivant d'aller plus loin, ça l'aurait précipité dans la tombe disait-il, cette stèle dès qu'il décrivait son action et qu'il remerciait des résultats obtenus de cette efficacité et ténacité il faudrait qu'on la retrouve et nous sommes enchantés que cette dénomination de la halte nautique du nom de Jacques Bessou viendra sceller dans le marbre une des personnalités les plus importantes des dizaines d'années que nous venons de passer à la Teste.

Monsieur BOUYROUX :

Dès le début de sa vie, Jacques Bessou s'est engagé, suivant les traces de son père, officier dans la royale, il a fait le choix de servir sa nation en rejoignant dès ses 18 ans le Régiment de Marche du Tchad. Il est ensuite envoyé en Indochine en 1952 puis en Algérie. Il a toujours été présent lors de nos cérémonies commémoratives, portant fièrement ses décorations et la médaille militaire qui lui a été décernée en 2018 et transmettant à nos jeunes générations ce devoir de mémoire si important à nos yeux.

Après s'être installé à Cazaux qu'il connaissait bien, par l'intermédiaire d'un ami, Jacques Bessou a créé le 1er syndicat d'initiative, découvrant le potentiel de Cazaux. En 1964, naît dans son esprit l'idée de la création d'une halte nautique. Il souhaite aménager le lac et ses abords. C'est sous la mandature d'Aristide Ichard puis Gilbert Moga que Jacques Bessou a travaillé comme conseiller municipal puis adjoint à ce projet d'aménagement des bords du lac.

Il aura fallu plus de 20 ans pour faire aboutir son projet, avec l'inauguration en 1988 de la halte nautique comprenant 350 bateaux. Il était donc normal que la halte nautique de Cazaux porte son nom et nous sommes fiers, nous élus cazalins de la majorité, de cette délibération.

Monsieur DUCASSE :

Les élus cazalins unanimes, M Bouyroux, sont avec vous.

Monsieur BOUYROUX :

Je ne pouvais pas parler pour vous M Ducasse.

Monsieur Le Maire :

Tout le monde approuve cette nomination, merci pour lui et sa famille.

Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. DUFAILLY **DEL2024-04-152**

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA HALTE NAUTIQUE JACQUES BESSOU A CAZAUX

Vu l'arrêté inter préfectoral du 25 janvier 2024

Vu l'arrêté municipal du 27 avril 2015 relatif à la circulation et le stationnement ainsi que le balisage des espaces de loisirs sur le lac de Cazaux,

Vu la révision du règlement intérieur approuvé en conseil municipal du 13 décembre 2023,

Vu la décision de clôture de la régie de recettes « Halte Nautique » du 07 février 2023,

Vu l'avis favorable de la Commission extra-municipale de la halte nautique du 13 mars 2024,

Mes chers collègues,

Considérant la nécessité de préciser certaines règles régissant la halte nautique au vu des évolutions des pratiques,

Considérant en conséquence la nécessité de préciser et clarifier certains points du règlement en vigueur,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- APPROUVER les modifications du règlement intérieur de la Halte nautique de Cazaux, telles que présentées dans le document joint à la présente délibération,

- AUTORISER Monsieur le Maire à mettre en œuvre les mesures proposées dans ce règlement.

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR
DE LA HALTE NAUTIQUE JACQUES BESSOU DE CAZAUX

Note explicative de synthèse

Les modifications proposées aujourd'hui répondent à plusieurs nécessités :

- S'adapter aux évolutions des pratiques, en particulier liées à la location des bateaux,
- Réduire la longueur de la liste d'attente,
- Adapter les attributions à la limitation des rejets de gaz à effet de serre,
- Adapter le règlement aux nouvelles modalités de paiement,
- Clarifier et préciser le texte déjà existant comme pour les travaux par exemple.

Les principales modifications concernent (en jaune dans le règlement ci-joint) :

1- location de bateau : afin de lutter contre les activités commerciales conformément à l'AOT qui nous lie à la BA120, le règlement précise dorénavant que la location de bateau est interdite.

2- la liste d'attente avec 445 inscrits dont seulement 185 ont renouvelé leur demande conformément au règlement dont les règles sont affirmées ou modifiées :

- le non renouvellement de la demande par les intéressés entraînera d'office la radiation de la liste d'attente, et ce annuellement,
-il faudra être âgé d'au moins 16 ans avec autorisation parentale pour pouvoir s'inscrire sur la liste d'attente.

3- les attributions : elles seront définies sur la base de la liste globale d'attente avec rang de classement et se feront selon la règle de deux attributions à des résidents de la commune pour une attribution à un résident hors commune.
L'objectif est que les usagers soient plus proches de leur embarcation afin de limiter les rejets de gaz à effet de serre mais aussi soit plus réactifs en cas d'avarie.

4- les conditions financières : avec la fin de la régie, les remboursements (ou avoirs) sont chronophages et complexes. Aussi, ils seront limités aux cas de force majeure.

5- travaux : afin d'éviter toute réclamation, il est précisé qu'en cas de travaux sur les installations, le gestionnaire du port informera les usagers concernés par voie d'affichage, mail ou sms. Les usagers n'auront aucun droit à indemnités.

Ces modifications ont été approuvées par la commission extra-municipale de la halte nautique du 13 mars 2024.

HALTE NAUTIQUE JACQUES BESSOU
REGLEMENT INTERIEUR

I – CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1

L'usage et l'accès à la Halte Nautique sont réservés aux navires de plaisance à usage personnel (NUP), à voile ou à moteur en état de naviguer, et ayant eu au préalable une autorisation écrite d'accès du Maire.

L'usage des ports est réservé aux bateaux de plaisance qui ne seront en aucun cas utilisés comme habitation temporaire ou permanente

L'accès n'est autorisé qu'aux navires en état de naviguer. Tout navire stationnant dans les zones portuaires doit être maintenu en bon état d'entretien général, de flottabilité, et de sécurité et disposer ainsi d'une totale autonomie

ARTICLE 2

- Attributions :

Les emplacements sont attribués par le Maire, sur proposition de la Commission d'attribution, en fonction des places disponibles et sur demandes écrites formulées par les intéressés.

Les installations des ports sont mises en permanence à la disposition du public qui désire les utiliser en fonction de l'ordre d'enregistrement des demandes.

Le demandeur doit être âgé de 16 ans minimum et fournir une autorisation parentale manuscrite jusqu'à leur majorité.

L'inscription sur la liste d'attente prend effet à réception de la demande auprès de la halte nautique.

Les listes d'inscription ou de renouvellement sont classées en deux catégories :

-La liste des résidents dans la commune de La Teste de Buch, justifiant le paiement d'une taxe locale.

-La liste des résidents hors commune de La Teste de Buch.

Les attributions seront définies sur la base de la liste globale d'attente avec rang de classement et se feront selon la règle de deux attributions à des résidents de la commune pour une attribution à un résident hors commune.

La commission d'attribution procède aux attributions des demandes d'inscriptions et ordre de classement sur la liste d'attente selon les critères de sélection suivants :

1- Bateaux à propulsion principale par énergies renouvelables (électriques ou hydrogènes)
2- Examen par antériorité d'inscription sur la liste d'attente en respectant la règle de deux demandes de résidents de la commune pour une demande de résident hors commune.
3- Dossier complet
4- Caractéristiques du bateau quant à l'emplacement libre (taille et type)
5- En cas d'égalité les demandeurs ayant déjà loué en saison, sont prioritaires

La location d'un poste de mouillage est prévue pour une année du 1ier janvier au 31 décembre.

✓ Renouvellement de contrat :

Il appartient au propriétaire du bateau de renouveler sa demande tous les ans. Cette demande devra être faite entre le 1ier septembre et le 15 octobre de l'année N pour renouvellement de l'année N+1 à l'aide de l'imprimé destiné à cet effet. Cet imprimé sera envoyé par mail ou courrier aux intéressés, il sera également disponible à la Capitainerie de la Halte nautique. Il devra être accompagné des documents demandés faute de quoi la demande sera déclarée irrecevable.

✓ Signature du contrat :

Dès le renouvellement du contrat effectué par le bénéficiaire, la commune établira un contrat qui lui sera envoyé, et il devra le retourner signé avant le 31 janvier.

✓ Liste d'attente :

Le renouvellement par les intéressés des demandes non honorées est instauré au 1er janvier de chaque année pour une réactualisation des informations. Toutefois la date de la première demande reste la référence au moment de l'attribution. Le non renouvellement de la demande par les intéressés entraîne d'office la radiation de la liste d'attente, et ce annuellement.

Il est possible de s'inscrire sur la liste d'attente, sans être propriétaire d'un bateau.

Pour être inscrits sur liste d'attente, les demandeurs devront toutefois être âgés d'au moins 16 ans et fournir une autorisation parentale manuscrite jusqu'à leur majorité.

Seuls les demandeurs ayant un dossier complet au moment de la commission d'attribution seront éligibles à l'obtention d'un poste de mouillage.

ARTICLE 3

La mise à disposition d'un poste de mouillage étant strictement personnelle, elle ne peut en aucun cas donner lieu à cession sous quelque forme que ce soit.

En cas de vente d'un bateau, le titulaire du poste devra le sortir dans un délai maximum de 30 jours après le retour de la réception du recommandé par les services municipaux.

Le poste de mouillage ne peut en aucun cas faire l'objet d'un transfert de jouissance de la part du titulaire au profit du nouveau propriétaire.

La location ou la sous location d'un poste de mouillage est strictement interdite. Toutefois si le bateau est vendu en partie et devient copropriété, seul le premier titulaire du poste de mouillage pourra bénéficier du renouvellement de la location et restera le seul référent. Le nouveau copropriétaire ne pourra prétendre à une location pleine et entière sur ce poste de mouillage qu'après 7 années de copropriété et à condition que le titulaire renonce à ce poste de mouillage.

Par ailleurs le titulaire du poste de mouillage peut à sa demande, solliciter une suspension provisoire de sa location. Cette disposition ne sera valable qu'une année non renouvelable, et place en priorité le titulaire lors de sa demande de réintégration.

ARTICLE 4

En cas de décès du propriétaire, la possibilité de conserver l'usage du poste de mouillage est donnée à l'héritier obtenant le droit de propriété et de jouissance du bateau.

Un courrier recommandé avec accusé de réception devra être transmis à la Halte Nautique dans les 30 jours qui suivent le décès, les papiers d'identification du bateau au nom de l'héritier, devront être également rapidement transmis, afin de valider l'usage du poste de mouillage.

ARTICLE 5

Les bateaux ne seront admis dans la Halte Nautique que sur présentation d'une attestation d'assurance à jour, correspondant à la durée de la demande d'utilisation des installations et couvrant au minimum les risques suivants :

- ✓ Dommages causés aux ouvrages de la Halte Nautique quelle que soit leur nature, soit par le bateau, soit par ses usagers.
- ✓ Renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage à l'intérieur de la Halte Nautique et du chenal d'accès.
- ✓ Dommages tant corporels que matériels causés aux tiers à l'intérieur de la Halte Nautique y compris ceux pouvant découler de l'incendie du bateau et de sa réserve de carburant répandue sur le plan d'eau.

Le bénéficiaire d'un emplacement devra être en permanence titulaire d'une police d'assurance en cours de validité.

ARTICLE 6

Les papiers d'identification du bateau au nom du bénéficiaire principal de l'emplacement :

- ✓ Acte de francisation
- ✓ Titre de navigation
- ✓ Carte de circulation

doivent être présentés par le bénéficiaire, à la régie de la Halte Nautique au moment de l'attribution, du renouvellement annuel du poste de mouillage ou en cas de changement de bateau.

ARTICLE 7

L'attribution d'un poste donne lieu à la délivrance :

- ✓ d'une autorisation écrite du Maire,
- ✓ de deux badges destinées à être apposées visiblement l'un sur le bateau, l'autre sur le tableau de bord de la voiture du propriétaire du bateau. Ces badges ne peuvent en aucun cas donner lieu à cession sous quelque forme que ce soit ni être dupliqués. Le bénéficiaire s'engage à ne disposer de l'emplacement que pour le bateau déclaré sur le contrat de location et s'oblige expressément a n'en prendre possession, au plus tôt, qu'au premier jour de la période définie après 14h00 et à le libérer, au plus tard, le dernier jour de cette période avant 10h00. Le bénéficiaire devra aviser la capitainerie, au moins 7 jours à l'avance, de toute absence du bateau supérieure ou égale à 7 jours dans la période définie sur le contrat. Le bénéficiaire devra alors aussi indiquer la date de son retour sur son emplacement. La Commune pourra alors utiliser cet emplacement pour la durée de l'absence sans qu'il en résulte une quelconque indemnisation au profit du titulaire.

ARTICLE 8

Chaque passerelle flottante sera repérée par une lettre placée d'une manière très apparente. Chaque poste recevra un numéro d'ordre. Toutefois, il est prévu que si les besoins de l'exploitation l'exigeaient, le poste attribué pourrait être changé même pendant la période de location.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le bénéficiaire entendrait substituer un nouveau navire à celui pour lequel le contrat a été signé, il devra en aviser Le Maire avant toute mise sur le poste de mouillage du nouveau bateau. La Commune appréciera alors si les caractéristiques du nouveau bateau permettent son maintien au sein de la halte nautique. Si son maintien n'est pas possible, selon les cas, il sera mis fin au contrat ou à son non renouvellement.

Toutefois, si un nouvel emplacement peut être proposé, un avenant sera rédigé, sous réserve de la disponibilité d'un emplacement compatible avec les caractéristiques du nouveau navire.

ARTICLE 9

Les bateaux ne peuvent être amarrés qu'aux emplacements prévus à cet effet. Il est formellement interdit de les déplacer sans l'autorisation du personnel de la régie.

ARTICLE 10

Pour permettre l'identification des bateaux amarrés dans la Halte Nautique, le titulaire d'un poste de mouillage doit s'assurer que les initiales du quartier d'immatriculation ainsi que le numéro d'immatriculation du bateau figurent bien de chaque côté de la coque pour les bateaux à moteur et que le nom et les initiales du quartier d'immatriculation du bateau figure bien à la poupe pour les voiliers.

Le titulaire d'un poste doit également s'assurer que le badge autocollant qui lui est délivré en même temps que l'autorisation d'utiliser les installations de la Halte Nautique, est apposé de façon visible sur le bateau.

ARTICLE 11

Les bateaux doivent être amarrés solidement à au moins 3 points d'ancrage avant et arrière. Dans le cas où les installations d'amarrage mises à disposition par la commune venaient à être manquantes ou défaillantes le propriétaire du bateau devrait sécuriser son bateau avec les moyens ad-hoc (ancres, amarrage à couple, garde avant ou arrière…).

Trois pare battages doivent être disposés sur chaque bord, de façon à éviter toute avarie aux ou par les bateaux voisins. Toute avarie due à l'absence de ces défenses ou à leur insuffisance engagera la responsabilité du propriétaire du bateau.

Pneus, mousse polyester ou tube polyuréthane ne peuvent en aucun cas servir de défenses de pontons. Si de tels objets étaient posés, les agents de la Halte nautique pourront alors procéder à leur enlèvement.

ARTICLE 12

Sauf cas de force majeure, il est interdit de mouiller, ou de s'amarrer dans la Halte Nautique, ainsi que dans son chenal d'accès.

Dans le cas où une embarcation stationnant abusivement et illégalement ne porterait aucune marque extérieure permettant son identification, son enlèvement et sa mise à sec aux frais, risques et périls du propriétaire pourront être effectués après la mise en demeure apposés sur le bateau suivant les dispositions de l'article 39.

Le délai de préavis est fixé à huit (8) jours.

Le propriétaire d'une embarcation stationnant abusivement quelques heures sur un emplacement réservé, sans autorisation préalable de la régie, se verra signifier par les personnels de la halte nautique ou de la Police Municipale, l'obligation de s'acquitter du montant intégral du forfait journalier de stationnement dont le montant est voté annuellement par le conseil municipal.

ARTICLE 13

L'utilisation de la cale de mise à l'eau est obligatoire pour tout mouvement (mise à l'eau et sortie).

ARTICLE 14

Il est rappelé que conformément au code de la navigation, la sortie et l'entrée du chenal pour les voiliers, se feront voiles affalées.

Par ailleurs toute embarcation non motorisée est interdite dans le chenal et dans le port.

ARTICLE 15

L'accès aux passerelles flottantes est strictement réservé aux usagers. Les pontons doivent toujours être libres de passage et non encombrés de matériel.
Les chiens circulant dans l'enceinte de la Halte nautique seront tenus en laisse conformément à l'arrêté municipal du 14 Février 2013 - article 6 (affiché à la capitainerie).
La circulation des cycles ou engins à moteur est strictement interdite sur la promenade aménagée contournant le port depuis l'esplanade Jean Labat jusqu'à l'entrée de la capitainerie.
En cas de non-respect, un procès-verbal pourra alors être dressé.

ARTICLE 16

Il est formellement interdit de pratiquer la pêche, la natation, les sports nautiques, la planche à voile, le paddle l'optimiste, les VNM, le Kyte -surf dans les eaux de la Halte ainsi que dans son chenal d'accès. Des dérogations pourront être accordées par le Maire pour des manifestations ou des compétitions sportives organisées.

ARTICLE 17

La vitesse maximale dans la halte et dans son chenal d'accès est de 5 km/h (soit approximativement 3 nœuds). Marche au ralenti obligatoire.

II – CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 18

Le taux de la taxe d'usage et ses modalités de paiement sont fixés annuellement par le Conseil Municipal.

ARTICLE 19

Le paiement de la taxe d'usage :

- ✓ Pour les amarrages annuels du 1er janvier au 31 décembre, le paiement devra être effectué dès réception de l'avis de paiement émis par le Trésor Public, faute de quoi le poste sera de nouveau à la disposition de la halte nautique.
- ✓ S'agissant d'une redevance fixée forfaitairement pour une période déterminée, choisie librement par l'utilisateur, le paiement sera dû dans sa totalité, que la durée d'occupation soit totale ou partielle.
- ✓ Pour les amarrages temporaires, par période forfaitaire d'un mois, une semaine, un week-end, un jour, un trimestre ou un semestre (1er octobre au 31 mars), le règlement de location est effectué dès réception de l'avis de paiement émis par le Trésor Public. Aucun remboursement ou réduction de la taxe d'usage ne pourra être exigé.

✓ Le remboursement de la taxe d'usage :

Le seul remboursement (total ou partiel) possible de la taxe d'usage concerne les contrats annuels, et ce uniquement en cas de force majeur qui sont décès ou incapacité à naviguer prouvée par présentation d'un certificat médical.

Aucun autre remboursement ne pourra être accordé (changement de bateau, …).
La ville se réserve cependant le droit d'examiner toute demande exceptionnelle.

ARTICLE 20

Le paiement de la taxe d'usage donne droit à l'utilisation de l'emplacement mais ne couvre pas les vols ou détériorations commis sur les embarcations. La Commune ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable de quelque dommage que ce soit.

ARTICLE 21

Sans préjudice de l'application des stipulations de l'article 19, en cas de non-paiement des sommes dues dans un délai d'un mois à compter de la réception de la mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, l'emplacement sera de nouveau mis à la disposition de la Halte Nautique. Si dans pareil cas, l'emplacement est toujours occupé après le délai imparti, l'article 37 du présent règlement pourra être appliqué pour procéder à l'enlèvement du bateau en situation irrégulière.

ARTICLE 22

En cas de circonstances exceptionnelles (crises sanitaires, …), les usagers n'auront aucun droit à indemnités.

En cas de travaux sur les installations, le gestionnaire du port informera les usagers concernés par voie d'affichage, mail ou sms. Les usagers n'auront aucun droit à indemnités.

III-CONDITIONS REGLEMENTAIRES

ARTICLE 23

Il est formellement interdit de vivre et de dormir à bord des bateaux dans la Halte Nautique.

ARTICLE 24

Il est formellement interdit de louer son bateau.

ARTICLE 25

Il est défendu d'allumer du feu sur les bateaux à quai, sur, pontons, quais, terre-pleins et tous autres ouvrages et d'y avoir de la lumière à feu nu.

ARTICLE 26

A l'exclusion des bateaux à propulsion électrique, qui pourront laisser leur branchement pour la durée du chargement, il est formellement interdit de laisser en place tout branchement électrique, en absence du propriétaire ou du gardien du navire à bord.

Par exception et en cas de force majeure, l'exploitant du port pourra autoriser le maintien d'un raccordement en l'absence du propriétaire de façon temporaire.

L'exploitant peut déconnecter toute prise ou raccord d'un navire qui ne respecterait pas les prescriptions précédentes. Il est également interdit d'apporter des modifications aux installations électriques existantes.

Les appareils de chauffage, d'éclairage et les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie. L'utilisation d'appareil et d'installations défectueux peut-être interdite par les personnels de la halte nautique.

ARTICLE 27

Les navires amarrés ne doivent détenir à leur bord aucune matière dangereuse ou explosive, autre que les artifices ou engins réglementaires, et les carburants ou combustibles nécessaires à leur usage. Les opérations de ravitaillement seront effectuées en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter tous risques de salissure polluante, d'incendie et d'explosion. En aucun cas, la responsabilité de la Commune ne sera recherchée pour les incidents ou accidents susceptibles de survenir à l'occasion de ravitaillement en carburant.

ARTICLE 28

Il est interdit d'effectuer sur les navires aux postes d'accostage des travaux susceptibles de provoquer des nuisances dans le voisinage, notamment la vidange d'un moteur et leur utilisation abusive surtout la nuit.

ARTICLE 29

Il est mis gratuitement à disposition des usagers de la Halte Nautique, une borne de récupération des eaux noires et grises des bateaux. Tout rejet, déversement de détritus ou de résidus d'hydrocarbure est formellement interdit. Les ordures ménagères doivent être déposées dans des conteneurs mis à la disposition des usagers à cet effet en respectant le tri sélectif.

ARTICLE 30

Tout navire séjournant dans la Halte Nautique doit être maintenu en bon état d'entretien, de flottabilité et de sécurité. Si les services municipaux constatent qu'un bateau est dans un état de saleté et de non entretien laissant penser qu'il est à l'abandon, ou dans un état tel qu'il risque de couler ou de causer des dommages aux navires ou aux ouvrages environnants, une mise en demeure de procéder à la remise en état ou la mise à sec du bateau sera adressée au propriétaire dans le cas où il n'aurait pas répondu aux avis informatifs du service. Le délai de préavis est fixé à un mois**.** Si le nécessaire n'a pas été fait dans le délai imparti, il pourra être procédé à la mise à sec du bateau aux frais, risques et périls du propriétaire suivant les dispositions de l'article 39.

ARTICLE 31

Les usagers de la Halte Nautique ne peuvent en aucun cas modifier les ouvrages mis à leur disposition, notamment par la pose de tapis sur les pontons, le déplacement des taquets ou des pendilles. Les tabourets sont admis dès lors qu'ils ne gênent pas la circulation sur les pontons et qu'ils sont maintenus en bon état.

L'accès doit être laissé libre, les mâts, balcons, ancres en général, ne doivent pas dépasser sur les pontons. Les usagers sont tenus de signaler sans délai, à la capitainerie, toute dégradation qu'ils constatent à ces ouvrages, qu'elle soit de leur fait ou non. Ils sont responsables des avaries qu'ils occasionnent à ces ouvrages, les cas de force majeure exceptés. Les dégradations ou modifications des ouvrages sont réparées aux frais des personnes qui les ont occasionnées.

ARTICLE 32

L'utilisation de la cale de mise à l'eau est réservée aux usagers de la Halte Nautique et au public fréquentant le lac de Cazaux. Tout stationnement de bateaux ou de véhicules sur la cale et ses accès est formellement interdit. Dans le cas où un ou plusieurs usagers laisseraient sciemment ou par inadvertance leurs bateaux ou véhicules stationnés sur la cale ou ses accès, la Commune aura le droit de procéder à leur enlèvement aux frais, risques et périls du propriétaire suivant les dispositions de l'article 37. Les véhicules en infraction seront verbalisés selon les dispositions générales du Code de la route.

ARTICLE 33

Dans le cas où un ou plusieurs usagers, par des mouvements désordonnés, mettraient en danger, soit la stabilité, soit la conservation d'une des passerelles, ou bien par leur attitude obstrueraient la circulation sur cette passerelle, les services municipaux pourront évacuer le ou les perturbateurs et si besoin est, requérir à cet effet la force publique sans préjudice du retrait éventuel de l'autorisation.

En cas de retrait des autorisations pour les motifs définis ci-dessus, la totalité de la taxe déjà acquittée par les usagers, quelle que soit la date d'expiration de la période considérée, sera acquise à la Ville.

ARTICLE 34

La Commune ne sera pas responsable des accidents ou de leurs conséquences (immersion ou noyade etc …) pouvant survenir aux usagers ou à leurs passagers, soit en circulant sur la passerelle, soit en embarquant ou débarquant de leurs bateaux. La garde et la conservation des bateaux ne sont pas à la charge de la Commune.

ARTICLE 35

Sauf urgence, dans le cas où tout ou partie des passerelles devraient être interdites à l'exploitation ou enlevées pour réparation, la Commune devra en informer les usagers par lettre recommandée ou lettre simple, au moins vingt jours à l'avance. Ces derniers devront prendre toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour la conservation de leurs bateaux pendant le période d'indisponibilité des installations.

En cas de force majeure, la Commune ne sera pas responsable des avaries ou de la destruction causée aux bateaux par le démantèlement ou la disparition totale ou partielle des passerelles flottantes. Dans le cas précité, les usagers n'auront droit à aucune indemnité, mais ils ne paieront que le temps pendant lequel ils auront pu faire usage des installations.

ARTICLE 36

Les usagers doivent garer leurs véhicules aux endroits prévus à cet effet par la Commune. Ils doivent s'assurer que le badge communal qui leur a été délivré en même temps que l'autorisation d'utiliser les installations de la Halte Nautique est apposée visiblement sur le tableau de bord de leur véhicule. Tous les véhicules supérieurs à 3.5 Tonnes ainsi que remorques attelées ou non, ne doivent pas stationner dans l'enceinte de la Halte Nautique.

Les campings cars sont interdits dans l'enceinte de la Halte Nautique, sauf dérogation donnée par Mr le Maire.

ARTICLE 37

La garde et la conservation des bateaux ne sont pas à la charge de la Commune sur laquelle aucune responsabilité ne pèse pour la perte ou les dommages ne résultant pas de son fait ou de celui de ses agents. Ces dispositions sont applicables dans le cas où les services municipaux constateraient la déficience des amarrages appartenant au propriétaire du bateau. En aucun cas, la responsabilité de la Commune ne sera recherchée à l'occasion de l'exécution des services accessoires que l'usager pourrait confier à des tiers. Ces tiers qui devront être dûment mandatés par l'usager, ne sauraient se prévaloir de droits autres que ceux confiés à ce dernier par le présent règlement.

ARTICLE 38

En l'absence de zone aménagée à cet effet, la réparation et le carénage ne sont autorisés, sur la zone indiquée par les agents de la Halte nautique, que si des mesures de protection des lieux sont prises (positionnement de bâches, non rejet des eaux souillées dans les eaux du Lac et plus généralement toute mesure utile à la protection de la préservation de l'environnement…). Une autorisation préalable du responsable de la Halte nautique sera donc nécessaire.

ARTICLE 39

En cas d'intervention d'une entreprise sous-traitante de la Commune pour procéder à l'enlèvement d'un bateau en situation irrégulière, au regard des articles 12, 21, 28 et 30 du présent règlement, ou au renflouement d'une épave, le propriétaire contrevenant sera redevable des frais d'enlèvement et de stockage facturée par ladite entreprise. En cas de retrait des autorisations pour les motifs définis ci-dessus, la totalité de la taxe déjà acquittée par les usagers, quelle que soit la date d'expiration de la période considérée, sera acquise à la Ville.

ARTICLE 40

En cas de non-respect des obligations définies et stipulées au présent règlement, le propriétaire du bateau pourra se voir refuser le renouvellement de son autorisation après en avoir été avisé.

IV DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 41

Le fait de pénétrer dans la Halte Nautique et de demander l'usage de ses installations implique pour chaque intéressé la connaissance du présent règlement et l'engagement à s'y conformer.

Un exemplaire sera joint à chaque autorisation délivrée par la Commune. Une copie du présent règlement sera affichée en permanence dans un endroit bien apparent de la Halte Nautique. L'autorisation d'utiliser les installations de la Halte nautique emporte approbation par l'usager du présent règlement.

ARTICLE 42

De même, le fait de pénétrer dans la Halte Nautique, implique pour chaque intéressé la connaissance de l'arrêté inter-préfectoral du 25 janvier 2024 portant règlement particulier de police de la navigation de plaisance et des activités sportives sur le lac de CAZAUX-SANGUINET. Une copie de cet arrêté sera affichée dans un endroit bien apparent du port.

ARTICLE 43

M. le Directeur Général des Services et tous agents placés sous son autorité sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera transcrit sur le registre des délibérations de la Mairie et transmis au Sous-Préfet(e) de l'arrondissement d'Arcachon.

Merci de cocher les cases

- ☐ **J'ai bien pris connaissance des conditions stipulées sur le contrat et m'engage à les respecter ;**
- ☐ **Je reconnais avoir pris connaissance du Règlement Intérieur de la Halte nautique et m'engage à le respecter ;**
- ☐ **J'accepte que les sanctions prévues au Règlement intérieur de la Halte nautique me soit appliquées dans le cas du non-respect de celui-ci.**

Fait à :

le :

Patrick DAVET

Lu et approuvé
Signature du contractant

Maire de La Teste de buch

Monsieur le Maire :
Merci M Dufailly, des interventions ? nous passons au vote,

Opposition : Pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme REAU **DEL2024-04-153**

CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE, LE CCAS ET L'EPIC HIPPOCAMPUS POUR LA PASSATION D'UN MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS D'ASSURANCES

Vu les dispositions de l'article L.2113-6 et suivants du Code de la commande publique ;
Vu la convention de groupement de commandes annexée à la présente délibération ;

Mes chers collègues,

Considérant que les contrats d'assurances de la Ville, du CCAS et de l'EPIC HIPPOCAMPUS, conclus dans le cadre d'un précédent groupement de commandes, se terminent au 31 décembre 2024 et qu'il convient de les renouveler,

Considérant que des groupements de commandes peuvent être constitués entre acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés, conformément à l'article L.2113-6 du Code de la commande publique,

Considérant la volonté d'optimiser les procédures d'achats en termes d'efficience et de coûts pour la Ville, le CCAS et l'EPIC en recourant à la mutualisation de ces procédures via un groupement de commandes,

Considérant qu'une convention de groupement de commandes doit être signée et que celle-ci doit désigner un coordonnateur chargé de la conduite de la procédure de mise en concurrence,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- APPROUVER la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville, le CCAS et l'EPIC HIPPOCAMPUS pour la passation d'un marché public de prestations d'assurances ;
- APPROUVER la désignation de la Ville en tant que coordonnateur du groupement ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes.

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE, LE CCAS ET L'EPIC POUR LA PASSATION D'UN MARCHÉ DE PRESTATIONS D'ASSURANCES

Note explicative de synthèse

Les contrats d'assurance de la Ville, du CCAS et de l'EPIC de La Teste-de-Buch arrivent à échéance le 31 décembre 2024 ; il convient de les remettre en concurrence pour conclure de nouveaux contrats.

Les contrats arrivant à échéance sont les suivants :

- Pour la Ville :
  - Dommages aux biens et risques annexes ;
  - Responsabilité civile et risques annexes ;
  - Véhicule à moteur et risques annexes ;
  - Protection fonctionnelle ;
  - Protection juridique ;
  - Risques statutaires ;
  - Risques expositions.

- Pour le CCAS :
  - Dommages aux biens et risques annexes ;
  - Responsabilité civile et risques annexes ;
  - Véhicule à moteur et risques annexes ;
  - Protection fonctionnelle ;
  - Protection juridique ;
  - Risques statutaires.

- Pour l'EPIC :
  - Dommages aux biens et risques annexes ;
  - Responsabilité civile et risques annexes ;
  - Véhicule à moteur et risques annexes ;
  - Protection fonctionnelle ;
  - Protection juridique.

Afin d'optimiser les coûts financiers et la gestion administrative, il est envisagé de constituer un groupement de commandes entre les entités précitées par application de l'article L.2113-6 du Code de la commande publique.

Le projet de convention annexé à la délibération prévoit de désigner la Ville en tant que coordonnateur du groupement. La convention définit l'objet, la durée et les modalités de fonctionnement du groupement.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville, le CCAS et l'EPIC pour la passation d'un marché public de prestations d'assurances ;
- APPROUVER la désignation de la Ville en tant que coordonnateur du groupement ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes.

VILLE DE LA TESTE DE BUCH

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE, LE CCAS ET L'EPIC HIPPOCAMPUS POUR LA PASSATION D'UN MARCHÉ DE PRESTATIONS D'ASSURANCES

Préambule

ENTRE

- La **Ville de La Teste de Buch**, dont le siège est situé au 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE-DE-BUCH, représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, dûment habilité par délibération n°…… du Conseil municipal du …….. 2024,

  Ci-après nommée « la Ville »,

Et

- Le **Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)**, dont le siège est situé au 12 rue du Parc de l'Estey , 33260 LA TESTE-DE-BUCH, représenté par sa Vice-Présidente, Madame Brigitte GRONDONA, dûment habilitée par la délibération n°…….. du Conseil d'Administration du …….. 2024,

  Ci-après nommé « le CCAS »,

Et

- L'**Etablissement public industriel et commercial HIPPOCAMPUS**, dont le siège est situé au 13 bis rue Victor Hugo, 33260 LA TESTE DE BUCH, représenté par sa Directrice, Madame ZORZABALBERE Astrid, dûment habilitée par délibération n°……. du Conseil d'Administration du …….. 2024,

  Ci-après nommé « l'EPIC»,

Il est constitué un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique.

OBJET DE LA CONVENTION

La Ville, le CCAS et l'EPIC conviennent par la présente convention de se grouper, conformément aux dispositions de l'article L.213-6 du Code de la commande publique.

Ce groupement a pour objet de permettre la passation et la signature d'un marché public de prestations d'assurances composé notamment des garanties suivantes :
Assurances responsabilité civile, risques statutaires, protection fonctionnelle, protection juridique, flotte automobile, dommages aux biens, risque exposition, et toute autre garantie nécessaire en fonction des besoins d'assurance détectés pour chaque membre du groupement.

Le marché sera conclu pour quatre années et fera l'objet d'un allotissement dont les modalités des lots seront déterminées en fonction des besoins propres à chaque membre du groupement d'achat.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du groupement de commandes constitué, en vue de la passation et de l'exécution d'un marché public relatif aux prestations d'assurance.

DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties et perdurera jusqu'à la notification du marché.

En cas de relance de certains lots, le groupement de commandes poursuivra ses effets jusqu'au terme de la procédure de passation.

Les marchés issus de la présente convention seront conclus pour une durée de quatre ans.

COORDONATEUR DU GROUPEMENT

Est désignée comme coordonnateur du groupement de commandes la Ville, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Patrick DAVET.

RÉPARTITION DES MISSIONS ENTRE MEMBRES DU GROUPEMENT

5.1. Rôle et missions du coordonnateur du groupement

Il incombe au coordonnateur désigné à l'article 3 de la présente convention de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du ou des titulaires du marché projeté, et de notifier le marché au nom et pour le compte des membres du groupement.

En conséquence, relèvent du coordonnateur les missions relevant de la passation du marché (en collaboration avec un assistant à maîtrise d'ouvrage), et notamment :

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- La définition du besoin ;
- Le choix de la procédure ;
- La rédaction du dossier de consultation des entreprises (D.C.E) ;
- La rédaction et l'envoi des avis d'appel public à la concurrence ;
- La publication sur le profil acheteur de la Ville (DEMATIS via e-marchespublics.fr) ;
- La réception des candidatures et des offres ;
- L'analyse des candidatures et offres ;
- L'information des soumissionnaires non retenus ;
- La notification du marché ;
- D'agir en justice en cas de litige avec les soumissionnaires.

5.2. Rôle et missions des membres du groupement

Il incombe au CCAS et à l'EPIC, en tant que membre du groupement, de :

- Transmettre au coordonnateur tous les éléments nécessaires à la définition du besoin ;
- Respecter le choix des titulaires du marché ;
- Signer le marché correspondant à ses propres besoins ;
- Assurer l'exécution et le suivi du marché après signature de celui-ci. Chaque membre effectuera donc la gestion et le suivi de ses contrats d'assurance et de ses sinistres ;
- Signer pour ce qui le concerne, le ou les avenants nécessaires à la bonne exécution du marché.

A ce titre, un contrat d'assurance sera édité pour chaque membre et pour chaque lot.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Les frais liés à la procédure ainsi que les frais de publicités liés à la passation des marchés sont réglés par la Ville en tant que coordonnateur.

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) compétente pour attribuer le marché sera celle du coordonnateur du groupement, conformément au paragraphe II. de l'article L.1414-3 du Code de la commande publique.

La CAO fonctionnera et interviendra dans les conditions fixées par le Code général des collectivités territoriales.

MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement, par une délibération des assemblées délibérantes. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement a approuvé les modifications.

RETRAIT DES MEMBRES ET RÉSILIATION

Chaque membre pourra décider pour un motif d'intérêt général de se retirer du groupement et de mettre un terme à la présente convention, sous réserve de respecter un délai de préavis de trois mois.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché, le retrait ne prend effet qu'à l'expiration du marché concerné.

CAPACITÉ À AGIR EN JUSTICE

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

RÉSOLUTION DES LITIGES NÉS DE LA CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux.

SIGNATURES DES PARTIES

Fait en 3 exemplaires à La Teste de Buch le ……

Pour la Ville
Le Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du ……

Patrick Davet,

Le Maire

Pour le CCAS
La Vice-Présidente, autorisée à signer la présente convention par délibération du Conseil d'Administration en date du ……..,

Brigitte Grondona,

La Vice-Présidente du CCAS

Pour l'EPIC
La Directrice, autorisée à signer la présente convention par délibération du Conseil d'Administration en date du ……..,

Astrid Zorzabalbere,

La Directrice de l'EPIC

Monsieru le Maire
Merci Mme Réau des interventions ?

Opposition : Pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BOUYROUX **Délibération n. 28**

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE LA VILLE ET HIPPOCAMPUS

Avenant n° 2

Mes chers collègues**,**

VU *la délibération du conseil municipal n° DEL 2021-12-595du 14 décembre 2021 approuvant la convention d'objectifs et de moyens entre la ville et l'EPIC*

VU *la délibération du Conseil d'administration de l'EPIC n° 2022-01-08 du 21 janvier 2022 approuvant ladite convention*

VU *la délibération du Conseil municipal n° DEL 2023-12-645 du 13 décembre 2023 approuvant le vote du budget principal 2024 de la commune de La Teste-de-Buch*

CONSIDERANT que l'article 8 de la convention pluriannuelle d'objectif et de moyens prévoit les flux financiers entre la ville et l'EPIC et que « le versement de la subvention est convenu chaque année par avenant » et que le versement de la subvention est notamment lié à :

- L'atteinte des objectifs fixés
- La bonne réalisation des missions
- La fourniture d'un rapport annuel d'activités décrivant la réalisation des missions

CONSIDERANT que les objectifs fixés ont été atteints.

CONSIDERANT que les objectifs fixés à l'article 8 doivent être maintenus car l'année 2023 a démontré la pertinence du projet de l'EPIC-HIPPOCAMPUS basé sur l'attractivité territoriale dans ses diverses composantes et non pas uniquement sur les missions du bloc principal des offices de tourisme : en effet, l'efficacité démontrée de la gestion de cette attractivité en 2023 a reposé dans la création de synergies entre différents acteurs publics et privés.

CONSIDERANT que par ailleurs, le projet de reconstruction des activités économiques de La Teste de Buch appelle à cette approche globale de l'attractivité territoriale et d'un politique intégrant les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) en 2024, il est formalisé les objectifs suivants :

- ✓ Poursuivre les missions initiales de l'Office de Tourisme et la politique de développement de l'attractivité territoriales des différents périmètres de gestion de l'EPIC avec les synergies opérationnelles ;
- ✓ Poursuivre la structuration de l'Office du commerce et de l'artisanat ainsi que la mise en œuvre de ses actions ;
- ✓ Poursuivre l'organisation et le développement des marchés permanents ou saisonniers sur l'ensemble du territoire communal ;
- ✓ Poursuivre la relance opérée de la gestion des foires, congrès et évènements en

matièrede tourisme d'affaires ainsi que l'exploitation du Parc des Expositions ;

- ✓ Participer au travail de relance des activités économiques et de la reconstruction environnementale du territoire piloté par les services communaux ;
- ✓ Dynamiser le territoire à travers l'organisation d'évènements et animations.

CONSIDERANT que l'article 9 de la CPOM prévoit le détail des flux financiers à voter chaque annéeainsi que leur valorisation financière, la valorisation de l'année 2024 est établie comme suit :

Remboursements de l'EPIC à la Ville :

Service	***Modalité de calcul***	***Montant pour 2024***
Services Techniques	Montant forfaitaire de 40 000 € par an pour l'entretien des bâtiments, espaces verts, véhicules… (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	40 000 €
Service juridique	Montant forfaitaire de 5000 € par an (révisable chaque année par avenant)	5000 €
Service Communication	Montant forfaitaire de 5000 € par an (révisable chaque année par avenant)	5000 €
DINSI	Montant forfaitaire de 13 250 € par an (montant révisable chaque année par avenant, enfonction des projets et interventions)	13 250 €
Service urbanisme	Montant forfaitaire de 1000 € par an (montant révisable chaque année par avenant, enfonction des projets et interventions)	1000 €
Service RH	Montant forfaitaire de 4000 € par an (montant révisable chaque année par avenant, enfonction des projets et interventions)	4000 €
TOTAL	Subvention Epic Hippocampus	68 250

Remboursements de la Ville à l'EPIC :

Service	***Modalité de calcul***	***Montant pour 2024***
Financier	La Ville reversera les 100/144 de la collecte de la Taxe de séjour 2024 et les 100/110 du reliquat de la collecte de la taxe de séjour perçue au titre de 2023, à l'EPIC HIPPOCAMPUS selon les modalités suivantes : Les reversements seront effectués par la Ville aufur et à mesure des encaissements.	Non défini

Financier	Subvention Ville	64 000 €

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de l'avenant n° 2 ci-joint ainsi que les objectifs fixés à HIPPOCAMPUS pour son exercice 2024,
- APPROUVER les valorisations et modalités de financement de HIPPOCAMPUS pour l'année 2024 afin qu'il atteigne ces objectifs,
- IMPUTER ces dépenses et ces recettes au budget principal,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 2 ci-joint.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
ENTRE LA VILLE ET l'EPIC HIPPOCAMPUS
AVENANT N°2

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Il convient de renouveler, par avenant, chaque année la convention de partenariat entre la Ville et l'EPIC HIPPOCAMPUS, de manière à contractualiser les relations entre ces deux entités.

Cette convention est mise à jour, selon les projets initiés par l'EPIC HIPPOCAMPUS ou les acquisitions diverses.

L'article 8 de la convention d'objectifs, qui prévoit les flux financiers entre la Ville et l'EPIC HIPPOCAMPUS, indique que le versement de la subvention est convenu chaque année par avenant, en fonction de l'atteinte des objectifs fixés, de la bonne réalisation des missions et de la fourniture d'un rapport annuel d'activités décrivant la réalisation des missions.

Les objectifs fixés à l'article 8 ont été atteints et doivent être maintenus car l'année 2023 a démontré la pertinence du projet de l'EPIC-HIPPOCAMPUS basé sur l'attractivité territoriale dans ses diverses composantes et non pas uniquement sur les missions du bloc principal des offices de tourisme. En effet, l'efficacité démontrée de la gestion de cette attractivité en 2023 a reposé dans la création de synergies entre différents acteurs publics et privés.

Par ailleurs, le projet de reconstruction des activités économiques de La Teste de Buch appelle à cette approche globale de l'attractivité territoriale et d'une politique intégrant les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) en 2024, il est formalisé les objectifs suivants :

- ✓ Poursuivre les missions initiales de l'Office de Tourisme et la politique de développement de l'attractivité territoriales des différents périmètres de gestion de l'EPIC avec les synergies opérationnelles ;
- ✓ Poursuivre la structuration de l'Office du commerce et de l'artisanat ainsi que la mise en œuvre de ses actions ;
- ✓ Poursuivre l'organisation et le développement des marchés permanents ou saisonniers sur l'ensemble du territoire communal ;
- ✓ Poursuivre la relance opérée de la gestion des foires, congrès et évènements en matièrede tourisme d'affaires ainsi que l'exploitation du Parc des Expositions ;
- ✓ Participer au travail de relance des activités économiques et de la reconstruction environnementale du territoire piloté par les services communaux ;
- ✓ Dynamiser le territoire à travers l'organisation d'évènements et animations.

L'article 9 de la CPOM prévoit le détail des flux financiers à voter chaque année, ainsi que leur valorisation financière.

La valorisation de l'année 2024 est établie comme suit :

Remboursements de l'EPIC à la Ville :

Service	***Modalité de calcul***	***Montant pour 2024***
Services Techniques	Montant forfaitaire de 40 000 € par an pour l'entretien des bâtiments, espaces verts, véhicules … (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	40 000 €
Service juridique	Montant forfaitaire de 5000 € par an (révisable chaque année par avenant)	5000 €
Service Communication	Montant forfaitaire de 5000 € par an (révisable chaque année par avenant)	5000 €
DINSI	Montant forfaitaire de 13 250 € par an (montant révisable chaque année par avenant, enfonction des projets et interventions)	13 250 €
Service urbanisme	Montant forfaitaire de 1000 € par an (montant révisable chaque année par avenant, enfonction des projets et interventions)	1000 €
Service RH	Montant forfaitaire de 4000 € par an (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	4000 €
TOTAL	Subvention Epic Hippocampus	68 250€

Remboursements de la Ville à l'EPIC :

Service	***Modalité de calcul***	***Montant pour 2024***
Financier	La Ville reversera les 100/144 de la collecte de la Taxe de séjour 2024 et les 100/110 du reliquat de la collecte de la taxe de séjour perçueau titre de 2023, à l'EPIC HIPPOCAMPUS selon les modalités suivantes : Les reversements seront effectués par la Ville aufur et à mesure des encaissements.	Non défini
Financier	Subvention Ville	64 000 €

La délibération a donc pour objet d'approuver l'avenant n° 2 de la convention d'objectifs entre la Ville et l'EPIC-HIPPOCAMPUS, de fixer les objectifs, de valoriser les flux croisés et les modalités de financement de manière à atteindre ces objectifs et d'autoriser le maire à signer l'ensemble des pièces y relatives.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
ENTRE LA VILLE ET L'EPIC HIPPOCAMPUS
DE LA TESTE DE BUCH
AVENANT N°2

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch représentée par son Maire en exercice, Monsieur Patrick DAVET, agissant en vertu de la délibération du 11 avril 2024

Ci-après dénommée « La Ville », d'une part,

ET

L'EPIC HIPPOCAMPUS représenté par sa Directrice en exercice, Madame Astrid ZORZABALBERE, agissant en vertu de la délibération municipale n° 2021-09-450 du 23 septembre 2021, et par deliberation du conseil d'administration du 12 mars 2024

Ci-après dénommé « EPIC » d'autre part.

PREAMBULE

Au regard de l'article 3 de la Convention Pluriannuelle d'objectifs et de moyens prévoyant le vote annuel des moyens au regard des objectifs,

Il a été convenu ce qui suit :

L'article 3 est substitué comme suit :

C – Fêtes, cérémonies, animations et évènements ne relevant pas de la gestion municipale (convention) sur le territoire de La Teste de Buch, ou impliquant la promotion / communication touristique et économique de la commune en relation avec les partenaires institutionnels tels que la Région, le Département, la Cobas, le Siba, le Syndicat Mixte du Grand Site, le SMPBA, le Parc Marin ainsi que les Chambres consulaires notamment.

La cellule « évènementiel » de HIPPOCAMPUS est particulièrement dédiée à l'organisation d'évènements conviviaux, de qualité, éco responsables afin d'accompagner le rayonnement de la Ville.

Au regard des articles 8 et 9 de la Convention Pluriannuelle d'objectifs et de moyens prévoyant le vote annuel des moyens au regard des objectifs,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 8 est substitué comme suit :

Le montant annuel de la subvention est déterminé d'un commun accord entre l'EPIC et la Ville. Il est établi en fonction d'un fonds de roulement prévisionnel de 45 jours au 31 décembre de l'exercice considéré. Le versement de la subvention est notamment lié à :

- l'atteinte des objectifs fixés suivants :

- ✓ *Poursuivre les missions initiales de l'Office de Tourisme et la politique de développement de l'attractivité territoriales des différents périmètres de gestion de l'EPIC HIPPOCAMPUS avec les synergies opérationnelles ;*
- ✓ *Poursuivre la structuration de l'Office du commerce et de l'artisanat ainsi que la mise en œuvre de ses actions ;*
- ✓ *Poursuivre l'organisation et le développement des marchés permanents ou saisonniers sur l'ensemble du territoire communal ;*
- ✓ *Poursuivre la relance opérée de la gestion des foires, congrès et évènements en matière de tourisme d'affaires ainsi que l'exploitation du Parc des Expositions*
- ✓ *Participer au travail de relance des activités économiques et de la reconstruction environnementale du territoire piloté par les services communaux*

- la bonne réalisation des missions

- la fourniture d'un rapport annuel d'activités décrivant la réalisation des missions

Le versement de la subvention est convenu chaque année par avenant, comme indiqué à l'article 9.1.

L'article 9.1 est substitué comme suit :

Comme convenu par les articles 5 et 6 de la Convention, la Ville et l'EPIC HIPPOCAMPUS conviendront, chaque année, par avenant les valorisations des actions de la Ville pour le compte de l'EPIC HIPPOCAMPUS et inversement.

La valorisation financière est établie comme suit :

Remboursements de l'EPIC à la Ville :

Service	*Modalité de calcul*	*Montant pour 2024*
Services Techniques	Montant forfaitaire de 40 000 € par an pour l'entretien des bâtiments, espaces verts, véhicules… (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	40 000 €
Service juridique	Montant forfaitaire de 5000 € par an (révisable chaque année par avenant)	5000 €
Service Communication	Montant forfaitaire de 5000 € par an (révisable chaque année par avenant)	5000 €
DINSI	Montant forfaitaire de 13 250 € par an (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	13 250 €
Service urbanisme	Montant forfaitaire de 1000 € par an (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	1000 €
Service RH	Montant forfaitaire de 4000 € par an (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	4000 €

Remboursements de la Ville à l'EPIC HIPPOCAMPUS :

Service	*Modalité de calcul*	*Montant pour 2024*
Financier	La Ville reversera les 100/144 de la collecte de la Taxe de séjour 2024 et les 100/110 du reliquat de la collecte de la taxe de séjour perçue au titre de 2023, à l'EPIC HIPPOCAMPUS selon les modalités suivantes : Les reversements seront effectués par la Ville au fur et à mesure des encaissements.	Non défini
Financier	Subvention Ville	64 000 €

Pour l'année 2024, la Ville versera une subvention à l'EPIC d'un montant de 64 000 €.

Pour l'année 2024, l'EPIC devra verser 68 250 € à la Ville.

<u>Les autres articles demeurent inchangés.</u>
Fait à La Teste de Buch, le …….

La Directrice de l'EPIC HIPPOCAMPUS — Le Maire de La Teste de Buch

Astrid ZORZABALBERE — Patrick DAVET

Monsieur BOUYROUX
Je vais vous faire avant, la présentation du rapport 2023

Le rapport d'activités 2023 d'hippocampus, l'année 2023 a été marquée par 2 axes majeurs, la qualité de vie au travail au cœur de la démarche managériale avec la mise en place d'une journée cohésion entre les membres de l'équipe et le CA, la mise en place du télétravail et la mise en place d'un plan de formation pour les agents.
D'un autre coté la politique RSE que nous avons engagée avec l'obtention de la norme Iso 20121 qui devient l'objectif de la labellisation hippocampus.
La norme Iso 20121 c'est la Maîtrise et gestion des déchets, Consommation responsable, - Atténuation des effets négatifs sur les infrastructures et/ou services publics locaux, - Réduction des risques de conflits.

Pour l'office du tourisme, il a su développer ses qualités et conserver ses 3 labels, accueil vélo, tourisme handicap, et qualité tourisme. Deux axes aussi pour l'OT, vis-à-vis du particulier, lieu de vie ouvert aux vacanciers comme aux locaux, proposition d'animations diverses et variées mettant à l'honneur les associations et les professionnels de la Teste et être un OT c'est aussi aller à la rencontre de son public, on a mis en place un calendrier de rencontres hors les murs, au marché de la Teste, Cazaux, Pyla , l'hippodrome, la dune du Pilat.
L'autre axe c'est l'animation auprès des professionnels notamment le lancement de saison touristique le 06/04 chez Aldo au Petit Nice, la présentation du label tourisme et handicap.
La cellule évènementielle, 6 évènements en 2023 dont une nouveauté au Pyla et qui sera renouvelée en 2024.
Un total des recettes d'exploitation de 1 170 895€ dont 863 149€ de taxe de séjour, un total des dépenses d'exploitation de 1 332 934€ soit un résultat de fonctionnement de l'exercice 2023 de -162 039€ un résultat de fonctionnement 2022 reporté de 1 802 566€ soit un résultat de fonctionnement cumulé de 1 640 527€.
En investissement, total des recettes 246 113€ total des dépenses 35 064€ un résultat pour 2023 de 211 049€ et un résultat d'investissement 2022 reporté de -205 933€ soit un résultat cumulé de 5 111€, donc le résultat de 1 645 642€.

Les marchés, pour la Teste, aller sur un marché toujours plus éco responsable avec l'ajout de rack à vélos, les sacs biodégradables ou papier pour tous les commerçants, la gestion des invendus avec l'application To Good To Go, le tri des déchets, la consommation énergétique, plus de 15 animations en 2023 sur le marché de la Teste, dont l'omelette Pascale, les Guinguettes, les z'apéros et le chocolat chaud de Noël. Nous sommes très fiers d'être le plus beau marché du département et le 2ème de la région.
Pour Cazaux fort de sa halle cazaline et de son marché tous les mardis matin et 19 commerçants, nous avons créé en 2023 les nocturnes du lac de Cazaux, 41 commerçants en juillet et aout.
Pour le marché estival du Pyla tous les vendredis matin de juillet/ aout en 2023 3ème édition avec 34 commerçants qui ses sont installés avenue de l'Ermitage.

L'OCA, année rythmée par des animations commerciales locales en lien avec les temps forts du calendrier qui ont connu un grand succès. C'est aussi des RDV économiques dont 4 qui ont eu lieu dans différents quartiers de la ville, qui se sont terminés par la grande soirée au théâtre Cravey où plus de 450 chefs d'entreprises, commerçant artisans se sont retrouvés pour faire le bilan avec nous.
La campagne « c'est mon commerçant », 30 nouveaux portraits de commerçants réalisés en 2023 et affichés dans la ville.

Les chiffres de l'OCA, total des recettes d'exploitation, 484 775€, total des dépenses d'exploitation 545 281€ soit un résultat de fonctionnement de l'exercice 2023 de – 60 506€ avec l'excédent de fonctionnement de 2022 reporté de 113 962€ un résultat de fonctionnement cumulé de 53 456€.
En investissement, total des recettes d'investissement de 2314€ total des dépenses d'investissement 7994€ soit un résultat d'investissement de 2023 de -5679€ un excédent d'investissement 2022 reporté de 688€ soit un résultat d'investissement cumulé de -4991€ avec un total de résultat pour 2023 de 48 464€.

Le Parc des expositions, la stratégie est restée la même, asseoir le positionnement de loueur d'espace seul bâtiment indoor de 3000 M². Il a fallu conquérir et fidéliser de nouveaux organisateurs d'évènements et développer l'offre de location des AOT auprès des entreprises locales en créant 6 nouveaux espaces.
Seize organisateurs d'évènements en 2023, 31 évènements accueillis par rapport à 2022.
Les chiffres, total des recettes d'exploitation, 301 937€, total des dépenses 266 602€ soit un résultat de fonctionnement de l'exercice 2023 de 35 335€ et un résultat de fonctionnement de 2022 reporté de 35 043€ soit un résultat de fonctionnement cumulé de 70 378€ et en investissement total des recettes 26 675€ total des dépenses 56 200€ soit un résultat d'investissement de l'exercice 2023 -29 524€ un résultat d'investissement 2022 reporté de -19 301€ soit un résultat d'investissement cumulé de -48 826€ pour un total pour la 2ème année consécutive pour le parc des expositions avec 21 552€.
Je voulais remercier à nouveau toute l'équipe d'hippocampus et sa directrice pour l'excellent travail accompli tout au long de l'année.

Monsieur le Maire :
Merci M Bouyroux, oui on remercie l'équipe et en tant qu'élu merci de l'excellente tenue de cet OT, on en a la volonté et il a créé un dynamisme considérable qui plait au travers des différentes manifestations et là aussi nous sommes dans l'innovation en permanence, c'est un réel plaisir d'avoir cet outil et j'y vois aussi une équipe souriante, volontaire, et déterminée.
Merci pour ce travail, on a aujourd'hui des chiffres qui sont positifs, au parc des expositions qui avec l'option que nous avons choisie, est bénéficiaire pour la 2ème année. L'entreprise Léo qui est organisateur d'évènements, et qui m'a envoyé un petit mot de félicitations, pour les moyens que l'on donne, un véritable succès plus de 8000 visiteurs et 140 professionnels au salon maisons et jardins.
Bravo et continuons comme ça, on montre le dynamisme de notre ville, et c'est l'image de notre ville qui est en jeu.

Lecture de la délibération

Monsieur CHATEAU :
Est-ce qu'il y a quelque chose de prévu pour le parking qui est toujours inondé quand il pleut ?

Monsieur le Maire
Ce n'est pas le parking qui est inondé quand il pleut, c'est la partie avant le parking, la réponse vous l'avez eue tout à l'heure, c'est avec les travaux de l'avenue de l'Europe.

Monsieur CHATEAU :
C'est prévu dedans ?

Monsieur le Maire
Non ce n'est pas prévu mais on va y contribuer, le parking à l'intérieur il n'est pas inondé

Madame DELMAS :
Tout d'abord, nous félicitons l'équipe d'Hippocampus pour la conservation de ses 3 labels accueil vélo ; tourisme handicap ; qualité tourisme.
Nous disposons d'un rapport d'activité 2023 de qualité, un beau support d'information, de communication.
Néanmoins, Il ne s'agit pas de documents comptables expressément demandés lors de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, service à la population en date du 4 avril 2024 et je les ai trouvés aujourd'hui sur la table, je trouve dommage qu'on ne me les ait pas donnés avant alors que j'ai demandé officiellement jeudi dernier, je ne pense pas M. le maire que ce soit de votre fait mais je pense que c'est peut être fait exprès de me les donner comme ça sur la table et dans la mesure qu'il y avait une délibération aujourd'hui cela aurait été bien que j'en prenne connaissance avant.
La dernière fois j'ai demandé 2 fois, cette fois-ci je demande officiellement en commission, je viens en commission on me répond oui, et on me le met sur la table, en plaisantant on m'a dit que je les aurais ½heure avant, j'ai cru à une plaisanterie, mais non…je trouve ça un peu dommage ça manque un peu de hauteur. Désolée si mon intervention est un peu décalée par rapport au fait que j'ai reçu ces documents à l'instant sur table.
Cette rétention d'information ne respecte pas le droit à l'information de tout membre du conseil municipal (article L2121 – 13 CGCT) et constitue un frein à la démocratie locale.

Dans ce rapport, les quelques chiffres très synthétiques portés font apparaître pour l'office de tourisme des dépenses réelles d'exploitation qui explosent de l'ordre de 1,332 M€ contre 0.765 M€ en 2022, soit une augmentation de +74 % et qui ne sont pas couvertes par les recettes, taxes de séjour et subvention ville, produits des ventes. Il en résulte un déficit de fonctionnement de -162 000 € pour l'exercice 2023.
On note des frais de structure et charges de personnels (678 K€ et 363 K€) trop lourds au regard des taxes de séjour versés sur l'exercice.
Sans autre détail, sont inscrites des charges exceptionnelles de 224 k€ ? peut-être que j'aurais eu les explications dans le les documents comptables.
Il en est de même pour l'OCA Marché avec une forte augmentation des dépenses, il présente aussi un résultat de fonctionnement négatif de - 60 000 € pour 2023
Seul le parc des expos est sensiblement excédentaire.
Aucun commentaire pour expliquer cette gestion déficitaire, cela semble donc normal et on puise dans les réserves pour finalement présenter avec le report un résultat cumulé largement excédentaire à hauteur de 1,641 M€
Il est important de rappeler que cet établissement public créé par la municipalité au début de votre mandat a bénéficié de transferts financiers initiaux d'environ 1,9 M€
En résumé, une externalisation de la gestion publique qui semble vous autoriser à ne pas respecter strictement les règles de la gestion publique. Il s'agit néanmoins d'argent public, les taxes de séjour viennent de la fiscalité et vous avez des comptes à rendre sur l'utilisation de l'argent public.
Pourquoi ne pas transmettre toutes les informations nécessaires aux conseillers municipaux ? Vous avez manœuvré pour que nous ne siégions plus au CA de l'EPIC mais cela ne vous exonère pas de l'obligation de transparence, le lancement d'une DSP en catimini, sans aucune information, lancement de la saison touristique sans convier l'ensemble des élus, c'est pareil c'est des évènements organisés avec de l'argent public, on fait partie du conseil, on doit en être

informés, après on vient ou on ne vient pas mais on doit être conviés, heureusement la presse nous informe…
Force est de constater qu'hippocampus grignote discrètement les réserves laissées rappelons-le de 1,9 M€ par vos prédécesseurs.
J'en suis désolée mais comme nous n'avions pas au moment voulu les documents comptables comme nous l'avions demandé, nous nous abstiendrons sur cette délibération.

Monsieur le Maire
Il y a des réserves de 1,9 millions ça sert à quoi ? nous on crée, on fait, vous vous ne faisiez pas

Monsieur BERNARD :
Je vous ai écouté Mme Delmas, vous avez quelques remarques fondées, mais en tout cas grincheuses. Comment être insatisfait quand on a un processus festif qui se développe sur le territoire, et la 2ème observation qui consacre le rétablissement de l'économie du PEX, il est équilibré sur 10 mois de l'année, pendant 2 mois on le déshabille de ses fonctions premières, sur le mois de juillet qui pourrait sûrement accueillir beaucoup de manifestations.
Pourquoi, parce qu'on a privilégié la sécurité sur le territoire, sur nos voies urbaines, espaces forestiers, on ne peut qu'être heureux et je dis merci à hippocampus qui nous interpelle sur l'incapacité qu'a une autre institution qui gère la dune du Pilat, d'apporter des réponses en matière de sécurité sur le territoire et de mobilité.
Je m'inscris surtout sur l'espace PEX que l'on déshabille de ressources et qui a un manque à gagner probablement de 150 à 200 000€ si on est capables de faire quelques estimations qui certes seraient contestées par quelqu'un qui manie les chiffres beaucoup mieux que moi.

Monsieur BOUYROUX
Vous dites, on grignote discrètement, on a toujours été clair là-dessus, il y a aujourd'hui une trésorerie, qui est une belle trésorerie à 1,8 millions à quoi sert cet argent ? On le laisse de côté, on le laisse de côté et on n'investit pas pour les testerins ? On a toujours dit, nous cet argent, une partie servira pour la cellule évènementielle et les évènements que nous faisons et qui fait plaisir aux gens, des projets plus structurants sur lesquels nous travaillons et une partie de l'argent qui est placée, on ne grignote pas discrètement, on a toujours été clairs de ce que l'on allait faire de ça. Ensuite je vois que vous avez été très peinée de ne pas être invitée au lancement de saison, ce sont les élus du conseil d'administration qui ont été invités, je prends note pour l'année prochaine, mais je prends note surtout que vous aviez été invitée à Pâques chasse aux œufs et omelette pascale, et je ne vous y ai pas vue, vous avez donc certainement un ordre de préférence d'animations, faites-moi la liste que je puisse vous envoyer les invitations.

Monsieur BERILLON :
Moi je vois des testerins heureux dans chacune de ces manifestations.

Monsieur Le Maire :
Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstentions : M. DUCASSE – Mme MONTEIL-MACARD par procuration – Mme PHILIP par procuration – Mme DELMAS – M. MAISONNAVE – Mme PETAS par procuration

Le dossier est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Rapporteur : Mme TILLEUL **DEL2024-04-155**

ACCEPTATION DE DON POUR LA RECONSTRUCTION DE LA CABANE TCHANQUÉE N°3

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2242-1 ;

Vu la délibération n°2022-02-100 du 15 février 2022 autorisant le Maire à signer la convention d'occupation du site de l'Ile aux Oiseaux entre le Conservatoire du Littoral et la Ville en vue de la reconstruction de la cabane tchanquée n°3

Vu les Décisions du Maire n°2022-67, 2023-32 et 2023-244 concernant les demandes de subvention auprès des différents financeurs publics ;

Vu le projet de convention de don entre la Commune de La Teste de Buch et la SAS Intercontinental Grand Hôtel de Bordeaux ci-joint ;

Mes chers collègues,

Considérant que la SAS Intercontinental Grand Hôtel de Bordeaux souhaite réaliser un don à hauteur de 560 € ;

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la Commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- ACCEPTER le don de 560 € (cinq cent soixante euros) de la SAS Intercontinental Grand Hôtel de Bordeaux ;

- IMPUTER cette somme à l'article 458209 du budget principal ;

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de don avec la SAS Intercontinental Grand Hôtel de Bordeaux ci-jointe.

ACCEPTATION DE DON
POUR LA RECONSTRUCTION DE LA CABANE TCHANQUÉE N°3
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

Située sur le territoire de la commune de La Teste de Buch, l'Ile aux Oiseaux possède un patrimoine paysager et écologique exceptionnel. Les cabanes de l'Ile, et plus particulièrement les deux emblématiques cabanes tchanquées, font partie intégrante de ce paysage remarquable.
Après la cabane tchanquée n°53 qui a fait l'objet d'une reconstruction en 2007 compte-tenu de son état dégradé, c'est aujourd'hui au tour de la cabane tchanquée n°3 d'être menacée. Des travaux de consolidation d'urgence ont dû être réalisés en 2021, au niveau des pilotis, pour éviter son effondrement. Ces travaux ne peuvent toutefois pas assurer son maintien durable dans le temps, il s'agit donc désormais de réaliser sa complète reconstruction.

Le Conservatoire du Littoral, attributaire de l'Ile aux Oiseaux, a confié la réalisation de ces travaux à la Ville à travers la mise en place d'une délégation de Maitrise d'ouvrage (délibération n°2022-02-100 du 15 février 2022).

Le coût global prévisionnel de l'opération s'élève à 953 107,85 € HT, la commune cherche différentes sources de financement.

Dans ce cadre, la SAS Intercontinental Grand Hôtel de Bordeaux souhaite réaliser un don à hauteur de 560 €. Une convention de don sera établie (annexe 1).

Cette somme sera affectée aux travaux de reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Voici le plan de financement prévisionnel de la reconstruction de la cabane tchanquée n°3 :

Objet	%	Montant HT
RECONSTRUCTION CABANE TCHANQUEE N°3	100%	935 107,85 €
TOTAL BESOINS	**100%**	**935 107,85 €**
FONDS PUBLICS		
Objet	**%**	**Montant HT**
ETAT - CRTE	17,32%	162 000,00 €
REGION	20,00%	187 022,00 €
OFB / PARC NATUREL MARIN	3,21%	30 000,00 €
CONSERVATOIRE LITTORAL	4,59%	42 893,62 €
Total fonds publics	*45,12%*	**421 915,62 €**
AUTOFINANCEMENT A HAUTEUR DE 20% DES FONDS PUBLICS	*20,00%*	84 383,12 €
TOTAL RESSOURCES FONDS PUBLICS	**54,14%**	**506 298,74 €**
FONDS PRIVÉS		
FONDATION CREDIT AGRICOLE D'AQUITAINE	2,67%	25 000,00 €
FONDATION NATIONALE CREDIT AGRICOLE PAYS DE France	2,67%	25 000,00 €
UBA	2,67%	25 000,00 €
STOA	2,14%	20 000,00 €
VEOLIA EAU / SARP / BIRDZ / SEDE	2,10%	19 600,00 €
VILLE D'ARCACHON	4,28%	40 000,00 €
ASSOCIATION MUSETTES	0,12%	1 116,00 €
LOTO DU PATRIMOINE	17,11%	160 000,00 €
LOXAM - Fondation du patrimoine	2,89%	27 000,00 €
GRAND HOTEL DE BORDEAUX	0,06%	560,00 €
COLLECTE DE DONS	9,15%	85 533,11 €
TOTAL RESSOURCES FONDS PRIVÉS	**45,86%**	**428 809,11 €**
TOTAL RESSOURCES	**100,00%**	**935 107,85 €**

Celui-ci est voué à évoluer au gré des éventuelles futures donations et subventions.

La présente délibération a pour objet d':

- **ACCEPTER** le don d'un montant de 560 € (Cinq cent soixante euros) de la SAS Intercontinental Grand Hôtel de Bordeaux.

- **IMPUTER** cette somme à l'article 458209 du budget principal ;

- **AUTORISER** Monsieur Le Maire à signer la convention de don avec la SAS Intercontinental Grand Hôtel de Bordeaux (annexe 1) ;

DocuSign Envelope ID: F809F502-BB88-4ABE-9622-C42B815B6AAB

Convention de don pour la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3

Entre d'une part,

Le Ville de La Teste de Buch, Esplanade Edmond Doré – 33260 LA TESTE DE BUCH représentée par Patrick DAVET agissant en qualité de Maire de La Teste, dûment habilité en exécution de la délibération n° du Conseil Municipal du 11 avril 2024,

ci-après dénommée **« la Ville »**,

Et d'autre part,

SAS Intercontinental Grand Hôtel de Bordeaux (SIRET 438 967 416 00050), domiciliée 2 place de la Comédie – 33000 BORDEAUX, représentée par Monsieur Thomas Bourdois en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après « **SAS Intercontinental Grand Hôtel de Bordeaux**».

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet l'octroi d'un don de 560 €, de la part de la **SAS Intercontinental Grand hôtel de Bordeaux**, à destination de la Ville de La Teste de Buch, afin que celle-ci réalise la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Article 2 – Engagements de la Ville

La Ville s'engage en contrepartie du don reçu à réaliser les travaux prévus pour la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Article 3 – Engagements de la SAS Intercontinental Grand Hôtel de Bordeaux

La Société **SAS Intercontinental Grand hôtel de Bordeaux** procédera au versement du don par virement bancaire sur le compte du SGC de Belin Beliet (RIB ci-dessous) à la signature de la convention.

DS

DocuSign Envelope ID: F809F502-BB88-4ABE-9622-C42B815B6AAB

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE BELIN-BELIET
2 PL DE L'EGLISE
33830 BELIN

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

RIB : 30001 00215 D3300000000 32
IBAN : FR54 3000 1002 15D3 3000 0000 032
BIC : BDFEFRPPCCT

La Société **SAS Intercontinental Grand hôtel de Bordeaux** se réserve le droit de réclamer la restitution de toute ou partie de la somme versée si la Ville n'honore pas la totalité de son engagement.

Article 4 – Durée de la convention

La convention prend effet à la date de sa conclusion et a pour terme la date de réception des travaux de la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Article 5 – Modification et résiliation de la convention

La convention peut être modifiée à tout moment par avenant conclu entre les parties.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou 'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

Article 6 – Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, le

Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch

Thomas Bourdois

Directeur Général de la **SAS Intercontinental Grand hôtel de Bordeaux**

16/02/2024

DocuSigned by:
Thomas BOURDOIS
C995460B0A62474...

DS
TB

Monsieur le Maire :
Merci Mme Tilleul cela nous a fait plaisir qu'ils nous envoient ça, nous n'avons pas de relations particulières, c'est excellent d'avoir pensé à nous.

Monsieur CHATEAU :
J'ai fait une intervention lors de la commission et je trouve dommage dans les gens qui ont donné qu'il n'y ait que la ville d'Arcachon qui a donné et les autres villes n'ont rien donné.
La cabane tchanquée et la dune du Pilat ce sont 2 monuments de la Teste et s'il n'y avait pas ça sur le Bassin, il y aurait que les huitres qui sont tombées malades, je pense que l'on aurait moins de monde et moins représenté dans le Monde, on les voit partout et je trouve dommage que la ville d'Andernos, Lège Cap Ferret n'aient pas donné quelque chose.

Monsieur le Maire :
Vous avez raison, je leur ai dit, après chacun fait comme il veut

Monsieur CHATEAU :
Est-ce qu'ils ont le droit d'utiliser les photos de la cabane et de la dune dans leur……

Monsieur le Maire :
Non, c'est un autre problème, il y a une marque de vêtements qui l'utilise, il y a plein de gens, il y a un professionnel de la mer qui l'utilise et qui n'a pas donné, on a bouclé le budget, j'ai entendu et vous avez raison, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises. L'an dernier aux fêtes du port j'avais plaisanté en disant le maire d'Arcachon a donné 40 000, vous allez donner un petit quelque chose, peut-être n'aurais-je pas dû demander.

Nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BOUDIGUE **DEL2024-04-156**

COMPTES DE GESTION : Exercice 2023

BUDGET PRINCIPAL – BUDGET ANNEXE ILE AUX OISEAUX- BUDGET ANNEXE POLE NAUTIQUE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment son article L2121-31 relatif à l'adoption du Compte Administratif et à l'arrêt du Compte de Gestion,

Mes chers collègues,

Considérant la présentation du budget primitif de l'exercice 2023 du budget principal de la ville de La Teste de Buch, le budget supplémentaire et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par la Madame la Cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos accompagné de l'état de l'actif et du passif,

Considérant la présentation du budget primitif de l'exercice 2023 du budget annexe Ile aux Oiseaux de la ville de La Teste de Buch, le budget supplémentaire et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par la Madame la Cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet – Biganos accompagné de l'état de l'actif et du passif,

Considérant la présentation du budget primitif de l'exercice 2023 du budget annexe Pôle Nautique de la ville de La Teste de Buch, le budget supplémentaire et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par la Madame la Cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet – Biganos accompagné de l'état de l'actif et du passif,

Considérant qu'après s'être assuré que les résultats de clôture de l'exercice 2023 pour le budget principal et les 2 budgets annexes susvisés présentés par Madame la Cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet – Biganos au travers du Compte de Gestion, sont strictement identiques à ceux des Comptes Administratifs 2023, établi par Monsieur le Maire pour le budget principal de la ville, le budget annexe de l'Ile aux Oiseaux et le budget annexe du Pôle Nautique :

1 – statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2023 sur chacun de ces budgets ;

2 – statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires, pour le budget principal, pour les budgets annexes Ile aux Oiseaux et Pôle nautique,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024, de bien vouloir :

- DECLARER que le Compte de Gestion du budget principal de la ville de La Teste de Buch dressé, pour l'exercice 2023 par Madame la Cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos, est certifié conforme par l'ordonnateur et n'appelle ni observation, ni réserve de sa part sur la tenue des comptes,

- DECLARER que le Compte de Gestion du budget annexe Ile aux Oiseaux de la ville de La Teste de Buch dressé, pour l'exercice 2023 par Madame la Cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos, est certifié conforme par l'ordonnateur et n'appelle ni observation, ni réserve de sa part sur la tenue des comptes,

- DECLARER que le Compte de Gestion du budget annexe Pôle Nautique de la ville de La Teste de Buch dressé, pour l'exercice 2023 par Madame la Cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos, est certifié conforme par l'ordonnateur et n'appelle ni observation, ni réserve de sa part sur la tenue des comptes,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités relatives à cette affaire.

Compte de Gestion : Exercice 2023
BUDGET PRINCIPAL – BUDGET ANNEXE ILE AUX OISEAUX- BUDGET ANNEXE POLE NAUTIQUE

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

1) LE COMPTE DE GESTION DU BUDGET PRINCIPAL

a) L'objet du Compte de Gestion

Le Compte de Gestion du chef du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos comprend toutes les opérations constatées au titre de la gestion municipale pendant l'exercice budgétaire passé.

Il présente la situation générale des opérations en distinguant :

- La situation au début de la gestion, sous forme de bilan d'entrée,
- Les opérations de débit et de crédit constatées au cours de l'exercice,
- La situation à la fin de la gestion, sous forme de bilan de clôture,
- Le développement des opérations effectuées au titre du budget,
- Et les résultats de celui-ci.

Une partie des opérations apparaissant dans le compte de gestion figure également au compte administratif.

La lecture des opérations passées au titre de 2023 n'appelle aucune observation car les dépenses mandatées et les recettes titrées, tant en fonctionnement qu'en investissement, sont identiques au compte administratif et au compte de gestion.

Il est proposé de constater que les chiffres qui apparaissent au compte de gestion sont identiques à ceux du compte administratif 2023.
La tenue des comptes par la Cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos, n'appelle aucune autre observation ou réserve.

b) Les aspects bilanciels du budget principal qui ne figurent pas dans le compte administratif :

On notera au vu du compte de gestion du budget principal que l'actif net de ce budget s'élève au 31 décembre 2023 à **313 380,57 K€** (289 950,53 K€ en 2022), financés à hauteur de **91,96%** par des fonds propres (90,95% en 2022).

Cet actif net se décompose comme suit :

- **293 899,24 K€** (273 244,24 K€ en 2022) **d'actif immobilisé** réparti comme suit :
  - **4811,58 K€** d'immobilisations incorporelles (nettes),
  - **269 244,05 K€** d'immobilisations corporelles (nettes) réparties en :
    - **25 244,33 K€** de terrains,
    - **81 565,46 K€** de constructions,

- **1 244,93 K€** d'immobilisations en cours,
- **115 964,62 K€** de réseaux et d'installations de voirie,
- **27 603,43 K€** de réseaux divers,
- **550,17 K€** d'installations techniques,
- **4 930,62 K€** d'immobilisations corporelles autres,
- **6 849,36 K€** d'immobilisations corporelles en cours,
- **25 379,21 K€** de droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectées, mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées,
- **6 725,67 K€** d'autres immobilisations corporelles,

- **0,46 K€** d'immobilisations financières.

- **19 481,33 K€ d'actif circulant** correspondant à :
  - **1 764,07 K€** aux créances,
  - **17 717,26 K€** aux disponibilités,

Cet actif net d'un montant cumulé de 313 380,57 K€ est financé pour ce même au passif comme suit :

- **288 189,76 K€** (263 719,24 K€ en 2022) **de fonds propres** :
  - **115 442,28 K€** d'apports et de subventions,
  - **24 204,05 K€** de neutralisations et régularisations,
  - **123 193,08 K€** de réserves,
  - **11 450,28 K€** de report à nouveau,
  - **7 268,22 K€** de résultat de l'exercice,
  - **6 625,85 K€** de droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant,

- **160,30 K€ de provisions pour risques et charges**
- **22 215,05 K€ de dettes financières :**
- **2 817,31 K€ de dettes non financières**
- **2,14 K€ en comptes de régularisation**

2) LE BUDGET ANNEXE DE L'ILE AUX OISEAUX

a) L'objet du Compte de Gestion

Le Compte de Gestion du chef du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos comprend toutes les opérations constatées au titre de la gestion municipale pendant l'exercice budgétaire passé.

Il présente la situation générale des opérations en distinguant :
- La situation au début de la gestion, sous forme de bilan d'entrée,
- Les opérations de débit et de crédit constatées au cours de l'exercice,
- La situation à la fin de la gestion, sous forme de bilan de clôture,
- Le développement des opérations effectuées au titre du budget,
- Et les résultats de celui-ci.

Une partie des opérations apparaissant dans le compte de gestion figure également au compte administratif.
La lecture des opérations passées au titre de 2023 n'appelle aucune observation car les dépenses et les recettes, tant en fonctionnement qu'en investissement, sont identiques au compte administratif et au compte de gestion pour le budget annexe Ile aux oiseaux.

Il est proposé de constater que les chiffres qui apparaissent au compte de gestion sont identiques à ceux du compte administratif 2023 et qu'ils n'appellent ni observation, ni réserve sur la tenue des comptes par la cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos.

b) Les aspects bilanciels du budget annexe Ile aux Oiseaux qui ne figurent pas dans les comptes administratifs :

On notera au vu du compte de gestion du budget annexe Ile aux Oiseaux que l'actif net de ce budget annexe s'élève au 31 décembre 2023 à **507,94 K€** (457,89 K€ en 2022), financés à hauteur de **97,81%** (88,05 % en 2022) par des fonds propres.

Cet actif net se décompose comme suit :

- **326,87 K€** (134,51 K€ en 2022) **d'actif immobilisé** se répartissant en :
  - **216,22 K€** de constructions,
  - **0,19 K€** d'installations technique d'agencement et matériel,
  - **110,46 K€** d'immobilisations corporelles autres,
- **181,07 K€ d'actif circulant** figurant en créances.

Cet actif net est financé au passif comme suit :

- **496,80 K€** (376,75 K€ en 2022) **de fonds propres** :
  - **285,36 K€** de réserves,
  - **96,83 K€** de report à nouveau,
  - **41,44 K€** de résultat de l'exercice courant,
  - **54,66 K€** d'apports et subventions d'investissement,
  - **18,52 K€** de neutralisations et régularisations.
- **11,14 K€ de dettes à court terme** (dette fournisseurs et comptes rattachés).

3) LE BUDGET ANNEXE DU POLE NAUTIQUE

a) L'objet du Compte de Gestion

Le Compte de Gestion du chef du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos comprend toutes les opérations constatées au titre de la gestion municipale pendant l'exercice budgétaire passé.

Il présente la situation générale des opérations en distinguant :

- La situation au début de la gestion, sous forme de bilan d'entrée,
- Les opérations de débit et de crédit constatées au cours de l'exercice,
- La situation à la fin de la gestion, sous forme de bilan de clôture,
- Le développement des opérations effectuées au titre du budget,
- Et les résultats de celui-ci.

Une partie des opérations apparaissant dans le compte de gestion figure également au compte administratif.

La lecture des opérations passées au titre de 2023 n'appelle aucune observation car les dépenses et les recettes, tant en fonctionnement qu'en investissement, sont identiques au compte administratif et au compte de gestion tant pour le budget annexe Pôle nautique.

Il est proposé de constater que les chiffres qui apparaissent au compte de gestion sont identiques à ceux du compte administratif 2023 et qu'ils n'appellent ni observation, ni réserve sur la tenue des comptes par la Cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos.

b) Les aspects bilanciels du budget annexe Pôle Nautique qui ne figurent pas dans les comptes administratifs :

On notera au vu du compte de gestion du budget annexe Pôle Nautique que l'actif net de ce budget annexe s'élève au 31 décembre 2023 à **1 145,57 K€**, financé à hauteur de 79,94% (85,38% en 2022) par des fonds propres.

Cet actif net se décompose comme suit :

- **612,75 K€** (430,91 K€ en 2022) **d'actif immobilisé** réparti comme suit :
  - **327,02 K€** de constructions,
  - **111,20 K€** de réseaux et d'installations de voirie,
  - **151,67 K€** d'autres immobilisations corporelles,
  - **22,86 K€** d'immobilisations financières.

- **532,83 K€ d'actif circulant** correspondant pour :
  - **35,77 K€** aux créances,
  - **532,83 K€** aux disponibilités.

Cet actif net est financé au passif comme suit :

- **915,11 K€ de fonds propres** :
  - **503,24 K€** de réserves,
  - **191,45 K€** de report à nouveau,
  - **44,59 K€** de résultat de l'exercice,
  - **176,51 K€** de subventions transférables.

- **225,68 K€ de dettes :**
  - **6,24 K€** de dette à long terme,
  - **39,94 K€** de dette fournisseurs,
  - **185,74 K€** d'autres dettes à court terme.

- **4,10 K€ de comptes de régularisation**

Les résultats et les soldes constatés dans ce document seront réintégrés dans les comptes de ce budget annexe dans le cadre du Budget Supplémentaire 2023.

Monsieur BOUDIGUE :
On va enchainer 4 délibérations dont le compte de gestion pour les 3 budgets, le CA pour les 3 budgets l'affectation de résultats et la fixation des taux d'imposition.
Je vais vous faire une présentation qui va un peu résumer l'ensemble et en particulier le compte administratif qui comporte 76 pages c'est peut-être un peu indigeste donc je vais vous le commenter
Je vais faire un petit rappel pour M Chateau Le compte de gestion est établi par le receveur du trésor public. Il retrace les opérations budgétaires de la commune en dépenses et en recettes Il comporte une balance générale et le bilan comptable de la commune. Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur (le Maire). Il doit être voté préalablement au compte administratif. Il est demandé au Conseil d'approuver le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2023 par la Comptable du Trésor, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur sans observation, ni réserves. Nous le voterons en priorité.

Le compte administratif est le bilan financier de la ville il termine le cycle budgétaire annuel et retrace l'exécution budgétaire de l'année. Il constitue un moment privilégié d'examen des comptes de la commune. Il est ainsi le bilan financier de l'ordonnateur (le maire) qui doit rendre compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. Quand on votera le CA, M le Maire sortira de la salle. Après comparaison le CA et le compte de gestion doivent être concordants, Le résultat du Compte Administratif est repris au Budget Supplémentaire de l'exercice suivant.

Les dépenses de fonctionnement, vous voyez que les plus grands postes ceux sont les charges de personnel pour 58%, 20 823 982€. Les charges à caractère général pour 8 362 701€, les atténuations de produits, les charges de gestion courante, les charges financières et les charges exceptionnelles, un total de dépenses de fonctionnement pour 44 561 545€.

On va balayer les postes les plus importants, on a mis les sous comptes des charges à caractère général pour montrer un petit peu les variations. Il y a les comptes 60/61/62/63.

On voit une évolution des charges de 6,3% dans le compte 60 -Achats et variations de stocks, les fluides qui augmentent de 10,8%, Comptes 61 - Services extérieurs les charges d'entretien pour 15% de plus, Comptes 63 - Impôts, taxes et versements assimilés une baisse de 9,4%.

Les charges de personnel qui augmentent de 2,5%, Personnel extérieur au service – 2,4%, Impôts, taxes et vers. Assimilés sur rémunération de + 6,5% charges Urssaf reversées à la Cobas. : Charges de sécurité sociale et de prévoyance charges Urssaf pour 2,3%, : Autres charges sociales qui sont en baisse. Rémunération du personnel 14 748 942€ avec une augmentation de 1,9% ce n'est pas énorme, il y a une stabilité des effectifs qui restent autour des 520 agents avec une baisse des effectifs de fonctionnaires et une augmentation des contractuels tout ça c'est l'application de nos LDG, c'est normal mais l'effectif global n'augmente pas. Les 2,5% sont globalement liés à la hausse des points d'indice de juillet 2022 et cette année en année pleine, pour la hausse du point d'indice de 1,5 de juillet 2023 et l'impact financier à des différentes mesures comme des revalorisations, l'impact financier bas de grille ….

Les atténuations de produits ils sont en hausse de 14,1% qui sont le FPIC - Fonds de péréquation des ressource communales et interco qui augmente de 18%, les Prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU une augmentation de 21% en sachant que l'année 2024 sera encore plus importante, on a une pénalité supérieure par la pénalité préfectorale, les attributions de compensation pas d'évolution il n'y a pas eu de CLECT, les reversements, restitutions et prélèvements divers qui sont en augmentation de 19% pour des choses qui transites par la mairie mais qui sont reversés par exemple à Hippocampus, des soldes de

recettes de 2023 de la taxe de séjour et un solde de 2022, des rattachements au département de la Gironde au titre des exercices 2022 et 2023, c'est les 10% que l'on doit sur la taxe de séjour que l'on reverse au Département.

Autres charges courantes une augmentation de 26,4%, Indemnités, frais de mission et formation des élus c'est essentiellement un élu ou 2 qui ont cotisé, les pertes sur créances irrécouvrables ont augmenté, contingents et participations obligatoires ont baissé de 10%, c'et les charges que l'on verse pour les écoles privées, là aussi on a constaté une baisse des effectifs en maternelle, les subventions de fonctionnement versées augmentation de 32%, les subventions CCAS qui augmentent de 250 000€ qui fait l'essentiel de la variation et les subventions de fonctionnement aux associations on a la dessus un redressement UBA que l'on encaisse et on reverse à la Sepanso , charges diverses de gestion courante, droits Informatique, Compensation resto scolaire SOGERES.

Les Charges financières, les intérêts des emprunts une baisse mécanique de 8,5%, on n'a pas emprunté, les Intérêts des autres dettes (PPP) -4,4%

Les Charges spécifiques (périmètre M57) changent, elles sont désormais limitées en dépenses réelles au seules annulations sur exercice clos.

Les Opérations d'ordre de transfert entre sections, aujourd'hui on a des écritures comptables de régularisations de cessions d'immobilisations pour un montant de 4,618 M€, sur des plus-values réalisées sur les ventes de 2023. Une hausse des dotations aux amortissements des immobilisations sur l'exercice 2023, une baisse des dotations aux provisions de 100 K€ sur l'exercice 2023.

Les recettes de fonctionnement, la grosse partie des recettes c'est la fiscalité locale, il y a une création de 2 chapitre, les 73 et 731 qui différencient les 2 choses, impôts et taxes et fiscalité locale.

Après les autres recettes, essentiellement les produits de service, les dotations subventions et participations, les recettes exceptionnelles totales des recettes de fonctionnement de 51 829 764€.

Les atténuations de charges baissent de 18%, ceux sont des avoirs sur les fluides pour la non reconduction de la prime inflation, des baisses des remboursements des Indemnités Journalières….

Les produits des services, du domaine et ventes diverses on a une hausse de 6,7%, des coupes de bois en forêt communale c'est des coupes ONF que l'on a encaissé, produits du domaine (occupation du domaine public), croissance des recettes d'occupation temporaire du domaine public, hausse des permissions de voirie, des occupations commerciales, des occupations du Domaine Public, des produits des services (culturel et sportif) on a la montée en puissance des recettes des services à caractère culturel en hausse, titre des recettes du Conservatoire de musique, des recettes des services municipaux en direction des usagers.

Produits refacturés, les agents mis à disposition une baisse l'agent mis à disposition au SMPBA a été malade en 2023.

La séparation entre les chapitres 73 et 731, on a dû faire vu qu'il n'y a plus grand-chose dans le chapitre 73, on a une baisse de 11% et une fiscalité locale qui augmente, Impôts et taxes une baisse de 11%. Reversement de fiscalité COBAS (Dotation de Solidarité COBAS et Attribution de Compensation COBAS Stade Nautique) et prélèvement sur les jeux et les paris hippiques pour un montant qui a baissé de 26% en 2023 après l'incendie il y a eu moins de courses.

Le chapitre 731 fiscalité locale, nous avons sur le CA 2023 38 690 283 une hausse de 8%, cela vient essentiellement des bases locatives qui ont augmentées on en bénéficie, et se divise en contributions directes et la fiscalité indirect elle est en baisse de 18%, la taxe sur la consommation finale électrique a augmenté, les taxes de séjours ont augmenté, la TLPE elle a baissé, les commerçants ont adapté leur surface de publicité pour re calculer tout ça, les redevances des mines une baisse de 9% , la taxe sur les passagers qui baisse de 87%, en fait en 2022 il y avait eu un rattrapage de recettes sur les exercices 2017 à 2021, cette année on a un retour à la normale.

La fiscalité locale on a la taxe additionnelle aux droits de mutation une grosse baisse des droits de mutation qui passe de 5 498 452€ à 3 911 247€ une baisse de 28% mais on peut constater qu'au niveau national il y a une baisse de 23% par rapport à 2022 et au niveau départemental 27% on est un peu supérieur, on perd 1 587 204€.

Dotations, subventions et participations on a une hausse de 2%, la DGF qui reste stable, la DNP qui baisse notre potentiel fiscal qui augmente, la DNP baisse, j'avais dit au DOB que l'on risqué de la perdre, à terme je pense on la perdra, participations (subventions de fonctionnement reçues COBAS, CAF, EPIC) qui augmente de 1,9%, Compte 748 les autres attributions et participations (compensations) (exonérations de taxes foncières + dotation titres sécurisés CNI et Passeports augmentent.

Autres produits de gestion courante on a une hausse de 248% changement de périmètre suite au passage en M57 qui a transféré les charges exceptionnelles indemnité et sinistres régularisation comptables et de régulations de produits de l'exercice 2022.

Ces recettes correspondent pour l'essentiel au produit de la location des propriétés communales aux redevances liées à la Délégation de Service Public, des charges refacturées à l'EPIC-HIPPOCAMPUS……

Recettes financières, Placements sur comptes à termes on a évalué les montants pour l'année 2023, en sachant que les placements n'ont pas été encore cassés, à l'heure d'aujourd'hui on en a cassé un, mais on va être certainement en 2024 obligé d'en cassé d'autres, vous verrez pourquoi après au niveau du BS. On a trouvé le moyen de gagner 218 000€.

Recettes spécifiques, les produits de cession, on a fait des ventes, on a eu des revenus là-dessus.

Les dépenses d'investissement, au CA 2023 on a fait 16 388 059€ de dépenses d'équipement, un transfert aujourd'hui des APCP qui sont en croissances, par contre on a une baisse sur les dépenses d'équipement hors APCP qui baissent, les taux de réalisations on est à 88% - 67% de mandaté et 21% de reste à réaliser. La liste des travaux vous l'avez dans le rapport.

Les dépenses d'investissement, Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilées, c'est les remboursements de capital, qui baisse, Remboursement de la dette bancaire et Remboursement de la dette PPP Hôtel de Ville et 2 petites dettes à taux 0 qui avaient proposé par la CAF que nous avions souscrits. L'opération sous mandat du Conservatoire du Littoral pour la reconstruction de la Cabane n°53 pour un montant de 167 512 €, le restes à réaliser en dépenses s'élèvent à un montant de 44 109 €. Les opérations réalisées d'office pour le compte de tiers n'ont pas été mouvementées sur 2023.

Opérations patrimoniales 1305% ce n'est ni plus ni moins des terrains qui nous ont été donné pour l'euro symbolique mais que nous devons réintégrer dans l'actif pour la valeur réelle.

Dans les recettes d'investissements il y a aussi les subventions d'investissements une croissance de 139% je voudrais remercier le service des finances qui travaille beaucoup là-dessus, on ne laisse pas passer grand-chose au niveau des subventions possibles, Etat, Région, Département….

Dotations, Fonds divers et réserves (hors 1068) une baisse de 10%, le FCTVA a baissé, des taxes d'urbanisme qui ont augmenté de 14%.

La dette, elle baisse puisque nous n'avons pas fait d'emprunt, on a 22 142 198€ de dette, le capital de la dette remboursé en 2023 est de 2 053 515€, les intérêts de la dette en 2023 570 097€ et emprunts nouveaux en 2023 zéro, ce qui nous donne en soldes intermédiaires de gestion une épargne brute de 11 275 843€ et une épargne nette de 9 224 507€, une capacité de désendettement de 1,96 millions c'est-à-dire 1 an 11 mois et 16 jours.

La fiche DGS qui reporte la population INSEE et DGF il y a un écart de 4 946 qui est le nombre de résidences secondaires qui est en légère hausse mais qui est un petit peu en décroissance, est ce qu'en 2024 du fait de la taxe additionnelle sur la taxe d'habitation, on sera toujours au même niveau ? par contre on continue de voir une baisse des populations de 3 à 16 ans, on voit que la baisse est essentiellement sur les classes maternelles et primaires.

Les résultats de clôture, en fonctionnement, 51 829 763€ en investissement 22675 783€ en dépense 2023 44 561 545€ en investissement 21 469 046€ soit des résultats 2023 de fonctionnement de 7 268 218€ et un investissement de 1 206 737€.

Des résultats cumulés antérieurs de 11 450 278 en fonctionnement et de - 3 046 519€ en investissement, ce qui nous fait un résultat de l'exercice de 18 718 497€ avec un déficit d'investissement de -1 839 782, des restes à réaliser pour 5 302 642€, des recettes à réaliser de 223 020€ donc un solde de reste à réaliser de -5 079 621 soit un besoin de financement de -6 919 403€ que l'on va affecter au 106-8 pour la couverture des besoins de financement et un excédent de fonctionnement à affecter de 11 799 094€.

Budget de l'Ile aux Oiseaux, on a un résultat de l'exercice qui est positif, on n'a pas besoin de couverture, on a affectera un résultat de fonctionnement de 138 268€

Budget Pôle Nautique, pareil résultat positif pas besoin de couverture un excédent de fonctionnement à affecter de 236 041€.

En conclusion, on a une qualité de vie préservée on a une démarche d'écoresponsabilité permettant des économies d'énergie tout en œuvrant en faveur de l'environnement, un niveau de fiscalité communale le plus bas des communes de Gironde de plus de 20000 habitants, le maintien d'une restitution de pouvoir d'achat au contribuable testerin (8,5 M€ sur 3 ans). Une exécution des grands projets de notre Plan Pluriannuel d'Investissement issue de diagnostics et de schémas communaux précis. Je remercie M Nouailhac et Pezas . La montée en puissance de l'Office du Tourisme du Commerce et Artisanat : HIPPOCAMPUS, pour le développement de l'attractivité de la ville. Une maitrise de la dette et du désendettement de la commune. Une BONNE GESTION confirmée par le Compte Administratif 2023.

Le vote des taux, on propose pour 2024 des taux inchangés, la courbe des taux sur les propriétés bâties sur les communes de + de 20 000 habitants, on est très bien situé.

Monsieur le Maire :

Merci M Boudigue pour ce travail et j'associe tout le monde, une gestion très seine mais ambitieuse, on crée vous avez vu le montant d'investissement et pour 2024 il va être encore plus important.

En ce moment on nous dit, c'est difficile il y a des travaux, c'est quand on fait pas qu'il n'y a pas de travaux, nous on fait, on fait les routes, on aménage l'Hôtel de police, Brameloup, l'école des Miquelots, le Clavier, aux Miquelots la nouvelle aire de jeux, la rue du Port, un commerçant m'a dit « au début je râlais, j'avais peur de perdre du chiffre », et là il est venu me dire merci non seulement il n'a pas perdu de chiffres, il n'a pas licencié mais c'est beau, aujourd'hui les commerçants sont conscients que quand ça va être terminé leur affaire vaudra 20% de plus.

On investit beaucoup pour notre ville, nous sommes sérieux, ambitieux, on innove pour la ville et nous ne faisons pas n'importe quoi, on réfléchit, par exemple le conservatoire de musique on l'a voulu dans le centre-ville et il coûtera le prix d'un conservatoire de musique mais pas plus.

On a véritablement une bonne gestion, on a baissé les impôts, et ici on nous avait promis la grêle, en nous disant c'est irresponsable, regardez les résultats que nous avons encore, en investissant, en réalisant 88% des investissements que nous annonçons et le reste c'est des restes à réaliser, on fait des choses nous sommes des gens sérieux avec les finances de la ville, votre argent, nous tenons nos engagements et on n'a pas fini.

Lecture de la délibération concernant le compte de gestion 2023

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote

Budget principal

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité.

Budget annexe Ile aux oiseaux :

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité.

Budget annexe Pôle Nautique :

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité.

Rapporteur : M. BOUDIGUE **DEL2024-04-157**

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023

BUDGET PRINCIPAL – BUDGET ANNEXE ILE AUX OISEAUX - BUDGET ANNEXE POLE NAUTIQUE -

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21 relatifs à la désignation d'un Président autre que le Maire pour présider au vote du Compte Administratif et aux modalités de scrutin pour le vote des délibérations,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l'adoption du Compte Administratif et du Compte de Gestion,

Vu les comptes de gestion 2023 établis par la cheffe du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet-Biganos pour le budget principal, le budget annexe Ile aux Oiseaux et Pôle Nautique

Considérant la présentation au Conseil municipal du budget primitif, du budget supplémentaire et de la décision modificative de l'exercice considéré pour le budget principal, le budget annexe Ille aux Oiseaux et le budget annexe Pôle nautique,

Considérant que le compte administratif 2023 et son rapport de présentation peuvent se résumer comme suit :

A) pour le Budget Principal :

1°) Solde de la section de fonctionnement au 31/12/2023 :

Total recettes de fonctionnement titrées :	51 829 763,96 €
Total dépenses de fonctionnement mandatées :	- 44 561 545,20 €
RESULTAT D'EXECUTION DE FONCTIONNEMENT 2023 :	7 268 218,76 €
REPORT RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2022 :	11 450 278,66 €
SOIT UN RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2023 A AFFECTER DE:	**18 718 497,42 €**

2°) Solde de la section d'investissement au 31/12/2023 :

Total recettes d'investissement titrées :	22 675 783,73 €
Total dépenses d'investissement mandatées :	- 21 469 046,07 €
RESULTAT D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT 2023 :	1 206 737,66 €
REPORT RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2022 :	- 3 046 519,76 €
SOIT UN RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2023 A REPORTER DE :	**- 1 839 782,10 €**

3°) Solde des restes à réaliser en investissement au 31/12/2023 :

Total recettes d'investissement en restes à réaliser au 31/12/2023 :	223 020,98 €
Total dépenses d'investissement en restes à réaliser au 31/12/2023 :	- 5 302 642,05 €
SOIT UN SOLDE DES RESTES A REALISER D'INVESTISSEMENT DE :	**- 5 079 621,07 €**

SOIT UN SOLDE CUMULE DE CLOTURE 2023 AVEC RESTE A REALISER DE 11 799 094,25 €

B) <u>pour le Budget Annexe Ile aux Oiseaux :</u>

1°) Solde de la section de fonctionnement au 31/12/2023 :

Total recettes de fonctionnement titrées :	156 598,92 €
Total dépenses de fonctionnement mandatées :	- 115 162,34 €
RESULTAT D'EXECUTION DE FONCTIONNEMENT 2023 :	41 436,58 €
REPORT RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2022 :	96 832,41 €
SOIT UN RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2023 A AFFECTER DE :	**138 268,99 €**

2°) Solde de la section d'investissement au 31/12/2023 :

Total dépenses d'investissement mandatées :	265 330,19 €
Total recettes d'investissement titrées :	213 447,03 €
RESULTAT D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT 2023 :	51 883,16 €
REPORT RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2022 :	- 20 219,06 €
SOIT UN RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2023 A REPORTER DE :	**31 664,10 €**

3°) Solde des restes à réaliser en investissement au 31/12/2023 :

Total recettes d'investissement en restes à réaliser au 31/12/2023 :	30 878,00 €
Total dépenses d'investissement en restes à réaliser au 31/12/2023 :	- 15 936,02 €
SOIT UN RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2023 A REPORTER DE :	**14 941,98 €**

SOIT UN SOLDE CUMULE DE CLOTURE 2023 AVEC RESTE A REALISER DE 184 875,07 € ;

C) <u>pour le Budget Annexe Pôle Nautique :</u>

1°) Solde de la section de fonctionnement au 31/12/2023 :

Total recettes de fonctionnement titrées :	598 492,26 €
Total dépenses de fonctionnement mandatées :	- 553 899,02 €
RESULTAT D'EXECUTION DE FONCTIONNEMENT 2023 :	44 593,24 €
REPORT RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2022 :	191 448,17 €
SOIT UN RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2023 A AFFECTER DE :	**236 041,41 €**

2°) Solde de la section d'investissement au 31/12/2023 :

Total recettes d'investissement titrées :	101 495,17 €
Total recettes d'investissement mandatées :	- 245 484,37 €
RESULTAT D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT 2023 :	- 143 989,20 €
REPORT RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2022 :	210 988,58 €
SOIT UN RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2023 A REPORTER :	**66 999,38 €**

3°) Solde des restes à réaliser en investissement au 31/12/2023 :

Total recettes d'investissement en restes à réaliser au 31/12/2023 :	0,00 €
Total dépenses d'investissement en restes à réaliser au 31/12/2023 :	13 706,16 €
SOIT UN SOLDE DES RESTES A REALISER D'INVESTISSEMENT DE :	**- 13 706,16 €**

SOIT UN SOLDE CUMULE DE CLOTURE 2023 AVEC RESTE A REALISER DE 289 334,63 € ;

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024, de bien vouloir :

- APPROUVER le Compte Administratif 2023 tel qu'il vous est présenté, pour le budget principal ;
- ARRETER les résultats 2023 du budget principal tel que résumés ci-dessus ;

- APPROUVER le Compte Administratif 2023 tel qu'il vous est présenté, pour le Budget annexe Ile aux Oiseaux ;
- ARRETER les résultats 2023 du budget annexe Ile aux Oiseaux tel que résumés ci-dessus ;

- APPROUVER le Compte Administratif 2023 tel qu'il vous est présenté, pour le Budget annexe Pôle Nautique ;
- ARRETER les résultats 2023 pour le budget annexe Pôle Nautique tel que résumés ci-dessus,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités y afférentes.

RAPPORT DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023
BUDGET PRINCIPAL

Préambule

Le Compte Administratif s'inscrit dans le cycle budgétaire annuel :

- Rapport d'orientations budgétaires dans les dix semaines qui précèdent le vote du budget primitif,
- Vote du Budget Primitif (BP),
- Vote du Compte Administratif (CA),
- Vote du Compte de Gestion,
- Vote de l'Affectation des résultats,
- Vote du Budget Supplémentaire (BS),
- Vote des Décisions Modificatives (DM).

Cette décision est soumise à l'assemblée délibérante dès le mois d'avril de manière à permettre d'affecter les résultats de l'exercice budgétaire précédent au cours du 1er semestre de l'exercice en cours.

Les documents budgétaires remis à l'ensemble des membres du Conseil Municipal, répondent pour la dernière fois aux exigences du cadre légal comptable et budgétaire de l'instruction budgétaire et comptables M57 pour le budget principal et le budget annexe Ile aux Oiseaux et l'instruction budgétaire et comptable M4 pour le budget annexe Pôle Nautique.

SOMMAIRE

Préambule page 1
Sommaire page 2
Introduction page 3

PARTIE I LE BUDGET PRINCIPAL

I) LA SECTION DE FONCTIONNEMENT page 4

A) DEPENSES DE FONCTIONNEMENT page 4
1) DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT page 4
a) Dépenses de gestion page 5
b) Dépenses financières et exceptionnelles page 23
2) DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT page 25

B) RECETTES DE FONCTIONNEMENT page 27
1) RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT page 27
a) Recettes de gestion page 28
b) Recettes financières et exceptionnelles page 43
2) RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT page 46
3) 002 EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT REPORTES page 47

II) LA SECTION D'INVESTISSEMENT page 48

A) DEPENSES D'INVESTISSEMENT page 48
1) DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT page 49
a) Dépenses d'équipement page 49
b) Dépenses financières page 52
c) Dépenses pour compte de tiers page 56
2) DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT page 56
3) 001 SOLDES D'INVESTISSEMENT REPORTES page 58

B) RECETTES D'INVESTISSEMENT page 59
1) RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT page 59
a) Recettes d'équipement page 60
b) Recettes financières page 62
c) Recettes pour compte de tiers page 64
2) RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT page 64

III) LES RESULTATS COMPTABLES ET RATIOS page 66

PARTIE II LES BUDGETS ANNEXES ILE AUX OISEAUX ET NAUTIQUE

I LE BUDGET ANNEXE ILE AUX OISEAUX page 71

II LE BUDGET ANNEXE POLE NAUTIQUE page 74

Introduction

Ce rapport de présentation retrace les mouvements budgétaires tels qu'ils apparaissent au 31 décembre 2023 dans la comptabilité dressée par l'ordonnateur et concorde avec la délibération d'approbation du compte de gestion et la comptabilité tenue par le comptable assignataire de la commune.

Ce rapport de présentation pour objet de présenter les principaux mouvements composant le budget de la commune de La Teste de Buch à travers le budget principal et ses budgets annexes.

Nous verrons dans une première partie, le budget principal avant d'aborder dans la seconde partie les 2 budgets annexes Ile aux Oiseaux et Pôle Nautique.

Ce document de présentation se décompose donc à l'image du budget en 3 parties :

- 1e partie retraçant les mouvements de la section de fonctionnement,
- 2e partie retraçant les mouvements de la section d'investissement,
- 3e partie retraçant les résultats comptables et les ratios.

Le budget principal retranscrit financièrement l'action municipale dans le périmètre des compétences générales de la commune de La Teste de Buch.

Ce budget est régi par l'instruction budgétaire et comptable M57. Sa forme et sa présentation répondent par conséquent aux obligations prévues à l'article 2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à savoir :

I) Informations générales,
II) Présentation générale du budget,
III) Adoption du CA,
IV) Annexes.

Afin d'en simplifier l'approche et la lecture nous vous proposons d'aborder le Compte Administratif 2023 sur la base des vues d'ensemble figurant dans les paragraphes III A et III B du document budgétaire.

Cette présentation se déclinera donc selon le plan suivant :

- La section de fonctionnement :
  - Les dépenses
    - Les dépenses réelles
    - Les dépenses d'ordre
  - Les recettes
    - Les recettes réelles
    - Les recettes d'ordre
- Section d'investissement
  - Les dépenses
    - Dépenses réelles
    - Dépenses d'ordre
  - Les recettes
    - Les recettes réelles
    - Les recettes d'ordre
- Les résultats et les ratios obligatoires

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT :

La section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante des services de la collectivité.

A) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 44,562 M€

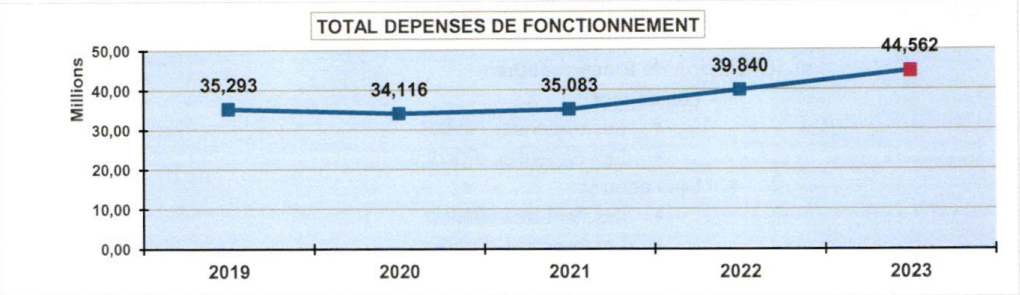
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2022	2023	Ecarts	Variation
Chapitre 011 : Charges à caractère général	7 869 530,62	8 362 700,68	493 170,06	6,3%
Chapitre 012 : Charges de personnel	20 405 522,36	20 823 981,90	418 459,54	2,1%
Chapitre 014: Atténuations de produits	2 431 338,74	2 773 564,81	342 226,07	14,1%
Chapitre 65 : Autres charges courantes	2 541 723,29	3 212 423,73	670 700,44	26,4%
TOTAL DEPENSES DE GESTION COURANTE	**33 248 115,01**	**35 172 671,12**	**1 924 556,11**	**5,8%**
Chapitre 66 : Charges financières	601 397,00	560 827,81	- 40 569,19	-6,7%
Chapitre 67 : Charges spécifiques en 2023 /Charges exceptionnelles en 2022	2 013 187,48	20 454,22	- 1 992 733,26	-99,0%
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**35 862 699,49**	**35 753 953,15**	**- 108 746,34**	**-0,3%**
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 981 746,24	8 807 592,05	4 825 845,81	121,2%
TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	**3 981 746,24**	**8 807 592,05**	**4 825 845,81**	**121,2%**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**39 844 445,73**	**44 561 545,20**	**4 717 099,47**	**11,8%**

La section de fonctionnement regroupe toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la commune de La Teste de Buch.

Ces dépenses de fonctionnement se sont élevées en 2023 à 44,562 M€ en hausse de 4,721 M€ (+11,8%) par rapport à l'exercice 2022.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2022	2023	Ecarts	Variation
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**39 844 445,73**	**44 561 545,20**	**4 717 099,47**	**11,8%**

Depuis 2019, ces dépenses ont progressé comme suit :



Cette évolution des dépenses s'explique par les mouvements constatés au niveau des dépenses réelles et des dépenses d'ordre.

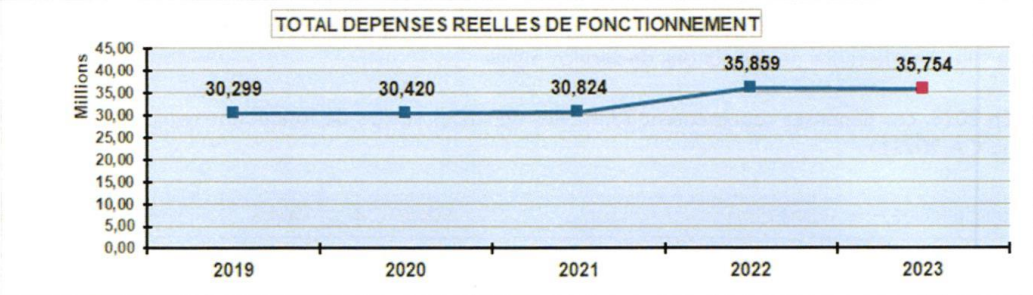
1) LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT : 35,754 M€

Les dépenses réelles de fonctionnement correspondent aux dépenses qui génèrent des flux de trésorerie en direction de tiers (décaissements).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2022	2023	Ecarts	Variation
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	35 862 699,49	35 753 953,15	- 108 746,34	-0,3%

Ces dépenses représentent en 2023, 80,2% des dépenses de fonctionnement mandatées sur l'exercice. En 2022, ce taux représentait 90,0% des dépenses de fonctionnement en raison d'un volume de cessions moindre.

Le graphique ci-dessous décrit la tendance constatée sur les 5 dernières années.



Cette tendance résulte des mouvements combinés des dépenses de gestion courantes d'une part, et des charges financières et exceptionnelles d'autre part.

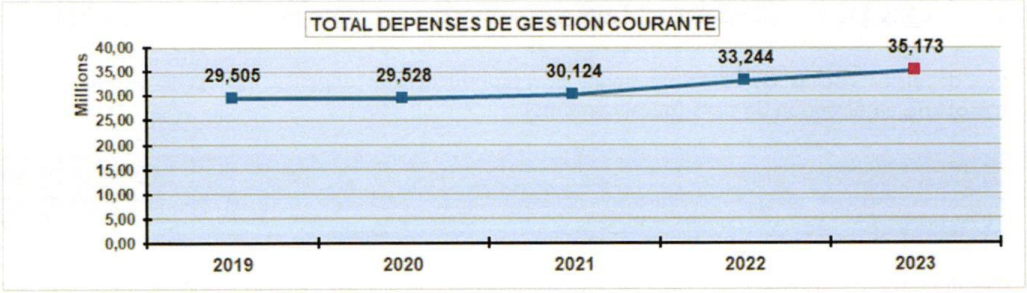
a) Les dépenses de gestion courante : 35,173 M€

Les dépenses de gestion courante correspondent aux dépenses liées directement à l'activité de service public de la commune.
Elles représentent 98,4% des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) mandatées au CA 2023 (92,7% des DRF au CA 2022).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
TOTAL DEPENSES DE GESTION COURANTE	33 244 024,41	35 172 671,12	1 928 646,71	5,8%

Ces dépenses ont progressé de 5,8% sur l'exercice 2023, après avoir progressé de 10,4% sur 2022. Cette tendance s'explique pour partie par le ralentissement de l'inflation et les efforts de gestion réalisés par les services dans un contexte de montée en puissance des charges de personnel et des reversements de fiscalité liés aux effets collatéraux de la réforme de la taxe d'habitation (hausse du potentiel fiscal impliquant une hausse du Fonds de péréquation des recettes communales et intercommunales (FPIC) et des pénalités SRU.

Cette tendance lourde est illustrée par le graphique ci-dessous :



Les dépenses de gestion courante comprennent les charges à caractère général, les charges de personnel, les atténuations de produits et les autres charges de gestion courante.

a1) Le chapitre 011 : « Charges à caractère général » : 8,363 M€

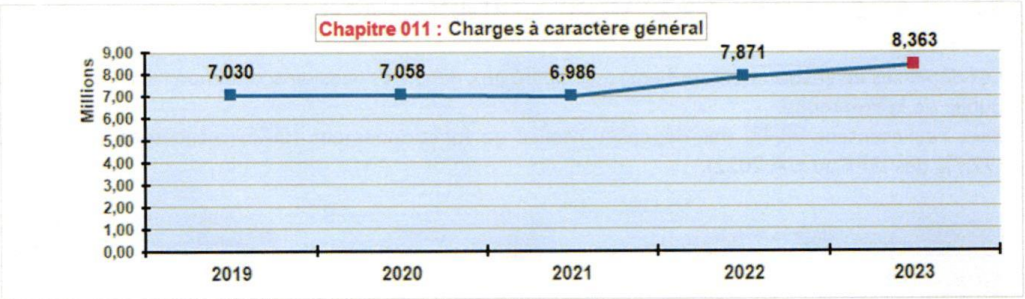
Ce chapitre détaille les dépenses les achats, les services extérieurs et les impôts et taxes payées par la ville dans le cadre de ses actions de service public.

En 2023, ces dépenses représentent 23,4% des dépenses réelles de fonctionnement (22,0% des DRF au CA 2022).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 011 : Charges à caractère général	7 871 108,32	8 362 700,68	491 592,36	6,2%

Ces dépenses ont progressé de 6,2% sur l'exercice 2023 (12,7% sur l'exercice 2022).

Le graphique ci-dessous décrit la tendance constatée sur les 5 dernières années.



Ces charges se répartissent comme suit :

a1a. le compte 60 « achats et variations de stocks » : 3,287 M€

Le compte 60 « achats et variations e stocks » retranscrit les achats de fournitures ou de prestations nécessaires à la mise en œuvre de l'action municipale.

En 2023, ces dépenses ont représenté 39% des charges à caractère général (38% en 2022).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Comptes 60 - Achats et variations de stocks	2 966 803,56	3 287 352,03	*320 548,47*	*10,8%*

Dans un contexte marqué par une forte inflation, ces dépenses ont progressé de 10,8% sur l'exercice 2023 (22,6% sur l'exercice 2022).

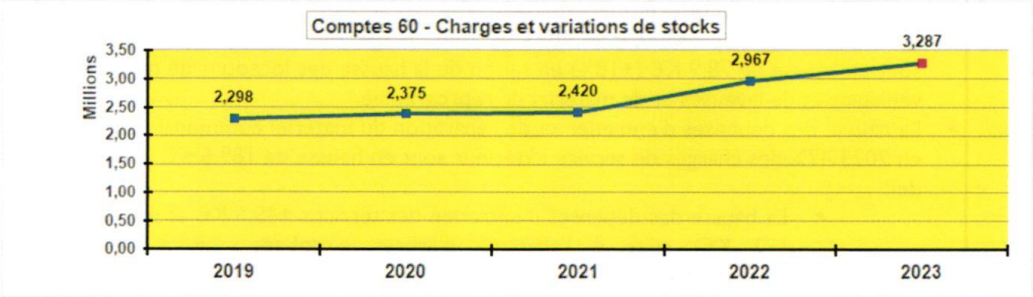
Ces dépenses se répartissent comme suit :

Chapitre	na	nat.	lib nat 4	2022	2023	Ecarts	Variation
011	60	603	6037 Variation des stocks de marchandises et de terrains nus	4 292,11 €		-4 292,11 €	-100%
		Total 603 Variation des stocks (approvisionnements et marchandises)		4 292,11 €		-4 292,11 €	-100%
		604	6042 Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	596 812,72 €	643 099,27 €	46 286,55 €	8%
		Total 604 Achats d'études, prestations de services		596 812,72 €	643 099,27 €	46 286,55 €	8%
		606	6061 Fournitures non stockables	1 185 438,52 €	1 469 392,99 €	283 954,47 €	24%
			6062 Fournitures non stockées	398 817,39 €	360 994,28 €	-37 823,11 €	-9%
			6063 Fournitures d'entretien et de petit équipement	522 921,35 €	596 420,19 €	73 498,84 €	14%
			6064 Fournitures administratives	64 224,19 €	56 385,79 €	-7 838,40 €	-12%
			6065 Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	48 577,15 €	45 756,16 €	-2 820,99 €	-6%
			6066 Produits pharmaceutiques		3 862,48 €	3 862,48 €	ns
			6067 Fournitures scolaires	52 394,99 €	45 112,23 €	-7 282,76 €	-14%
			6068 Autres matières et fournitures	93 325,14 €	66 328,64 €	-26 996,50 €	-29%
		Total 606 Achats non stockés de matières et fournitures		2 365 698,73 €	2 644 252,76 €	278 554,03 €	12%
	Total 60 ACHATS ET VARIATION DES STOCKS			2 966 803,56 €	3 287 352,03 €	320 548,47 €	10,8%

Les écarts les plus significatifs entre le CA 2023 et le CA 2022 concernent :

- Les achats de prestations de service figurant aux comptes de racine « 604 » augmentent de 46 K€ (+8%) sur l'exercice 2023 en raison de la hausse des produits alimentaires nécessaires aux activités des services à la population,
- Les achats non stockés de matières et de fournitures figurant aux comptes de racine « 606 » augmentent de 278,5 K€ (+12%) sur l'exercice 2023 en raison :
  - De l'augmentation des fournitures non stockables (eau, gaz, électricité) en hausse de 284 K€ (+24%),
  - De la baisse des fournitures non stockées de 37,8 K€ (-9%), ces charges correspondent entre autres aux dépenses de carburant qui été marquées par une baisse significative de 82,1 K€ (-25%) et aux dépenses liées à l'entretien des espaces verts qui ont été marqués par une hausse de 44 K€,
  - De la hausse des fournitures d'entretien et de petit équipement de 73,5 K€ (+14%). Ces hausses correspondent pour l'essentiel aux pièces détachées automobiles, aux fournitures de voirie et aux matériel radio.
  - Les autres fournitures non stockées ont été globalement orientées à la baisse (-41,1 K€) ainsi que le décrit le tableau précédent.

La tendance constatée sur les 5 dernières années :



a1b. le compte 61 « services extérieurs » : 3,285 M€.

Le compte 61 « services extérieurs » retrace les achats de sous-traitance (prestations culturelles, formations, locations de matériel…) et les charges externes autres que les achats d'approvisionnement et de sous-traitance en relation avec l'investissement telles que les réparations de bâtiments, de terrains ou de voirie.

En 2023, ces dépenses représentent 39% des charges à caractère général (42 % en 2022).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Comptes 61 - Services extérieurs	3 286 220,93	3 285 257,28	- 963,65	0,0%

Ces dépenses d'un montant de 3,285 M€ ont été maintenues à un niveau analogue aux dépenses constatées en 2022.

Cette stabilité masque cependant des variations contrastées au sein de cet agrégat ainsi que le décrit le tableau ci-après :

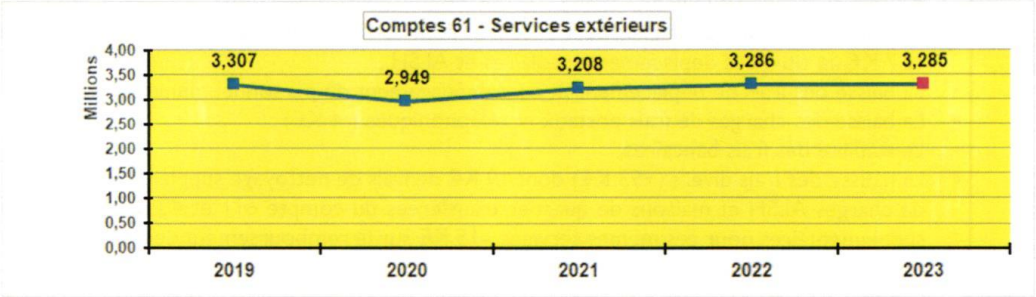
Chapitre	nat	nat3	lib nat 4	2022	2023	Ecarts	Variation
011	61	611	611 Contrats de prestations de services	599 697,91 €	467 295,63 €	-132 402,28 €	-22%
		Total 611 Contrats de prestations de services		**599 697,91 €**	**467 295,63 €**	**-132 402,28 €**	**-22%**
		612	6122 Crédit-bail mobilier	91 181,61 €	104 981,66 €	13 800,05 €	15%
		Total 612 Redevances de crédit-bail		**91 181,61 €**	**104 981,66 €**	**13 800,05 €**	**15%**
		613	6132 Locations immobilières	14 927,95 €	20 702,30 €	5 774,35 €	39%
			6135 Locations mobilières	434 050,03 €	507 222,11 €	73 172,08 €	17%
		Total 613 Locations		**448 977,98 €**	**527 924,41 €**	**78 946,43 €**	**18%**
		614	614 Charges locatives et de copropriété	10 899,59 €	9 035,19 €	-1 864,40 €	-17%
		Total 614 Charges locatives et de copropriété		**10 899,59 €**	**9 035,19 €**	**-1 864,40 €**	**-17%**
		615	6152 Entretien et réparations sur biens immobiliers	736 904,71 €	808 235,90 €	71 331,19 €	10%
			6155 Entretien et réparations sur biens mobiliers	91 572,64 €	140 088,98 €	48 516,34 €	53%
			6156 Maintenance	515 973,46 €	585 723,20 €	69 749,74 €	14%
		Total 615 Entretien et réparations		**1 344 450,81 €**	**1 534 048,08 €**	**189 597,27 €**	**14%**
		616	6161 Multirisques	366 827,39 €	401 438,43 €	34 611,04 €	9%
		Total 616 Primes d'assurances		**366 827,39 €**	**401 438,43 €**	**34 611,04 €**	**9%**
		617	617 Études et recherches	148 597,00 €	55 280,27 €	-93 316,73 €	-63%
		Total 617 Études et recherches		**148 597,00 €**	**55 280,27 €**	**-93 316,73 €**	**-63%**
		618	6182 Documentation générale et technique	35 540,12 €	35 102,14 €	-437,98 €	-1%
			6184 Versements à des organismes de formation	133 859,47 €	59 674,32 €	-74 185,15 €	-55%
			6185 Frais de colloques et séminaires	930,00 €	2 960,00 €	2 030,00 €	218%
			6188 Autres frais divers	105 259,05 €	87 517,15 €	-17 741,90 €	-17%
		Total 618 Divers		**275 588,64 €**	**185 253,61 €**	**-90 335,03 €**	**-33%**
		Total 61 SERVICES EXTÉRIEURS		3 286 220,93 €	3 285 257,28 €	-963,65 €	0%

Les écarts les plus significatifs concernent :

- Les contrats de prestation de services qui représentent en 2023 14% des charges de service extérieur (18% en 2022) sont en baisse de 132 K€ (-22% par rapport à 2022) en raison de :
  - La baisse transitoire des prestations liées à l'enlèvement des déchets (-85 K€),
  - La ré-imputation des prestations ALSH et maisons de quartiers (animations) sur le compte 6288 « autres » (-46 K€),
  - La baisse des travaux de gros œuvre (travaux d'urgence de la Maline réalisés en urgence en 2022) (-53,2 K€),
  - La baisse des travaux d'entretien des plages réalisée par l'ONF consécutive à l'incendie de la forêt de 2022 (-19,8 K€),
  - Le lancement sur 2023 de la procédure d'acquisition des biens sans maître au sein de la forêt usagère (+45 K€).
- Les locations qui représentent en 2023 16% des charges de service extérieur (14% en 2022) sont en hausse de 78,9 K€ (+18%) en raison de la hausse des locations de matériel sono, de véhicules et de laveuses et de matériel de reprographie.
- La hausse des dépenses d'entretien et de réparation du matériel communal qui représentent en 2023 47% des charges de service extérieur sont en hausse de 189,6 K€ (+14%) en raison de :
  - La hausse des dépenses d'entretien des terrains +45,6 K€ et des bois et forêts (+2 K€) suite à l'abattage d'arbres « scolytés » et à des entretiens complémentaires des espaces verts par des sociétés d'emplois aidés,
  - La hausse des dépenses d'entretien et de réparation sur les réseaux +88 K€ correspondant aux dépenses sur le réseau d'éclairage public (+34 K€), sur les perrés du Pyla (+25 K€) et sur le réseau d'eaux pluviales (+25 K€),
- Le transfert des dépenses d'entretien sur bâtiments (-60 K€) des dépenses d'entretien et réparations vers de la maintenance,
  - La baisse des travaux d'entretien sur voirie (- 4 K€) liée à une légère baisse des dépenses sur la signalisation horizontale,
  - La hausse des dépenses de réparation des véhicules municipaux (+45,7 K€), et accessoirement sur l'outillage (+3 K€),
  - La hausse des dépenses de maintenance (+70 K€) due pour l'essentiel aux transferts de dépenses d'entretien sur bâtiments (-60 K€ Cf. supra) et à la hausse des dépenses de sécurité (+9 K€ pour désenfumage, extincteurs et défibrillateurs).

- La hausse des primes d'assurance qui représentent en 2023 12% des charges de service extérieur sont en hausse de 34 K€ (+9%) en raison de la hausse des assurances sur les véhicules (+22 K€), des assurances du patrimoine (+21 K€), et de la baisse des assurances sur la responsabilité civile (-8 K€),
- La baisse des dépenses relatives aux études (-93 K€),
- La baisses des dépenses « diverses » (-90 K€) liée à la baisse des versements à des organismes de formation et aux frais de séminaires (-72 K€) et des frais divers (-18 K€).

La tendance constatée sur les 5 dernières années :



a1c. le compte 62 « autres services extérieurs » : 1,495 M€.

Le compte 62 retrace les rémunérations d'intermédiaires (honoraires, frais de justice,), la publicité et les relations publiques, les transports, les frais de déplacement et de réceptions, les frais postaux et téléphoniques et les services divers tels que le nettoyage des bâtiments ou la refacturation des charges du médecin de prévention.

En 2023, ces dépenses représentent 18% des charges à caractère général (16% en 2022)

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Comptes 62 - Autres services extérieurs	1 291 204,97	1 495 401,91	*204 196,94*	*15,8%*

En 2023, ces dépenses d'un montant de 1,495 M€ ont progressé de 15,8% (13,2% en 2022).

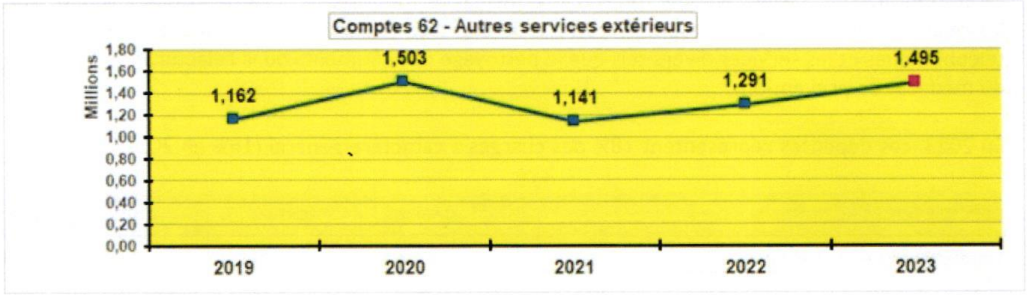
Chapitre	nat	nat1	lib nat 4	2022	2023	Ecarts	Variation
011	62	622	6225 Indemnités au comptable et aux régisseurs		641,08 €	641,08 €	ns
			6226 Honoraires	106 447,89 €	140 831,95 €	34 384,06 €	32%
			6227 Frais d'actes et de contentieux	21 625,20 €	38 647,16 €	17 021,96 €	79%
			6228 Divers	1 728,00 €	1 728,00 €	0,00 €	0%
		Total 622 Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		**129 801,09 €**	**181 848,19 €**	**52 047,10 €**	**40%**
		623	6231 Annonces et insertions	40 997,78 €	61 716,34 €	20 718,56 €	51%
			6232 Fêtes et cérémonies	4 532,96 €	4 936,31 €	403,35 €	9%
			6234 Réceptions	53 132,65 €	61 469,17 €	8 336,52 €	16%
			6236 Catalogues et imprimés et publications	14 669,23 €	68 539,06 €	53 869,83 €	367%
			6237 Publications	37 525,20 €		-37 525,20 €	-100%
			6238 Divers	19 231,17 €	17 299,58 €	-1 931,59 €	-10%
		Total 623 Publicité, publications, relations publiques		**170 088,99 €**	**213 960,46 €**	**43 871,47 €**	**26%**
		624	6241 Transports de biens	1 296,00 €		-1 296,00 €	-100%
			6245 Transports de personnes extérieures à la collectivité		152 179,14 €	152 179,14 €	ns
			6247 Transports collectifs du personnel	130 381,78 €	863,41 €	-129 518,37 €	-99%
		Total 624 Transports de biens et transports collectifs		**131 677,78 €**	**153 042,55 €**	**21 364,77 €**	**16%**
		625	6251 Voyages, déplacements et missions	19 299,11 €	17 165,32 €	-2 133,79 €	-11%
			6255 Frais de déménagement	1 465,44 €	1 613,84 €	148,40 €	10%
		Total 625 Déplacements et missions		**20 764,55 €**	**18 779,16 €**	**-1 985,39 €**	**-10%**
		626	6261 Frais d'affranchissement	57 257,33 €	60 534,50 €	3 277,17 €	6%
			6262 Frais de télécommunications	135 030,82 €	127 473,04 €	-7 557,78 €	-6%
		Total 626 Frais postaux et frais de télécommunications		**192 288,15 €**	**188 007,54 €**	**-4 280,61 €**	**-2%**
		627	627 Services bancaires et assimilés.	2 386,46 €	2 387,34 €	0,88 €	0%
		Total 627 Services bancaires et assimilés.		**2 386,46 €**	**2 387,34 €**	**0,88 €**	**0%**

Chapitre	nat	nat3	lib nat 4	2022	2023	Ecarts	Variation
		628	6281 Concours divers (cotisations...)	57 238,48 €	59 274,91 €	2 036,43 €	4%
			6282 Frais de gardiennage	9 366,19 €	9 986,73 €	620,54 €	7%
			6283 Frais de nettoyage des locaux	514 526,60 €	533 611,05 €	19 084,45 €	4%
			6284 Redevance pour services rendus	1 880,00 €	1 200,00 €	-680,00 €	-36%
			6287 Remboursements de frais	51 666,76 €	37 024,86 €	-14 641,90 €	-28%
			6288 Autres	9 519,92 €	96 279,12 €	86 759,20 €	911%
		Total 628 Divers		**644 197,95 €**	**737 376,67 €**	**93 178,72 €**	**14%**
	Total 62 AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS			1 291 204,97 €	1 495 401,91 €	204 196,94 €	16%

Les écarts les plus significatifs concernent :

- La hausse de la rémunération des intermédiaires et les honoraires (+52 K€) dont 34 K€ d'honoraires et 17 K€ de frais d'actes supplémentaires,
- La hausse des frais de publicité, publications et de relations publiques (+44 K€) dont 21 K€ de frais d'insertion supplémentaire et 13 K€ de travaux d'impression,
- La hausse de dépenses de transport (+21 K€) dont 13 K€ au titre des déplacements culturels et 7 K€ au titre des déplacements scolaires et ALSH ,
- La baisse des frais de déplacement et de déménagement du personnel municipal (-2 K€),
- La baisse des charges de frais postaux et téléphoniques (-4 K€) ;
- La stabilité des frais bancaires,
- La hausse des frais divers (+93 K€) dont 19 K€ de frais de nettoyage supplémentaires, 46 K€ de charges ALSH et maisons de quartier transférées du compte 611 et 40 K€ d'animations supplémentaires pour ces mêmes services, -15 K€ sur le remboursement de frais de médecin du travail à la COBAS,

La tendance constatée sur les 5 dernières années :



a1d. le compte 63 « impôts et taxes et versements assimilés » : 294 689 €.

Le compte 63 retrace tous les versements obligatoires à l'Etat et aux collectivités ainsi que les autres versements institués par l'autorité publique permettant de financer des actions particulières.

En 2023, ces dépenses représentent 3,5 % des charges à caractère général (4,1% en 2022).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Comptes 63 - Impôts, taxes et versements assimilés	325 301,16	294 689,46	- 30 611,70	-9,4%

En 2023, ces dépenses d'un montant de 295 K€ ont baissé de 9,4% alors qu'elles avaient augmenté de 49,7% en 2022.

Ces dépenses se répartissent comme suit :

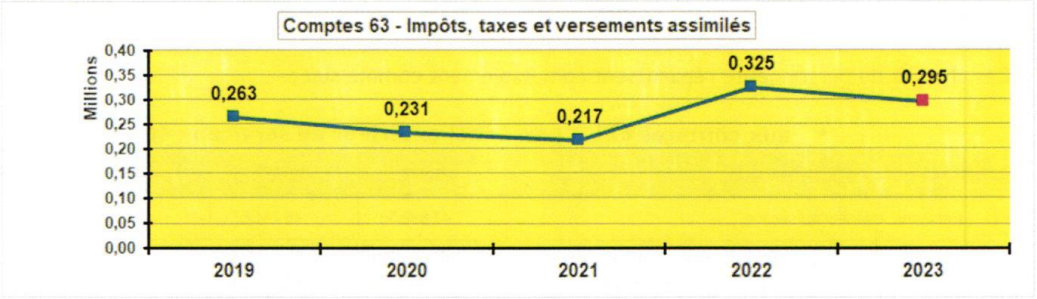
Chapitre	nat	nat3	lib nat 4	2022	2023	Ecarts	Variation
011	63	635	6351 Impôts directs	155 200,00 €	155 026,00 €	-174,00 €	0%
			6355 Taxes et impôts sur les véhicules	560,52 €	3 566,88 €	3 006,36 €	536%
			6358 Autres droits	167 756,84 €	134 827,46 €	-32 929,38 €	-20%
		Total 635 Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration de		**323 517,36 €**	**293 420,34 €**	**-30 097,02 €**	**-9%**
		637	637 Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	1 783,80 €	1 269,12 €	-514,68 €	-29%
		Total 637 Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes		**1 783,80 €**	**1 269,12 €**	**-514,68 €**	**-29%**
	Total 63 IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			325 301,16 €	294 689,46 €	-30 611,70 €	-9%

Les faits remarquables et les écarts entre le CA 2023 et le CA 2022 font apparaitre :

- La stabilité de la taxe foncière payée par la commune sur son patrimoine bâti et non bâti,

- La hausse des impôts sur les véhicules (+3 K€),
- La hausse des autres droits d'auteurs (+21 K€),
- Le transfert d'une partie des charges sur les consommations de gaz sur le compte 60613 (-46 K€),
- La baisse des autorisations d'occupation temporaire (AOT) et des autres droits versés à l'ONF à l'Etat et au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA) (-8 K€).

La tendance constatée sur les 5 dernières années :



a2) Le chapitre 012 : les charges de personnel et frais assimilés : 20,823 M€

Ce chapitre détaille les charges de personnel qui sont constituées de l'ensemble des rémunérations du personnel de la commune ainsi que des charges sociales patronales liées à ces rémunérations telles que les cotisations de sécurité sociales, le supplément familial, les versements aux mutuelles, caisses de retraite et œuvres sociales et les honoraires médical concernant le personnel de l'entité.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Chapitre 012 : Charges de personnel	20 405 522,36	20 823 981,90	418 459,54	2,05%

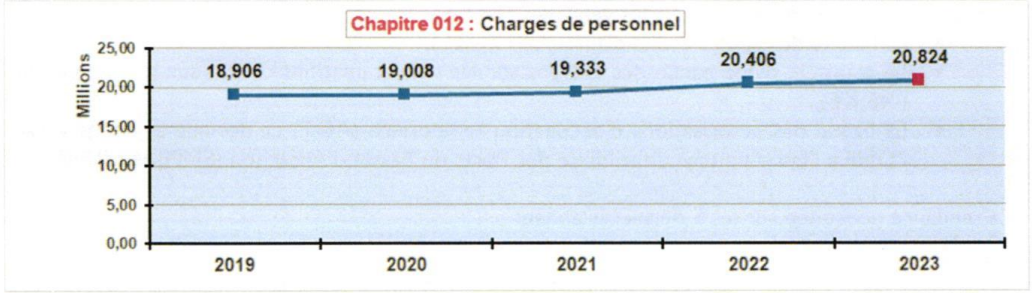
Les charges de personnel représentent le principal poste des dépenses de fonctionnement. En 2023, ces dépenses imputées au chapitre 012 « charges de personnel » représentent 58,2% des dépenses réelles de fonctionnement (56,9% en 2022).

Ces charges se sont élevées en 2023 à un montant de 20,824 M€, en progression de 418 459,54 € soit +2,05% par rapport au CA 2022 (+5,5% entre le CA 2022 et le CA 2021).

Cette augmentation de 2,05% s'explique pour l'essentiel par :

- La hausse de la valeur du point d'indice de 3,5% au 1er juillet 2022 qui se chiffre à un montant de 233 224 € pour l'exercice 2023,
- La hausse de la valeur du point d'indice de 1,5% au 1er juillet 2023 qui se chiffre à un montant de 70 500 € pour l'exercice 2023,
- La revalorisation de mai 2023 pour un montant de 3088,50 €,
- La revalorisation de la grille des agents de catégorie B en septembre 2022 pour un montant de 7 490 €,
- L'impact financier lié à la mesure spécifique « bas de grille » de juillet 2023 pour un montant de 22 936,50 €,
- La revalorisation de la rémunération des agents comprenant les IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) et le CIA (Complément Indemnitaire Annuel) pour un montant de 42 814,30 €.

La tendance constatée sur les 5 dernières années :



Ces charges de personnel se répartissent comptablement comme suit :

- **aux comptes 621 « personnel extérieur au service» : 46 742 €**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
621... Personnel extérieur au service	47 899,36	46 741,67	- 1 157,69	-2,4%

Ces comptes correspondent aux charges de personnel extérieur aux services municipaux :

- Aux charges liées aux renforts CRS pour la surveillance des plages pendant la saison estivale pour un montant de 43 056,66 € en 2023 (42 480,36 € en 2022),
- Aux charges des agents « recenseurs » pour un montant de 1 312,01 € en 2023 (764 € en 2022),
- Aux charges de cotisations sociales relatives à la rémunération des artistes et intervenants, payées par le biais du GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) pour un montant de 2 373 € en 2023 (4 655€ en 2022).

- **aux comptes 633 « Impôts, taxes et reversements assimilés sur rémunération » : 261 080 €**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Articles 633... : Impôts, taxes et vers. assimilés sur rémunération	246 614,85	261 079,99	14 948,10	6,5%

Ces comptes correspondent :

- Aux cotisations URSSAF relatives au versement mobilité au taux de 0,55%, reversées à la COBAS, pour un montant de 248 967 € en 2023 (234 902 € en 2022).
- À l'adhésion annuelle au socle commun du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde pour un montant de 12 113 € en 2023 (11 713 € en 2022)

- **aux comptes 641 « rémunérations du personnel » : 14,749 M€**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Articles 641... : Rémunération du personnel	14 474 007,22	14 748 941,51	274 934,29	1,9%

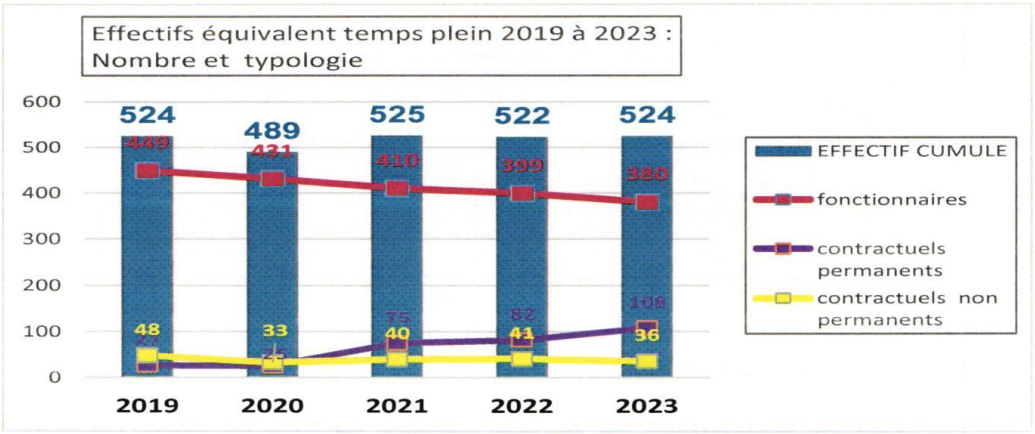
Ces comptes correspondent :

- À la rémunération des personnels titulaires de la fonction publique territoriale pour un montant de 11 721 183,35 € en 2023 (11 802 726,38 € en 2022). La M57 détaille désormais la rémunération des assistantes maternelles qui s'est élevée à 122 632,51 € en 2023.

- À la rémunération des personnels non titulaires pour un montant de 2 917 334,47 € en 2023 (2 566 117,42 € en 2022). La M57 détaille désormais la rémunération des personnels rémunérés à la vacation qui s'est élevée à 91 843,57 € en 2023.

- À la rémunération des apprentis pour un montant de 110 423,69 € (105 163,42 € en 2022).

Du point de vue des effectifs en équivalent temps plein, selon le bilan social et le RSU nous constatons sur les dernières années l'évolution suivante :



- **aux comptes 645 « charges de sécurité sociale et de prévoyance » : 5,764 M€**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Articles 645... : Charges de sécurité sociale et de prévoyance	5 633 491,87	5 763 997,87	*130 506,00*	*2,3%*

Ces comptes correspondent :

- aux cotisations URSSAF pour un montant de 2 359 260 € en 2023 (2 237 998 € en 2022),
- aux cotisations aux caisses de retraite (CNRACL, IRCANTEC, Pension Civile et RAFPT) pour un montant de 3 090 375,61 € en 2023 (3 098 967,18 € en 2022),
- Aux cotisations aux ASSEDIC pour un montant de 121 186 € en 2023 (101 039 € en 2022),
- Aux cotisations pour assurance du personnel pour un montant de 156 335,77 € en 2023 (158 296,01 € en 2022),
- Aux cotisations aux autres organismes sociaux (ATIACL) pour un montant de 36 840,49€ en 2023 (37 191,68 € en 2022).

- **aux comptes 647 « autres charges sociales » : 3 221 €**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Articles 647... : Autres charges sociales	3 509,06	3 220,86	*- 288,20*	*-8,2%*

Ces comptes retracent les dépenses expertises médicales à charge de la collectivité dans le cadre de la Médecine du travail.

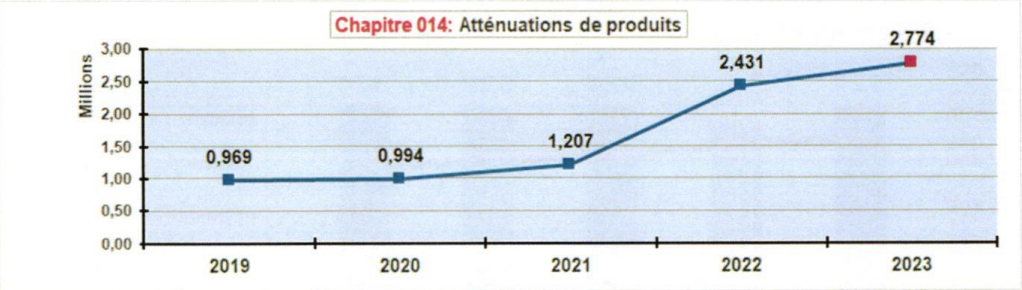
a3) Le chapitre 014 : les atténuations de produits : 2,774 M€

Ce chapitre retrace les reversements et les restitutions sur impôts et taxes institués par la loi ou par une convention. Ces reversements et restitutions sur impôts et taxes sont de moindres produits et non des charges d'exploitation enregistrées en classe 6. Ils font donc obligatoirement l'objet de l'émission d'un mandat sur une subdivision du compte 739.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 014: Atténuations de produits	2 431 338,74	2 773 564,81	342 226,07	14,1%

Les charges imputées au chapitre 014 « Atténuation de produits » représentent au CA 2023, 7,8% des dépenses réelles de fonctionnement (6,8% en 2022). Le passage en M57 a modifié la codification de certains articles budgétaires mais n'a pas modifié le périmètre de cette répartition.

La tendance constatée sur les 5 dernières années :



Ces atténuations de produits correspondent :

a3a. Au prélèvement sur recettes effectué au titre du Fonds National de Péréquation des Ressources Communales et Intercommunales (FPIC) : 600 093 €,

Le FPIC est codifié aux articles L 2336-1 et suivants du CGCT. Les ressources de ce fonds sont fixées depuis 2018 à un montant de 1 milliard d'euros. Ce fonds d'un montant est alimenté par un prélèvement sur les ressources fiscales des ensembles intercommunaux (communes et EPCI).

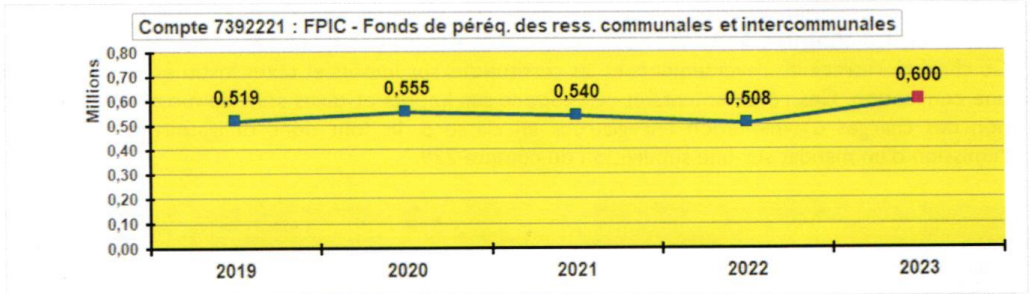
Les ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant (PFIA/hab.) est supérieur à 0,9 fois le potentiel financier agrégé par habitant moyen (PFIA/hab. moyen) constaté au niveau national (678,44 €/hab. en 2023 pour 646,91 €/hab. en 2022) sont contributeurs au FPIC.

Pour l'exercice 2023, le PFIA/habitant moyen de la COBAS était de 750,10 €/habitant (682,27 €/habitant en 2022). Cette hausse s'explique par les retraitements comptables consécutifs à la réforme de la taxe d'habitation qui augmentent significativement le potentiel fiscal sur notre territoire.

Le prélèvement opéré au niveau communautaire, s'est élevé à un montant total de 2 537 555 € (2 091 115 € en 2022) dont 600 093 € à charge de la commune de La Teste de Buch (508 412 € en 2022). Le tableau ci-dessous décrit la situation constatée en 2023.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 7392221 : FPIC - Fonds de péréq. des ress. communales et interco. (739223 en M14)	508 412,00	600 093,00	91 681,00	18,0%

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



a3b. Au prélèvement sur recettes effectué au titre des pénalités relatives à la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) : 521 698 €.

L'article 55 de la loi SRU définit les communes qui doivent disposer d'un nombre minimum de logements sociaux, proportionnel à leur parc résidentiel (codifié dans la section 2 du chapitre II du titre préliminaire du livre III du code de la construction et de l'habitation, articles L.302-5 et suivants).

Ce prélèvement est fixé à 25 % du potentiel fiscal par habitant défini à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales multipliés par la différence entre 25 % des résidences principales, et le nombre de logements sociaux existant dans la commune l'année précédente, comme il est dit à l'article L. 302-5, sans pouvoir excéder 5 % du montant des dépenses réelles de fonctionnement de la commune constatées dans le compte administratif afférent au pénultième exercice.

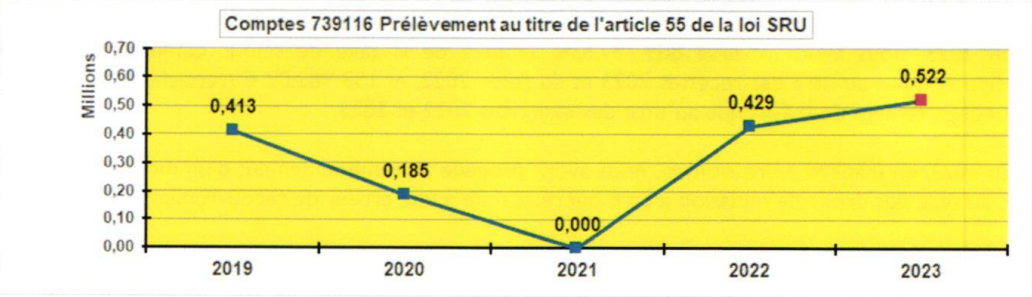
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Comptes 739116 Prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU (739115 en M14)	428 594,04	521 698,14	*93 104,10*	*21,7%*

En 2023, le prélèvement brut effectué au titre de l'article 55 de la loi SRU s'élevait à 521 698,14 € pour 2142 de logements sociaux dénombrés sur la commune de La Teste de Buch.

Ce prélèvement découle des données suivantes :

	2022	2023	Ecarts	Variation
Nombre de résidences principales notifié	14 598	14 823	225	1,54%
Objectif SRU : 25% résidences principales	3 649	3 705	56	1,53%
Nombre de logements sociaux	2 100	2 142	42	2,00%
Nombre de logements sociaux "manquants"	1 549	1 563	14	0,90%
Pénalité par logement manquant (Pfi x 25%)	280,91 €	278,15 €	- 2,76 €	-0,98%
Pénalité brute	435 121,85 €	434 748,45 €	- 373,40 €	-0,09%
Taux de majoration préfectorale	20%	20%	0%	0,00%
Pénalités brutes avec majoration préfectorale	522 155,51 €	521 698,14 €	- 457,37 €	-0,09%
Charges déductibles	93 554,69 €	-	- 93 554,69 €	-100,00%
Prélèvement SRU annuel	**428 600,82 €**	**521 698,14 €**	**93 097,32 €**	**21,72%**

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



a3c. A l'Attribution de Compensation versée à la COBAS : 664 592 €.

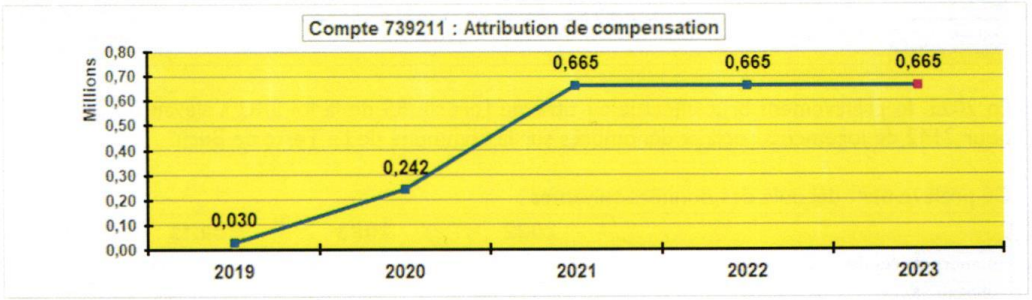
L'attribution de compensation est un flux financier entre l'EPCI à fiscalité professionnelle unique et ses communes membres. L'attribution de compensation correspond à la différence entre la fiscalité professionnelle transférée par la commune à l'EPCI et les charges liées aux compétences transférées par la commune à l'EPCI et les charges rétrocédées par l'EPCI à la commune.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Compte 739211 : Attribution de compensation	664 592,00	664 592,00	-	*0,0%*

Cette attribution de compensation correspond aux charges transférées à la COBAS suite à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 21 novembre 2019. Elle intègre le transfert du personnel enseignant du conservatoire de musique et la gestion du stade nautique à la COBAS. Cette attribution de compensation sera maintenue à ce niveau tant qu'aucun nouveau transfert de compétence ne sera validé en CLECT.

Cette attribution de compensation est stabilisée à 664 592€ depuis 3 ans.

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



a3d. Au reversement de la taxe de séjour à l'EPIC-Hippocampus et de la taxe de séjour additionnelle au Conseil Départemental de la Gironde : 987 182 €

Le compte 7398 retrace les reversements de fiscalité non détaillés précédemment. Ce compte reprenait jusqu'en 2021, les restitutions de fiscalité opérés dans le cadre de trop perçus.

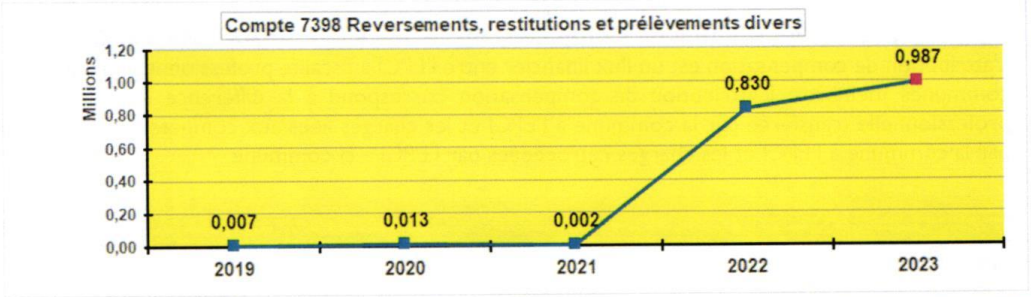
Depuis la création de l'EPIC-Hippocampus, la ville de La Teste de Buch perçoit l'ensemble des recettes relatives à la taxe de séjour (taxe de séjour communale et taxe de séjour additionnelle départementale). Ces recettes sont intégralement à ces deux établissements par le biais du compte 7398 « Reversements, restitutions et prélèvements divers ».

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Compte 7398 Reversements, restitutions et prélèvements divers	829 740,70	987 181,67	*157 440,97*	*19,0%*

En 2023, nous avons reversé 809 199,65€ au titre de la taxe de séjour communale à l'EPIC-Hippocampus au titre des recettes 2023 et du solde 2022, et 153 982,02 € (rattachements compris) au département de la Gironde au titre des exercices 2022 et 2023.

En 2023, en matière de restitution, nous avons procédé au remboursement d'un montant de 24 000 € au titre des droits de mutation à titre onéreux suite à une erreur de recouvrement.

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



a4) Le chapitre 65 : les autres charges de gestion courante : 3,212 M€

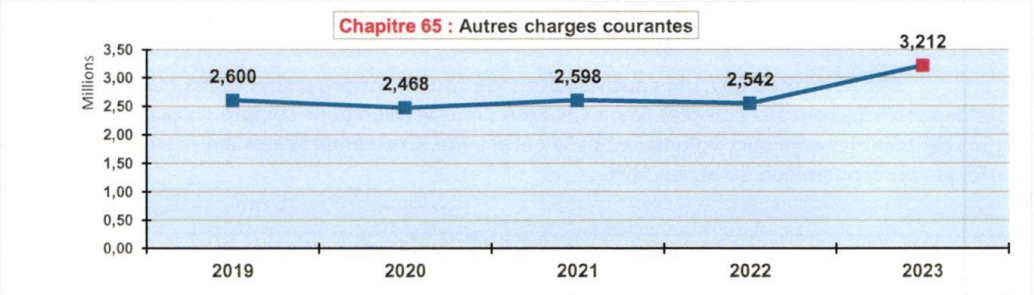
Le périmètre du chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » a été impacté par le passage en M57 en intégrant une partie des dépenses exceptionnelles figurant au chapitre 67 « Charges exceptionnelles ». Une comparaison brute entre les données des 2 exercices n'est donc pas significative.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 65 : Autres charges courantes	2 541 723,99	3 212 423,73	670 699,74	26,4%

En 2023, les autres charges de gestion courantes imputées au chapitre 65, représentent 9,0% de dépenses réelles de fonctionnement (7,1% en 2022 mais sur le périmètre M14).

Ces charges correspondent aux charges de transfert qui se déclinent pour l'essentiel en contingents, en subventions, en indemnités aux élus et en admissions en non-valeur.

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



Ce chapitre budgétaire retranscrit :

a4a. Comptes 651 : Charges d'intervention pour compte propre : 3 400 €.

En M57 les dépenses relatives à ce compte reprennent les bourses et prix qui figuraient en M14 en dépenses exceptionnelles au chapitre 67. Ces dépenses liées au 39e concours littéraire du Pays de Buch et au concours exposition « Eau, sable, forêt » se sont élevées à un montant cumulé de 3 400 €. En 2022 ces dépenses s'étaient élevées à 840 €.

a4b. Comptes 653 : Indemnités : 269 015 €.

Ces dépenses correspondent aux indemnités, aux frais de mission et de formation des élus. Ces dépenses figurent dans l'annexe figurant désormais au Rapport d'Orientation Budgétaire voté au mois de novembre.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Comptes 653 : Indemnités, frais de mission et formation des élus	255 390,08	269 015,33	13 625,25	5,3%

a4c. Comptes 654 : Pertes sur créances irrécouvrables : 23 678 €.

Ces dépenses correspondent aux créances admises en non-valeur à la demande du comptable public lorsqu'il n'a pas pu mener à terme le recouvrement de ces créances, et les créances éteintes qui résultent d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Comptes 654 : Pertes sur créances irrécouvrables	3 575,87	23 678,18	20 102,31	562,2%

En 2023, ces dépenses ont augmenté significativement en raison de la hausse des créances éteinte dans le cadre de liquidations judiciaires.

a4d. Comptes 655 : les contingents et participations : 145 362 €.

Ce compte enregistre les contributions au fonctionnement courant d'organismes, rendues obligatoires par un texte d'ordre législatif ou réglementaire, en particulier les contributions aux organismes de regroupement (compte 6556).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Comptes 655 : Contingents et participations obligatoires	161 757,35	145 361,97	- 16 395,38	-10,1%

Ces contingents obligatoires retracent les contributions versées à l'OGEC du Bassin d'Arcachon (écoles privées) et au SIVU des plages.

En 2023, les mouvements comptables ont été les suivants :

- La participation à l'OGEC du Bassin d'Arcachon (Ecoles privées Saint Vincent et Saint Thomas) s'est élevée à 145 361,97 € (157 638,04 € en 2022). La baisse constatée s'explique par une légère baisse des effectifs scolarisés en maternelle.
- La participation au SIVU des plages pour la sélection des MNS a été imputée au chapitre 011 pour un montant de 5 988,18 € (3 969,31 € en 2022),
- La participation au SDEEG (Syndicat Départemental Energies et Environnement de Gironde) a été imputée au chapitre 011 pour un montant de 150€ (montant identique à la participation 2022).

a4e. Compte 657 : les subventions de fonctionnement versées : 2,390 M€.

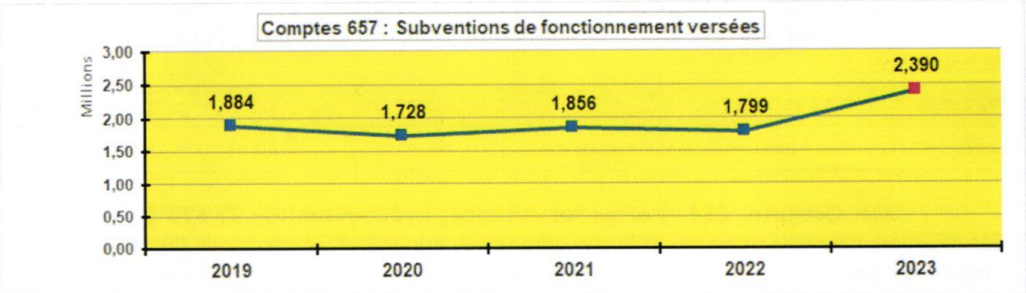
Ces dépenses figurent aux comptes 657 « Charges d'intervention pour compte propre - Subventions » et enregistrent les concours volontaires de la collectivité. Ces comptes se subdivisent selon la qualité juridique ou économique du bénéficiaire.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Comptes 657 : Subventions de fonctionnement versées	1 799 246,00	2 389 941,27	590 695,27	32,8%

Ces dépenses se sont ventilées comme suit :

Chapitre	Compt	Libelé comptes	sous cpte	lib sous compte 4	2022	2023	Ecarts	Variation
65	657	657 Charges d'intervention pour compte propre - Subventions	6573	6573 Subventions de fonctionnement aux organismes publics	1 264 000,00	1 697 108,13	433 108,13	34%
			6574	6574 Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux autres organismes de droit	535 246,00	690 791,34	155 545,34	29%
			6577	6577 Remises gracieuses		2 041,80	2 041,80	ns
		Total 657 Charges d'intervention pour compte propre - Subventions			**1 799 246,00**	**2 389 941,27**	**590 695,27**	**33%**

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



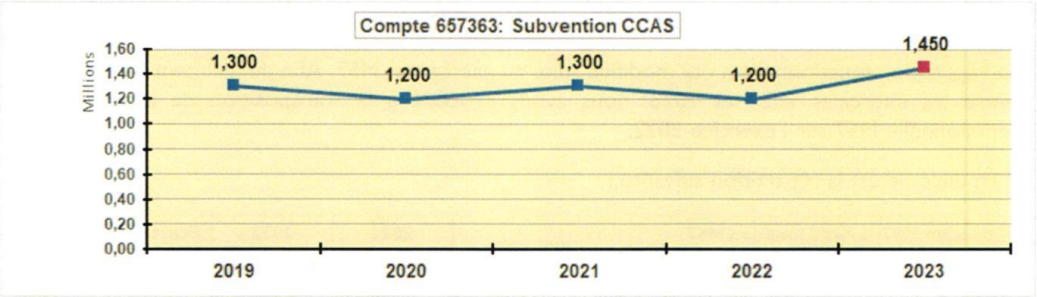
En 2023, nous pouvons noter :

- **Une hausse de 433 K€ des subventions versées à des organismes publics** qui s'explique par :
  - la hausse de la subvention versée au CCAS : +250 K€ portant la subvention versée par la Ville au CCAS à un montant de 1,450 M€ pour l'exercice 2023.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 657362: Subvention CCAS	1 200 000,00	1 450 000,00	*250 000,00*	*20,8%*

Cette subvention a été majorée de 250 000 € compte tenu des tensions inflationnistes constatées sur les charges de cet établissement en 2022 et en 2023.

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



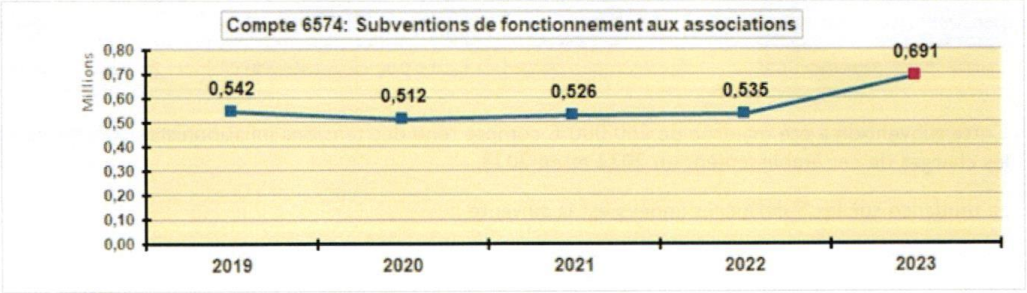
- le versement d'une subvention au SIBA (Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon) au titre de la stratégie locale 2019/2022 pour un montant de 181 360 €. Cette subvention correspond au reversement des subventions perçues de l'Etat et de la Région Nouvelle Aquitaine par la ville au titre des opérations à maîtrise d'ouvrage SIBA.
- La subvention 2023 versée à l'EPIC Hippocampus pour un montant de 64 000 € (montant identique à 2022).
- La subvention à la Communauté de commune des Grands Lacs versée dans le cadre de l'animation 2022 du site « Natura 2000 - zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch » pour un montant de 1 747 € (1 219 € en 2022).
- La Caisse des écoles étant en sommeil depuis le 31/12/2021, aucune subvention ne lui a été versée sur l'exercice 2023.

- **Une hausse de 156 K€ des subventions versées à des personnes, des associations et des organismes privés** qui s'explique essentiellement par le reversement du produit de la taxe sur les passagers de la Réserve naturelle du Banc d'Arguin perçue en 2022 pour un montant de 192 131,34 € à l'association SEPANSO (Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest) et le transfert à compter de 2023, de la subvention pour l'animation des fêtes du Port d'un montant de 40 000€ à l'EPIC – HIPPOCAMPUS.

Les subventions versées aux associations représentent en 2023 un montant de 690 791€ hors moyens et matériels mis à disposition. Ces subventions ont été versées à 71 associations.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 6574: Subventions de fonctionnement aux associations	535 246,00	690 791,34	*155 545,34*	*29,1%*

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



La répartition fonctionnelle a été modifiée suite au passage en M57. Afin de maintenir la comparaison entre les exercices 2022 et 2023, nous avons procédé à la transposition de la nomenclature fonctionnelle M57 sur l'exercice 2022.

Il en découle est la répartition suivante :

Fonction M57	Libellé fonction M57	2022	2023	Ecarts	Variation
0	Services généraux	142 950,00	147 250,00	4 300,00	3%
1	Sécurité	2 200,00	5 200,00	3 000,00	136%
2	Enseignement, formation professionnelle et ap	5 300,00	4 500,00	- 800,00	-15%
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	357 060,00	326 210,00	- 30 850,00	-9%
	dont Animation des fêtes du port	*40 000*	-	*- 40 000,00*	*-100%*
4	Santé et action sociale	7 000,00	4 000,00	- 3 000,00	-43%
6	Action économique	9 000,00	11 500,00	2 500,00	28%
7	Environnement	11 736,00	192 131,34	180 395,34	1537%
	dont SEPANSO	*11 736,00*	*192 131,34*	*180 395,34*	*1537%*
Total subventions aux associations		535 246,00	690 791,34	155 545,34	29%

Les principales actions concernent :

- Les services généraux des administrations publiques avec 147 250 € (dont 123 650 € au titre du COES du personnel municipal pour 120 000€ en 2022),
- La sécurité avec 5 200 € est en hausse de 3000 € suite au versement d'une subvention de ce même montant à la SNSM (Société Nationale du Sauvetage en Mer),
- L'enseignement et la culture en baisse de 800 € suite à la baisse de la subvention à l'Association sportive scolaire l'Ecureuil de ce même montant,
- la culture, vie sociale jeunesse, sports et loisirs avec 326 210 € en baisse de 30 850 € par rapport à 2022. Cette baisse résulte pour l'essentiel du transfert des 40 000 € de la subvention des Fêtes du Port à l'EPIC-HIPPOCAMPUS, du versement d'une subvention de 5 000 € au collectif Komono et à la hausse de 7 850 € de la subvention à l'Union des Surf-clubs du Bassin dans le cadre de la Voile scolaire.
- la santé et l'action sociale avec 4 000 € sont orienté à la baisse en raison du versement exceptionnel sur 2022 de 3 000 € à l'association d'insertion L'Essor.
- l'action économique avec 11 500 € est orientée à la hausse suite au versement d'une subvention de 2 500 € à l'association Défi d'elles.
- L'environnement avec un montant de 192 131 € a bénéficié dans sa totalité à la SEPANSO.

Le tableau complet des subventions versées en numéraire accordées à l'ensemble des associations figure ci-dessous. Un tableau retraçant les subventions et les aides en moyens et matériel figure en annexe au document budgétaire.

REPARTITION FONCTIONNELLE M57	2022	2023	Ecarts
30 MILLIONS D'AMIS	4 000,00 €	4 000,00 €	0,00 €
ACCOMPAGNER CONDUIRE TRANSMETTRE	300,00 €	200,00 €	-100,00 €
AMICALE DES POLICIERS BASSIN ARC		300,00 €	300,00 €
AMICALE DES VOLONTAIRES DU SANG	250,00 €	250,00 €	0,00 €
APSDA	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
ASSOCIATION NATIONALE DE CROIX DE GUERRE	300,00 €	300,00 €	0,00 €
CLUB COEUR ET SANTE	200,00 €	450,00 €	250,00 €
CLUB D'ASTRONOMIE CAP SUD	200,00 €	200,00 €	0,00 €
CLUB DES AQUARIOPHILES DU BASSIN	700,00 €	700,00 €	0,00 €
COMITE DES OEUVRES SOCIALES DES	120 000,00 €	123 650,00 €	3 650,00 €
COMITE LOCAL D'ENTRAIDE AUX FAMILLES	200,00 €	200,00 €	0,00 €
COMMUNALE DE CHASSE AGREEE	4 500,00 €	4 500,00 €	0,00 €
FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS	300,00 €	300,00 €	0,00 €
LA GAULE CAZALINE	200,00 €	200,00 €	0,00 €
LA TESTE DE BUCH JUMELAGE	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €
LA TESTERINE	2 000,00 €	2 200,00 €	200,00 €
LE COEUR A RIRE	300,00 €	300,00 €	0,00 €
LES AILES DU BASSIN	300,00 €	300,00 €	0,00 €
LES AMIS DU LAPIN BLANC	200,00 €	200,00 €	0,00 €
LES JARDINIERS DU PAYS DE BUCH	300,00 €	300,00 €	0,00 €
LES MOUSSAILLONS DE L AIGUILLON	800,00 €	800,00 €	0,00 €
SOS CHATS LA TESTE	500,00 €	500,00 €	0,00 €
UNION DES TRAVAILLEURS SENEGALAIS	800,00 €	800,00 €	0,00 €
UNION FRATERNELLE DES ANCIENS	300,00 €	300,00 €	0,00 €
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS	300,00 €	300,00 €	0,00 €
Total fonction 0 - Services généraux	**142 950,00 €**	**147 250,00 €**	**4 300,00 €**
ASA DE DFCI LA TESTE DE BUCH ARCACHON	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €
ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	200,00 €	200,00 €	0,00 €
SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE		3 000,00 €	3 000,00 €
Total fonction 1 - Sécurité	**5 300,00 €**	**4 500,00 €**	**-800,00 €**
COLLEGE HENRI DHEURLE	2 500,00 €	2 500,00 €	0,00 €
SPORTIVE SCOLAIRE L'ECUREUIL	2 800,00 €	2 000,00 €	-800,00 €
Total fonction 2 - Enseignement, formation prof. et apprent.	**357 060,00 €**	**326 210,00 €**	**-30 850,00 €**
AIKIDO LA TESTE	500,00 €		-500,00 €
AMICALE LAIQUE TESTERINE	3 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
ARCACHON LA TESTE ENTENTE	3 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
ARCACHON LA TESTE HANDBALL CLUB	6 000,00 €	8 000,00 €	2 000,00 €
ARCHERS DU BASSIN D'ARCACHON	12 000,00 €	12 000,00 €	0,00 €
ARTENS		1 000,00 €	1 000,00 €
ARTS MARTIAUX TESTERINS	10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €
ASSOCIATION ANIMATIONS DES FETES	40 000,00 €		-40 000,00 €
ASSOCIATION DES AMIS DE LA	500,00 €	500,00 €	0,00 €
ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES	300,00 €	300,00 €	0,00 €
ASSOCIATION PHILIPPE CABANIEUX KITE SURF	300,00 €		-300,00 €
ASSOCIATION SPORTIVE FORCE TESTERINE	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE	44 000,00 €	43 000,00 €	-1 000,00 €
ATELIER PHOTO LA TESTE DE BUCH		500,00 €	500,00 €
BASKET BASSIN D'ARCACHON	8 000,00 €	8 000,00 €	0,00 €
BASSIN BOXING CLUB	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
BIBLIOTHEQUE POUR TOUS PYLA		150,00 €	150,00 €
CAZA-GYM	500,00 €	500,00 €	0,00 €
CAZAUX OLYMPIQUE FOOTBALL	16 500,00 €	15 500,00 €	-1 000,00 €
CAZAUX OLYMPIQUE RUGBY	5 500,00 €	5 500,00 €	0,00 €
CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC	17 810,00 €	18 700,00 €	890,00 €
CERCLE DE VOILE DE PYLA SUR MER	17 220,00 €	17 000,00 €	-220,00 €
CINE SANS FRONTIERES	4 000,00 €	4 200,00 €	200,00 €
CLUB DES RANDONNEURS DU PYLA	350,00 €	350,00 €	0,00 €
CLUB NSA	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €
COLLECTIF KOMONO	13 000,00 €	18 000,00 €	5 000,00 €
COMITE DES FETES DE CAZAUX	1 500,00 €	1 500,00 €	0,00 €
DUNES ET FORET	600,00 €	600,00 €	0,00 €
FOOTBALL CLUB BASSIN D'ARCACHON	14 000,00 €	15 000,00 €	1 000,00 €
GRIMPE EN TESTE	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €
GROUPE DE RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES	1 300,00 €	1 300,00 €	0,00 €
GROUPE VOCAL DU CAPTALAT	300,00 €	300,00 €	0,00 €
HARMONIE JUNIOR DE LA COTE D'ARGENT	700,00 €	700,00 €	0,00 €
HERE ORI TAHITI	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
KARATE DO	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
LA BOULE DU LAC	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
LA TESTE PYLA VOL LIBRE	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
LE CALAME	800,00 €	800,00 €	0,00 €
LE POINT ARTISTIQUE DE CAZAUX	2 000,00 €		-2 000,00 €
LES ESCAPADES MUSICALES	2 000,00 €		-2 000,00 €
LES JEUNES DU CAPTALAT SECTION GYMNASTIQUE	16 000,00 €	16 000,00 €	0,00 €
LOISIR AMICAL ET SPORTIF TESTERIN	300,00 €	300,00 €	0,00 €
OLLIE LES PETITS	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
ORCHESTRE D'HARMONIE DE LA TESTE	3 500,00 €	3 500,00 €	0,00 €
PIRATES DU BASSIN D'ARCACHON	800,00 €	800,00 €	0,00 €
PLANEURS DU BASSIN D'ARCACHON	600,00 €	600,00 €	0,00 €
RETRAITES SPORTIFS SUD BASSIN	800,00 €	800,00 €	0,00 €
ROLLER HOCKEY CLUB TESTERIN	3 500,00 €	5 000,00 €	1 500,00 €
RUGBY CLUB BASSIN D'ARCACHON	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €
SCRABBLE CAZALIN		150,00 €	150,00 €
SCULPTEURS DU BASSIN D'ARCACHON	600,00 €	500,00 €	-100,00 €
SOCIETE HISTORIQUE ET	500,00 €	500,00 €	0,00 €
TENNIS CLUB DE CAZAUX	6 000,00 €	6 000,00 €	0,00 €
TENNIS CLUB DE LA TESTE	15 000,00 €	14 000,00 €	-1 000,00 €
TESTUT BIG BAND	1 400,00 €	1 400,00 €	0,00 €
UNION DES FEMMES SOLIDAIRES	6 000,00 €	3 000,00 €	-3 000,00 €
UNION DES SURFS-CLUBS DU BASSIN	4 380,00 €	12 260,00 €	7 880,00 €
VOLLEY SUD BASSIN ARCACHON	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
Total fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisir	**7 000,00 €**	**4 000,00 €**	**-3 000,00 €**
LES RESTAURANTS DU COEUR	4 000,00 €	4 000,00 €	0,00 €
L'ESSOR	3 000,00 €		-3 000,00 €
Total fonction 4 - Santé et action sociale	**9 000,00 €**	**11 500,00 €**	**2 500,00 €**
DEFI D'ELLES		2 500,00 €	2 500,00 €
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU	8 000,00 €	8 000,00 €	0,00 €
DIRECTION CENTRE VILLE LA TESTE	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
Total fonction 1 - Action économique	**11 736,00 €**	**192 131,34 €**	**180 395,34 €**
SEPANSO	11 736,00 €	192 131,34 €	180 395,34 €
Total fonction 7 - Environnement	**11 736,00 €**	**192 131,34 €**	**180 395,34 €**
TOTAL SUBVENTIONS VERSEES AUX ASSOCIATIONS	**535 246,00 €**	**690 791,34 €**	**155 545,34 €**

- **Des remises gracieuses pour un montant de 2 041,80 €.** Ces remises gracieuses en faveur d'une location du Parc des Exposition à la Ligue d'Aquitaine d'aviron et d'un remboursement de spectacle au théâtre Cravey ont été accordées par délibérations du Conseil Municipal.

A4c. Comptes 658 : les charges diverses de gestion courante

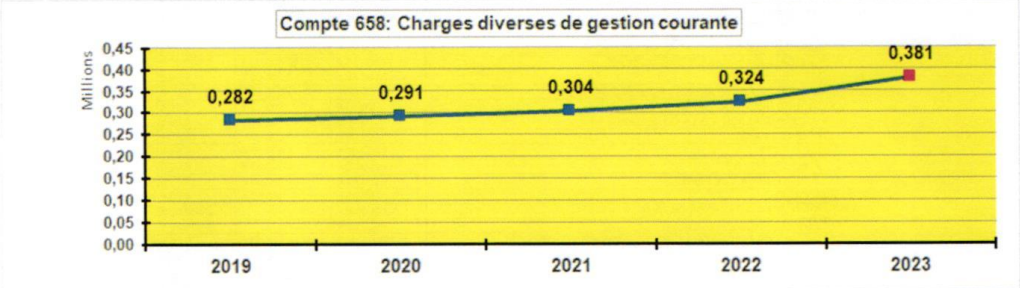
Ces comptes ont été profondément modifiés par la M57 car ils intègrent désormais des charges imputées en charges exceptionnelles en M14 tout en ayant changé de périmètre à l'intérieur du même chapitre. En raisonnant sur 2022 et 2023 dans le périmètre M57, nous obtenons :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 658: Charges diverses de gestion courante	324 347,99	381 026,98	56 678,99	17,5%

Ces comptes regroupent en 2023 :

- Les droits d'utilisation de services informatiques pour un montant de 61 342 € en hausse de 33 576 € par rapport à 2022,
- Les remboursements de billets de spectacles pour un montant de 2 464 € en hausse de 710 € par rapport à 2022,
- La compensation de la restauration scolaire payée par la ville à la SOGERES dans le cadre de la Délégation de Service Public « Restauration municipale » pour un montant de 309 797 € en hausse de 15 810 € par rapport à 2022,
  Cette somme correspond au reste à charge de la ville après paiement des usagers, c'est-à-dire à la « subvention » de la commune aux usagers de la restauration municipale,
- Un reversement de charges au SMPBA (Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon) pour un montant de 3 705 € dans le cadre d'une mise à disposition de personnel,
- La rente viagère relative à l'acquisition du Diplomate et versée depuis 2012 est imputée sur le compte 6588 depuis le mois de décembre 2023. Cette dépense s'est élevée à un montant de 3 718 €.

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



b) Les dépenses financières et exceptionnelles :

Cet agrégat retranscrit les dépenses réelles de fonctionnement hors « gestion ». Il retrace les chapitres suivants :

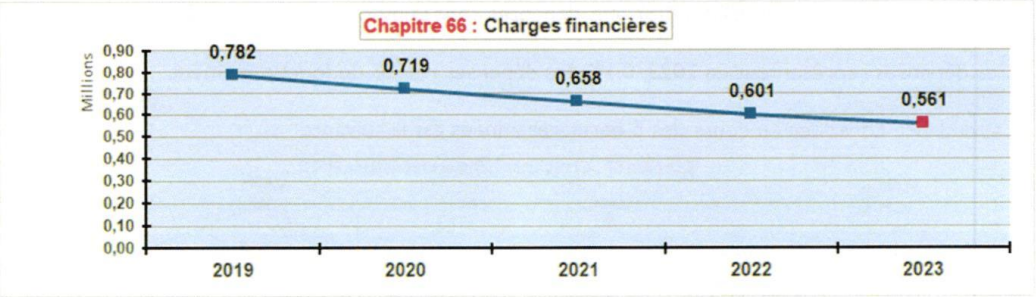
b1) Le chapitre 66 : les charges financières : 560 827 €

Le compte 66 enregistre les charges rattachées à la gestion financière à l'exclusion des services bancaires qui sont compris dans les « autres services extérieurs ».

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 66 : Charges financières	601 397,00	560 827,81	- 40 569,19	-6,7%

Ces charges correspondent aux intérêts de la dette bancaire, aux intérêts relatifs au contrat de partenariat public privé, et aux intérêts courus non échus (icne).
Ces dépenses représentent 1,6% des dépenses réelles de fonctionnement (1,7% en 2022).

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



Ainsi que le décrit le graphique ci-dessus, ces charges sont orientées à la baisse corrélativement au montant de l'encours de la dette de la commune.

Elles se décomposent en :

- **Intérêts de la dette bancaire : 317 257 €**

Ces charges correspondent aux intérêts réglés à l'échéance (compte 66111) et aux intérêts courus non échus (ICNE) (compte 66112).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Comptes 6611: Intérêts des emprunts et dettes (hors PPP)	346 741,19	317 257,10	- 29 484,09	-8,5%

L'encours de dette ayant diminué sur l'exercice 2023, les intérêts ont diminué proportionnellement en fonction des tableaux d'amortissement contractuels.

- **Intérêts des autres dettes (PPP) : 243 571 €**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 6618: Intérêts des autres dettes (PPP)	254 655,81	243 570,71	- 11 085,10	-4,4%

Ces charges correspondent à la part « intérêts » du loyer L1A du contrat de partenariat public privé conclu avec la société Auxifip pour la construction et l'entretien de l'hôtel de ville. Ces charges étant proportionnelles au montant de l'encours, elles sont forcément orientées à la baisse conformément aux dispositions contractuelles.

b2) Le chapitre 67 : les charges spécifiques : 20 454 €

Dans l'instruction budgétaire et comptable M57, les comptes 67 ont été dénommés « charges spécifiques » et non plus « charges exceptionnelles ». Cette nouvelle dénomination a acté un important changement de périmètre à ces dépenses. Elles sont désormais limitées, en dépenses réelles, aux seules annulations sur exercice clos (article 673).

Le tableau ci-après détaille l'évolution de ces 2 agrégats (le premier en données brutes, le second au périmètre M57).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 67 : Charges spécifiques (M57-2023) vs Charges exeptionnelles (M14-2022)	2 013 187,48	20 454,22	- 1 992 733,26	-99,0%
Chapitre 67 : Charges spécifiques (périmètre M57)	36 341,00	20 454,22	- 15 886,78	-43,7%

L'écart constaté par rapport aux données brutes 2022 s'explique par :

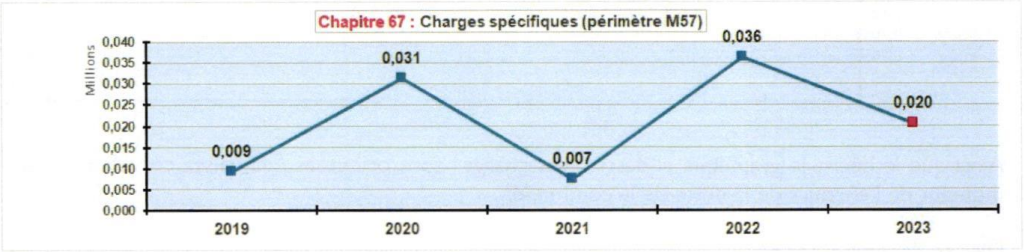
- Les dépenses de transfert des résultats de l'EPIC-OT (dissous au 31/12/2021) à l'EPIC-HIPPOCAMPUS (créé le 01/01/2022) pour un montant total de 1 974

252,28 €. Cette opération était neutre budgétairement par le biais du transfert de résultat.

- Le versement des bourses et prix (840 €). En M57, ces dépenses sont imputées au chapitre 65.
- Le remboursement de billets de spectacles suite à la pandémie COVID-19 (1 250 €). En M57, ces dépenses sont imputées au chapitre 65.

Ces dépenses représentent en 2023, 0,1% des dépenses réelles de fonctionnement.

La tendance constatée au cours des 5 dernières années est la suivante



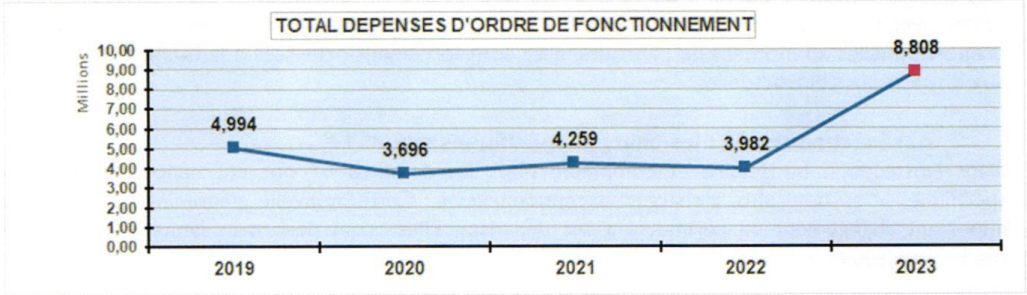
2) LES DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT : 8,808 M€

Les opérations d'ordre budgétaires se caractérisent par le fait qu'elles concernent toujours à la fois une opération de dépense obligatoire et une opération de recette budgétaire pour un montant identique.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	3 981 746,24	8 807 592,05	4 825 845,81	121,2%

Les dépenses d'ordre de fonctionnement n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements, ni à décaissements.

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



Ces dépenses se déclinent comme suit :

a) Le chapitre 023 : le virement à la section d'investissement : 0 €

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	-	-	-	ns

Le chapitre 023 correspond à l'autofinancement libre de la section d'investissement. Cette inscription budgétaire n'est pas exécutée comptablement.

b) Le chapitre 042 : les opérations d'ordre de transfert entre sections : 8,808 M€

Ce chapitre retrace l'autofinancement obligatoire au sein de la section de fonctionnement. Il détaille les dotations aux amortissements figurant aux comptes 6811 « dotation aux amortissements des immobilisations », les dotations aux provisions figurant aux compte 6875 « dotation aux provisions pour risques et charges exceptionnelles » et 6817 « dotations aux dépréciations d'actifs circulants » ainsi qu'aux mouvements d'ordre liés aux cessions (plus-values figurant au compte 6761 et valeurs nettes comptables des biens cédés figurant au compte 675).

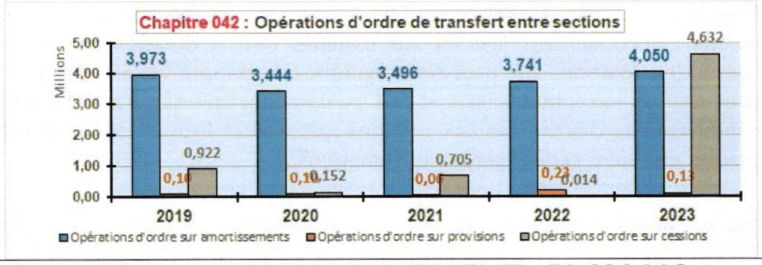
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 981 746,24	8 807 592,05	*4 825 845,81*	*121,2%*

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



En 2023, ce chapitre est en hausse de 4,826 M€ par rapport au CA 2022.
Cette variation s'explique par :

- La hausse du volume des écritures de régularisations des cessions d'immobilisations pour un montant de 4,618 M€. Ces sommes se décomposent en 123 007 € pour les valeurs nettes comptables des biens cédés (0,05€ en 2022) et en 4,509 M€ de plus-values réalisées sur les ventes effectuées en 2023 (14,114 K€ en 2022),
- La hausse des dotations aux amortissements des immobilisations sur l'exercice 2023 pour un montant de 308 K€. Cette variation s'explique par :
  - La hausse des amortissements liés aux immobilisations réalisées en 2022 pour un montant de 101 K€, portant le montant de ces amortissements à 3 741 491 € (3 742 286 € en 2022),
  - La hausse des amortissements liés aux immobilisations réalisées en 2023 et comptabilisées sur 2023 du fait de la règle des amortissements au prorata temporis (obligatoire en M57) pour un montant de 207 K€, portant le montant de ces amortissements à 207 K€ (0 € en 2022).
- La baisse des dotations aux provisions de 100 K€ sur l'exercice 2023 qui s'explique par :
  - Une baisse de 204 K€ de la dotation aux provisions pour risque sur recouvrement portant cette provision à 18,1 K€ au titre de 2023 et le montant total provisionné pour ce risque à 384,9 K€ au 31/12/2023,
  - Une augmentation de 107 K€ des dotations aux provisions pour risques sur contentieux portant cette provision à un montant total de 142,3 K€ au 31/12/2023.

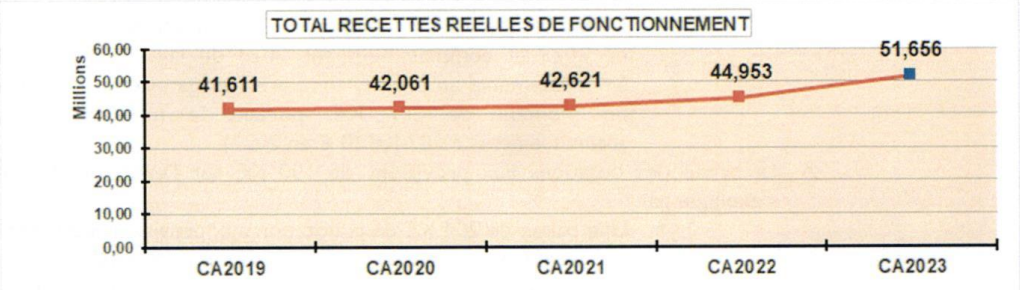


B) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 51,830 M€

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 013 : Atténuation de charges	100 847,56	81 792,41	- 19 055,15	-19%
Chapitre 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 619 834,83	1 728 476,19	108 641,36	7%
Chapitre 73 : Impôts et taxes	161 636,74	142 509,68	- 19 127,06	-12%
Chapitre 731 : Fiscalités locales	37 576 441,69	38 690 282,78	1 113 841,09	3%
Chapitre 74 : Dotations, subventions et participations	4 986 570,96	5 094 390,28	107 819,32	2%
Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante	301 938,40	1 052 437,78	750 499,38	249%
TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE	**44 747 270,18**	**46 789 889,12**	**2 042 618,94**	**5%**
Chapitre 76 : Recettes financières	885,72	218 808,15	217 922,43	24604%
Chapitre 77 : Recettes spécifiques (M57) vs Recettes exceptionnelles (M14)	204 863,28	4 647 625,20	4 442 761,92	2169%
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**44 953 019,18**	**51 656 322,47**	**6 703 303,29**	**15%**
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	354 042,74	173 441,49	- 180 601,25	-51%
TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	**354 042,74**	**173 441,49**	**- 180 601,25**	**-51%**
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**45 307 061,92**	**51 829 763,96**	**6 522 702,04**	**14%**
Pour information Chapitre 002 : Résultat de fonctionnement reporté	12 689 331,24	11 450 278,66	- 1 239 052,58	-10%
dont 002 Résultats reportés EPIC-OT + BA PEX EPIC-OT+ BA PEX VILLE + CAISSE ECOLES	2 073 288,06			
dont 002 Résultat reporté Ville	10 616 043,18	11 450 278,66	834 235,48	8%

La section de fonctionnement regroupe toutes les recettes nécessaires au fonctionnement des services de la commune de La Teste de Buch. Dans le document budgétaire, ces recettes figurent dans le tableau III B de la présentation générale du budget.

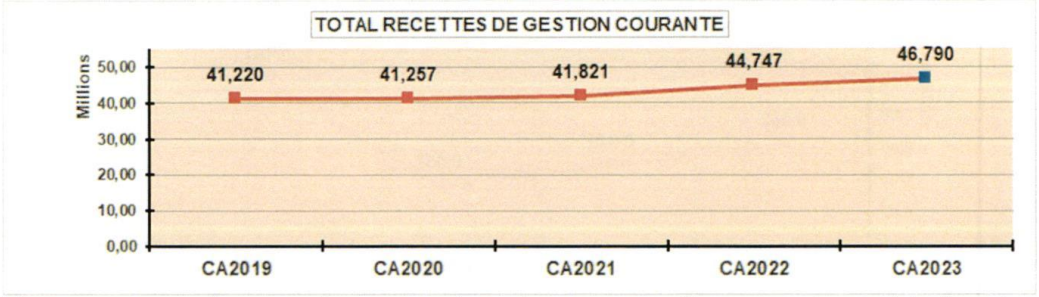
La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



Ces recettes se décomposent en recettes réelles et en recettes d'ordre.

1) LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT : 44,953 M€

Les recettes réelles de fonctionnement correspondent aux recettes qui génèrent des flux de trésorerie en provenance de tiers (encaissements).
La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



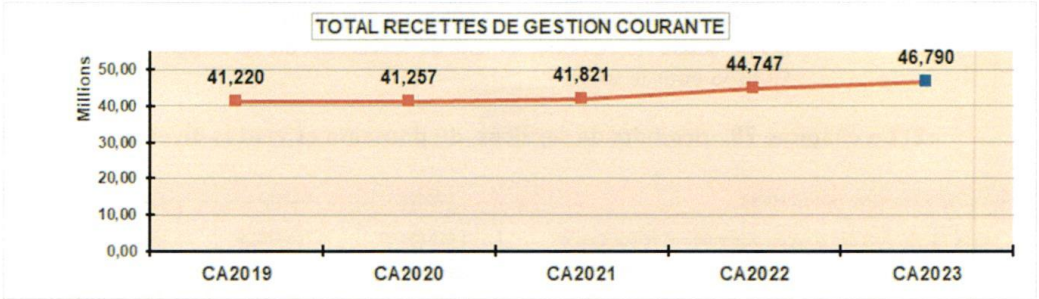
Elles comprennent d'une part, les recettes de gestion courantes, d'autre part, les produits financiers et les produits exceptionnels.

a) Les recettes de gestion : 46,790 M€

Les ressources de gestion sont les ressources pérennes de notre collectivité. Elles garantissent l'équilibre de l'action municipale sur le long terme.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE	44 747 270,18	46 789 889,12	2 042 618,94	4,6%

Elles représentent 90,6% des recettes réelles de fonctionnement (RRF) (99,5% en 2022).
La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



Ces recettes se déclinent en 6 postes :

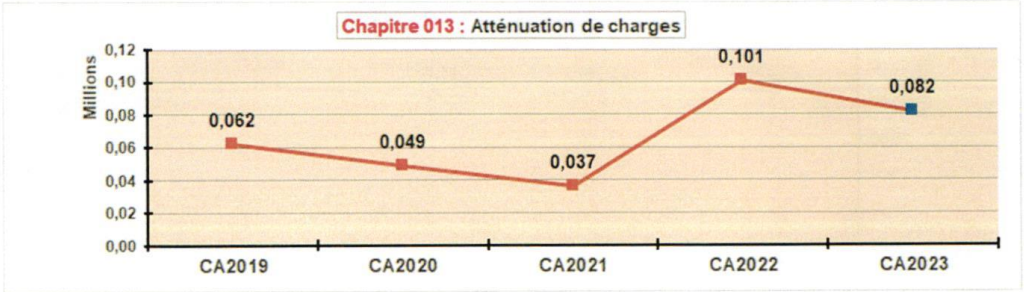
- Les atténuations de charges,
- Les produits de services, du domaine et ventes diverses,
- Les impôts et taxes,
- La fiscalité locale,
- Les dotations et participations,
- Les autres produits de gestion courante,

a1) Le chapitre 013 : les atténuations de charges : 81 792 €

Ce chapitre retrace les atténuations de charges tant au niveau des charges de personnel, (comptes 64x9) que des charges à caractère général (compte 609).

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 013 : Atténuation de charges	100 847,56	81 792,41	- 19 055,15	-18,9%

Elles représentent 0,2% des recettes réelles de fonctionnement (0,2% en 2022).
La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



En 2023, ces comptes ont été mouvementés pour des avoirs sur fluides pour un montant de 25 610€. Les recettes perçues traditionnellement sur ce chapitre (les reversements sur charges de personnel) ont été orientées à la baisse en raison :

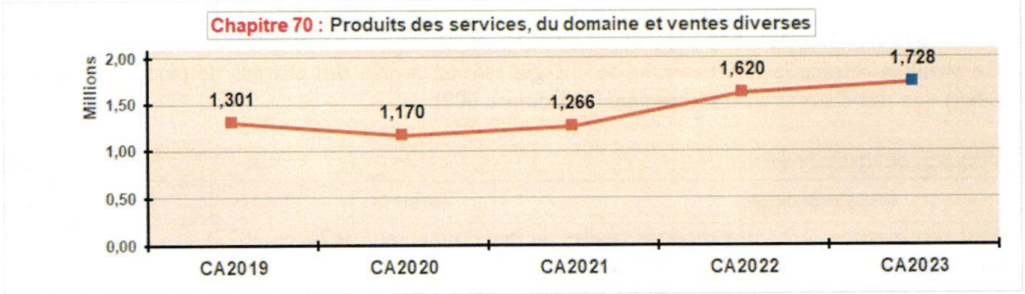
- De la non reconduction de la prime inflation sur l'exercice 2023, 42 900 € avaient été reversés par le biais de l'URSSAF aux agents dont les revenu d'activité étaient inférieurs à 2000€ /mois,
- De la baisse des remboursements des Indemnités Journalières : 17 326€ en 2023 pour 21 866 € en 2022,
- D'une baisse des remboursements sur rémunérations : 803€ en 2023 pour 2844€ en 2022,
- De la hausse des remboursements de cotisations retraite : 32 292 € en 2023 pour 28 628€ en 2022,
- De la hausse des remboursements de la Caisse des Dépôts et Consignation au titre du congé de paternité : 5 505 € en 2023 pour 4 256 € en 2022,
- D'une baisse du remboursement de la fraction du versement transport par la COBAS pour le solde.

a2) Le chapitre 70 : produits de services, du domaine et ventes diverses : 1,620 M€

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Chapitre 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 619 834,83	1 728 476,19	*108 641,36*	*6,7%*

Les recettes perçues au chapitre 70 « Produits du domaine et des services » correspondent aux ventes de bois, aux produits liés à l'occupation du domaine public communal, aux produits liés à l'activité des services municipaux (payés par les usagers) et à la refacturation de services entre les différents budgets Ville.

En 2023, cette somme inscrite au chapitre 70 « Produits du domaine et des services » représente 3,3% des recettes réelles de fonctionnement (3,6% en 2022).
La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



Ces recettes comprennent :

- **Les ventes de bois réalisées sur les propriétés communales hors forêt usagère : 9 849 €**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Article 7022 Coupes de bois	-	9 848,52	*9 848,52*	*ns*

Cette recette correspond aux coupes de bois réalisées par l'ONF en 2022 sur les parcelles communales soumises au régime forestier (hors forêt usagère).

- **les redevances relatives au domaine communal : 183 748 €**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Articles 703... : Produits du domaine	183 748,45	206 762,15	*23 013,70*	*12,5%*

Ces recettes correspondent aux redevances d'occupation du domaine public, concessions cimetières, permissions de voirie et taxis). La hausse de ces produits sur l'exercice 2023 s'explique :

- La croissance des recettes relatives aux concessions funéraires : 47 525 € en 2023 pour 37 920 € en 2022,
- La croissance des recettes d'occupation temporaire du domaine public 159 237 € en 2023 (145 828 € en 2022) en raison d'une hausse des permissions de voirie (+30,8 K€), des occupations commerciales (+10,8 K€) et des Occupations du Domaine Public (ODP) pour tournages de films (+4,3 K€). Ces hausses sont réduites par le décalage de l'encaissement des ODP de TDF –SAS et d'Orange pour les réseaux de télécommunication (-32,8 K€).

- **les produits des services : 986 386 €**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Articles 706... : Produits des services	875 648,44	986 386,08	*110 737,64*	*12,6%*

Ces recettes correspondent aux produits des services jeunesse, périscolaire, culture, sports pour un montant 2023 cumulé de 986 386 € ainsi que le décrit le tableau ci-dessous :

Répartition 706 prestations de services	2022	2023	Ecarts	Variation
7062 Redevances et droits des services à caractère culturel	267 345,53	325 803,85	58 458,32	22%
7063 Redevances et droits des services à caractère sportif et de loisirs	199 026,88	243 390,19	44 363,31	22%
7067 Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	402 792,04	405 227,45	2 435,41	1%
7068 Autres redevances et droits	6 295,19	11 964,59	5 669,40	90%
Total 706 Prestations de services	**875 459,64**	**986 386,08**	**110 926,44**	**13%**

La hausse enregistrée sur ces comptes en 2023 découle :

- De la montée en puissance des recettes des services à caractère culturel en hausse d'un montant de 58,5 K€ dont 35,5 K€ au titre des recettes de spectacles et 20,9 K€ au titre des recettes du Conservatoire de musique,
- De la progression des recettes des services municipaux en direction des usagers (recettes Jeunesse/ALSH en hausse de 44,3 K€, recettes Petite Enfance en hausse de 15,7 K€, recettes périscolaires en baisse de 13,3 K€),
- De l'encaissement d'avoirs pour un montant de 5,7 K€.

- **les refacturations de charges : 525 479 €**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Articles 708... : Produits refacturés	560 437,94	525 479,44	- *34 958,50*	*-6,2%*

Ces recettes se répartissent etont évalué comme suit :

Répartition 708 Autres produits	2022	2023	Ecarts	Variation
7083 Locations diverses (autres qu'immeubles)	510,00	1 190,00	680,00	133%
7084 Mise à disposition de personnel facturée	337 910,04	308 507,74	- 29 402,30	-9%
7087 Remboursements de frais	222 017,90	215 781,70	- 6 236,20	-3%
Total 708 Autres produits	560 437,94	525 479,44	- 34 958,50	-6%

Ces variations s'expliquent pour l'essentiel :

- par la baisse des recettes de mises à disposition de personnel facturées :
  - au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon : -46,3 K€;
  - au Budget annexe Pôle Nautique : +11 K€,
  - au Budget annexe Ile aux Oiseaux : +4,7 K€,
  - à l'EPIC-Hippocampus : +1,1 K€.
- par la baisse des remboursements de frais liés à la démolition des chalets de Bonneval,
- la hausse des locations d'instruments de musique du Conservatoire de 680 €.

a3) Le chapitre 73 : les impôts et taxes : 142 510 €

L'instruction budgétaire et comptable M57 a modifié la répartition des comptes entre chapitres. Les recettes fiscales sont désormais éclatées en 2 chapitres distincts : le chapitre 73 « Impôts et taxes » et le chapitre 731 « Fiscalités locales ».
Afin de permettre la comparaison des données les tableaux et graphiques suivants, sont établis sur la base de la répartition M57.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 73 : Impôts et taxes	161 636,74	142 509,68	- 19 127,06	-11,8%
Chapitre 731 : Fiscalités locales	37 576 441,69	38 690 282,78	1 113 841,09	NS
Cumul Chapitres 73 et 731	**37 738 078,43**	**38 832 792,46**	**1 094 714,03**	**2,9%**

En 2023, les recettes cumulées de ces 2 chapitres représentent 75,2% des recettes réelles de fonctionnement. (84% en 2022).

Le chapitre 73 « Impôts et taxes » retrace la fiscalité redistribuée en M57. Celle-ci s'élève à 142 510 € en 2023. Elle représente 0,3% des recettes réelles de fonctionnement.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 73 : Impôts et taxes	161 636,74	142 509,68	- 19 127,06	-11,8%

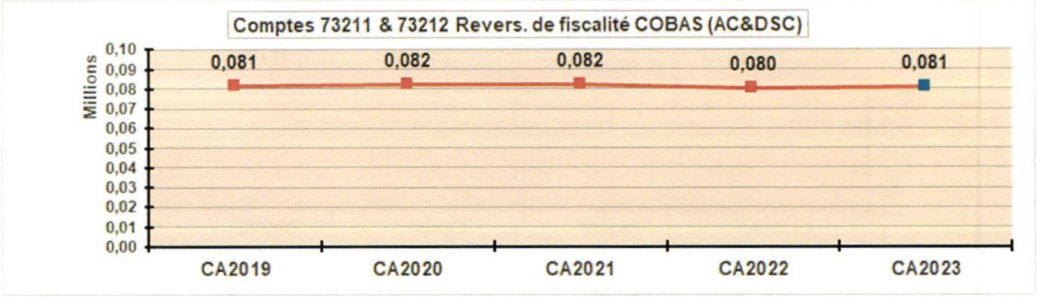
Ces recettes se décomposent en :

- Dotation de solidarité communautaire (DSC) imputée au compte 73212 « Dotation de solidarité communautaire », pour un montant de 80 961 € en 2023 (80 261 € en 2022).

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Comptes 73211 & 73212 Revers. de fiscalité COBAS (AC&DSC)	80 212,00	80 961,00	749,00	0,9%

Depuis 2018, suite au transfert de la gestion du stade nautique à la COBAS, l'attribution de compensation est une dotation versée par la commune à l'intercommunalité et non plus une recette au profit de la commune.

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :

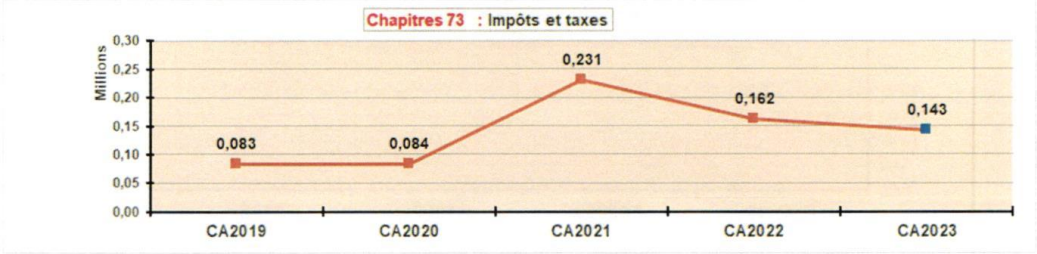


- Reversement à la commune du prélèvement sur les jeux et les paris hippiques imputé au compte 7323 « Reversement du prélèvement sur les jeux et les paris hippiques » pour un montant de 59 115,68 € (80 261€ en 2022). Cette somme est perçue perçu au titre de l'hippodrome du Béquet qui est un hippodrome régional classé pôle de 1ère catégorie. La baisse de recettes constatée est en 2023 est une conséquence de l'incendie de 2022.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 7323 Revers. du prélèv. sur les jeux et les paris hippiques (M57&M14)	80 260,74	59 115,68	- 21 145,06	-26,3%

- En 2023, les reversements des dégrèvements de taxe foncière au titre des incendies d'un montant de 2433 € ont été aussi imputés au compte 7328 « Autres fiscalités reversées » (1 164 € en 2022).

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



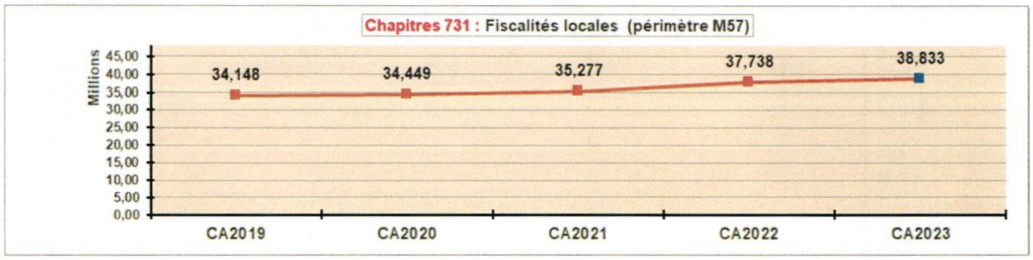
a4) Le chapitre 731 : les fiscalités locales : 38,690 M€

Les « fiscalités locales » correspondent aux recettes fiscales de la commune et comprennent les contributions directes (taxe d'habitation sur les résidences secondaires et taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties), et les impôts indirects perçus par la commune (la taxe additionnelle aux droits de mutation, la taxe communale sur la consommation finale d'électricité, la taxe locale sur la publicité extérieure, la redevance des mines...).

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 731 : Fiscalités locales	37 576 441,69	38 690 282,78	1 113 841,09	3,0%

La croissance des recettes fiscales du CA 2022 au CA 2023 s'est élevée à 1,114 M€ (2,461 M€ l'an passé). Cette croissance découle pour l'essentiel, du dynamisme des contributions directes. La fiscalité indirecte étant marquée en 2023, par une baisse de près de 30% de la taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière.

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



Ces recettes se décomposent comme suit :

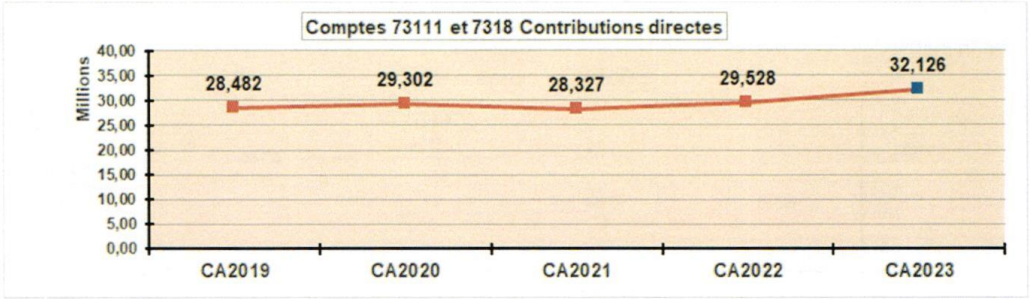
a4-1) Les contributions directes : 32,126 M€

Cette recette fiscale correspond au cumul des produits de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties. Ce produit figure aux articles budgétaires 73111 « Impôts directs locaux » et 7318 « Autres impôts locaux et assimilés ».

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Comptes 73111 et 7318 Contributions directes	29 527 772,00	32 126 396,00	*2 598 624,00*	*8,8%*

Cette recette s'est élevée en 2022 à **32,126 M€** et représente 62,2% des recettes réelles de fonctionnement (65,7% en 2022).

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



Ces recettes se décomposent dans l'état fiscal 1288 M notifié fin décembre 2023 comme suit :

PRODUIT	2019	2020	2021	2022	2023	Ecarts	Variation
Taxe d'Habitation	15 286 080	15 739 254	4 719 783	4 848 019	5 498 226	650 207	13,4%
Taxe sur le Foncier Bâti	12 680 855	13 166 530	20 553 839	21 584 243	23 331 942	1 747 699	8,1%
Taxe sur le Foncier Non Bâti	294 310	281 007	242 578	241 493	265 720	24 227	10,0%
Effet coefficient correcteur			2 592 760	2 723 277	2 951 162	227 885	8,4%
Rôles supplémentaires	220 478	114 970	218 395	71 088	79 346	8 258	11,6%
TOTAL PRODUIT FISCAL (état 1288)	28 481 723	29 301 761	28 327 355	29 527 772	32 126 396	2 598 624	8,80%

Cette croissance de 2,599 M€ s'explique par la seule variation des bases fiscales, les taux d'imposition pour les 3 taxes étant demeurés inchangés depuis la baisse des taux votée en 2021.

- **Evolution des bases fiscales :**

Les bases fiscales établies par les services fiscaux progressent de façon différenciée selon la taxe.

BASE	2019	2020	2021	2022	2023	Ecarts	Variation
Taxe d'Habitation	68 303 697	70 328 446	21 089 783	21 662 677	24 567 679	2 905 002	13,4%
Taxe sur le Foncier Bâti	54 010 923	56 111 593	56 498 105	59 459 954	64 313 495	4 853 541	8,2%
Taxe sur le Foncier Non Bâti	489 864	467 721	456 060	454 019	499 568	45 549	10,0%

Ces bases fiscales évoluent en fonction du coefficient de revalorisation voté par les parlementaires dans le cadre de la loi de finances et de la variation physique des bases du fait des constructions nouvelles.

- **La revalorisation législative des bases d'imposition**

La revalorisation législative des bases est adoptée chaque année par le Parlement lors du vote de la Loi de Finance Initiale. Depuis 2018, les bases fiscales existantes sont revalorisées en fonction de l'indice des prix harmonisé (IPCH) du mois de novembre de l'exercice précédent. L'IPCH du mois de novembre 2022 notifié le 15/12/2022 s'est élevé à 7,10%. Les bases fiscales des 3 taxes en vigueur (le stock existant au 31/12/2022) ont donc été revalorisées législativement de ce même montant.
L'évolution de la réévaluation législative au cours de 5 dernières années est décrite dans le tableau suivant :

REVALORISATION LEGISLATIVE DES BASES	2019	2020	2021	2022	2023
Taxe d'Habitation	2,20%	0,90%	0,20%	3,40%	7,10%
Taxe sur le Foncier Bâti	2,20%	1,20%	0,20%	3,40%	7,10%
Taxe sur le Foncier Non Bâti	2,20%	1,20%	0,20%	3,40%	7,10%

- **La revalorisation physique des bases d'imposition**

Parallèlement à l'action sur le stock existant, il convient d'intégrer les variations physiques des bases. Celles-ci comprennent les bases fiscales nouvellement crées par le biais de constructions nouvellement fiscalisées et les bases fiscales diminuées du fait d'une réforme telle que la réforme de la taxe d'habitation.
L'évolution de la revalorisation physique au cours des 5 dernières années est décrite dans le tableau ci-dessous :

REVALORISATION PHYSIQUE DES BASES	2019	2020	2021	2022	2023
Taxe d'Habitation	2,36%	2,06%	-70,21%	-0,68%	6,31%
Taxe sur le Foncier Bâti	1,63%	2,99%	0,49%	1,84%	1,06%
Taxe sur le Foncier Non Bâti	5,17%	-5,42%	-2,69%	-3,85%	2,93%

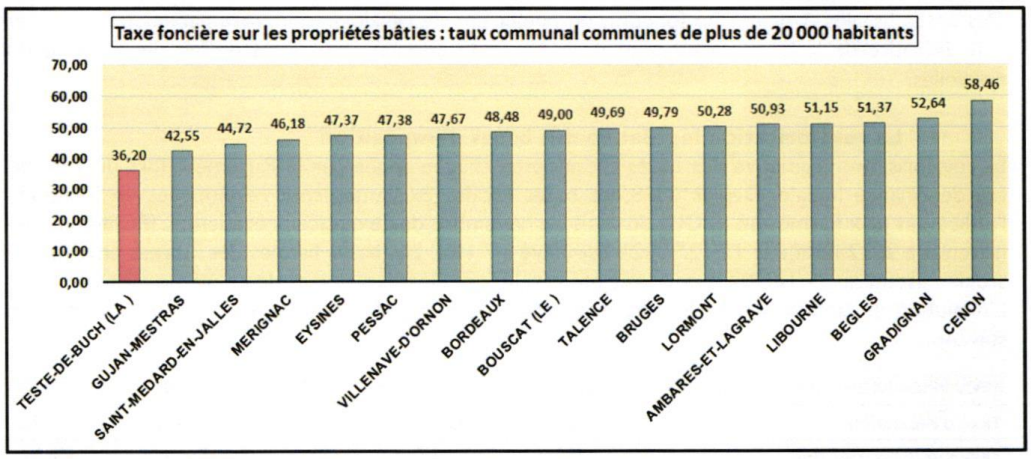
- **les taux d'imposition :**

Les taux d'imposition votés par le Conseil Municipal se déclinent comme suit :

TAUX D'IMPOSITION VOTES	2019	2020	2021	2022	2023
Taux Taxe d'Habitation sur les résidences principales	22,38%	22,38%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires	22,38%	22,38%	22,38%	22,38%	22,38%
Taux Taxe sur le Foncier Bâti	23,43%	23,43%	36,20%	36,20%	36,20%
Taux Taxe sur le foncier bâti hors transfert TF CD33	23,43%	23,43%	18,77%	18,77%	18,77%
Taux Taxe sur le Foncier Non Bâti	60,08%	60,08%	53,19%	53,19%	53,19%

Les taux d'imposition 2023 ont été maintenus au niveau voté en 2021.

Ainsi, le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties de la commune de la Teste de Buch est désormais le taux le plus bas des communes de plus de 15 000 habitants du département de la Gironde ainsi que le détaille le tableau ci-dessous :



La baisse de la fiscalité votée en 2021 a donc conduit à réduire la fiscalité des contribuables locaux testerins de 4,66 points pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et 6,89 points sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties. Depuis 2021, cette fiscalité reversée aux contribuables locaux s'est donc élevée à un montant proche de 8,5 M€.

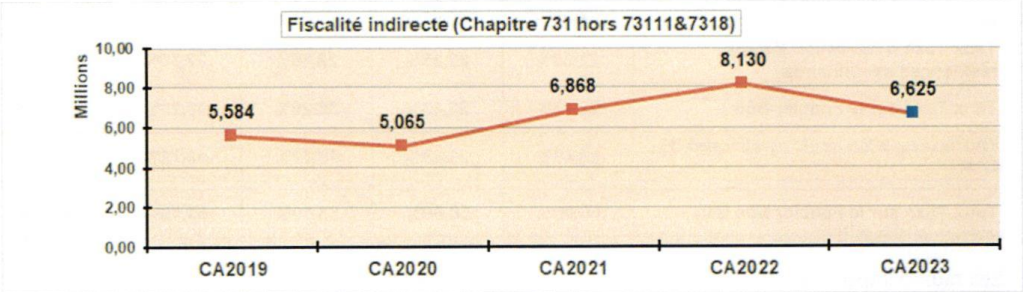
a3-3. La fiscalité indirecte : 6,625 M€

Ces recettes correspondent aux « impôts indirects » et regroupent pour l'essentiel, la taxe additionnelle aux droits de mutation, la taxe sur la consommation finale d'électricité, la taxe de séjour et sa taxe départementale additionnelle, la taxe locale sur la publicité extérieure et la redevance des mines. Elles représentent en 2023, 12,8% des recettes réelles de fonctionnement (18,1% en 2022).

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Fiscalité indirecte (Chapitre 731 hors 73111&7318)	8 130 094,43	6 625 435,46	- 1 504 658,97	-18,5%

L'exercice 2023 se caractérise par une baisse significative de ces produits (-1,50 M€).

La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



Ces recettes fiscales se décomposent principalement en :

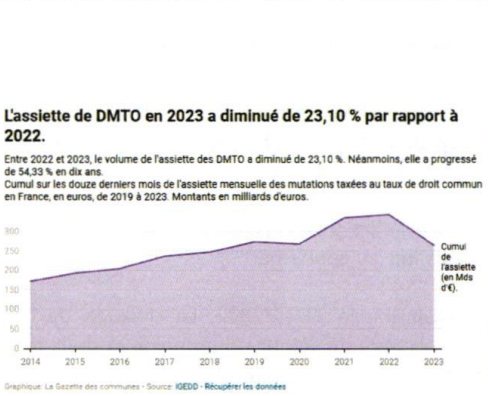
- **Taxe additionnelle aux droits de mutation à titre onéreux : 3,911 M€**

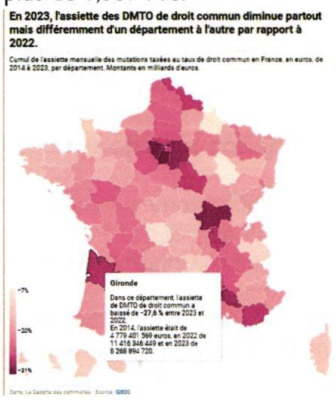
Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) sont perçus sur les mutations à titre onéreux d'immeubles anciens et de terrains non soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Une taxe additionnelle au taux de 1,20 % perçue au profit des communes.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 73123 Taxe additionnelle aux droits de mutation (7381 M14)	5 498 451,67	3 911 247,40	- 1 587 204,27	-28,9%

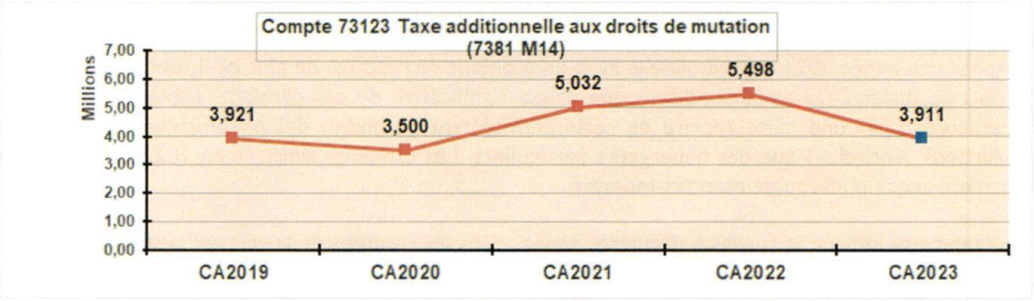
Cette recette représente en 2023, 7,6% des recettes réelles de fonctionnement de la commune (12,2% en 2022).

L'exercice 2023 s'est caractérisé en raison de la crise du secteur immobilier par une baisse significative de ces recettes. Ces recettes, selon l'analyse parue dans la Gazette des communes en janvier 2024, ont diminué au niveau national de 23,10% par rapport à 2022, au niveau départemental de 27,6% et dans notre commune de 28,9% soit une baisse de plus de 1,587 M€.





La tendance sur les 5 dernières années est la suivante :



- **Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité: 1,153 M€**

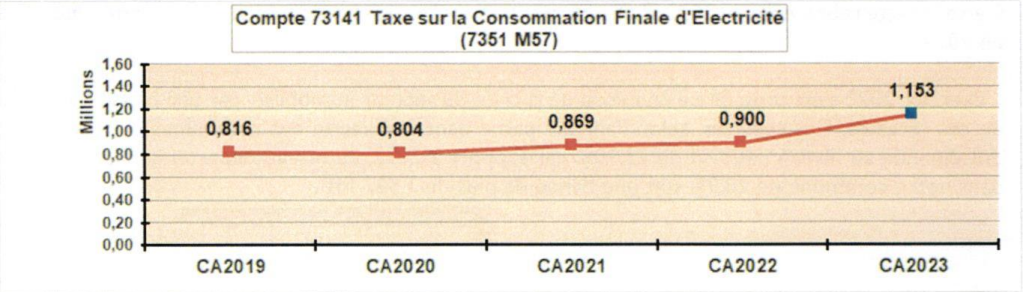
Comme prévu par l' article 54 de la loi de finances pour 2021, les taxes locales sur l' électricité ont été supprimées, pour être intégrées à leur niveau plafond, en tant que majorations de cette fraction. La taxe départementale a été intégrée à l'accise sur l'électricité au 1er janvier 2022 et la taxe communale au 1er janvier 2023. Ces majorations de l'accise sur l'électricité, acquittées par les fournisseurs d'électricité sur la base des quantités d'électricité livrées aux consommateurs finals, sont affectées aux collectivités territoriales correspondantes en fonction des quantités d'électricité qui sont consommées sur leurs territoires.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 73141 Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (7351 M57)	900 413,78	1 152 681,21	252 267,43	28,0%

En 2023, 1e année de la réforme, la dotation reversée par les services fiscaux au titre de l'exercice en cours, s'est élevée à 928 543 €. Cette dotation a été majorée pour solde de tout compte, d'un montant de 224 138 € correspondant aux recettes de TCCFE (taxe communale sur la consommation finale d'électricité) versées à la commune par les fournisseurs d'électricité au titre du 4e trimestre 2022.

Cette recette représente en 2023, 2,2% des recettes réelles de fonctionnement (2,0% en 2022).

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



- **Taxe de séjour communale et taxe de séjour additionnelle départementale : 829 741 €**

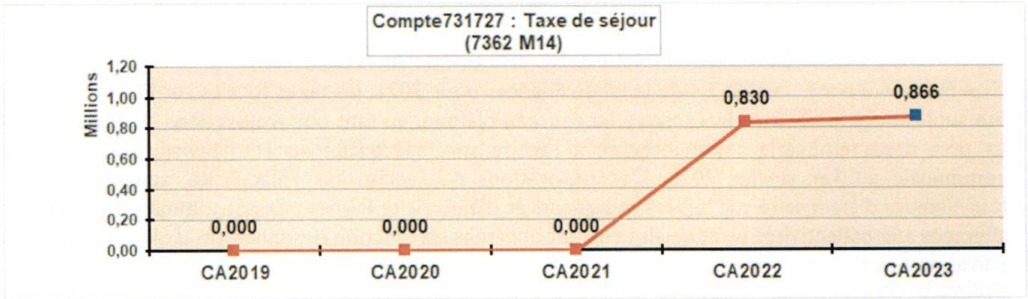
La taxe de séjour s'applique à toute personne hébergée à titre onéreux qui n'est pas domiciliée dans la commune et est perçue auprès de l'ensemble des hébergeurs testerins. Elle a pour objectif de ne pas faire supporter au seul contribuable testerin les frais liés au tourisme.

Cette taxe était perçue par l'EPIC-OT jusqu'à sa dissolution le 31/12/2021. La création de l'EPIC-Hippocampus au 01/01/2022 a conduit au versement de la taxe de séjour communale et de la taxe de séjour additionnelle départementale à la commune et à son reversement aux bénéficiaires définitifs que sont l'EPIC-Hippocampus et le Conseil Départemental par le biais d'une atténuation de produit.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Compte731727 : Taxe de séjour (7362 M14)	829 740,70	866 220,56	*36 479,86*	*4,4%*

Après une année 2021 exceptionnelle avec un montant de recettes de plus de 1,08 M€, l'incendie du mois de juillet 2022 avait conduit à une baisse significative de ces produits. L'exercice 2023 s'est caractérisé par une nette reprise de cette activité tant au niveau des plateformes d'hébergement (AirBNB, Abritel…) que des hébergeurs particuliers. Les campings sinistrés en 2022 ont repris leur activité avec un niveau de recettes moindre.

La tendance constatée sur les 5 dernières années dans les comptes de la ville est la suivante :



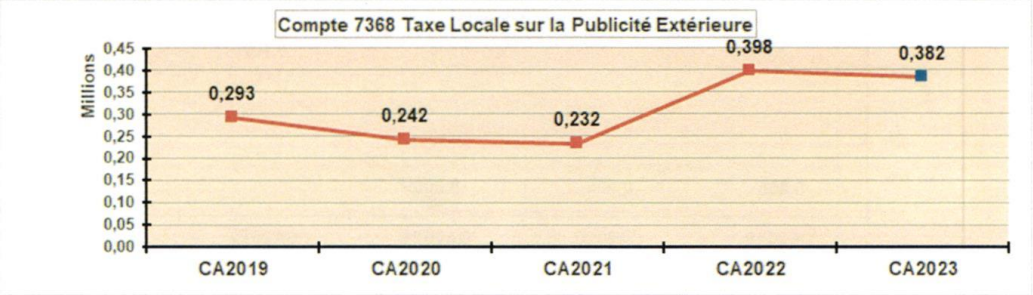
- **Taxe Locale sur la Publicité Extérieure : 382 274 €**

La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) est due par toute entreprise exploitant un support publicitaire (enseigne, pré enseigne ou publicité) et ce, quelle que soit la nature de son activité.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Compte 7368 Taxe Locale sur la Publicité Extérieure	398 268,92	382 273,63	- *15 995,29*	*-4,0%*

En 2022, l'ensemble des dispositifs publicitaires présents sur le territoire communal avaient été recensés et mesurés conformément aux dispositions règlementaires en vigueur. Cette révision avait permis d'améliorer le rendement de cette taxe avec une recette de 298 269 €.
En 2023, les propriétaires ont optimisé les dispositifs ce qui a conduit à une baisse de ces recettes de 15 995€.

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



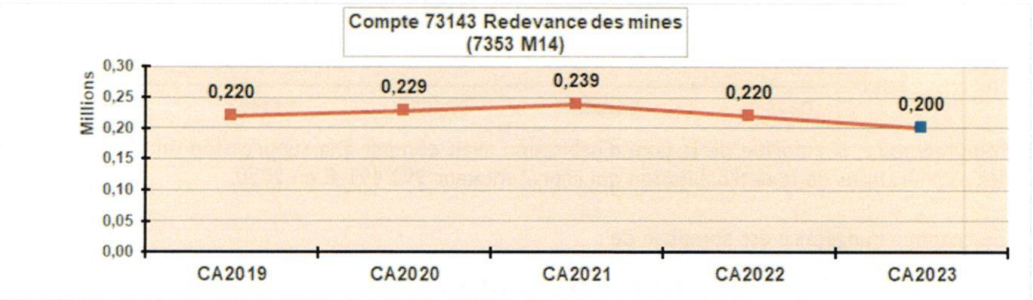
- **Redevance des Mines : 220 000 €**

Les entreprises minières sont, en contrepartie de l'exonération de la cotisation foncière des entreprises qui leur est accordée pour certaines activités, passibles des redevances départementale et communale des mines.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 73143 Redevance des mines (7353 M14)	220 000,00	200 238,00	- 19 762,00	-9,0%

La redevance des mines est versée par Vermillon REP SAS, pour les concessions de « mines d'hydrocarbures » de Cazaux, des Mimosas et des Arbousiers. Cette redevance est proportionnelle à la valeur des produits extraits.
En 2022, cette recette avait fait l'objet d'un rattachement d'un montant de 220 000 €.
En 2023, la recette rattachée a été annulée, le montant réel 2022 a été titré pour un montant de 247 835 € et le montant réel perçu au titre de l'exercice 2023 s'est élevé à un montant de 172 403 €.
L'écart constaté entre le montant perçu au titre de la redevance des mines 2022 et de 2023 s'explique par la baisse de la production consécutive à l'incendie de juillet 2022.

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :

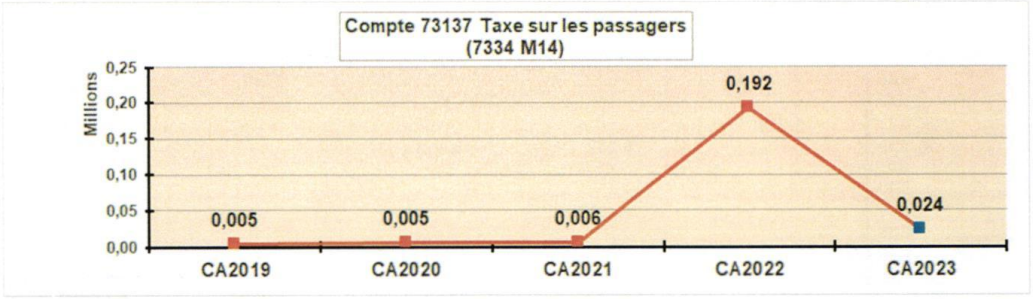


- **Taxe sur les passagers (Banc d'Arguin) : 24 466 €**

La taxe sur les passagers est perçue par les entreprises de transport public maritime qui desservent un espace naturel protégé tels que la Réserve Naturelle nationale du Banc d'Arguin.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 73137 Taxe sur les passagers (7334 M14)	192 131,34	24 465,57	- 167 665,77	-87,3%

La Ville perçoit cette taxe et la reverse l'exercice suivant au gestionnaire de l'espace naturel (la SEPANSO) par le biais d'une subvention de fonctionnement.
En 2022, cette taxe a fait l'objet d'un rattrapage de recettes au titre des exercices 2017 à 2021.
En 2023, cette recette a été établie au vu des dessertes de l'espace naturel pour un montant de 24 466 €.
La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :

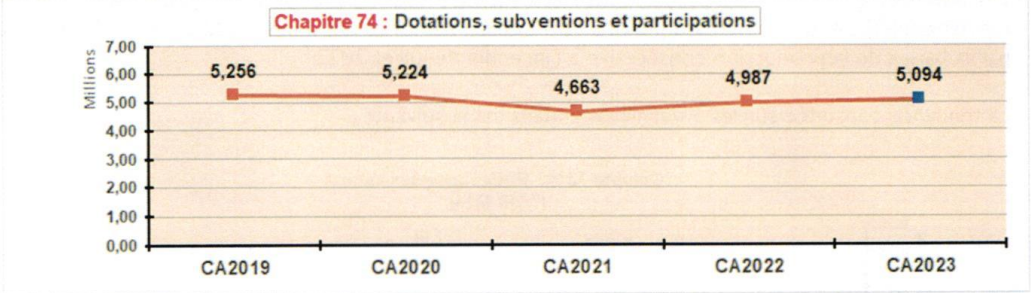


a4) Le chapitre 74 : les dotations, subventions et participations : 5,094 M€

Les recettes perçues au chapitre 74 « dotations, subventions et participations » correspondent, aux versements reçus par la collectivité au titre des dotations d'Etat et, aux autres versements (subventions ou participations) reçus de divers tiers, soit en vertu de la réglementation soit en exécution de contrats ou conventions, soit sur décision unilatérale de la partie versante.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 74 : Dotations, subventions et participations	4 986 570,96	5 094 390,28	107 819,32	2,2%

En 2023, ces recettes s'élèvent à 5,094 millions d'euros et représentent 9,86% des RRF (11,1 % en 2022).
La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



Pour mémoire, la réforme de la taxe d'habitation avait conduit à la suppression de la compensation des exonérations de taxe d'habitation qui représentaient 992 491 € en 2020.

Ce chapitre budgétaire est composé de :

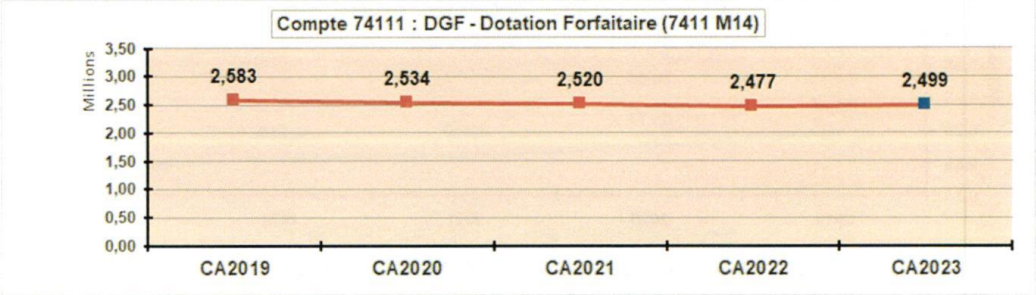
a4-1) La Dotation Forfaitaire de la DGF : 2,477 M€

La dotation forfaitaire est la fraction principale de la Dotation globale de Fonctionnement.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 74111 : DGF - Dotation Forfaitaire (7411 M14)	2 477 384,00	2 499 416,00	22 032,00	0,9%

Après des baisses importantes jusqu'en 2016, cette dotation s'est érodée au rythme de 1,5% par an sur les 5 dernières années. En 2023 cette dotation a augmenté en fonction de la seule progression démographique de la commune, l'écrêtement qui s'était appliqué chaque année jusqu'en 2022, avait été suspendu en 2023 pour les communes.

En 2023, cette recette représente 4,9 % des RRF (5,5% en 2022).
La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



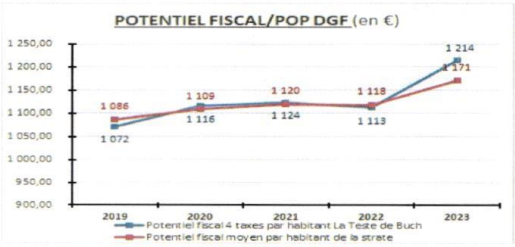
a4-2) La Dotation Nationale de Péréquation (DNP) : 386 170 €.

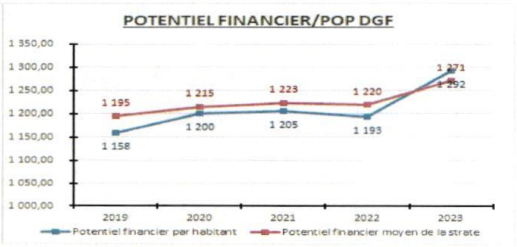
La dotation nationale de péréquation est une dotation de péréquation qui a pour principal objet d'assurer la péréquation de la richesse fiscale entre les communes. La DNP comprend deux parts : une part dite « principale », qui vise à corriger les insuffisances de potentiel financier, et une part dite « majoration », plus spécifiquement destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal calculé par seule référence aux nouveaux produits fiscaux se substituant à la taxe professionnelle.
Sont éligibles à la DNP les communes qui ont un potentiel financier par habitant supérieur de 5 % au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant et qui ont un effort fiscal supérieur à la moyenne du groupe démographique correspondant.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 741127 : DGF - Dotation Nationale de Péréquation (74127 M14) (*)	411 587,00	386 170,00	- 25 417,00	-6,2%

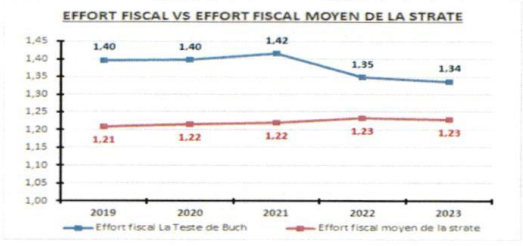
(*) l'attribution départementale de péréquation de la taxe professionnelle dun montant de 4980€ imputée par erreur en 741127 DNP sur l'exercice 2023

Ainsi que le décrivent les graphiques ci-dessous, le potentiel fiscal de la commune et le potentiel financier ont fortement augmenté en 2023 du fait de la réforme de la taxe d'habitation et de ses conséquences sur le calcul de ces agrégats. Ces 2 indicateurs sont désormais supérieurs aux moyennes constatées pour les communes de la même strate démographique.



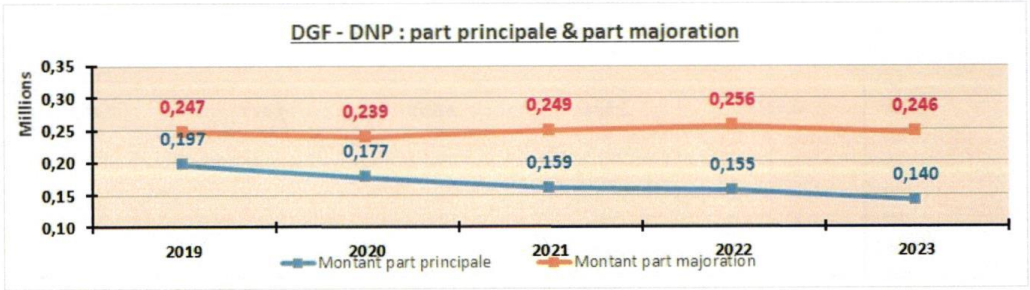


L'effort fiscal reste quant à lui, toujours supérieur à la moyenne de la strate.

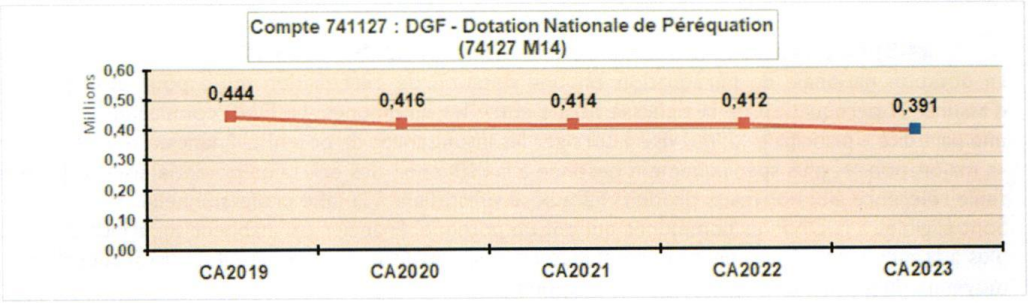


La tendance pour ces 3 indicateurs explique la baisse de la part majoration de la Dotation Nationale de péréquation qui a donc poursuivi sa baisse au taux [maximum] de 10% par an.

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



Il en résulte une dotation orientée à la baisse sur les 5 dernières années.



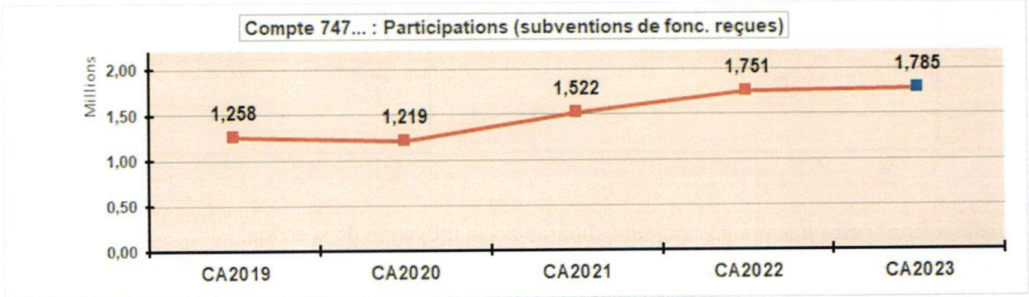
a4-3) Les subventions de fonctionnement perçues : 1,785 M€

Les subventions représentent des participations versées à la commune par nos partenaires (Etat, Département, COBAS, Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde et EPIC-Hippocampus).

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Compte 747... : Participations (subventions de fonc. reçues)	1 751 002,36	1 785 048,35	*34 045,99*	*1,9%*

Les subventions de fonctionnement perçues représentent en 2023 3,46% des recettes réelles de fonctionnement (3,9% en 2022).

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



Les subventions, d'un montant cumulé de 1,785 M€ se ventilent budgétairement comme suit :

Articles budgétaires	2022	2023	Ecarts	Variation
74718 Subventions Etat	83 220,83	35 918,68	- 47 302,15	-57%
7472 Subventions Région Nouvelle Aquitaine	-	164 683,00	164 683,00	ns
7473 Subventions Département de la Gironde	61 028,40	92 946,93	31 918,53	52%
74751 Subventions COBAS	18 500,00	37 000,00	18 500,00	100%
7478 Autres subventions	1 588 253,13	1 454 499,74	- 133 753,39	-8%
dont Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde	1 412 503,43	1 410 812,74	- *1 690,69*	*-0,1%*
Total subventions perçues	**1 751 002,36**	**1 785 048,35**	**34 045,99**	**1,94%**

Ainsi que le décrit le tableau précédent, la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde est le principal financeur de la Ville de La Teste de Buch. Son action en faveur des familles se décline par le financement du secteur de la petite enfance (64% du produit perçu), du secteur de la jeunesse et du périscolaire, (25% du produit perçu) et du secteur des centres sociaux (9% du produit perçu).
La subvention de 164,7 K€ de la Région Nouvelle Aquitaine correspond au solde de la subvention relative à la stratégie locale 2019/2022.

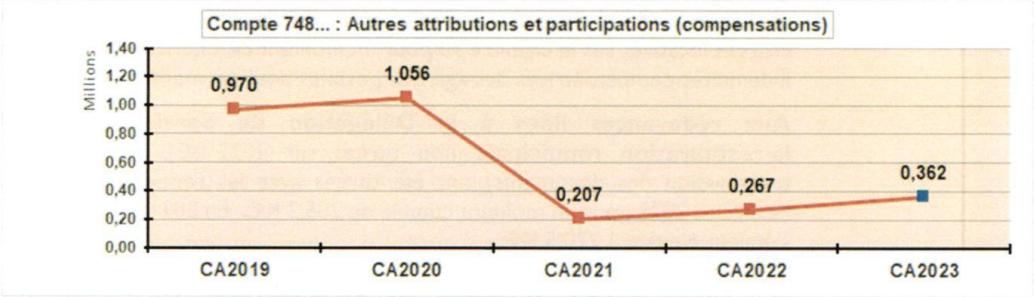
a4-4) Les compensations fiscales : 362 315 €

Les exonérations de fiscalité directe locale décidées par l'État font l'objet de compensations fiscales aux collectivités locales et leurs EPCI. L'attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnel complète cet ensemble.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	*Ecarts*	*Variation*
Compte 748... : Autres attributions et participations (compensations)	266 624,00	362 315,00	*95 691,00*	*35,9%*

Ces recettes sont versées par l'Etat et par le Département de la Gironde. Elles correspondent pour l'essentiel, aux exonérations de fiscalité directe locale décidées par l'État, aux dotations de recensement et de titres sécurisés versées par l'Etat et à l'attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnel versée par le Département.
Ces recettes représentent 0,7% des RRF en 2023 (0,6% en 2022).

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



La principale compensation concernait la Taxe d'habitation pour un montant de 992 491 € en 2020. Cette compensation a été supprimée en 2021 dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation.

Les différentes composantes de ce compte sont :

Articles budgétaires	2022	2023	Ecarts	Variation
7482 Compensation fiscale pour perte de taxe additionnelle	3 299,00	3 911,00	612,00	19%
74832 Attribution du Fonds Départemental de Taxe Prof. (*)	4 932,00	-	- 4 932,00	-100%
74834 Etat - Compensation exonération de taxes foncières	234 398,00	318 413,00	84 015,00	36%
7484 Dotation de recensement	5 365,00	5 491,00	126,00	2%
7485 Etat - Dotation pour titres sécurisés	18 630,00	34 500,00	15 870,00	85%
Total Compensations fiscales	**266 624,00**	**362 315,00**	**95 691,00**	**35,89%**
(*) imputée par erreur en 741127 DNP sur l'exercice 2023 pour un montant de 4 980 €				

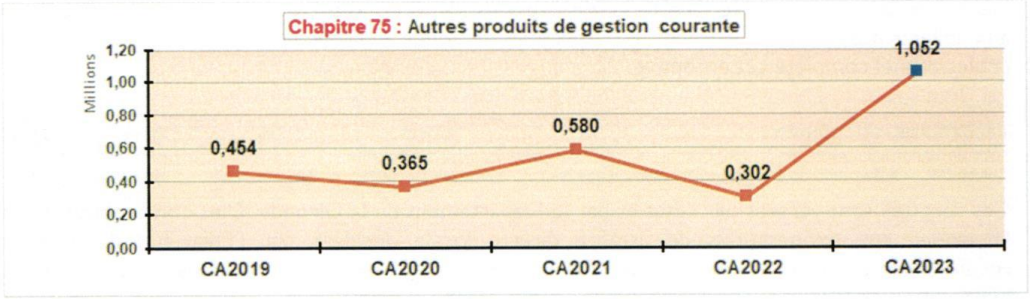
L'exercice 2023 a été marqué par la hausse de 84 015 € des exonérations de taxes foncières (Cf. l'exonération de 50% de la taxe foncière sur les locaux industriels) et par montée en puissance de la dotation Etat pour titres sécurisés (Cartes Nationales d'Identité et passeports) suite à la mise en place de ces équipements en mairie (+15 870 €).

a5) Le chapitre 75 : autres produits de gestion courante : 1,052 M€

Ces recettes correspondent aux loyers perçus ainsi qu'aux redevances relatives aux Délégations de Service Public. En 2023, ces recettes représentent 2,0% des recettes réelles de (0,7% en 2022).

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante	301 938,40	1 052 437,78	750 499,38	248,6%

Ces recettes ont fortement augmenté en 2023 en raison du passage en M57 qui a transféré les recettes exceptionnelles (indemnités de sinistres, régularisations comptables) et de régularisations de produits de l'exercice 2022.
La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



Ces recettes correspondent pour l'essentiel :

- **Au produit de la location des propriétés communales** : les produits encaissés en 2023 à ce titre s'élèvent à 241 022€ (255 920 € en 2022). La baisse constatée -14,9 K€ s'explique pour l'essentiel, par la ré-imputation en M57 des charges locatives sur le chapitre 70 pour un montant de 11,1 K€ et la baisse des indemnités compensatrices des agences postales pour un montant de 3,4 K€.
- **Aux redevances liées à la Délégation de Service Public de la restauration municipale** non titrées sur 2022 (Cf. retard dans la transmission des documents) ont été titrées avec les redevances 2023 sur l'exercice 2023 pour un montant cumulé de 285,7 K€. En 2021, ces redevances s'étaient élevées à 270,5 K€.
- **À la régularisation comptable des rattachements** pour un montant de 140,9 K€ (0 € en 2022).
- **À la régularisation des charges refacturées à l'EPIC-HIPPOCAMPUS** conformément aux dispositions de mises à disposition des locaux pour un montant cumulé de 157,8 M€ (0 € en 2022).
- **À des avoirs sur factures EDF** pour un montant de 93,2 K€ (0 € en 2022).
- **Aux pénalités** sur marchés et **les astreintes d'urbanisme** pour un montant cumulé de 79,9 K€ dont 73,9 K€ au titre du contentieux « Auxifip »,
- **Aux dons** encaissés dans le cadre du mécénat du festival Olivier Marchal : 47,5 K€ en 2023 (28 K€ en 2022) et **les libéralités** encaissées suite à l'incendie de 2022 : 3,5 K€ en 2023 (1,15 K€ en 2022).
- Aux indemnités de sinistres pour le solde.

b) Les recettes financières et exceptionnelles

Cet agrégat retranscrit les recettes réelles de fonctionnement hors « gestion ».

Il se décompose en :

b1) Le chapitre 76 : produits financiers : 218,8 K€

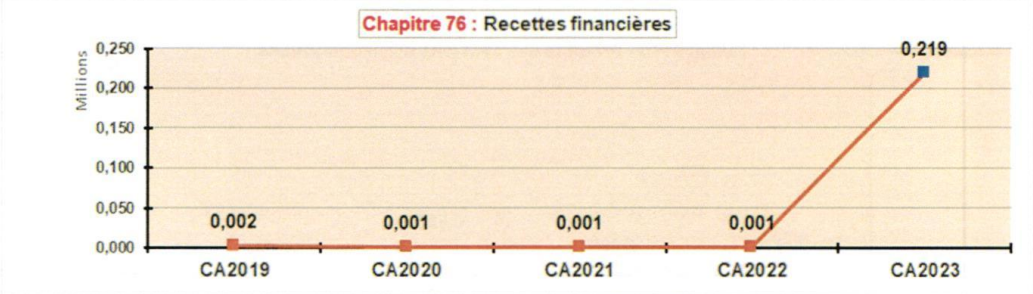
Le compte 76 enregistre les produits financiers résultant des opérations financières de la collectivité.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 76 : Recettes financières	885,72	218 808,15	*217 922,43*	*24604,0%*

Ces recettes correspondent traditionnellement au remboursement par le budget annexe pôle nautique des intérêts du prêt de 65 K€ souscrit en 2008 (300 € en 2023) et à la rémunération de parts sociales du Crédit Agricole (14€ en 2023) et les dividendes relatifs aux parts sociales de la Caisse d'Epargne (636 €).

En 2023, conformément aux dispositions prévues en matière de placement de trésorerie, la ville a placé sur des comptes à terme les produits de cession d'immobilisations réalisés au cours des exercices antérieurs. Ces placements ont permis de générer une recette évaluée au 31 décembre 2023 à 217,8 K€. Le placement n'ayant pas été soldé à cette date, cette recette a fait l'objet d'un rattachement de produit sur l'exercice 2023.

Ces recettes représentent en 2023, 0,4% des recettes réelles de fonctionnement.
La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



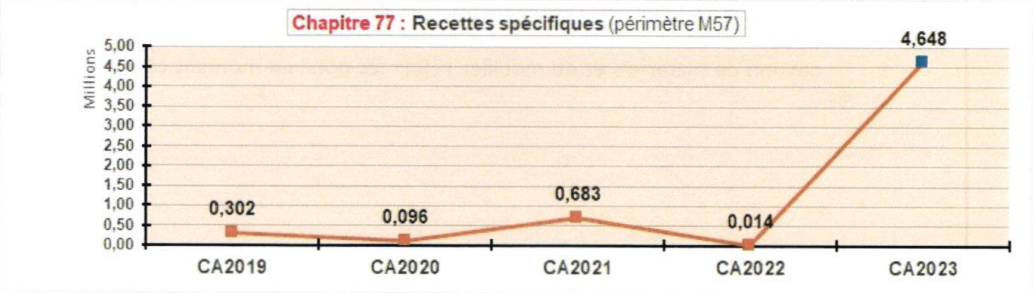
b2) Le chapitre 77 : produits spécifiques : 4,648 M€

L'instruction budgétaire et comptable M14 retranscrivait au chapitre 77 les recettes exceptionnelles qui n'entraient pas dans le cadre de la gestion courante de la collectivité. L'instruction M57 en vigueur depuis le 01/01/2023 dans notre commune réduit le chapitre 77 aux recettes spécifiques c'est-à-dire aux produits de cessions d'immobilisation et aux annulation de mandats sur exercice clos.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 77 : Recettes spécifiques (M57) vs Recettes exceptionnelles (M14)	204 863,28	4 647 625,20	*4 442 761,92*	*2168,6%*
Chapitre 77 : Recettes spécifiques (M57)	14 115,00	4 647 625,20	*4 633 510,20*	*32826,9%*

Afin de simplifier la lecture de ce rapport la comparaison entre exercice se fait sur le périmètre M57.

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



b2-1) Les produits spécifiques hors produits de cessions : 21 100 €

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 77 : Recettes spécifiques hors produits de cession	-	21 100,00	*21 100,00*	*ns*

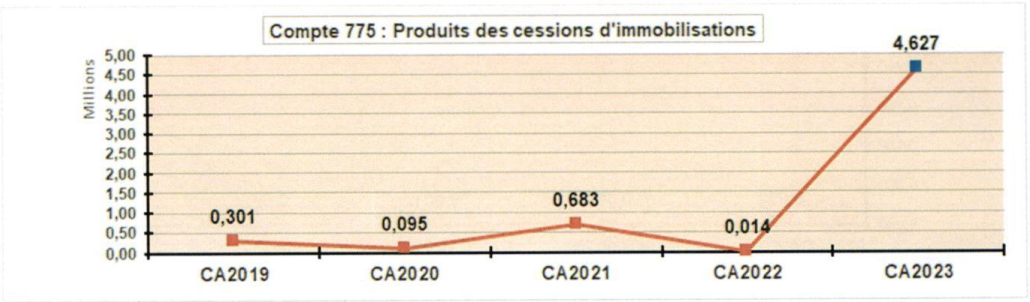
En 2023, les produits spécifiques hors produits de cessions se déclinent correspondent aux annulations de mandats sur exercices clos réalisés dans le cadre des opérations de transferts de résultats avec l'EPIC-HIPPOCAMPUS pour un montant de 21,1 K€.

b2-2) Les produits de cessions : 4,626 M€

Le compte 775 enregistre le prix des cessions d'actifs immobilisés figurant aux comptes 20, 21,23, 26 et 27 ainsi que les indemnités versées par les compagnies d'assurance en cas de sinistre total.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Compte 775 : Produits des cessions d'immobilisations	14 115,00	4 626 525,20	*4 612 410,20*	*32677,4%*

Ces produits figurent en exécution à l'article 775 « produits des cessions d'immobilisations » du chapitre 77 de la section de fonctionnement. Toutefois, il est à noter que ces recettes figurent en recettes d'investissement et au chapitre 024 lors du vote du budget et que ce chapitre n'est pas exécuté comptablement.



Ces produits correspondent à :

- des cessions foncières pour un montant total de 4 525 580 € (3 000 € en 2022) correspondant à :
  - la vente du terrain du « Cap de Mount » au lieu-dit Jaumard à Cazaux à la société Immobilière Atlantic Aménagement pour un montant de 2 844 000 €,
  - la vente du stade rue Sanchez à Cazaux à la société SCCV Stade de Cazaux pour un montant de 1 500 000 €,
  - la vente du terrain sis 95 rue du Maréchal Leclerc aux consorts Allary pour un montant de 25 300€,
  - la vente d'un terrain sis 65b avenue Bisserié à La Teste pour un montant de 7 000 €.
- la cession de 16 véhicules obsolètes pour un montant cumulé de 81 241 € (11 115 € en 2022).
- La cession de matériels et de mobilier réformés pour un montant cumulé de 19 704 €.

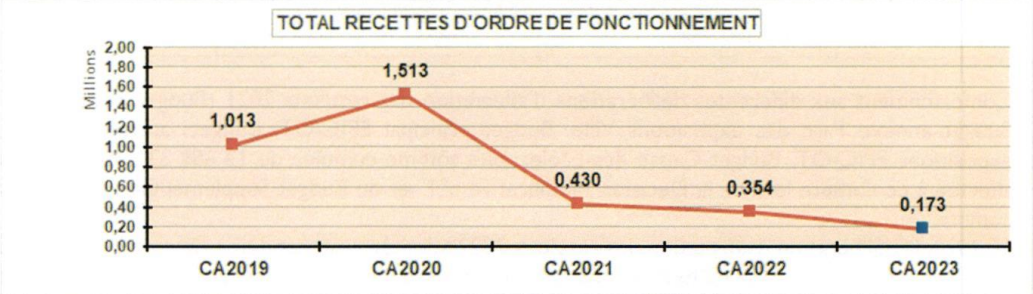
2) LES RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT : 173 441 €

Les opérations d'ordre budgétaires se caractérisent par le fait qu'elles concernent toujours à la fois une opération obligatoire et une opération de recette budgétaire pour un montant identique.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	354 042,74	173 441,49	559 828,56	1,3%

Les opérations d'ordre n'ont pas d'incidence sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements, ni à décaissements.

Les recettes de fonctionnement ont une contrepartie équivalente en dépenses d'investissement.
La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



Ces dépenses correspondent exclusivement au chapitre 042 « les opérations d'ordre de transfert entre sections » pour un montant de 173 441 €.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	354 042,74	173 441,49	- 180 601,25	-51,0%

Ce chapitre retranscrit les écritures relatives aux :

- Travaux en régie figurant au compte 722 « travaux en régie » qui correspondent aux immobilisations réalisées par les services municipaux pour un montant total de 44 916 € (235 307€ en 2022),
- Amortissements des subventions d'investissement transférables figurant au compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat » pour un montant de 122 839 € (118 736 € en 2022),
- Moins-values réalisées sur les cessions d'immobilisations pour un montant 2023 de 5 687 € (0 € en 2022).

3) CHAPITRE 002 : EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT REPORTES DE N-1 : 11,450 M€

La reprise des résultats intervient après le vote du compte administratif, ou lors de l'adoption du budget primitif de l'exercice suivant en cas de reprise anticipée des résultats. Elle se traduit par l'inscription des lignes budgétaires suivantes, quel que soit le mode de vote retenu :

- 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » ;
- 002 « Résultat de fonctionnement reporté » ;

Le chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » intègre par conséquent sur l'exercice en cours, le résultat de fonctionnement constaté au CA de l'exercice précédent après avoir affecté en section d'investissement l'excédent de fonctionnement capitalisé correspondant au besoin financement de la section d'investissement.

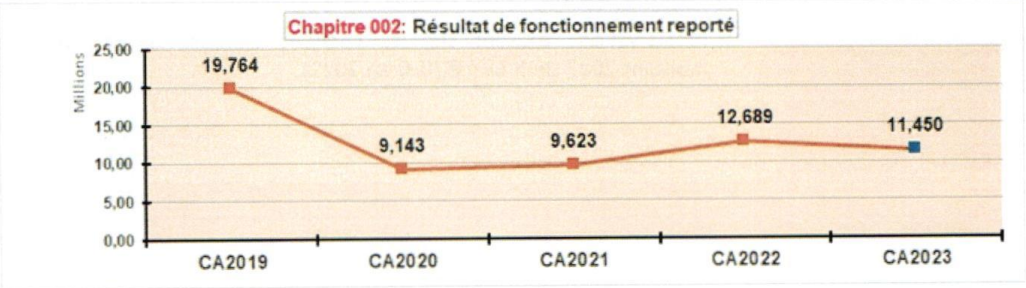
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chapitre 002 : Résultat de fonctionnement reporté	12 689 331,24	11 450 278,66	- 1 239 052,58	-9,8%

Conformément aux différentes délibérations d'affectation des résultats 2021 (Budget Principal Ville, Budget annexe Parc des expositions Ville, Budget principal EPIC-OT, Budgets annexes Parc des expositions EPIC-OT, Budget Caisse des Ecoles, une somme cumulée de 12 689 331,24 € avait été affectée à ce compte lors de la Décision Modificative n°1 et du Budget Supplémentaire 2022 sur ce compte.
En 2023, la délibération d'affectation des résultats 2022 adoptée avait conduit à affecter 11 450 278,66 € au compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » du budget principal et à réaffecter 13 941,18 € au budget de la Caisse des écoles mis en sommeil en décembre 2021. Le tableau ci-dessous décrit les mouvements propres à ce chapitre.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2022	CA2023	Ecarts	Variation
Chap. 002 : Résultat de fonctionnement reporté Budget principal Ville	10 616 037,18	11 464 219,84	848 182,66	8,0%
Chap. 002 : Résultat de fonctionnement reporté Budget Annexe PEX Ville	101 908,29	-	- 101 908,29	-100,0%
Chap. 002 : Résultat de fonctionnement reporté Budget principal EPIC-OT	1 935 842,20	-	- 1 935 842,20	-100,0%
Chap. 002 : Résultat de fonctionnement reporté Budget annexe PEX EPIC-OT	21 602,39	-	- 21 602,39	-100,0%
Chap. 002 : Résultat de fonctionnement reporté Budget Caisse des Ecoles	13 941,18	- 13 941,18	- 27 882,36	-200,0%
Chap. 002 : Résultat de fonctionnement reporté Budget principal Ville cumulé	**12 689 331,24**	**11 450 278,66**	**- 1 239 052,58**	-9,8%

Cette recette n'est pas exécutée budgétairement.

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

La section d'investissement retrace les opérations non courantes, ponctuelles et de nature à modifier le patrimoine de la commune.

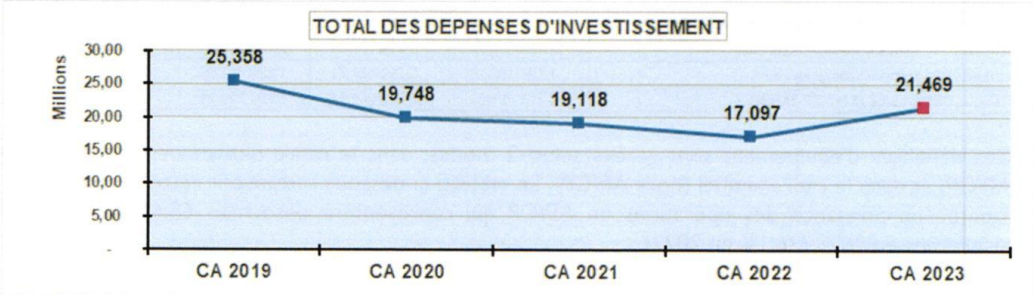
A) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 17,469 M€

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	*Ecarts CA2023-CA2022*	*Variation*
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	372 511,38	324 200,87	236 932,10	- 48 310,51	-13%
Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées	624 796,35	1 010 112,21	348 877,44	385 315,86	62%
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	12 162 556,94	9 259 721,35	2 712 302,01	- 2 902 835,59	-24%
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	1 198 165,19	5 794 024,71	1 960 421,66	4 595 859,52	384%
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	**14 358 029,86**	**16 388 059,14**	**5 258 533,21**	**2 030 029,28**	**14%**
Chapitre 10 : Dotations, Fonds divers et réserves	-	-	-	-	NS
Chapitre 13 : Subventions		17 759,50			
Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilées (hors 16449)	2 150 622,90	2 051 335,56	-	- 99 287,34	-5%
Compte 16449 : Op. affér. à l'option de tirage / ligne de tréso.	-	-	-	-	NS
Chapitre 27 : Autres immobilisations financières	-	-	-	-	NS
Chapitre 020 : Dépenses imprévues	-	-	-	-	NS
TOTAL DEPENSES FINANCIERES	**2 150 622,90**	**2 069 095,06**	**-**	**- 81 527,84**	**-4%**
Chapitre 45 : Total des opérations pour le compte de tiers	44 644,04	167 512,14	44 108,84	122 868,10	275%
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	**16 553 296,80**	**18 624 666,34**	**5 302 642,05**	**2 071 369,54**	**13%**
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	354 042,74	173 441,49	-	- 180 601,25	-51%
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	190 042,29	2 670 938,24	-	2 480 895,95	1305%
TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	**544 085,03**	**2 844 379,73**	**-**	**2 300 294,70**	**423%**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**17 097 381,83**	**21 469 046,07**	**5 302 642,05**	**4 371 664,24**	**26%**
Pour information D001 Solde d'exécution reporté de N-1	1 260 031,02	3 046 519,76	-	1 786 488,74	142%

Le Compte administratif retrace en section d'investissement :

- Les dépenses mandatées c'est-à-dire ayant fait l'objet d'un paiement aux fournisseurs,
- Les restes à réaliser à la date du 31 décembre de l'exercice. Ces dépenses correspondent aux dépenses engagées juridiquement auprès de tiers.

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :

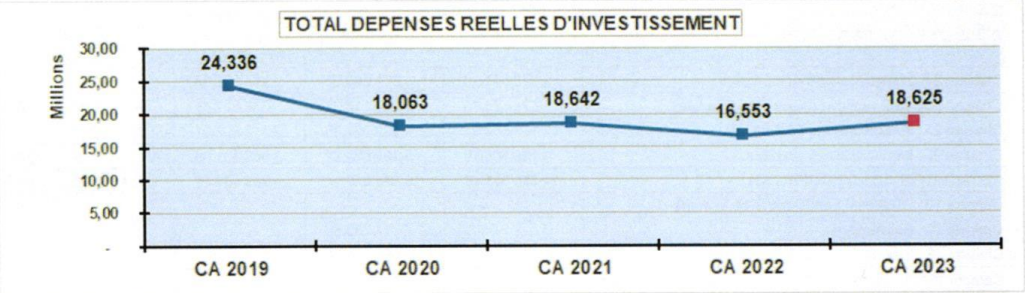


Les dépenses d'investissement se décomposent comme les dépenses de fonctionnement en dépenses réelles et en dépenses d'ordre.

I) LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT : 18,625 M€

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2022	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	16 553 296,80	18 624 666,34	5 302 642,05	-2 088 395,25	-11,2%

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



Ces dépenses se décomposent en dépenses d'équipement, en dépenses financières et en opérations pour le compte de tiers.

a) Les dépenses d'équipement : 16,388 M€

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2021	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT MANDATEES	14 358 029,86	16 388 059,14	5 258 533,21	2 030 029,28	14,1%

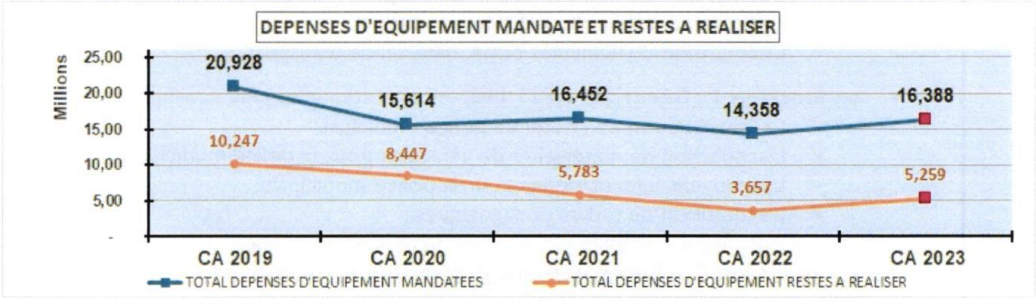
Les dépenses d'équipement ont pour résultat l'entrée d'un bien destiné à rester durablement dans le patrimoine de la commune. Elles sont comptabilisées aux chapitres budgétaires 20 « Immobilisation incorporelles, 204 « Subventions versées », 21 « Immobilisations corporelles » et 23 « Immobilisations en cours ».

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	372 511,38	324 200,87	236 932,10	-48 310,51	-13%
Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées	624 796,35	1 010 112,21	348 877,44	385 315,86	62%
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	12 162 556,94	9 259 721,35	2 712 302,01	-2 902 835,59	-24%
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	1 198 165,19	5 794 024,71	1 960 421,66	4 595 859,52	384%
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	14 358 029,86	16 388 059,14	5 258 533,21	2 030 029,28	14%

Ces dépenses d'équipement sont gérées selon 2 modes, dans le cadre pluriannuel par le biais des AP/CP, et dans le cadre annuel (hors AP/CP). Le tableau ci-dessous retranscrit cette répartition et la montée en puissance des opérations en AP/CP qui représentent désormais 68,6% des dépenses mandatées en 2023 (36,1% en 2022).

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
2022001 - Travaux sur les bâtiments	630 255,46	4 629 504,76	1 613 750,79	3 999 249,30	635%
2022002 - Travaux voiries et infrastructures	4 293 808,52	6 040 684,70	1 218 359,98	1 746 876,18	41%
2022003 - Matériels de transports et véhicules	260 496,78	531 224,42	235 818,06	270 727,64	104%
2022004 - Innovation numérique et systèmes d'information	-	38 712,42	570 133,48	38 712,42	NS
TOTAL DEPENSES EQUIPEMENT AP/CP	**5 184 560,76**	**11 240 126,30**	**3 638 062,31**	**6 055 565,54**	**117%**
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	277 118,88	214 014,11	208 184,10	-63 104,77	-23%
Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées	306 337,59	463 719,64	109 810,90	157 382,05	51%
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	7 862 087,28	4 163 843,33	1 298 234,40	-3 698 243,95	-47%
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	727 925,35	306 355,76	4 241,50	-421 569,59	-58%
TOTAL DEPENSES EQUIPEMENT HORS AP/CP	**9 173 469,10**	**5 147 932,84**	**1 620 470,90**	**-4 025 536,26**	**-44%**
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	**14 358 029,86**	**16 388 059,14**	**5 258 533,21**	**2 030 029,28**	**14,1%**

La tendance constatée sur ces dépenses au cours des 5 dernières années est la suivante :



Ces dépenses se ventilent par fonction M57 comme suit :

FONCTION M57	2022	2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
FONCTION 0 – SERVICES GENERAUX	1 658 680,62	2 833 093,89	1 169 046,50	*1 174 413,27*	*71%*
FONCTION 1 – SECURITE	308 552,34	1 820 700,00	1 143 191,38	*1 512 147,66*	*490%*
FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	231 210,58	189 457,72	185,16	*-41 752,86*	*-18%*
FONCTION 3 – CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	1 323 247,71	2 152 592,93	713 703,18	*829 345,22*	*63%*
FONCTION 4 – SANTE ET ACTION SOCIALE	282 086,19	91 423,76	23 153,35	*-190 662,43*	*-68%*
FONCTION 5 – AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	1 160 332,72	1 565 473,66	725 741,04	*405 140,94*	*35%*
FONCTION 6 – ACTION ECONOMIQUE	447 908,65	235 228,94	56 614,27	*-212 679,71*	*-47%*
FONCTION 7 – ENVIRONNEMENT	723 840,82	972 742,45	99 281,82	*248 901,63*	*34%*
FONCTION 8 – TRANSPORTS	8 222 170,23	6 527 345,79	1 327 616,51	*-1 694 824,44*	*-21%*
FONCTION 9 – FONCTION EN RESERVE				-	
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	**14 358 029,86**	**16 388 059,14**	**5 258 533,21**	***2 030 029,28***	***14%***

En ce qui concerne les taux de réalisation des dépenses d'équipement :

FONCTION M57	Total budget 2023	CA 2023 Mandaté	CA 2023 Restes à réaliser	Taux de mandatement	Taux de restes à réaliser	Taux d'engagement
FONCTION 0 – SERVICES GENERAUX	4 651 942,70	2 833 093,89	1 169 046,50	61%	25%	86%
FONCTION 1 – SECURITE	3 039 144,43	1 820 700,00	1 143 191,38	60%	38%	98%
FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	258 817,39	189 457,72	185,16	73%	0%	73%
FONCTION 3 – CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	3 147 841,64	2 152 592,93	713 703,18	68%	23%	91%
FONCTION 4 – SANTE ET ACTION SOCIALE	120 572,46	91 423,76	23 153,35	76%	19%	95%
FONCTION 5 – AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	2 858 391,21	1 565 473,66	725 741,04	55%	25%	80%
FONCTION 6 – ACTION ECONOMIQUE	665 834,30	235 228,94	56 614,27	35%	9%	44%
FONCTION 7 – ENVIRONNEMENT	1 521 412,68	972 742,45	99 281,82	64%	7%	70%
FONCTION 8 – TRANSPORTS	8 315 424,27	6 527 345,79	1 327 616,51	78%	16%	94%
FONCTION 9 – FONCTION EN RESERVE						
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	**24 579 381,08**	**16 388 059,14**	**5 258 533,21**	**67%**	**21%**	**88%**

Le tableau ci-dessus fait apparaitre :

- Un taux de mandatement des dépenses d'équipement prévues budgétairement de près de 67 % à comparer à 64 % des crédits votés en 2022, 70% en 2021 et 50% en 2020 ;

- Un taux de restes à réaliser de 21% en 2023, à comparer à 18% en 2022 à 22% en 2021 et à 27% en 2020 ;
- Un taux d'engagement des dépenses d'équipement (taux de mandaté + taux de restes à réaliser) de près de 88% en 2023, à comparer à 87% en 2022, 86% en 2021 et 77% en 2020.

La mise en place d'une programmation pluriannuelle des investissements et sa déclinaison budgétaire en AP/CP permet d'améliorer significativement le taux d'engagement des crédits votés.

Ces opérations d'équipement mandatées en 2023 se répartissent selon la nouvelle nomenclature fonctionnelle M57 comme suit :

- **en fonction 0 : Services généraux : 2,833 M€,** les opérations les plus significatives :
  - ✓ Les travaux d'aménagement de la maison de quartier des coqs rouges,
  - ✓ Les travaux du schéma directeur immobilier,
  - ✓ L'acquisition de matériel informatique pour l'ensemble des services,
  - ✓ L'agencement du pôle technique municipal,
  - ✓ L'acquisition de véhicules et de matériel de transport, …
- **en fonction 1 : Sécurité: 1,821 M€,** les opérations les plus significatives :
  - ✓ La construction de l'hôtel de police municipal,
  - ✓ L'acquisition de matériel et de véhicules pour la police municipale,
  - ✓ Les moyens informatiques pour la police municipale,
  - ✓ L'acquisition de radars pédagogiques,
  - ✓ L'acquisition de matériel pour la surveillance des plages, …
- **en fonction 2 : Enseignement formation professionnelle: 189 458 €,** les opérations les plus significatives :
  - ✓ Les travaux dans les écoles,
  - ✓ Le matériel pédagogique,
  - ✓ L'équipement informatique des écoles
  - ✓ Le lancement des opérations prévues dans le cadre du Schéma Directeur Immobilier, …
- **en fonction 3 : culture, vie sociale, jeunesse sports et loisirs: 2,153 M€,** les opérations les plus significatives :
  - ✓ **en matière culturelle :**
    - la construction du conservatoire de musique,
    - le lancement des études du bâtiment des archives,
    - les travaux acoustiques et le matériel scénique de la salle Cravey,…
  - ✓ **en matière sportive :**
    - La création des vestiaires tribunes du stade du Clavier,
    - Les travaux du dojo du Clavier,
    - Les travaux à la plaine des sports : salle Turpin, boulodrome, arrosage …
  - ✓ **en matière de jeunesse :**
    - Les aires de jeux
    - Le lancement de études pour le bâtiment et les abords de l'opération ALSH à Bonneval, …
- **en fonction 4 : Santé et action sociale : 91 424 €,** les opérations les plus significative:
  - ✓ Les travaux dans les différentes maisons de quartier,
  - ✓ Les travaux à la maison de la Petite Enfance, …
- **en fonction 5 : Aménagement des territoires et habitat : 1,565 M€,** les opérations les plus significatives sont :

- ✓ Les travaux éclairage public,
- ✓ Les travaux d'aménagement d'espaces verts (ronds-points, espaces verts, aménagements de rues),
- ✓ Les travaux sur le patrimoine locatif de la commune,
- ✓ Les acquisition foncières dont la préemption du terrain 14 rue du Port,…

- **en fonction 6 : Action économique : 235 229 €,** les opérations les plus significatives correspondent :
  - ✓ Aux travaux de la halle de Cazaux,
  - ✓ La subvention à l'ONF relative à la relocalisation de la piste cyclable de la Lagune,
  - ✓ La subvention à la Société des Courses de La Teste pour la réfection de la piste d'entrainement, …

- **en fonction 7 : Environnement : 972 742 €,** les opérations les plus significatives correspondent :
  - ✓ Aux travaux de confortement des perrés,
  - ✓ Aux travaux de confortement de la craste Menan,
  - ✓ À l'étude ONF dans le cadre du plan plage,
  - ✓ Aux travaux sur le réseau des eaux pluviales,
  - ✓ À l'acquisition du matériel et de véhicules pour la propreté,
  - ✓ À la gestion des eaux du parking de l'hôtel de police,
  - ✓ À la poursuite du programme d'installation de sanitaires publics, …

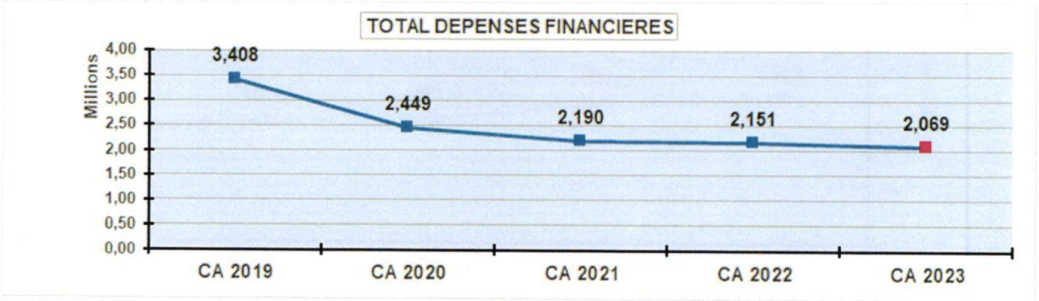
- **en fonction 8 : Transports : 6,527 M€,** les opérations les plus significatives correspondent aux aménagements suivants :
  - **à La Teste :** l'avenue Charles De Gaulle, des Miquelots,, les chemins de Braouet et du Facteur, les rues de l'Oustalet, du Président Carnot, du Port, du Général Chanzy, Edmond Rostand, Pierre de Coubertin, Jean de Grailly, Jean Larrieu, Jules Favre, Louis Pasteur, Alphonse de Lamartine, de l'Airial et de divers ronds- points dont celui du Coutoum,
  - **à Cazaux :** les rue Jean Lavigne, Emile Lanusse, le parking de l'école Lafont,
  - **au Pyla :** les avenue des Violettes, des Mures, des Hortensias, des Genets, de l'Eden, le secteur de la Corniche,

b) Les dépenses financières : 2,069 M€

Les dépenses financières de la section d'investissement correspondent aux dépenses liées aux différents remboursements rendus nécessaires pour mener à bien les dépenses d'équipement.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
TOTAL DEPENSES FINANCIERES	2 150 622,90	2 069 095,06	-	-81 527,84	-3,8%

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



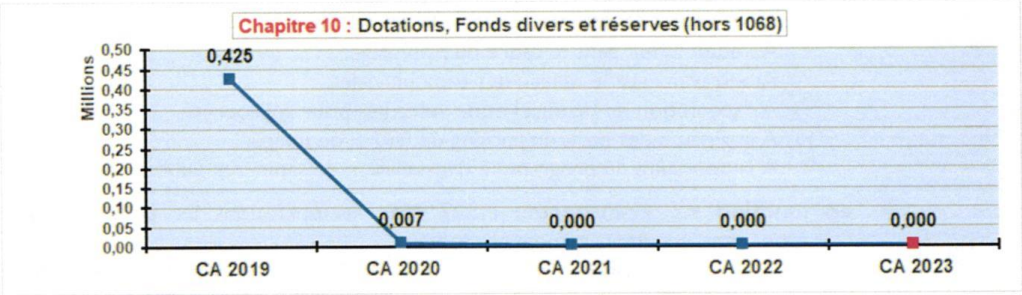
Cet agrégat se compose essentiellement des dotations, et des

b1) Le chapitre 10 : Dotations fonds divers et réserves : 0 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 10 : Dotations, Fonds divers et réserves	-	-	-	0,00	NS

Ce chapitre retrace habituellement les remboursements de taxes d'urbanisme liés aux annulations de permis de construire et à la fraction de la taxe d'aménagement payée par la commune au titre de ses propres permis de construire.

Depuis 2021, ce chapitre n'a pas été pas été mouvementé.
La tendance constatée sur les 5 dernières années est donc la suivante :



b2) Le chapitre 13 : Subventions : 17 759 €

Ce chapitre retrace les annulations sur subventions.
En 2022, la subvention Etat relative à la part investissement de la stratégie locale 2019/2022 à maîtrise d'ouvrage du SIBA avait été imputée en investissement.

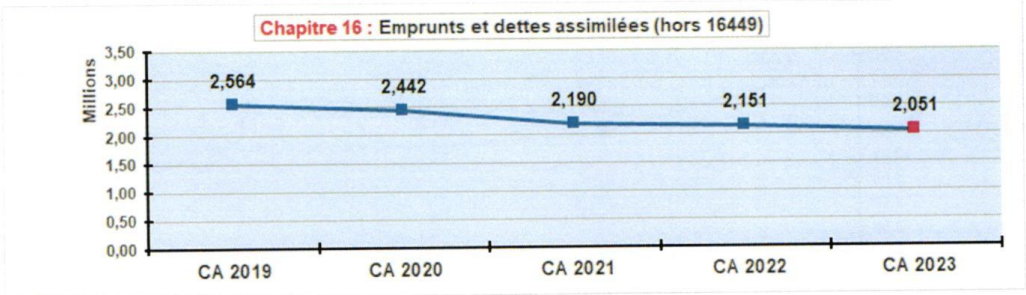
En 2023, suite à la demande du SGC de Belin-Beliet-Biganos, cette recette a été ré-imputée en fonctionnement ce qui a conduit à son annulation sur le compte 1311 et à sa comptabilisation en 74718 Subvention de fonctionnement Etat.

b3) Le chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilés : 2,051 M€

Ce chapitre retrace les remboursements de capital lié à la dette de la ville et accessoirement, les remboursements de cautions versées dans le cadre des baux de location.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilées (hors 16449)	2 150 622,90	2 051 335,56	-	-99 287,34	-4,6%

La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :

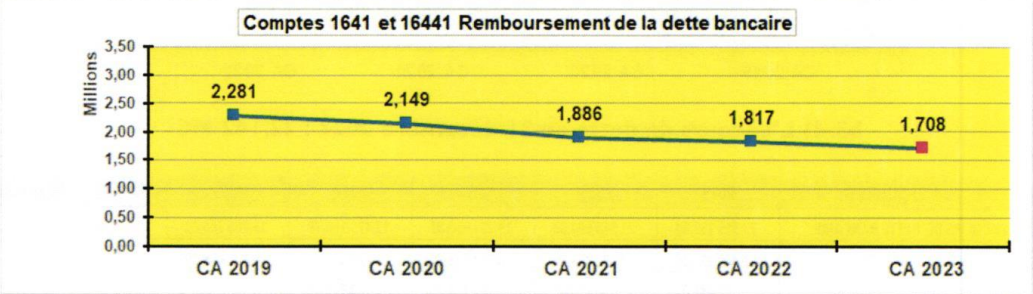


Ces dépenses se déclinent en remboursement du capital de la dette bancaire, en remboursement de loyers financiers du contrat de partenariat public privé, et accessoirement en remboursement d'autres dette (viager et prêts à taux zéro de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde.

b3-1) Le remboursement de capital de la dette bancaire : 1,708 M€

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Comptes 1641 & 16441 Remboursement de la dette bancaire	1 816 832,73	1 708 400,16	-	-108 432,57	-6,0%

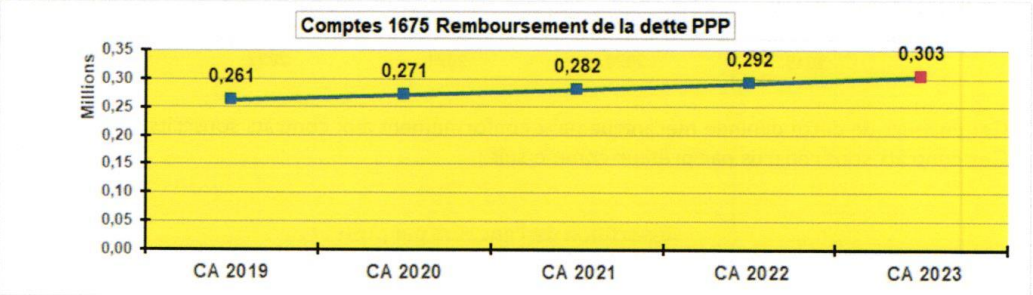
Cette dépense figure aux articles 1641 « emprunts en euros » et 16441 « emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie ». Elle correspond aux remboursements prévus contractuellement avec les établissements bancaires.
La tendance constatée sur les 5 dernières années est la suivante :



b3-2) Le remboursement de capital de la dette du contrat PPP : 303 333 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Comptes 1675 Remboursement de la dette PPP Hôtel de Ville	292 247,51	303 332,61	-	11 085,10	3,8%

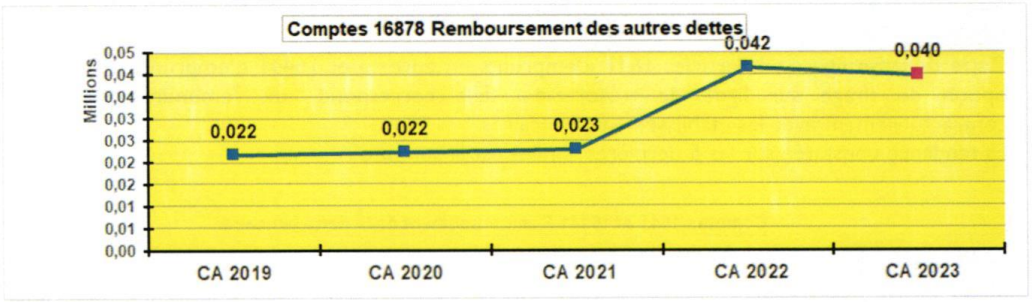
Les remboursements prévus au contrat souscrit avec la société Auxifip figurent à l'article 1675 « Dette afférente aux Partenariats Publics Privés ». Il retranscrit budgétairement la part « capital » du loyer financier L1 du PPP Hôtel de Ville.
Compte tenu du caractère fixe de l'annualité (capital + intérêts), la tendance constatée sur les 5 dernières années est orientée à la hausse :



b3-3) L'annuité « viager » versée au titre de l'acquisition du bar tabac « Le Diplomate » et les prêts à taux zéro CAF : 39 602 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Comptes 16878 Remboursement des autres dettes	41 542,66	39 602,79	-	-1 939,87	-4,7%

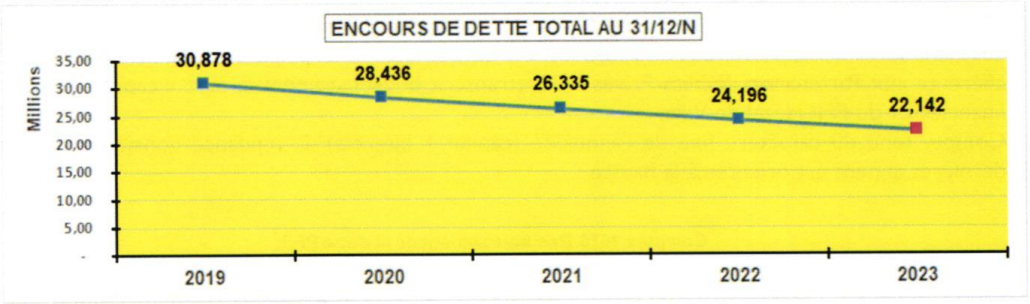
Les remboursements de cette annuité figurant au compte 16878 « autres dettes – autres organismes et particuliers » correspondent à la rente viagère versée au titre de l'acquisition du bar tabac « Le Diplomate » dans le cadre de la construction de l'hôtel de ville et aux remboursements des « prêts à taux zéro » versés par la CAF dans le cadre du financement des travaux sur les maisons des habitants. Le prêt relatif au viager est a présent soldé pour la part correspondant au prix de vente du local. La rente viagère est désormais imputée en dépense courante.
La tendance constatée sur ces dépenses au cours des 5 dernières années est la suivante :



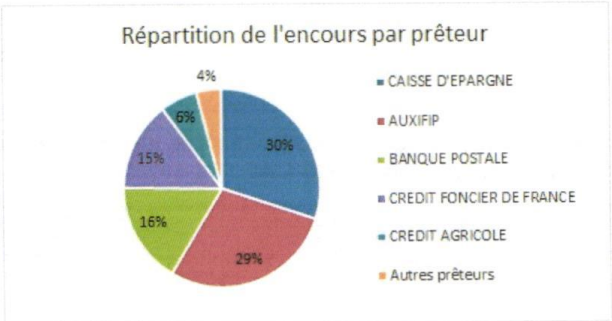
b3-4) L'encours de dette au 31 décembre 2023 : 22,142 M€

TYPOLOGIE ENCOURS DE DETTE	2019	2020	2021	2022	2023	Ecarts	Variation
ENCOURS DE DETTE BANCAIRE	23 315 158,84	21 166 594,88	19 281 056,81	17 475 166,79	15 766 766,63	-1 708 400,16	-10%
ENCOURS DE DETTE PPP	7 470 083,60	7 198 805,80	6 917 238,31	6 624 990,80	6 321 658,19	-303 332,61	-5%
ENCOURS DE DETTE VIAGER	92 471,84	70 230,48	47 478,08	23 858,42	-	-23 858,42	-100%
ENCOURS DE DETTE CAF	-	-	89 619,00	71 696,00	53 773,00	-17 923,00	-25%
TOTAL ENCOURS DE DETTE	30 877 714,28	28 435 631,16	26 335 392,20	24 195 712,01	22 142 197,82	-2 053 514,19	-8%

L'évolution de cet encours sur les 5 dernières années est décrite par le graphique ci-dessous :



Cet encours de dette diminue mécaniquement conformément aux contrats souscrits antérieurement. Ces contrats sont répartis par prêteur comme suit :



Cet encours se réparti en :

- 15 contrats de prêts à taux fixe pour un montant cumulé de 21 825 531,29 €, soit 98,57% de l'encours de dette,
- 1 contrat de prêt à taux variable pour un montant de 316 666,53 € soit 1,43% de l'encours total de dette,
- le dernier contrat de prêt à taux structuré avait été soldé en 2022.

L'encours de dette au 31 décembre 2023 se caractérise par une exposition très faible aux hausses des taux. L'ensemble de la dette figure désormais en catégorie 1A de la charte Gissler.
La durée de vie moyenne de ces 16 prêts est de 7 ans et 3 mois au 31/12/2023, la durée de vie résiduelle de 13 ans et 6 mois, et le taux moyen est de 2,45 %.

c) Les opérations pour le compte de tiers : 167 512 €

Les opérations pour le compte de tiers sont des opérations individualisées. Elles s'équilibrent au sein de la section d'investissement. Ces comptes retracent les opérations engagées par la ville pour le compte de tiers dans le cadre d'opérations sous mandat ou dans le cadre de travaux effectués d'office.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 45 : Total des opérations pour le compte de tiers	44 644,04	167 512,14	44 108,84	*122 868,10*	*275,2%*

En 2023, ces comptes ont retracé les mouvements liés aux travaux effectués dans le cadre de :

- **l'opération sous mandat** du Conservatoire du Littoral pour la reconstruction de la Cabane n°53 pour un montant de 167 512 €, le restes à réaliser en dépenses s'élèvent à un montant de 44 109 €.
- **les opérations réalisés d'office pour le compte de tiers suite** n'ont pas été mouvementées sur 2023 .

La tendance constatée sur ces dépenses au cours des 5 dernières années est la suivante :



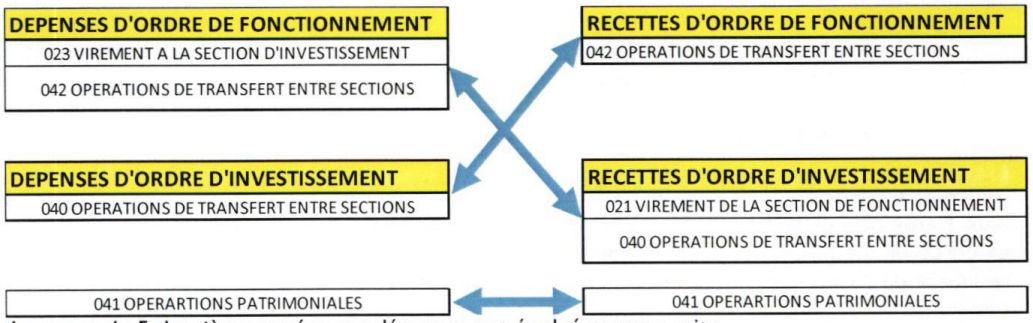
2) LES DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT : 2,844 M€

Les dépenses d'ordre d'investissement n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements, ni à décaissements.

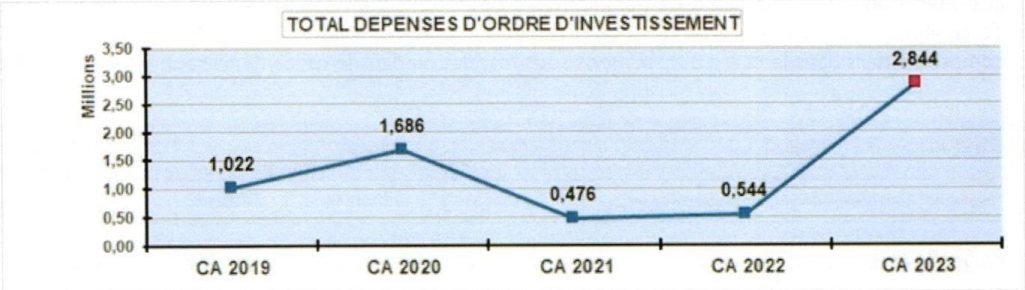
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	**544 085,03**	**2 844 379,73**	**36 185,50**	***67 895,02***	***14,3%***

Ces dépenses imputées aux chapitres 040 « opération de transfert entre sections » et 041 « opérations patrimoniales », sont respectivement la contrepartie des recettes d'ordre de

fonctionnement (chapitre 042 « opérations d'ordre de transfert entre les sections ») et des dépenses patrimoniales figurant au chapitre 041 « opérations patrimoniales ».
Le schéma suivant décompose ces mouvements :



Au cours de 5 dernières années ces dépenses ont évolué comme suit :



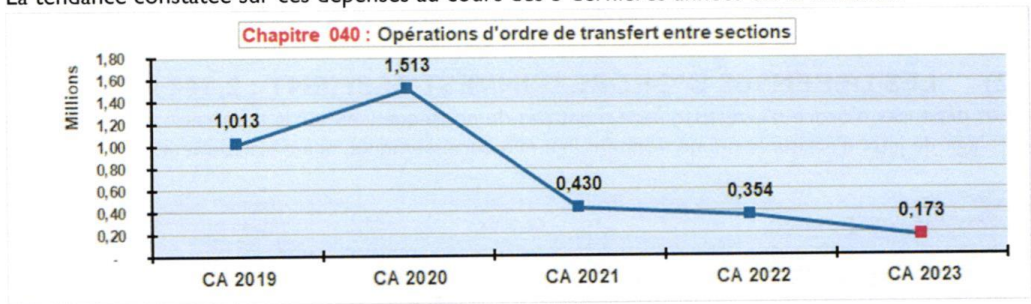
Ces dépenses se déclinent comme suit :

a) Le chapitre 040 : les opérations d'ordre de transfert entre sections : 173 441 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	354 042,74	173 441,49	-	-180 601,25	-51,0%

Ce chapitre retrace les mouvements comptables liés à l'amortissement des subventions transférables, aux reprises de provisions pour risques aux travaux en régie et aux moins-values constatées sur les cessions d'éléments d'actif. Ces mouvements correspondent à la contrepartie des écritures imputées en recettes d'ordre de fonctionnement figurant au chapitre 042 « opérations d'ordre de transfert entre sections ».

La tendance constatée sur ces dépenses au cours des 5 dernières années est la suivante :



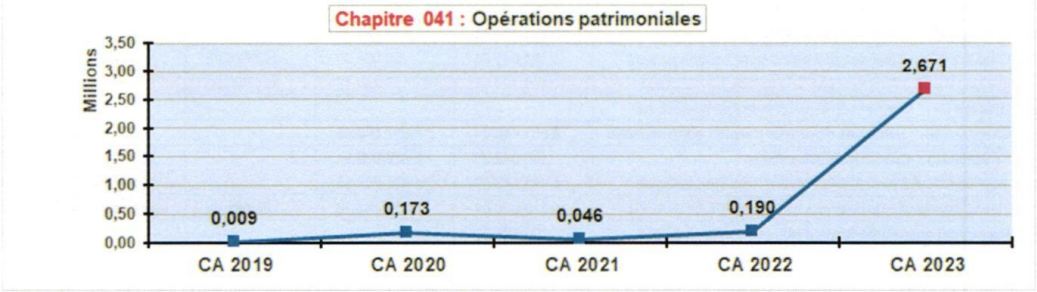
b) Le chapitre 041 : les opérations patrimoniales : 2,671 M€

Ce chapitre retrace les mouvements comptables liés aux intégrations patrimoniales (travaux en cours et études).

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	190 042,29	2 670 938,24	1 960 421,66	*2 480 895,95*	*1305,4%*

En 2023, ce chapitre a comptabilisé, entre autres, l'intégration des parcelles cadastrées FC17, FC18, FC19 et FC26 sises boulevard d'Arcachon ainsi que les parcelles FD25 et FD81 sises boulevard de Pyla acquises à l'euro symbolique par délibération du 22 février 2023. Cette intégration s'est élevée à un montant de 2,451 M€.

La tendance constatée sur ces dépenses au cours des 5 dernières années est la suivante :

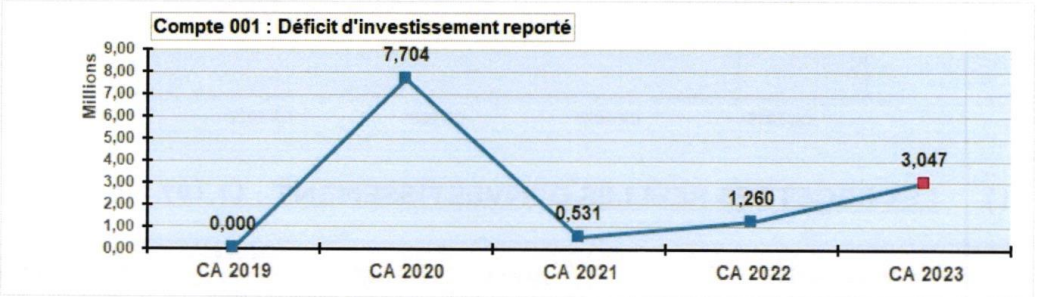


3) LE CHAPITRE 001 : DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE: 3,047 M€ en dépenses

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Pour information D001 Solde d'exécution reporté de N-1	1 260 031,02	3 046 519,76	-	*2 480 895,95*	*1305,4%*

Ce chapitre retranscrit le solde constaté pour la section d'investissement lors du vote du CA 2022. Il figure en recette lorsqu'il s'agit d'un excédent d'investissement reporté ou en dépenses lorsqu'il s'agit d'un déficit d'investissement reporté.

Le graphique ci-dessous retranscrit l'évolution du déficit reporté de la section d'investissement constaté au cours des 5 dernières années.



B) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 22,676 M€

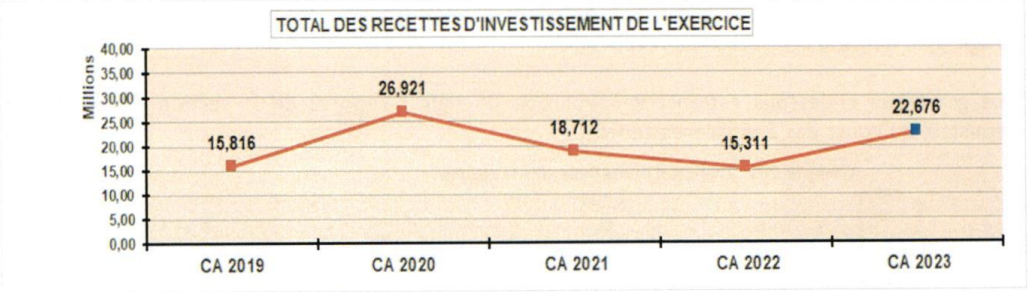
RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 13 : Subventions d'investissement	523 138,79	1 205 009,23	80 400,00	681 870,44	130,3%
Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilées (hors 165 et 16449)	-	-	-	0,00	ns
Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées	-	1 255,25	-	1 255,25	ns
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles		44 207,57		44 207,57	ns
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	-		-	0,00	ns
TOTAL RECETTES D'EQUIPEMENT	**523 138,79**	**1 250 472,05**	**80 400,00**	**727 333,26**	**139,0%**
Chapitre 10 : Dotations, Fonds divers et réserves (hors 1068)	3 558 187,87	3 183 817,31	-	-374 370,56	-10,5%
Compte 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	7 006 584,90	6 687 727,59	-	-318 857,31	-4,6%
Compte 165 : Dépôts et cautionnements reçus	1 128,96	-	-	-1 128,96	-100,0%
Compte 16449 : Op. affér. à l'option de tirage / ligne de tréso.	-	-	-	0,00	ns
Chapitre 27 : Autres immobilisations financières	5 420,00	6 236,49	-	816,49	15,1%
Chapitre 020 : Dépenses imprévues	-	-	-	0,00	ns
Chapitre 024 : Produits de cessions	-	-	-	0,00	ns
TOTAL RECETTES FINANCIERES.	**10 571 321,73**	**9 877 781,39**	**-**	**-693 540,34**	**-6,6%**
Chapitre 451x : Total des opérations pour compte de tiers	44 644,04	69 000,00	142 620,98	24 355,96	54,6%
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**11 139 104,56**	**11 197 253,44**	**223 020,98**	**58 148,88**	**0,5%**
Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	-	-	-	0,00	ns
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 981 746,24	8 807 592,05	-	4 825 845,81	121,2%
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	190 042,29	2 670 938,24	-	2 480 895,95	1305,4%
TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	**4 171 788,53**	**11 478 530,29**	**-**	**7 306 741,76**	**175,1%**
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**15 310 893,09**	**22 675 783,73**	**223 020,98**	**7 364 890,64**	**48,1%**
Pour information R001 Solde d'exécution reporté de N-1	65 545,63	-	-	-65 545,63	-100,0%

Ces recettes d'investissement d'un montant total de 22,675 M€ se décomposent en recettes réelles pour 11,197 M€ et en recettes d'ordre pour 11,479 M€.

Les restes à réaliser en recettes s'élèvent au 31/12/2023 à un montant de 223 021 €.

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**15 310 893,09**	**22 675 783,73**	**223 020,98**	**7 364 890,64**	**48,1%**

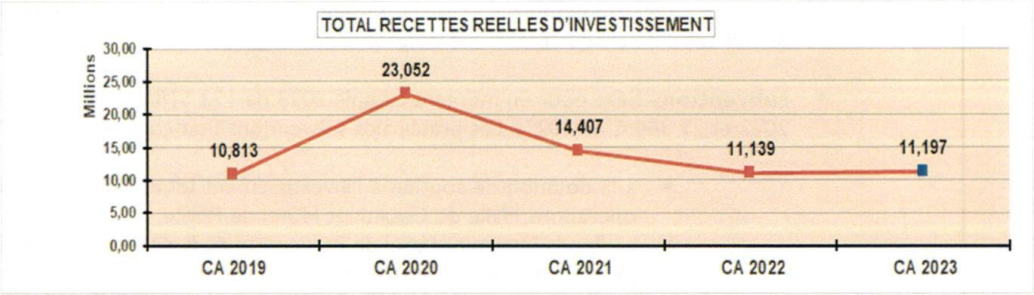
La tendance constatée sur ces recettes au cours des 5 dernières années est la suivante :



I) LES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT : 11,197 M€

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**11 139 104,56**	**11 197 253,44**	**223 020,98**	**58 148,88**	**0,5%**

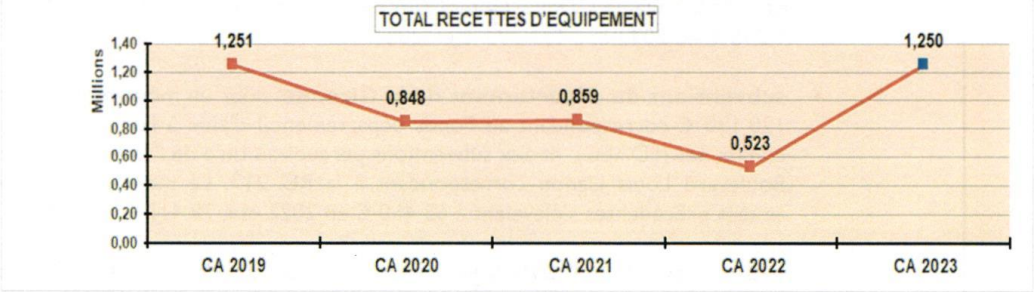
Les recettes réelles d'investissement correspondent aux recettes qui génèrent des flux de trésorerie en provenance de tiers (encaissements).



Elles se décomposent en recettes d'équipement, en recettes financières et en recettes d'opérations pour le compte de tiers.

a) Les recettes d'équipement : 1,250 M€

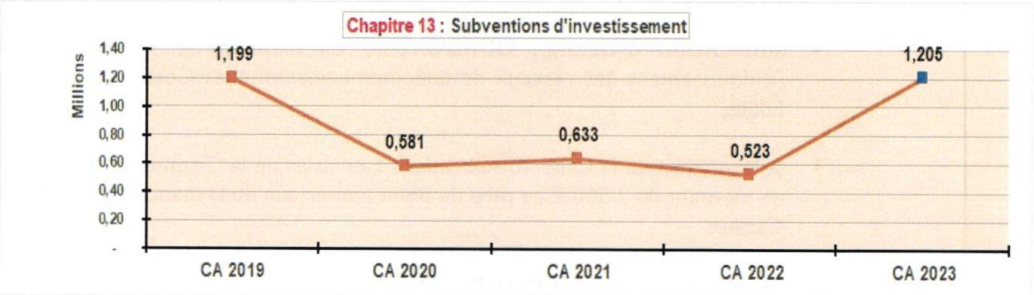
RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
TOTAL RECETTES D'EQUIPEMENT	523 138,79	1 250 472,05	80 400,00	727 333,26	139,0%



Les recettes d'équipement retracent les plans de financement des dépenses d'équipement. Ces recettes se déclinent en subventions et en emprunts nouveaux.

a1) Le chapitre 13 : les subventions d'investissement reçues : 1,205 M€

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 13 : Subventions d'investissement	523 138,79	1 205 009,23	80 400,00	-109 780,51	-17,3%



Ces recettes déclinent en :

- **produit des amendes de police** pour un montant de 350 290 € au titre de l'exercice 2022. Cette recette s'était élevée à 193 345 € en 2022 et à 148 302 € en 2021). Elle est imputée au compte 1345 « Amendes de radars automatiques et amendes de police ». La répartition du produit des amendes est

proportionnelle au nombre de contraventions dressées l'année précédente sur le territoire de chaque commune ou groupement.

- **subventions Etat** pour un montant cumulé 2023 de 193 518 € (130 446 € en 2022 et 29 364 € en 2021). Les principales subventions Etat correspondent :
    - à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour les opérations Halle de Cazaux et Hôtel de Police,
    - au Fonds Interministériel de Prévention de la délinquance (FIPD) pour l'acquisition de matériel pour la police municipale,
    - au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans le fonction publique (FIPHFP) pour l'acquisition d'équipements adaptés,
    - à des appel à projets de France Relance :
        - au titre de la cyber sécurité,
        - au titre de l'évolution numérique des territoires pour la mise en place du guichet numérique.

- **subvention Région Nouvelle Aquitaine** pour un montant de 37 500 € au titre de la halle de Cazaux. Le montant perçu les années précédentes s'élevait à 1 295 € en 2022 et à 131 793 € en 2021.

- **subventions du département de la Gironde**, pour un montant cumulé de 120 130 € correspondant au Fonds départemental d'aide à l'équipement des communes (FDAEC) et aux subventions perçues au titre de l'aménagement du Boulevard Louis Lignon correspondant à la RD 217. Le montant perçu les années précédentes s'élevaient à 63 450 € en 2022 et à 79 412 € en 2021).

- **subventions de la COBAS** pour un montant de 123 452 € au titre des pistes cyclables de la rue Pierre de Coubertin et de l'avenue des Violettes. Les subventions perçues s'élevaient à 134 602,20 € en 2022 et à 123 171,61 € en 2021.

- **subvention FEDER (Union Européenne)** pour un montant de 328 419 € correspondant aux travaux réalisés en 2017 au niveau de la digue Johnston.

- **subvention du Syndicat Départemental Energie et Environnement de la Gironde** (SDEEG 33) pour un montant de 45 000 € au titre des C2E sur éclairage public au titre des travaux 2021.

- **subvention d'Orange UPRSO** pour un montant de 4 200€ au titre l'enfouissement des réseaux de télécommunication rues Coubertin et Ostrea Edulis,

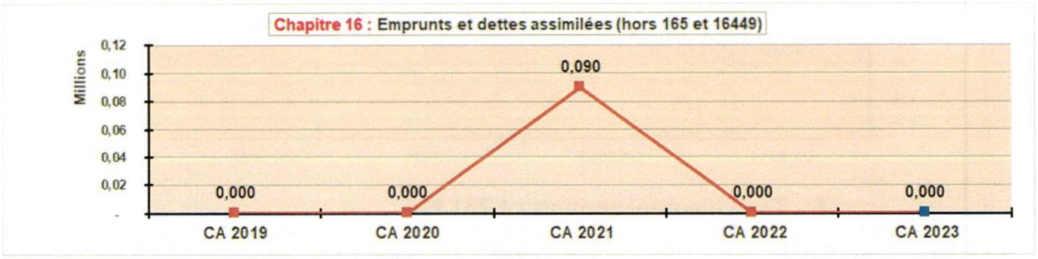
- **subvention** de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde (CAF 33) pour un montant de 2 500 € au titre du point numérique de la maison de quartier de Cazaux.

a2) Le chapitre 16 : les emprunts et dettes assimilés : 0 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilées (hors 165 et 1644	-	-	-	0,00	ns

Ce chapitre retrace d'une part les prêts nouveaux souscrits pour financer les dépenses d'équipement.

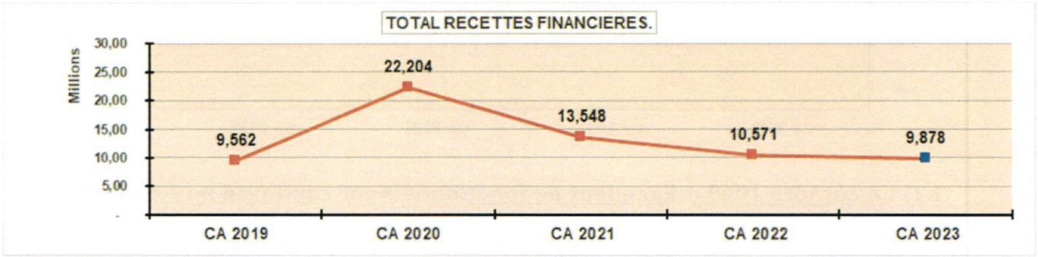
En 2023, compte tenu du fonds de roulement existant aucun emprunt nouveau n'a été mobilisé.



b) Les recettes financières : 9,877 M€

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
TOTAL RECETTES FINANCIERES.	10 571 321,73	9 877 781,39	-	-693 540,34	-6,6%

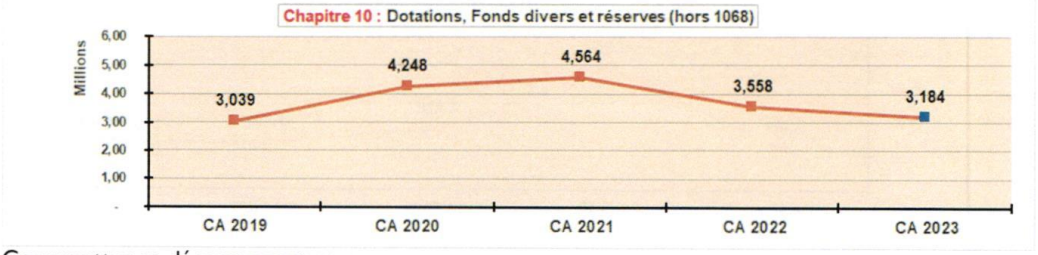
Les recettes correspondent aux recettes non affectées directement aux dépenses d'équipement.



Ces recettes se déclinent en dotations, autres immobilisations financières et produits de cessions.

b1) Le chapitre 10 : les dotations, fonds divers et réserves : 3,364 M€

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 10 : Dotations, Fonds divers et réserves (hors 1068)	3 558 187,87	3 183 817,31	-	-374 370,56	-10,5%



Ces recettes se décomposent en :

- **Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) : 1,953 M€**

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Compte 10222 F.C.T.V.A	2 478 499,98	1 952 756,75	-	-525 743,23	-21,2%

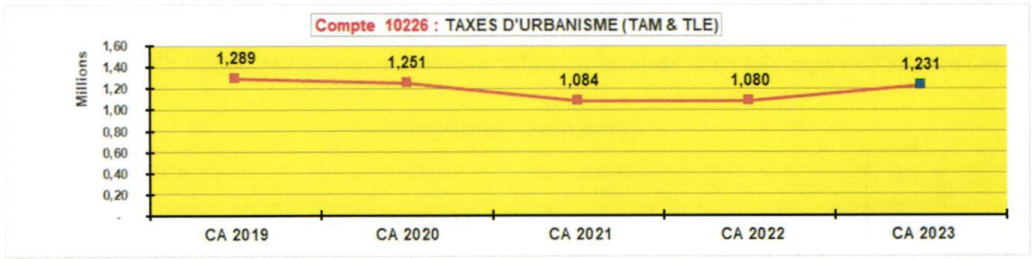
Cette recette correspond au FCTVA 2023 pour un montant de 1 952 757 €, perçu sur la base des dépenses d'équipement réalisées au cours de l'exercice 2022.



- **Taxe d'aménagement : 1,231 M€**

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Compte 10226 TAXES D'URBANISME (TAM & TLE)	1 079 687,89	1 231 060,56	-	151 372,67	14,0%

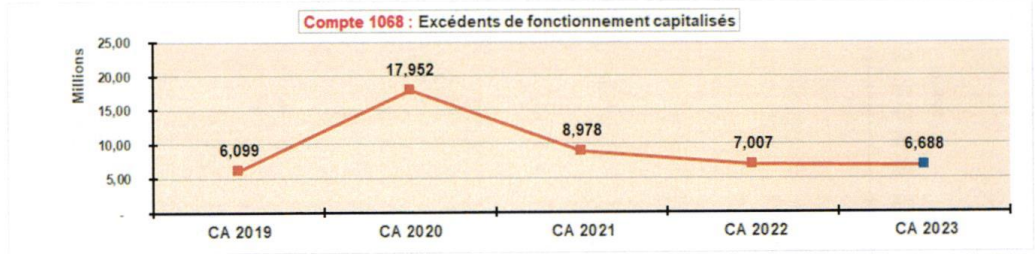
Cette recette correspond à la Taxe d'aménagement (article budgétaire 10226). Cette taxe est due par l'ensemble des redevables qui réalisent des opérations de construction, reconstruction ou agrandissement de bâtiments nécessitant l'obtention d'une autorisations d'urbanisme permis de construire, permis d'aménager ou autorisation préalable.



b2) Le compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » : 6,688 M€

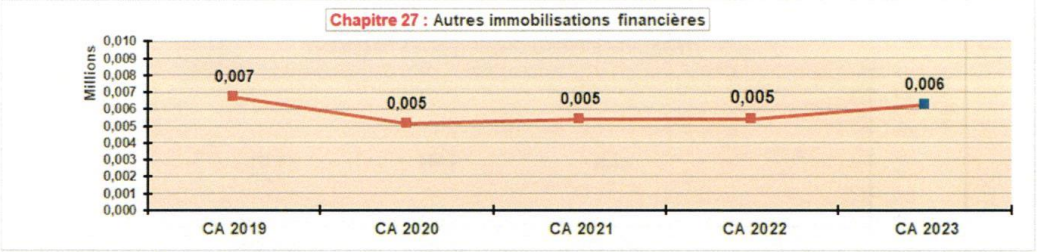
RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Compte 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	7 006 584,90	6 687 727,59	-	-318 857,31	-4,6%

Ce compte retrace, conformément aux dispositions votées dans le cadre de l'affectation du résultat de fonctionnement 2023, la fraction de l'excédent de fonctionnement affectée en section d'investissement pour financer le besoin de financement constaté au CA 2022.



b3) Le chapitre 27 : autres immobilisations financières : 5 420 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 27 : Autres immobilisations financières	5 420,00	6 236,49	-	816,49	15,1%



Ce chapitre retrace les recettes perçues au titre du prêt consenti au budget annexe du Pôle Nautique (remboursement du capital).

b4) Le chapitre 024 : produits de cessions : 0 €

Le chapitre 024 retrace les produits de cessions prévus budgétairement. Ce chapitre n'est pas mouvementé dans le cadre de l'exécution budgétaire. En effet, lors de leur exécution, ces recettes de cessions s'imputent au chapitre 77 « recettes exceptionnelles » au compte 775 « produits des cessions d'immobilisations ».

c) Les opérations pour le compte de tiers : 69 000 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 451x : Total des opérations pour compte de tiers	44 644,04	69 000,00	142 620,98	24 355,96	54,6%

Les opérations pour le compte de tiers sont des opérations individualisées. Elles s'équilibrent au sein de la section d'investissement. Ces comptes retracent les opérations engagées par la ville pour le compte de tiers dans le cadre d'opérations sous mandat ou dans le cadre de travaux effectués d'office.



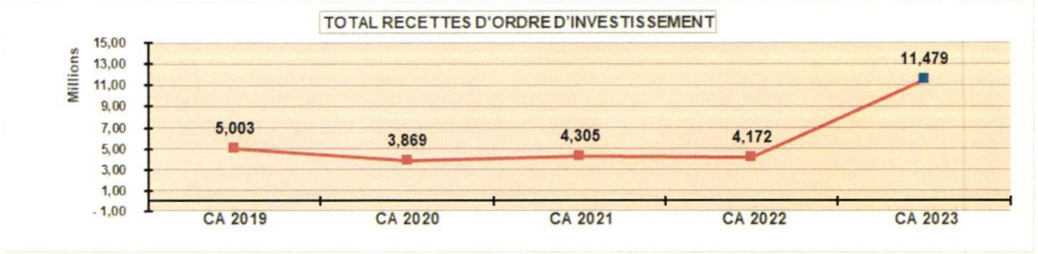
En 2023, ces comptes ont retracé les mouvements liés aux travaux effectués dans le cadre de l'opération sous mandat du Conservatoire du Littoral pour la reconstruction de la Cabane n°53 pour un montant de 69 000 €. Les recettes restant à restes à réaliser pour cette opération, s'élèvent à un montant de 142 620,98 €.

2) LES RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT : 11,479 M€

Les recettes d'ordre d'investissement n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements, ni à décaissements.

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	4 171 788,53	11 478 530,29	-	7 306 741,76	175,1%

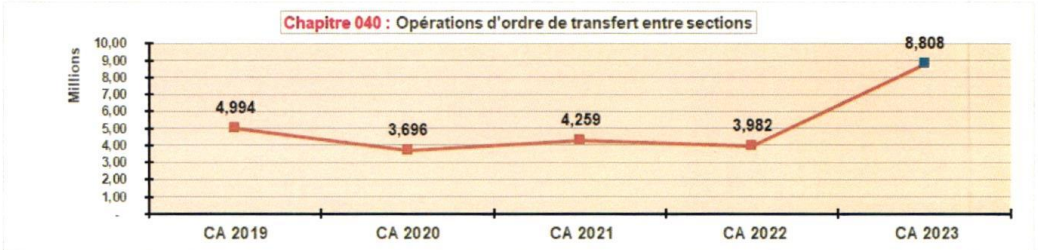
Ces recettes sont composées d'une part de la contrepartie des dépenses d'ordre de fonctionnement d'autre part des recettes patrimoniales figurant au chapitre 041 « opérations patrimoniales ».



Ces dépenses se déclinent comme suit :

a) Le chapitre 040 : les opérations d'ordre de transfert entre sections : 8,807 M€

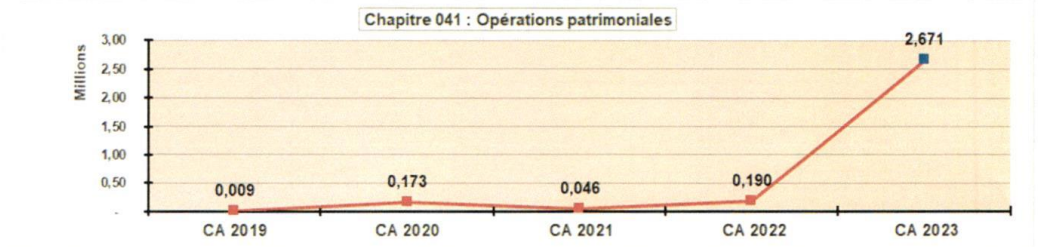
RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 981 746,24	8 807 592,05	-	-277 058,40	-6,5%



Ce chapitre retrace les amortissements des immobilisations (contrepartie du compte 6811), les dotations aux provisions contrepartie des comptes 6875) et les régularisations comptables relatives aux cessions d'immobilisations (Valeur Nette Comptable et plus-values réalisées).

b) Le chapitre 041 : les opérations patrimoniales : 190 042 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	Restes à réaliser au 31/12/2023	Ecarts CA2023-CA2022	Variation
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	190 042,29	2 670 938,24	-	144 043,29	313,1%



Ces recettes sont la contrepartie exacte des dépenses figurant au chapitre 041 « Opérations patrimoniales ». Elles retracent les mouvements comptables liés aux intégrations réalisées en matière de patrimoine communal ainsi que les opérations comptables liées aux avances sur marchés.

III) LES RESULTATS COMPTABLES ET LES RATIOS

a) Les résultats de clôture

L'ensemble de ces mouvements comptables se résument dans les tableaux des résultats ci-dessous

RESULTATS 2023	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
SECTION DE FONCTIONNEMENT	44 561 545,20	51 829 763,96	7 268 218,76
SECTION D'INVESTISSEMENT	21 469 046,07	22 675 783,73	1 206 737,66
TOTAL BUDGET	66 030 591,27	74 505 547,69	8 474 956,42

RESULTATS 2022	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
SECTION DE FONCTIONNEMENT		11 450 278,66	11 450 278,66
SECTION D'INVESTISSEMENT	3 046 519,76		-3 046 519,76
TOTAL BUDGET	3 046 519,76	11 450 278,66	8 403 758,90

RESULTAT CUMULE 2023	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
SECTION DE FONCTIONNEMENT	44 561 545,20	63 280 042,62	18 718 497,42
SECTION D'INVESTISSEMENT	24 515 565,83	22 675 783,73	-1 839 782,10
TOTAL BUDGET	69 077 111,03	85 955 826,35	16 878 715,32

RESTES A REALISER 2023	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00
SECTION D'INVESTISSEMENT	5 302 642,05	223 020,98	-5 079 621,07
TOTAL BUDGET	5 302 642,05	223 020,98	-5 079 621,07

RESULTATS DE CLOTURE AVEC RESTES A REALISER	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
SECTION DE FONCTIONNEMENT	44 561 545,20	63 280 042,62	18 718 497,42
SECTION D'INVESTISSEMENT	29 818 207,88	22 898 804,71	-6 919 403,17
TOTAL BUDGET	74 379 753,08	86 178 847,33	11 799 094,25

Comptablement les résultats de l'exercice budgétaire 2023 font apparaître :

- **un excédent de fonctionnement cumulé de : 18 718 497,42 €,**
- **un solde d'investissement cumulé de : - 1 839 782,10 €,**
- **un solde des restes à réaliser de : - 5 079 621,07 €,**
- **un résultat net de : 11 799 094,25 €.**

Ces résultats sont repris dans le cadre de la délibération d'affectation des résultats.

b) Les épargnes

Les épargnes sont les soldes intermédiaires de gestion qui permettent d'évaluer la santé financière de la collectivité.

1) L'épargne de gestion :

L'épargne de gestion est la différence entre les recettes de gestion figurant aux chapitre 013 « atténuations de charges », 70 « Produits des services et du domaine, 73 « Impôts et taxes », 731 « Fiscalités locales », 74 « Dotation et participations » et 75 « Autres recettes de gestion courante » et les dépenses de gestion figurant aux chapitre 011 « Charges à caractère général », 012 « Charges de personne », 014 « Atténuations de produits », 65 « Autres charges de gestion courante ». Cet indicateur mesure la capacité de financement des dépenses de fonctionnement courante :

	2019	2020	2021	2022	2023
TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE	41 220 183,73	41 258 577,20	41 821 484,24	44 747 270,18	46 789 889,12
TOTAL DEPENSES DE GESTION COURANTE	29 504 710,55	29 527 688,90	30 124 259,80	33 248 115,01	35 172 671,12
EPARGNE DE GESTION COURANTE	**11 715 473,18**	**11 730 888,30**	**11 697 224,44**	**11 499 155,17**	**11 617 218,00**

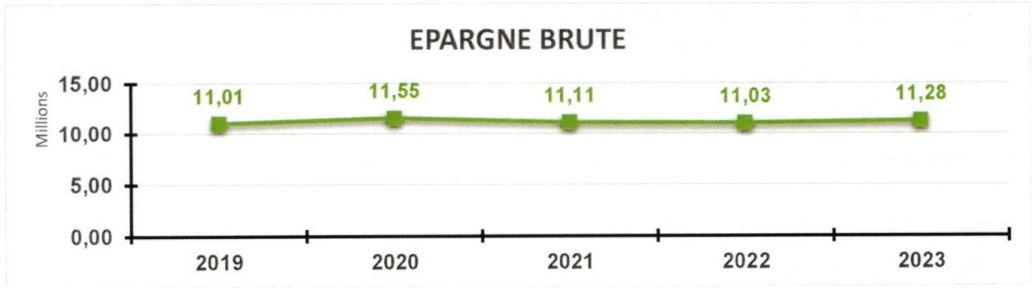


Ainsi que le décrit le tableau ci-dessus et sa représentation graphique, l'épargne de gestion courante est stable sur les 5 dernières années. Les ressources mobilisées permettent de financer les dépenses courantes de fonctionnement sans obérer le remboursement de la dette et notre capacité à investir.

2) L'épargne brute ou la capacité d'autofinancement :

L'épargne brute est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement minorée du produit de cession des immobilisations et les dépenses réelles de fonctionnement telle que le décrit le tableau ci-dessus. Elle intègre les mouvement financiers liés à la dette et les mouvements exceptionnels à l'exception des produits de cessions d'immobilisation. Les écritures relatives aux transferts de résultats de l'EPIC-OT à l'EPIC-Hippocampus ont été neutralisées en 2022 pour disposer d'une lecture toute choses égales par ailleurs.

	2019	2020	2021	2022	2023
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	41 611 363,84	42 062 389,73	42 620 596,29	44 953 019,18	51 656 322,47
neutralisation des produits de cessions	*300 700,00*	*95 103,20*	*682 993,00*	*14 115,00*	*4 626 525,20*
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	30 299 344,22	30 419 555,76	30 824 449,37	35 862 699,49	35 753 953,15
neutralisation opération de transfert EPIC-OT				*1 957 444,59*	
EPARGNE BRUTE définition Finance Active	**11 011 319,62**	**11 547 730,77**	**11 113 153,92**	**11 033 649,28**	**11 275 844,12**



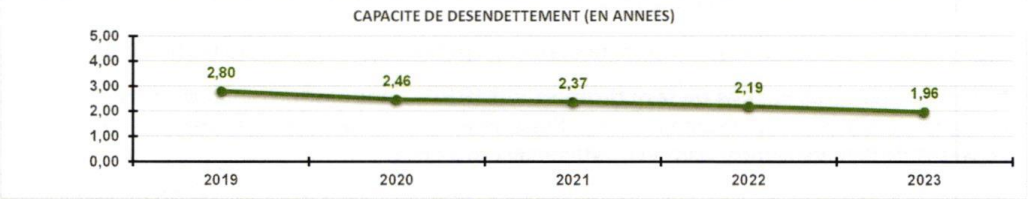
Compte tenu de la neutralisation de ces mouvements exceptionnels, nous avons une stabilité de l'épargne brute sur la période 2019/2023.

Cette épargne brute permet par conséquent de financer la dette et le programme d'investissement engagé dans le cadre du programme pluriannuel d'investissement.

Ce solde permet de calculer la capacité de désendettement de la commune. Ce ratio indique en nombre d'années le temps qu'il faudrait à une collectivité pour rembourser l'intégralité de sa dette si elle y consacrait l'ensemble de son épargne.

	2019	2020	2021	2022	2023
ENCOURS DE DETTE AU 31/12/N	30 877 714,28	28 435 631,16	26 335 392,20	24 195 712,00	22 142 198,00
EPARGNE BRUTE	11 011 319,62	11 547 730,77	11 113 153,92	11 033 649,28	11 275 844,12
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	**2,80**	**2,46**	**2,37**	**2,19**	**1,96**

Compte tenu de la baisse de l'encours, et de la stabilité relative de l'épargne brute la capacité de désendettement de la commune poursuit sa baisse en 2023 ainsi que le décrit le graphique ci-dessous.

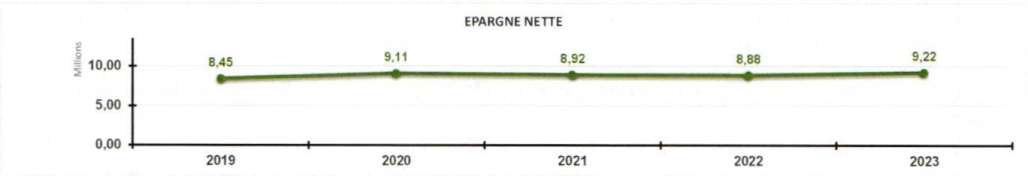


3) L'épargne nette ou autofinancement.

L'épargne nette correspond à l'autofinancement dégagé lorsque l'ensemble des charges d'emprunts sont acquittées. L'épargne nette est donc égale à l'épargne brute minorée des remboursements du capital de la dette.

	2019	2020	2021	2022	2023
EPARGNE BRUTE	11 011 319,62	11 547 730,77	11 113 153,92	11 033 649,28	11 275 844,12
Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées	2 564 118,43	2 442 083,12	2 189 857,96	2 150 622,90	2 051 335,56
EPARGNE NETTE	**8 447 201,19**	**9 105 647,65**	**8 923 295,96**	**8 883 026,38**	**9 224 508,56**

L'épargne nette retranscrit l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement pour financer les dépenses d'équipement nouvelles. Elle fluctue depuis 2020 à un niveau proche de 9 millions d'euros.



Cette épargne nette a donc permis de financer 56% des dépenses d'équipement mandatées au cours de l'exercice 2023 ainsi que le décrit le tableau ci-dessous.

	2019	2020	2021	2022	2023
DEPENSES D'EQUIPEMENT	20 928 277,59	15 613 580,13	16 451 834,09	14 358 029,86	16 388 059,14
EPARGNE NETTE OU AUTOFINANCEMENT	8 447 201,19	9 105 647,65	8 923 295,96	8 883 026,38	9 224 508,56
TAUX D'AUTOFINANCEMENT DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	**40%**	**58%**	**54%**	**62%**	**56%**

c) Les informations financières et les ratios

Les services préfectoraux transmettent chaque année la « fiche DGF ». Ce tableau retranscrit les principales données statistiques, fiscales et financières relatives à la commune de La Teste de Buch.

Le tableau ci-dessous en détaille les principales données :

DONNEES FICHES DGF	2019	2020	2021	2022	2023
Population INSEE	26 525	26 438	26 626	26 546	26 648
Nombre résidences secondaires	3 898	4 104	4 475	4 846	4 946
Population DGF	30 423	30 542	31 101	31 392	31 594
Nombre de logements sociaux	1498	1648	1701	1770	1845
Nombre de résidences principales	16 889	17 319	17 675	18 025	18 276
Potentiel fiscal 4 taxes	32 610 030	34 077 295	34 945 786	34 926 792	38 353 755
Potentiel Financier	35 238 675	36 660 703	37 479 290	37 446 761	40 831 139
Potentiel financier / pop. DGF	1158,29	1200,34	1205,08	1192,88	1292,37
Moyenne nationale Potentiel financier /pop DGF strate 20 000 à 50 000 habitants	1194,88	1215,04	1223,38	1219,53	1270,60

Ces données permettent de compléter l'état « 1 A : Informations générales » du document budgétaire. Cet état reprend les informations statistiques, fiscales et financières et retrace les ratios obligatoires prévus règlementairement.

Ces ratios sont définis comme suit :

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes / population (recettes hors fiscalité reversée).

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement / population : débit des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 455 ou 456 selon les nomenclatures (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul.

Ratio 5 = Dette / population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF / population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

Ratio 7 = Dépenses de personnel / DRF : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette) / RRF : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement / RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette / RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

Le tableau ci-contre reprend les données communales 2019 à 2023 :

RATIOS OBLIGATOIRES	2019	2020	2021	2022	2023	Sparkline
ratio n°1 DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT/POP.INSEE	1 132,88 €	1 141,52 €	1 148,40 €	1 342,10 €	1 340,03 €	
ratio n°2 CONTRIBUTIONS DIRECTES/POP. INSEE	1 073,63 €	1 105,84 €	1 056,70 €	1 110,32 €	1 203,97 €	
ratio n°3 RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT/POP. INSEE	1 568,76 €	1 590,98 €	1 600,71 €	1 693,40 €	1 938,47 €	
ratio n°4 DEPENSES D'EQUIPEMENT/POP. INSEE	790,30 €	590,02 €	616,04 €	527,88 €	585,05 €	
ratio n°5 DETTE/POP. INSEE	1 164,10 €	1 075,56 €	989,09 €	911,46 €	830,91 €	
ratio n°6 DGF/POP. INSEE	114,14 €	111,57 €	110,19 €	108,83 €	108,29 €	
ratio n°7 DEPENSES DE PERSONNEL/DRF A/D	62,9%	63,0%	63,2%	57,3%	58,3%	
ratio n°9 MARGE D'AUTOFINANCEMENT COURANT	78,4%	77,6%	76,9%	84,1%	73,1%	
ratio n°10 DEPENSES BRUTES D'EQUIPEMENT / RRF	50,4%	36,8%	38,4%	31,2%	30,2%	
ratio n°11 ENCOURS DE DETTE / RRF	74,2%	67,6%	61,8%	53,9%	42,9%	

La comparaison avec les dernières données publiées (données 2021) :

RATIOS OBLIGATOIRES	2023	MOYENNE STRATE 20K A 50K 2021	écart LTB sur strate	MOYENNE COMMUNE TOURISTIQUE STRATE 20K A 50K 2021	écart LTB sur strate
ratio n°1 DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT/POP.INSEE	1 340,03 €	1 298,87 €	3%	1 107,00 €	21%
ratio n°2 CONTRIBUTIONS DIRECTES/POP. INSEE	1 203,97 €	718,83 €	67%	777,00 €	55%
ratio n°3 RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT/POP. INSEE	1 938,47 €	1 493,97 €	30%	1 352,00 €	43%
ratio n°4 DEPENSES D'EQUIPEMENT/POP. INSEE	585,05 €	344,43 €	70%	365,00 €	60%
ratio n°5 DETTE/POP. INSEE	830,91 €	1 006,47 €	-17%	1 155,00 €	-28%
ratio n°6 DGF/POP. INSEE	108,29 €	198,40 €	-45%	127,00 €	-15%
ratio n°7 DEPENSES DE PERSONNEL/DRF A/D	58,3%	61,55%	-5%	56,10%	4%
ratio n°9 MARGE D'AUTOFINANCEMENT COURANT	73,1%	93,61%	-22%	90,40%	-19%
ratio n°10 DEPENSES BRUTES D'EQUIPEMENT / RRF	30,2%	23,05%	31%	27,00%	12%
ratio n°11 ENCOURS DE DETTE / RRF	42,9%	67,37%	-36%	85,50%	-50%

Les données moyennes de la strate 20 000 à 50 000 habitants sont consultables sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr.

PARTIE 2 : LES BUDGETS ANNEXES

I LE BUDGET ANNEXE ILE AUX OISEAUX

Le budget annexe Ile aux Oiseaux retrace une compétence optionnelle et particulière de la Ville de La Teste de Buch : la gestion de l'Ile aux Oiseaux, site du Conservatoire du Littoral géré par la Ville depuis 2005.
Afin d'en simplifier l'approche et la lecture nous vous proposons d'aborder le Compte Administratif 2023 sous l'angle de la présentation générale du budget figurant dans les paragraphes II B1 et II B2 du document budgétaire.

A) La section de fonctionnement

1) Les recettes de fonctionnement d'un montant de 156 598,92 € en 2023 (101 229,17 € en 2022) :

D/F	r/o	Chap.	Libellé chapitre	2022	2023	Ecarts	Variation
R	O	042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	297,00	297,00	0,00	0%
	Total O			297,00	297,00	0,00	0%
	R	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	67 303,00	79 802,00	12 499,00	19%
		74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	33 629,17	61 969,23	28 340,06	84%
		75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		530,69	530,69	ns
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	14 000,00	14 000,00	ns
	Total R			100 932,17	156 301,92	55 369,75	55%
Total R				**101 229,17**	**156 598,92**	55 369,75	55%

Ces recettes correspondent :

- aux redevances des Autorisations d'Occupation Temporaire (AOT) attribuées par le Conservatoire du Littoral dans le cadre de conventions tripartites d'occupation des cabanes de l'Ile aux Oiseaux. Ces recettes figurent au chapitre 70 « Produits des services et du domaine » pour un montant de cumulé 2023 de 79 802,00 € (67 303,00 € au 31/12/2022) ;

- aux subventions versées par le Conseil Départemental de la Gironde et l'Agence de l'eau Adour Garonne au titre du plan de gestion de cet espace classé et du financement des postes de gardiens pour un montant total de 61 969,23 € (33 629,17 € en 2022). Ces recettes figurent au chapitre 74 « Dotations et Participations » ;

- à la régularisation des charges constatées (régularisation comptable des rattachements) pour un montant de 530,69 € (0€ en 2022). Ces recettes figurent au chapitre 75 « Autres produits de gestion courante ».

- aux produits de cessions liés à la vente du bateau pour un montant de 14 000,00 €. Cette recette figure au compte 775 « Produit de cessions ».

- aux dotations pour amortissement de subventions transférables qui figurent en dépenses d'ordre au chapitre 042 « opération d'ordre de transfert entre les sections » pour un montant de 297,00 € (montant identique à 2022).

L'excédent de fonctionnement antérieur reporté imputé au compte 002 s'est élevé en 2023 à 96 832,41 € (264 127,99 € en 2022) conformément à la délibération d'affectation des résultats 2023.

2) Les dépenses de fonctionnement d'un montant de 115 162,34 € (76 465,12 € en 2022).

D/F	r/o	Chap.	Libellé chapitre	2022	2023	Ecarts	Variation
D	O	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	ns
		042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	6 991,38	33 917,73	26 926,35	385%
	Total O			6 991,38	33 917,73	26 926,35	385%
	R	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	18 869,31	25 898,34	7 029,03	37%
		012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	50 604,43	55 346,27	4 741,84	9%
		022	DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00	NS
	Total R			69 473,74	81 244,61	11 770,87	17%
Total D				**76 465,12**	**115 162,34**	38 697,22	51%

Ces dépenses se déclinent :

- en charges de personnel (chapitre 012) pour un montant de 55 346,27 € correspondant à 1,25 ETP (50 604,43 € en 2022) ;

- en charges à caractère général (chapitre 011) pour un montant cumulé de 25 898,34€ (18 869,31 € en 2022) ;

- en dotations aux amortissements des immobilisations figurant au chapitre 042 « opérations d'ordre de transfert entre sections » pour un montant de 33 917,73 € (6 991,38 € en 2022).

B) La section d'investissement

1) Les dépenses d'investissement d'un montant cumulé de 213 447,03 €.

D/F	r/o	Chap.	Libellé chapitre	2022	2023	Ecarts	Variation
D	O	040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	297,00	297,00	0,00	0%
	Total O			297,00	297,00	0,00	0%
	R	020	DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00	ns
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	121 135,69	213 150,03	92 014,34	76%
	Total R			121 135,69	213 150,03	92 014,34	76%
Total D				**121 432,69**	**213 447,03**	**92 014,34**	**76%**

Ces dépenses correspondent :

- aux dépenses d'équipement figurant au chapitre 21 « Immobilisations corporelles » pour un montant de cumulé de 213 150,03 €. Ces dépenses correspondent aux travaux de restauration de la cabane n°21.

- aux dépenses d'ordre figurant au chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » pour un montant de 297,00 € correspondent aux amortissements des subventions transférables (Cf. chapitre 042 en recettes).

Les dépenses en restes à réaliser au 31/12/2023 s'élèvent à 15 936,02 € et correspondent aux travaux engagés pour la cabane de gestion n°21.

2) Les recettes d'investissement d'un montant cumulé de 265 330,19 €.

D/F	r/o	Chap.	Libellé chapitre	2022	2023	Ecarts	Variation
R	O	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	ns
		040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	6 991,38	33 917,73	26 926,35	385%
	Total O			6 991,38	33 917,73	26 926,35	385%
	R	024	PRODUITS DES CESSIONS	0,00	0,00	0,00	ns
		10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	1 964,21	211 412,46	209 448,25	10663%
		13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0,00	20 000,00	20 000,00	ns
	Total R			1 964,21	231 412,46	229 448,25	11681%
Total R				**8 955,59**	**265 330,19**	**256 374,60**	**2863%**

Ces recettes se décomposent :

- en dotations pour un montant cumulé de 211 412,46 € correspondant au Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) perçu au titre des dépenses d'équipement acquittées sur l'exercice 2022 pour un montant total de 19 352,83 € et aux excédents de fonctionnement capitalisés (1068) pour un montant de 192 059,63 €. Ces recettes figurent au chapitre 10 « Dotations, Fonds divers et réserves ».

- en subventions d'investissement pour un montant de 20 000 € correspondant à un acompte de 50% de la subvention de la Région Nouvelle Aquitaine perçu au titre de la restauration de la cabane de travail n°21. Cette recette figure au chapitre 13 « Subventions d'investissement ».

- en recettes d'ordre de fonctionnement pour un montant cumulé de 33 917,73 €. Cette recette figure au chapitre 040 « Opérations d'ordre de transferts entre les sections » et se décompose en amortissements des immobilisations acquises antérieurement pour un montant de 20 789,71 € et en plus-values sur cessions d'immobilisations pour un montant de 13 128,02 €.

Suite à la délibération d'affectation des résultats de l'exercice 2022, le Conseil municipal avait intégré ces données comme suit :

- un excédent de fonctionnement d'un montant de 96 832,41 €. Cette recette a été imputée au chapitre 002 « résultats de fonctionnement reporté »,
- un déficit d'investissement reporté d'un montant de 20 219,06 €. Cette dépense a été imputée au chapitre 001 « résultat d'investissement reporté.

C) Les résultats 2023 :

L'ensemble de ces mouvements comptables se résument dans les tableaux des résultats ci-après :

RESULTATS 2023	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
FONCTIONNEMENT 2023	115 162,34	156 598,92	41 436,58
INVESTISSEMENT 2023	213 447,03	265 330,19	51 883,16
TOTAL BUDGET	**328 609,37**	**421 929,11**	**93 319,74**

RESULTATS 2022	DEPENSES	RECETTES	SOLDES
SOLDE FONCTIONNEMENT REPORTE 2022		96 832,41	96 832,41
SOLDE INVESTISSEMENT REPORTE 2022	20 219,06		-20 219,06
TOTAL BUDGET	**20 219,06**	**96 832,41**	**76 613,35**

RESULTAT CUMULE 2023	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
FONCTIONNEMENT CUMULE 2023	115 162,34	253 431,33	138 268,99
INVESTISSEMENT CUMULE 2023	233 666,09	265 330,19	31 664,10
TOTAL BUDGET	**348 828,43**	**518 761,52**	**169 933,09**

RESTES A REALISER 2023	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
RESTES A REALISER FONCTIONNEMENT	-	-	-
RESTES A REALISER INVESTISSEMENT	15 936,02	30 878,00	14 941,98
TOTAL BUDGET	**15 936,02**	**30 878,00**	**14 941,98**

RESULTATS DE CLOTURE AVEC RESTES A REALISER	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
FONCTIONNEMENT CLOTURE	115 162,34	253 431,33	138 268,99
INVESTISSEMENT CLOTURE	249 602,11	296 208,19	46 606,08
TOTAL BUDGET	**364 764,45**	**549 639,52**	**184 875,07**

Comptablement les résultats de l'exercice budgétaire 2023 font apparaître :

- un excédent de fonctionnement cumulé de : 138 268,99 €,
- un solde d'investissement cumulé de : 31 664,10 €,
- un solde des restes à réaliser de : 14 941,98 €,
- un résultat net de : 184 875,07 €.

Ces résultats sont repris dans le cadre de la délibération d'affectation des résultats.

I LE BUDGET ANNEXE POLE NAUTIQUE

Le budget annexe Pôle Nautique retrace une compétence optionnelle et particulière de la Ville de La Teste de Buch : la gestion de la Halte Nautique de Cazaux et la gestion des corps morts.
Ce service public industriel et commercial (SPIC) est géré HT dans le cadre de la nomenclature budgétaire et comptable M4.
Afin d'en simplifier l'approche et la lecture nous vous proposons d'aborder le Compte Administratif 2023 sous l'angle de la présentation générale du budget figurant dans les paragraphes II B1 et II B2 du document budgétaire.

A) La section de fonctionnement

1) Les recettes de fonctionnement d'un montant de 156 598,92 € en 2023 (101 229,17 € en 2022) :

d/r	o/r	Chapitre	Libellé chapitre	2022	2023	Ecarts	Variation
r	o	042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	2 501,00	5 952,00	3 451,00	138%
	Total o			2 501,00	5 952,00	3 451,00	138%
	r	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	559 839,17	591 767,51	31 928,34	6%
		75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		1,75	1,75	ns
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		771,00	771,00	ns
	Total r			559 839,17	592 540,26	32 701,09	6%
Total r				**562 340,17**	**598 492,26**	36 152,09	6%

Ces recettes correspondent :

- aux produits des usagers de ces services publics pour un montant de 591 767,51 €. Ces recettes figurent au chapitre 70 « Produits des services et du domaine » et correspondent :
  - Aux produits liés aux postes de mouillage des corps morts pour un montant 2023 de 398 405,65€ € (370 726,67 € en 2022) ;
  - Aux produits liés aux postes de mouillage de la Halte nautique de Cazaux pour un montant 2023 de 193 361,86 € (189 112,50 € en 2022).

- aux autres produits de gestion courantes pour un montant de 1,75€ correspondant à la régularisation des arrondis de TVA. Cette recette figure au chapitre 75 « Autres produits de gestion courante ».

- aux produits de cessions d'immobilisation pour un montant de 771 € correspondant au produit de la vente d'un tondeuse autoportée obsolète. Cette recette figure au chapitre 77 « produits exceptionnels ».

- aux recettes d'ordre relatives à l'amortissement des subventions d'équipement perçues antérieurement pour un montant de 5 952,00 €. Cette recette figurant au chapitre 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections » est en hausse en raison de l'accroissement des financements perçus sur ce budget annexe.

L'excédent de fonctionnement antérieur reporté imputé au compte 002 s'est élevé en 2023 à 191 448,17 € (130 514,62 € en 2022) conformément à la délibération d'affectation des résultats 2023.

2) Les dépenses de fonctionnement d'un montant de 553 899,02 € (501 406,62 € en 2022).

d/r	o/r	Chapitre	Libellé chapitre	2022	2023	Ecarts	Variation
d	o	042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	40 471,65	51 458,17	10 986,52	27%
	Total o			40 471,65	51 458,17	10 986,52	27%
	r	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	340 654,24	371 400,58	30 746,34	9%
		012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	119 694,72	130 740,48	11 045,76	9%
		65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,85		- 0,85	-100%
		66	CHARGES FINANCIERES	585,16	299,79	- 285,37	-49%
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-		-	ns
	Total r			460 934,97	502 440,85	41 505,88	9%
Total d				**501 406,62**	**553 899,02**	52 492,40	10%

Ces dépenses se déclinent :

- en charges à caractère général (chapitre 011) pour un montant cumulé de 371 400,58 € (340 654,24 € en 2022) ;
- en charges de personnel (chapitre 012) pour un montant de 130 740,48 € correspondant à 4 agents (119 964,72 € en 2022) ;

- en charges financières pour un montant de 299,79 € (585,16 € en 2022) correspondant aux intérêts du prêt souscrit en 2008. Ces charges figurent au chapitre 66 « Charges financières ».

- en dotations aux amortissements des immobilisations figurant au chapitre 042 « opérations d'ordre de transfert entre sections » pour un montant de 51 458,17 € (40 471,65 € en 2022).

B) La section d'investissement

1) Les dépenses d'investissement d'un montant cumulé de 245 484,37 €.

d/r	o/r	Chapitre	Libellé chapitre	2022	2023	Ecarts	Variation
d	o	040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	2 501,00	5 952,00	3 451,00	138%
		041	OPERATIONS PATRIMONIALES	2 400,00		- 2 400,00	-100%
	Total o			4 901,00	5 952,00	1 051,00	21%
	r	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	5 420,00	6 236,49	816,49	15%
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	62 530,10	233 295,88	170 765,78	273%
	Total r			67 950,10	239 532,37	171 582,27	253%
Total d				**72 851,10**	**245 484,37**	172 633,27	237%

Ces dépenses correspondent :

- aux dépenses d'équipement figurant au chapitre 21 « Immobilisations corporelles » pour un montant de cumulé de 233 295,88 €. Ces dépenses correspondent à l'acquisition de la dernière tranche de pontons bi-pentes et à l'acquisition des flotteurs des pontons de la halte nautique.
- Au remboursement du capital de la dette souscrite en 2009 pour un montant de 6 236,49 € (5420,00€ en 2022) correspondant à la dernière annuité de ce prêt.

- aux dépenses d'ordre figurant au chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » pour un montant de 5 952,00 € correspondent aux amortissements des subventions transférables (Cf. chapitre 042 en recettes).

Les dépenses en restes à réaliser au 31/12/2023 s'élèvent à 13 706,16 € et correspondent à l'acquisition de défenses pour les corps morts.

2) Les recettes d'investissement d'un montant cumulé de 101 495,17 €.

d/r	o/r	Chapitre	Libellé chapitre	2022	2023	Ecarts	Variation
r	o	040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	40 471,65	51 458,17	10 986,52	27%
		041	OPERATIONS PATRIMONIALES	2 400,00		- 2 400,00	-100%
	Total o			42 871,65	51 458,17	8 586,52	20%
	r	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	82 485,00	50 037,00	- 32 448,00	-39%
	Total r			82 485,00	50 037,00	- 32 448,00	-39%
Total r				**125 356,65**	**101 495,17**	- 23 861,48	-19%

Ces recettes se décomposent :

- en subventions d'investissement pour un montant de 50 037 € (82 485,00€ en 2022) correspondant au solde de la subvention de l'Office National de la Biodiversité perçu au titre de l'acquisition de pontons innovants. Cette recette figure au chapitre 13 « Subventions d'investissement ».

- en recettes d'ordre de fonctionnement pour un montant cumulé de 51 458,17 €. Cette recette figure au chapitre 040 « Opérations d'ordre de transferts entre les sections » et correspond aux amortissements des immobilisations acquises antérieurement.

Suite à la délibération d'affectation des résultats de l'exercice 2022, le Conseil municipal avait intégré ces données comme suit :

- un excédent de fonctionnement d'un montant de 191 448,17 €. Cette recette a été imputée au chapitre 002 « résultats de fonctionnement reporté »,
- un excédent d'investissement reporté d'un montant de 210 988,58 €. Cette recette a été imputée au chapitre 001 « résultat d'investissement reporté.

D) Les résultats 2023 :

L'ensemble de ces mouvements comptables se résument dans les tableaux des résultats ci-après :

RESULTATS 2023	DEPENSES	RECETTES	SOLDES
FONCTIONNEMENT 2023	553 899,02	598 492,26	44 593,24
INVESTISSEMENT 2023	245 484,37	101 495,17	-143 989,20
TOTAL BUDGET	**799 383,39**	**699 987,43**	**-99 395,96**
RESULTATS 2022			
SOLDE FONCTIONNEMENT REPORTE 2022		191 448,17	191 448,17
SOLDE INVESTISSEMENT REPORTE 2022	0,00	210 988,58	210 988,58
TOTAL BUDGET	**0,00**	**402 436,75**	**402 436,75**
RESULTAT CUMULE 2023			
FONCTIONNEMENT CUMULE 2023	553 899,02	789 940,43	236 041,41
INVESTISSEMENT CUMULE 2023	245 484,37	312 483,75	66 999,38
TOTAL BUDGET	**799 383,39**	**1 102 424,18**	**303 040,79**
RESTES A REALISER 2023			
RESTES A REALISER FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00
RESTES A REALISER INVESTISSEMENT	13 706,16	0,00	-13 706,16
TOTAL BUDGET	**13 706,16**	**0,00**	**-13 706,16**
RESULTATS DE CLOTURE AVEC RESTES A REALISER			
FONCTIONNEMENT CLOTURE	553 899,02	789 940,43	236 041,41
INVESTISSEMENT CLOTURE	259 190,53	312 483,75	53 293,22
TOTAL BUDGET	**813 089,55**	**1 102 424,18**	**289 334,63**

Comptablement les résultats de l'exercice budgétaire 2023 font apparaître :

- **un excédent de fonctionnement cumulé de : 236 041,41 €,**
- **un solde d'investissement cumulé de : 66 999,38 €,**
- **un solde des restes à réaliser de : - 13 706,16 €,**
- **un résultat net de : 289 334,63 €.**

Ces résultats sont repris dans le cadre de la délibération d'affectation des résultats.

Conclusion générale :

Dans un contexte marqué par la montée des tensions sur le plan international et par ses conséquences en matière économique tant au niveau de l'inflation que de la politique monétaire des banques centrales, la ville de La Teste de Buch a su maintenir le cap fixé à savoir :

- **Le maintien des taux de fiscalité à leur niveau 2021,** permettant à la fois d'avoir le taux d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties le plus bas des communes de sa strate en Gironde, et d'avoir restitué plus de 8,5 M€ de pouvoir d'achat aux contribuables testerins,

- **La poursuite son programme de modernisation de ses équipements** à travers la montée en puissance de son Programme Pluriannuel d'Investissement, avec un niveau de dépenses d'équipement significativement supérieur aux ratios des communes de sa strate démographique,

- **La maîtrise de l'endettement de la commune** avec un ratio de désendettement inférieur à 2 ans et une dette par habitant inférieur de près de 20% à l'endettement des communes de la strate de 20 000 à 50 000 habitants,

- **Le développement de l'attractivité** et la redynamisation de la commune par la mobilisation de l'EPIC-HIPPOCAMPUS.

- **Le lancement d'une démarche de certification Lucien 26000 relative à la Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO)** de l'ensemble des services municipaux.

En résumé, une qualité de vie préservée.

Monsieur le Maire :

M Boudigue a tout dit, nous pouvons passer aux interventions

Madame DELMAS :

En préambule nous vous remercions pour la qualité du rapport présenté extrêmement complet, détaillé et du travail accompli.

Avec les comparatifs des exercices passés de 2019 à 2023, et malgré des contextes différents, sa lecture nous conduit à constater sur les 5 dernières années une structure budgétaire sensiblement identique sur les années considérées.

Un niveau de résultats élevé, une stabilité de l'épargne de gestion avoisinant 11, 5 m€ et d'un autofinancement net proche de 9 m€. Les ratios comparés à la moyenne des communes de même strate sont globalement bons excepté les dépenses de fonctionnement par habitant.

En effet, on constate un décrochage à partir de 2021 avec une forte augmentation des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses de gestion courante hors charges financières et exceptionnelles augmentent de 16,2% soit + 5 M€ en 2 ans (10,4 % en 2022 et + 5,8% en 2023)

Notamment les charges à caractère général avec + 19,7 % par rapport au CA 2021 sur les 2 dernières années, puisque le décrochage est à partir de 2021 soit + 1,3 M€ , certaines dépenses d'honoraires (180 ke), frais de publication, relations publiques 214 k€ + 26 % . Les charges de personnel représentent 20, 823 M€ et ont progressé depuis 2021 pour le même effectif de +7,71 %

On note également l'évolution des pénalités SRU 521 698 € pour 2023, contre 429 000 € en 2022 et 0 en 2021 traduisant l'absence d'action de la municipalité en faveur du logement social pouvant minorer ces charges. On peut minorer les pénalités SRU quand on verse une subvention ou quand on donne du foncier, quand on réalise une moins-value sur du foncier ou de la charge foncière ça vient impacter à la baisse les pénalités SRU, pour 2024 vous versez une subvention de 130 000€, vous vous êtes rendu compte qu'elle n'arrête pas d'augmenter donc….

A une certaine époque M le Maire vous nous reprochiez de vendre pas cher et on vous expliquait que ça venait minorer les pénalités SRU.

En revanche la subvention allouée au CCAS a été augmentée de 250 K€ pour 2023 c'est bien !.

Les recettes de gestion courante quant à elles évoluent de + 4, 6 % SOIT + 2 M€ comparé à 2022.

La fiscalité locale augmente de 1, 1 M€/ 2022 et + 3,5 M€ /2021 soit plus de 10 % en 2 ans.

En conséquence, on observe que le dynamisme de la fiscalité locale bénéficie toujours à la commune malgré une baisse proche de 30 % des droits de mutation qui se situent à 3,9 M€ contre 5, 5 M€ en 2022, retour au niveau de 2019.

L'exercice 2023 enregistre des cessions foncières pour un montant de 4,5 M€, vente de CAP de MOUNT pour 2,844 M€ et du stade de Cazaux pour 1,5 M€ expliquant le non recours à l'emprunt sur l'exercice.

On constate donc une tendance déjà observée d'une progression des dépenses plus rapide que celles des recettes.

En ce qui concerne l'investissement, les dépenses réelles et plus précisément les dépenses d'équipement de la commune ont progressé par rapport à 2022 qui enregistrait le niveau le plus bas depuis 2019. Parallèlement à cette montée en charge des dépenses d'équipement, les restes à réaliser augmentent aussi et s'établissent pour l'exercice à 5,3 M€.

Quant aux recettes, il est à souligner la progression des amendes de police 350 K€ pour 2023 à comparer au niveau de 2021 de 150 K€, la subvention FEDER, enfin, pour la digue JONHSTON 328 K€, travaux réalisés en 2017 et le FCTVA de 1 ,9 M€ sur la base des dépenses d'équipement de l'année précédente est en diminution et n'a cessé de baisser depuis 2021 (3,4 M€) traduisant le ralentissement des dépenses d'investissement

En conclusion, une situation financière satisfaisante, héritage, rappelons-le, d'une réserve confortable de 10 M€, et soutenue par une manne fiscale en constante progression.

Des cessions de patrimoine venant compenser le non-recours à l'emprunt pour des investissements de l'exercice.

Enfin, la marque Patrick DAVET, un train de vie de la Commune élevé traduit dans des dépenses de fonctionnement qui évoluent sur un rythme supérieur aux recettes, tendance qu'il sera difficile d'enrayer et préjudiciable à terme aux capacités financières futures d'investissements de la Commune.

Monsieur le Maire :

En 2021 vous nous promettiez la foudre, moi je suis basique dans les chiffres on a baissé les impôts en 2021 et on ne les a pas réaugmentés depuis, on n'a pas emprunté et on investit comme jamais et on a 11 millions en caisse, moi je dis bravo.

Madame DELMAS :

Vous ne regardez pas l'historique mais on a déjà investi beaucoup plus, en 2019 20 millions

Monsieur le Maire :

Avec une réalisation à 49% de taux de réalisation, soyez heureux on a pris la ville, aujourd'hui vous dites-nous l'avoir donnée en bon état, maintenant elle est en très bon état.

Monsieur BOUDIGUE

Je souhaite répondre à Mme Delmas, nous allons comparer des choses comparables, si je regarde vos investissements de 2014 à 2017 comparé de 2020 à 2023 vous aviez réalisé 59 854 000€ d'investissement, sur la même période de 4 ans nous en avons réalisé 63 162 000€. Vous aviez emprunté 20 millions nous on a emprunté 0, vous aviez vendu 13 700 000 de produits de cession nous on en a fait 5 400 000€, franchement je pense que le résultat est en notre faveur. Et les 8 ,5 millions de rendu aux testerins

Monsieur le Maire :

Ne pas oublier que cet hôtel de ville a été fait en PPP alors qu'il n'est pas rentré dans l'investissement et il serait rentré aussi dans l'endettement.

Nous passons au vote

Désignation de Monsieur SAGNES, 1er adjoint, pour présider le vote du compte administratif 2023 du budget principal, du budget annexe Ile aux Oiseaux et du budget annexe du Pôle nautique

Retrait de M. Le Maire pendant le vote.

Budget principal

Oppositions : M. DUCASSE – Mme MONTEIL-MACARD par procuration – Mme PHILIP par procuration – Mme DELMAS – M. MAISONNAVE – Mme PETAS par procuration

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à la majorité.

Budget annexe Ile aux oiseaux :

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité.

Budget annexe Pôle Nautique :

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité.

Rapporteur : M. DUFAILLY **DEL2024-04-158**

AFFECTATION DES RESULTATS 2023
Budget principal, budget annexe Pôle nautique et budget annexe Île aux Oiseaux

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1612-1 à L1616-20 et L 2311-1 à L 2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux,
Vu les instructions budgétaires et comptables M57 et M4,
Vu les Comptes de Gestion 2023 du budget principal, du budget annexe Pôle nautique et du budget annexe Île aux Oiseaux adopté par délibération 2024-04-XXX le 11 avril 2024,
Vu les Comptes Administratifs 2023 du budget principal, du budget annexe Pôle nautique et du budget annexe Île aux Oiseaux adopté par délibération 2024-04-XXX le 11 avril 2024,

Mes chers collègues,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'affectation des résultats de fonctionnement constatés aux Comptes de Gestion 2023 et aux Comptes Administratifs 2023 pour le budget principal, le budget annexe Pôle nautique et le budget annexe Île aux Oiseaux,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, service à la population du 04 avril 2024, de bien vouloir :

BUDGET PRINCIPAL

- DECIDER l'affectation du résultat de fonctionnement du budget principal constaté au compte administratif 2023 de la manière suivante :

Report du Résultat de fonctionnent 2022 :	11 450 278,66 €
Résultat d'exécution de fonctionnement 2023 :	7 268 218,76 €
Résultat de fonctionnement 2023 à affecter :	18 718 497,42 €

Couverture des besoins de financement de la section d'investissement : **6 919 403,17 €**
à **l'article 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés »**

Solde de l'excédent de fonctionnement 2023 **11 799 094,25 €**
à **l'article 002 « Résultat de fonctionnement reporté »**

- REPORTER le solde cumulé d'investissement d'un montant de **1 839 782,10 €** en dépenses d'investissement à **l'article 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement ».**

BUDGET ANNEXE PÔLE NAUTIQUE

- DECIDER l'affectation du résultat de fonctionnement du budget annexe Pôle Nautique constaté au compte administratif 2023 de la manière suivante :

Report du Résultat de fonctionnent 2022 :	191 448,17 €
Résultat d'exécution de fonctionnement 2023 :	44 593,24 €
Résultat de fonctionnement 2023 à affecter :	236 041,41 €

Couverture des besoins de financement de la section d'investissement : **0,00 €**
à l'article 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés »

Solde de l'excédent de fonctionnement 2023 : **236 041,41 €**
à l'article 002 « Résultat de fonctionnement reporté »

- REPORTER le solde cumulé d'investissement d'un montant de **66 999,38 €** en recettes d'investissement à **l'article 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement ».**

BUDGET ANNEXE ÎLE AUX OISEAUX

- DECIDER l'affectation du résultat de fonctionnement du budget annexe Île aux Oiseaux constaté au compte administratif 2023 de la manière suivante :

Report du Résultat de fonctionnent 2022 :	96 832,41 €
Résultat d'exécution de fonctionnement 2023 :	41 436,58 €
Résultat de fonctionnement 2023 à affecter :	*138 268,99 €*

Couverture des besoins de financement de la section d'investissement : **0,00 €**
à **l'article 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés »**

Solde de l'excédent de fonctionnement 2023 **138 268,99 €**
à **l'article 002 « Résultat de fonctionnement reporté »**

- REPORTER le solde cumulé d'investissement d'un montant de **31 664,10 €** en recettes d'investissement à **l'article 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement ».**

- OUVRIR au budget principal, au budget annexe Pôle nautique, au budget annexe Île aux Oiseaux de la Ville par budgets supplémentaires respectifs, les crédits nécessaires à la réalisation de la reprise des résultats du budget principal, budget annexe Pôle nautique et budget annexe Île aux Oiseaux.

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération et actes y afférents.

AFFECTATION DES RESULTATS 2023
BUDGET PRINCIPAL, BUDGET ANNEXE PÔLE NAUTIQUE
ET BUDGET ANNEXE ÎLE AUX OISEAUX :

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Les instructions budgétaires et comptables M57 (budget principal et budget annexe Île aux oiseaux) et M4 (budget annexe Pôle nautique) applicables aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux prévoient, après l'approbation du Compte Administratif par le Conseil Municipal, un dispositif spécifique d'affectation budgétaire en section d'investissement de la totalité ou d'une partie du résultat de fonctionnement de l'exercice précédent.

Les résultats de la section de fonctionnement sont, conformément aux instructions comptables et budgétaires M57 et M14, affectés en priorité à la couverture au solde déficitaire de la section d'investissement et besoin de financement dégagé par la section d'investissement compte tenu des restes à réaliser.

L'affectation s'avère possible dès lors que le résultat de fonctionnement de clôture est excédentaire.

BUDGET PRINCIPAL

Le Compte Administratif 2023 du budget principal présenté précédemment, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

Budget principal

- un excédent cumulé de fonctionnement de **18 718 497,42 €**
- un solde cumulé d'investissement de **- 1 839 782,10 €**
- un solde de restes à réaliser de **- 5 079 621,07 €**

Au regard de ces données comptables et du montant des restes à réaliser en dépenses d'investissement, il est proposé de décider de l'affectation du résultat de la section de fonctionnement à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement et, le cas échéant, pour le solde, en excédent de fonctionnement reporté.

Compte tenu de ces décisions, la reprise des résultats 2023 se déclinera comme suit :

- PROCEDER à la couverture des besoins de financement de la section d'investissement pour un montant de **6 919 403,17 €** imputé à l'article **1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés »** du résultat de la section de fonctionnement au 31 décembre 2023,

- AFFECTER le solde de l'excédent de fonctionnement constaté au CA 2022, soit **11 799 094,25 €** en recettes à l'article **002 « Résultat de fonctionnement reporté ».**

- REPORTER le solde cumulé d'investissement d'un montant de **1 839 782,10 €** en dépenses à l'article **001 « Solde d'exécution de la section d'investissement »**.

BUDGET ANNEXE PÔLE NAUTIQUE

Le Compte Administratif 2023 du budget annexe Pôle Nautique présenté précédemment, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

- un excédent cumulé de fonctionnement de **236 041,41 €**
- un solde cumulé d'investissement de **66 999,38 €**
- un solde de restes à réaliser de **- 13 706,16 €**

Au regard de ces données comptables et du montant des restes à réaliser en dépenses d'investissement, il est proposé de décider de l'affectation du résultat de la section de d'investissement à la couverture du besoin de financement des restes à réaliser puis le solde en excédent d'investissement pour la section d'investissement et l'excédent de fonctionnement en excédent de fonctionnement reporté.

Compte tenu de cette décision, la reprise des résultats 2023 se déclinera comme suit :

- PROCEDER à l'affectation du résultat de la section de fonctionnement au 31 décembre 2023, soit **236 041,41 €** en excédent de fonctionnement reporté en recette à l'article **002 « Résultat de fonctionnement reporté ».**

- REPORTER le solde cumulé d'investissement d'un montant de **66 999,38 €** en recettes à l'article **001 « Solde d'exécution de la section d'investissement ».**

BUDGET ANNEXE ÎLE AUX OISEAUX

Le Compte Administratif 2023 du budget annexe Île aux Oiseaux présenté précédemment, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

Budget annexe Ile aux Oiseaux

- un excédent cumulé de fonctionnement de **138 268,99 €**
- un solde cumulé d'investissement de **31 664,10 €**
- un solde de restes à réaliser de **14 941,98 €**

Au regard de ces données comptables et du montant des restes à réaliser en dépenses et en recettes d'investissement, il est proposé de décider de l'affectation du résultat de la section d'investissement en excédent de fonctionnement reporté et le résultat de la section de fonctionnement en excédent de fonctionnement reporté.

Compte tenu de cette décision, la reprise des résultats 2023 se déclinera comme suit :

- AFFECTER le solde de l'excédent de fonctionnement constaté au CA 2023, soit **138 268,99 €** en recettes à l'article **002 « Résultat de fonctionnement reporté ».**

- REPORTER le solde cumulé d'investissement d'un montant de **31 664,10 €** en recettes à l'article **001 « Solde d'exécution de la section d'investissement ».**

Monsieur le Maire :
Merci M Dufailly, des interventions ? nous passons au vote

Budget principal

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité

Budget annexe Ile aux oiseaux :

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité.

Budget annexe Pôle Nautique :

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité.

Rapporteur : M. SAGNES **DEL2024-04-159**

FIXATION des TAUX D'IMPOSITION ANNÉE 2024

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles 1379, 1407 et suivants et 1636B sexies relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition,
Vu le rapport d'orientation budgétaire présenté le 15 novembre 2023,
Vu le Budget Primitif 2024 adopté le 13 décembre 2023,
Vu l'état 1259COM du 13 mars 2024, notifié le 15 mars 2024,

Considérant que les taux 2023 des taxes ménages étaient les suivants :
- Pour la taxe foncière sur les propriétés bâties : 36,20 %
- Pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties : 53,19 %
- Pour la taxe d'habitation : 22,38%

Considérant qu'il convient de voter les taux de la taxe foncière bâtie, de la taxe foncière non bâtie et de la taxe d'habitation,

Considérant qu'au terme du Débat d'Orientations Budgétaires 2024 et au vu du Budget Primitif 2024, il a été proposé de maintenir les taux d'imposition au niveau adopté antérieurement,

Considérant que le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties est devenu le taux pivot en matière de règles de lien entre les taux suite à la réforme de la taxe d'habitation ;

Considérant que l'état fiscal 1259 COM fixe le montant des bases estimatives 2024 comme suit :

Etat 1259 COM	Bases d'imposition effectives en 2023	Bases estimatives 2024	Variation des bases estimatives	dont variation législative
Taxe foncière bâtie (TFPB)	64 313 495 €	67 263 000 €	4,59%	3,90%
Taxe foncière non bâties (TFPNB)	499 568 €	506 300 €	1,35%	3,90%
Taxe d'habitation (TH)	24 567 679 €	24 180 000 €	-1,58%	3,90%

Considérant les taux de référence 2024, il en découle un produit de référence (à taux constant) de **30 029 991** euros.

Etat 1259 COM	Bases estimatives 2024	Taux de référence 2024	Produit de référence 2024
Taxe foncière bâtie (TFPB)	67 263 000 €	36,20%	24 349 206 €
Taxe foncière non bâties (TFPNB)	506 300 €	53,19%	269 301 €
Taxe d'habitation (TH)	24 180 000 €	22,38%	5 411 484 €
TOTAL PRODUIT DE REFERENCE			30 029 991 €

Considérant que l'état fiscal 1259 COM notifie la base d'imposition prévisionnelle pour la majoration de la taxe d'habitation en rappelant le taux de référence 2024 de 22,38%, le taux de majoration voté pour 2024 de 35% ainsi que la formule de calcul de cette majoration qui se décline comme suit : majoration attendue = base estimative MTHS x taux de référence TH x taux de majoration voté,

Etat 1259 COM	Bases estimatives 2024	Taux de référence 2024	Taux de majoration voté 2024	Produit de référence 2024
Majoration de taxe d'habitation (MTHS)	22 073 000 €	22,38%	35,00%	1 728 978 €

Considérant que l'état 1259 COM notifie les ressources fiscales indépendantes des taux pour l'exercice 2024,

Etat 1259 COM	Produit 2024 attendu
Allocations compensatrices	304 512 €
Versement effet coefficient correcteur	3 077 164 €
Total ressources fiscales indépendantes du vote des taux	3 381 676 €

Considérant que la totalisation des ressources fiscales prévisionnelles pour 2024 à taux constant (hors majoration de la taxe d'habitation) s'établit à un montant de 33 411 667 €,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, services à la population du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- **VOTER** les taux d'imposition, pour 2024, comme suit :

  - Taxe foncière sur les propriétés bâties **:** **36,20 %**
  - Taxe foncière sur les propriétés non bâties : **53,19 %**
  - Taxe d'habitation : **22,38 %**

- **CHARGER** Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités y afférentes.

FIXATION des TAUX D'IMPOSITION
ANNÉE 2024
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La fixation des taux d'imposition s'inscrit, depuis la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales en 2021, dans un cadre rénové.
Celui-ci a fortement modifié le paysage fiscal local en mettant la taxe foncière sur les propriétés bâties au centre du dispositif.
Ainsi en 2023, au vu de l'état fiscal 1288, la taxe foncière collectée sur la commune au profit de la commune (hors rôles supplémentaires) s'est élevé à 26 283 104 € représentant 82,0% du produit des contributions directes de la commune. La taxe d'habitation collectée sur la commune au profit de la commune s'est élevée à 5 498 226 € représentant 17,2 % du produit des contributions directes et la taxe foncière sur les propriétés non bâties s'est élevé à 265 720€ représentant 0,8% de ce même produit.
Cette nouvelle pondération s'est faite :

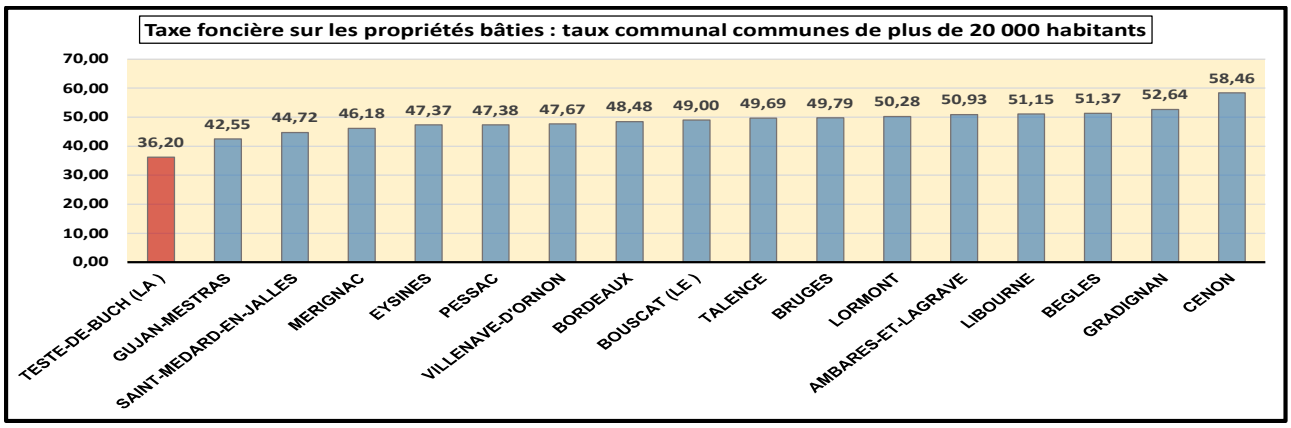
a) **Dans un contexte macroéconomique national marqué par de fortes tensions inflationnistes.**

Or la revalorisation des bases fiscales locales est fixée par le Parlement depuis 2018 au vu de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) du mois de novembre de l'année précédente. Il en a découlé un niveau de revalorisation des valeurs locatives sans précédent depuis plus de 25 ans :

REVALORISATION LEGISLATIVE DES BASES	2021	2022	2023	2024
Taxe d'Habitation	0,20%	3,40%	7,10%	3,90%
Taxe sur le Foncier Bâti	0,20%	3,40%	7,10%	3,90%
Taxe sur le Foncier Non Bâti	0,20%	3,40%	7,10%	3,90%

b) **Dans un contexte local marqué par une baisse des taux en 2021 suivie du maintien de ces taux depuis cette date** :

En 2021, le taux communal de taxe foncière sur les propriétés bâties a été minoré de 20% passant ainsi de 23,43% à 18,74%. Parallèlement, la réforme de la taxe d'habitation a transféré le taux départemental de Taxe foncière sur les propriétés bâties d'un montant de 17,46% à la commune. Ce transfert a conduit à un nouveau taux communal de taxe foncière sur les propriétés bâties fixé à 36,20% correspondant à la somme des taux départementaux et communaux. Ce taux a été reconduit en 2022 et 2023. Il est désormais le taux le plus bas des communes girondines de plus de 20 000 habitants :



Cette baisse des taux de taxe foncière sur les propriétés bâties a permis de réduire la pression fiscale des contribuables testerins de plus de 8,5 M€ sur la période 2021/2023 tout en maintenant les équilibres financiers de la commune.
En 2021, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties a été réduit conformément aux règles de liaison entre les taux de 60,08% à 53,19%. Cette baisse des taux a été maintenue à ce niveau en 2022 et 2023.
En 2021, la taxe d'habitation sur les résidences principales a été supprimée en tant que recette pour la commune et son taux d'imposition a été cristallisé jusqu'en 2023 pour la part résidences secondaires. En 2023, le Conseil municipal a maintenu le taux d'imposition de la taxe d'habitation à 22,38% et, compte tenu des tensions existantes sur le marché immobilier local, a voté le une majoration de cette taxe de 35% applicable en 2024.

En 2024, les bases d'imposition ont été fixées dans l'état 1259 notifié le 15/03/2025 comme suit :

Etat 1259 COM	Bases estimatives 2024	Taux de référence 2024	Produit de référence 2024
Taxe foncière bâtie (TFPB)	67 263 000 €	36,20%	24 349 206 €
Taxe foncière non bâties (TFPNB)	506 300 €	53,19%	269 301 €
Taxe d'habitation (TH)	24 180 000 €	22,38%	5 411 484 €
TOTAL PRODUIT DE REFERENCE			30 029 991 €

Il en découle un produit de référence à taux constants de **30 029 991 €**.
En considérant que les ressources fiscales indépendantes des taux votés notifiées pour 2024 dans ce même état sont les suivantes :

Etat 1259 COM	Produit 2024 attendu
Allocations compensatrices	304 512 €
Versement effet coefficient correcteur	3 077 164 €
Total ressources fiscales indépendantes du vote des taux	3 381 676 €

En considérant que l'état fiscal 1259 COM notifie la base d'imposition prévisionnelle pour la majoration de la taxe d'habitation en rappelant le taux de référence 2024 de 22,38%, le taux de majoration voté pour 2024 de 35% ainsi que la formule de calcul de cette majoration qui se décline comme suit : majoration attendue = base estimative MTHS x taux de référence TH x taux de majoration voté,

Etat 1259 COM	Bases estimatives 2024	Taux de référence 2024	Taux de majoration voté 2024	Produit de référence 2024
Majoration de taxe d'habitation (MTHS)	22 073 000 €	22,38%	35,00%	1 728 978 €

En considérant que la totalisation des ressources fiscales prévisionnelles hors majoration de taxe d'habitation (MTHS) pour 2024 s'établit à un montant de 33 411 667 €,

En considérant qu'au terme du Débat d'Orientation Budgétaire 2024, il a été proposé de maintenir pour la 3e année consécutive, les taux adoptés en 2021,

Il est proposé de maintenir les taux d'impositions 2024 comme suit :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties **:** **36,20 %**
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : **53,19 %**
- Taxe d'habitation : **23,38 %**

Monsieur le Maire
Merci M Sagnes, des interventions ? nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité.

Rapporteur : M. BUSSE **DEL2024-04-160**

REVISION N°7 DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENTS (AP/CP)

Exercices budgétaires 2022-2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R2311-9 ;

Vu la délibération du conseil municipal n°2020-12-530 du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier pour la gestion des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP),

Vu la délibération du conseil municipal n°2021-12-620 relative à l'adoption des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2022-04-210 relative à la révision n°1 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2022-09-483 relative à la révision n°2 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2022-12-661 relative à la révision n°3 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2023-04-179 relative à la révision n°4 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2023-09-478 relative à la révision n°5 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2023-12-643 relative à la révision n°6 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiements (Ap/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2022-11-571 relative au règlement budgétaire et financier qui fixe notamment la gestion des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement.

Mes chers collègues,

Considérant que les modifications apportées aux Autorisations de Programmes et à leurs Crédits de Paiements pour l'exercice 2024 sont inscrites au budget supplémentaires 2024 du budget principal.

Le premier programme d'AP/CP relatif aux **travaux sur les bâtiments** pour un montant global d'Autorisation de Programme augmenté à 33 964 055,00 € est réparti en Crédits de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
33 964 055,00 €	630 255,46	4 629 504,76	9 353 402,12	13 807 892,66	5 543 000,00

Le deuxième programme d'AP/CP relatif aux **travaux de voiries et infrastructures** pour un montant global d'Autorisation de Programme réévalué à 35 430 540,50 € est réparti en Crédits de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
35 430 540,50 €	4 293 808,52	6 040 684,70	10 916 407,34	11 169 639,94	3 010 000,00

Le troisième programme d'AP/CP relatif aux **matériels de transports et véhicules** d'un montant global d'Autorisation de Programme est stabilisé à 1 522 000,00 € et est réparti en Crédits de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
1 522 000,00 €	260 496,78	531 224,42	603 218,06	127 060,74	0,00

Le quatrième et dernier programme d'AP/CP relatif à l'**innovation numérique et systèmes d'information** d'un montant global d'Autorisation de Programme est stabilisé à 2 040 000,00 € et est réparti en Crédits de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
2 040 000,00 €	0,00	38 712,42	1 145 133,48	571 154,10	285 000,00

Le programme précis par opérations d'interventions est annexé à la présente délibération.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 4 avril 2024 de bien vouloir :

- ADOPTER la révision Numéro 7 de ces quatre programmes d'AP/CP pour un montant total stabilisé à 72 956 595,50 € pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

- INSCRIRE les crédits correspondants au budget supplémentaire de l'exercice 2024 du budget principal de la ville,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération et actes y afférents.

REVISION N°7 DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENTS (AP/CP)
Exercices budgétaires 2022-2026

Note explicative de synthèse

La délibération du conseil municipal du 14 décembre 2021 a ouvert trois Autorisations de Programmes (AP) regroupant plusieurs actions. Cette délibération a mis au vote les Crédits de Paiements (CP) prévisionnels des opérations correspondantes sur les années 2022 à 2026.

La délibération du conseil municipal du 12 avril 2022 a réalisé une révision n°1 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026.

La délibération du conseil municipal du 27 septembre 2022 a formalisé une révision n°2 des Autorisations de Programme(AP) et des Crédits de Paiement (CP) pour les exercices 2022 à 2026.

La délibération du conseil municipal du 09 décembre 2022 a acté une révision n°3 des Autorisations de Programme (AP) et des Crédits de Paiement (CP) pour les exercices 2022 à 2026.

La délibération du conseil municipal du 02 novembre 2022 a adopté le règlement budgétaire et financier qui fixe notamment la gestion des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement.

La délibération du conseil municipal du 12 avril 2023 a validé une révision n°4 des Autorisations de Programme (AP) et des Crédits de Paiement (CP) pour les exercices 2022 à 2026.

La délibération du conseil municipal du 26 septembre 2023 a validé une révision n°5 des Autorisations de Programme (AP) et des Crédits de Paiement (CP) pour les exercices 2022 à 2026.

La délibération du conseil municipal du 13 décembre 2023 a validé une révision n°6 des Autorisations de Programme (AP) et des Crédits de Paiement (CP) pour les exercices 2022 à 2026.

Les modifications apportées aux Autorisations de Programmes et à leurs Crédits de Paiements pour l'exercice 2024 sont inscrites au budget supplémentaires 2024 du budget principal.

Avec l'évolution de volumes, de prix, des décalages et des avancements sur des opérations de travaux de bâtiments et de voirie élargies aux infrastructures ainsi que la finalisation de plusieurs opérations en 2024, les AP/CP s'actualisent selon le détail suivant :

1 - Le premier programme d'AP/CP relatif aux **travaux sur les bâtiments** pour un montant global d'Autorisation de Programme augmenté à 33 964 055,00 € est réparti en Crédits de Paiements comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
33 964 055,00 €	630 255,46	4 629 504,76	9 353 402,12	13 807 892,66	5 543 000,00

2 - Le deuxième programme d'AP/CP relatif aux **travaux de voiries et infrastructures** pour un montant global d'Autorisation de Programme réévalué à 35 430 540,50 € est réparti en Crédits de Paiements comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
35 430 540,50 €	4 293 808,52	6 040 684,70	10 916 407,34	11 169 639,94	3 010 000,00

3 - Le troisième programme d'AP/CP relatif aux **matériels de transports et véhicules** d'un montant global d'Autorisation de Programme est stabilisé à 1 522 000,00 € et est réparti en Crédits de Paiements comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
1 522 000,00 €	260 496,78	531 224,42	603 218,06	127 060,74	0,00

4 - Le quatrième programme d'AP/CP relatif à l'**innovation numérique et aux systèmes d'information** d'un montant global d'Autorisation de Programme est stabilisé à 2 040 000,00 € et est réparti en Crédits de Paiements comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
2 040 000,00 €	0,00	38 712,42	1 145 133,48	571 154,10	285 000,00

Les programmes détaillés des interventions des services de la ville sont annexés à la présente délibération.

La délibération a donc pour objet :

- D'ADOPTER la révision Numéro 7 avec quatre programmes d'AP/CP pour un montant total de 72 956 595,50 € pour les exercices 2022 à 2026,

- INSCRIRE les crédits correspondants au budget supplémentaire de l'exercice 2024 du budget principal de la ville,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération et actes y afférents.

Révision N°7 AP / CP de 2022 à 2026

ANNEXE BS 2024

AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)

Chapitre comptable 2022002

			CREDITS DE PAIEMENTS (CP)					PÉRIODE QUINQUENNALE	
			2022	2023	2024	2025	2026	AP/CP	
N°AP/CP	*TRAVAUX VOIRIES INFRASTRUCTURES*	*Années AP*	CP	CP	CP	CP	CP	AP	CP
2022002-1	AMGT SECTEUR MONTAIGNE / JOLIOT CURIE / LA PÉROUSE - LTDB	2024			860 000,00			860 000,00	860 000,00
2022002-2	SECTEUR BRAOUET L'OUSTALET	2022	1 163 122,52	172 974,37				1 336 096,89	1 336 096,89
2022002-3	AMENAGEMENT RUE PIERRE DE COUBERTIN	2022	1 017 635,93	180 803,06	6 606,00			1 205 044,99	1 205 044,99
2022002-4	AMENAGEMENT RUE DU CAPITAINE	2025				480 000,00	100 000,00	580 000,00	580 000,00
2022002-5	RUE DU PORT	2022	297 897,07	748 921,99	2 153 180,94			3 200 000,00	3 200 000,00
2022002-6	PLACE JEAN HAMEAU - RÉAMÉNAGEMENT	2023			320 000,00			320 000,00	320 000,00
2022002-7	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE (Curepipe à coqs rouges)	2023		938 393,72	168 157,64			1 106 551,36	1 106 551,36
2022002-8	RUE CHANZY / PLACE JEAN JAURÈS / RUE CAMILLE PELLETAN	2023		346 140,54	53 408,65			399 549,19	399 549,19
2022002-9	AMÉNAGEMENT RUE DES FACTEURS	2023		476 074,86	1 083 925,14			1 560 000,00	1 560 000,00
2022002-10	ÉCLAIRAGE BOULEVARD MIQUELOTSE(hors zone aménagement neuf)	2025				800 000,00		800 000,00	800 000,00
2022002-11	RUE EDMOND DORÉ	2023		3 234,00	166 576,20	750 189,80		920 000,00	920 000,00
2022002-12	RUE GUYNEMER	2023		3 234,00	166 576,20	610 189,80		780 000,00	780 000,00
2022002-13	AVENUE DE VERDUN => Opération annulée	2024							
2022002-14	AMÉNAGEMENT PLACE BLOCH - PYLA	2025				400 000,00		400 000,00	400 000,00
2022002-15	CHEMIN DE BRAOUET (FIN)	2023		433 547,09	48 688,52			482 235,61	482 235,61
2022002-16	AMÉNAGEMENT RUE DU PRÉSIDENT CARNOT (RD112)	2023		17 740,80	1 029 571,36	1 552 687,84		2 600 000,00	2 600 000,00
2022002-17	RUE DES POILUS	2024			30 000,00	820 000,00	300 000,00	1 150 000,00	1 150 000,00
2022002-18	RUE HENRI DHEURLE	2023		3 024,00	478 016,96	988 959,04	200 000,00	1 670 000,00	1 670 000,00
2022002-19	AVENUE DU PAYS DE BUCH	2024			150 000,00	50 000,00		200 000,00	200 000,00
2022002-20	RUE BÉRANGER	2024			30 000,00	1 140 000,00	200 000,00	1 370 000,00	1 370 000,00
2022002-28	FIBRE POUR VIDÉO PROTECTION	2023			65 000,00	35 000,00	100 000,00	200 000,00	200 000,00
2022002-29	TRAVAUX DIVERS VOIRIE **AP/CP 2022**	2022	232 009,27	4 506,60				236 515,87	236 515,87
2022002-30	TRAVAUX DIVERS VOIRIE **AP/CP 2023**	2023		258 633,02	138 545,68			397 178,70	397 178,70
2022002-31	TRAVAUX DIVERS VOIRIE **AP/CP 2024**	2024			200 000,00	150 000,00	150 000,00	500 000,00	500 000,00
2022002-32	RESEAUX EAUX PLUVIALES COMMUNE **AP/CP 2022**	2022	62 556,00	136 728,15	336,00			199 620,15	199 620,15
2022002-33	RESEAUX EAUX PLUVIALES COMMUNE **AP/CP 2023**	2023		77 220,12	20 527,62			97 747,74	97 747,74
2022002-34	RESEAUX EAUX PLUVIALES COMMUNE **AP/CP 2024**	2024			150 000,00	190 000,00	200 000,00	540 000,00	540 000,00
2022002-35	SIGNALISATION HORIZONTALE CRÉATION	2022	19 344,94	64 031,74	49 225,20	67 398,12		200 000,00	200 000,00
2022002-36	TRAVAUX DIVERS PERRÉS / DESCENTE PLAGE **AP/CP 2022**	2022	6 144,00	151 597,92	3 600,00	38 658,08		200 000,00	200 000,00
2022002-37	TRAVAUX DIVERS PERRÉS / DESCENTE PLAGE **AP/CP 2024**	2024			30 000,00	70 000,00	50 000,00	150 000,00	150 000,00
2022002-38	ÉTUDES VOIRIE	2022	3 960,00	53 101,56	22 280,00	20 658,44	20 000,00	120 000,00	120 000,00
2022002-39	COUCHES DE ROULEMENT ET CHAUSSÉE **2022 à 2026**	2022	948 466,02	1 425 513,70	1 268 070,08	1 397 950,20	1 060 000,00	6 100 000,00	6 100 000,00
2022002-40	ÉCLAIRAGE PUBLIC REM AP/CP **2022 à 2026**		542 672,77	474 001,16	976 755,15	706 570,92	600 000,00	3 300 000,00	3 300 000,00
2022002-41	SECTEUR CORNICHE/AVENUE DES DUNES	2023		2 640,00	1 197 360,00			1 200 000,00	1 200 000,00
2022002-42	SECTEUR ANCIEN STADE LAFON CAZAUX- Parking salle fêtes	2023		68 622,30		81 377,70		150 000,00	150 000,00
2022002-43	SECTEUR GAMBETTA	2024			50 000,00	820 000,00	30 000,00	900 000,00	900 000,00
G430 TRAVAUX VOIRIES INFRASTRUCTURES			***4 293 808,52***	***6 040 684,70***	***10 916 407,34***	***11 169 639,94***	***3 010 000,00***	***35 430 540,50***	***35 430 540,50***

Révision N°7 AP / CP de 2022 à 2026

ANNEXE BS 2024

AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)
Chapitre comptable 2022003

N°AP/CP	MATERIELS DE TRANSPORTS ET VEHICULES	Années AP	CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2022	2023	2024	2025	2026	PÉRIODE QUINQUENNALE AP/CP AP	CP
			CP	CP	CP	CP	CP		
2022003-05	MATERIELS DE TRANSPORTS ET VEHICULES	2022	260 496,78	531 224,42	603 218,06	127 060,74		1 522 000,00	1 522 000,00
G411 - MATERIELS DE TRANSPORTS ET VEHICULES			*260 496,78*	*531 224,42*	*603 218,06*	*127 060,74*	-	*1 522 000,00*	*1 522 000,00*

AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)
Chapitre comptable 2022001

N°AP/CP	TRAVAUX BATIMENTS	Années AP	CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2022	2023	2024	2025	2026	PÉRIODE QUINQUENNALE AP/CP AP	CP
			CP	CP	CP	CP	CP		
2022001-01	CONSTRUCTION HOTEL DE POLICE MUNICIPALE	2022	139 463,38	1 602 725,08	1 891 831,74			3 634 020,20	3 634 020,20
2022001-02	AMENAGEMENT CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	2022	137 194,88	559 873,57	2 571 478,70	5 256 452,85	225 000	8 750 000,00	8 750 000,00
2022001-03	MAISON DE QUARTIER COQS ROUGES(BRAMELOUP)	2022	47 280,00	1 490 061,76	1 282 658,24			2 820 000,00	2 820 000,00
2022001-04	CRÉATION VESTIAIRE / TRIBUNE ET DIVERS FOOT CAZAUX CLAVIER	2022	149 966,74	247 052,59	1 006 524,72			1 403 544,05	1 403 544,05
2022001-05	ALSH BONNEVAL / ABORDS (VOIRIE+OA)	2022	392,40	177 963,66	426 420,00	2 717 223,94	3 178 000	6 500 000,00	6 500 000,00
2022001-06	TRAVAUX COURANTS ET EXTENSION CTM 2024 : EXTENSION HANGAR / STOCKAGE 2025 : BUREAUX	2025				450 000,00	150 000	600 000,00	600 000,00
2022001-07	BATIMENTS ARCHIVES	2023		47 715,00	322 590,00	1 799 695,00		2 170 000,00	2 170 000,00
2022001-08	RÉNOVATION SPOT POINT GLISSE	2024			300 000,00			300 000,00	300 000,00
2022001-12	SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER **2022 à 2026**	2022	155 958,06	504 113,10	1 551 898,72	3 584 520,87	1 990 000	7 786 490,75	7 786 490,75
G450 - TRAVAUX BATIMENTS			*630 255,46*	*4 629 504,76*	*9 353 402,12*	*13 807 892,66*	*5 543 000*	*33 964 055,00*	*33 964 055,00*

AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)
Chapitre comptable 2023004

N°AP/CP	INNOVATION NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION	Années AP	CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2022	2023	2024	2025	2026	PÉRIODE QUINQUENNALE AP/CP AP	CP
				CP	CP	CP	CP		
2023004-01	REFONTE DE L'INFRASTRUCTURE RESEAU ET TELEPHONIE IP	2023		13 717,25	131 282,75			145 000,00	145 000,00
2023004-02	RACCORDEMENT FIBRE DES SITES DISTANTS	2024			449 711,28	150 288,72		600 000,00	600 000,00
2023004-03	MODERNISATION PARC DES ORDINATEURS + LICENCES	2023		22 715,17	232 259,90	50 024,93	50 000,00	355 000,00	355 000,00
2023004-04	VIDEOPROTECTION	2024			300 000,00	300 000,00	200 000,00	800 000,00	800 000,00
2023004-05	MODERNISATION INFRASTRUCTURES SERVEURS ET SAUVEGARDES	2023		2 280,00	31 879,55	70 840,45	35 000,00	140 000,00	140 000,00
G250 - INNOVATION NURERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION				*38 712,42*	*1 145 133,48*	*571 154,10*	*285 000,00*	*2 040 000,00*	*2 040 000,00*

RÉCAPITULATIF GÉNÉRAL

	CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2022	2023	2024	2025	2026
	CP CUMULES	CP CUMULES	CP CUMULES	CP CUMULES	CP CUMULES
TOTAL GÉNÉRAL	*5 184 560,76*	*11 240 126,30*	*22 018 161,00*	*25 675 747,44*	*8 838 000,00*

72 956 595,50	*72 956 595,50*
AP/CP initiale	59 255 000,00
Révision N°1	840 000,00
Révision N°2	- 1 080 000,00
Révision N°3	4 972 000,00
Révision N°4	-
Révision N°5	-
Révision N°6	7 870 661,00
Révision N°7	1 098 934,50

Monsieur le Maire :
Merci M. Busse

Monsieur MAISONNAVE :

Avec la révision n° 7 Plan Pluriannuel d'Investissement ce sont 13.7 M€ ouverts en plus au regard du PPI n°1 voté en 2021, soit 23.1 %, 1 M€ en plus par rapport à la dernière modification de décembre dernier.
Nous sommes dans une spirale très inquiétante car ce mécanisme d'ouverture d'AP nouvelles est déconnecté de l'exercice annuel du Budget et apparemment sans limite.
Par ailleurs, en dépenses, ces engagements n'ont été réalisés qu'à hauteur de 5.181 M€ en 2022 et 11.24 M€ en 2023, soit un total de 16.425 M€, il reste donc 56.53 M€ à réaliser et à dépenser d'ici fin 2026.
A la lecture de ces chiffres, je trouve que c'est irréaliste quelle que soit l'efficacité des services, pour preuve, en 2023, ce sont 3.64 M€ qui n'ont pas été réalisés et reportés sur l'exercice 2024.
Que pouvons-nous en déduire : Vous augmentez sans cesse et fort imprudemment la capacité d'engagements nouveaux avec l'augmentation des autorisations de programme mais la réalisation ne suit pas. Pourtant, les engagements juridiques sont bien signés et à un moment donné, les opérations vont arriver à maturité et là, le budget communal va exploser. Ce sont plus de 56 M€ qui sont dans les tuyaux, à comparer aux budgets annuels réels, nous vous laissons juge de la situation.

Monsieur BUSSE :

M Maisonnave, je ne partage pas tout à fait votre analyse, c'est la vraie vie les APCP, il y a des évolutions d'affaires, sur la consistance, il y a des affaires qui étaient hors PPI qui ont été réintégrées, ils sont tout à fait justifiés, il y a des modifications, vous avez tous les chiffres depuis le début, c'est très facile de voir les évolutions. Je vais m'attacher à faire un commentaire sur cette modification pour apporter quelques éléments complémentaires.

En corrélation avec les résultats 2023 et le BS 2024, cette modification n°7 porte sur 1,1 M€ correspond principalement :
AP voirie/infrastructures : 2 clôtures d'opérations en négatif pour un montant de - 200 k€
- 3 ajustements de coûts 2 à la hausse – place Jean Hameau et chemin des Facteurs- et une à la baisse concernant la Corniche pour un total de 130 k€
-Aménagement de la rue du Président Carnot passant de 1670 à 2600 k€ Cette réévaluation de 930 k€ correspond à des évolutions de consistance, M le Maire a retenu le traitement en zone 20 de la rue du Captalat, carrefour Desbiey/Carnot non compris initialement, plus-value pour le traitement des EP et des conditions atmosphériques que vous connaissez.
AP Bâtiments : En hausse de 300 k€ 3 ajustements de coûts (Hôtel de police, Brameloup et Clavier) 2 autres AP inchangées.

Comme prévu depuis l'origine, et c'est ce que nous avions annoncé, la gestion en AP donne une lisibilité importante en planification, permet un suivi rigoureux et une grande transparence. Elle dégage aussi les marges de manœuvre nécessaires dans la gestion des CP sur une année budgétaire à l'intérieur des 4 AP, pour s'adapter aux inéluctables aléas et d'instruction des affaires et la réalisation.
Ce dispositif est indispensable à un bon pilotage de nos investissements 39 M€ entre 2022 et 2024, 34 M€ sur 2025 et 2026, nous sommes prêts et nous les réaliserons.
Avec ce dispositif et en amont de la clôture, tous les administrés peuvent suivre les différentes évolutions et leurs causes au travers des 3 mises à jour annuelles.
Pour cela et n'en déplaise à certains de notre opposition, avec M. Boudigue nous tenons à souligner l'application et le sérieux développés par les responsables des ST et la Directrice des Finances pour ce suivi rigoureux de l'essentiel des investissements de la mandature soit 73 M€.

Monsieur le Maire :
Oui bien sûr que l'on maîtrise totalement et une fois de plus on ne fait pas n'importe quoi, tout à l'heure vous avez vu le CA et vous allez voir le BS, on maîtrise la situation, Merci M Busse pour ce travail

Nous passons au vote,

Oppositions : M. DUCASSE – Mme MONTEIL-MACARD par procuration – Mme PHILIP par procuration – Mme DELMAS – M. MAISONNAVE – Mme PETAS par procuration

Abstention : pas d'abstention

Le dossier est adopté à la majorité

Rapporteur : M. BOUDIGUE **DEL2024-04-161**

BUDGET SUPPLEMENTAIRE
EXERCICE 2024 - BUDGET PRINCIPAL, BUDGET ANNEXE PÔLE NAUTIQUE ET BUDGET ANNEXE ÎLE AUX OISEAUX

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1612-1 à L1616-20 et L 2311-1 à L 2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ;

Vu les instructions budgétaires et comptables M57 et M4,

Vu la délibération 2023-12-645 du 13 décembre 2023 adoptant les budgets primitifs pour l'exercice 2024 pour le budget principal et ses deux budgets annexes,

Vu la délibération 2023-04-XX du 11 avril 2024 adoptant les comptes de gestion 2023 du budget principal et ses deux budgets annexes dressé par Madame la Cheffe de service du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet,

Vu la délibération 2023-04-XX du 11 avril 2024 adoptant les comptes administratifs 2023 du budget principal et de ses deux budgets annexes dressé par l'ordonnateur,

Vu la délibération 2023-04-XX du 11 avril 2024 adoptant l'affectation des résultats du budget principal et de ses deux budgets annexes de la ville de La Teste de Buch,

Vu la délibération 2023-04-XX du 11 avril 2024 adoptant la révision n°7 des Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement,

Mes chers collègues,

Considérant que le budget principal est voté au niveau du chapitre pour les sections de d'investissement et de fonctionnement, avec chapitres "opérations d'équipement" et sans vote formel pour chacun des chapitres.

Considérant, après présentation du rapport adressé avec le document budgétaire, que le budget supplémentaire du budget principal, du budget annexe Pôle nautique et du budget annexe Île aux oiseaux de l'exercice 2023 s'équilibrent pour les sections d'investissement et de fonctionnement en dépenses et en recettes de la façon suivante :

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE – EXERCICE 2024 - BUDGET PRINCIPAL

SECTION D'INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
RESTES A REALISER	5 302 642,05 €	223 020,98 €
001- Résultat reporté	1 839 782,10 €	0,00 €
1068 - Affectation du résultat	0,00 €	6 919 403,17 €
Sous-total Mouvement antérieurs	***7 142 424,15 €***	***7 142 424,15 €***
Chap 024 : Produits des cessions	0,00 €	-239 627,00 €
Chap 13 : Subvention d'investissement	134 085,00 €	-117 942,00 €
Chap 16 : Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	-5 200 000,00 €
Chap 20 : Immobilisations incorporelles	41 090,00 €	0,00 €
Chap 2022001 : Op. d'équipement Travaux sur Bâtiments	850 596,33 €	0,00 €
Chap 2022002 : Op. d'équipement Voiries et infrastructures	4 446 441,36 €	0,00 €
Chap 2022003 :Op. d'équipement de matériel de transport	67 400,00 €	0,00 €
Chap 204 : Subventions d'équipements versées	-87 210,00 €	0,00 €
Chap 21 : Immobilisations corporelles	1 998 480,00 €	385 000,00 €
Chap 23 : Immobilisations en cours	50 000,00 €	420 000,00 €
Chap 4581 : Travaux s/mandat : opérations sous mandat	1 254 213,66 €	0,00 €
Chap 4582 : Travaux s/mandat : opérations sous mandat	0,00 €	1 254 213,66 €
Propositions nouvelles Mouvements réels	***8 755 096,35 €***	***-3 498 355,34 €***
Chap 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	11 938 251,69 €
Chap 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00 €	315 200,00 €
Chap 041 : Opérations patrimoniales	0,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements pour ordre	***0,00 €***	***12 253 451,69 €***
Sous-total Propositions nouvelles	***8 755 096,35 €***	***8 755 096,35 €***
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	**15 897 520,50 €**	**15 897 520,50 €**
SECTION DE FONCTIONNEMENT	**DEPENSES**	**RECETTES**
002 - Résultat reporté	0,00 €	11 799 094,25 €
Sous-total Mouvement antérieurs	***0,00 €***	***11 799 094,25 €***
Chap 011 : Charges à caractère général	479 962,55 €	0,00 €
Chap 012 : Charges de personnel et frais assimilés	0,00 €	0,00 €
Chap 013 : Atténuations de charges	0,00 €	168 000,00 €
Chap 014 : Atténuation de produits	268 250,00 €	0,00 €
Chap 65 : Charges de gestion courante	602 144,00 €	0,00 €
Chap 66 : Charges financières	0,00 €	0,00 €
Chap 67 : Charges exceptionnelles	155 982,70 €	0,00 €
Chap 70 : Produits des services, du domaine et ventes	0,00 €	242 532,69 €
Chap 73 : Impôts et taxes	0,00 €	-36 000,00 €
Chap 731 : Fiscalité locale	0,00 €	436 973,00 €
Chap 74 : Dotations et participations	0,00 €	553 360,00 €
Chap 75 : Autres produits de gestion courante	0,00 €	315 831,00 €
Chap 76 : Produits financiers	0,00 €	280 000,00 €
Chap 77 : Produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements réels	***1 506 339,25 €***	***1 960 696,69 €***
Chap 023 : Virement à la section d'investissement	11 938 251,69 €	0,00 €
Chap 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	315 200,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements pour ordre	***12 253 451,69 €***	***0,00 €***
Sous-total Propositions nouvelles	**13 759 790,94 €**	**1 960 696,69 €**
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT	**13 759 790,94 €**	**13 759 790,94 €**
TOTAL GENERAL	**29 657 311,44 €**	**29 657 311,44 €**

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE – EXERCICE 2024 - BUDGET ANNEXE PÔLE NAUTIQUE

SECTION D'INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
RESTES A REALISER	13 706,16 €	0,00 €
001- Résultat reporté	0,00 €	66 999,38 €
Sous-total Mouvement antérieurs	***13 706,16 €***	***66 999,38 €***
Chap 10 : Dotations, Fonds divers et réserves	0,00 €	0,00 €
Chap 13 : Subvention d'investissement	0,00 €	0,00 €
Chap 16 : Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €
Chap 20 : Immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €
Chap 21 : Immobilisations corporelles	53 293,22 €	0,00 €
Chap 23 : Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements réels	***53 293,22 €***	***0,00 €***
Chap 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Chap 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00 €	0,00 €
Chap 041 : Opérations patrimoniales	0,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements pour ordre	***0,00 €***	***0,00 €***
Sous-total Propositions nouvelles	***53 293,22 €***	***0,00 €***
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	**66 999,38 €**	**66 999,38 €**
SECTION DE FONCTIONNEMENT	**DEPENSES**	**RECETTES**
002 - Résultat reporté	0,00 €	236 041,41 €
Sous-total Mouvement antérieurs	***0,00 €***	***236 041,41 €***
Chap 011 : Charges à caractère général	235 041,41 €	0,00 €
Chap 012 : Charges de personnel et frais assimilés	0,00 €	0,00 €
Chap 013 : Atténuations de charges	0,00 €	0,00 €
Chap 014 : Atténuation de produits	0,00 €	0,00 €
Chap 65 : Charges de gestion courante	0,00 €	0,00 €
Chap 66 : Charges financières	0,00 €	0,00 €
Chap 67 : Charges exceptionnelles	1 000,00 €	0,00 €
Chap 70 : Produits des services, du domaine et ventes	0,00 €	0,00 €
Chap 74 : Dotations et participations	0,00 €	0,00 €
Chap 75 : Autres produits de gestion courante	0,00 €	0,00 €
Chap 76 : Produits financiers	0,00 €	0,00 €
Chap 77 : Produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements réels	***236 041,41 €***	***0,00 €***
Chap 023 : Virement à la section d'investissement	0,00 €	0,00 €
Chap 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements pour ordre	***0,00 €***	***0,00 €***
Sous-total Propositions nouvelles	**236 041,41 €**	**0,00 €**
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT	**236 041,41 €**	**236 041,41 €**
TOTAL GENERAL	**303 040,79 €**	**303 040,79 €**

SECTION D'INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
RESTES A REALISER	15 936,02 €	30 878,00 €
001- Résultat reporté		31 664,10 €
1068 - Affectation du résultat	0,00 €	0,00 €
Sous-total Mouvement antérieurs	***15 936,02 €***	***62 542,10 €***
Chap 10 : Dotations, Fonds divers et réserves	0,00 €	0,00 €
Chap 13 : Subvention d'investissement	0,00 €	0,00 €
Chap 16 : Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €
Chap 20 : Immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €
Chap 204 : Subventions d'équipements versées	0,00 €	0,00 €
Chap 21 : Immobilisations corporelles	46 606,08 €	0,00 €
Chap 23 : Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €
Chap 024 : Produits des cessions	0,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements réels	***46 606,08 €***	***0,00 €***
Chap 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Chap 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00 €	0,00 €
Chap 041 : Opérations patrimoniales	0,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements pour ordre	***0,00 €***	***0,00 €***
Sous-total Propositions nouvelles	***46 606,08 €***	***0,00 €***
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	**62 542,10 €**	**62 542,10 €**
SECTION DE FONCTIONNEMENT	**DEPENSES**	**RECETTES**
002 - Résultat reporté	0,00 €	138 268,99 €
Sous-total Mouvement antérieurs	***0,00 €***	***138 268,99 €***
Chap 011 : Charges à caractère général	135 268,99 €	0,00 €
Chap 012 : Charges de personnel et frais assimilés	3 000,00 €	0,00 €
Chap 013 : Atténuations de charges	0,00 €	0,00 €
Chap 014 : Atténuation de produits	0,00 €	0,00 €
Chap 65 : Charges de gestion courante	0,00 €	0,00 €
Chap 66 : Charges financières	0,00 €	0,00 €
Chap 67 : Charges exceptionnelles	0,00 €	0,00 €
Chap 70 : Produits des services, du domaine et ventes	0,00 €	0,00 €
Chap 74 : Dotations et participations	0,00 €	0,00 €
Chap 75 : Autres produits de gestion courante	0,00 €	0,00 €
Chap 76 : Produits financiers	0,00 €	0,00 €
Chap 77 : Produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements réels	***138 268,99 €***	***0,00 €***
Chap 023 : Virement à la section d'investissement	0,00 €	0,00 €
Chap 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00 €	0,00 €
Propositions nouvelles Mouvements pour ordre	***0,00 €***	***0,00 €***
Sous-total Propositions nouvelles	**138 268,99 €**	**0,00 €**
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT	**138 268,99 €**	**138 268,99 €**
TOTAL GENERAL	**200 811,09 €**	**200 811,09 €**

Je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, service à la population du 04 avril 2024 de bien vouloir :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent les budgets supplémentaires 2024 du budget principal, du budget annexe Pôle nautique et du budget annexe Île aux oiseaux,

- ADOPTER les budgets supplémentaires du budget principal, du budget annexe Pôle nautique et du budget annexe Île aux oiseaux de l'exercice 2024, conformément aux répartitions décrites ci-dessus,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération et actes y afférents.

BUDGETS SUPPLEMENTAIRES

EXERCICE 2024 - BUDGET PRINCIPAL, BUDGET ANNEXE PÔLE NAUTIQUE ET BUDGET ANNEXE ÎLE AUX OISEAUX

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Les budgets primitifs 2024 du budget principal, du budget annexe Pôle nautique et du budget annexe Île aux oiseaux ont été voté lors du conseil municipal du 13 décembre 2023.

Après avoir constaté les résultats 2023 dans le cadre des comptes administratifs et décidé de leurs affectations, nous vous proposons aujourd'hui d'ajuster les crédits ouverts au budget principal, budget annexe Pôle nautique et budget annexe Île aux oiseaux de cet exercice 2024 dans le cadre des budgets supplémentaires.

Ils financent notamment des régularisations nécessaires pour le bon fonctionnement des services, des propositions nouvelles ainsi qu'une possibilité de réduire la souscription d'emprunt.

Le budget principal et le budget annexe Île aux oiseaux sont en nomenclature M57 depuis le 01/01/2023 et le budget annexe Pôle nautique est resté en nomenclature M4.

Les mouvements d'ajustements de la sincérité du budget principal, budget annexe Pôle nautique et budget annexe Île aux oiseaux impactent les sections d'investissement et de fonctionnement, en dépenses et en recettes aussi bien en réel et qu'en ordre.

Ils se présentent ainsi :

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE – EXERCICE 2024 - BUDGET PRINCIPAL

I – Section d'investissement :

A) Recettes :

Les recettes d'investissement augmentent de **15 897 520,50 €**

a) Les mouvements antérieurs : 7 142 424,15 €

Reports 2023 de recettes d'investissement d'un montant de 223 020,98 € :

- Subvention FIPD 2023 caméras piétons + gilets par balles : 400 €,
- Subvention Départementale couche de roulement av. Charles De Gaulle : 80 000 €,
- Don cabane tchanquée n°3 MUSETTES : 1 116 €,
- Don cabane tchanquée n°3 VEOLIA EAU : 4 900 €,
- Don SARP SUD OUEST pour cabane tchanquée n°3 : 4 900 €,
- Don BIRDZ pour cabane tchanquée n°3 : 4 900 €,
- Don SEDE pour cabane tchanquée n°3 : 4 900 €,

- Subvention FONDATION DU CREDIT AGRICOLE AQUITAINE pour cabane tchanquée n°3: 25 000 €,
- Subvention FONDATION CREDIT AGRICOLE PAYS DE France pour cabane tchanquée n°3 : 25 000 €,
- Opération sous mandat CONSERVATOIRE DU LITTORAL reconstruction cabane tchanquée n°3 : 71 904,98 €,

Couverture au compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » de 6 919 403,17 € qui financent le solde des Reports 2023 d'investissement en dépenses (5 302 642,05 € Dépenses – 223 020,98 € Recettes) et le Résultat déficitaire 2023 de la section d'investissement (1 839 782,10 €).

b) Les recettes réelles d'investissement diminuent de – 3 498 355,34 €

Chapitre 024 : Produits des cessions : - 239 627 €

Abandon de vente pour 8 rue P Dignac : - 100 000 €, 13 rue Castelnau : - 152 000 €, 4 place Gambetta : - 450 000 € et 16 rue Maréchal Leclerc Cazaux : - 300 000 €. Vente parcelles ilôt Franklin (rue P. Dignac, rue du Gal Castelnau, place Gambetta, rue du 14 juillet): 762 373 €.

Chapitre 13 : Subvention d'investissement : - 117 942 €

- Retrait subvention de l'Etat pour la cybersécurité perçue fin 2023 : - 50 000 €,
- Réduction subvention FIPD 2024 au réel acheté : - 1 000 €,
- Subvention COBAS pour Conservatoire 1er acompte : 500 000 €,
- Subvention Etat pour étude en régie de l'éclairage public : 22 458 €,
- Subvention ADEME étude sur le réseau fonds de chaleur : 14 900 €,
- Subvention Départementale rénovation vestiaire Clavier : 6 700 €,
- Disparition subvention Départementale FDAEC (Fonds D'Aide à l'Equipement des Communes) : - 61 000 €,
- Subvention COBAS pour piste d'athlétisme reventilée sur opération sous mandat du réceptif intercommunal sportif (chapitre 4582) : - 550 000 €.

Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées : - 5 200 000 €

Réduction des recettes d'emprunts et dettes assimilées de – 5 200 000 €.

Chapitre 21 Immobilisations corporelles : 385 000 €

Sortie de l'actif des pistes cyclables rue P. Coubertin (71 000 €), av. des Violettes (73 000 €), av. De Gaulle (82 400 €) et av. des Dunes (158 600 €) pour comptabilisation en opération sous mandat pour la COBAS au chapitre 4581.

Chapitre 23 Immobilisations en cours : 420 000 €

Sortie de l'actif des pistes cyclables chemin des facteurs (240 000 €) et rue du Port (180 000 €) pour comptabilisation en opération sous mandat pour la COBAS au chapitre 4581.

Chapitre 4582 : Opération s/mandat : 1 254 213,66 €

Equilibre des recettes avec les dépenses des opérations sous mandats pour la COBAS concernant les pistes cyclables :

- Rue P. Coubertin (458212) : 70 597,20 €,
- Avenue des Violettes (458213) : 72 854,46 €,
- Avenue Charles De Gaulle (458214) : 82 327,80 €,
- Chemin des Facteurs (458215) : 240 000 €,
- Avenue des Dunes (458216) : 158 434,20 €,
- Rue du Port (458217) : 180 000 €.

Re-ventilation de la subvention de la COBAS (chapitre 13) sur l'opération sous mandat du réceptif intercommunal sportif (458211) pour 450 000 €.

c) Les recettes d'ordres d'investissement augmentent de 12 253 451,69 €

Le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement au chapitre 021 pour l'équilibre de chaque section du budget s'établit à un montant de 11 938 251,69 € auquel au chapitre 040 s'ajoute la provision pour Compte Epargne Temps de 264 610 € et des régularisations comptables d'actif à la demande du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet pour 50 590 €.

B) Dépenses :

Les dépenses d'investissement augmentent de **15 897 520,50 €**

a) Les mouvements antérieurs : 5 302 642,05 €

Les Reports 2023 des dépenses d'investissement sont composés de :

- Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre : 36 479,36 €,
- Frais d'études : 145 142,14 €,
- Concessions et droits similaires : 26 562,60 €,
- Autorisation de programmes sur Bâtiments :
    - Frais d'études : 1 638 €,
    - Terrains bâtis : 216 €,
    - Autres bâtiments publics : 43 080,45 €,
    - Bâtiments publics : 4 252,27 €,
    - Constructions en cours : 1 564 564,07 €.
- Autorisation de programmes de Voiries :
    - Frais d'études : 5 430 €,
    - Subventions d'équipements d'organismes publics divers pour bâtiments et installations : 230 241,31 €,
    - Subventions d'équipements aux personnes de droit privé pour bâtiments et installations : 8 825,23 €,
    - Réseaux de voirie : 419 607,88 €,
    - Installations de voirie : 76 839,30 €,
    - Réseaux de transmission : 30 364,02 €,
    - Réseaux d'électrification : 54 686,15 €,

    - Autres réseaux : 750 €,
    - Installations, matériels et outillages techniques en cours : 391 616,09 €.
- Autorisation de programme de véhicules : Autres matériels de transport : 235 818,06 €,
- Autorisations de programmes innovation numérique et systèmes d'information :
    - Concessions et droits similaires : 21 680 €,
    - Réseaux câblés : 405 994,03 €,
    - Autres matériels informatiques : 142 459,45 €.
- Subventions d'équipements versées :
    - Département : Bâtiments et installations : 39 151 €,
    - Syndicat départemental : Bâtiments et installations : 55 638,04 €,
    - Personne de droit privé : Bâtiments et installations : 15 021,86 €.
- Terrains nus : 301 550,83 €,
- Terrains de voirie : 27 129,48 €,
- Terrains bâtis : 12 592,56 €,
- Plantations et espaces verts boulevard Lignon : 5 833,18 €,
- Autres agencements et aménagements : 218 875,66 €,
- Bâtiments publics : 840 €,
- Autres bâtiments publics : 180 874,46 €,
- Installations générales, agencements, aménagements des constructions de bâtiments publics : 4 373,42 €,
- Installations générales, agencements, aménagements des constructions d'autres constructions : 2 234,57 €,
- Réseaux de voirie : 30 121,18 €,
- Installations de voirie : 54 820,21 €,
- Réseaux de transmission : 13 707,24 €,
- Réseaux câblés : 193 618,59 €,
- Réseaux d'électrification : 52 698,54 €,
- Autres réseaux : 18 631,20 €,
- Autres installations, matériels et outillages techniques : 47 701,75 €,
- Bâtiments culturels et sportifs mis à disposition : 21 000 €,
- Matériel de transport : 23 700 €,
- Autres matériels informatiques : 19 794,68 €,
- Autres matériels de bureau et mobiliers : 2 699,56 €,
- Autres immobilisations corporelles : 65 437,29 €,
- Constructions en cours : 486 €,
- Installations, matériel et outillages techniques en cours : 1 200 €,
- Restauration de biens historiques et cultures : 2 555,50 €,
- Opération sous mandat Reconstruction de la cabane tchanquée n°3 : 44 108,84 €

b) <u>Le résultat d'investissement :</u> 1 839 782,10 €

La reprise du résultat déficitaire d'investissement 2023 est d'un montant de 1 839 782,10 €.

c) <u>Les dépenses réelles d'investissement</u> augmentent de 8 755 096,35 €

Les dépenses réelles d'investissement s'articulent sur plusieurs chapitres budgétaires :

Chapitre 13 : Subvention d'investissement : 134 085 €

Annulation des subventions des pistes cyclables rue P. Coubertin (50 600 €), avenue des Violettes (72 860 €) et rue P. Coubertin (10 625 €) pour régularisation au chapitre 4582.

Chapitres 20 : Immobilisations incorporelles : 41 090 €

- Modification cartographique numérisée suite extension espace des cavurnes du cimetière de Cazaux : 390 €,
- Réduction des frais d'études et audit thermique des bâtiments : - 10 000 €,
- Module du logiciel des Ressources Humaines pour évaluation : 8 100 €,
- Logiciel pour la vie associative : 7 600 €,
- Documents phase 2 du Plan Local d'urbanisme : 35 000 €.

Chapitre 2022001 : Autorisation de Programme Travaux sur bâtiments : 850 596,33 €

Les opérations de l'Autorisation de Programme sur les bâtiments évoluent ainsi :

2022001-01 Hôtel de police fin des travaux : 166 566,97 €,

2022001-03 Maison de quartier Coqs rouges Brameloup avenants des marchés : 107 491,23 €,

2022001-04 Vestiaires/tribunes Clavier avancée des travaux en 2024 + avenants (100 K€) : 466 538,13 €,

2022001-05 ALSH Mutualisé actualisation avec maison des sports et voirie : 160 000 €,

2022001-07 Archives décalage sur 2025 : - 50 000 €.

Chapitre 2022002 : Autorisation de Programme Travaux de voirie et infrastructure : 4 446 441,36 €

Les opérations de l'Autorisation de Programme sur la voirie et infrastructures évoluent ainsi :

2022002-1 Secteur Montaigne fin des travaux rassemblés sur 2024 : 200 000 €,

2022002-5 Rue du Port fin des travaux rassemblés sur 2024 : 1 056 417,73 €,

2022002-6 Place Jean Hameau fin des travaux rassemblés sur 2024 + revalorisation de 120 K€ : 320 000 €,

2022002-7 Boulevard C. De Gaulle clôture des travaux : - 21 213,04 €,

2022002-9 Chemin des facteurs fin des travaux rassemblés sur 2024 + revalorisation de 160 K€ : 263 876,67 €,

2022002-11 Rue Edmond Doré avancée des travaux : 120 000 €,

2022002-12 Rue Guynemer avancée des travaux : 125 000 €,

2022002-16 Rue du président Carnot avancée des travaux d'enfouissement : 550 000 €,

2022002-17 Rue des poilus début des études avec Maîtrise d'œuvre : 30 000 €,

2022002-18 Rue Henri Dheurle avancée des travaux d'enfouissement : 390 000 €,

2022002-19 Avenue du Pays de Buch couche de roulement : 150 000 €,

2022002-20 Rue Beranger début des études avec Maîtrise d'œuvre : 30 000 €,

2022002-28 Vidéo-protection avancée des travaux de 15 000 €,

2022002-38 Etudes de voiries actualisation PAVE (Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics) : 20 000 €,

2022002-39 Couches de roulement avancée de travaux : 500 000 €,

2022002-40 Eclairage public REM avancée de travaux : 500 000 €,

2022002-41 Secteur Corniche/av. des Dunes fin des travaux rassemblés sur 2024 : 197 360 €.

Chapitre 2022003 : Autorisation de Programme Matériels de transport et véhicules : 67 400 €

L'opération est augmentée de 67 400 € par glissement de crédit de 2025 sur 2024 pour l'acquisition d'une remarque forestière pour 39 600 € et d'un complément sur véhicules de 27 800 €.

Chapitre 204 : Subventions d'équipements versées : -87 210 €

Avec la situation début mars 2024 des recettes de la reconstruction de la cabane tchanquée n°3, la part de financement de la Ville est revue à la baisse de – 217 210 €.

Dans le cadre de la convention avec l'EPFNA (Etablissement Public Foncier Nouvelle Aquitaine), la Ville verse une subvention foncière pour les parcelles 1 et 3 rue Lody à hauteur de 130 000 €.

Chapitre 21 : Immobilisations corporelles : 1 998 480 €

- Matériel informatique wifi : 10 000 €,
- Téléphone portable pour communication interne : 950 €,
- Remplacement du traceur pour la communication extérieure : 8 000 €,
- Vidéoprojecteurs et matériels informatiques pour nouvelle école des Miquelots : 40 000 €,
- Matériels pour formations internes : 3 590 €,
- Ponts véhicules légers et poids lourds pour le garage : 43 000 €,
- Outils de diagnostics véhicules, compresseur et borne de gonflage : 4 450 €,
- Mobiliers pour logement temporaire d'agent, pièces communes maison de quartier coqs rouges-Brameloup et espace numérique maison de quartier du centre : 35 000 €,
- Renouvellement de 3 tentes suite sinistre coup de vent : 12 000 €,
- Plaque funéraire monument aux morts : 3 900 €,
- Clôture aire de jeux des Miquelots : 27 500 €,
- Plantations boulevard de l'océan : 80 000 €,
- Annulation doublon de crédits parking Baou : - 35 000 €,
- Annulation doublon de crédits rue Montaigne : - 15 000 €,
- Tondeuse autoportée : 16 680 €,
- Outillages pour entretien et obligation légale de débroussaillement : 6 700 €,
- Stade VTT plaine des sports : 85 000 €,
- Sécurisation bornes électriques : 200 000 €,
- Feu récompense boulevard d'Arcachon : 50 000 €,
- Travaux de voirie d'accès total à la plaine du Clavier avec 2 bornes de recharge de véhicules : 700 000 €,
- Réduction des crédits au réel des aménagements paysagers du parking de l'hôtel de police : - 75 000 €,
- Déploiement 2024 des bornes de recharge IRVE : 80 000 €,

- Panneaux directionnels en lien avec les travaux de voirie : 20 000 €,
- Reconstitution des crédits de signalisation suite à transferts : 20 000 €,
- 2 compteurs de véhicules et un compteur de mobilité douce : 12 500 €,
- Travaux d'aménagement R+2 et R+3 Hôtel de ville : 135 000 €,
- Stockage carburant, abri stockage atelier menuiserie, mise aux normes extraction gaz et fumées : 38 500 €,
- Travaux sur bâtiments suite effractions : 50 000 €,
- Démolition cuisine centrale et parking provisoire : 90 000 €,
- Ravalement de façade CTM Pyla : 25 000 €,
- Ombrières CTM La Teste de Buch avec panneaux photovoltaïques : 300 000 €,
- Travaux cabane 53 sur le Port : 60 000 €,
- Algéco pour collections muséales : 25 000 €,
- Ajustement au réel des travaux pour la piste d'athlétisme : - 190 000 €,
- Isolation phonique 1er étage maison de quartier du centre-ville : 8 500 €,
- Complément reconstruction du poste de secours Salie Nord : 122 210 €.
-

Chapitre 23 : Travaux en cours : 50 000 €

Etudes et Maîtrise d'œuvre pour réhabilitation du Cercle de voile à Pyla-sur-Mer : 50 000 €.

Chapitre 4581 : Travaux s/mandat : 1 254 213,66 €

Equilibre des dépenses avec les recettes des opérations sous mandats pour la COBAS concernant les pistes cyclables :

- Rue P. Coubertin (458112) : 70 597,20 €,
- Avenue des Violettes (458113) : 72 854,46 €,
- Avenue Charles De Gaulle (458114) : 82 327,80 €,
- Chemin des Facteurs (458115) : 240 000 €,
- Avenue des Dunes (458116) : 158 434,20 €,
- Rue du Port (458117) : 180 000 €.

En équilibre des dépenses avec les recettes, réactualisation de l'opération sous mandat du réceptif intercommunal sportif (458111) pour 450 000 €.

II – Section de fonctionnement :

A) Recettes :

Les recettes de fonctionnement augmentent de **13 759 790,94 €**

a) Les résultats de fonctionnement : augmentent de 11 799 094,25 €

L'affectation du Résultat excédentaire de fonctionnement 2023 est d'un montant au budget principal de 11 799 094,25 €.

b) Les recettes réelles de fonctionnement : augmentent de 1 960 696,69 €

Chapitre 013 : Atténuations de charges : 168 000 €

La participation annuelle des salariés sur les tickets restaurants s'estime à 168 000 €.

Chapitre 70 : Produits de services, du domaine et ventes diverses : 242 532,69 €

- Suite aux intempéries les recettes de bois en forêt communale sont décalées à 2025 pour – 50 000 €,
- Régularisation d'écritures pour la qualité comptable TEOM pour 21 535 €,
- Régularisation comptable suite à annulation de la refacturation à l'EPIC HIPPOCAMPUS des charges 2022 portées par la Ville : 102 747,69 €,
- Refacturation à l'EPIC HIPPOCAMPUS des charges 2023 portées par la Ville : 100 000 €,
- Valorisation financière des concours 2024 apportés à l'EPIC HIPPOCAMPUS selon avenant n°2 de la convention d'objectifs et de moyens : 68 250 €.

Chapitre 73 : Impôts et taxes : -36 000 €

Réduction des crédits 2024 – 36 000 € au niveau 2023 des prélèvements sur paris hippiques suite à information du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet sur la répartition avec la COBAS.

Chapitre 731 : Fiscalité locales : 436 973 €

Avec la réception de l'état de notification 2024 des bases fiscales, les recettes des impôts directs locaux s'actualisent avec 436 973 €.

Chapitre 74 : Dotations, subventions et participations : 553 360 €

- Avec la réception de l'état de notification 2024 des bases fiscales, les compensations fiscales pour exonérations s'actualisent avec 69 512 €,
- Avec la modification en appel à projet pour la subvention départementale, le nettoyage des plages se réduit – 24 000 €,
- La subvention départementale pour CAP 33 se réduit de – 2 871 €,
- La Subvention FEDER 2024 à recevoir pour la stratégie locale s'élève à 505 739 €,
- Régularisation comptable de taxe professionnelle 2023 pour 4 980 €.

Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante : 315 831 €

L'indemnisation au titre du contrat d'assurance du sinistre incendie 2022 est établi à 415 831 €.

Avec la refacturation à l'EPIC HIPPOCAMPUS des charges protées par la Ville au chapitre 70 « Produits de services, du domaine et ventes diverses » les crédits initialement comptabilisés sont annulés pour – 100 000 €.

Chapitre 76 : Produits financiers : 280 000 €

Les intérêts des placements financiers 2023 sont estimés pour le premier semestre 2024 à 280 000 €.

B) Dépenses :

Les dépenses de fonctionnement augmentent de **13 759 790,94 €**

a) Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 1 506 339,25 €

Les dépenses réelles de fonctionnement s'articulent sur plusieurs chapitres budgétaires :

Chapitre 011 : Charges à caractère général : 479 962,55 €

- Objets promotionnels pour les relations publiques : 4 000 €,
- Animation inauguration rue du Port : 3 000 €,
- Film pour les vœux 2025 : 11 605 €,
- Olympiades de Buch le 15/06 : 8 700 €,
- Dépenses divers des services : 1 568,55 €,
- Audit, adhésion, animations et frais adjacents RSO (Responsabilité Sociétale des Organisations) : 52 500 €,
- Dépenses pour l'informatique et les systèmes d'information :
    - Complément électricité pylône 200 € et équipements 400 € = 600 €
    - Location presse numérique : 2 398 €
    - Maintenance logiciel conservatoire, carte interactive du SIG (système d'information géographique) et produits ARPEGE avec serveur supplémentaire : 6 315 €
    - Frais d'abonnement de communication et augmentation des coûts des produits ARPEGE : 1 220 €
    - Frais de déménagement école des Miquelots : 3 500 €
    - Budget participatif : 1 300 €
- Logiciel de la police municipale et réparation d'un téléphone : 2 032 €,
- Qualité de vie au travail : complément audit petite enfance, animation fin d'année et médailles du travail : 3 060 €,
- Matériels pour formations internes : 800 €,
- Formations RSO pour label LUCIE 26000 : 20 000 €,
- Dépenses pour les services techniques :
    - Maintenance et remise en état des 3 stations de lavage : 7 500 €
    - Fournitures d'entretien, autres fournitures et petits équipements: 22 800 €
    - Entretien espaces verts, expertise d'arbres et verdissement Hôtel de Ville dans le cadre du RSO : 41 200 €
    - Location de 2 véhicules pour arrosage saison estivale : 9 000 €
    - Economies de maintenance suite à achats auto-laveuses : - 18 000 €
    - Illumination de Noël avec dépose décalée en janvier : 25 000 €
    - Interventions extérieures pour entretien couches de roulement et signalisation horizontale : 35 000 €
    - Maintenance et réparation éclairage public : 100 000 €
    - Entretien des réseaux d'eaux pluviales et des perrés : 15 200 €
    - Fournitures de voirie parking Laouga et location remorque compacteur : 14 200 €
    - Optimisation coûts de l'électricité selon indicateurs SDEEG : - 50 000 €
    - Complément assurance dommage-ouvrage Conservatoire : 38 000 €
    - Interventions levé de doute alarmes intrusion : 30 000 €
    - Plan plages 2024 réduit au niveau 2023 : - 19 408 €
- Evolution de taxes foncières à + 5 %, d'adhésion DFCI (Défense des Forêts Contre les Incendies) La Teste et RODP (Redevance d'Occupation du Domaine Public) à ONF (Office National des Forêts) pour postes de secours des plages : 10 100 €,
- Diagnostics immobiliers pour gestion locative de 3 logements : 1 500 €,
- Cimaises pour exposition Pyla et Fête de la Biblio : 2 300 €,
- Décalage en 2024 du spectacle Maxime Le Forestier et spectacles complémentaires pour les scènes Olivier Marchal : 74 800 €,

- Honoraires d'huissier pour vente matériels de la cuisine centrale et dératisation des offices de restauration : 15 672 €,
- Frais supplémentaires de restauration petite enfance suite à fréquentation supérieure : 2 500 €.

Chapitre 014 : Atténuation de produits : 268 250 €

- Prévision si reversement taxe additionnelle droits d'enregistrements : 9 000 €,
- Révision SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) selon arrêté préfectoral : 259 250 €.

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante : 602 144 €

- Droits informatique en nuage pour logiciels vie associative et urbanisme : 53 400 €,
- Droits informatique en nuage pour logiciel cartographie trait de côte : 50 000 €,
- Actualisation des frais de formation des élus pour atteindre 2,3 % des rémunérations : 2 343 €,
- Ajustement du reversement à SEPANSO de la taxe sur les passagers maritimes 2023 : 4 466 €,
- Outil de gestion mutualisé SIBA (Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon) des demandes de changement d'usage des locaux d'habitation : 2 900 €,
- Reversement au SIBA d'une partie de la subvention FEDER pour la stratégie locale : 482 335 €,
- Remboursement de tickets de Théâtre : 200 €,
- Renégociation et révision tarifaire sur compensation restauration éducation : 6 000 €,
- Subvention exceptionnelle les sculpteurs du bassin d'Arcachon : 500 €.

Chapitre 67 : Charges exceptionnelles : 155 982,70 €

Régularisation comptable de la refacturation à l'EPIC HIPPOCAMPUS des charges 2022 portées par la Ville (comptabilisés au chapitre 70) : 129 466,70 € et régularisation de la TEOM (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères) et de la taxe professionnelle (comptabilisés au chapitres 70 et 74) pour 26 516 €.

b) Les dépenses d'ordre de fonctionnement augmentent de 12 253 451,69 €

Le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement au chapitre 023 pour l'équilibre de chaque section du budget s'établit à un montant de 11 938 251,69 € € auquel au chapitre 042 s'ajoute la provision pour Compte Epargne Temps de 264 610 € et des régularisations comptables d'actif à la demande du Service de Gestion Comptable de Belin-Beliet pour 50 590 €.

Conclusion :

Le BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 du budget principal s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 15 897 520,50 € et pour la section de fonctionnement à 13 759 790,94 €, soit un total de **29 657 311,44 €**.

Le **TOTAL BUDGÉTÉ 2024**, du budget primitif et du budget supplémentaire pour le budget principal, s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 40 840 060,50 € et pour la section de fonctionnement à 62 829 890,94 €, soit un total de **103 669 951,44 €** .

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE – EXERCICE 2024 –

BUDGET ANNEXE PÔLE NAUTIQUE

I – Section d'investissement :

A) Recettes :

Les recettes d'investissement augmentent de **66 999,38 €**

La reprise du Résultat excédentaire d'investissement 2023 est d'un montant de 66 999,38 €.

B) Dépenses :

Les dépenses d'investissement augmentent de **66 999,38 €**

a) Les mouvements antérieurs : 13 706,16 €

Les Reports 2023 des dépenses d'investissement sont composés d'achat de pontons bi-pentes pour les corps-morts pour un montant de 13 706.16 € HT (16 447,39 € TTC).

b) Les dépenses réelles d'investissement augmentent de 53 293,22 €

Les dépenses réelles d'investissement s'articulent sur un seul chapitre budgétaire :

Chapitres 21 : Immobilisations corporelles : 53 293,22 €

- Tondeuse et nettoyeur haute pression : 3 000 €,
- Bouées pour zone écologique : 10 000 €,
- L'équilibre de la section d'investissement se réalise à 40 293,22 €

II – Section de fonctionnement :

A) Recettes :

Les recettes de fonctionnement augmentent de **236 041,41 €**

L'affectation du Résultat excédentaire du fonctionnement 2023 est d'un montant de 236 041,41 €

B) Dépenses :

Les dépenses de fonctionnement augmentent de 236 041,41 €

Chapitres 011 : Charges à caractère général : 235 041,41 €

- Surcoût pose corps-morts du nouveau marché : 150 000 €,
- Augmentation AOT (Autorisation d'Occupation du domaine public Temporaire) : 7 000 €,
- L'équilibre de la section de fonctionnement se réalise à 78 041,41 €.

Chapitres 67 : Charges exceptionnelles : 1 000 €

Hypothèse d'annulation de titres sur exercices antérieurs : 1 000 €.

Conclusion :

Le BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 du budget annexe Pôle Nautique s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 66 999,38 € et pour la section de fonctionnement à 236 041,41 €, soit un total de **303 040,79 €**.

Le **TOTAL BUDGÉTÉ 2024 du budget annexe Pôle Nautique,** du budget primitif et du budget supplémentaire, s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 136 299,38 € et pour la section de fonctionnement à 861 081,41 €, soit un total de **997 380,70 €**.

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE – EXERCICE 2024 –

BUDGET ANNEXE ÎLE AUX OISEAUX

I – Section d'investissement :

A) Recettes :

Les recettes d'investissement augmentent de **62 542,10 €**

a) Les mouvements antérieurs : 62 542,10 €

Les Reports 2023 d'investissement en recettes sont des subventions pour le bateau « Gorge Bleue » de la Région Nouvelle Aquitaine pour 23 595 € et de l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour 7 283 €.

La reprise du Résultat excédentaire d'investissement 2023 est d'un montant de 31 664,10 €.

B) Dépenses :

Les dépenses d'investissement augmentent de **62 542,10 €**

a) Les mouvements antérieurs : 15 936,02 €

Les Reports 2023 des dépenses d'investissement sont composés de travaux de réhabilitation de la cabane n°21 :

- Poêle à bois : 2 926,54 €,
- Mission de coordination : 5 640,84 €,
- Rénovation électricité : 7 368,64 €.

b) Les dépenses réelles d'investissement augmentent de 46 606,08 €

Les dépenses réelles d'investissement s'articulent sur :

Chapitre 21 : Immobilisations corporelles : 46 606,08 €

Les dépenses seront de 2 000 € pour du mobilier pour la cabane n°21 et de dépenses d'équilibre de 44 606,08 €.

II – Section de fonctionnement :

A) Recettes :

Les recettes de fonctionnement augmentent de **138 268,99 €**

L'affectation du résultat excédentaire du fonctionnement 2023 est d'un montant de 138 268,99€.

B) Dépenses :

Les dépenses de fonctionnement augmentent de **138 268,99 €**

a) Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 138 268,99 €

Les dépenses réelles d'investissement s'articulent sur :

Chapitres 011 : Charges à caractère général : 135 268,99 €

- Actualisation du plan de gestion de l'Île aux Oiseaux : 30 700 €,
- Matériaux de construction pour la cabane n°21 (terrasse, balustrade, poutres, tuiles, volets, peinture) : 55 000 €,
- Bois pour entretien quais communs : 3 000 €,
- L'équilibre de la section de fonctionnement se réalise à 46 568,99 €.

Chapitres 012 : Charges de personnel et frais assimilés : 3 000 €

Hypothèse de revalorisation de la rémunération des agents de l'Île aux Oiseaux.

Conclusion :

Le BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 du budget annexe Île aux Oiseaux s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 62 542,10 € et pour la section de fonctionnement à 138 268,99 €, soit un total de **200 811,09 €**.

Le **TOTAL BUDGÉTÉ 2024 du budget annexe Île aux Oiseaux,** du budget primitif et du budget supplémentaire, s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 107 262,10 € et pour la section de fonctionnement à 276 688,99 €, soit un total de **383 951,09 €** .

La délibération a donc pour objet de :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent les budgets supplémentaires 2024 du budget principal, du budget annexe Pôle nautique et du budget annexe Île aux oiseaux,
- ADOPTER les budgets supplémentaires du budget principal, du budget annexe Pôle nautique et du budget annexe Île aux oiseaux de l'exercice 2024 conformément aux répartitions décrites ci-dessus,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération et actes y afférents.

Monsieur BOUDIGUE

Considérant que le budget principal est voté au niveau du chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement, avec chapitres "opérations d'équipement" et sans vote formel pour chacun des chapitres.

Considérant, après présentation du rapport adressé avec le document budgétaire, que le budget supplémentaire du budget principal, du budget annexe Pôle nautique et du budget annexe Île aux oiseaux de l'exercice 2023 s'équilibrent pour les sections d'investissement et de fonctionnement en dépenses et en recettes de la façon suivante :

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE – EXERCICE 2024 - BUDGET PRINCIPAL la section d'investissement s'équilibre en dépense et en recettes à 15 897 520,50 € avec des restes à réaliser pour 5 302 000€ en résultats reportés à la suite d'affectation des résultats 1,839 millions, des mouvements antérieurs en recette, l'affectation des résultats en section d'investissement en 106-8 pour 6,991 millions et les restes réalisés en recette de 223 000€ ce qui fait un total pour les mouvements antérieurs équilibrés en dépenses et recettes à 7,142millions.

En dépense pour les opérations nouvelles en mouvement réel 8,755 millions qui se répartissent sur plusieurs chapitres, chapitre 13 : Subvention d'investissement : 134 085 €, Chapitres 20 en Autorisation de Programme Travaux sur bâtiments : 850 596,33, Travaux de voirie et infrastructure : 4 446 441 €, Matériels de transport et véhicules : 67 400 €, Subventions d'équipements versées : 87 210 €, : Immobilisations corporelles : 1 998 480 €, Travaux s/mandat : 1 254 213€. Pas de mouvement d'ordre pour la section dépenses d'investissement.

En recettes sur les propositions nouvelles en mouvement réel -3 498 000€ qui se répartissent sur les chapitres budgétaires suivants : Chapitre 24 produit de cession -239 000, subvention d'équipement -117 000, en emprunt et dette assimilés – 5,200 millions cela veut dire que nous n'emprunterons pas en 2024, nous nous réservons en cas lors d'une DM d'emprunter. Au chapitre 21 Immobilisations corporelles 385 000, immobilisation en cours 420 000, en opération sous mandat on retrouve 1 254 000, les mouvements d'ordre au chapitre 21 11,238 millions pour l'équilibre de chaque section du budget, au chapitre 40 on a 315 000€ ceux sont des provisions pour CET, régularisations comptables d'actifs à la demande du SGC de Belin pour 50 000€. Les recettes d'ordre d'investissement augmentent de 12 253 451€. En section de fonctionnement la section s'équilibre en dépense et recette à 13,759 millions avec des mouvements antérieurs en recette, résultat reporté en 0002 affectation des résultats excédentaires de fonctionnement pour 11 799000, en recette pour les propositions nouvelles en mouvement réel 1,960 millions repartis sur les chapitre suivants Atténuations de charges : 168 000 €, Chapitre 70 : Produits de services, du domaine et ventes diverses : 242 532€, Chapitre 73 : Impôts et taxes : -36 000 €, : Fiscalité locales : 436 973 €, Dotations, subventions et participations : 553 360 €, Autres produits de gestion courante : 315 831 €, Produits financiers : 280 000 €.

En dépenses, pour les propositions nouvelles en mouvements réels 1 506 339€ qui se répartissent sur les chapitres suivants, Chapitre 011 : Charges à caractère général : 479 962€ Chapitre 014 : Atténuation de produits : 268 250 €, Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante : 602 144 €, Chapitre 67 : Charges exceptionnelles : 155 982€

En conclusion Le BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 du budget principal s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 15 897 520,50 € et pour la section de fonctionnement à 13 759 790,94 €, soit un total de 29 657 311 €.

Le TOTAL BUDGÉTÉ 2024, du budget primitif et du budget supplémentaire pour le budget principal, s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 40 840 060,50 € et pour la section de fonctionnement à 62 829 890,94 €, soit un total de 103 669 951 €.

On investit beaucoup mais on a décidé de baisser beaucoup le fonds de roulement avec ce qui se passe aujourd'hui au niveau du ministère des finances, il faut absolument que l'on baisse ce montant.

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE – EXERCICE 2024 – BUDGET ANNEXE PÔLE NAUTIQUE

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et recettes à 66 699 000 avec des mouvements antérieurs en dépenses, des restes à réaliser pour 13 706€, des mouvements antérieurs en recette en résultats reportés à la suite de l'affectation des résultats pour 66 999€ en dépenses pour les propositions nouvelles en mouvements réels 53 293€, qui se répartissent sur le chapitre 21 Immobilisations corporelles : 53 293 €

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et recettes 236 041€ avec mouvement antérieur en recette en 002 résultat reporté affectation des résultats excédentaires de fonctionnement pour 236 000€, en dépenses 236 000 qui se répartissent sur Chapitres 011 : Charges à caractère général : 236 000€

En conclusion Le BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 du budget annexe Pôle Nautique s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 66 999,38 € et pour la section de fonctionnement à 236 041,41 €, soit un total de 303 040,79 €.

Le TOTAL BUDGÉTÉ 2024 du budget annexe Pôle Nautique, du budget primitif et du budget supplémentaire, s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 136 299,38 € et pour la section de fonctionnement à 861 081,41 €, soit un total de 997 380,70 €.

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE – EXERCICE 2024 – BUDGET ANNEXE ÎLE AUX OISEAUX

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et recettes à 62 542 000 avec des mouvements antérieurs en dépenses, des restes à réaliser pour 115 000€, des mouvements antérieurs en recette 30 000€, un résultat reporté au 001à la suite de l'affectation des résultats pour 31 664, en dépenses pour les propositions nouvelles 46 000 qui se répartissent sur le chapitre 21 : Immobilisations corporelles : 46 606 €

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et recettes 138 000€ avec mouvement antérieur en recette en 002 résultat reporté affectation des résultats excédentaires de fonctionnement pour 138 000, en dépenses 138 000 qui se répartissent sur Chapitres 011 : Charges à caractère général : 135 000€ et Chapitres 012 : Charges de personnel et frais assimilés : 3 000 €.

En conclusion Le BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 du budget annexe Île aux Oiseaux s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 62 542,10 € et pour la section de fonctionnement à 138 268,99 €, soit un total de 200 811,09 € .

Le TOTAL BUDGÉTÉ 2024 du budget annexe Île aux Oiseaux, du budget primitif et du budget supplémentaire, s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'investissement à 107 262,10 € et pour la section de fonctionnement à 276 688,99 €, soit un total de 383 951,09 € .

Lecture de la délibération

Monsieur le Maire :

Merci M Boudigue

Madame DELMAS :

Ce BS enregistre les résultats comptables, des mouvements antérieurs mais aussi quelques opérations nouvelles et ajustements qui appellent certaines remarques.

En investissement sur un total d'opérations nouvelles proche de 8,7 M€, une évolution relevant du PPI dans le cadre des APCP + 5,297 M€ soit + 851 K€ pour les bâtiments et 4,4 50 M€, pour les travaux de voirie et près de 2 M€ hors APCP.

Parmi des aménagements étages 2 et 3 de l'hôtel de ville pour 135 k€, une diminution des travaux sur la piste d'athlétisme, une réactualisation du réceptif intercommunal sportif pour 450 K€ et par ailleurs on voit apparaître une maison des sports, c'est l'occasion ce budget pour poser des questions sur ces 2 projets pouvez-vous préciser ?

Enfin une subvention foncière de 130 000 € en faveur du logement social qui viendra minorer les pénalités SRU pour 2025.

En recette d'investissement, hormis les recettes des mouvements antérieurs de 7,1 M€ les recettes réelles d'investissements baissent 3, 5 m€ dont 5, 2 M€ d'annulation d'emprunt. On note l'abandon des ventes 8 rue Dignac, 13 rue Castelnau, place Gambetta, maréchal Leclerc à CAZAUX , abandon pour 2024 ? et report sur 2025 ? ou autres projets

A cet égard concernant la rue P DIGNAC nous renouvelons la proposition de notre collègue Marielle Philippe exprimée lors du CM de décembre 2023 de la création d'une boutique éphémère pour permettre à des porteurs de projets de tester leur activité.

En fonctionnement on note une hausse à nouveau des charges à caractère général + 480 K€, une hausse des pénalités SRU + 260 k€ et autres charges de gestion courante pour 60 K€ dont un reversement au SIBA d'une subvention FEDER pour la stratégie locale

Ce BS du BP 2024 traduit encore des décalages, réajustement dans l'exécution du programme et ce malgré l'usine à gaz mis en place à travers les APCP et des dépenses de gestion qui continuent à progresser.

Monsieur le Maire :

Quand on ne comprend pas les APCP c'est une usine à gaz je le conçois, nous on a compris.

Monsieur DUFAILLY :

Au niveau des sports, on refait bien la piste d'athlétisme avec le réceptif sportif intercommunal les travaux démarrent d'ici un mois pour les 2. La piste sera livrée pour le 1er septembre et le réceptif pour fin janvier 2025 et la maison des sports c'est l'actuelle maison des associations impasse des glycines, on fait une salle de sport dans le cadre du SDI on va la rénover dans son entièreté au niveau énergétique, et en fait on a sorti tout ce qui était extra sportif on l'a relocalisé pour faire une salle de 200 M² de sports doux pour accueillir toutes les associations qui étaient un peu disséminées sur le territoire notamment dans les salles de réunion, Maugis, le Pyla….

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote

Budget principal :

Oppositions : M. DUCASSE – Mme MONTEIL-MACARD par procuration – Mme PHILIP par procuration – Mme DELMAS – M. MAISONNAVE – Mme PETAS par procuration

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à la majorité.

Budget annexe Ile aux oiseaux :

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité.

Budget annexe Pôle Nautique :

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité.

Rapporteur : M. PASTOUREAU **DEL2024-04162**

SOGERES

Rapport d'activités de l'exercice 2022-2023

Mes chers collègues,

Vu l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activités et le compte-rendu financier de l'année 2022-2023 ci-joints transmis par SOGERES le 13 février 2024 dans le cadre du contrat de délégation de service pour la restauration collective de la ville et du CCAS,

Considérant que ces rapports ont été mis à la disposition du public à la Mairie de La Teste de Buch dans les conditions prévues à l'article L 1411-13,

Considérant les avis de la commission consultative des services publics et de la commission de contrôle financier du 19 mars 2024,

Considérant qu'en application de l'article L 1411-3, du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu annuel d'activités de la Société SOGERES doit faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de ces documents.

Les élus prennent acte à l'unanimité de la présentation du rapport d'activités 2022- 2023 de SOGERES

Rapporteur : **Mme GRONDONA** **DEL2024-04-163**

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Bilan d'activités 2023

Vu la délibération du conseil municipal n° 2021-12-616 en date du 14 décembre 2021 approuvant la convention d'objectifs et de moyens entre la ville et le centre communal d'action sociale de La Teste de Buch,

Vu le bilan d'activités de l'année 2023 ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant qu'une convention d'objectifs et de moyens entre le CCAS et la Ville de La Teste de Buch a été élaborée afin de renforcer la coopération entre ces deux entités, et définir les missions obligatoires qui sont dévolues au CCAS par la loi, les missions confiées et les objectifs attendus par la Ville envers le CCAS,

Considérant qu'il convient, conformément à l'article 8 de ladite convention, qu'un rapport annuel établi par le CCAS doit être présenté au conseil municipal,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de la présentation de ce document.

Les élus prennent acte à l'unanimité de la présentation du bilan d'activités 2023 du CCAS.

Rapporteur : M. BOUYROUX **DEL2024-04-164**

EPIC HIPPOCAMPUS

Rapport d'activités 2023

Vu le rapport d'activités 2023 ci-joint,
Vu la note explicative de synthèse ci-jointe,

Mes chers collègues,

Vu l'article 7 de la convention d'objectifs et de moyens entre la ville et l'Epic Hippocampus approuvée par délibération du conseil municipal du 14 décembre 2021 qui précise qu'un rapport annuel de la structure doit être établi au plus tard avant le 31 mars de l'année N+1 et qu'il doit être présenté chaque année au Conseil d'administration de l'Epic Hippocampus ainsi qu'au Conseil municipal,

Vu le rapport d'activités ci-joint présenté en Conseil d'administration de l'Epic Hippocampus le 12 mars 2024 et transmis à la ville le 27 mars 2024,

Considérant qu'en 2023, Hippocampus s'est efforcé de répondre aux objectifs fixés par la Ville et le Conseil d'Administration, en créant une synergie entre les différents acteurs publics locaux en charge du rayonnement commercial et touristique de la commune, en regroupant l'Office de Tourisme, l'Office du Commerce et de l'Artisanat, en organisant et en développant des marchés permanents et saisonniers sur l'ensemble du territoire communal, en mettant en place une stratégie commerciale du parc des expositions ainsi qu'en mettant en place des évènements et des animations sur le territoire,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre ACTE du rapport d'activités 2023 de l'Epic Hippocampus.

Les élus prennent acte à l'unanimité de la présentation du rapport d'activités 2023 de l'EPIC HIPPOCAMPUS.

Monsieur le Maire
Merci pour ce conseil municipal. Il reste les décisions.

Monsieur DUCASSE
La décision qui autorise enfin la Drac à faire les fouilles de l'école Victor Hugo, mais grâce à Sud-Ouest j'ai appris que c'était fait aujourd'hui, il ne faudra pas recommencer de me dire que c'est fait 2 mois à l'avance alors que ce n'était pas fait.
J'avais posé la question par écrit et j'ai la réponse par écrit.

Monsieur le Maire
Merci, je tiens compte qu'il y a eu un conseil ce soir parfois viril mais courtois, je ne sais pas s'il y a une raison particulière à ce qu'il soit resté courtois, moi je le crois, continuons comme ça et c'est bien plus agréable de passer 4H30 ensemble, en n'étant pas d'accord mais au moins en ne s'insultant pas, ne soyez pas complices de ceux qui pourraient pourrir une situation.

Prochain conseil municipal le 27 juin

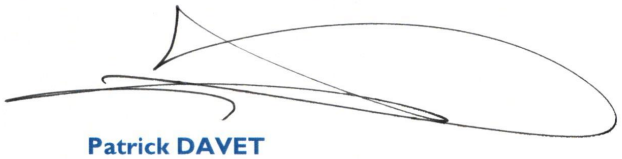
La séance est levée à 19H30

Le présent procès-verbal est arrêté au conseil municipal du : 27 JUIN 2024



Monsieur VOTION

Secrétaire de séance



Patrick DAVET

Maire de la Teste de Buch
Conseiller départemental de la Gironde